




TABLE DES MATIÈRES

Frais de scolarité: Contre la hausse

6

Éditoriaux, Chroniques, Lettres, Libres Opinions.....	6
LA PRESSE : «Victime» des réseaux sociaux?, par Vincent Marissal - Publié le vendredi 11 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le vendredi 11 mai 2012 à 16h22	6
LE NOUVELLISTE : Opinion : Diviser pour régner, par Muguette Paillé - Publié le mercredi 09 mai 2012 à 09h29	6
LA PRESSE: La saleté accumulée, par Patrick Lagacé - Publié le samedi 05 mai 2012 à 05h00	6
BLOGUES.LAPRESSE.CA : Vincent Marissal : Jadis, ils prônaient le gel... - Vendredi 4 mai 2012 Mise en ligne à 11h20	7
LA PRESSE: Avec le temps..., par Vincent Marissal - Publié le vendredi 04 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le vendredi 04 mai 2012 à 06h22 ..	7
LAPRESSE.CA: Opinion: Du carré vert au rouge, par Garance Philippe, Étudiante à l'École supérieure de théâtre de l'UQAM - Publié le mercredi 02 mai 2012 à 06h00	8
LE DEVOIR : Libre opinion - Conseillers budgétaires contre les hausses, par Collectif d'auteurs - Mardi 1 mai 2012	8
Vos réactions (11)	9
LE DEVOIR : Grève étudiante - Les libéraux, l'État et les étudiants, par Simon Couillard - Professeur de philosophie au Cégep de Drummondville - Mardi 1 mai 2012	9
Liberté de conscience	9
Actions possibles	9
À l'électorat de parler	9
Vos réactions	9
LA PRESSE: Chronique: Le temps file, par Michèle Ouimet - Publié le mardi 01 mai 2012 à 07h53	10
LE DEVOIR : Libre de penser, par Jean-Jacques Strélski, professeur à HEC Montréal et spécialiste en stratégie de l'image - Lundi 30 avril 2012.....	10
Réveil des intellectuels	11
Vos réactions (15)	11
LE DEVOIR : Idées : Pour les Gabriel, Martine et Léo de ce monde, par Sonya Morin - Professeure de littérature au Collège Bois-de-Boulogne - Lundi 30 avril 2012.....	11
Condamnation de l'ennemi.....	11
Pain bénit.....	11
Vos réactions (23)	11
LE DEVOIR : Lettres - Tout cela sonne faux, par Jacques Bouchard - Le 26 avril 2012 - Lundi 30 avril 2012	11
Vos réactions	11
LE DEVOIR : Lettres - Autoritarisme sans réserve, par Pierre Desjardins, Philosophe - Montréal, le 26 avril 2012 - Lundi 30 avril 2012	12
Vos réactions (15)	12
LE DEVOIR : Libre opinion - Pour le respect du droit de manifester, par Véronique Laflamme - Organisatrice au Front populaire en réaménagement urbain et l'une des porte-parole de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics - Lundi 30 avril 2012	12
Vos réactions (10)	13
LE DEVOIR : Éthique et religion : Trois conditions pour sortir de la crise étudiante, par Jean-Claude Leclerc - Lundi 30 avril 2012	13
Vos réactions (33)	13
LA PRESSE: Printemps érablé, par Nathalie Petrowski - Publié le lundi 30 avril 2012 à 06h00 Mis à jour le mardi 01 mai 2012 à 11h45 ..	13
LE SOLEIL: Point de vue: On devrait rougir de honte..., par René Bolduc, Professeur de philosophie, Collège François-Xavier Garneau - Publié le mardi 01 mai 2012 à 05h10.....	14
LE QUOTIDIEN: Chronique: La grande priorité, par Bertrand Tremblay - Publié le lundi 30 avril 2012 à 08h57	14
La relance du PLQ	14
Enjeu électoral	14
LA PRESSE: Chronique: Printemps érablé, par Nathalie Petrowski - Publié le lundi 30 avril 2012 à 06h00 Mis à jour le mardi 01 mai 2012 à 11h45.....	15
LA PRESSE: Chronique: Ce qui est bon pour nous, par Pierre Foglia - Publié le lundi 30 avril 2012 à 05h00	15
BLOGUES.LAPRESSE.CA: Chronique TV: TLMEP: L'étoile du match aux leaders étudiants, par Richard Therrien - Dimanche 29 avril 2012 Mise en ligne à 23h19 	16
 Commentaires (120)	16
LE DEVOIR : Éditorial : Grève étudiante - Le fond et la manière, par Marie-Andrée Chouinard - Samedi 28 avril 2012	16
Vos réactions (18)	17
LE DEVOIR : Idées : Black Bloc et carré rouge, par Francis Dupuis-Déri - Professeur de science politique à l'UQAM et auteur du livre Les Black Blocs (Lux, 2007) - Samedi 28 avril 2012	17
Les origines.....	17
Polémique.....	17
La cible est le message.....	17
Rester critique	18
Vos réactions (36)	18
LE DEVOIR : Chronique livres : Une offre qu'ils ne pourront pas refuser, par Louis Hamelin - Samedi 28 avril 2012.....	18
Vos réactions (11)	18
LE DEVOIR : Chronique livres : Le désastre économique n'est pas une fatalité, par Louis Cornellier - Samedi 28 avril 2012	18
À retenir.....	18
Vos réactions	19
LE DEVOIR : Lettres - Le mépris de la jeunesse: un cul-de-sac sociétal, par Maria de Koninck, professeure à la retraite, Université Laval - Québec, le 26 avril 2012 - Samedi 28 avril 2012	19
Vos réactions (9)	20
LE NOUVELLISTE: Les étudiants ont raison, par Claude Trudel, Trois-Rivières - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 09h31.....	20
LA PRESSE: Chronique: Ni printemps ni érablé, par Rima Elkouri - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 06h40.....	20
LA PRESSE AFFAIRES: Chronique: Leadership et crise, par Jean-Philippe Décarie - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 06h35.....	20

LE DEVOIR : Éditorial : Grève étudiante – Et la paix sociale ?, par Bernard Descôteaux – Vendredi 27 avril 2012	21
Vos réactions (57)	21
LE DEVOIR : Chronique : Un climat pourri, par Lise Payette – Vendredi 27 avril 2012.....	21
Vos réactions (87)	22
LE DEVOIR : Libre opinion – Les coups de matraque, par Léa Clermont-Dion – Étudiante en science politique – Vendredi 27 avril 2012.....	22
Vos réactions (27)	22
LE DEVOIR : Lettres – Indignation, par Yves St-Laurent - Stoneham, le 26 avril 2012 – Vendredi 27 avril 2012	22
Vos réactions	22
LE DROIT: Éditorial: Crise de société ?, par Pierre Allard - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 06h00	22
LE DEVOIR : La Réplique > Grève étudiante - Têtes blanches et carrés rouges, par Claude Perron, professeur de science politique à la retraite – Jeudi 26 avril 2012.....	23
À retenir.....	23
L'envers de la médaille	23
Aînés contre la hausse	23
Vos réactions (13)	23
BLOGUES.LAPRESSE.CA: Des élections contre GND?, par Vincent Marissal - Jeudi 26 avril 2012 Mise en ligne à 17h10	23
 Commentaires (228)	24
LA PRESSE: Chronique: La queue du chien, par Patrick Lagacé - Publié le jeudi 26 avril 2012 à 06h29.....	24
LE DEVOIR : Éditorial : Grève étudiante - Machiavel à Québec, par Marie-Andrée Chouinard – Jeudi 26 avril 2012.....	24
Vos réactions (85)	24
LE DEVOIR : Libre opinion - La face cachée de la grève étudiante, par Pierre Balloffet - Professeur agrégé à HEC Montréal - Jeudi 26 avril 2012.....	24
Vos réactions (12)	25
LE DEVOIR : Lettres - De l'espoir..., par Richard Chevalier Weilbrenner - Sutton, le 25 avril 2012 – Jeudi 26 avril 2012	25
Vos réactions (18)	25
LE DEVOIR : Lettres - Courageuse opiniâtreté !, par Louis Simard - Médecin de famille - Chicoutimi, le 24 avril 2012 – Jeudi 26 avril 2012.....	25
Vos réactions	25
LA PRESSE: Chronique: Ils le font exprès, ou quoi?, par Michèle Ouimet - Publié le jeudi 26 avril 2012 à 00h00.....	25
LE DEVOIR : Libre opinion - Violent débat... avec moi-même, par Renaud Bouret, économiste – Mercredi 25 avril 2012	26
Vos réactions (14)	26
LE DEVOIR : Lettres - Plus qu'une responsabilité individuelle, par Michel Allard, professeur associé, UQAM - Le 24 avril, 2012 – Mercredi 25 avril 2012.....	26
Vos réactions	27
LE DEVOIR : Lettres - Je me souviens, par Annie Duhamel - Le 23 avril 2012 – Mercredi 25 avril 2012	27
Vos réactions (18)	27
BLOGUES.LAPRESSE.CA: Ligne dure face aux étudiants : la queue du chien..., par Patrick Lagacé – Mercredi 25 avril 2012 Mise en ligne à 23h52	27
 Commentaires (352)	27
LE DROIT: Pour une solidarité intergénérationnelle, par Sonia Noreau, Candidate à la maîtrise en sciences politiques, Université d'Ottawa, Guilhème Pérodeau, Professeure, Département de psychoéducation et de psychologie, Université du Québec en Outaouais - Publié le mercredi 25 avril 2012 à 07h41	27
Pour un réel débat	28
LA PRESSE: Chronique: Conservatoire de musique de Montréal: Le sacre du printemps..., par Nathalie Petrowski - Publié le mercredi 25 avril 2012 à 07h36.....	28
LE DEVOIR : Lettres - Après la grève, par Roch Amyotte, Conseiller à la vie étudiante au Collège de Valleyfield - Valleyfield, le 22 avril 2012 – Mardi 24 avril 2012	29
Qui sont ces étudiants :	29
Vos réactions (15)	29
LE DEVOIR : Lettres - Ce n'est pas rien, par Romain Wilhelmy-Dumont, Étudiant au Collège Jean-de-Brébeuf - Le 23 avril 2012 – Mardi 24 avril 2012.....	29
Vos réactions (22)	29
LA PRESSE: Chronique: Je cède moi non plus, par Rima Elkouri - Publié le mardi 24 avril 2012 à 06h58	29
LE SOLEIL: Point de vue: Entre revendications, identités et questions de société: un appel à la citoyenneté québécoise, par Nicole Charron, Cantley- Publié le mardi 24 avril 2012 à 05h00	29
LA VOIX DE L'EST: Opinion: S'excuser pour se remettre au-dessus de la mêlée, par Denis Forcier, Shefford - Publié le 24 avril 2012 à 05h00	30
LE DEVOIR : Éditorial : Tous en cœur, par Marie-Andrée Chouinard – Lundi 23 avril 2012	30
Vos réactions	30
LE DEVOIR : Chronique : Droits de scolarité - Comment prévenir le chaos appréhendé, par Jean-Claude Leclerc – Lundi 23 avril 2012	31
Vos réactions (28)	31
LE DEVOIR : Libre opinion : Grève étudiante - Lettre à mes étudiants, par Philippe Rioux - Professeur de littérature au collège Ahuntsic – Lundi 23 avril 2012	31
Bête à deux têtes libérale	32
Le châte du bien-être financier	32
Vos réactions (20)	32
LE DEVOIR : « School as a business ? », par Collectif d'étudiants, de diplômés et de professeurs de HEC Montréal – Lundi 23 avril 2012 ..	32
Arrêter la destruction de la société.....	33
Vos réactions (30)	33
BLOGUE.LAVOIXDEL'EST: Des étudiants ignorés, discrédités, ridiculisés, par Michel Laliberté - Lundi 23 avril 2012 Mise en ligne à 12h55 	33



Commentaires (21)	34
LA PRESSE: Chronique: Appel au calme du chef de police, par Patrick Lagacé - Publié le lundi 23 avril 2012 à 08h38.....	34
LA PRESSE: Le chef du SPVM à la défense de ses hommes, entrevue avec Marc Parent, directeur du SPVM, par Pratick Lagacé - Publié le lundi 23 avril 2012 à 08h11.....	34
LA PRESSE: Au-delà des différences et de l'indifférence, par Marie-Claude Lortie - Publié le lundi 23 avril 2012 à 06h48.....	35
LA PRESSE:Chronique: L'histoire du carré rouge en 2072, par Stéphane Laporte - Publié le lundi 23 avril 2012 à 05h00.....	35
LE DEVOIR : Chronique : Des idées en l'ère - Des qualités et défauts du printemps érable, par Antoine Robitaille - Samedi 21 avril 2012.....	36
Vos réactions (29).....	36
LE DEVOIR : Lettres - Et les écoles privées..., par Réal Gingras - Outremont, le 18 avril 2012 - Samedi 21 avril 2012	36
Vos réactions (12).....	36
LAPRESSE.CA: Débats: Nous nous sommes trompés, par Philippe Labarre, professeur de littérature au collège Ahuntsic - Publié le samedi 21 avril 2012 à 06h00	36
LE SOLEIL: Point de vue: Pour une sortie de crise démocratique, par Antoine Baby, sociologue et chercheur en éducation, Saint-Antoine-de- Tilly - Publié le samedi 21 avril 2012 à 05h30	37
LA VOIX DE L'EST: Opinions: Pathétique !, par André Beauregard, Shefford - Publié le vendredi 20 avril 2012 à 05h00.....	38
LE DEVOIR: Intimidation et conflit étudiant - L'université en état de siège, par Collectif d'auteurs - Vendredi 20 avril 2012	38
Vos réactions	39
LE DEVOIR : Lettres - Vous devriez avoir honte Madame Beauchamp!, par Patricia Lefèvre - Mère indignée - Sutton, le 18 avril 2012 - Vendredi 20 avril 2012	39
Vos réactions (13).....	39
LE DEVOIR : Lettres - Le Québec n'a pas de chef de gouvernement, par Claude Martin - Ingénieur à la retraite, Lévis, le 18 avril 2012 - Vendredi 20 avril 2012	39
Vos réactions (12).....	39
LA TRIBUNE: Des élections pour sortir de la crise?, par Steve McKay, Président du Syndicat du personnel enseignant - Publié le jeudi 19 avril 2012 à 11h42.....	39
LE DEVOIR: Idées: Droits de scarlatité - Une infamie idéologique, par Victor-Lévy Beaulieu - Écrivain - Jeudi 19 avril 2012	40
Endettement et burn-out.....	40
Pourquoi ces commotions?.....	41
Enfants exploités	41
Vos réactions	41
LE DEVOIR: Lettres - Charest manque de CLASSE, par François Bergeron - Professeur au Département de mathématiques de l'UQAM - Le 17 avril 2012 - Jeudi 19 avril 2012.....	43
Vos réactions (19).....	43
LE SOLEIL: Débat: Étudiants versus Plan Nord, par Christopher Scott, Sept-Îles - Publié le 18 avril 2012 à 05h15.....	43
LA VOIX DE L'EST: Opinion: Pourquoi est-ce que le conflit perdure?, par Yan Ménard, Granby, étudiant au baccalauréat en enseignement scolaire, Université de Sherbrooke - Publié le mercredi 18 avril 2012 à 05h00.....	43
LE QUOTIDIEN: Une commission pour sortir de la crise, par Louis Roy, Président de la CSN - Publié le mardi 17 avril 2012 à 15h49	44
CYBERPRESSE: Débats: Penser différemment, par Marie-Soleil Calvert, Mère de deux enfants, l'auteure adresse sa lettre ouverte à son fils qui fréquente le cégep - Publié le mardi 17 avril 2012 à 06h00	44
LE DEVOIR: Libre opinion - La stratégie antidialogique, par Jonathan Cloutier, Enseignant en univers social au secondaire à sa dernière année de formation à l'Université de Montréal - Mardi 17 avril 2012.....	45
Vos réactions	45
LE NOUVELLISTE: Lettre: Pour le respect de la démocratie, par Sonia Palato - Publié le lundi 16 avril 2012 à 09h50.....	46
CYBERPRESSE: Chronique: La main tendue, par Michèle Ouimet - Publié le lundi 16 avril 2012 à 06h50.....	46
LE SOLEIL: Point de vue: Innover pour être crédible, par Jean Baillargeon, Expert-conseil en communication stratégique et ex-leader étudiant (L'auteur fut secrétaire général du Regroupement des associations étudiantes universitaires du Québec et initiateur de la loi sur la reconnaissance et le financement des associations étudiantes au Québec - Publié le lundi 16 avril 2012 à 11h49	46
LA PRESSE / CYBERPRESSE: L'université et le « pacte faustien », par CHANTAL GUY - Samedi 14 avril 2012 / Publié le lundi 16 avril 2012 à 10h26.....	47
LE DEVOIR: Libre opinion - Ce mépris qui m'attriste, par Josianne Millette - Étudiante au doctorat conjoint en communication de l'UQAM - Lundi 16 avril 2012	48
Vos réactions (26).....	48
LE DEVOIR: Éthique et religion: L'accès à l'université - Une crise de financement ou d'orientation?: A-t-on surtout besoin d'as de la chirurgie esthétique ou plutôt d'infirmières praticiennes?, par Jean-Claude Leclerc - Lundi 16 avril 2012	48
Vos réactions	49
LE DEVOIR: Idées: Conflit étudiant - Vite, des États généraux sur l'université !: Il faut impérativement faire une pause et réfléchir, collectivement, sur ce que nous voulons comme institution universitaire, par Collectif d'auteurs - Lundi 16 avril 2012	50
Avenir collectif.....	50
Vos réactions.....	50
LE DEVOIR: Lettres - Enseigner aux rouges comme aux verts, par Guy Ferland, professeur de philosophie au Collège Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse - Le 13 avril 2012 - Lundi 16 avril 2012	51
Vos réactions	51
LE DEVOIR: Lettres - Légalité et légitimité, par Guy Durand - Dunham, le 12 avril 2012 - Lundi 16 avril 2012	52
Vos réactions	52
CYBERPRESSE: Chronique: Le dérapage, par Michèle Ouimet - Publié le samedi 14 avril 2012 à 00h00.....	53
LE DEVOIR: Idées: Grève étudiante - Appel au dialogue, par Collectif d'auteurs - Samedi 14 avril 2012	53
Dés pipés	54
De l'affrontement au dialogue	54
Vos réactions	54
LE DEVOIR: Lettres - Ministre de l'Éducation?, par Normand Bourdon - Québec, le 11 avril 2012 - Samedi 14 avril 2012	56
Vos réactions	56
LE NOUVELLISTE: Lettre: Oui à la grève, par Nicolas Després, Trois-Rivières - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 09h39	56



LE SOLEIL: Analyse: Frais de scolarité: la fiscalité au secours de la négociation, par La Clinique fiscale de la Faculté de droit de l'Université Laval (Alex Boisvert, étudiante; André Lareau, professeur de droit fiscal; Christina Meunier-Cyr, étudiante; Jean-François Perrouty, étudiant; Martin Thiboutot, étudiant) - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 05h05	57
LE SOLEIL / LE DEVOIR: Point de vue: Sous les pavés, la grève, par Alain Vadeboncoeur MD, Longueuil - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 05h00 / Samedi 14 avril 2012	57
Régler la grève	57
Parler et écouter	57
Vos réactions (19) Le Devoir	58
CYBERPRESSE: Chronique: La provocation, par Michèle Ouimet - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 00h00 Mis à jour à 08h03.....	58
LE DEVOIR: Éditorial: Grève étudiante – Enlèvement, par Marie-Andrée Chouinard – Vendredi 13 avril 2012	58
Vos réactions (45)	58
LE DEVOIR: Libre opinion - «Je ne serai plus étudiante», par Julie Gingras - Bachelière en science politique de l'Université Laval et étudiante en Fine Arts à Concordia – Vendredi 13 avril 2012	58
Vos réactions (31)	59
LE DEVOIR: Lettres - Grève altruiste, par François Bergeron, Professeur au Département de mathématiques de l'UQAM - Le 11 avril 2012 – Vendredi 13 avril 2012	59
Vos réactions	59
LE DEVOIR: Lettres - Merci Madame Payette, par Mario Lacroix, Chicoutimi - Le 6 avril 2012 – Vendredi 13 avril 2012.....	59
LE NOUVELLISTE: Lettre: Continuez!, par Marie-Josée Richard, Enseignante de français au secondaire, Mère de famille, Shawinigan - Publié le 12 avril 2012 à 09h58	59
LE QUOTIDIEN: Courrier: Les droits de scolarité et l'humeur citoyenne - Publié le jeudi 12 avril 2012 à 07h59.....	60
CYBERPRESSE: Chronique: Une ministre très occupée, par Patrick Lagacé - Publié le jeudi 12 avril 2012 à 06h14	60
LA VOIX DE L'EST: Courrier: Oui à l'accessibilité aux études, par Luc Perron, Candidat du Parti québécois dans Granby - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 05h00	61
LE DEVOIR: Grève étudiante - Pour une sortie de crise: l'indexation, par Collectif d'auteurs – mercredi 11 avril 2012	61
Vos réactions (21)	61
LE DEVOIR: Lettres - Des cartons rouges, par Michel Seymour, professeur de philosophie à l'UdeM - Le 9 avril 2012 – mercredi 11 avril 2012	61
Vos réactions	62
LA TRIBUNE: Des mesures pour accroître l'accessibilité universitaire, par Luc Godbout, professeur à l'Université de Sherbrooke - Publié le mardi 10 avril 2012 à 10h54	63
LE DROIT: [Canular]: Lettre: Droits de scolarité : Québec doit reculer, par Léo-A Dorais, Fondateur et recteur (1969-1974), Université du Québec à Montréal, Michel Gervais,, Recteur (1987-1997), Université Laval et Louis-Edmond Hamelin,, Recteur (1978-1983), Université du Québec à Trois-Rivières - Publié le mardi 10 avril 2012 à 08h32	63
CYBERPRESSE: Libre opinion: Trop de diplômés, par Daniel Girard, compte 20 ans de métier comme journaliste et réalisateur à Radio-Canada. Il a obtenu en 2007 une maîtrise en administration publique de l'Université Harvard. - Publié le mardi 10 avril 2012 à 06h00	64
LE DEVOIR: Libre opinion - Des oubliées: les études supérieures et la recherche, par Vincent Larivière - Professeur à l'École de bibliothéconomie et de sciences de l'information de l'Université de Montréal et chercheur associé à l'Observatoire des sciences et des technologies de l'UQAM – Mardi 10 avril 2012	65
Vos réactions	65
LE DEVOIR: Lettres - Grève étudiante: pour un vote électronique, par Gilles Beaudet - Montréal, le 2 avril 2012 – Mardi 10 avril 2012.....	66
Vos réactions	66
CYBERPRESSE: Chronique: Attaque frontale, par Pierre Foglia - Publié le lundi 09 avril 2012 à 09h21.....	68
LE DEVOIR / LESOLEIL.COM: Idées: Le printemps étudiant à la lumière de Pâques, par Collectif d'auteurs – samedi 7 avril 2012 / Publié le dimanche 08 avril 2012 à 05h15	68
Vos réactions	69
LE QUOTIDIEN: Courrier: Le dialogue au lieu de la réprimande, par François Legault, bachelier en travail social, UQAC 1991 - Publié le vendredi 06 avril 2012 à 11h26	71
LE QUOTIDIEN: Courrier: Merci de m'avoir permis d'étudier, par Alain Héroux, chargé de cours, UQAC - Publié le vendredi 06 avril 2012 à 11h24.....	71
LE DEVOIR: La face cachée de la hausse des droits de scolarité - La manne des étudiants étrangers..., par Pierre Dubuc - Directeur de L'aut'journal – Vendredi 6 avril 2012	72
Vos réactions	73
LE DEVOIR: Lettres - Une proposition [couper le programme des REEE], par Jean-François Milette - Québec, le 4 avril 2012 – Vendredi 6 avril 2012.....	76
Vos réactions	76
LE DEVOIR: La réplique > Droits de scolarité - Des arguments en demi-teintes, par Colette Bernier, sociologue et professeure au Département des relations industrielles de l'Université Laval – Jeudi 5 avril 2012	76
À retenir.....	76
Le déclencheur > De droits et de diplomation	77
Vos réactions	77
LE DEVOIR: Lettres - Une omission!, par France Albert - Verdun, le 2 avril 2012 – Jeudi 5 avril 2012	79
Vos réactions	79
CYBERPRESSE: Chronique: Si la photo est bonne, par Pierre Foglia - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 06h26.....	79
CYBERPRESSE: Chronique: La belle vie, par Michèle Ouimet - Publié le mercredi 04 avril 2012 à 06h25.....	79
LE DEVOIR.COM: Grève étudiante - À l'école de la CLASSE, par Xavier Lafrance, Co-porte-parole de la CASSÉE lors de la grève étudiante de 2005; doctorant en science politique à l'université York, et Héloïse Moysan-Lapointe, Co-porte-parole de la CASSÉE lors de la grève étudiante de 2005; Enseignante de philosophie au cégep de St-Jean-sur-Richelieu - mercredi 4 avril 2012 17h36.....	80
Vos réactions	80
LE DEVOIR.COM: Les recteurs recalés en statistique!, par Pier-André Bouchard St-Amant Doctorant en économie à l'Université Queen's et président de la Fédération étudiante universitaire du Québec au moment de la grève de 2005 – Mercredi 4 avril 2012 17h40	81
Vos réactions	81

LE DEVOIR: Idées: Grève étudiante: au-delà des sous, par Diane Lamoureux - Professeure au Département de science politique de l'Université Laval – Mercredi 4 avril 2012.....	81
Vos réactions	82
LE DEVOIR: Libre opinion - Les Prix du recteur, vraiment?, par Blandine Parchemal - Doctorante de philosophie à l'Université de Montréal – Mercredi 4 avril 2012	86
Vos réactions	86
LE DEVOIR: Lettres - Manque de temps?, par André Mainguy - Longueuil, le 2 avril 2012 – mercredi 4 avril 2012	87
LE DEVOIR: Lettres - Lettre d'un débiteur fiscal et alimentaire, par Me Normand Laurendeau - Le 1er avril 2012 – mercredi 4 avril 2012..	87
Vos réactions	87
LE DEVOIR: Libre opinion - Confessions gênantes, par Ian Roberge, diplômé de la maîtrise en architecture en 2009 – mardi 3 avril 2012.	88
Vos réactions	88
VOIR.CA / BLOGUE: Revendiquer l'histoire, par Marc-André Cyr – Mardi 03 avril 2012.....	89
Commentaires	90
LA TRIBUNE: Basta. Ça suffit. Ça fera, par Véronique Grenier, Professeure de philosophie Cégep de Sherbrooke, Membre d'Estrie contre la hausse - Publié le lundi 02 avril 2012 à 09h38.....	92
LE DEVOIR: Lettres - Une juste part, par Jean-Maurice Hamel - Québec, le 29 mars 2012 – Lundi 2 avril 2012	92
Vos réactions	92
LAPRESSEAFFAIRES: Combien ça rapporte, un diplômé?, par Michel Girard - Publié le 02 avril 2012 à 07h20	94

Éditoriaux, Chroniques, Lettres, Livres Opinions

LA PRESSE : «Victime» des réseaux sociaux?, par Vincent Marissal - Publié le vendredi 11 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le vendredi 11 mai 2012 à 16h22

On reproche souvent au gouvernement Charest d'être déconnecté, mais dans le cas des réseaux sociaux, on peut dire que c'est littéralement le cas. En fait, le mot déconnecté est même inexact puisque le gouvernement ne s'est pas encore branché sur l'ère 2.0, du moins sur Twitter et Facebook, des outils incontournables de nos jours dans la population, mais presque totalement absents des milieux du pouvoir à Québec. Dimanche matin, la collègue Emmanuelle Latraverse a demandé à la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, quelles leçons elle tirait des 12 semaines de conflit avec les étudiants. Elle a répondu ceci: «Les réseaux sociaux ont joué un grand rôle et une grosse machine comme le gouvernement n'est pas très habile à utiliser les médias sociaux, qui ont provoqué un élargissement du débat.»

«Pas très habile», c'est un euphémisme. Quand ils parlent des «médias sociaux», on a l'impression que les membres du gouvernement Charest parlent d'une créature étrange, menaçante et insaisissable. Une créature antagoniste. Pourtant, quiconque fréquente même sporadiquement Twitter sait qu'il s'agit d'un outil de communication efficace, accessible et gratuit. Les organisations étudiantes l'ont abondamment utilisé, de même que les opposants et les partisans de la hausse des droits de scolarité, mais le gouvernement, lui, est aux abonnés absents. Au gouvernement Charest, on se méfie de cet outil et on n'a visiblement pas compris son utilité. Parmi les 26 ministres (en comptant le premier ministre), seulement 8 ont un compte Twitter, mais la plupart ne s'en servent pas, ou très peu. Line Beauchamp, par exemple, est sur Twitter, elle compte plus de 2600 abonnés (ce qui est très peu pour une ministre au centre de l'actualité), mais son dernier message date du 5 avril. La plus jeune ministre du cabinet Charest, Yolande James, a elle aussi un compte, mais elle n'a, à ce jour, envoyé aucun tweet. Quant à la ministre de la Culture, Christine St-Pierre, et à sa collègue des Services gouvernementaux (responsable du gouvernement en ligne!), Dominique Vien, elles n'ont pas de compte Twitter. C'est à croire que le bureau du premier ministre a donné un mot d'ordre contre Twitter à ses ministres, ce qui n'est pourtant pas le cas. «Non, nous incitons les gens à le faire [à communiquer par les réseaux sociaux], mais ils sont libres», dit l'attaché de presse de M. Charest, Hugo D'Amours, qui n'a pas de compte Twitter lui-même. M. D'Amours se prive d'un outil de communication bidirectionnel unique, qui permet de diffuser de l'information, mais aussi de suivre ce qui se dit à propos du gouvernement.

Du côté des partis de l'opposition, les responsables des communications sont, au contraire, très présents sur Twitter. Ça leur permet de jauger les réactions, de passer leurs messages (et leur *spin*, ce qui est de bonne guerre!) et de corriger des faussetés ou des rumeurs diffusées ou alimentées sur les réseaux sociaux. Si c'est bon pour l'opposition, c'est bon aussi pour le gouvernement. Twitter permet de diffuser des messages simples (un art et une nécessité en politique) et de proposer des liens vers d'autres sources d'information. Du temps qu'il était secrétaire de presse de Stephen Harper, Dimitri Soudas avait fort bien compris le potentiel de Twitter.

L'ancien journaliste Bruno Guglielminetti, spécialiste des nouveaux médias au cabinet de relations publiques National, pense que le gouvernement Charest se prive d'un outil de communication directe parce qu'il a l'impression qu'il ne contrôlera plus le message. «Pourtant, Twitter permet justement ça: contrôler son message, dit-il. Prenez par exemple quand un Alexandre Despaties gagne une médaille, rien n'empêche le premier ministre de le féliciter.»

Plusieurs députés (dont Bernard Drainville, Pascal Bérubé ou François Bonnardel) se servent de Twitter pour parler de leur travail de député, de leurs activités, ce qui crée des liens avec le public, ajoute M. Guglielminetti. Sans oublier Denis Coderre, le *king* de Twitter, qui a compris la force de ce médium. Les députés fédéraux, tous partis confondus, ont d'ailleurs une longueur d'avance sur ceux du Québec dans les réseaux sociaux.

Après avoir discuté avec quelques ministres du gouvernement Charest dans les derniers jours, j'en conclus qu'ils craignent Twitter parce qu'ils ne comprennent pas cet outil. Pourtant, il est devenu incontournable, comme la radio à l'époque de Maurice Duplessis et, plus tard, la télévision, qui a très bien servi les politiciens qui ont su l'appivoiser.

Bien sûr, il y a des risques et, donc, certaines règles à suivre.

Règle n° 1: ne pas provoquer la polémique et ne pas se laisser entraîner dans des *tweet fights*, des prises de bec virtuelles sur Twitter.

C'est précisément ce qui est arrivé au député libéral Gerry Sklavounos, qui s'est retrouvé dans l'embarras la semaine dernière après avoir fait un lien entre grève étudiante et crise d'Octobre. En fait, c'est plus nuancé que ça, mais justement, Twitter tolère parfois mal les nuances.

Autre bourde, hier, cette fois au cabinet de la ministre Beauchamp, où une attachée politique a suggéré que les bombes fumigènes dans le métro étaient presque du terrorisme...

En Alberta, au début de la campagne électorale, une attachée de la chef conservatrice s'est fait taper sur les doigts parce qu'elle avait écrit, sur Twitter, que la chef du Wildrose, Danielle Smith, n'était pas sincère quand elle parlait de famille parce qu'elle n'avait pas d'enfant. (Dans les faits, Mme Smith ne peut avoir d'enfant...)

Cela dit, pas besoin d'avoir un compte Twitter pour faire des gaffes, en politique. On voit souvent des bêtises impardonnables dans des communiqués de presse ou dans des déclarations. Avec Twitter, la gaffe se répand plus vite.

LE NOUVELLISTE : Opinion : Diviser pour régner, par Muguette Paillé - Publié le mercredi 09 mai 2012 à 09h29

Le gouvernement Charest n'a pas de quoi se péter les bretelles dans l'entente de principe conclue avec les associations étudiantes ce week-end. Comme dans tous les dossiers litigieux qu'il a connus depuis sa prise du pouvoir, ce gouvernement a attendu d'être acculé au pied du mur pour agir.

Les péquistes avaient beau exiger qu'il s'assoit avec les leaders des étudiants, il a fallu que le mécontentement populaire soit à son paroxysme pour le faire bouger. Au début de cette grève étudiante, il ne voyait pas la nécessité d'engager le dialogue et c'est seulement quand il n'a plus eu le choix qu'il s'est prêté à l'exercice. Maintenant, que ce gouvernement libéral se congratule de la tournure des événements est tout à fait odieux et ridicule. Nous ne sommes pas dupes. Certains étudiants ont perdu leur session, étant appelés ailleurs pour un travail d'été, suite à ce conflit qui aura duré trois longs mois.

Madame Marois a demandé sans relâche à Jean Charest et ce, depuis le début de cette grève, d'engager le dialogue avec les associations étudiantes. Aujourd'hui, ce premier ministre veut donner une leçon à ces mêmes étudiants en leur parlant de démocratie et en se targuant d'avoir agi comme il se doit. C'est honteux et c'est rire du monde.

La ministre Line Beauchamp a complètement été dépassée par la tournure des événements et par son manque d'ouverture, elle a encouragé les dérapages auxquels nous avons assisté lors de certaines manifestations. Ce n'est pas pour rien qu'on a demandé la démission de cette femme critiquée qui n'a pas su être à la hauteur.

Lors des prochaines élections, les Québécois se souviendront que ce gouvernement libéral avait pour devise: diviser pour régner. Il n'a pas su gérer ce dossier étudiant comme celui de la Rabaska, les gaz de schiste, la création d'em-

ploi, les contrats donnés aux garderies, les Inuits mécontents sur la Côte-Nord et la liste serait trop longue pour toute l'énumérer ici.

Vivement des élections afin qu'on puisse élire un vrai gouvernement responsable, un gouvernement à l'écoute des citoyens. Nous espérons un gouvernement qui saura défendre notre identité culturelle en protégeant comme il se doit notre langue francophone et qui n'attendra pas à la dernière minute pour satisfaire les Québécois en donnant des cadeaux de la dernière chance tout en espérant nous faire oublier qu'il n'a pas su être à la hauteur de nos attentes pendant qu'il était au pouvoir.

Muguette Paillé

LA PRESSE: La saleté accumulée, par Patrick Lagacé - Publié le samedi 05 mai 2012 à 05h00

Qu'est-ce que m'avait dit le chef de la police de Montréal, en entrevue, il n'y a pas si longtemps? Attendez que je fouille dans mes notes... Ah, oui. C'est ça. «Tout ce qui traîne a tendance à se salir...»

Marc Parent parlait de la fatigue de ses troupes, après des semaines de manifs à Montréal, dont certaines très musclées. Il parlait du travail policier qui, forcément, dans l'épuisement, peut déraiper, malgré l'entraînement et la retenue.

N'empêche que c'est une belle expression, très pertinente, qui cerne bien l'air du temps actuel. Tout ce qui traîne a tendance à se salir. Ce pourrait être le titre d'un documentaire racontant



ce printemps québécois 2012, ce printemps érablé de toutes les manifs. Victoriaville, hier, avec ces affrontements violents, ces étudiants blessés et ensanglantés, ce groupe de salopards de casseurs qui battent bravement un flic recroquevillé sur lui-même? Ces manifs montréalaises qui font de détestables escales d'intimidation devant les résidences personnelles d'un élu (Jean Charest) et d'un journaliste (Richard Martineau)? Ce brasse-camarade entre rouges, verts et sans couleurs, autour des cégeps et universités? Ces flics obligés de menotter des profs dans des cégeps, ces gardiens de sécurité qui jouent aux goons avec des profs d'université? Ces tatas qui parlent de casser la gueule de Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE, sur les médias sociaux? Ce climat de merde, toxique? C'est ça. C'est de la saleté accumulée. C'est ce qui arrive quand, pendant des semaines, on laisse une situation pourrir. Quand, pendant des semaines, un gouvernement est aveugle et sourd à la colère d'une masse critique d'étudiants. Ça se morpionne. Ça se gâche. Ça pourrait.


Jean Cournoyer, quand il parle du Québec, quand il parle de gouverner, est un de mes commentateurs préférés. On ne l'entend plus très souvent, mais ça ne donne que plus de poids à ses interventions. Sa lecture des événements est d'une lucidité assourdissante. M. Cournoyer a été ministre sous Robert Bourassa, dans les années 70, des années de troubles sociaux de toutes sortes. On ne peut pas dire que M. Cournoyer soit un dangereux communiste espérant voir l'ordre établi renversé. Que disait l'ancien ministre libéral du Travail, il y a une dizaine de jours? Il a dit qu'il était grand temps pour le premier ministre du Québec de s'impliquer dans la crise. M. Cournoyer était parmi les éminents Québécois qui ont signé, à la fin du mois d'avril, une lettre enjoignant au gouvernement de parler avec les étudiants. Je cite : «Jamais, dans des moments dramatiques, le gouvernement du Québec, l'État québécois, n'a-t-il opposé une aussi incompréhensible fin de non-recevoir aux groupes s'opposant à ses volontés.» Ce n'est pas - contrairement à ce que certains esprits tordus pensent - excuser la violence des casseurs que de constater ce fait : l'inaction du gouvernement de Jean Charest, pendant des

semaines, n'a rien fait pour calmer le jeu, dans la rue. Au moment d'écrire ces lignes, pour la première fois, le gouvernement négocie vraiment avec les étudiants, qu'il a convoqués hier à 16 h, à Québec. À la table : le négociateur de Québec ainsi que la ministre Line Beauchamp et la présidente du Conseil du Trésor, Michelle Courchesne; les trois associations étudiantes, de l'autre. Le hic, c'est que cette réunion aurait dû avoir lieu il y a des semaines. Elle aurait dû avoir lieu, tiens, quand les manifestations n'avaient pas encore été piratées par les amateurs du lancer du pavé. Après le 22 mars, par exemple, quand plus de 100 000 étudiants avaient défilé, pacifiquement, joyeusement, à Montréal. Le hic, bien sûr, c'est que l'intransigeance des libéraux devant les étudiants a été payante, politiquement. Le sondage de La Presse l'a bien montré, hier. Devant le chaos, le peuple irrité se rallie derrière l'incarnation de l'ordre : le gouvernement. C'est ici l'effet pervers de la saleté dont je parlais plus haut, un effet que peu d'entre nous avaient entrevu jusqu'à tout récemment : elle profite à celui qui l'a laissée là, sur notre comptoir collectif.

BLOGUES.LAPRESSE.CA : Vincent Marissal : Jadis, ils prônaient le gel... - Vendredi 4 mai 2012 | Mise en ligne à 11h20

Un lecteur m'a envoyé cet [article](#) où il est question d'un certain Jean Charest demandant à un certain Lucien Bouchard d'honorer sa promesse de geler les droits de scolarité... J'ajoute aussi celui-ci, dans lequel le premier ministre Lucien Bouchard fait du gel une promesse électorale... La Presse, Politique, mercredi 2 septembre 1998, p. B1 **Bouchard promet de geler les droits de scolarité** Gagnon, Katia Québec - S'il est réélu, le premier ministre **Lucien Bouchard** renouvelle la promesse faite en 1994 par son prédécesseur, Jacques Parizeau, et promet de geler les droits de scolarité à l'université pour toute la durée du mandat d'un nouveau gouvernement péquiste. M. **Bouchard** s'est engagé en ce sens lors d'une rencontre il y a deux semaines avec les représentants des différentes fédérations étudiantes, a appris *La Presse*. «M. **Bouchard** nous a indiqué que s'il avait réussi à maintenir les droits gelés pendant la période de réduction des dépenses qui vient de se terminer, il ne verrait pas pour quoi il ne pourrait pas le faire pour la période de surplus budgétaires qui s'en vient», confirme le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, **Nikolas Ducharme**. Les fédérations étudiantes ne se satisferont cependant pas de cet engagement, contracté en

privé, et s'attendent à ce que le chef du gouvernement se commette publiquement sur cette question. «On est content, mais on le serait encore plus s'il s'engageait formellement en public», dit M. Ducharme. Le chef libéral, Jean Charest, s'est de son côté engagé à n'augmenter qu'au minimum les droits de scolarité, en fonction de la hausse du coût de la vie, une promesse qui a déplu aux leaders étudiants qui réclament un **gel** total. Depuis quatre ans, le niveau des droits de scolarité est demeuré stable, mais au prix d'intenses pressions de la part des associations étudiantes, qui ont dû sortir dans la rue pour contraindre le gouvernement péquiste, pris à la gorge par son objectif de déficit zéro, à respecter sa promesse de 1994. Le premier ministre **Bouchard** ne s'est toutefois pas limité aux droits de scolarité: lors de la même rencontre, il a également promis aux fédérations étudiantes que son gouvernement légiférerait pour interdire les clauses discriminatoires, dites «orphelin», qui désavantagent les jeunes travailleurs en leur imposant un salaire moindre que celui de leurs aînés. M. **Bouchard** n'a pas précisé le type de législation auquel son gouvernement aurait recours, mais tout indique que le ministre du Travail, **Matthias Rioux**, se prépare à élaborer une loi cadre pour limiter le recours à ces clauses discriminatoires,

une législation qui pourrait être adoptée dès la prochaine session parlementaire. Hier, en commission parlementaire, l'Union des municipalités du Québec est pourtant venue avertir le gouvernement de ne pas interdire les clauses discriminatoires sans donner d'autres options aux municipalités pour réduire le niveau de leur masse salariale. Sans quoi, soutient l'organisme, les villes n'auront d'autre choix que d'augmenter les taxes. Rappelons que le recours aux clauses discriminatoires a grimpé en flèche dans les municipalités depuis le transfert financier de 500 millions de Québec vers les municipalités, qui n'avaient pas le droit, pour respecter ces nouvelles obligations financières, d'abaisser le salaire de leurs employés actuels. Elles ont donc utilisé d'autres moyens, qui pénalisent les nouveaux employés. «En interdisant les clauses *orphelin*, on va peut-être créer un problème au lieu d'en régler un. On ne peut pas régler de façon simple un problème complexe», lance le président de l'Union des municipalités, **Mario Laframboise**, qui croit qu'ajouter au «carcan» qui enserrme déjà les relations de travail dans le monde municipal ne pourra conduire qu'à une hausse des taxes. «Est-ce que c'est possible de penser un instant au contribuable?» s'est-il exclamé.  [Commentaires \(132\)](#)

LA PRESSE: Avec le temps..., par Vincent Marissal - Publié le vendredi 04 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le vendredi 04 mai 2012 à 06h22

On a probablement plus reculé qu'avancé, hier, dans le conflit opposant les étudiants au gouvernement, mais une chose est très claire: c'est ce dernier qui a gagné la bataille de l'opinion publique. Il reste à trouver une solution pour sauver un trimestre en péril, malgré la grogne qui continue de s'exprimer dans les rues et le refus des leaders étudiants de parler de hausse des droits de scolarité. Gros défi pour un gouvernement qui n'a pu, en trois mois, mettre fin à cette crise. Dans ce conflit qui s'envenime, le gouvernement Charest a toutefois deux atouts: le temps et un appui massif de la population. Chaque jour qui passe nous rapproche de la date limite d'un trimestre foutu et comme toute négociation

semble impossible, on voit difficilement comment on pourrait arriver à une sortie de crise négociée. Cela dit, ce gouvernement a misé sur l'usure du mouvement étudiant il y a déjà quelques semaines, sans succès, puisque des dizaines de milliers d'étudiants et élèves sont toujours en grève. Même les injonctions des tribunaux n'ont pas réussi à rouvrir les salles de classe. Les libéraux, réunis à partir d'aujourd'hui en conseil général à Victoriaville, auront en fin de semaine une bonne idée de l'état du mouvement étudiant puisque des manifs sont prévues dans cette ville des Bois-Francs. Au point où on en est, et vu l'impossibilité de s'entendre en négociation, le gouvernement pourrait décider, fort de l'appui d'une majorité de Québécois,

de laisser mourir le conflit de sa belle mort, en imputant aux leaders étudiants la responsabilité de ce fiasco. Les manifestations ne perdureront pas jusqu'en juillet... Malgré le brasse-camarade quotidien dans les rues de Montréal, le grabuge annoncé à Victoriaville et la confusion dans tout le réseau postsecondaire, le gouvernement gagne des points dans l'opinion publique: un gain de 8 % pour le taux de satisfaction (qui reste tout de même bas à 32 %) et un appui en hausse (68 % contre 59 % en mars) pour la position dans ce conflit. Il reste à aménager un plan de sauvetage pour ce qui peut être sauvé et prévoir les inévitables perturbations à venir dans les cégeps et sur les campus, ce que le gouvernement a commencé à



faire avec les recteurs et les dirigeants des collèges. Le bureau de la ministre Line Beauchamp a rappelé hier la FEUQ et la FECQ, mais il n'y avait pas, jusqu'à nouvel ordre, de rencontre prévue. Par ailleurs, la CLASSE semble plus isolée que jamais des deux autres grandes associations. Il y a toutefois un point faible dans la stratégie du gouvernement. Sa décision de maintenir la hausse de plus de 1600 \$ (sur sept ans au lieu de cinq ans) ne recueille que 40 % d'appui. La nomination d'un médiateur et celle d'un moratoire suivi d'états généraux obtiennent respectivement 29 % et 21 % (10 % croient que Québec doit annuler la hausse). Ce sondage confirme une tendance observée auparavant: les Québécois sont d'accord pour hausser les droits de scolarité, mais ils préféreraient une solution négociée plutôt qu'imposée de force.

L'idée d'une médiation peut paraître séduisante, mais il y a un hic. Un médiateur entre habituellement en piste entre deux parties qui ont déjà fait un bout de chemin de négociation ou, à tout le moins, qui peuvent négocier. Hier encore, on a vu clairement que le gouvernement et les leaders étudiants sont très loin du début d'un rapprochement. Un moratoire pourrait aussi calmer le jeu, mais pourquoi Jean Charest donnerait-il raison au Parti québécois alors que les sondages lui confirment l'appui de la majorité? Ce matin, après 12 semaines de grève, il reste, apparemment, peu d'options aux étudiants. Leurs leaders doivent maintenant se demander à qui et à quoi cela servirait de continuer la lutte. Vaudrait peut-être mieux prendre ce que le gouvernement a mis sur la table et reporter la prochaine ronde de combat en septembre ou,

comme le suggèrent certains ministres de Jean Charest, à la prochaine campagne électorale. Cela dit, je comprends parfaitement leur frustration. La condescendance et le paternalisme du gouvernement et de certains commentateurs à leur endroit sont en soi des sources de motivation suffisantes pour poursuivre le combat. On les accuse de se rebeller, de se défendre. Bien sûr qu'ils défendent leurs intérêts. Comme n'importe quel syndicat ou lobby. Mais voilà des jeunes engagés, préoccupés par la qualité de l'éducation et outrés à juste titre par le gaspillage, et on les accuse d'être des enfants-rois, de se regarder le nombril et de vouloir diriger les universités. Chaque fois que je passe en face de l'îlot «naufraiseur», rue Berri, je me dis que le gouvernement et les recteurs sont vraiment mal placés pour donner des leçons de responsabilité aux étudiants.

LAPRESSE.CA: Opinion: Du carré vert au rouge, par Garance Philippe, Étudiante à l'École supérieure de théâtre de l'UQAM - Publié le mercredi 02 mai 2012 à 06h00



Martin Roy, LeDroit

"Mon cheminement a pris du temps, comme s'il fallait que la masse fasse ses preuves."

J'ai voté non. J'avais voté non. Certains m'ont dit que j'avais perdu foi. D'autres m'ont dit que j'étais enfin devenue réaliste. Non pas parce que je croyais que la hausse des droits de scolarité était juste ou appropriée. J'avais voté non, car, à mon sens, le fait de descendre dans les rues et gueuler à s'en époumoner n'était pas la bonne façon de revendiquer. Avant aujourd'hui, jamais je n'aurais pu concevoir le pouvoir d'une foule, l'impact d'un rassemblement. Récemment, le jour d'une manifestation populaire, dans le métro, une fillette discutait avec ses parents de l'acte qu'elle allait poser en participant au regroupement. Elle s'est mise à chanter, comme par réflexe, *La manifestation*, des Cowboys Fringants. J'ai ri, de connivence avec ses parents. J'ai ri, car longtemps, chaque fois que j'entendais parler de manifestations, je me rappelais les paroles des Cowboys: «J'en suis v'nu à

conclusion que ça va prendre ben du soleil, sinon c'est pas d'main la veille qu'on va faire la révolution.»

J'ai toujours cru que les manifestants étaient faits en chocolat. J'ai toujours cru que les instances plus grandes que nous, sur lesquelles nous n'avons aucun contrôle, allaient à jamais déterminer nos actions ou du moins, influencer la motivation entraînant la persévérance à mener ces dernières à terme.

Mon cheminement a pris du temps, comme s'il fallait que la masse fasse ses preuves. Je levais le nez sur les fervents de la grève parce que j'avais une profonde certitude que tout ce qu'ils feraient serait de freiner une entente future, qu'ils feraient mal paraître la population étudiante.

Petit à petit, je me suis fait contredire. À ma plus grande surprise, voire à mon plus grand bonheur, ma hantise de la honte s'est transformée en l'émancipation d'une fierté. La coalition évolue, grandit, et surtout, bâtit sa lutte autour d'une volonté pacifiste impressionnante.

J'ai donc changé mon fusil d'épaule.

L'usage de cette expression n'est pas simple. La résonance de cette analogie est étrangement à propos. L'addition quotidienne des jours de désertion se meut en un climat de guerre. On parle de conflit, on parle de lutte, mais personnellement, j'ai l'impression qu'on peut aussi parler de guerre. Ce n'est pas pour rien que le mouvement fait écho à celui du Printemps arabe.

Au lendemain de ma conversion, je suis descendue dans les rues, m'époumonant. À un moment, il s'est mis à pleuvoir. Apeurée de la réminiscence du passage chanté des Cowboys Fringants, j'attendais. J'attendais, pleine d'angoisse, que les gens du mouvement se dissipent, que les gens mouillés soient découragés par la chute des gouttes. En tant que récente partisane, j'avais peur d'être déçue de mes troupes, d'en vouloir aux idéaux m'ayant fait passer d'un camp à l'autre.

En changeant mon fusil d'épaule, je me suis armée de convictions et d'endurcissement. Je suis devenue soldate. Malgré tout, à mes yeux, et à ceux de plusieurs de mes pairs, il peut être épeurant d'être au front d'un terrain miné. Toutefois, et c'est ici où je regagne ma foi, mes alliés combattants et moi n'avons pas peur, ni du gouvernement, ni de la pluie.

LE DEVOIR: Libre opinion - Conseillers budgétaires contre les hausses, par Collectif d'auteurs - Mardi 1 mai 2012

Nous côtoyons chaque jour des hommes et des femmes aux prises avec l'endettement, dont on entend si souvent parler depuis quelques mois. Oui, cet endettement provient d'une consommation facilitée par les multiples formes de crédit disponibles sur le marché. Mais ces gens sont aussi étranglés par la stagnation des salaires observée depuis une vingtaine d'années chez les salariés des classes moyennes, conjuguée aux augmentations diverses (panier d'alimentation, prix de l'essence, taxe santé, tarifs d'électricité, impôt foncier, loyers, forfaits téléphones cellulaires...).

Dans le débat faisant rage actuellement sur la fameuse « juste part », nous ne pouvons rester indifférents. Cela fait des années que nous réclamons aussi que tous fassent leur juste part ! Enfin, le sujet est sur la table ! Quoi ? C'est aux étudiants que l'on demande de contribuer davan-

tage, et ce, alors qu'ils ont déjà subi une hausse de 30 % de leurs droits de scolarité depuis 2005 ? C'est à tous les citoyens gagnant plus de 14 000 \$ à qui l'on demande une juste part au moyen d'une taxe santé de 200 \$ par personne ? C'est par une taxe à la consommation augmentée de 2 % en deux ans et non modulée en fonction des biens achetés que l'on espère remplir les coffres ?

Qu'apprend-on en parallèle ? La taxe sur le capital est abolie, même pour les entreprises financières ! Les impôts des entreprises sont diminués au fédéral ! Les entreprises pharmaceutiques démantagent et licencient des milliers de personnes malgré les avantages fiscaux qu'on leur offre ! On continue de payer nos médicaments 38 % plus cher que la moyenne des autres pays de l'OCDE !

Nous, conseillers budgétaires travaillant dans des organismes communautaires présents aux quatre coins du Québec depuis 45 ans, disons NON ! C'est assez ! Nous affirmons, encore et encore : il y a d'autres solutions !

Nous avons activement participé à l'élaboration d'alternatives fiscales qui permettraient de récolter plusieurs milliards de dollars pour le gouvernement, donc pour nous tous, sans recourir ni à la privatisation ni à la tarification de nos services publics (pour consulter ces suggestions humblement offertes au gouvernement depuis deux ans et qui n'ont pas été débattues à une Assemblée nationale pourtant en quête désespérée de moyens de remplir ses coffres : www.nonauxhausses.org).

Élus, au pouvoir ou dans l'opposition, en particulier M. Charest et Mme Beauchamp, lâchez les matraques et cessez les manœuvres indignes de



vos fonctions. Remporter une élection ne signifie nullement gouverner avec des oeillères pendant quatre ans. La lutte étudiante actuelle nous apparaît comme un symptôme d'un problème bien plus vaste : l'individualisation du financement de projets de société comme l'éducation ou la santé. La conséquence de cette vision de la société : plus de gens incapables de joindre les deux bouts et qui viendront de plus en plus nombreux nous rencontrer pour des consultations budgétaires. C'est déjà le cas, avant même la deuxième hausse des droits de scolarité en dix ans et celle de 30 % des tarifs d'électricité prévue dans les prochaines années.

La coupe est pleine et se déverse dans la rue. Ont signé ce texte :

Johanne Arnould (ACEF du Nord de Montréal) ;
Hélène Arsenault (ACEF Lanaudière) ;
Jacques Audet (ACEF de l'Est de Montréal) ;
Émilie Bernet-Pelletier (ACEF de l'Est de Montréal) ;
Valérie Berthelette (ACEF Montérégie-est) ;
Simone Bilodeau (ACEF Rive-Sud de Québec) ;
Sylvie Bonin (ACEF Estrie) ;

Maryse Bouchard (ACEF de l'Est de Montréal) ;
Johanne Carrier (ACEF Amiante-Beauce-Etchemins) ;
Olga Cherezova (ACEF de l'Est de Montréal) ;
Martin Cloutier (ACEF Amiante-Beauce-Etchemins) ;
Isabelle Dauphin (ACEF du Nord de Montréal) ;
Paule Desharnais (ACEF Amiante-Beauce-Etchemins) ;
France Desroches (ACEF Ile-Jésus) ;
Karine Doyon (Service budgétaire St-Félicien) ;
Julie Dussault (ACEF Sud-Ouest de Montréal) ;
Eduarda Freitas (ACEF Ile-Jésus) ;
Dominique Gagnon (ACEF du Nord de Montréal) ;
Clémence Gagnon (ACEF de Québec) ;
Colette Girard (CRIC Port-Cartier) ;
Roger Guay (ACEF Amiante-Beauce-Etchemins) ;
Francine Hamel (ACEF de Québec) ;
Claudine Inizan (ACEF Ile-Jésus) ;
Carole Laberge (ACEF du Nord de Montréal) ;
Sylvain Lafrenière (ACEF du Nord de Montréal) ;
Annie Lamarre (CRIC Port-Cartier) ;
Chantal Lapointe (ACEF Rimouski-Neigette et Mitis) ;

Nancy Leduc (Service budgétaire St-Félicien) ;
Isabelle Mailloux-Béique (ACEF du Nord de Montréal) ;
Martine Marleau (ACEF de l'Est de Montréal) ;
Danielle Morneau (ACEF Amiante-Beauce-Etchemins) ;
Jacinthe Nantel (ACEF Basses-Laurentides) ;
Julie Paquin (ACEF Basses-Laurentides) ;
Nicole Picard (ACEF Ile-Jésus) ;
Sophie Racine (Service budgétaire Lac-St-Jean-est) ;
Mélanie Rioux (ACEF Rive-Sud de Québec) ;
Kristelle Rivard (ACEF Estrie) ;
Gabriele Roehl (ACEF Sud-Ouest de Montréal) ;
Normand Roy (ACEF Amiante-Beauce-Etchemins) ;
Édith St-Hilaire (ACEF Rive-Sud de Québec) ;
Isabelle Thibeault (ACEF Sud-Ouest de Montréal) ;
Denise Turcotte (ACEF Estrie).

Vos réactions (11)

LE DEVOIR : Grève étudiante - Les libéraux, l'État et les étudiants, par Simon Couillard - Professeur de philosophie au Cégep de Drummondville - Mardi 1 mai 2012

Un an après la première victoire électorale des troupes de Jean Charest, Le Devoir reprenait certains extraits d'un débat tenu dans les pages de la revue Éthique publique sur le thème « Que reste-t-il du bien commun ? » Le 26 juillet 2004, le journal nous présentait l'intervention de son ex-journaliste Jean-Pierre Proulx, alors président du Conseil supérieur de l'éducation.

L'article, intitulé « L'éducation, un bien commun très particulier », réaffirmait la position du CSE et les grandes lignes de son rapport annuel 2000-2001 sur la nature du bien que constituent l'éducation et les fonctions de l'État dans le domaine. Le titre du rapport : À qui appartient l'école ? Une lecture à reprendre à la lumière du conflit étudiant.

D'abord, il y est question de l'éducation comme d'un bien public encadré par certaines normes et certains principes philosophiques universels qui, au Québec, ont été intégrés dans la législation. Pour Jean-Pierre Proulx, la responsabilité de l'État en éducation tient précisément à son caractère public.

Ainsi, le CSE stipule que « l'organisation et le fonctionnement [de l'éducation] relèvent de la responsabilité de la société dans son ensemble et de ses instances politiques », ou encore que « l'État doit assumer un rôle fondamental quant à l'organisation, au financement et à la gouvernance d'un système d'éducation qui ne saurait être confié à la seule responsabilité des individus, des familles ou de groupes privés ».

Liberté de conscience

L'auteur rappelle que, pour le CSE, « l'État est une réalité plurielle qui recouvre aussi bien l'Assemblée nationale, le gouvernement que le ministre et le ministère de l'Éducation ». En effet, rappelons que l'une des conséquences de la (re) création d'un ministère de l'Éducation au Québec a été d'imposer à la liberté académique un détournement par l'État démocratique.

Le CSE insiste sur le fait qu'il n'appartient pas à cet État, par-delà la question de la gouvernance, de monopoliser l'éducation et d'imposer une conception de la vie bonne, ce dernier point devant être laissé à la liberté de conscience des citoyens et des parents.

Actions possibles

Ainsi, et pour l'essentiel, le CSE réitérait, au nom du caractère public de l'éducation, la nécessité de situer l'organisation d'ensemble du système, y compris les questions du financement, dans le

processus politique démocratique. Si cette vision est toujours valide, quelles sont les actions possibles pour les parties impliquées ?

Pour les étudiants, la grève demeure un recours. Aux employés de l'État qui à la fois comprennent le sens de l'institution et voient la nécessité et le sérieux de la désobéissance dans la situation actuelle, on peut rappeler cette phrase qu'Henry David Thoreau réserve au fonctionnaire : « Si vous voulez vraiment faire quelque chose, démissionnez. » Il semble que personne n'en soit là. Mais ce n'est pas dire que la gronde est sans fondement.

À l'électorat de parler

En conférence de presse vendredi dernier, le premier ministre a rejeté avec force la suggestion voulant que les propositions gouvernementales fussent le fruit d'une tactique électorale. Peut-être faut-il le croire.

Néanmoins, il se peut que les libéraux soient obligés de recourir au processus démocratique au nom des prérogatives de l'État, ou plus vraisemblablement, au nom de leur légitimité à les incarner, pour pouvoir mettre fin aux perturbations.

Comme le signalait l'intègre député Louis Bernard, par ailleurs docteur en droit, sur son blogue : il faudra ultimement laisser à l'électorat la décision finale de ce dossier.

Vos réactions

- Jean Lapointe - Abonné, 1 mai 2012 09 h 11
Il faut des élections.
Ce gouvernement est en train de tout démolir.
Il est temps d'en changer.
«La question est de savoir si les étudiants québécois sont prêts à payer davantage uniquement pour que leurs universités soient reconnues internationalement par une minorité d'individus se basant sur les critères d'un marché mondial néolibéral et pour répondre aux besoins des entreprises privées. Dans le débat actuel sur la hausse des droits de scolarité, cet enjeu fondamental mérite d'être davantage discuté.»
<http://quebec.huffingtonpost.ca/martin-lavalee/unv>
- Louis-Gerard Fregeau - Inscrit, 1 mai 2012 10 h 39
Les élections viendront

Des élections il va y en avoir bientôt. Ce n'est qu'une question de temps. Au plus tard au printemps prochain.

Mais avant, il faut effectivement se forger collectivement une opinion sur l'éducation, la valeur que l'on y attribue dans la société et ce à quoi l'on est prêt à reconstruire collectivement pour que cette valeur devienne réalité.

Une grosse partie du débat ne semble pas tenir compte d'une réalité d'aujourd'hui qui est la place de l'école privée au secondaire et au CEGEP. Le système est mixte permettant au gouvernement d'aller chercher de l'argent supplémentaire sans entraîner de profond désaccord. Lorsque j'étais au secondaire, il y a maintenant 40 ans, les institutions privées avaient de la difficulté à survivre. Aujourd'hui, elles répondent à la demande. Plusieurs ont dû adapter leurs encadrements aux exigences des parents. Mais ce sont les parents qui payent et qui trouvent normal qu'il en soit ainsi. Beaucoup de jeunes ont grandi de le même contexte et ne comprennent pas pourquoi il en serait autrement.

Oui le monde a changé, le Québec a changé et il faut être très prudent avec les certains qui ont séché leur cours sur l'économie normative. Ils ne nous orientent pas vers une solution qui répond aux attentes de Québécois mais vers un idéal de société que peu de personnes adhèrent à.

Cependant, je suis en accord avec tous ceux qui argumentent qu'il faut un débat et même si ça semble désagréable à faire

Maurice Gauvreau - Inscrit, 1 mai 2012 12 h 32

Élections
Surtout pas d'élections maintenant et sur ce sujet. Ce serait abdiquer devant les contestataires et leurs alliés du Parti Québécois. Ce texte a-t-il été écrit par un fan de l'intègre député (?) Louis Bernard?

Et dans un autre ordre d'idée: "...monopoliser l'éducation et d'imposer une conception de la vie bonne, ce dernier point devant être laissé à la liberté de conscience des citoyens et des parents." Et pourtant ce même M. Proulx avait fait exactement le contraire en tant que président de la commission sur la place de la religion à l'école après que Mme Marois eut changé le mandat de la commission parce que les conclusions vers



lesquelles elle semblait se diriger n'allaient pas dans le sens de l'idéologie du Parti Québécois, que partageait d'ailleurs M. Proulx.

- Sylvain Lavoie - Abonné, 1 mai 2012 13 h 06

Renoncer à quoi ?

@Louis-Gerard Fregeau

"Une grosse partie du débat ne semble pas tenir compte d'une réalité d'aujourd'hui qui est la place de l'école privée au secondaire et au CEGEP. Le système est mixte permettant au gouvernement d'aller chercher de l'argent supplémentaire sans entraîner de profond désaccord."

Pour votre information, l'école "privée" est subventionnée à hauteur de 60% par élève par l'État, et ce contrairement à l'Ontario qui ne donne pas une "cenne" au privé...En fait, la définition même du mot "privée" sous-entend que le financement repose entièrement sur les épaules des particuliers et non pas sur des fonds publics. Mais dans notre Québec orwellien ou la novlangue libérale

s'impose de plus en plus, le privé n'est pas tout à fait du vrai privé, et la grève étudiante, concept défini dans tous les dictionnaires, devient ici un boycott. Pour répondre à votre interrogation, renonçons-donc une fois pour toutes à financer les écoles privées, et réinvestissons cet argent dans le réseau public et le financement des universités.

- SanTang - Inscrit, 1 mai 2012 15 h 48

Laisser à l'électorat la décision...

La hausse des frais de scolarité ne doit pas devenir un enjeu électoral. Il y en a suffisamment d'autres qu'il n'est pas nécessaire de nommer ici. De toutes façons, l'électorat n'a que le choix entre le PLQ (trop sectaire, trop têtue) et le PQ qui recommande un moratoire de crainte que la chaude patate ne lui brûle les doigts.

Au-delà, Québec Solidaire et Option Nationale sont seuls à recommander la gratuité et n'ont aucun espoir de gouverner. Puis y a la CAQ...bof!

Ce qu'il faut ici c'est suivre courageusement QS et ON en direction de la gratuité scolaire à tous les niveaux. Pas de demi-mesure en proposant un moratoire que les libéraux vont amputer en demi ou quart de moratoire. Réclamons la gratuité.

- Claude Gosselin - Inscrit, 1 mai 2012 23 h 08

Les universités entités privées ?

Cette hausse demandée par le gouvernement ne ferait que rattraper un peu des montants perdus par la non indexation. En principe les universités sont des entités autonomes oui j'ai bien dit autonomes. C'est un aspect important qui semble complètement oublié aujourd'hui.

Les conséquences d'une non-indexation rendra progressivement ces dernières de plus en plus dépendantes et à la merci des gouvernements et de leurs aléas financiers. Est-ce cela que l'on veut, j'espère bien que non !

LA PRESSE: Chronique: Le temps file, par Michèle Ouimet - Publié le mardi 01 mai 2012 à 07h53

Vendredi, Jean Charest et Line Beauchamp ont court-circuité les leaders des fédérations étudiantes en s'adressant directement à la population. Des leaders dûment mandatés, pas des usurpateurs.

Encore une fois, le gouvernement est passé au-dessus de leur tête, comme le 5 avril lorsque Line Beauchamp a annoncé qu'elle bonifiait le programme de prêts. Les leaders étudiants n'avaient pas été mis au parfum. Un point de presse et bang! c'est à prendre ou à laisser. Vendredi, donc, Jean Charest et la ministre de l'Éducation, Mme Beauchamp, se sont présentés devant les journalistes pour annoncer de nouvelles mesures touchant les bourses.

Des mesures intéressantes qui ne coûteront pas un sou au gouvernement, car il pige dans un crédit d'impôt pour les financer. Québec diminue de 39 millions de dollars le crédit d'impôt accordé aux étudiants pour le transformer en bourses. Au total, les étudiants n'auront pas davantage d'argent. Le gouvernement prend dans une poche pour en mettre dans l'autre. Mais il existe des variations à l'intérieur de cette opération de vases communicants. Les plus riches vont recevoir moins d'argent en crédits d'impôt et les plus pauvres vont recevoir des bourses plus coûteuses. Un transfert de richesse.

L'étudiant qui vit chez ses parents dont le salaire familial est de 45 000\$ aura droit à une bourse beaucoup plus généreuse. Elle passera de 193\$ à 5113\$. Par contre, ses droits de scolarité vont monter en flèche: de 2168\$ à 3946\$. Et l'étudiant ne doit pas travailler.

La hausse de 75% est étalée sur sept ans, plutôt que cinq. Un bon point. Par contre, Québec va indexer les droits de scolarité de 2,1% à partir de 2017. Mine de rien, les droits vont augmenter, même après la hausse de 75%. Et ils mon-

tent déjà de 50\$ par trimestre depuis 2007. Le gel ne fait plus partie du décor depuis de nombreuses années.

La facture va donc grimper, grimper et grimper. Le fossé entre le gouvernement et les étudiants est abyssal. Ils ne parlent pas la même langue: d'un côté, la gouvlangue, de l'autre, la grève-langue, pour parodier George Orwell qui, lui, parlait de novlangue et d'ancielangue dans son livre coup-de-poing, 1984.

Les étudiants réclament toujours le gel; le gouvernement, lui, tient mordicus à sa hausse de 75%. Étalée sur sept ans et non cinq, c'est vrai, mais le montant ne bouge pas d'un iota: 75%. C'est à prendre ou à laisser. Encore.

On ne touche donc pas au coeur du problème: les droits de scolarité, même si l'accessibilité a été améliorée avec les annonces récentes sur les prêts et bourses. Il faut être de mauvaise foi pour ne pas le reconnaître.

La CLASSE a déjà rejeté l'offre de vendredi. Les autres fédérations, FECQ (cégeps) et FEUQ (universités), consultent leurs membres. Mais le résultat de cette consultation est écrit dans le ciel. Les leaders préparent déjà une contre-attaque.

Cette grève, unique en son genre - l'impact des réseaux sociaux où une nouvelle voyage plus vite que son ombre, l'appel aux tribunaux avec la pluie d'injonctions, l'ampleur et la durée historique du conflit, les dérapages avec les casseurs armés de bâtons de baseball, les policiers qui ont pris le mors aux dents et les médias étrangers qui jettent un regard médusé sur ce printemps qu'on qualifie d'érable à défaut d'arable - , bref, cette grève unique n'a plus de fin. Elle s'étire encore et encore. Et elle est ponctuée de manifestations qui tournent parfois à la violence.

Cul-de-sac, impasse, blocage, fouillez dans votre dictionnaire de synonymes.

Les fédérations étudiantes veulent déposer une contre-offre aujourd'hui ou demain: des mesures pour financer le gel et une demande pour une médiation. J'ai des gros doutes sur leurs chances de succès. Hier, Line Beauchamp a dit que le recours à un médiateur était «peu opportun».

Le gouvernement n'est pas en mode écoute. Les sondages lui indiquent que la majorité de la population appuie la hausse, mais approuve-t-elle la gestion malhabile, voire provocatrice de la grève? Pas sûre.

Un mot sur le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, qui a accusé le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, d'encourager la violence, jeudi dernier.

Le lendemain, il a avoué qu'il était allé trop loin. «Mes paroles sont peut-être trop sévères, je peux le reconnaître», a-t-il dit à Paul Arcand.

Pas facile pour un ministre de reconnaître qu'il a perdu les pédales. Il faut dire que Paul Arcand l'a secoué comme un pommier avant de lui arracher cet aveu. Peu d'hommes politiques résistent au redoutable morning man.

Pendant que le conflit s'étire, des étudiants décrochent. La Fédération des cégeps est incapable d'en évaluer le nombre. À ces décrocheurs vont probablement s'ajouter les élèves faibles qui vont en arracher quand les cours vont reprendre, des cours au rythme accéléré pour boucler le trimestre au plus vite.

«Le rythme va être tellement rapide qu'il va y avoir des abandons», a reconnu le porte-parole de la Fédération des cégeps, Caroline Tessier.

Et plus la grève s'éternise, plus le rythme du rattrapage sera infernal.

LE DEVOIR: Libre de penser, par Jean-Jacques Stréliski, professeur à HEC Montréal et spécialiste en stratégie de l'image - Lundi 30 avril 2012

Vous l'avez deviné, j'ai emprunté mon titre. Il vous est familier, n'est-ce pas ? Ne cherchez plus. Cette magnifique devise s'étale chaque jour sur la page d'accueil du site de votre journal favori. Une formulation intelligente qui exprime avec finesse toute l'essence de cette grande institution journalistique et qui rend hommage à la plus saine des vertus démocratiques : la liberté d'opinion.

Cependant, à l'heure où chacun s'exprime de tout bord tout côté grâce à l'avènement des nouvelles technologies et des nouveaux médias (souvent qualifiés de médias sociaux), on se

rend bien compte que cette liberté d'exprimer ne fait pas forcément l'affaire de tout le monde. En effet, on se rend bien compte aujourd'hui que la libre circulation des opinions dérange énormément les pouvoirs publics, les grandes institutions économiques, publiques ou privées. On éprouve encore beaucoup de difficultés à s'adapter à cette nouvelle réalité de « haute surveillance » et de transparence exigée.

Pour s'en convaincre, il suffit de voir avec quel acharnement et souvent quelle maladresse certains tentent de nous expliquer que ces nouveaux comportements sont nocifs. Qu'ils sont un

frein à l'entrepreneuriat, qu'ils détournent l'attention nécessaire à l'accomplissement de « choses importantes » vers des choses plus futiles. Qu'ils engendrent des conflits générationnels dangereux pour le bien-être de la société. Autrement dit, on nous veut bien libres de penser, mais surtout tenus de nous la fermer!

Alors, paradoxe des paradoxes, en 2012, on aime de moins en moins la liberté d'opinion. Ou plutôt on feint de l'aimer. Car le déclarer serait trop conséquent.

En fait, ces déclarations émanent le plus souvent de ceux qui n'ont pas prévu l'importance que

prendraient les médias sociaux dans la gouvernance de leurs entreprises. Ni habitués à rendre des comptes à qui que ce soit ni tenus de le faire, les grands dirigeants d'entreprise, tout comme les chefs d'État, n'ont jamais eu auparavant, à composer avec une telle « menace ». Cela a beau les irriter, on peut le comprendre, ils n'ont plus le choix - l'histoire est en train de le démontrer sur le plan politique, elle le fera demain sur le plan de l'entrepreneuriat.

Réveil des intellectuels

« Bonjour l'ambiance », ai-je entendu de la bouche de certains de mes collègues devant la situation, certes empoisonnée, que nous vivons actuellement dans la tempête de la crise de la hausse des droits de scolarité et la grève des étudiants.

Hormis les inconvénients majeurs que cette crise occasionne et les répréhensibles gestes de violences qu'elle entraîne - que je condamne moi aussi -, je ne trouve pas forcément que cette crise soit néfaste sur tous les aspects. Sur le plan de l'échange des idées et opinions qu'elle suscite sur les médias sociaux et du formidable débat

qu'elle engendre sur l'ensemble des tribunes médiatiques plus traditionnelles, je constate au contraire que, hormis quelques agitateurs populistes, partisans patentés, beaucoup soulèvent de très bonnes questions.

Des écrivains, des journalistes renommés de médias indépendants ou non, des artistes, mais aussi des professeurs, des étudiants, des fonctionnaires ou anciens commissaires, des politiciens, des syndicalistes et plus merveilleusement de très nombreux citoyens, occupent désormais une place que je trouve personnellement très salubre pour la démocratie québécoise. Que cela plaise ou non au gouvernement.

Le débat sur l'éducation publique, au sujet duquel M. Charest prétend « qu'on s'est entendu là-dessus, il y a 20 ans et qu'on n'a pas à y revenir », est au cœur des réflexions.

Et curieusement, le débat s'élève, et là où on s'attendait à une foire d'empoigne entre des protagonistes des deux positions, on arrive vite à certains consensus : la véritable réflexion sur l'éducation n'a pas eu lieu, ou alors pas suffisamment et surtout, ce qui était vrai il y a 20

ans ne l'est plus du tout aujourd'hui. Il faut revoir sa copie.

Beaucoup s'entendent aussi sur le fait que l'attitude actuelle du gouvernement est néfaste pour l'ensemble de la collectivité, d'autant que ce gouvernement arrive en fin de mandat. Simplement parce qu'elle pourrait être interprétée comme une stratégie électorale servant à masquer autre chose.

Soulignons enfin que, dans une grande majorité, les étudiants démontrent une maturité lucide, citoyenne et responsable, nous laissant entrevoir, qu'au sortir de l'université, ils seront prêts demain à prendre la relève.

Devant la démocratie, disait Coluche, nous ne sommes pas tous égaux ou alors certains sont « plus égaux que d'autres ». Les libres penseurs reprennent l'espace et la rue. Faut-il y voir les signes d'une révolution pacifique et citoyenne de plus grande envergure ?

La « e-révolution tranquille », cela vous dit quelque chose ?

[Vos réactions \(15\)](#)

LE DEVOIR : Idées : Pour les Gabriel, Martine et Léo de ce monde, par Sonya Morin - Professeure de littérature au Collège Bois-de-Boulogne - Lundi 30 avril 2012

« [Il] devient nécessaire de détourner l'attention du troupeau dérouté, car, s'il commence à remarquer tous [les] problèmes, il se pourrait bien qu'il n'apprécie guère, étant donné qu'il en souffre. [...] Il est indispensable de lui faire peur en lui fabriquant des ennemis. [...] Il s'agit [donc] d'effrayer la population, de la terroriser et de l'intimider de telle sorte qu'elle n'ose plus voyager et tremble de peur, enfermée chez elle. »

Noam Chomsky

Propagande, médias et démocratie

L'état de la société, quand on le mesure à l'aune des notions d'égalité, de solidarité et de transparence, notions à la base de la Révolution tranquille, n'en finit plus de se dégrader. L'écart entre les riches et les pauvres se creuse, et cela, dans la quasi-indifférence. Quelques écervelés dénoncent, ces jours-ci et de temps à autre, les inégalités et les injustices, mais la rumeur s'apaise sitôt née. Et nous passons à autre chose. C'est à peine si nous nous souvenons du discours des indignés de Montréal et d'ailleurs, discours dénonçant le fait que 1 % des citoyens accapare la plus grande partie de la richesse du monde, laissant aux autres - 99 % de la population - l'immense chance de se partager ce qui reste. Et nous devrions remercier ces riches bourgeois de nous si bien traiter, de nous si bien gouverner, d'être si généreux. C'est ainsi que l'élite politique et économique mine la force du peuple en le déshéritant, en le spoliant et en lui faisant croire que tout cela est naturel ou nor-

mal. Ce discours dominant, le « troupeau dérouté » ne le critique pas, car le faire peut être un exercice périlleux - Gabriel Nadeau-Dubois l'apprend à ses dépens ces jours-ci.

Condamnation de l'ennemi

C'est à cette source que s'abreuvent les êtres crédules qui doutent de ceux s'employant à servir une cause plus grande que la leur. Ces êtres crédules ne voient pas les ficelles qui activent les marionnettes du pouvoir politique et ne voient pas clairement les mains qui les contrôlent. Bien sûr, il arrive que ces êtres crédules se doutent que tout ne va pas dans le sens du bien commun. Il arrive qu'ils ne puissent se cacher totalement le fait que les « décideurs », comme ceux qui s'étaient réunis au Palais des congrès le 20 avril pour applaudir au Plan Nord et se moquer des « chercheurs d'emploi » qui frappaient trop bruyamment aux portes du salon, travaillent dans leurs propres intérêts. Du coup, le risque qu'ils s'excitent pointe.

C'est alors que les décideurs, pour apaiser ces êtres, pour les éloigner lorsqu'ils s'approchent de si près qu'ils risquent de voir leurs manoeuvres de spoliation, condamnent tous les gestes posés sur la place publique par les écervelés, les rendent monstrueux grâce à la complexité des forces de l'ordre et brandissent un ennemi à abattre. Ils cernent celui qui dérange, celui qui bloque les ponts, celui qui ralentit ou empêche la circulation du métro, celui qui entrave celle des automobiles, celui qui colore les murs de rouge, celui qui perturbe le libre accès aux lieux de travail. Ils en font une cible unique. Ils martèlent leur discours

accusateur, tout en sachant que leurs paroles sont mensongères. Peu importe la vérité, ce qui compte, c'est que le message se répande et se répète comme l'écho. Cette tactique apeure les crédules et leur impose le silence, tout en canalisant leur vindicte. Ce faisant, les décideurs contrôlent le « troupeau dérouté » et le poussent à se cadennasser chez lui en attendant que le ménage soit fait, que les arrestations et les coups de matraque calment le jeu des écervelés et rétablissent l'ordre.

Pain béni

En ce sens, les étudiants, leurs leaders et leurs actions sont du pain béni pour Charest. Ils sont l'Ennemi dont le premier ministre avait ardemment besoin pour espérer faire gober son Plan Nord au Sud et aux Autochtones entre autres, pour faire accepter son principe « utilisateur-payeur » en santé et en éducation, pour cacher son affairisme sous la chape d'une nouvelle virginité politique, voire pour gagner les prochaines élections. Et un homme, Gabriel Nadeau-Dubois, incarne plus particulièrement cet ennemi dont l'être crédule doit se méfier.

Chomsky a raison : le troupeau dérouté, enfermé dans sa peur, choisira l'ordre pour éviter d'imaginer une société juste, solidaire et en quête de vérité, mais forcément chaotique en ses débuts. Le troupeau se taira. Reste à voir ce que feront les incroyables, jeunes et vieux.

[Vos réactions \(23\)](#)

LE DEVOIR : Lettres - Tout cela sonne faux, par Jacques Bouchard - Le 26 avril 2012 - Lundi 30 avril 2012

Je fais partie de cette frange de la population qui comprenait mal ce qui était en train de se tramer. J'ai regardé, un peu las, les étudiants d'abord chigner, puis tenter d'argumenter, puis crier, ensuite hurler. Je n'ai pas suivi le début de ce qui est devenu une crise parce que j'étais ailleurs. Cynique à cause de mon âge, de la génération innommable (X), j'ai regardé la chose de loin. À mon âge, beaucoup traversent la vie comme dans une croisière...

Je ne suis pas ce que l'on pourrait appeler un militant. Mes jeunes années m'ont montré que la politique ronge inutilement ceux qui s'y collent, monte des ego en épingle, crée des montres de vanité, surtout s'ils y sont depuis plus de 10 ans. La machine (langage du milieu politique pour désigner les ministères) devient l'extension de

leur volonté. Le bunker, une espèce de Versailles de béton...

J'ai cru à ce qu'on m'avait appris : le respect, l'honnêteté, le devoir, le bien commun.

Puis sont venues les blagues de notre premier ministre. Certains y ont vu de banales galéjades, je n'y ai vu que du mépris. Pourquoi le fil s'est-il cassé à ce moment précis ? Je l'ignore... Les politiciens sont ce qu'ils sont, me direz-vous. Et vous aurez raison. Reste que le mépris n'a pas sa place en politique quand on parle d'une partie de la population. Reste que la condescendance n'a pas de mise quand on est premier ministre. Reste que l'arrogance, résidu de trop d'années au pouvoir, est le résultat d'une suite de trop de courbettes. Reste que je ne peux croire que

notre démocratie se résume à élire un roi tous les quatre ans.

Il y a quelque chose qui sonne faux dans tout cela...

Le reste sera histoire. Peut-être. Sans victime. Sans bourreau. Nous sommes en Amérique quand même... Mais les stratagèmes ignobles d'un gouvernement qui cherche seulement sa réélection sont pour moi des claques en plein visage.

À mon intelligence, à ce que l'on m'a appris, aux efforts de mon père, à mon filleul que j'aime et à notre avenir. Tout cela sonne faux. J'aimerais croire que je ne suis pas le seul.

Vos réactions

- Gaston Bourdages - Abonné, 30 avril 2012 04 h 52

<p>Mille mercis Monsieur Bouchard pour... ces forts articulées réflexions. Je m'incline devant le respect réfléti dans votre propos. C'est tout à l'honneur de votre dignité. J'épouse entièrement votre point de vue. J'ai profondément hâte d'avoir au Québec un véhicule politique où le chauffeur, «les deux mains sur le volant», nous offrira au moins UN projet de société nourrissant. Un «Plan Nord»...tout-à-fait d'accord. Mais pour QUI?...au juste et en TOUTE justice ? Monsieur Bouchard, vous n'êtes pas LE seul...ni seul. Mes respects, Gaston Bourdages, Saint-Valérien de Rimouski http://www.unpublic.gastonbourdages.com</p> <p>• Y. Morissette - Inscrit, 30 avril 2012 06 h 30 Je suis avec vous. Vous n'êtes pas seul M. Bouchard. Vous avez pris la marche étudiante alors qu'elle était déjà en route. Cela n'a aucune importance. L'important est de la voir et d'en comprendre les raisons. La grève des étudiants est actuellement dans une période critique et difficile. Ce que ces jeunes font actuellement, c'est la demande d'une force d'énergie inimaginable pour ne pas tomber dans les pièges des vautours actuels du gouvernement qui se fout complètement de la population. Le plan nord, c'est de l'argent pourri pour une clique de voleurs dont les recteurs et les principaux des universités font partie en se servant des tribunaux pour briser ce mouvement étudiant. Je crois que l'ensemble de la population du Québec n'est plus dupe de ce gouvernement qui n'en est pas un. Nos jeunes étudiants sont admirables de courage, de dignité et de force. Ils n'ont peut-être pas beaucoup d'argent (ce maudit argent), mais ils ont des idées et des idéaux, et c'est ce qui fait leur FORCE. Il n'est surtout pas nécessaire d'avoir fait de longues études pour comprendre les malaises de la société actuelle: tout pour les mêmes et rien pour les autres. Je rêve d'une grande marche de toute la population du Québec avec les jeunes pour mettre dehors ce gouvernement Charest. Pour ne pas rester seul, je suis certaine que vous la feriez avec nous cette</p>	<p>marche solidaire. Nous arriverons à ce qui est déjà commencé.</p> <p>• Marc Chénier (de Laval) - Abonné, 30 avril 2012 07 h 46 Entre-temps, nous souffrirons! Bravo pour cette lettre qui me reconforte par votre sagesse et votre justesse. J'ai aussi écouté TOUT LE MONDE EN PARLE d'hier: l'entrevue de Louis-Gilles Francoeur et l'entrevue de nos trois jeunes leaders. À ÉCOUTER ET RÉFLÉCHIR. Ça me dit encore une fois depuis 1 ou 2 mois: Fini nos deux vieux partis qui ont occupé le pouvoir après le premier mandat de René Lévesque - notre meilleur gouvernement EVER! Alors quoi? La deuxième vague du Québec déferlera (et appuiera sa première): on aura le choix entre Québec Solidaire (QS), Coalition Avenir Québec (CAQ) ou Parti Vert(PV). Espérance de: -Prochain gouvernement du Québec de coalition minoritaire par un siège Québec Solidaire - Parti Vert (avec l'opposition CAQ -Prochain gouvernement du Canada minoritaire NPD par quelques sièges avec un Libéral quasiment mort.... Entre-temps, nous souffrirons! • NDNM - Inscrit, 30 avril 2012 08 h 34 Pourquoi pas Oprion Nationale dont la plateforme est très proche QS avec plus d'emphase sur l'indépendance • Sylvain Auclair - Abonné, 30 avril 2012 16 h 10 Votre espérance se base sur des prémisses fausses en ce qui a trait à notre système électoral. Si, dans chaque comté, l'opposition de gauche au parti libéral se divise entre PQ, QS, PVQ-GPQ* et ON, ce qu'on aura sans doute, c'est de nouveau Jean Charest et son parti... C'est ça que vous voulez? *Le parti vert, le parti libéral et le parti égalité sont les seuls partis à avoir leur nom officiel en anglais en plus de la langue officielle. Je leur ai écrit à quelques reprises à ce sujet, et on me promettait toujours de remédier «prochainement» à la situation. • Samuel Pothier - Inscrit, 30 avril 2012 08 h 33</p>	<p>Quelques analyses de la réforme de l'investissement pour l'éducation Effectivement M. Bouchard, tout ce débat se débat se propulse sur des bases erronées : on ne hausse pas les frais de scolarité pour assister l'université, mais bien pour discipliner les étudiants et arrimer les institutions post-secondaires à «l'économie du savoir», aux besoins des entreprises.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. http://www.zcommunications.org/the-assault-on-publ (En anglais) 2. http://www.iris-recherche.qc.ca/blogue/rpr-et-assu 3. http://voir.ca/marc-andre-cyr/2012/04/16/faire-tai 4. http://en.wikipedia.org/wiki/Mohawk_Valley_formula (Un document dont semble fortement s'inspirer les stratégies de Jean Charest.) <p>• Pierre Carpentier - Abonné, 30 avril 2012 11 h 38 Vous n'êtes pas seul Il ne nous reste qu'à espérer que le réveil tant attendu depuis des années se produise au pays du Québec. Merci aux jeunes, petits-enfants de la Révolution tranquille, qui façonneront la société du 21e siècle à leur manière, mais avec notre appui. Nos politiciens n'ont pas su s'adapter à une société plus instruite, donc nous sommes sur la bonne voie : un peuple instruit sera plus fort. Monique Bisson, Gatineau • emeri - Abonné, 30 avril 2012 12 h 19 Les vieux sont tous contre les jeunes:faux! Monsieur Bouchard, Vous ne dites pas votre âge, mais à la lecture de votre excellent texte, j'en déduis que vous n'êtes pas de prime jeunesse. Ce qui me fais dire que les personnes âgées, de toute évidence, ne sont pas contre ces merveilleux jeunes étudiants qui se sont vus obligés d'investir les rues pour défendre leurs point de vue et leurs options contre ce gouvernement pourrie jusqu'à la moelle. Pour ma part, à 78 ans, j'endosse la prise de position de ces jeunes qui ne veulent pas se laisser manger la laine sur dos. Assez c'est assai, merde. Réjean Grenier.</p>
---	---	---

LE DEVOIR : Lettres - Autoritarisme sans réserve, par Pierre Desjardins, Philosophe - Montréal, le 26 avril 2012 - Lundi 30 avril 2012

<p>Le gouvernement Charest met présentement la table pour de nouvelles élections dès ce printemps. Dans le brouhaha actuel, il espère faire rapidement oublier les affres du gouvernement en matière de corruption. Avant que les choses ne s'enveniment encore davantage pour lui avec la commission d'enquête sur la construction, il préfère prendre tout de suite en otage la cause étudiante, faisant hypocritement de celle-ci l'élément central du futur débat électoral, espérant ainsi faire oublier ses nombreux autres déboires. C'est dans cette perspective hautement électorale qu'il faut comprendre l'attitude négativiste de Line Beauchamp, une attitude qui ne s'explique que par le désir du gouvernement d'appeler à la population pour résoudre l'impasse actuelle. Or, il faut bien voir que cette impasse a</p>	<p>été créée de toutes pièces et qu'elle a été maintenue artificiellement par le gouvernement jusqu'à aujourd'hui, moment maintenant jugé opportun par Jean Charest pour une éventuelle victoire électorale. Car, malheureusement, Jean Charest n'a qu'une seule idée en tête : se faire élire pour un autre mandat. Obsédé par le pouvoir, peu importe pour cet homme les dégâts collatéraux qu'une telle victoire électorale peut occasionner. Que des étudiants perdent leur session, que Montréal soit vandalisé, que des étudiants et des policiers se fassent massacrer, que des millions de dollars soient perdus inutilement dans ce conflit, peu lui importe, pourvu que la population oublie pour un moment, grâce à l'ampleur du conflit étudiant, la commission d'enquête et la corruption qui rongent son gouvernement. Autrement dit, toute sa</p>	<p>stratégie dans la gérance du conflit étudiant consiste à trouver un instant propice à sa réélection... Devant autant d'acharnement d'un seul homme à masquer la réalité pour garder le pouvoir, on ne peut que s'interroger sur le type de démocratie en cours. Disons qu'actuellement, le Parti libéral du Québec est le parti d'une seule personne, et ce n'est pas normal ! Faisant preuve d'autoritarisme sans réserve, Jean Charest joue présentement avec ses ministres comme avec des pions. Car il s'agit pour lui de gagner la partie : pas celle du Québec, mais uniquement la sienne, et cela, envers et contre tous ! Vos réactions (15)</p>
---	--	---

LE DEVOIR : Libre opinion - Pour le respect du droit de manifester, par Véronique Laflamme - Organisatrice au Front populaire en réaménagement urbain et l'une des porte-parole de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics - Lundi 30 avril 2012

<p>Vendredi dernier, à Québec, plus d'une centaine de personnes surtout issues de la région de Québec, majoritairement des femmes, ont pacifiquement pris la rue pour protester, comme des</p>	<p>centaines de milliers de personnes le font depuis douze semaines, contre l'augmentation des droits de scolarité imposée par le gouvernement Charest.</p>	<p>Repondant à l'appel de la CLASSE, ces étudiantes, citoyennes, mères, travailleuses souhaitent mettre en lumière les impacts de la hausse des droits sur les femmes, un enjeu malheureu-</p>
--	---	--

sement peu discuté jusqu'ici. Elles voulaient souligner la remise en cause du droit à l'éducation que cette hausse représente, notamment pour les femmes. Elles n'ont pas pu le faire. Quinze minutes à peine après le début de la manifestation, alors que plusieurs étaient d'ailleurs sur le trottoir, elles ont été interceptées par les policiers de la Ville de Québec. Motif : l'article 500.1 du Code de la sécurité routière interdit « d'occuper la chaussée, l'accotement, une autre partie de l'emprise ou les abords d'un chemin public [...] de manière à entraver la circulation des véhicules routiers » si l'on n'y est pas autorisé légalement. Résultat : environ 80 personnes, dont la signataire de cette lettre qui avait été invitée à prendre la parole au nom d'une coalition de 140 groupes sociaux au départ de la manifestation, ont été détenues pendant trois heures aux fins

d'identification. Lors-qu'elles ont enfin pu quitter le poste de police, elles avaient toutes un constat d'infraction dans leur poche, certaines de 444 \$, d'autres de 484 \$.

Qu'en est-il alors du droit de manifester garanti par l'article 3 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec et par l'article 2b) de la Charte canadienne des droits et libertés ?

Le statut constitutionnel et quasi constitutionnel de ces Chartes fait pourtant en sorte qu'elles priment le Code de la Sécurité routière. Il n'y a aucune ambiguïté à ce sujet. Le droit de s'associer avec d'autres personnes afin d'exprimer publiquement notre opinion est l'un des fondements de toute société démocratique. Une manifestation ne peut être déclarée illégale que si elle se traduit par de la violence ou des actes de destruction. C'est la Cour suprême du Canada qui l'a dit. Les tribunaux ont également confirmé que la rue était un endroit approprié

pour manifester. Vendredi, à Québec, comme à de très nombreuses reprises au cours des douze dernières semaines, il n'y avait aucune raison de limiter la liberté d'expression et le droit de manifester.

Pourquoi alors cette interpellation de masse ? Sinon que parce que les policiers de la Ville de Québec abusent de leur pouvoir dans le but d'intimider et de faire taire les manifestants et manifestantes.

Le droit de manifester est un droit acquis grâce à d'importantes luttes populaires. Un droit qu'il faut préserver. Quels intérêts la police de Québec sert-elle en remettant tout cela en question à coup d'abus de pouvoir ? Toute réponse ne serait qu'hypothèse. Mais dans tous les cas, c'est inacceptable !

[Vos réactions \(10\)](#)

LE DEVOIR : Éthique et religion : Trois conditions pour sortir de la crise étudiante, par Jean-Claude Leclerc – Lundi 30 avril 2012

«Grotesque », l'analyse qui voit dans la hausse des droits de scolarité un plan pour aller aux urnes ? « Ignoble », l'accusation du PQ qui y voit aussi une manoeuvre électorale ? Rien ne prouve que le premier ministre ait ourdi pareille machination, encore que les libéraux ont déjà tenté de surprendre leurs adversaires (1962, 1973, 1976) et que Jean Charest a gagné de cette façon sa réélection en 2008 ! Mais, cette fois, si son Plan nord menait droit à un proche scrutin, la révolute étudiante, elle, l'aura plutôt pris au dépourvu. Certes, avant que cette crise appréhendée n'aboutisse à une impasse, quel parti aura résisté à la tentation de l'exploiter ? À vrai dire, aucun n'a fait montre de modération dans le discours, ni de créativité dans la recherche d'un règlement. Or, dans tout conflit, un règlement n'est possible que si les circonstances s'y prêtent, que les protagonistes s'y emploient et, surtout, qu'une solution acceptable soit trouvée. Dans le cas présent, deux de ces trois conditions ne sont pas encore réunies.

Si une majorité d'étudiants est restée en classe, un tiers aura préféré mettre en péril son année scolaire plutôt que de s'accommoder de la hausse décrétée par Québec. L'intervention policière n'a pas découragé les manifestants ; les injonctions n'ont pas permis non plus de rétablir les cours. Quelques actes de violence, notamment dans le métro de Montréal, tenaient du terrorisme. Bref, la situation ne pourra durer sans graves dommages aux gens et aux institutions. Ces circonstances appellent à un déblocage devenu urgent.

Toutefois, les protagonistes ne sont pas tous engagés dans la recherche d'un compromis. Le gouvernement propose des allègements aux coûts personnels de l'éducation supérieure, mais sans plus. Les recteurs semblent disposés à revoir le financement acquis pour leurs universités, voire à soumettre leur fonctionnement à un examen indépendant. Mais les associations

étudiantes restent liées à un mode de consultation lent et complexe et surtout à une « solidarité » entre elles qui risque de les paralyser.

D'abord, ces fédérations ont fait de la gratuité de l'enseignement l'objectif fondamental de leur opposition aux droits. Un retour au « gel » ne les satisfèrait guère, ni même une « suspension » de la hausse. Car elles ont investi des efforts considérables dans leur campagne et obtenu, depuis, un succès non négligeable, notamment au sein du corps professoral. Leur base voudra-t-elle reprendre les cours sans plus de concession de la part du gouvernement ?

Mais, surtout, plus grand obstacle, une des composantes du mouvement étudiant, la CLASSE, ne saurait se contenter d'un compromis, ni même d'une victoire de la gratuité. Tel n'est pas son but fondamental. Elle vise un renversement de la société capitaliste. Toute solution du conflit risquerait de ralentir, sinon de démobiliser, sa lutte contre les « élites dominantes ». Ces militants-là ne sont pas des « casseurs », mais des idéalistes d'une impossible révolution. Auront-ils un droit de veto sur le choix des étudiants ?

Enfin, il faut une solution acceptable. Ce ne sont pas les formules qui manquent, mais plutôt la volonté d'en choisir une qui soit réaliste, juste et applicable. La gratuité était jugée nécessaire lors de la grande réforme de l'éducation au Québec, mais elle n'a pas prévalu au Canada ; quelques pays l'ont néanmoins établie, notamment en Scandinavie. Elle serait peu coûteuse, estiment des économistes, mais dans un État endetté comme au Québec est-elle un choix impérieux ?

Sous le régime actuel, la « juste part » attendue de l'étudiant est devenue un dogme. Mais quelle contribution serait équitale ? Une revue du dossier montre qu'un taux égal pour tous ne l'est pas nécessairement. Pourquoi l'étudiant pauvre devrait-il payer autant que l'étudiant fortuné ? Pourquoi celui dont la formation coûte peu serait-

il taxe autant que celui dont elle coûte beaucoup ? Ces questions ne sont pas démagogiques.

La Commission d'étude sur la formation des adultes recommandait déjà, il y a 30 ans, que les droits soient haussés, mais « établis de façon différenciée selon les programmes ».

En 2004, la Conférence des recteurs (CREPUQ) notait que les étudiants en administration ou en sciences humaines, par exemple, assumaient plus de 19 % du coût de leur formation, alors que les étudiants en médecine vétérinaire et en chirurgie dentaire ne payaient, eux, que 5,9 %.

Ailleurs au pays, des étudiants paient différemment selon la discipline à laquelle ils sont inscrits.

En 2007, à l'Université de Montréal, Robert Lacroix signe avec Michel Trahan une étude sur Le Québec et les droits de scolarité universitaire. Le propos est clair et net : « La mesure la plus injuste dans le financement actuel des universités n'est peut-être pas le gel, mais l'uniformité des droits de scolarité. Un étudiant en lettres paie actuellement 42 % des coûts de sa formation, tandis qu'un étudiant en médecine dentaire n'en paie que 7 % . »

En 2010, Le Devoir citait une juriste de l'Université de Toronto, Catherine Valcke : « L'accessibilité aux études ne requiert pas que tous les étudiants, y compris les mieux nantis, n'aient à payer qu'une fraction de ce qu'il en coûte pour les former. [...] Subventionner les études de tous les étudiants, peu importe leurs moyens financiers, revient à exiger que des moins nantis paient pour les études de mieux nantis qu'eux-mêmes. [...] C'est le monde à l'envers. »

Bref, le Québec forme, bien sûr, une société distincte, mais pourquoi faudrait-il qu'il tombe sous la loi de l'émeute pour sortir des sentiers battus ?

[Vos réactions \(33\)](#)

LA PRESSE: Printemps érablé, par Nathalie Petrowski - Publié le lundi 30 avril 2012 à 06h00 | Mis à jour le mardi 01 mai 2012 à 11h45

Ne soyons pas prétentieux ni inconscients. Il n'y aura pas de printemps arabe québécois. D'abord, le Québec n'est pas un pays arabe, ni même un pays au demeurant, et Jean Charest n'est pas Ben Ali, Moubarak ou Kadhafi.

En revanche, j'aime assez l'idée d'un printemps érablé, cette expression joliment ironique, lancée par les étudiants grévistes en graphisme de l'École de la Montagne rouge. Leur slogan a été récupéré par l'Orchestre des Artistes et la troupe La Conserve, deux entités formées d'élèves du Conservatoire de musique et d'art dramatique de

Montréal. Ceux-ci présenteront demain, à 20h, à l'église Saint-Jean-Baptiste, rue Rachel, *Le sacre du printemps érablé*, un spectacle en soutien au mouvement étudiant.

Jusqu'en mars dernier, on ne peut pas dire que les étudiants du Conservatoire de Montréal, évoluant dans les univers parallèles de la musique et du théâtre, se parlaient beaucoup. Ils se côtoyaient certes dans les couloirs de l'édifice de la rue Henri-Julien, mais c'était chacun son monde et sa chanson. Puis, comme tous les étudiants du Québec, ils ont senti se lever le vent

de la contestation et ils ont voulu y participer à leur façon. Ils ont donc organisé un spectacle commun, peut-être le premier spectacle de ce genre dans l'histoire du Conservatoire, réunissant sur la même scène étudiants en musique et étudiants en théâtre.

Le spectacle *On hausse le ton* a eu lieu au Théâtre Rouge, le théâtre du Conservatoire, le 22 mars. On y a lu des textes contestataires de la revue *Fermaille*. On y a joué des oeuvres symphoniques un brin contestataires, aussi. Le spectacle fut un grand succès. Salle bondée,

applaudissements à tout rompre. Une soirée magique, m'a dit une des organisatrices. Le lendemain, tout le monde a fait la grève. Puis le surlendemain, les étudiants en musique, beaucoup plus nombreux, se sont joints au mouvement de grève générale illimitée pendant que leurs amis du théâtre... rentraient sagement en classe. De quoi diviser les troupes et déclencher les hostilités entre les acteurs et les musiciens? Absolument pas. Plusieurs soirs par semaine, acteurs et musiciens, grévistes et non grévistes, ont continué à répéter ensemble en vue du spectacle de demain, chacun comprenant et respectant les motivations de l'autre. En principe, le spectacle du *Printemps érable* devait être placé sous le signe de la révolte et du ressentiment contre la direction du Conservatoire. Mais voilà que jeudi en fin d'après-midi, la direction et les représentants des étudiants en

sont venus à une réelle et authentique entente. Alleluia! Alors qu'à Québec, Line Beauchamp continuait à faire sa maîtresse d'école bornée et à compromettre les négociations avec les associations étudiantes, les gens du Conservatoire, eux, donnaient l'exemple et montraient comment, même face à une impasse, il est parfois possible de trouver des solutions. Jeudi en fin d'après-midi, il n'y avait pas que la direction qui était heureuse du dénouement. Les porte-parole des étudiants l'étaient tout autant. Au téléphone, ils m'ont assuré que les choses avaient débouqué pour vrai. Lundi, un comité de travail réunissant aussi bien des membres de la direction et du conseil d'administration que des étudiants va être créé pour réfléchir à l'accessibilité de l'enseignement et à des solutions de rechange à la hausse des droits de scolarité.

Mieux encore, un protocole de retour en classe qualifié de plus équitable par l'association étudiante a été ébauché et accepté. Cela ne changera probablement rien au déficit accumulé de 5,7 millions du Conservatoire et de ses neuf écoles d'art. Mais comme le Conservatoire relève de la ministre Christine St-Pierre et non de Line Beauchamp, peut-être qu'il y aura enfin moyen de moyenner. Le Conservatoire ne reviendra probablement jamais à la gratuité comme ce fut le cas pendant ses 50 premières années, mais peut-être que des solutions plus créatives seront trouvées pour son financement. Les étudiants du Conservatoire ont été réalistes. Ils ont demandé l'impossible et ils l'ont en partie obtenu. C'est peut-être ça un printemps... érable.

LE SOLEIL: Point de vue: On devrait rougir de honte..., par René Bolduc, Professeur de philosophie, Collège François-Xavier Garneau - Publié le mardi 01 mai 2012 à 05h10



Photo Le Soleil Pascal Raththé
La manifestation féministe organisée par la CLASSE à Québec, qui a donné lieu à plus de 80 arrestations.

Je ne suis pas extrémiste. Je ne prône pas des moyens violents pour obtenir une fin que je considère juste. Je suis un démocrate qui défend les valeurs libérales de sa société. Or, je constate que ces valeurs sont gravement menacées avec des arrestations injustifiées et répétées de citoyens.

Le dernier exemple criant: vendredi dernier, à Québec, lors d'une manifestation féministe organisée par la CLASSE. Cette manifestation avait été annoncée, elle se déroulait pacifiquement, elle était ouverte à tous et à toutes et non seulement aux étudiants. Les policiers ont ensuite donné des consignes qui n'ont pas été reçues clairement par tous. On procéda alors à l'arrestation de 81 personnes. Ce n'était pas une opération improvisée: la souricière était déjà prête pour cette arrestation massive. On a conduit ces personnes au poste de police pour leur coller une amende de 494\$. Je répète afin qu'on mesure l'énormité: des gens doivent payer une amende de 494\$ parce qu'ils ont eu le courage de marcher pacifiquement dans la rue afin de dénoncer le caractère sexiste de la hausse des frais de scolarité! Ils chantaient: «Paix, amour et gratuité scolaire».

Quand on arrête des gens de la sorte, j'éprouve de la honte pour ma société qui cède aux sirènes de l'État policier. J'éprouve de la honte pour ceux qui applaudissent devant de telles actions inacceptables dans un État de droit. J'éprouve de la honte pour ceux qui les considèrent comme des criminels et qui pensent que c'est bien mérité. Encourager ce genre d'action policière, c'est se faire du tort à soi-même; c'est dégrader sa société. C'est se faire complice d'un État qui musèle ses citoyens pour délit d'opinion. C'est ça qu'on veut? Si ceux qui applaudissent aujourd'hui devaient perdre injustement leur emploi demain, s'ils voulaient crier pacifiquement leur indignation sur la place publique, seraient-ils toujours d'accord avec le fait d'être traités comme de vulgaires bandits, d'être emmenés au poste de police, mis à l'amende et sommés de ne plus recommencer sinon la peine serait encore plus sévère? Devant ce genre de provocation, je peux très bien comprendre pourquoi l'envie nous prend de procéder à des actes de désobéissance civile. Si c'est une société méprisante ses citoyens que l'on veut, mettons alors à l'amende tous les défenseurs des droits et libertés démocratiques.

Peu importe le parti que l'on prend dans le conflit étudiant, on devrait rougir de honte devant un tel traitement, devant ces tentatives de faire taire, de vouloir humilier et de traiter les gens comme s'ils étaient de vulgaires criminels. Quand une société se comporte ainsi devant ses critiques, elle contribue à miner la confiance essentielle que chaque citoyen devrait éprouver envers elle.

Cela doit cesser. La police doit mieux exercer son jugement et être capable de distinguer les vrais bandits de ceux qui luttent pour améliorer la société. Qu'on ne fasse pas de chichi quand ces amendes honteuses seront contestées: qu'on les retire! Punissons les vrais criminels et non pas les gens qui exercent leur droit fondamental d'exprimer leur opinion, laquelle est plutôt modérée quand on y pense.

Nous avons besoin de la police. Jamais je ne condamnerais en bloc son travail, pas plus que celui des journalistes ou des politiciens. Je sais aussi que plusieurs policiers ne sont pas à l'aise face à ce qu'on leur demande d'accomplir. Ils ont peut-être deux ou trois enfants qui voudront aller à l'université. Ils comprennent qu'au terme de la hausse, la facture montera à près de 4000 \$ par année, sans compter tous les frais afférents, les achats de livres et, dans de nombreux cas aussi, les frais de logement, etc. Ces nuances faites, il faut dénoncer les débordements et rappeler aux autorités politiques, municipales ou provinciales, de faire preuve de leadership et d'en appeler à plus de discernement.

LE QUOTIDIEN: Chronique: La grande priorité, par Bertrand Tremblay - Publié le lundi 30 avril 2012 à 08h57

Usé, impopulaire et éclaboussé par les allégations de financement illégal des partis politiques, le gouvernement libéral rebondit néanmoins dans les intentions de vote.

Il était déclassé par François Legault, avant que le mouvement lancé par l'ancien ministre péquiste se transforme en Coalition avenir Québec, le nouveau parti politique qui prend la place de l'ADQ de Mario Dumont. Quant au Parti québécois, après avoir plongé dans les bas-fonds sous les effets de la division, il est aussi remonté au niveau de ses rivaux sous les impulsions d'une unanimité retrouvée.

La relance du PLQ

Mais voici que le Plan Nord et la crise étudiante provoquée par l'augmentation des droits de

scolarité modifient à nouveau le scénario. Quoi qu'en disent ses adversaires politiques, le premier ministre Jean Charest a si bien vendu son Plan Nord qu'il fait oublier les erreurs de son gouvernement. Les grands pilliers de l'État salivent en réclamant les plus généreuses redevances.

Banalissant la dette publique, la plus lourde de toutes les provinces canadiennes, ils s'approprient à piger à pleines mains dans les milliards\$ venus d'ailleurs. Et ils rechignent quand les régions dépositaires de notre riche potentiel de ressources naturelles insistent sur l'importance d'investir dans les infrastructures.

Et pendant ce temps, le débat sur la hausse des frais de scolarité tourne à la violence. Les contri-

buables enragent de voir les manifestations quotidiennes devenir le festival permanent des casseurs. Ils sont bien conscients que ce sont eux qui défraieront la note salée des méfaits et de généreuses primes versées aux policiers appelés à assurer la sécurité.

Sympathique au départ à la cause étudiante, la population est irritée par les débordements qui ponctuent des revendications apparemment excessives. La dernière offre globale «finale» du gouvernement Charest a été rejetée sans avoir été analysée sérieusement par les associations en rébellion contre l'autorité politique.

Enjeu électoral

Les positions sont maintenant clairement établies: la CAQ favorise également l'augmentation



des frais de scolarité, mais Legault critique sévèrement la stratégie du gouvernement. Pauline Marois n'imposerait que l'indexation des frais de scolarité tant et aussi longtemps que le taux de diplômés universitaires n'aurait pas atteint celui des autres provinces. La chef du Parti québécois explique son attitude en rappelant que toute hausse produit une baisse de la clientèle universitaire.

Les observateurs de la scène politique soupçonnent Jean Charest de prolonger le conflit par stratégie électorale. Comme l'opinion publique semble lui donner raison, il serait ainsi tenté de fixer la date de la prochaine élection générale. L'hypothèse l'a fait bondir d'indignation. Mais ce ne serait pas la première fois qu'un événement aux rebondissements insoupçonnés devienne le terme central d'une campagne électorale.

Mais comment dénouer l'impasse? Une majorité de la population, et j'en suis, fait de l'éducation la toute première priorité de l'État québécois. Avant même la santé où les intérêts corporatifs avalent honteusement l'argent des contribuables en attribuant toujours à une responsabilité politique théorique les carences du système. (...)

LA PRESSE: Chronique: Printemps érable, par Nathalie Petrowski - Publié le lundi 30 avril 2012 à 06h00 | Mis à jour le mardi 01 mai 2012 à 11h45

Ne soyons pas prétentieux ni inconscients. Il n'y aura pas de printemps arabe québécois. D'abord, le Québec n'est pas un pays arabe, ni même un pays au demeurant, et Jean Charest n'est pas Ben Ali, Mubarak ou Kadhafi.

En revanche, j'aime assez l'idée d'un printemps érable, cette expression joliment ironique, lancée par les étudiants grévistes en graphisme de l'École de la Montagne rouge. Leur slogan a été récupéré par l'Orchestre des Artistes et la troupe La Conserve, deux entités formées d'élèves du Conservatoire de musique et d'art dramatique de Montréal. Ceux-ci présenteront demain, à 20h, à l'église Saint-Jean-Baptiste, rue Rachel, *Le sacre du printemps érable*, un spectacle en soutien au mouvement étudiant.

Jusqu'en mars dernier, on ne peut pas dire que les étudiants du Conservatoire de Montréal, évoluant dans les univers parallèles de la musique et du théâtre, se parlaient beaucoup. Ils se côtoyaient certes dans les couloirs de l'édifice de la rue Henri-Julien, mais c'était chacun son monde et sa chanson. Puis, comme tous les étudiants du Québec, ils ont senti se lever le vent de la contestation et ils ont voulu y participer à leur façon. Ils ont donc organisé un spectacle commun, peut-être le premier spectacle de ce genre dans l'histoire du Conservatoire, réunissant sur la même scène étudiants en musique et étudiants en théâtre.

Le spectacle *On hausse le ton* a eu lieu au Théâtre Rouge, le théâtre du Conservatoire, le 22 mars. On y a lu des textes contestataires de la revue *Fermaille*. On y a joué des oeuvres symphoniques un brin contestataires, aussi. Le spectacle fut un grand succès. Salle bondée, applaudissements à tout rompre. Une soirée magique, m'a dit une des organisatrices.

Le lendemain, tout le monde a fait la grève. Puis le surlendemain, les étudiants en musique, beaucoup plus nombreux, se sont joints au mouvement de grève générale illimitée pendant que leurs amis du théâtre... rentraient sagement en classe. De quoi diviser les troupes et déclencher les hostilités entre les acteurs et les musiciens? Absolument pas. Plusieurs soirs par semaine, acteurs et musiciens, grévistes et non grévistes, ont continué à répéter ensemble en vue du spectacle de demain, chacun comprenant et respectant les motivations de l'autre.

En principe, le spectacle du *Printemps érable* devait être placé sous le signe de la révolte et du ressentiment contre la direction du Conservatoire. Mais voilà que jeudi en fin d'après-midi, la direction et les représentants des étudiants en sont venus à une réelle et authentique entente. Alleluia!

Alors qu'à Québec, Line Beauchamp continuait à faire sa maîtresse d'école bornée et à compromettre les négociations avec les associations étudiantes, les gens du Conservatoire, eux,

donnaient l'exemple et montraient comment, même face à une impasse, il est parfois possible de trouver des solutions.

Jeudi en fin d'après-midi, il n'y avait pas que la direction qui était heureuse du dénouement. Les porte-parole des étudiants l'étaient tout autant. Au téléphone, ils m'ont assuré que les choses avaient débouqué pour vrai. Lundi, un comité de travail réunissant aussi bien des membres de la direction et du conseil d'administration que des étudiants va être créé pour réfléchir à l'accessibilité de l'enseignement et à des solutions de rechange à la hausse des droits de scolarité. Mieux encore, un protocole de retour en classe qualifié de plus équitable par l'association étudiante a été ébauché et accepté.

Cela ne changera probablement rien au déficit accumulé de 5,7 millions du Conservatoire et de ses neuf écoles d'art. Mais comme le Conservatoire relève de la ministre Christine St-Pierre et non de Line Beauchamp, peut-être qu'il y aura enfin moyen de moyenner. Le Conservatoire ne reviendra probablement jamais à la gratuité comme ce fut le cas pendant ses 50 premières années, mais peut-être que des solutions plus créatives seront trouvées pour son financement. Les étudiants du Conservatoire ont été réalistes. Ils ont demandé l'impossible et ils l'ont en partie obtenu. C'est peut-être ça un printemps... érable.

LA PRESSE: Chronique: Ce qui est bon pour nous, par Pierre Foglia - Publié le lundi 30 avril 2012 à 05h00

Vous n'en parlez pas?
J'en ai déjà parlé.
Mais vous n'avez rien dit!
Si! J'ai dit que j'étais fasciné par le conflit lui-même, mais pas très mobilisé par son objet: l'augmentation des droits de scolarité.
Qu'est-ce qui vous fascine dans ce conflit si ce n'est pas son objet?

Son déroulement même, sa dynamique. Son effet loupe sur la société, on voit bien la séparation, d'un côté les indémodables romantiques dont je suis avec Mme Ouimet, de l'autre les pragmatiques, les modernes, les élites, les lucides qui savent ce qui est bon pour nous.
Comment trouvez-vous les étudiants?

Incroyablement matures, intelligents, bons communicateurs.
Mais la violence?

Laquelle? Celle des casseurs ou son instrumentalisation, sa «moralisation», l'inacceptable provocation du pouvoir politique qui en rend responsables une majorité d'étudiants alors qu'ils en sont les premières victimes. Victimes de la violence de la police et victimes de la violence des casseurs.

En fait, je les trouve très disciplinés. Et inventifs. Et inspirés. Assez magnifiques. Pas seulement les leaders. Je pense à ceux-là qui écrivent dans *Fermaille* des carnets sur le long, nés de la grève, cet espace où nous sommes ce que nous avons à faire, disent-ils, et dans lesquels sont publiés des textes qui font voler en éclats la grisouille de notre printemps froid.

Il était une fois, pardon, ils étaient une fois des milliers de petits chaperons rouges qui ne sor-

taient pas d'un conte et qui n'avaient pas peur du loup, écrit à peu près Jessica Guillemette dans *Fermaille* justement.

Et en même temps, ils me font chier. Allez y comprendre quelque chose. Ils ont eu beau m'expliquer qu'il s'agit de bien plus que d'une affaire de sous, qu'ils défendent une plus grande accessibilité, que l'enjeu réel est une université publique (comme dans république), plutôt qu'un creuset où se reproduisent les élites. Ils ont eu beau m'expliquer tout ça, je prends acte qu'ils sont descendus dans la rue pour une histoire de sous. Et de sous pas si gros que ça.

J'ai le sentiment que si le gouvernement leur disait O.K., pas de hausse des droits de scolarité, on va juste demander aux grandes entreprises de subventionner un peu plus les campus, j'ai le sentiment que les étudiants diraient yé, on a gagné. Alors qu'ils auraient perdu. Qu'ils ont déjà perdu, en fait. Que nous avons tous perdu depuis longtemps.

Bref, vous n'irez pas les rejoindre dans la rue, M. le chroniqueur?

Vous voulez dire avec une pancarte? J'attendrai que le combat porte sur l'intégrité, la liberté académiques. J'attendrai qu'ils lisent le petit essai intitulé Je ne suis pas une PME que vient de sortir Normand Baillargeon, prof à la faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM. J'attendrai que le combat porte sur l'intégrité académique qui est très liée à la dimension critique de l'enseignement. Je crois qu'il n'y a pas de plus grand enjeu actuellement pour l'enseignement supérieur que cette distance critique.

Vous disiez, tantôt, que les lucides savent ce qui est bon pour nous. Si on demandait drette là, à M. Charest, de quoi ont le plus urgemment besoin les Québécois?

Je ne crois pas qu'il dirait comme M. Baillargeon dans son essai: de distance critique! Comme vous le savez, M. Charest a la tête au Nord depuis de nombreux mois. Je crois qu'il répondrait que ce dont les Québécois ont le plus besoin drette là, c'est d'or, d'argent, de nickel, d'uranium, de mercure, de strontium, de cobalt, de zinc, de cuivre, de platine, de potassium, de rubidium, de chrome, d'étain, de strontium, de radium, de tungstène, de pétrole...

Et pour vous, monsieur le chroniqueur?

Pour moi? Ce dont les Québécois ont le plus besoin, drette là? Un peu de chaleur. Croiriez-vous qu'on est en mai ou presque et qu'il neige à ma fenêtre tandis que je vous écris? Des bourrasques de flocons qui fondent avant de toucher un gazon déjà haut, qu'il faudrait tondre. Passer la tondeuse sous la neige? Ô Canada. Jeudi, j'ai pédalé sous une pluie froide que le vent me rabattait dans le visage, j'ai appelé ma fiancée: viens me chercher, fiancée.

Où t'es?

Sur le chemin Boulais. Dans une porcherie.

Dans la porcherie? Avec les cochons?

Oui. Tu me reconnaitras, j'ai des lunettes.

ÉLECTION FRANÇAISE Quand on regarde les résultats du premier tour de l'élection présidentielle française, on voit bien que Marine Le Pen sera en quelque sorte l'arbitre du second tour. Un Français sur cinq et demi a voté pour la honte. Selon que ce Français-là votera pour



Hollande ou Sarkozy ou s'abstiendra ou annulera son vote, il fera gagner Hollande ou Sarkozy. Si j'étais Hollande ou Sarkozy, je dirais à ce Français-là: s'il te plaît, mon ami, ne vote pas pour moi. J'aime mieux perdre.

REMERCIEMENTS Merci aux nombreux lecteurs qui ont eu la gentillesse - ou serait-ce de la charité? - de me prêter d'avoir fait exprès une énorme faute dans cette même chronique où je reproche à une prof de ne pas savoir conjuguer le verbe avoir. J'ai osé cela à avoir au lieu de cela à avoir. Non, ce n'est pas voulu. Je l'ai échappée. Et je vois ici, dans l'original de ma chronique de l'autre samedi, que j'avais écrit Baudelaire, avec un e, oui, madame, Beaudelaire. Merci aux correcteurs de La Presse de me sauver le cul chaque fois... enfin presque chaque fois.

C'était surtout pour vous dire que je pourrais être prof au secondaire n'importe quand.

BLOGUES.LAPRESSE.CA: Chronique TV: TLMEP: L'étoile du match aux leaders étudiants, par Richard Therrien - Dimanche 29 avril 2012 | Mise en ligne à 23h19 |



Photo Radio-Canada

Gabriel Nadeau-Dubois, Martine Desjardins et Léo Bureau-Blouin

Ils étaient les plus attendus, et n'ont pas déçu. On peut ne pas être en accord avec leurs positions, mais on ne peut pas nier leur pouvoir d'attraction, leur éloquence et leurs qualités de leaders.

Au plus fort du conflit des opposant au gouvernement Charest, les trois leaders des mouvements étudiants étaient en terrain conquis hier soir, à *Tout le monde en parle*, accueillis par une ovation. «S'il y a des élections, eh bien, M. Charest va nous trouver sur son chemin», a lancé un Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), gonflé à bloc par cette mobilisation étudiante sans précédent.

Ceux dont tout le monde parle avaient l'espace rêvé pour symboliser l'union et la bonne entente qui les animent. Tout sauf la division, que, selon eux, le gouvernement a voulu créer au sein du mouvement étudiant.

Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, a répété que son organisation n'était pas l'instigatrice du grabuge et de la violence observée dans les plus récentes manifestations. Selon lui, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, a utilisé ce prétexte pour rompre les négociations avec les mouvements étudiants, une «attitude de panique», a-t-il dit.

Alors qu'une manifestation étudiante avait lieu à Montréal pour une sixième soirée consécutive hier, la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a affirmé que les étudiants étaient fin prêts si jamais le premier ministre Jean Charest décidait de déclencher des élections. Des membres ont même commencé à prendre le téléphone et demandé à des donateurs libéraux pourquoi ils contribuaient encore à la caisse du parti.

À ceux qui les mettent au défi de tenir des votes secrets plutôt qu'à main levée dans les assemblées, Martine Desjardins rappelle que les libéraux eux-mêmes procèdent à des votes à main levée lors de leurs congrès. Et selon elle, par expérience, «les votes de grève passent davantage lorsqu'il y a des votes secrets.»

À Guy A. Lepage, qui a rappelé que le mouvement trouvait des appuis surtout en région montréalaise, et peu à Québec, Léo Bureau-Blouin a répliqué que des étudiants avaient voté en faveur de la grève, «de l'Abitibi aux Îles-de-la-Madeleine». «Beaucoup d'étudiants qui ne sont pas en grève nous soutiennent et participent aux manifestations», a-t-il ajouté.

Parlant d'un «gouvernement corrompu, qui perd chaque semaine sa crédibilité», Gabriel Nadeau-Dubois n'a pas condamné la violence hier soir, et a laissé plutôt Léo Bureau-Blouin le faire. Celui-ci s'est indigné que le gouvernement décide de rompre les négociations, «conscient qu'il allait créer de la violence et des dérapages.»

Le plus volubile des trois, Bureau-Blouin a nié vouloir «venir piger dans les poches» des contribuables par le gel des droits de scolarité, persuadé qu'on puisse dégager des sommes importantes à même le budget des universités, pointant du doigt leur mauvaise gestion. «On a l'impression qu'on nous demande de financer, nous les étudiants, ces erreurs de parcours.»

Accueillis comme des héros en toute fin d'émission, les trois leaders n'ont pas été confrontés par des questions plus délicates, et aucun intervenant n'était là pour faire valoir les arguments du camp adverse, favorable à la hausse des droits de scolarité. Venu élaborer sur le Plan Nord, le journaliste du *Devoir*, Louis-Gilles Francoeur, a même vanté leur hardiesse. «Il y a une génération qui est en train d'apprendre le pouvoir de la rue», leur a-t-il dit, parlant d'un «grand acquis».

Sur le ton de la rigolade, Guy A. a bien sûr profité de la présence de Xavier Dolan pour revenir sur sa fameuse déclaration à LCN, alors qu'il a qualifié Gabriel Nadeau-Dubois de «sexy». Le cinéaste, venu parler de son film *Laurence Anyways*, avait profité d'une pause publicitaire pour arborer son carré rouge.

Plus tôt dans l'émission, Xavier Dolan a répété sa déception de ne pas se retrouver en compétition officielle à Cannes, mais plutôt dans la section Un certain regard pour son plus récent film. Il déplore qu'on se contente souvent de peu au Québec. «Si notre province peut rêver de devenir un pays, moi, je peux rêver de gagner la Palme d'or», a-t-il envoyé comme hymne à la souveraineté.

Prenant une pause à plusieurs reprises durant son entrevue, il a admis accorder beaucoup d'importance aux commentaires des blogues, qu'il lit attentivement. «Je ne suis pas un tas de merde super prétentieux», a-t-il répliqué à la parodie qu'on a fait de lui dans la publicité du fromage P'tit Québec. «C'est pour vendre du mauvais fromage en plus!»

Les journalistes Louis-Gilles Francoeur et Raymond Saint-Pierre ont soulevé de nombreuses inquiétudes sur le Plan Nord du gouvernement Charest. M. Francoeur déplore que certaines méthodes n'aient pas évolué depuis les années 50, et qu'une fois que les ouvriers ont quitté les chantiers, ils laissent l'environnement dans un état lamentable, les lacs notamment. Raymond Saint-Pierre, lui, est rassuré de voir que les autochtones qui occupent ces territoires ont appris des erreurs du passé et se montrent beaucoup plus vigilants sur ce qu'on s'appête à faire chez eux.

Je ne croyais jamais rire autant pendant une entrevue avec Jean-François Breaud et Marie-Ève Janvier, le «ti-couple» pas si parfait que ça finalement. Breaud nous a montré qu'il imitait à la perfection Mario Pelchat et Kevin Parent.

Daniel Vézina, qui revient pour une troisième saison à l'émission Les chefs!, admet avoir été tyrannique au début de sa carrière. On l'a même qualifié de chef «inhumain», une attitude qui trahissait un manque de contrôle de son art, selon lui.

J'ai appris une nouvelle expression, la *food porn*, que plusieurs d'entre nous pratiquons, à regarder les chefs cuisiner en ondes sans jamais soi-même cuisiner...

Sympathique cette carte du fou du roi donnant la mission au boxeur Lucian Bute de venger la défaite des Français contre les Anglais, lors de son prochain combat contre Carl Froch en Angleterre.

 [Commentaires \(120\)](#)

LE DEVOIR: Éditorial: Grève étudiante - Le fond et la manière, par Marie-Andrée Chouinard - Samedi 28 avril 2012

Cédant à une escalade devenue insoutenable, le premier ministre Jean Charest a esquissé hier un premier pas vers le règlement de la crise avec les étudiants, à l'aube d'une douzième semaine de grève. L'offre globale doit être analysée sur le fond par les assemblées générales, mais s'attarderont-elles uniquement au fond, ou également à la manière ?

Le ministre de la Sécurité publique Robert Dutil a donné le ton, hier matin, en convenant qu'il avait été trop loin en accusant l'un des porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, d'«inciter à la violence». C'était le premier mouvement de ce vendredi pour mettre au rancart la «personnalisation» du conflit et le débat connexe sur la violence, devenus de véritables poudrières.

Un peu plus tard, le premier ministre Jean Charest a fléchi face aux pressions, proposant sa sortie de crise : une offre globale confirmant une hausse des droits qui, tout bien compté, se termine à 82 % sur 7 années plutôt que les 75 % sur 5 ans budgétés, une bonification du régime d'aide financière s'attardant à la contribution des parents, la création d'une commission sur les



universités et l'instauration d'un régime de remboursement proportionnel au revenu. Certaines de ces propositions étaient déjà connues. Voilà pour le fond, dont on peut déjà soupçonner, sans brandir de boule de cristal, qu'il ne pourra satisfaire des étudiants en grève, dont la principale dénonciation vise précisément la hausse : la « solution globale » ne l'atténue en rien. Vient un moment, dans toute négociation qui se respecte, où il est temps de présenter le contenu d'une offre patronale, la destinant aux membres des assemblées. C'est vraisemblablement ce que les trois regroupements étudiants, FECQ, FEUQ et CLASSE, doivent maintenant faire, par respect pour cette démocratie de laquelle ils se réclament haut et fort. Il y a sans doute chez ces étudiants tenaces un pourcentage appréciable qui n'y verra qu'une insulte. Mais il y a aussi, assurément, chez ces autres qui chauffent les

banques d'école et qui auront à voter, une lueur au bout du tunnel. Il y a en tout cas, qu'on accepte ou qu'on refuse, de quoi alimenter des échanges à une table de négociation. Mais voilà. Nous attendant maintenant à la manière plutôt qu'au fond, il faut constater que le premier ministre a passé par-dessus ses principaux interlocuteurs pour s'adresser aux contribuables, les électeurs, cette « opinion publique » auprès de laquelle il se conforte. N'en déplaise à M. Charest, qui juge « grotesque » toute analyse prêtant à sa gestion de crise des couleurs électorales, les sondages traduisent de manière éloquent que les citoyens ne sont pas insensibles à l'« autorité » gouvernementale affirmée face aux casseurs. Cette escalade de la violence, peu importe l'affiliation des auteurs, inquiète le « contribuable », qui souhaitait depuis longtemps un geste rassurant de la part du gouvernement.

L'histoire dira s'il fut malhabile de diriger ainsi une tentative de dénouement de crise vers le peuple plutôt que vers les principaux intéressés, à côté desquels il passe comme s'ils étaient portion négligeable. Sur le plan économique, c'est une confirmation du fait que cette hausse s'inscrit dans une entreprise budgétaire mettant le cap sur le déficit zéro, auquel tous les citoyens sont appelés à apporter une « juste part ». Sur le plan stratégique, c'est l'aveu que la discussion avec la CLASSE répugne au gouvernement, comme il l'a maintes fois démontré. Il faudra pourtant que les discussions reprennent, sans mépris ni arrogance, avec ouverture des deux côtés de la table, et en compagnie de tous les représentants concernés. Car le premier pas franchi hier confirme sans l'ombre d'un doute qu'une négociation est enclenchée. Pourquoi pas avec les étudiants, plutôt qu'avec la population ?

[Vos réactions \(18\)](#)

LE DEVOIR : Idées : Black Bloc et carré rouge, par Francis Dupuis-Déri - Professeur de science politique à l'UQAM et auteur du livre Les Black Blocs (Lux, 2007) – Samedi 28 avril 2012



Photo : - Le Devoir

Des membres des Black Blocs ne croient pas qu'il faut toujours avoir recours à la force, ni qu'il s'agit là de la forme la plus pure du militantisme. Depuis des semaines, les débats font rage au sujet du «Black Bloc», soit ce qu'on désigne comme des «groupuscules anarchistes» de «casseurs» «masqués, cagoulés et vêtus de noir et qui brandissent des drapeaux noirs». À plusieurs reprises en manifestation, j'ai vu des manifestants invectiver et s'en prendre physiquement à des membres du Black Bloc, au nom de la non-violence.

Certes, un Black Bloc peut simplement défiler en suivant le flot de la manifestation, comme les autres contingents de syndicats, d'organisations non gouvernementales et de partis politiques, agglutinés derrière leurs banderoles et leurs dirigeants. Lorsque j'ai vu des Black Blocs dans des manifestations à Montréal ou ailleurs, ils défilaient ainsi, généralement dans le calme, exprimant par leur seule présence une critique radicale du capitalisme ou de l'État. C'est toutefois lorsqu'un Black Bloc a recours à l'action directe que les médias remarquent son existence. Or le Black Bloc n'est pas un phénomène nouveau. Retour sur une histoire mouvementée.

Les origines

La tactique du Black Bloc apparaît en Allemagne de l'Ouest vers 1980, au sein du mouvement « autonome » (Autonomen), qui se distinguait à l'extrême gauche par sa volonté d'autonomie par rapport aux institutions (États, partis, syndicats). Le mouvement autonome comptait des centaines de squats, véritables lieux de vie collective et d'expérimentation contre-culturelle. À l'occasion de tentatives d'expulsion par les autorités, des Black Blocs, comptant parfois plus de mille activistes, affrontaient les policiers pour défendre le squat.

La tactique du Black Bloc s'est par la suite diffusée dans les réseaux punks, anarchistes et antifascistes. Il semble que les premiers Black Blocs apparaissent en Amérique du Nord dans les

années 1990 dans le mouvement antiraciste radical et les mobilisations contre la première guerre contre l'Irak. Le phénomène Black Bloc attire encore l'attention depuis une dizaine d'années dans les grandes mobilisations contre les institutions internationales associées au néolibéralisme et à la mondialisation du capitalisme (Seattle en 1999, Sommet des Amériques à Québec en 2001, etc.). Plus récemment, des Black Blocs sont passés à l'action directe lors du Sommet du G20 à Toronto (2010) et dans les manifestations du mouvement « Occupy », en particulier à Oakland et à Rome.

On l'aura compris, le Black Bloc n'est pas une organisation permanente et il est préférable de parler des Black Blocs (au pluriel). Avant et après une manifestation, un Black Bloc n'existe pas.

Polémique

On affirme souvent que les Black Blocs « infiltrent » les manifestations. Les Black Blocs ont même été identifiés comme le « cancer » du mouvement Occupy. Par de telles condamnations, des porte-parole de mouvements sociaux s'affirment respectables aux yeux des élites, au risque de miner la solidarité et de légitimer la répression policière et la criminalisation de la dissidence. Mais de telles affirmations sont curieuses, car sur quelle base peut-on affirmer que les activistes du Black Bloc ne participent pas à un mouvement social ? Il faudrait pouvoir déterminer à qui appartient un mouvement, et de quel droit.

Pour répondre à cette critique, « des anarchistes parmi d'autres » qui ont participé à des Black Blocs et qui signent le « Manifeste du Carré noir », diffusé en mars 2012 dans le cadre des mobilisations étudiantes au Québec, déclarent : « Nous sommes étudiant-e-s. Nous sommes travailleuses et travailleurs. Nous sommes chômeur-e-s [sic]. Nous sommes en colère. Nous ne récupérons pas une grève. Nous sommes dans le mouvement depuis le début. [...] Nous n'infiltrons pas les manifestations, nous aidons à les organiser, nous les rendons vivantes. »

Leurs détracteurs critiquent aussi les membres des Black Blocs pour n'avoir aucune cause politique à défendre puisqu'ils ne voudraient que « tout casser ». Évidemment, certains se joignent sans doute aux Black Blocs sans conviction politique forte. On oublie alors que plusieurs politiciens militent dans les partis politiques non pas par conviction, mais par quête de profit personnel ou de gloire et de pouvoir.

La cible est le message

Il semble en fait que les membres des Black Blocs sont généralement des individus qui ont

une expérience militante et une réflexion politique. Des membres des Black Blocs ne croient pas qu'il faut toujours avoir recours à la force en manifestation, ni qu'il s'agit là de la forme la plus pure du militantisme.

Cela dit, en certaines occasions, il leur semble utile et juste de perturber l'ordre social et d'exprimer une colère légitime, sans compter que la « paix sociale » libérale implique elle-même son lot de violence : guerres et brutalités policières, inégalités diverses, exclusion et pauvreté. Qui sait au Québec qu'entre Westmount et Hochelaga-Maisonneuve, la différence d'espérance de vie est d'environ 10 ans ? Fracasser une vitrine ? Ce n'est pas de la violence, dit-on alors, ou ce n'est rien en comparaison de la violence du système.

Au-delà des communiqués plutôt rares, c'est par leurs graffitis et leurs cibles que l'on peut saisir la pensée politique des Black Blocs. Il ne s'agit jamais - ou presque - de « violence aveugle ». Les cibles sont associées au capitalisme (banques, firmes multinationales), aux grands médias privés ou publics, à l'État (surtout la police) et, parfois, au patriarcat (lors du Sommet du G20 à Toronto, une boutique d'American Apparel et un club de danseuses nues ont été la cible d'un Black Bloc qui comptait de nombreuses femmes).

Le Black Bloc semble donc reprendre à son compte l'affirmation exprimée au début du xxe siècle en Grande-Bretagne par Emmeline Pankhurst, dirigeante des suffragettes, pour qui « l'argument de la vitrine cassée est le meilleur du monde moderne ». Elle justifiait ainsi l'action collective de centaines de militantes qui avaient fracassé en mars 1911 des dizaines de vitrines dans les rues commerciales de Londres. À la suite d'une arrestation de masse, une des prisonnières dira : « Nous avons tout essayé - les manifestations et les assemblées - et cela n'a rien donné. »

Selon le politologue Nicolas Tavaglione, « les Black Blocs sont les meilleurs philosophes politiques du moment », car ils demandent à la société de choisir entre la protection de biens matériels et la brutalité policière, ou encore entre le maintien de l'ordre social et la liberté et l'égalité.

Les Black Blocs, en effet, sont anarchistes, communistes, écologistes ou féministes radicales, et le plus souvent - selon leurs communiqués - contre toutes les hiérarchies et toutes les autorités. Les Black Blocs n'ont pas de chef et n'en veulent pas. Dans le communiqué « Pourquoi étions-nous à Gènes », diffusé après le Sommet du G8 en 2001, des membres d'un Black Bloc



déclarent : « Nous ne cherchons pas à trouver une place au sein des discussions entre les maîtres du monde ; nous voulons qu'il n'y ait plus de maîtres du monde. »

Rester critique

Je ne prétends pas ici avoir dit toute la vérité sur les Black Blocs, ni bien sûr tout connaître à leur sujet, et encore moins être leur porte-parole. Par ailleurs, on peut critiquer les Black Blocs selon des principes moraux : « On reste pacifiques ! » (mais qui détermine le bien et le mal ?), en

référence à des normes juridiques : « C'est criminel ! » (mais qui juge du bon droit ?), en raison de calculs politiques : « Ils nuisent au mouvement ! » (mais qui décide de ce qui est « efficace » ou non ?).

Il faut savoir, cela dit, que des centaines ou des milliers de manifestantes et manifestants sont aussi favorables aux Black Blocs. De plus, la « violence » en manifestation n'est pas seulement le fait des Black Blocs, tandis que celle des policiers est toujours plus brutale.

Enfin, chercher sérieusement à comprendre l'histoire et les actions des Black Blocs et prendre le temps de lire leurs communiqués diffusés au fil des mobilisations permet de rester critique devant les discours simplistes des faiseurs d'opinions, des politiciens et des policiers qui se plaisent à lancer à leur sujet toutes sortes d'affirmations fausses et totalement gratuites - même si je considère la gratuité comme un très beau principe.

[Vos réactions \(36\)](#)

LE DEVOIR : Chronique livres : Une offre qu'ils ne pourront pas refuser, par Louis Hamelin – Samedi 28 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Manifestation étudiante à Montréal

Il n'est toujours pas facile, ce printemps, pour un écrivain comme moi, d'arriver jusqu'à son bureau, au centre-ville de Sherbrooke. Une fois, c'est l'Hôtel de Ville, situé en plein sur le chemin, qui se retrouve transformé du jour au lendemain en place forte défendue par des bataillons d'automates casqués, et alors ne songe même pas à essayer d'entrapercevoir, même de loin, ton premier ministre, volontiers fanfaron devant des parterres d'hommes d'affaires mais capable, à la vue de douze minuscules cégépiens bouche cousue au ruban gommé, de manoeuvres d'évitement compliquées par des portes dérobées, avec, non, même pas la queue entre les jambes : rien, entre les jambes.

Un autre jour, tu reconduis quelqu'un au Palais de justice, rue King, et tu te retrouves en pleine manif étudiante. Quelques instants plus tard, te voilà assis au fond de la salle d'audience no 1 où, sur fond de lambris dorés et de drapeaux chiffonnés, le juge Gaétan Dumas, député libéral fédéral manqué dont cette magistrature est le prix de consolation, donne lecture de son ordonnance d'injonction interlocutoire provisoire émise en réponse à une nouvelle requête des nouvelles coqueluches du Québec lucide, les étudiants chartistes, chez qui la référence au document imposé à notre Assemblée nationale il y a 30 ans semble parfaitement consciente et délibérée. « Nous avons, disait une de leurs figures de proue, Laurent Proulx, de passage à Sherbrooke pour galvaniser le petit peloton local de briseurs de grève judiciaires, une Charte des droits et libertés où les droits individuels priment sur celui de la majorité. » « La démocratie ne peut avoir primauté sur le droit individuel », tranchait, pour sa part, son émule estrien, le requérant Jean Lessard.

Bref, encore une journée de travail de perdue, me disais-je en écoutant le juge Dumas aligner ses prévisibles platitudes, dont cette étonnante déclaration livrée en guise de préambule : « Le tribunal n'a pas à s'immiscer dans un débat de société, il doit rendre jugement dans le cadre du droit. » Trop tard, mon vieux...

En même temps, je constatais que cette salle d'audience numéro 1 n'était peut-être pas le pire endroit pour commencer à réfléchir à ce qu'est la loi. Le juge Dumas se qualifie lui-même d'« honorable », c'est écrit en toutes lettres sur la première des 19 pages du jugement rendu public ce matin-là. Or je venais de rencontrer ce mot à quelques reprises dans la nouvelle inaugurale d'un livre minuscule édité à Marseille. Honorable Cosentina, honorable Rizzopinna... Eux aussi ont une loi à faire respecter. L'honneur, ils connaissent ça, et ne connaissent même rien d'autre. Le cardinal leur mange dans la main, ils parlent, sur un ton chuchoté, une langue euphémique : « Dis-lui - il comprendra - que pour cette histoire de construction illicite, tout est tranquille, tout est réglé. » La nouvelle s'intitule Zù Cola, une personne honnête, l'histoire se passe en Sicile au milieu du xxe siècle, et a été écrite par un célèbre auteur italien dont j'ignorais absolument tout, Andrea Camilleri, ami de Leonardo Sciascia, père du détective Montalbano, héros d'une série de polars entreprise sur le tard par ce vénérable écrivain du Midi né en 1925. Une toute petite chose, ce livre, d'à peine 95 pages, d'à peine 200 mots par page, et rouge, quelque part entre le feu révolutionnaire et la pourpre cardinalice. Entre Don Camillo et Borges...

Entièrement rédigée sous la forme d'un monologue, la première nouvelle n'est, nous apprend l'auteur dans une longue note en bas de page, rien d'autre que la retranscription intégrale, vieille d'un quart de siècle, d'une conversation avec Nicola « Nick » Gentile, gangster d'Amérique en tous points honorable lui aussi, rentré au pays en secret pour préparer le débarquement allié de 1943. La mafia sicilienne historique dont nous parle Camilleri est une affaire humaine pleine de civilité, presque raffinée, où l'art de la persuasion l'emporte idéalement sur la force, sorte d'aristocratie auprès de laquelle les Soprano font figure de parvenus, eux dont la mission télévisuelle est de rendre soluble dans le sourire béat de la culture populaire l'immoralité foncière du crime organisé. « Il me semble, écrit Camilleri, que Gentile est un personnage de musée, et il l'est certainement, si l'on considère le mouvement accéléré de la Mafia vers une

violence aveugle et sans discrimination. » Il en irait donc de l'« honorable société » comme du hockey et du football américain : le respect entre joueurs a disparu...

Qu'elle soit mafieuse ou administrée au nom de la reine d'Angleterre, non écrite ou martelée à coups de paragraphes et d'alinéas, la seule chose qu'une loi peut ultimement désirer imposer est le respect. Un respect qui, forcément, trouve son fondement dans l'existence collective. En privilégiant d'une manière aussi flagrante, à travers cette vague d'injonctions, le droit des individus, les juges sont paradoxalement en train d'ouvrir la porte à la revendication du droit le plus individuel et essentiel qui soit : désobéir à la loi. C'est l'ultime droit individuel, balisé depuis environ un siècle et demi et qui trouve son fondement dans la liberté de conscience de chacun. L'honorable juge Dumas et ses honorables amis du régime feraient aussi bien de s'en aviser : du triomphe du droit individuel que célèbrent leurs ordonnances découle un droit logique à la désobéissance civile.

Et moi, je vais devoir me lever et quitter cette salle d'audience si je veux pouvoir finir cette chronique un jour. Mais que puis-je écrire d'autre sur les nouvelles de Callaméri ? Dans la seconde, un très beau personnage d'oncle original, à qui le narrateur doit sa découverte de Melville, de Flaubert, de Maupassant, de Dumas... et de Pirandello, a une attaque d'angine de poitrine et comprend qu'il va mourir. Sa mort est presque aussi belle que celle de Thoreau, que je vous raconterai un autre jour : il s'aligne, dresse lui-même la liste de ceux à qui il veut dire adieu, puis reçoit, comme Rémi dans Les invasions barbares, parents et amis faisant la queue à la porte de sa chambre. Le prêtre, que nul n'a invité, prie tout seul dans son coin. Quand c'est au tour du garçon en pleurs de serrer son tonton dans ses bras, ce dernier lui dit : « Ne le prends pas comme ça. Il n'y a rien de tragique. On meurt ainsi, simplement. »

C'est assez lumineux comme histoire.

Zù Cola et autres nouvelles

Andrea Camilleri

Traduit de l'italien par Madeleine Rossi

Le petit écailler, Marseille, 2012, 95 pages

Les juges sont paradoxalement en train d'ouvrir la porte à la revendication du droit le plus individuel et essentiel qui soit : désobéir à la loi

[Vos réactions \(11\)](#)

LE DEVOIR : Chronique livres : Le désastre économique n'est pas une fatalité, par Louis Cornéliier – Samedi 28 avril 2012

À retenir

Sortir de l'économie du désastre - Austerité, inégalités, résistances

Réseau pour un discours alternatif sur l'économie

Bernard Élie et Claude Vaillancourt (coordonnateurs)

M éditeur, Ville Mont-Royal, 2012

On doit à la rugueuse Margaret Thatcher la dramatique formule selon laquelle il n'y a pas de solution de rechange à l'économie de marché débridée, c'est-à-dire au néolibéralisme. Ce « TINA » (there is no alternative) est devenu un mantra un peu partout dans le monde depuis les

années 1980. Le Canada et le Québec lui ont offert une certaine résistance, mais les récents budgets Flaherty et Bachand s'y sont soumis avec détermination. Les citoyens qui n'ont pas encore remarqué qu'on assiste présentement, au pays et un peu partout en Occident, à un solide virage à droite devraient se réveiller.

Pourtant, malgré la prétention des idéologues qui adhèrent à la « vérité » thatcherienne, il existe bel et bien des solutions de rechange. Dans *Sortir de l'économie du désastre*, un ouvrage du Réseau pour un discours alternatif sur l'économie coordonné par l'économiste Bernard Élie et l'écrivain militant Claude Vaillancourt, des penseurs contestent le discours économique dominant et « avancent des propositions contribuant à améliorer la situation économique au profit de tous et de toutes ».

Le néolibéralisme est souvent présenté, autant par ses partisans que par ses opposants, comme une politique prônant un désengagement de l'État au profit du marché. Pourtant, comme le souligne le politologue Philippe Hurteau, au Québec, après « trois décennies d'imposition de réformes néolibérales, l'État maintient et utilise toujours d'importants leviers interventionnistes et voit sa taille suivre une courbe d'expansion continue ».

Comment expliquer ce paradoxe d'un État néolibéral de plus en plus gros ? Par le fait, explique Hurteau, que le mantra du « moins d'État » est mensonger. Le but du néolibéralisme n'est pas tant de réduire l'État que de le transformer. Il s'agit de « délaiss[er] les missions sociales de l'État afin de le mettre plus directement au service du développement des structures de l'économie de marché », tout en pratiquant « une forme de dressage disciplinaire des individus qui impose un type de rationalité propre à l'entreprise privée et à la société marchande ». Il y a toujours autant d'État, donc, plus même, mais ce dernier délaisse le souci du bien commun pour répondre aux intérêts des dominants.

Cette transformation, explique Hurteau dans un texte particulièrement lumineux, prend quatre figures. L'État devient « facilitateur », c'est-à-dire que son but n'est plus de veiller au bien-être de sa population en régulant l'économie, mais de tout faire pour attirer des investisseurs, comme s'il s'agissait d'une finalité en soi. Comme les politiques sociales nuisent à son caractère concurrentiel dans cette course, il les abandonne de plus en plus. L'État devient aussi « distributeur ». Au lieu d'organiser et de fournir directement des services, il délègue, par contrats, cette tâche au privé.

L'État, ensuite, impose la logique de la compétition et s'y soumet. Dans la gestion des quelques activités qu'il conserve (santé, éducation), il ne répartit plus les ressources en fonction des besoins de la population, mais en fonction de la performance des établissements. Plus encore, il « entend éduquer la population à agir de manière concurrentielle » en appliquant le principe de l'utilisateur-payeur.

L'État, enfin, se fait sécuritaire. Il réprime plus durement les manifestations d'opposition à sa nouvelle logique et répand un discours selon lequel les résistances à sa transformation relèvent de l'irrationalisme ou de l'immobilisme. Ceux qui s'opposent au Plan Nord, à l'exploitation du gaz de schiste et à l'augmentation des droits de scolarité n'ont pas compris, répète par exemple le gouvernement Charest.

Cette société de marché n'est pourtant pas la seule possible. « On peut choisir une société cohésive, solidaire, écrit l'économiste Sylvie Morel, et agir alors en fonction d'une réalité

incontournable : l'interdépendance existant, dans toute société, entre les individus qui la composent et les limites que cela impose au niveau [sic] de l'appropriation privée de la richesse collective. »

Morel réfute les arguments de la « contre-révolution fiscale » qui a mené plusieurs pays occidentaux, dont le Canada et le Québec, à réduire l'impôt des plus riches depuis 20 ans. La thèse selon laquelle « trop d'impôt tue l'impôt » et nuit à la croissance est fautive, écrit-elle. Des enquêtes de l'Institut international d'études sociales concernant les années 2000 à 2007 ne relèvent « aucune évidence, dans les faits, au niveau international, d'un impact négatif sur la croissance ou l'emploi de l'imposition progressive ». De plus, baisser l'impôt des riches nuit au développement quand l'épargne qui en résulte est dirigée vers les placements spéculatifs plutôt que vers l'investissement productif.

Le discours néolibéral, continue Morel, sombre dans la propagande quand il néglige le fait que l'impôt s'accompagne d'une dépense publique productive de richesse et d'équité sociale. Les Québécois paient plus d'impôt que les Américains, mais ils reçoivent en retour plus de services et de transferts directs, si bien que « la dépense sociale totale risque d'être moindre au Québec ».

Morel prône donc un « impôt selon une éthique solidariste », qui passe par la réintroduction de 10 paliers d'imposition au Québec, un traitement équivalent des revenus de travail et du capital et la fixation d'un revenu maximal au-delà duquel, comme le dit Jean-Luc Mélenchon en France, l'État prend tout.

Le physicien Normand Mousseau, spécialiste des questions énergétiques, analyse pour sa part les enjeux du Plan Nord et critique durement l'actuel modèle québécois des redevances, qui, écrit-il, revient à « brader des ressources non renouvelables pour quelques emplois » et risque de coûter plus cher à l'État qu'il ne lui rapportera. L'ouvrage, très éclairant et mobilisateur, contient aussi des textes de Pierre Beaulne (fiscalité), de Bernard Élie (secteur financier), de Louis Gill (enjeux liés à la dette), de Josée Lamoureux (synthèse), de Michel Lizée (système québécois de retraite), de Ruth Rose (situation économique des femmes) et de Claude Vaillancourt (critique du libre-échange). Il nous dit que le désastre, c'est-à-dire une économie au seul service des possédants, n'est pas obligatoire.

Vos réactions

• Richard Evoy – Abonné, 28 avril 2012 08 h 44

Intéressante analyse

Je trouve toujours intéressant de voir déboulonner les mythes et dogmes néo-libéraux et néo-conservateurs par des études sérieuses et objectives.

Mais il serait intéressant d'aller un peu plus loin dans l'analyse pour voir si une société de consommation capitaliste, même plus égalitaire, est soutenable pour la planète.

Tout le système est basé sur l'illusion de la croissance économique infinie qui est une impossibilité physique!

Je crois que nous avons beaucoup plus besoin d'un changement de paradigme de civilisation que d'une simple réforme fiscale.

www.thezeitgeistmovement.com

• Jean Nicolas – Abonné, 28 avril 2012 10 h 01 de l'espoir
Merci d'avoir attiré notre attention sur ce document.

A lire aussi "l'alternative" de J-F Khan
Jean

• Roland Berger – Abonné, 28 avril 2012 22 h 26

À son service

Les idéologues de la droite ne veulent pas réduire la taille de l'État. Ils veulent plutôt le mettre entièrement à leur service. Le Plan Nord en est un excellent exemple. Et il bon que les étudiants en sciences sociales s'entendent. Ils seront ainsi de moins en moins nombreux.

Roland Berger

• Maxim Bernard – Inscrit, 1 mai 2012 19 h 26
Faux.

La droite s'oppose au Plan Nord, car justement, cela engendre des dépenses publiques superflues. Tout comme elle s'oppose aux subventions aux entreprises, aux bailouts, et à toute intervention dans l'économie.

Pouvez-vous, s.v.p., vous débarrasser de ces préjugés à l'égard des gens de droite ?

d.lauzon – Inscrit, 29 avril 2012 10 h 20

La simplicité volontaire est la seule voie viable pour notre planète

Nous savons tous que les richesses naturelles sont limitées et pourtant les humains, avec leurs machineries hyper-puissantes, les exploitent à vitesse grand V. Prenons le projet du Plan Nord que J. Charest a tant vanté, on doit se poser la question à savoir: dans 20 ans, quand il ne restera plus rien à exploiter sur ce territoire et qu'il en sera de même dans le sud de la province, qu'est-ce que le gouvernement en place pourra faire pour fournir des emplois à tous les travailleurs? Sachant que le phénomène de la surexploitation des richesses naturelles s'applique à tous les pays du monde, on peut penser que la planète sera d'ici quelques années à sec, en ce sens que les forêts auront pratiquement disparues, que la surpêche aura détruit les stocks de poissons, qu'il n'y aura plus de pétrole (ce qui est bon en soi) et qu'en même temps l'eau, l'air et les sols seront très pollués.

Les humains sont insatiables dans leurs désirs de posséder des biens et tant et aussi longtemps que nos systèmes politiques offriront un "bar ouvert" à tous les exploitants, le futur de notre planète et de l'espèce humaine restera incertain.

On est à 23h59 et tout risque de sauter et on en est encore à discuter de la position de la droite, du centre ou de la gauche alors que la situation dans laquelle on se trouve nécessiterait que tous les humains adoptent la simplicité volontaire et qu'une autorité mondiale (l'ONU par exemple) décrète la fin du gaspillage. Je sais que cela semble utopique mais il n'en reste pas moins que c'est la seule alternative acceptable pour se sortir de notre merdier.

LE DEVOIR : Lettres - Le mépris de la jeunesse: un cul-de-sac sociétal, par Maria de Koninck, professeure à la retraite, Université Laval - Québec, le 26 avril 2012 – Samedi 28 avril 2012

À l'instar de Stephen Harper et de son gouvernement, Jean Charest et le sien semblent guidés par tout autre chose que le bien public, le respect des citoyennes et citoyens et les valeurs sociales qui nous animent depuis des générations.

Le gouvernement Charest ne respecte pas les jeunes et il trompe la population en interprétant erronément, et ce, de façon délibérée, leurs façons de faire, qu'il s'agisse de leurs pratiques de démocratie (directe) ou leur utilisation des médias (notamment des sites Internet).

Les jeunes exercent leur citoyenneté, ils prennent la parole et demandent de discuter de leur avenir et de celui de l'éducation au Québec. C'est tout à fait louable et rassurant pour nous. Au lieu de leur répondre, le gouvernement ne parle que des dérapages. Nous savons que ceux-ci sont la

conséquence de l'absence de dialogue. En faisant de ces dérapages le centre d'intérêt, tout en occultant le caractère citoyen du mouvement étudiant, le gouvernement invite les débordements. La diabolisation d'un jeune porte-parole de 21 ans contribue à la provocation.

Le gouvernement du Québec veut imposer à n'importe quel prix sa solution au grave problème du sous-financement des universités, sans échanges, sans débats documentés et sans associer à l'élaboration de cette solution celles et ceux qui sont concernés au premier chef. La

démagogie peut être efficace un moment... mais la population québécoise ne suivra pas le gouvernement dans son mépris de la jeunesse, un cul-de-sac sociétal.

[Vos réactions \(9\)](#)

LE NOUVELLISTE: Les étudiants ont raison, par Claude Trudel, Trois-Rivières - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 09h31



Photo Reuters
Line Beauchamp

J'ai trois enfants, dont deux sont toujours étudiants. Je leur ai toujours mentionné qu'on doit essayer de régler ses problèmes par la discussion et que la violence ne mène à rien. Je surveille le conflit étudiant depuis ses tout débuts et je dois avouer que le gouvernement actuel ne m'impressionne pas du tout dans sa gestion de cette crise. J'irais même un peu plus loin, il m'horripile. La violence (sic), je dirais plutôt le saccage, de biens privés et communs fait par quelques étudiants dernièrement, n'est pas une chose que l'on doit accepter en tant que société. Mais du même souffle, je dirais qu'en y pensant bien, elle se comprend par contre très facilement. Lorsque je demande à mes enfants de faire des choses et qu'ils ne les font pas, je les punis. Mais quand je

leur refuse toujours systématiquement des choses qui sont tout à fait normales à leurs yeux, ne se rebellent-ils pas contre moi eux aussi? On peut tromper tous les gens quelques fois. On peut tromper certaines personnes assez souvent. Mais on ne peut tromper tout le monde en tout temps. Un gouvernement qui n'est pas à l'écoute de sa jeunesse est un gouvernement qui court à sa perte. Souvenez-vous du printemps arabe de 2011...

Le coût social des manifestations étudiantes est sur le point de dépasser largement l'augmentation des coûts des frais de scolarité. D'un côté, on ne veut pas négocier cette hausse avec les étudiants, et de l'autre, on dépense beaucoup plus en frais de sécurité. Quelle belle initiative de notre gouvernement! Il aurait été beaucoup plus simple de discuter avec les étudiants dès le début, non? Le gouvernement a créé cette crise de toutes pièces. Il est le seul responsable de tout ce qui se passe dans la rue actuellement. Les représentants étudiants se sont assis à la table de négociation durant 40 heures avant que le gouvernement ne mette fin à cette grande mascarade. Et la ministre Beauchamp qui a été assise à cette table durant seulement une heure! Comme manque de respect et comme incompétence, on peut difficilement faire mieux. Cette ministre n'est plus crédible, elle doit démissionner, tout comme son clown de service d'ailleurs.

Je lève mon chapeau aux étudiants du Québec qui sont les seuls à avoir le courage politique de prendre la rue pour manifester. Et vous, que faites vous? L'essence vous étrangle, on augmente vos taxes et vos impôts de façon exagérée. On double les coûts de votre permis de conduire. Les gouvernements sont corrompus à tous les niveaux. On utilise l'argent de vos taxes de façon plus que douteuse. Et vous, que faites vous? Vous qui pestez contre les étudiants, vous devriez prendre conscience que l'argent de la hausse des frais de scolarité sortira directement de vos poches. Plus des trois quarts des étudiants paient leurs études avec l'argent de leurs parents. Parents, on va pratiquement doubler vos frais de scolarité sur cinq ans dans l'endroit le plus taxé d'Amérique du Nord. Et vous, que faites vous?

D'une façon plus scientifique, les données en dollars constants démontrent clairement, contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, qu'on ne peut parler de rattrapage vis-à-vis ce que les générations précédentes ont payé pour leur scolarité. Une augmentation des droits de scolarité universitaires à 3793 \$ par année est en fait presque le double de ce que les générations précédentes ont déboursé en moyenne pour leur éducation. Ceci est inacceptable. Étudiants, restez unis, tenez tête à ce gouvernement de pacotille, vous êtes vivants.

LA PRESSE: Chronique: Ni printemps ni érable, par Rima Elkouri - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 06h40

«Pourquoi attendre une tragédie pour trouver une solution?», a demandé hier le maire Gérald Tremblay, excédé. La question qu'il pose est fondamentale. Comme lui, je crains de plus en plus que tout cela finisse très mal. Fumigènes dans le métro, pierres lancées sur l'autoroute, coups de matraque, effluves quotidiens de gaz poivre... La tension est vive. La colère monte. Les casseurs et les imbéciles en profitent. Les policiers sont sur les dents. La population est exaspérée. Les manifestants pacifiques - l'immense majorité - en paient le prix. Je crains une brique de trop envoyée sur la tête d'un innocent. Je crains une balle perdue. Jusqu'ici, nous avons été chanceux, observait le maire Tremblay. C'est vrai. Mais gouverner en misant sur la chance, cela ne s'appelle pas gouverner. C'est tout à fait irresponsable. Alors qu'on s'enfoncé dans une crise sociale, j'attendais hier que quelqu'un se lève et dise: «C'est assez!» J'attendais que la ministre Line Beauchamp mette de côté ses règlements de comptes personnels pour négocier de bonne foi avec les étudiants. Devant l'impasse, j'attendais

que le premier ministre Jean Charest en appelle à la médiation ou à un moratoire sur la hausse des droits de scolarité. À qui profitent les actes de violence des casseurs qui font dérailler le débat? Certainement pas aux milliers d'étudiants qui manifestent depuis 11 semaines de façon pacifique. Je les ai vus se tenir debout hier encore sous la pluie. J'ai discuté avec plusieurs d'entre eux, étudiants ou jeunes diplômés pour la plupart. Un ingénieur, une professeure d'éducation physique, un étudiant en sciences politiques, une enseignante du primaire... Rien à voir avec la caricature d'enfants gâtés que le gouvernement fait d'eux. Des jeunes gens allumés, idéalistes, déterminés, qui déplorent le fait que l'on se soit éloigné du débat de fond pour s'enliser dans une guerre de mots et d'ego. Des jeunes outrés par l'attitude du gouvernement qui ne semble pas vouloir régler le conflit. Ils avaient à peine quitté le square Émilie-Gamelin que des policiers ont hurlé dans leur porte-voix que la manifestation était devenue un «attroupement illégal». L'avertissement a été reçu comme une pure provocation.

Certains appellent ça le «printemps érable». J'avoue éprouver un certain malaise quand j'entends cette expression qui se veut un clin d'oeil au printemps arabe. Il me semble que l'on compare deux réalités qui ont bien peu en commun. Non, le square Émilie-Gamelin n'est pas tout à fait la place Tahrir. Non, Jean Charest, même si on peut lui reprocher bien des choses, n'est pas tout à fait Hosni Moubarak. Et même si la police montréalaise n'a pas toujours agi de façon exemplaire, la comparaison avec la police égyptienne me semble éhontée. Place Tahrir, où j'étais en novembre dernier, des manifestants sont morts asphyxiés par du gaz lacrymogène. De nombreux journalistes ont reçu des balles dans les yeux, dans ce qui semblait être une tactique délibérée des forces de l'ordre pour les intimider. Des centaines d'Égyptiens sont morts sous la répression ou la torture, payant de leur vie la liberté pour laquelle ils se battaient. Des milliers ont été blessés. Ni printemps ni érable, ce que nous vivons ressemble bien davantage à un gâchis lamentable.

LA PRESSE AFFAIRES: Chronique: Leadership et crise, par Jean-Philippe Décarie - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 06h35

(Montreal) Montréal prend chaque jour davantage des airs de ville assiégée et personne n'a la moindre idée de quand ni comment ce pénible état de fait va prendre fin. On sait cependant que les appels au calme d'hier du maire Gérald Tremblay ou du chef de police Marc Parent ne vont rien changer. C'est à Québec de régler cette crise que le gouvernement a indûment fait durer en refusant de s'asseoir

serieusement avec les porte-parole des étudiants. Il est quand même étrange et inconcevable qu'un enjeu aussi stratégique que l'éducation supérieure peut l'être pour une petite société comme le Québec ait été aussi malhabilement géré, et ce, depuis le premier jour de la grève étudiante. Depuis 30 ans maintenant, les gens d'affaires et les chefs politiques de toutes les formations confondues ne cessent de répéter inlassablement

que l'éducation et la formation sont la priorité absolue, l'arme ultime qui permettra au Québec de se démarquer sur la scène internationale qui est devenue le théâtre de l'activité économique moderne. Or, on a la nette impression que le gouvernement Charest a décidé depuis le début du mouvement de grève d'utiliser la hausse des droits de scolarité pour faire la démonstration de son



leadership. Il fallait faire preuve d'une fermeté résolue que rien ne pourrait faire fléchir. Dès le premier jour de la grève étudiante, on a dépeint les contestataires du cégep et de l'université comme des enfants gâtés qui refusaient de faire leur juste part pour défrayer les coûts de leur formation. Il y avait une volonté affichée de mettre ces braillards au pas et c'est avec ce même mépris qu'on les traite depuis ce jour. Depuis 11 semaines maintenant, malgré la gronde grossissante et l'infiltration très peu subtile de casseurs professionnels dans les manifestations qui se transforment de plus en plus chaque jour en émeutes, la ministre de l'Éducation et le premier ministre martèlent qu'il n'est pas question de reculer. Le problème, c'est que le gouvernement et la ministre de l'Éducation confondent fermeté et

leadership. Ce n'est pas du leadership que de se replier dans la fermeture la plus totale, de refuser le dialogue et d'attendre qu'un conflit s'essouffle et meure de lui-même. On peut bien reprocher aux étudiants la commission des actes de violence et de vandalisme qui ont eu lieu, les condamner ou exiger des excuses de leur part, mais il a fallu 11 semaines de conflit avant que la ministre de l'Éducation accepte de rencontrer les porte-parole des différents regroupements étudiants, avant de sommairement les congédier. Et encore là, sur les 40 heures d'échanges qui ont eu cours entre les étudiants et les représentants du gouvernement, la ministre Beauchamp n'a été présente que durant une heure. Qu'avait-elle de plus urgent à son horaire que la participation active au dénouement de la crise qui dégé-

nère un peu plus chaque jour et qui donne du Québec l'image d'un pays au bord de l'insurrection? Le leadership, ça ne s'apprend pas. Même s'il existe des chaires de leadership dans les écoles de management, même si des firmes de consultants facturent des fortunes en prétendant l'enseigner à des chefs d'entreprise, même si des dizaines d'ateliers du Forum économique mondial portent chaque année sur cette question, le leadership, ça ne s'apprend pas. Le leadership, ça s'incarne. Et il s'incarne particulièrement dans des moments de crise quand toutes les énergies se monopolisent autour d'un même objectif: trouver un compromis honorable. Le leadership se nourrit de détermination, pas de fermeté et encore moins de fermeture.

LE DEVOIR : Éditorial : Grève étudiante – Et la paix sociale ?, par Bernard Descôteaux – Vendredi 27 avril 2012

Le conflit qui oppose le gouvernement Charest au mouvement étudiant est dans une impasse à laquelle il est impérieux de trouver une solution. Cela exige des étudiants d'accepter des compromis et de la part du gouvernement Charest la volonté de leur tendre la main. Pour certains, il est bon de voir le gouvernement Charest tenir tête pour une fois à un lobby. Ceux-là lui avaient tant de fois reproché d'avoir reculé, qu'ils se réjouissent de le voir s'enfermer dans le refus du dialogue. Ils l'encouragent à persister. On ne peut analyser ce conflit sous ce seul angle du respect de l'autorité qu'exercent des élus qui invoquent leur légitimité démocratique. Gouverner de façon responsable est beaucoup plus complexe. L'autorité de l'État doit s'exercer de manière équitable et mesurée. Ce conflit avait été au départ dépeint par le gouvernement comme un enjeu budgétaire, les étudiants devant payer leur « juste part » de leur formation. Ceux-ci réclamaient l'accessibilité pour tous à l'éducation. En dix semaines de grève, les choses se sont détériorées. Le conflit a entraîné des coûts financiers et humains importants déjà plus élevés que les seuls revenus attendus des nouveaux droits de scolarité par les universités la première année. Il a engendré des

perturbations sociales dont ont été victimes des citoyens ordinaires. Et il a conduit à des actes de violence inadmissibles. Aujourd'hui, il faut craindre que « la paix sociale [soit] en jeu », comme l'a dit hier le maire de Montréal, Gérald Tremblay. Certes, ce printemps 2012 n'est pas celui de 1972, marqué par des affrontements violents lors d'un long conflit de travail dans le secteur public. Mais le chef de police de Montréal manifestait hier sa profonde inquiétude devant les risques que représente la dégradation du climat social, laquelle est aussi partagée par les directions d'établissements d'enseignement et par de très nombreux citoyens. Les étudiants, ceux membres de la CLASSE tout particulièrement, ne peuvent plus échapper à leurs responsabilités à cet égard. Il leur faut être contre toutes formes de violence, sans réserve. Ils doivent dénoncer les casseurs, en paroles et en actes. Leur position défendue par leur porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois, n'est plus tenable. Elle nuit à la cause étudiante. Le gouvernement Charest ne peut persister pour sa part à ne faire aucun compromis. Il a fait oublier la bourde commise par le premier ministre vendredi en invitant les étudiants à discuter pour aussitôt mettre des obstacles nouveaux

sur la route d'une reprise de pourparlers. À tort ou à raison, il nous laisse croire que ce qu'il veut est réunir les conditions gagnantes d'une prochaine élection dont le thème sera « Qui mène au Québec ? Les élus ou la rue ? » Le premier ministre, après avoir écarté hier l'idée d'un dialogue avec les associations étudiantes, a invité les étudiants en grève à rentrer en classe. Une majorité d'entre eux ne demande pas mieux. Que M. Charest n'imagine pas toutefois qu'ils s'y résoudront sans qu'on leur ait tendu la main. Leur détermination demeure très forte. Le gouvernement se doit, s'il veut être entendu, poser un geste qui les incitera à reprendre leurs études. Ainsi, il pourrait décider d'étaler la hausse des droits de scolarité sur deux ou trois ans supplémentaires. Mieux, il pourrait décréter un moratoire de six mois sur l'imposition des nouveaux droits de scolarité. Cela a été suggéré par plusieurs, y compris par le Parti québécois. Il en résulterait une détente propice à un dialogue. Un tel geste ne serait en rien déshonorant pour le gouvernement. Il en a posé de semblables envers bien d'autres groupes de la société. Ce serait plutôt exercer son autorité avec mesure et équité. [Vos réactions \(57\)](#)

LE DEVOIR : Chronique : Un climat pourri, par Lise Payette – Vendredi 27 avril 2012

Devant les proportions que prend l'affrontement qui oppose les étudiants du Québec au gouvernement Charest, alors que les suggestions de règlement venant de gens sérieux et respectés n'ont même pas été reçues et étudiées avec attention, quand l'opinion générale reconnaît le fait que nous sommes dans une impasse qui sera probablement historique, ne devrions-nous pas, en plus de réfléchir aux gestes qu'il faut poser dans l'immédiat, nous interroger sur ce qu'il faudrait faire pour que ça ne se reproduise jamais ? Certains avancent qu'il faut exiger de nos représentants que les élections aient lieu à date fixe et que cette décision ne soit plus laissée à une seule personne, le premier ministre, qui peut user de ce privilège puissant selon son bon vouloir. Ce serait déjà un progrès dans l'exercice de la démocratie qui a tendance à diminuer comme peau de chagrin chaque fois qu'un parti politique s'attend à subir les foudres d'un vote que les citoyens finissent par voir comme leur seule arme contre les abus des autorités. Les Américains disposent eux, d'une procédure d'impeachment, qui leur permet de démettre un président de ses fonctions dans certaines circonstances parfois liées à son état mental ou à ses comportements douteux en matière d'éthique par exemple. Ne devrions-nous pas mandater un petit comité chargé de nous expli-

quer le fonctionnement d'un tel système et la possibilité de l'appliquer chez nous quand la situation nous conduit à douter des capacités d'un individu à remplir ses fonctions avec lucidité et discernement ? Dans des cas encore plus graves, ne faudrait-il pas exiger qu'un premier ministre se soumette à un examen médical tous les deux ans par exemple, permettant d'évaluer non seulement son état physique, mais aussi son état mental ? Je ne suis pas une spécialiste en la matière, mais j'ai, depuis longtemps, le sentiment que le pouvoir, à trop fortes doses, peut rendre fou. Les exemples ne manquent pas dans l'histoire à travers les siècles. Si des psys de tous ordres peuvent déterminer si un accusé est sain d'esprit ou non, ne faudrait-il pas s'assurer qu'un élu qui déraillait sait encore ce qu'il fait ? L'entêtement farouche et obstiné, le désir d'humilier ses adversaires, la forte tendance à souligner les défauts des autres à larges traits sans jamais voir les siens propres, est-ce un signe d'un caractère bien trempé ou de dérapages incontrôlés ? On nous dit que les étudiants en grève sont de dangereux individus remplis de violence et que tous les moyens sont bons pour les écraser. Je pense plutôt que les jeunes qui sont dans la rue sont nos enfants et les citoyens de demain. Ils ont des responsabilités et ils n'ont pas tous la vie aussi facile qu'on le prétend. Ils ont surtout des

objectifs, et quand ils réclament un monde différent et meilleur que celui que nous leur avons proposé, ils ont le souci de penser aux autres et pas seulement à eux, ce qui est déjà un bon point en leur faveur. Il y a des casseurs parmi eux ? Ce sont de petits groupes. Il y en a toujours eu dans toutes les générations d'étudiants. Quand j'étais en politique, c'était des marxistes léninistes. Le chahut qu'ils faisaient dans une réunion politique... Puis ils ont grandi. Ils ont fait des enfants et ils militent maintenant en partie à Québec solidaire, mais aussi à la CAQ ou au PQ. Je pense qu'il y en a même au Parti libéral. Ainsi va la vie. Ce qu'on fait subir aux étudiants en grève en ce moment va en faire des citoyens très diversifiés. Actuellement, ils aiment défier la police, tester leurs forces. Ça n'empêchera pas certains d'entre eux de se retrouver un jour membres de la Chambre de commerce, où ils raconteront en riant le jour où ils ont perturbé le grand show Charest sur le Plan Nord, la fois où le premier ministre a ri d'eux et qu'il a refusé de s'excuser par la suite. D'autres seront dans les rangs des associations de médecins ou d'avocats comme membres à part entière. D'autres seront devenus professeurs d'université ou même recteurs. Il faudra juste qu'ils se souviennent que ce n'est pas le moment pour un recteur de partir en



voyage au Brésil quand son université est à feu et à sang. En 2032, Gabriel aura été nommé juge de la prochaine Commission d'enquête sur le crime organisé, la commission Nadeau-Dubois, sur laquelle reposeront tous nos espoirs pour faire, enfin, le grand ménage. Martine sera devenue ministre de l'Éducation. Elle aura la réputation

d'être une ministre courageuse et elle aura entrepris, dès son élection, la réorganisation complète du ministère qui est reconnu comme « un vieux fromage » où personne n'a plus aucune idée de ce qui se passe ailleurs dans le monde de l'éducation. Léo aura déjà publié six romans qui auront connu un grand succès international. Il voyage beaucoup, car il est très demandé sur les

campus un peu partout dans le monde. Les trois se voient une fois par année. Toujours en avril, à Montréal. Parce que c'est là que tout a commencé pour eux.

[Vos réactions \(87\)](#)

LE DEVOIR : Libre opinion – Les coups de matraque, par Léa Clermont-Dion - Étudiante en science politique – Vendredi 27 avril 2012

Le rassemblement nocturne visant à exprimer notre mécontentement face à l'expulsion de la CLASSE à la table des négociations a débuté calmement mercredi soir. Nous étions des milliers à marcher pacifiquement. Pa-ci-fi-que-ment comme dans tranquillement, doucement, flegmatiquement, froidement, paisiblement, posément, sagement, sereinement. Nous étions souriants. Oui, ai-je bien dit souriants. Souriants malgré l'impasse de la journée, souriants malgré toutes ces semaines de non-ouverture, souriants malgré, malgré et malgré. Mais le chaos a débuté sans crier gare. Nous avons alors arrêté de sourire. Un chaos parmi d'autres? Un chaos de trop créé artificiellement par le SPVM. Cette violence légitimisée (ah oui ?) était adressée à l'endroit de jeunes manifestants. Je récapitule pour ceux qui n'y étaient pas: nous marchions pacifiquement sur la rue Ste-Catherine quand plusieurs bombes lacrymogènes ont été lancées dans la foule. Incompréhension? Certes, une incompréhension profonde devant une telle provocation alors que la calme régnait parmi nous.

Pas d'avertissement clair de notre point de vue de la manifestation. La violence policière s'est alors fait sentir par les gaz et ce, trop rapidement.

Résultat? Un amoncellement de manifestants pacifiques agressés par les bombes lacrymogènes, entassés comme des sardines et cherchant désespérément leur souffle. L'air était empoisonné. Les uns pleuraient, les autres tousaiaient. Bref: la routine ingrate.

Permettez-moi cet aparté un peu plus personnel, une historiette parmi des centaines d'autres hier soir.

Un ami, un garçon de vingt ans, un jeune comédien, un travailleur supportant les étudiants, m'accompagnait lors de ladite manifestation. Après avoir été étouffés par les gaz, nous marchions sur la rue Ste-Catherine lors du dispersement. De loin, nous avons pu voir l'anti-émeute arriver rapidement. Nous avons alors tenté de quitter la rue. Dommage. L'antiémeute s'est mise à courir trop vite. Après la foule. Après nous.

Nous avons alors été isolés près d'une église par quelques policiers. Mon ami a été pris d'assaut

par ceux-là. À terre, sous mes yeux, il s'est fait battre violemment, sans raison particulière, à coups de matraque par ces «supposés agents de la paix». J'ai alors imploré le policier de le laisser tranquille.

À son tour de me répondre en me pointant sa matraque violemment: «Déalisse ostie de conne!»

Les policiers ont alors quitté les lieux nous laissant en plan.

Je vous l'ai dit, nous étions des milliers à marcher pa-ci-fi-que-ment. Hier soir, le SPVM a agi de manière inacceptable. L'arrogance du gouvernement actuel a raisonné une fois de plus par de violents coups de matraque adressés à des citoyens pacifiques.

Madame Beauchamp, j'ai hâte que vous condamnerez les violences abusives des brigades anti-émeutes du SPVM qui font preuve de provocation vraiment très peu subtile.

[Vos réactions \(27\)](#)

LE DEVOIR : Lettres – Indignation, par Yves St-Laurent - Stoneham, le 26 avril 2012 – Vendredi 27 avril 2012

Partout sur la planète, des citoyens s'indignent face à la corruption et sortent dans les rues pour réclamer plus de justice sociale.

Il y eut, entre autres, le printemps arabe qui dure depuis plus d'un an. Ici, ce sont les étudiants qui traduisent le ras de bol du peuple en manifestant contre des augmentations de frais de scolarité de 75 % sur cinq ans. Les personnes plus âgées regardent, critiquent, appuient, s'indignent, mais, surtout, se cachent derrière cette jeunesse qui ose sortir dans les rues alors que leurs parents, trop occupés, laissent la corruption et l'incompétence nous gouverner. Il faut être fier de notre jeunesse qui réclame l'équité en éducation. Ceux qui les regardent agir et qui refusent d'intervenir ou même de les appuyer vont pouvoir en bénéficier bien malgré eux. Leur petit confort ne s'en portera que mieux et ils ne comprendront pas même pourquoi.

Vos réactions

- Pierre Gaudette – Abonné, 1 mai 2012 11 h 00
Indigné !
Oui... vraiment indigné par les propos de M. St-Laurent qui affirme que, «Les personnes

agées (?) regardent, critiquent, s'indignent. mais surtout, se cachent derrière cette jeunesse qui ose sortir dans les rues alors que leurs parents, trop occupés, laissent la corruption et l'incompétence nous gouverner... (sic)».

Il ne faut pas avoir fait beaucoup d'années d'études universitaires en sciences humaines, sociologie et autres, pour pondre de telles inepties ! Si M. St-Laurent décollait son nez de l'arbre, il pourrait voir la forêt, plus précisément la foule composée majoritairement d'étudiants, mais aussi de personnes de tous les âges, dont de nombreuses personnes âgées (disons 55 ans et plus) et parmi eux des têtes blanches qui accompagnent notre jeunesse dans leur marches quotidiennes à travers les rues de Montréal. Il est peut être difficile pour un myope de voir «ce qui se passe dans les capitales» comme disait Félix Leclerc. Il faudrait peut être que M. St-Laurent quitte son nid douillet de Stoneham pour aller voir ce qui se passe sur le terrain. Il pourrait constater que notre jeunesse jouit d'un support incontestable des

générations qui la précède, qui j'aimerais le souligner, ont elles aussi connues dans leur jeunesse des combats épiques sur des questions hautement prioritaires, telles que l'équité sociale, la protection de l'environnement, la préservation de la langue française, etc... qui les ont amenées à descendre dans la rue !

Et si notre jeunesse «ose sortir dans les rues» pour manifester son désaccord et faire valoir sa vision de la société, de préférence pacifiquement, je lui dis BRAVO, mieux vaut tard que jamais... et surtout ne lâchez pas ! J'ose également espérer, hey oui... même les aînés peuvent oser, que la génération Facebook osera poursuivre son combat avec l'appui des générations X, Y, Z, etc... afin de réformer un système qui croule de toutes parts. Et je soutiens

• Yves St-Laurent – Inscrit, 3 mai 2012 09 h 01

et oui, Indigné !

Si le chapeau ne vous fait pas, rien ni personne ne vous force à le porter.

LE DROIT: Éditorial: Crise de société ?, par Pierre Allard - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 06h00

Dans une démocratie parlementaire qui fonde sa légitimité sur la primauté du droit, l'État a la responsabilité d'assurer le respect des lois et, pour ce faire, peut utiliser les forces de l'ordre et les tribunaux pour réprimer des citoyens qui ont recours à des moyens violents pour atteindre leurs buts. Ce principe est inflexible et, sauf en cas de légitime défense pour protéger la vie, l'intégrité physique ou les biens, la violence doit être condamnée sans ménagement.

L'histoire et l'actualité ont démontré que les États, par leurs dirigeants et par leurs corps policiers et forces armées, ont abusé à l'occasion de ces pouvoirs, et que des individus ou des groupes de citoyens ont effectivement joué la

carte de la violence pour faire valoir des points de vue ou des idéologies. Quand les premiers se conjuguent aux seconds, il en résulte parfois des crises de société qui laissent des blessures profondes. En sommes-nous là avec l'escalade des affrontements entre le gouvernement du Québec et les groupes d'étudiants universitaires et collégiaux en grève ? Il faut le craindre.

Entre l'attitude irresponsable du gouvernement Charest, qui favorise de toute évidence des tactiques visant à diviser les étudiants et à les discréditer auprès de l'ensemble de l'électorat, d'une part, et l'incompétence naïve des jeunes stratèges des fédérations étudiantes et de leur partenaire plus volatile, la CLASSE, celle-là

débordée par des groupuscules violents, il n'y a guère de lueur à l'horizon. La rupture des pourparlers a, pour le moment, laissé le champ libre aux casseurs de vitrines et aux matraques.

Il faudra agir vite pour éviter le pire et, à ce stade, la solution ne paraît pas devoir émaner du gouvernement, qui s'est placé en position de ne plus pouvoir reculer sur l'essentiel sans perdre la face. La balle est nettement dans le camp des étudiants et de leurs alliés au sein des corps professoraux, des syndicats et de la société tout entière. Le défi est grand mais ils devront, pour négocier un compromis sans doute insatisfaisant, évincer la minuscule fraction d'agitateurs violents et conquérir l'opinion publique en vue d'une

action politique concertée au prochain scrutin québécois, qui ne saurait guère tarder. Les étudiants ont des alliés syndicaux qui ont une longue expérience des services d'ordre pour assurer des manifestations pacifiques. Qu'ils les mettent à profit. Qu'ils fassent leur possible pour interdire la présence de manifestants masqués, déjà en soi suspects. Que celui ou celle qui appréhende un geste violent durant une manifestation ait le courage de l'empêcher ou de le dénoncer. Et que les dirigeants étudiants - y compris ceux de la CLASSE - aient la maturité de condamner avec autant de vigueur tous les actes de violence, ceux des leurs comme ceux des forces

de l'ordre. Seule l'action pacifique permettra de vaincre à plus long terme. Les violents sont toujours perdants. Des dizaines de milliers d'étudiants ont accepté de mettre en péril une précieuse session d'études pour dénoncer une hausse des droits de scolarité qu'ils jugent abusive. Ils ont atteint un degré de mobilisation inespéré. Ils ont obtenu l'appui d'un grand nombre de professeurs, de parents, de syndicalistes. Ils ont imposé à l'ensemble de la société une remise en question des valeurs en éducation. Faudrait-il tout risquer en donnant libre cours à une poignée d'agitateurs violents (qui sont-ils réellement ?) et à la ré-

plique très, voire trop musclée des policiers et des tribunaux qui en résultera ? Le gouvernement n'attend que ça ! On peut comprendre l'exaspération actuelle de bon nombre d'étudiants. Ils viennent de découvrir les méandres des négociations avec le pouvoir, où tout est gris et dissimulé. Ils font un apprentissage accéléré de l'action politique dans un climat de crise. Ils sont nombreux, désorganisés, éparpillés, unis par leurs seules revendications. Mais ils façonnent le Québec de demain, et doivent le faire en citoyens responsables.

LE DEVOIR : La Réplique > Grève étudiante - Têtes blanches et carrés rouges, par Claude Perron, professeur de science politique à la retraite – Jeudi 26 avril 2012

À retenir

Le déclencheur >

Et vous, chers aînés ?

«On vous dit que vous demandez trop, que vous êtes irréalistes. Mais qui vous dit cela, sinon ces mêmes gens qui ont bénéficié de ce modèle scolaire à leur époque et qui, maintenant, sollicitant des soins de santé qui engagent des frais astronomiques et bénéficiant aujourd'hui de tous leurs beaux programmes sociaux qui ne tiendront plus la route quand cela sera notre tour, osez vous dire qu'il faut faire votre part ? Et votre part à vous, chers aînés, elle se réclame quand ?»

Je suis resté pantois suite à la lecture du texte de Philippe Rioux «[Lettre à mes étudiants](#)». Il exhorte ses étudiants à continuer de s'opposer à la violente répression dont ils sont l'objet. Les étudiants et professeurs syndiqués n'ont pas à «respecter la loi à la lettre alors que le gouvernement fait fi de la démocratie», écrit-il, et j'en suis.

Mais la suite de son texte constitue une vision grossièrement manichéenne de l'actuelle problématique qui opposerait aux étudiants «les aînés». Si j'enseignais encore en science politique, je pourrais me servir de ce texte pour illustrer la notion d'âgisme. D'une part, il y aurait les aînés qui sont ceux qui reprochent aux étudiants de demander trop, d'être irréalistes. «Ces gens qui ont bénéficié de ce modèle scolaire [...] sollicitant des soins de santé qui engagent des frais astronomiques [...] bénéficiant de tous leurs

beaux programmes sociaux [...] le comble de l'avarice.»

Le professeur de littérature au collège Ahuntsic ne s'arrête pas en si bonne voie. Il devient vitriolique : «À votre tour de traiter ces parvenus comme de vieilles personnes qui s'emmitouflent dans le châte de leur bien-être financier et qui ne veulent surtout pas que l'on touche à leur manger mou [...] aux esprits séniles embués d'immobilisme.»

Quant aux étudiants, d'autre part, ils sont «bouillants», «indignés», «vivants», ont «l'énergie de demain», ils luttent «pour un monde meilleur, une société plus solidaire».

L'envers de la médaille

Or, la réalité est bien sûr tout autre. Si plusieurs étudiants de facultés et de cégeps luttent courageusement contre une hausse injuste et injustifiée des droits de scolarité, contre la marchandisation de la connaissance et contre une gestion affairiste des universités, d'autres continuent tranquillement leurs études. Au mépris de décisions démocratiques prises en assemblées, certains étudiants ont commencé à demander aux tribunaux des injonctions pour qu'on oblige les enseignants à leur donner les cours... pour qu'ils livrent la marchandise pour laquelle ils ont payé, après tout. Leur première préoccupation est d'arriver le plus rapidement sur le «marché du travail» pour y dégoter un emploi rémunérateur.

Par ailleurs, le portrait que M. Rioux trace des aînés est tout aussi trompeur. Combien d'entre eux ont profité des études universitaires ? Sont-ils les premiers bénéficiaires des sommes astronomiques investies en santé ? Et quels sont ces

«beaux programmes sociaux» auxquels il fait référence ? L'assistance sociale ? Les logements sociaux ? Les luxueuses pensions de vieillesse ? Quoi qu'il en soit, ceux qui sont à l'origine de cette crise ne sont sûrement pas parmi les aînés condamnés « au manger mou » auquel il fait référence !

Aînés contre la hausse

L'important conflit actuel transcende les catégories d'âge. Le mouvement étudiant a fait ressortir un débat crucial entre progressistes et réactionnaires de tous âges, de toutes origines, de tous groupes linguistiques. Il oppose des gens de gauche, pour qui la justice et donc l'accès à l'éducation sont des valeurs premières, à des gens de droite qui veulent faire prévaloir les droits des individus et pour qui l'éducation est une marchandise comme une autre. «La grève est étudiante, mais la lutte est populaire», peut-on lire sur leurs bannières.

L'auteur nous dit qu'il participe aux manifestations, brandissant pancarte et chantant des slogans. J'en suis fort aise et s'il porte attention lors des prochains manifs, il devrait apercevoir la bannière rouge des «Aînés contre la hausse». Ou, comme ce lundi matin, sous la pluie glaciale devant le cégep Ahuntsic, la pancarte de mon ami Eduardo : «Têtes blanches carrés rouges».

Qu'il vienne nous rejoindre: nous luttons aussi pour un monde meilleur et une société solidaire, mais forcément sans l'exclusion d'aucun groupe social. Nous pourrions en discuter.

Vos réactions (13)

BLOGUES.LAPRESSE.CA: Des élections contre GND?, par Vincent Marissal - Jeudi 26 avril 2012 | Mise en ligne à 17h10



Gabriel Nadeau-Dubois, de la CLASSE

Le conflit entre les associations étudiantes et le gouvernement Charest s'est envenimé encore un peu plus ces derniers jours, au point où une solution pour sauver la présente session semble maintenant bien improbable.

Depuis le début, la personnalisation des débats entre la ministre et les représentants des associations étudiantes a contribué à pourrir ce débat. Rappelez-vous, notamment, de la déclaration de Line Beauchamp qui disait refuser de s'asseoir avec Gabriel Nadeau-Dubois, parce que

celui-ci avait participé à une occupation de son bureau. Susceptible, la ministre. Les anglais ont une expression qui s'applique bien ici: Si tu ne supportes pas la chaleur, sors de la cuisine!

L'attitude du gouvernement suinte le paternalisme et on fait beaucoup plus d'effort pour personnaliser le débat que pour trouver une solution. Depuis des semaines, Gabriel Nadeau-Dubois doit s'excuser pour ceci, condamner cela, confesser ses péchés, ceux des casseurs et demandez pardon Matante...


Le gouvernement ne fait pas tant de chichi quand vient le temps de s'asseoir avec des chefs syndicaux qui ne se sont pourtant pas empressés de condamner la violence lors des «actions spontanées» sur les chantiers, l'automne dernier. La place qu'occupe le porte-parole de la CLASSE dans les déclarations et décisions de la ministre est devenue totalement disproportionnée.

C'est à croire que c'est le gouvernement du Québec contre Gabriel Dubois-Nadeau! C'est à croire que les libéraux veulent en faire l'enjeu de la prochaine élection! C'est à croire que le gouvernement se cherche un vilain et tente d'y

associer tous ceux qui le soutiennent, le Parti québécois au premier chef.

Jeudi matin, à l'Assemblée nationale, le premier ministre a dit que son gouvernement refuse de négocier avec des gens (la CLASSE de GND) qui ne partagent pas ses valeurs. Du coup, il a lié Pauline Marois aux radicaux parce que celle-ci porte le carré rouge. Je devrais peut-être me méfier des très nombreux parents, dans la cour d'école de mes enfants, qui portent le carré rouge en signe de solidarité au mouvement étudiant. Sont-ce de dangereux radicaux qui véhiculent des valeurs antidémocratiques jusqu'aux portes de la maternelle?

Cette personnalisation est grotesque, puérile et, surtout, ça ne sert rien ni personne, sinon, peut-être les intérêts électoralistes de Jean Charest. Gabriel Nadeau-Dubois prend de la place, vrai, mais ce n'est tout de même pas Ben Laden! Les membres du gouvernement libéral acceptent régulièrement de s'asseoir avec des gens aux valeurs passablement plus toxiques, mais il est vrai que ceux-ci laissent parfois un chèque...

<p>On irait vraiment en élections au Québec sur le dos des associations étudiantes? Jean Charest contre Gabriel Nadeau-Dubois? Soyons sérieux! Ce gouvernement usé irait vraiment en élection pour défendre une hausse de droits de scolarité? Méchant projet de société! Remarquez, Jean Charest ne peut tout de même pas affronter l'électorat en défendant son bilan.</p>	<p>La confrontation avec les leaders étudiants lui permettrait d'avoir l'air «tough» contre le PQ sympathiques aux associations étudiantes et, en prime, cela ferait écran de fumée devant les problèmes de corruption qui plombent le PLQ. Jean Charest ne peut pas, non plus, refaire une campagne sur la crise économique. Et il a tout intérêt à y aller avant que certains n'aillent</p>	<p>déballer leur sac devant la Commission Charbonneau. Au point où il en est, il n'a pas grand chose à perdre. Le Québec, par contre...  Commentaires (228)</p>
--	---	--

LA PRESSE: Chronique: La queue du chien, par Patrick Lagacé - Publié le jeudi 26 avril 2012 à 06h29

<p>Il est 23h33 et je regarde, furieux, les images de la télé qui montrent Montréal encore une fois transformé en terrain de bataille. Je regarde, furieux, une autre manif pacifique qui a dégénéré. Je regarde, furieux, un gouvernement qui est en train de réussir un coup fumant : laisser pourrir une situation en espérant en recueillir les fruits. Trois Québécois sur quatre sont insatisfaits de ce gouvernement. Après neuf ans de pouvoir, son usure est visible. Les histoires de corruption, on ne les compte plus: elles viennent souvent s'échouer dangereusement près de la cour du Parti libéral. Ça explique cette insatisfaction généralisée. Ça explique aussi pourquoi ce gouvernement qui a toujours fini par reculer dans tant de dossiers, du mont Orford à la commission d'enquête publique sur la collusion dans la construction, ne recule pas d'un millimètre sur les droits de scolarité. Ce n'est pas un dossier absolument capital pour l'avenir de la nation. Ce n'est pas le genre de dossier qui nécessitait un entêtement obtus.</p>	<p>Ce n'est pas le genre de dossier qui ne pouvait absolument pas faire l'objet, il y a un an ou il y a un mois, de négociations menées de bonne foi par le gouvernement. Jamais le gouvernement n'a montré autant de combativité dans le dossier du gaspillage de l'UQAM à l'îlot Voyageur. Jamais il n'a montré autant de combativité pour savoir combien valait le pétrole de l'île d'Anticosti. Jamais il n'a montré au tant de combativité pour savoir comment la Caisse de dépôt a pu perdre 40 milliards. Mais pour 1625\$ d'augmentation de droits de scolarité, un choc tarifaire de 75% en cinq ans, là, dans ce dossier, il est absolument intraitable, il est aussi combatif que Bruce Willis dans ses Pièges de cristal. Pas de négo, pas de prisonniers. Mais c'est un rare dossier où Jean Charest a l'appui des Québécois. Un sur deux qui appuie les positions gouvernementales. Et il faut être aveugle pour ne pas voir que le gouvernement Charest va utiliser cet appui comme levier, dans une prochaine campagne</p>	<p>électorale. Un levier pour faire oublier tout le reste. Un levier pour se poser en défenseur de l'ordre. Car quand le désordre plane et que le chaos règne, le bon peuple effrayé se tourne vers qui ? Vers l'État. Qui dirige l'État ? Le gouvernement de M. Charest. Non, c'est même pas le chien court après sa queue, c'est le chien de la célèbre expression anglaise « Wag the dog » qui décrit cette tentative de diversion qui nous fait oublier l'essentiel. C'est le titre d'un film, d'ailleurs, où il est justement question de faire oublier l'essentiel... La ligne dure du gouvernement Charest avec les étudiants, c'est la queue du chien qui branle tellement fort qu'on en oublie de voir le petit cadeau qu'il a fait sur le tapis Les ficelles sont grosses comme des câbles à bateau. Certains les voient, d'autres sont aveuglés par l'idéologie de la « juste part », dont les étudiants sont, mystérieusement, les seuls à faire les frais.</p>
---	--	---

LE DEVOIR: Éditorial: Grève étudiante - Machiavel à Québec, par Marie-Andrée Chouinard - Jeudi 26 avril 2012

<p>Son invitation à discuter, dans le calme, était la bienvenue. Mais en jouant la carte de la trêve non respectée pour exclure l'« impertinente » CLASSE des négos, la ministre de l'Éducation a littéralement mis le feu aux poudres. Elle appelle au calme, mais du même souffle, elle attise la colère. À la tension et l'exaspération ambiantes s'ajoute désormais une vive inquiétude. Un y avait presque cru à cette pause dans un moment d'extrême tension, le temps de laisser deux camps opposés discuter. Mais la « trêve » fut de courte durée. Le gouvernement a choisi d'y mettre fin en agrippant le premier prétexte périphérique venu pour expulser cette CLASSE dont il n'a jamais voulu à sa table. La suite des choses ne sera pas paisible, on l'a vu hier soir. Ce geste de provocation, survenant là où on ne l'attendait plus, s'ajoute à tout l'échafaudage d'arrogance et de mépris dont les étudiants ne veulent plus. La riposte par la rue ? C'est un appel qu'on sentait malheureusement monter hier, sitôt le point de presse de Mme Beauchamp terminé. Après cette rupture, c'est le cul-de-sac.</p>	<p>La ministre vilipendée la confusion entretenue par la CLASSE, qui négocie et manifeste en même temps, et lui montre le coin de la punition pour un babillard contenant des gros mots, voilà la vérité. La CLASSE, son congrès, ses porte-parole n'ont plus le contrôle d'un groupe de 86 000 grévistes en rogne, voilà aussi la vérité. Les déclarations du premier ministre au Salon Plan Nord vendredi dernier, et puis cet ajout ministériel hier, enveniment une situation qui a déjà trop duré : une autre vérité. Il y a même au sein de la CLASSE des étudiants minoritaires, mais bruyants, qui se retournent contre leur propre organisation ! Vrai ! On parle des étudiants comme s'ils étaient tous des casseurs, mais comment recevoir la volte-face policière d'hier soir après cette manifestation menée dans le centre-ville montréalais dans un appréciable calme? Une autre couche de provocation, rien de moins. On parlera seulement des excès des jeunes, mais la marche d'hier a été perturbée par la police sans qu'on n'y comprenne rien. Jusqu'à l'assaut des troupes policières, tout se passait bien.</p>	<p>Cette confusion entretenue de manière volontaire, où l'on tronque une portion de la réalité au gré des humeurs officielles, ne peut plus durer. La vraie ambiguïté est du côté du gouvernement, dont on peine à comprendre la stratégie. Tout cela mènera-t-il à des élections ? Si oui, qu'on le dise clairement ! Les leaders étudiants ont parlé de discussions cordiales à la table de négociation, mais confié que la hausse des droits fut à peine effleurée. Peut-être parce que cela n'a jamais été à l'ordre du jour officiel. Les libéraux auraient-ils à gagner à déclencher des élections sur un tel grabuge ? Certains semblent penser que oui, même si cela a des allures très nauséabondes de machiavélisme, dans le sens où ce serait gouverner sans morale. L'odieux porté hier par la ministre Beauchamp se retournera contre les étudiants, si d'aventure les choses dérapaient encore au-dehors. Est-ce là le souhait d'un gouvernement sans scrupule ? Vos réactions (85)</p>
--	--	---

LE DEVOIR: Libre opinion - La face cachée de la grève étudiante, par Pierre Balloffet - Professeur agrégé à HEC Montréal - Jeudi 26 avril 2012

<p>Les étudiants adultes, une des faces cachées de la formation universitaire et des manifestations actuelles, seront les premières victimes de la hausse des droits de scolarité projetée. Les images des manifestations étudiantes auxquelles nous sommes exposés depuis quelques semaines nous présentent souvent des regroupements chatoyants de personnes dans la vingtaine. J'imagine que ceci s'explique par une recherche du sensationnel, de la photographie la plus vivante. À mon sens, nos étudiants dans la vingtaine ont toutes les raisons d'être inquiets de la hausse dramatique des droits de scolarité à venir. Nous orientons nos navires universitaires vers un mauvais cap, mais tel n'est pas ici mon propos.</p>	<p>Figurent plus rarement sur ces photographies des personnes plus âgées, à moins que celles-ci soient reléguées à la catégorie commode des « vieux » gauchistes ou syndicalistes. Pourtant, nos établissements universitaires accueillent de nombreux étudiants ayant largement dépassé la vingtaine, voire la trentaine. Quelques-uns sont des doctorants, la plupart cheminent toutefois au premier cycle, essentiellement dans le cadre de programmes de certificat. Ils seront sans doute les plus frappés par les projets actuels de hausse. Dans mon établissement, HEC Montréal, où j'ai été directeur des programmes de certificat trois ans durant, ces personnes présentent un profil qui tranche avec le type habituel de nos étudiants. Ils sont tout d'abord plus âgés que la</p>	<p>moyenne de ceux-ci. Leur statut socio-économique est ensuite beaucoup plus incertain, pour dire le moins. Enfin, c'est dans ces programmes que l'on retrouve aussi le plus grand nombre d'immigrants de fraîche date. Leur situation fragile ne leur permet pas, dans bien des cas, d'étudier à temps plein. Ils ne peuvent en effet vivre sans un revenu tiré de longues heures de travail, aussi nombreuses que fort peu généreusement payées. Ils ne sont pas rares à avoir charge de famille. On y croise bien des mères célibataires. Vous me direz que, dans leur cas aussi, l'éducation est un investissement ? Certes, mais encore faut-il avoir accès à une quelconque possibilité de financement !</p>
--	---	---



N'étudiant pas à temps plein, leur accès au système des prêts et bourses est souvent limité, sinon impossible. Ces personnes, les plus exposées socialement et économiquement parmi les étudiants inscrits dans nos établissements, seront les premières touchées par la hausse projetée. S'ils participent peu aux manifestations actuelles, c'est simplement qu'il leur est difficile de s'absenter de leur travail...

Nos établissements, y compris celui auquel j'appartiens, sont soucieux de la qualité de l'enseignement offert à tous et ont consenti des efforts louables afin de garantir cette qualité. Chaque soir, à pleine porte, avec un courage digne d'admiration, ces étudiants adultes, faces cachées de la formation universitaire, viennent s'asseoir sur les « bancs de l'école ». Déterminés, amers parfois, mais le cœur plein d'espoir. Nous ne devrions pas les oublier, sur-

tout si le pire devait advenir — je parle ici du choc tarifaire annoncé. C'est en effet aussi là, dans des bâtiments où conseillers et aides habituels sont depuis longtemps rentrés chez eux, la nuit tombée, que se dessine le Québec de demain.

[Vos réactions \(12\)](#)

LE DEVOIR : Lettres - De l'espoir..., par Richard Chevalier Weilbrenner - Sutton, le 25 avril 2012 – Jeudi 26 avril 2012

J'aurai bientôt 70 ans. J'étais de la marche du 22 avril 2012, ma plus récente présence dans la rue depuis celle du 24 juin 1968. Deux « manifestations », deux mondes. Quarante-quatre ans les séparent. La première est nerveuse, la tension est palpable. Il suffira de quelques agents provocateurs (j'étais là, j'ai tout vu) qui lanceront des bouteilles en direction de la tribune où siégeaient les notables pour que les forces de l'ordre chargent la foule et provoquent une émeute sans précédent et procèdent à des arrestations brutales, dont celle de Pierre Bourgault, porté en triomphe jusqu'au panier à salade qui l'attendait. Dès le lendemain, élection de Pierre Elliott Trudeau. Une honte pour le Québec, qui aura accordé au Parti libéral du Canada la plus écrasante majorité de sièges qu'il aura obtenue de toute son histoire. Une catastrophe appréhendée pour la démocratie, la volonté de puissance que nourrissait cet homme ayant conduit à la promulgation de la Loi sur les mesures de guerre deux ans

plus tard, puis à un coup de force encore plus violent en 1982, alors que le Parlement d'Ottawa, après une nuit de chuchotements, adoptait une constitution destinée à museler le Québec et à l'enchaîner au giron canadien, sans possibilité de libération conditionnelle. Non content de cette victoire honteuse, Stéphane Dion fera adopter le dernier garrot de la politique intérieure du Canada par une odieuse et antidémocratique Loi sur la clarté (sic) que désavoueront les justes et les honnêtes citoyens, mais qui recevra la sanction royale le 29 juin 2000... Douze ans plus tard, la rue est occupée par quelque 250 000 citoyens. L'atmosphère est à la bonne humeur, on sent une énergie et une force tranquilles. Les marcheurs sont joyeux, souriants, confiants. Ils n'ont pas peur. Ils savent qu'ils sont dans leur bon droit. Sur les pancartes, les slogans sont marqués au coin de l'humour ou de la colère, mais toujours avec assurance. Et les messages sont toujours pertinents.

Les chers de tous les partis politiques du Canada et du Québec sont là, bien sûr, sauf ceux des partis conservateurs et libéraux. Ils sont au pouvoir, comprenez-vous ? Ils n'ont pas par conséquent leur place dans la rue, et ils le savent. Ils ne s'y risqueront pas, d'ailleurs. Pensez donc : ils auront compris que pour bien manipuler l'opinion publique, il faut se tenir loin des foules, surtout si elles se composent de toutes les conditions sociales et qu'elles fraternisent, toutes tranches d'âge confondues.

J'aurai bientôt 70 ans. J'ai le cœur d'un étudiant, j'ai la tête et l'esprit à la poésie. Je suis Villon, Nelligan et Dylan ; je suis Giguère, Vigneault et Miron. Qu'avez-vous à répondre, citoyenne Beauchamp, et vous, citoyen Charest ? Ah non, par exemple, pas une autre de vos farces plates... Prenez le temps de bien réfléchir, s'il vous plaît. Et soignez votre français, Madame la Ministre de l'Éducation. L'espoir confiant est en marche.

[Vos réactions \(18\)](#)

LE DEVOIR : Lettres - Courageuse opiniâtreté !, par Louis Simard - Médecin de famille - Chicoutimi, le 24 avril 2012 – Jeudi 26 avril 2012

Quel bel exemple de combativité nous est actuellement donné par la jeunesse étudiante dans la défense d'un principe essentiel à l'émancipation de toute société, soit celui du maintien de la plus large accessibilité possible au plus grand nombre aux études et de son corollaire, une distribution plus équitable de la richesse collective. Leur ténacité a de quoi faire rougir ces aînés que nous sommes, englués dans notre confort physique et idéologique, rampant aux diktats de nos dirigeants dirigés par les suppôts du néolibéralisme enviroissant et tentaculaire. Leur courageuse opiniâtreté nous démontre à nouveau combien le partage d'une belle et grande idée peut encore socialement ébranler l'autoritarisme antidémocratique de nos élus. C'est une véritable bouffée d'air frais, malgré tous les soubresauts qu'il provoque, sur le morose défaitisme ambiant qui nous cadennasse tous, peu ou prou. Socialement, politiquement, il faut qu'adviennent des changements majeurs qui briseront les chaînes qui nous emprisonnent, qui nous font prendre une aliénation béate pour la liberté, l'immobilisme de nos dirigeants pour de la sagesse politique, la torpeur collective pour une incontournable impuissance ; secouer le joug du néolibéralisme pour que tombent enfin les fruits d'une équité sociale plus grande, voilà, à mon sens, la lecture que je fais de ce printemps étudiantin.

Vos réactions

- Richard Evoy – Abonné, 26 avril 2012 06 h 14
Je seconde
Ce n'est pas Jean Charest ni Mme Beauchamp qui vont arrêter ce mouvement de révolte planétaire qui semble ne pas vouloir (

- je l'espère) s'arrêter. J'ose affirmer que notre mouvement étudiant s'inscrit dans cette vague et que ce n'est qu'une question de temps pour qu'il serve de catalyseur à une grogne populaire beaucoup plus profonde contre une classe dirigeante corrompue, cupide et méprisante. Nos petits politicailleurs locaux ne sont que des marionnettes inconscientes qui n'hésitent pas à recourir à la répression pour protéger les intérêts et l'idéologie d'une minuscule caste de super riches qui commence à ne plus se sentir en sécurité.
- Jean_Yves – Abonné, 26 avril 2012 08 h 32
Ah le spectre de "l'autoritarisme antidémocratique"
C'est vrai que les représentants étudiants non rien d'autoritaire...
C'est juste qu'ils s'auto-accordent un pouvoir de véto sur les décisions du GV.
Rien de plus n'est-ce pas?
Surtout quand on a un solide mandat <démocratique> qui permet de déclarer que 11,700 étudiants de l'université de Laval ont voté pour la grève à 54%.
Dans les faits le résultat de ce vote est: 243 pour, 199 contre, 7 abstentions
Formidable non la néo-démocratie a similitude avec l'équité sociale?
Une participation de 3.8% avec un choix de grève exprimé par 2.08% des gens qui seront déclarés avoir choisis "dé-mo-cra-ti-que-ment" cette grève...
- Martin Gauthier – Inscrit, 26 avril 2012 09 h 36
Il faut appliquer votre décompte à tout notre système et pas juste sur un événement ponctuel. Regarder le pourcentage au pro-

- vincial et celui du fédéral, et pourtant tout le monde respecte les résultats. C'est drôle non? :-)
- Robert Henri – Inscrit, 26 avril 2012 09 h 53
Démocratiquement, oui.
@Jean_Yves : Démocratiquement, oui. Que 99% des étudiants ou 3% se soient rendus voter pour ou contre le grève, un choix a été fait. Celui entre de décider si oui ou non il allait y avoir grève ou de laisser les étudiants allant voter décider à sa place. Quand on ne se rend pas voter, on s'enlève soi-même le droit de chialer après. Les manifestants de la plus grosse manifestation étudiante de l'histoire ont tous été forcés de s'y rendre j'imagine ? Non mais la démagogie, ça fait. C'est assez.
- Jean_Yves – Abonné, 26 avril 2012 12 h 49
Ben là vous démontrez bien c'est quoi le niveau de participation qui vous satisfait.
Aucun problème à exclure 94% du monde pour ensuite prétendre parler avec mode démocratie direct...
Difficile de mettre la barre plus basse que ça. Tant qu'on arrive à ses fins n'importe quoi fait l'affaire. Juste à éliminé les arguments plus creux les uns que les autres et tout est beau.
- Michelle Bergeron – Abonné, 26 avril 2012 16 h 53
Chapeau
Merci
- MJ – Inscrite, 26 avril 2012 20 h 13
Liberté, égalité, fraternité
Trois valeurs interreliées qui marchent ensemble!

LA PRESSE: Chronique: Ils le font exprès, ou quoi?, par Michèle Ouimet - Publié le jeudi 26 avril 2012 à 00h00



Quelle confusion. Quelle farce. En arriver là, après 11 semaines de grève. Ils le font exprès, ou quoi? Hier, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a annoncé que la CLASSE, aile radicale du mouvement étudiant, était exclue des négociations. Ou plutôt que la CLASSE s'était «exclue elle-même» en ne respectant pas la trêve exigée. Lundi, les associations étudiantes - FECQ (cégeps), FEUQ (universités) et CLASSE - ont enfin commencé à négocier après une semaine de débats sémantiques sur la violence. Un débat oiseux lancé par la ministre qui insistait pour que les associations dénoncent la violence. La FECQ et la FEUQ ont obtempéré, mais la CLASSE a branlé dans le manche. Fidèle à son absurde démocratie directe, elle a consulté ses 60 associations. Elle a accouché d'une dénonciation alambiquée: non à la violence, mais oui à la désobéissance civile. C'est là que je me suis dit pour la première fois: mais ils le font exprès ou quoi pour provoquer le gouvernement? Pour compliquer les choses, la ministre a ajouté - encore! - une exigence: une trêve de 48 heures. Aucune manifestation ne sera tolérée pendant les discussions, a-t-elle insisté. Là encore, je me suis dit: elle le fait exprès ou quoi? La ministre connaît parfaitement le fonctionnement de la CLASSE qui ne contrôle à peu près rien, ni sur le terrain ni sur son site web. Elle devait bien se douter que la CLASSE était incapable de faire respecter une trêve. Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE, n'a pratiquement aucune marge de manoeuvre. Il doit toujours consulter son fottu	congrès qui se réunit une fois par semaine. Pourquoi ne crée-t-il pas une cellule de crise qui pourrait prendre les décisions urgentes, sans s'enfermer dans sa démocratie au rythme géologique? Un exemple: hier, un journaliste a demandé à Gabriel Nadeau-Dubois s'il pouvait lancer un appel au calme. Sa réponse: «Je peux condamner la violence, mais je ne peux pas lancer un appel au calme.» Kafkaïen. La CLASSE fonctionne dans une bulle, loin, très loin des exigences d'une crise. Et la ministre le sait. Hier, elle était outrée parce que des manifestations étaient annoncées sur le site web de la CLASSE. Gabriel Nadeau-Dubois a précisé que le «site n'est qu'une plate-forme de diffusion». La CLASSE et la ministre jouent sur les mots et plongent, encore une fois, le Québec dans un cul-de-sac. Hier, la FEUQ et la FECQ se sont retirées des négociations. Même le calme Léo Bureau-Blouin, qui ne dit jamais un mot plus haut que l'autre et qui était le premier à vouloir négocier, quitte à bazarder la CLASSE, était choqué et tenait la ligne dure: pas question de négocier sans la CLASSE. La ministre, avec sa sortie intempes- tive, a réussi à le braquer. Faut le faire. «Il faut cesser les enfantillages [...] et mettre de côté le fossé idéologique qui nous sépare», a-t-il dit. Des paroles pleines de sagesse. C'est la ministre qui aurait dû parler ainsi au lieu de jeter de l'huile sur le feu et jouer les vierges offensées. Léo Bureau-Blouin n'a que 20 ans. Si j'étais Line Beauchamp, j'aurais honte de participer à des enfantillages qui mettent le feu aux poudres.	Hier, Gabriel Nadeau-Dubois a répété que la manifestation de la veille n'avait «aucun lien avec la CLASSE», mais la ministre a fait la sourde oreille. Ce sont des casseurs et des groupuscules étudiants qui ont fracassé des vitrines et vandalisé des autos. Finalement, ce sont les casseurs qui gagnent. Ils l'ont, leur bordel. C'est donc un retour à la case départ. Après 11 semaines de grève. Et 170 000 étudiants et élèves qui risquent de perdre leur trimestre. *** Pendant que la crise dégénérait, la rectrice de McGill, le directeur général de l'École de technologie supérieure et un représentant de l'Université du Québec à Trois-Rivières s'envolaient vers le Brésil avec une délégation canadienne, nous a appris le <i>Journal de Montréal</i> . Ils logent dans des hôtels cinq étoiles à 500\$ la nuit et la rectrice de McGill voyage en première classe, un billet à 9470\$. J'en ai parlé au directeur général de la Conférence des recteurs (CREPUQ), Daniel Zizian. La CREPUQ qui a tant insisté pour que le gouvernement augmente les droits de scolarité de 70% en trois ans. Ce n'est pas gênant, ce voyage? Lui ai-je demandé. «Non, a-t-il répondu. Qu'est-ce qu'on veut au Québec, être petit et rester dans nos bureaux?» Non, bien sûr, pas question de «rester petit», mais est-ce bien le temps de se payer un tel voyage, alors que les universités sont accusées de dépenser à tort et à travers? Je l'ai dit et je le répète: font-ils exprès pour jeter de l'huile sur le feu?
--	---	--

LE DEVOIR : Libre opinion - Violent débat... avec moi-même, par Renaud Bouret, économiste – Medcredi 25 avril 2012

Le débat sur les droits de scolarité s'envenime, il fallait s'y attendre. Comme le disait le sage Sunzi, auteur de L'art de la guerre, dans son célèbre chapitre intitulé «Tactiques et diversion sur la place du marché»: «Avant de commencer à vider les poches des chalands, maître Wang prend bien soin de déclencher une bagarre générale.» Comme je brûle de participer au débat, mais que je répugne à ajouter de l'huile sur le feu, j'ai décidé d'affronter un adversaire un peu particulier. Cet adversaire, c'est la personne que j'aurais été si les modestes moyens de ma famille m'avaient privé d'un accès à l'université. Appelons cette personne «Renaud», et appelons celle que je suis devenue «Bouret». La société se serait-elle mieux portée si Renaud n'avait pas pu devenir Bouret? Les finances publiques auraient-elles été mieux équilibrées? Renaud aurait-il donné à l'État, comme contribuable, autant qu'il aurait reçu de lui comme citoyen? Il y a fort à parier que les parents de Renaud n'auraient pu envoyer à l'université que le fils aîné. À l'heure actuelle, comme bien des cadets, Renaud serait peut-être animateur de plage ou commis aux contraventions. Il s'agit là de métiers éminemment respectables, soyons clairs! Mais Renaud n'avait-il pas mieux à offrir?	Et son petit frère, surnommé «le costaud», exercerait-il aujourd'hui le métier de mineur ou de draveur? Cela n'aurait rien de déshonorant non plus, mais quel gaspillage pour un garçon qui, grâce à la bienveillance de l'État, était déjà sur les bancs du doctorat à l'âge de vingt ans. Les soeurs de Renaud, quant à elles, auraient dû renoncer à leurs brillantes carrières commerciales. Et passons sur le reste de cette nombreuse famille, ça deviendrait fastidieux. Faute d'avoir étudié, Renaud aurait gagné deux fois moins d'argent que Bouret... et il aurait payé quatre fois moins d'impôts. Car pendant des décennies, pendant toute sa carrière, Bouret aura versé au fisc, bon an mal an, 10 000 \$ de plus que l'aurait fait Renaud. Tout ça parce que l'État a eu l'ingénieuse idée de subventionner les études universitaires de Bouret, à raison de 10 000 \$ par an, pendant à peine quatre ans. Existe-t-il un investissement plus rentable pour un État en mal de recettes fiscales? Renaud use autant les routes que Bouret, ses enfants fréquentent la même école et bénéficient des mêmes services médicaux. Seulement voilà, Renaud n'a eu à payer que 20 % de la facture. C'est Bouret, grâce à ses études subventionnées, qui a financé le reste. Qu'on n'y voit aucune condescendance: il s'agit simplement de mettre	en lumière un des principaux mécanismes de la justice sociale. L'économie a besoin de tous ses travailleurs, diplômés ou non, et tous les citoyens ont évidemment droit au même respect. Il n'en demeure pas moins que la prospérité d'une économie dépend directement de la proportion de ses cerveaux, d'où l'importance d'ouvrir les portes de l'université au plus grand nombre de jeunes possible, quels que soient leur origine sociale et leurs moyens financiers. Et même si nous connaissons tous quelques étudiants moins zélés que d'autres, n'oublions pas qu'il suffit d'un petit génie sur mille pour rentabiliser l'ensemble du système. Pour se maintenir dans l'environnement mondial actuel, le Québec a plus que jamais besoin d'investir dans le savoir. Renaud devrait-il être jaloux de Bouret? Devrait-il se réjouir de voir ces petits voyous d'étudiants aspergés de poivre et menottés l'un après l'autre, avant d'être embarqués dans des autobus civils convertis en paniers à salade? Devrait-il s'offusquer devant quelques vitres brisées, alors qu'on s'appête à saccager les derniers territoires vierges de la nation? Devrait-il penser à l'avenir? À son avenir? À celui de sa société?
--	---	---

[Vos réactions \(14\)](#)

LE DEVOIR : Lettres - Plus qu'une responsabilité individuelle, par Michel Allard, professeur associé, UQAM - Le 24 avril, 2012 – Mercredi 25 avril 2012

Depuis la création du premier système public d'éducation en 1801 (l'Institution royale), le Québec a entrepris une longue marche pour rendre l'éducation accessible et gratuite à tous ses membres, peu importe leur origine sociale, leur situation financière ou leur lieu de résidence. Mais le parcours a été parsemé d'obstacles. En 1846, les seigneurs grands propriétaires terriens s'opposent à l'imposition de taxes foncières et	déclenchent, au nom du principe appelé aujourd'hui de l'utilisateur-payeur, la «Guerre dite des éteignoirs». En 1860, le Dr Meilleur premier surintendant de l'instruction publique dans le Bas-Canada, c'est-à-dire l'équivalent du ministre de l'Éducation, considère que l'éducation supérieure est un luxe et ne doit être réservée qu'aux enfants de parents aisés.	Entre 1880 et 1905, l'élite ultramontaine qui réunit des représentants du haut clergé, des hommes politiques et des membres des professions libérales, en d'autres termes des notables de l'époque, s'opposent avec succès au rétablissement d'un ministère de l'Instruction publique, à l'obligation et à la gratuité scolaire. Il faut attendre l'année 1943, au milieu de la Seconde Guerre mondiale pour qu'une loi promulgue
---	---	---



l'obligation scolaire jusqu'à 14 ans et la gratuité scolaire au cours primaire public. Il faudra attendre encore les réformes de 1960 pour que le cours secondaire public soit gratuit, et 1967 pour que le cours collégial public le soit. Depuis, malgré les recommandations de plusieurs conférences sur l'éducation, malgré celles du rapport Parent, qui ont classé la question de la gratuité scolaire à tous les niveaux parmi la catégorie des questions fondamentales et urgentes, une partie de nos élites politiques, économiques et sociales en sont encore au principe de la « juste part ». Quand comprendrons-nous que le meilleur investissement d'une nation moderne réside dans ses ressources humaines, et plus particulièrement dans sa jeunesse ? L'éducation ne se réduit pas à une responsabilité individuelle, mais se traduit par une implication collective.

Vos réactions

- Chantal_Mino – Abonnée, 25 avril 2012 06 h 40
Merci énormément pour la générosité du partage de votre savoir M. Allard !
La sagesse ne vient-elle pas de nos expériences dont il faut se rappeler pour ne pas

recommencer les mêmes erreurs que par le passé et enfin pouvoir continuer d'avancé ? Hé oui ! Vous le dites si bien : «L'éducation ne se réduit pas à une responsabilité individuelle, mais se traduit par une implication collective.»

- jeanduc – Abonné, 25 avril 2012 07 h 31
Évidence et bien commun?
Que l'on regarde n'importe où sur la planète, les nations les plus prospères et où la qualité de vie est la meilleure, sont celles dont le niveau d'éducation est le plus élevé et la richesse raisonnablement bien répartie. Le niveau d'éducation de petites nations comme la notre (au sens numérique) est primordial pour sa survie. L'éducation est la clé du développement des nations les moins favorisées. Pourquoi, face à l'évidence, Jean Charest et Line Beauchamp s'obstinent-ils? Quels sont leurs intentions réelles? Comment peuvent-ils prétendre servir le bien commun?
- Michel Simard – Abonné, 25 avril 2012 08 h 18
Retour vers la régression
Certaines élites financières et leurs serfs aimeraient bien retourner au XIXe siècle, alors

que régnait l'ordre. Ils appellent cela avoir de nouvelles idées.

- Martin Gauthier – Inscrit, 25 avril 2012 09 h 47
Et oui, et c'est tout le programme de la CAQ pour ce qui concerne l'éducation. On pense mettre de l'avant des idées neuves, mais on fait la promotion d'un grand retour en arrière...l'idéologie des gens qui savent ce qui est bon pour les autres et qui surtout ne demandent jamais d'identifier les besoins à long terme. À court terme on ne cherche que le "X" des votants.
- camelot – Inscrit, 25 avril 2012 12 h 51
Proverbe
Duplessis aimait à répéter : "Il est plus facile de gouverner des ignorants que des gens instruits"
- Nelson – Inscrit, 25 avril 2012 16 h 18
A nous la faute élire Charest...3 fois!!!!!!
Essayons de mieux élire nos gouvernements.....
Essayons de voir sa campagne de peur anti casseurs...pour se montrer comme protecteur des...peureux...et.se.faire relire une quatrième fois!!!!!!!

LE DEVOIR : Lettres - Je me souviens, par Annie Duhamel - Le 23 avril 2012 – Mercredi 25 avril 2012

Étudiante, je me souviens d'un carreau rouge, d'un mouvement de masse. Je me souviens aussi de nombreuses concessions, de projets en suspens. Future enseignante, je me souviens d'un espoir d'accessibilité, d'une fierté liée à un système d'éducation de qualité et abordable. De générations à venir qui en seront peut-être privées. Mais surtout, citoyenne à part entière, je me souviens d'un mécontentement. Je me souviens d'une scission entre plusieurs camps, d'une opposition entre les dirigeants. Je me souviens d'une société à la dérive... D'une société qui élève la voix, mais qui reste sans voix devant ce qu'elle voit. On me dit de voter, de m'éduquer, de me responsabiliser. D'être droite. Mais on ne respecte

pas mon droit de vote en bafoyant la démocratie, en imposant des lois contraires aux décisions d'un peuple. J'apprends à devenir responsable, alors qu'en haut, on se désresponsabilise. Alors qu'on m'impose la droiture, on exhibe l'agitation, la persécution, l'irascibilité. Mais surtout, on entrave mon éducation en contournant les revendications, en violentant les manifestations, en riant des protestations. Et pendant ce temps, je me souviens. Je ne me souviens pas d'une Révolution tranquille, faute d'âge. Mais je me souviens de ses répercussions, de ses apports. J'en ai bénéficié. Aujourd'hui, je me souviens d'un Québec qui

s'ancre dans l'histoire, moins tranquille cette fois.

Je me souviens de la Belle Province qui gronde. La Bleue Province, qui, vêtue de rouge, se mobilise... Les générations de demain pourront-elles, à leur tour, dire je me souviens ? Pourront-elles, comme moi, profiter des gains si durement acquis par le passé ?

Aujourd'hui, je me souviens. Demain, je ne veux pas oublier.

Et, surtout, je ne veux pas avoir à oublier. Demain, ce dont je veux me souvenir, c'est d'un printemps, ébèle ou non, qui fleurit.

Vos réactions (18)

BLOGUES.LAPRESSE.CA: Ligne dure face aux étudiants : la queue du chien..., par Patrick Lagacé - Mercredi 25 avril 2012 | Mise en ligne à 23h52

Il est 23h33 et je regarde, furieux, les images de la télé qui montrent Montréal encore une fois transformée en terrain de bataille. Je regarde, furieux, une autre manif pacifique qui a dégénéré. Je regarde, furieux, un gouvernement qui est en train de réussir un coup fumant : laisser pourrir une situation en espérant en recueillir les fruits. Trois Québécois sur quatre sont insatisfaits de ce gouvernement. Après neuf ans de pouvoir, son usure est visible. Les histoires de corruption, on ne les compte plus: elles viennent souvent s'échouer dangereusement près de la cour du Parti libéral. Ça explique cette insatisfaction généralisée. Ça explique aussi pourquoi ce gouvernement qui a toujours fini par reculer dans tant de dossiers, du mont Orford à la commission d'enquête publique sur la collusion dans la construction, ne recule pas d'un millimètre sur les droits de scolarité. Ce n'est pas un dossier absolument capital pour l'avenir de la nation. Ce n'est pas le genre

de dossier qui nécessitait un entêtement obtus. Ce n'est pas le genre de dossier qui ne pouvait absolument pas faire l'objet, il y a un an ou il y a un mois, de négociations menées de bonne foi par le gouvernement. Jamais le gouvernement n'a montré autant de combativité dans le dossier du gaspillage de l'UQAM à l'Îlot Voyageur. Jamais il n'a montré autant de combativité pour savoir combien valait le pétrole de l'île d'Anticosti. Jamais il n'a montré autant de combativité pour savoir comment la Caisse de dépôt a pu perdre 40 milliards. Mais pour 1625\$ d'augmentation de droits de scolarité, un choc tarifaire de 75% en cinq ans, là, dans ce dossier, il est absolument intraitable, il est aussi combatif que Bruce Willis dans ses Pièges de cristal. Pas de négo, pas de prisonniers. Mais c'est un rare dossier où Jean Charest a l'appui des Québécois. Un sur deux qui appuie les positions gouvernementales. Et il faut être aveugle pour ne pas voir que le gouvernement Charest va utiliser cet appui

comme levier, dans une prochaine campagne électorale. Un levier pour faire oublier tout le reste. Un levier pour se poser en défenseur de l'ordre.

Car quand le désordre plane et que le chaos règne, le bon peuple effrayé se tourne vers qui ? Vers l'État.

Qui dirige l'État ?

Le gouvernement de M. Charest.

Non, c'est même pas le chien court après sa queue, c'est [Wag the dog](#), c'est la queue du chien qui branle tellement fort que t'en oublies de voir le petit cadeau qu'il a fait sur le tapis...

Les ficelles sont grosses comme des câbles à bateau. Certains les voient, d'autres sont aveuglés par l'idéologie de la « juste part », dont les étudiants sont, mystérieusement, les seuls à faire les frais.

Commentaires (352)

LE DROIT: Pour une solidarité intergénérationnelle, par Sonia Noreau, Candidate à la maîtrise en sciences politiques, Université d'Ottawa, Guilhème Pérodeau, Professeure, Département de psychoéducation et de psychologie, Université du Québec en Outaouais - Publié le mercredi 25 avril 2012 à 07h41





La Presse Canadienne
Le premier ministre Jean Charest a dû répondre aux questions de l'opposition sur les négociations avec les étudiants, hier. À droite, on aperçoit Line Beauchamp, ministre de l'éducation.

Le Droit

Face au soulèvement étudiant des dernières semaines, l'attitude du gouvernement semble promouvoir le conflit, non seulement entre les étudiants, mais également entre les générations. Maître dans les stratégies de diversion qui masquent les vrais débats de société, le gouvernement attise les dissensions. Hier, il tenait un discours alarmiste sur l'impressionnante cohorte de boomers vieillissants à venir, et les hausses de frais inévitables à prévoir. Aujourd'hui, le discours est inversé. L'opprobre est jeté sur la jeune génération.

Ce discours trouve écho chez certains. Des jeunes s'exaspèrent du fardeau que représenteront, pour eux, leurs aînés vieillissants. Sur le même ton, des boomers s'offusquent à l'idée de «ces jeunes devraient payer pour leurs études

car ils en bénéficieraient le reste de leur vie.» Ces généralisations mènent droit vers une impasse sociale motivée par les intérêts respectifs de ces deux générations au détriment de considérations plus larges sur un véritable projet de société. C'est dans la façon que les générations vont l'aborder, soit dans la solidarité, soit dans la confrontation, que la société québécoise se définira et s'engagera dans les années à venir.

En montant les générations les unes contre les autres, dans un discours néolibéral, nos décideurs contournent ainsi le débat intergénérationnel que se doit d'avoir le Québec. Une de ces questions fondamentales est de décider si la scolarité postsecondaire est un droit (comme il l'est jusqu'au cégep inclus) ou un service que l'on achète. En d'autres mots, l'étudiant est-il un consommateur-payeur ou bien un citoyen ayant accès de plein droit à une formation poussée qui lui permettra de contribuer au maximum de ses compétences à une société confrontée aux défis démographiques, économiques et environnementaux du Québec?

Loin d'être un privilège, la formation postsecondaire est essentielle pour décrocher un emploi permettant de se construire un avenir tout en relevant les défis du Québec moderne. Ils ne peuvent pas être relevés par une génération lourdement endettée, déficitaire démographiquement.

Pour un réel débat

Nous en appelons au gouvernement de cesser d'attiser le conflit intra et intergénérationnel actuel et, à la place, instaurer un moratoire d'un an sur la hausse des frais de scolarité. Ceci créera un espace pour un vrai débat de société toutes générations confondues. Cet acte nous

semble juste envers nos étudiants et futurs travailleurs qui, en plus de devoir soutenir une cohorte impressionnante de retraités, auront moins de privilèges que cette dernière. La relève devra contribuer proportionnellement de plus larges montants pour leur propre retraite, que leurs prédécesseurs qui n'auront, eux-mêmes, que partiellement contribué à leurs fonds de pension.

Mobilisons-nous pour un réel débat de société démocratique et ouvert sur le financement des universités y compris le salaire des recteurs, la situation précaire des chargés de cours, les difficultés financières des universités, la place à faire à la recherche, la commercialisation du savoir, les dépenses des universités, l'endettement étudiant, etc.

Mais surtout, n'ayons pas peur de tenir publiquement et démocratiquement ce débat. La judiciarisation croissante de la hausse des frais de scolarité est faite au détriment du débat politique que nous nous devons de tenir.

L'injonction légitimise une opinion politique et lui donne force de loi sans qu'elle n'ait à se soumettre à un quelconque processus démocratique. La notion de bien commun et d'égalité des chances par le financement des institutions n'appartient pas à l'arène juridique mais à la sphère politique. Elle ne doit être disqualifiée ni par les tribunaux ni par le gouvernement lorsqu'elle touche aux questions d'équité entre les générations non plus. Un débat demeure nécessaire au Québec. Allons-nous l'aborder dans une perspective de confrontation ou bien de solidarité?

LA PRESSE: Chronique: Conservatoire de musique de Montréal: Le sacre du printemps..., par Nathalie Petrowski - Publié le mercredi 25 avril 2012 à 07h36

Si le Conservatoire de musique de Montréal a ouvert ses portes en 1943, c'est la faute à Wilfrid Pelletier. Le chef d'orchestre rêvait depuis longtemps d'une école d'art dans la tradition européenne. Il a si bien rêvé que le Conservatoire fut la première école en Amérique à offrir un enseignement musical entièrement gratuit, de l'élémentaire jusqu'à la maîtrise.

Au fil des ans (69 ans en tout), le Conservatoire est devenu un réseau de sept écoles de musique et deux écoles d'art dramatique. Chemin faisant, l'institution a été le théâtre de quelques crises, quelques tempêtes, mais jamais, au grand jamais, elle n'a été emportée ou même ébranlée par un vent de contestation. Et pour cause! Ses élèves sont des musiciens, voire des individualistes solitaires et disciplinés, qui vivent plus pour Bach et Beethoven que pour Karl Marx ou Tocqueville. Enfermés sept ou huit heures par jour avec leur instrument, ils n'ont pas le temps ni le loisir de faire de l'agitation sociale ni de l'activisme politique.

Ce n'est désormais plus le cas. Ce printemps, un énorme ras-le-bol collectif s'est emparé des élèves du Conservatoire de musique de Montréal (seulement de Montréal). Le 21 mars, ils ont déclenché une grève aussi inattendue qu'extraordinaire, du jamais vu en 69 ans!

Au départ, la grève ne devait durer que trois jours, le temps que les 157 élèves participent à la grande marche et témoignent de leur solidarité envers les étudiants du Québec. Mais une note de service, envoyée de manière impulsive par le directeur, Guy Fouquet, invoquant l'illégalité de la grève et l'anarchie pure et simple des étudiants, a mis le feu aux poudres. Une prof s'est portée à la défense des élèves en affirmant que leur grève était bel et bien légale et en refusant de pénaliser ceux qui ne se présenteraient pas à

ses cours. Résultat: Liette Yergeau a été suspendue sans solde pendant deux jours et menacée de congédiement si elle ne revenait pas sur ses positions. Celle qui a formé plusieurs générations de musiciens a refusé de se dédire et a continué à se présenter à ses cours dans des classes vides. Des dizaines d'anciens élèves ont salué son courage sur le web, dont Marc Hervieux et la soprano Lyne Fortin.

L'incident aurait pu diminuer l'ardeur des jeunes grévistes. Il n'en fut rien. Plutôt que de rendre les armes, les jeunes se sont radicalisés en déclenchant une grève illimitée. Au lieu de demander le gel des droits de scolarité, ils ont exigé un retour à la gratuité, abolie en 1998. Puis, ils se sont insurgés contre les mesures prises par le Conservatoire pour contrer les effets de la grève. Alors que la direction parle de mesures pour sauver le semestre, les élèves évoquent plutôt une annulation discriminatoire du trimestre. Difficile de dire si la mesure est discriminatoire ou non, mais chose certaine, les grévistes devront reprendre tous leurs cours pratiques et une partie de leurs cours théoriques. Autant dire qu'ils viennent de perdre leur année. Vendredi dernier, des pourparlers ont eu lieu entre l'association des élèves et la direction du Conservatoire de musique. À l'issue de la rencontre, l'association s'est jointe officiellement à la CLASSE, signe que le conflit s'envenime au lieu de s'apaiser.

La porte-parole du Conservatoire de musique croit que ses élèves font la grève par effet d'entraînement. «La hausse des droits de scolarité a créé un grand mouvement social auquel les jeunes du Conservatoire de musique de Montréal ont envie de participer eux aussi», a affirmé Nancy Bélanger.

Simon Rivard, le porte-parole des élèves, préfère parler d'un ras-le-bol qui couve depuis longtemps face à une direction passive et paternaliste qui a imposé des hausses de droits de scolarité importantes en décembre sans la moindre consultation.

«Cela fait plusieurs années qu'il est question de revenir à la gratuité, à travers des campagnes de financement ou une vraie fondation qui n'auraient rien à voir avec le simulacre qui existe en ce moment et qui ramasse des pinottes. Mais pour la direction, c'est pas mal moins fatigant d'augmenter les droits de scolarité que d'imaginer et de mettre en place des moyens pour récolter l'argent», plaide Simon Rivard.

Hier encore, le porte-parole affirmait vouloir poursuivre le combat, malgré les négociations actuelles entre le gouvernement et les associations étudiantes.

«Si jamais les conditions négociées ne font pas notre affaire, on va continuer à se battre, même si on est les derniers à le faire», a lancé Simon Rivard.

Les élèves du Conservatoire de musique de Montréal ont passé des années à rester dans leur coin à l'abri des conflits et des soubresauts de la société. Maintenant qu'ils ont fait leurs premiers pas, dehors dans la rue, on dirait qu'il n'y a plus rien pour les arrêter. Ceux qui veulent les encourager sont invités à l'église Saint-Jean-Baptiste de la rue Rachel, dimanche prochain, 29 avril, pour un spectacle-bénéfice auquel participeront les comédiens Alexis Martin et Marc Béland. Quant à la pièce de résistance du concert, ce sera une oeuvre de circonstances: *Le sacre du printemps*.

(...)

LE DEVOIR : Lettres - Après la grève, par Roch Amyotte, Conseiller à la vie étudiante au Collège de Valleyfield - Valleyfield, le 22 avril 2012 – Mardi 24 avril 2012

<p>Personne ne s'est vraiment posé cette question. Enfin presque, car les directions des cégeps se la posent déjà depuis plusieurs semaines. Ils estiment que, dès la quatrième semaine de grève, des étudiants mettent une croix sur leur session. D'ailleurs, l'expérience de 2005 a tendance à leur donner raison.</p> <p>À compter de la sixième semaine de grève, il serait assez conservateur de prétendre que de 10 à 15 % des étudiants inscrits auraient rayé cette session de leur vie, ce qui représente entre 200 et 300 étudiants pour un cégep de 2000 étudiants. Sur les 170 000 étudiants en grève, on parle entre 17 000 et 25 000 étudiants. C'est énorme. Et plus la grève se poursuit, plus ce nombre accroîtra.</p>	<p>Qui sont ces étudiants :</p> <p>Ce sont les étudiants les plus faibles au niveau scolaire, car ils ne pourraient supporter la lourdeur d'une session qui nécessiterait une présence intellectuelle accrue.</p> <p>Ce sont les étudiants de début d'études, première session pour le parcours général et jusqu'à la troisième session pour le parcours professionnel, car le marché du travail ou l'entrée à l'université n'est pas pour l'automne.</p> <p>Ce sont les étudiants qui n'ont pas beaucoup de sources de revenus et qui doivent travailler pendant leurs études, car ils ne pourront travailler si on leur impose des cours allant jusqu'à 20 heures ou 22 heures en soirée, répartis sur sept jours.</p>	<p>Ce sont les étudiants qui doivent travailler l'été pour subvenir à leurs besoins, car ils ne peuvent se permettre d'amputer leur saison de travail de plusieurs semaines.</p> <p>Dix semaines de grève au moment d'écrire ce texte. Sûrement 12 semaines, si tout va bien. Imaginez, en considérant les raisons invoquées, le nombre d'étudiants qui auront mis un gros X sur la session hiver 2012 : 20 %, 30 %, 40 %. Seul l'avenir nous le dira. Toute cette aventure n'aura été qu'un beau gâchis provoqué par des ego bien trop gros. Mettez les noms que vous voudrez...</p> <p>Vos réactions (15)</p>
--	---	---

LE DEVOIR : Lettres - Ce n'est pas rien, par Romain Wilhelmy-Dumont, Étudiant au Collège Jean-de-Brébeuf - Le 23 avril 2012 – Mardi 24 avril 2012

<p>Vendredi dernier, je me suis fait arrêter comme 17 autres camarades devant le Palais des congrès. Nous étions venus manifester contre le Plan Nord, qui non seulement contribue à la destruction de notre planète et bafoue les droits fondamentaux des populations autochtones, mais rend aussi légal le pillage de nos ressources naturelles par des compagnies privées et étrangères. Nous étions en colère, mais d'une colère réfléchie.</p> <p>Lors de mon arrestation, j'étais assis, exerçant avec détermination mon droit à manifester. Des policiers m'ont demandé de me déplacer, je n'ai pas cédé, ils m'ont menotté. Je me retrouve</p>	<p>accusé d'entrave à un agent de la paix et participation à une émeute.</p> <p>Pendant 30 heures, nous avons été détenus six par cellule, à dormir par terre sur le béton, à avoir froid, à être en permanence éclairés par la lumière de néons, à partager le même bol de toilette et à avoir faim.</p> <p>Ce fut pénible, mais ce n'est rien. Ce n'est rien, car, malgré le fait qu'on était derrière les barreaux, nous n'étions pas dans le camp des criminels. Non, nous étions dans le camp des justes. Ces maux endurés, ce n'est rien, ils n'ont pas étouffé nos mots.</p>	<p>Leurs matraques, ce n'est rien, elles ne briseront pas nos rêves. Leurs jets de poivre de Cayenne, ce n'est rien, ils n'aveugleront pas notre vision d'un monde meilleur. Leurs menottes, ce n'est rien, elles ne nous rendront jamais immobiles face à l'injustice. Leurs cages d'acier, ce n'est rien, elles ne feront pas disparaître nos esprits libres.</p> <p>Nous voulons du changement, et ça, ce n'est pas rien.</p> <p>Vos réactions (22)</p>
--	---	--

LA PRESSE: Chronique: Je cède moi non plus, par Rima Elkouri - Publié le mardi 24 avril 2012 à 06h58

<p>Après 71 jours de grève étudiante, l'appel à la trêve et à la négociation lancé hier par la ministre de l'Éducation Line Beauchamp ressemblait à un aveu d'échec de son gouvernement. Comme s'il avait fallu tout ce temps pour réaliser qu'il est tout à fait irresponsable de rester sourd aux cris de milliers de gens dans la rue.</p> <p>Pendant plus de 10 semaines, la ministre Beauchamp a cru qu'elle pouvait ignorer la grogne étudiante. Elle a sous-estimé l'intelligence des leaders étudiants. Elle a sous-estimé leur détermination.</p> <p>Croyait-on vraiment qu'après plus de deux mois de grève afin de protester contre la hausse des droits de scolarité, les étudiants allaient rentrer à la maison heureux d'avoir gagné trois fois rien? Pensait-on vraiment qu'un plus grand endettement en guise de réponse à leurs revendications - une timide bonification du programme d'aide financière - allait les faire taire?</p> <p>La ministre a d'abord tenté d'ignorer le mouvement étudiant. Elle a ensuite minimisé son importance. Puis, elle a essayé en vain de le diviser et de discréditer son aile la plus radicale, la CLASSE, en l'associant à la violence. Elle a toujours évité le débat de fond sur la hausse des droits de scolarité, préférant s'enliser dans un débat sémantique absurde.</p>	<p>La ministre a tenté de faire dévier le débat encore davantage en exigeant de la CLASSE un acte de foi contre la violence. Sous-entendu peu subtil: la CLASSE cautionne la violence. Pendant ce temps, même le Service de police de la Ville de Montréal, qui n'a pourtant pas toujours été juste et tendre devant les manifestants au carré rouge, a eu l'honnêteté de faire publiquement une distinction importante que la ministre de l'Éducation n'a pas faite: il ne faut pas confondre les manifestants étudiants et les provocateurs professionnels. Le mouvement étudiant n'est pas responsable de la violence.</p> <p>La CLASSE n'a sans doute pas aidé sa propre cause en tardant à condamner officiellement les gestes de violence dont elle s'est toujours dissociée. Mais la ministre Beauchamp est bien mal placée pour lui faire la leçon, elle qui n'a pas condamné haut et fort la brutalité policière dont ont été victimes certains manifestants. Rappelons qu'un étudiant a été gravement blessé à l'oeil alors qu'il manifestait de façon tout à fait pacifique et légitime. Ce n'est pas rien. Pourtant, pas un mot, pas un geste de la part de la ministre. On a aussi vu un journaliste et un photographe de La Presse être arrêtés dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils couvraient les manifestations étudiantes. Une forme d'abus du</p>	<p>pouvoir policier qui constitue une atteinte à la liberté de la presse. Une façon inacceptable d'éborgner la presse en l'empêchant de faire son travail. Mais encore là, pas un mot, pas un geste de la part de la ministre.</p> <p>On finit par en comprendre que l'appel à la condamnation de la violence lancé par la ministre Beauchamp n'était qu'un prétexte. C'était avant tout un appel à la condamnation d'une partie du mouvement étudiant. Je suis bien d'accord avec le chef de police Marc Parent qui, en entrevue avec mon collègue Patrick Lagacé, disait que les leaders doivent être capables de dire qu'ils n'encouragent pas la violence. Mais cela vaut aussi pour les leaders politiques, pas juste pour les leaders étudiants.</p> <p>Après avoir laissé s'envenimer la situation pendant 10 semaines, la ministre Beauchamp réalise que l'intransigeance ne mène à rien. Elle demande une trêve à la manière d'un pyromane qui, allumette à la main, se demande d'où vient le feu. Après avoir répété qu'elle ne négocierait pas avec les étudiants, elle en appelle enfin au dialogue. La porte fermée à double tour est désormais entrouverte. Mieux vaut tard que jamais. Car avec tout ça, on a juste oublié l'essentiel: le débat de fond n'a pas eu lieu.</p>
--	---	--

LE SOLEIL: Point de vue: Entre revendications, identités et questions de société: un appel à la citoyenneté québécoise, par Nicole Charron, Cantley- Publié le mardi 24 avril 2012 à 05h00

<p>Que penser des revendications étudiantes du Printemps Québécois, des ultimatum de la ministre de l'Éducation et de l'intervention policière qui nous interpellent de plus en plus? Quelles seront les conséquences de ce conflit, maintenant judiciaire, entre l'action collective et le politique? Que faire devant ce conflit «social et idéologique» qui se polarise non seulement entre les étudiants et le gouvernement, mais aussi entre étudiants, professeurs, policiers, adminis-</p>	<p>trateurs, parents et citoyens? Qui est responsable?</p> <p>Étant chargée de cours à l'UQO, étudiante, mère, consultante en gestion des conflits et citoyenne, je ne sais laquelle de ces identités personnelles ou professionnelles est la plus interpellée par le conflit actuel, mais ce que je sens c'est qu'on perd de vue la question de fond. À se demander si on est «pour ou contre» la hausse des frais de scolarité au Québec, «pour ou contre la grève» ou « pour ou contre la violence » je crains que</p>	<p>nous manquions l'essentiel en nous positionnant d'un côté ou de l'autre. Sommes-nous tous en train de sombrer dans le syndrome du «nous versus eux» comme société? À trop vouloir juger «qui a tort et qui a raison», comment pouvons-nous avoir accès à une action juste et qui puisse rétablir la paix et la démocratie? À tous les jours depuis le 22 mars (marche pacifique de plus de 100 000 personnes à Montréal), je cherche cette action, cette solution qui pourrait rallier les intérêts/besoins des protagonistes afin d'éviter</p>
---	---	--



que la situation ne dégénère au point où un de nos jeunes, un de nos étudiants ou un de nos enfants soit gravement blessé, voire tué comme ce fût le cas en Mai 68.

Qui est responsable? Nous le sommes tous. Le gouvernement, c'est nous; les étudiants, c'est nous. Et je crois que ces derniers ont besoin de notre aide. Le conflit est polarisé, les parties ont du mal à s'écouter, à communiquer; leurs valeurs sont en jeu, leur identité aussi.

À l'instar de cette citation de Krishnamurti- «l'habitude de nous conformer aux modèles qu'impose la société insensibilise nos coeurs». Cessons de nous conformer au modèle de la rationalité purement économique et du syndrome du «pour ou contre», mais interrogeons nous plutôt sur ce qui nous relie fondamentalement les uns aux autres: une question de société collective qui en appelle au bien commun, à l'équité entre les générations et surtout à notre responsabilité de poser une action juste et équitable porteuse d'avenir : la création d'un espace de dialogue pour rallier les intérêts des parties.

Nous le constatons, les stratégies d'évitement, de compétition ou de luttes de pouvoir ne font qu'engendrer davantage de tensions, voire d'oppression entre nous et cela, parce que nos valeurs et nos besoins identitaires de sens, de sécurité et d'appartenance à notre société sont menacés dans ce conflit entre l'action collective et le politique.

Il nous faut penser autrement pour agir autrement. Quand on s'engage dans une partie de bras de fer, on inflige des blessures, des fissures, qui prendront beaucoup de temps à guérir; pourquoi ne pas tendre la main pour inviter au dialogue comme marque de leadership collectif? Que dire d'un dialogue dans lequel «l'intégration» des intérêts des parties serait possible?

Il s'agit d'élargir la question en un objectif supérieur inclusif et axé vers l'avenir. Cette stratégie consiste à transformer le conflit en élargissant le cadre de discussion pour inclure un objectif supérieur aux valeurs des parties. Et si le gouvernement et les étudiants discutaient de la création d'un espace respectueux pour dialoguer

au sujet du droit démocratique ou sur «comment» mettre en place des conditions d'une solidarité soucieuse des plus pauvres, des plus fragiles et des plus vulnérables ou encore s'ils s'entendaient sur les modalités pour établir un nouveau taux d'indexation sur les droits de scolarité?

Cet espace de dialogue «respectueux» des deux parties devrait se faire par l'entremise d'un tiers neutre soit, un médiateur qui soit crédible aux yeux des deux parties. Quand les communications sont brisées, que nos valeurs et notre identité sont interpellées, que ce soit comme étudiant, citoyen ou ministre, il nous faut avoir l'humilité de demander de l'aide. Pour moi, cela est un signe de courage, non de faiblesse.

L'enjeu est de taille, c'est une question de société qui nous concerne tous. Je fais appel à la citoyenneté québécoise pour appuyer cette nouvelle stratégie de résolution par l'intermédiaire d'un tiers neutre. Les jeunes, c'est notre avenir; et la politique devrait nous permettre d'avoir confiance en cet avenir!

LA VOIX DE L'EST: Opinion: S'excuser pour se remettre au-dessus de la mêlée, par Denis Forcier, Shefford - Publié le 24 avril 2012 à 05h00

Notre premier ministre, devant les gens d'affaires invités à son Salon Plan Nord au Palais des Congrès vendredi dernier, s'est permis de blaguer et d'ironiser sur le dos des étudiants qui, voulant entrer pour lui parler, étaient plutôt repoussés par la police de manière excessivement violente.

Le Québec qui a vu ces images en a été bouleversé, même scandalisé. «Salaud!», s'est exclamée ma femme, pourtant en faveur du dégel des droits de scolarité. N'en croyant pas mes oreilles, je la regarde, étonné et interrogatif... Elle ajoute aussitôt, tout aussi spontanément: un père de famille n'a pas le droit de parler ainsi de ses enfants, c'est indigne!

Devant le tollé suscité par ses sarcasmes, Jean Charest s'est expliqué en prétendant avoir été cité hors contexte alors qu'il voulait juste un peu détendre l'atmosphère. Pure démagogie! Rappelons la séquence douteuse de ses blagues. Sa première était: «Le Salon Plan Nord est déjà très populaire, les gens courent de partout pour rentrer», ce qui a provoqué un rire généralisé plutôt gras dans l'auditoire de plus d'un millier de personnes. Et puis, devant ce succès d'humour facile, il fait une pause pour calmer un peu son envie de rire, anticipant ce qu'il va dire, et c'est

sa deuxième blague, la pire: «A ceux qui frappaient à la porte ce matin, on pourrait leur offrir un emploi... dans le Nord, autant que possible». Avec cette gradation dans le mépris, clairement, le premier ministre a tourné en dérision nos enfants et les revendications sociales légitimes qu'ils portent.

Et ça ne passe pas. D'ailleurs, Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), a demandé des excuses à M. Charest. «Franchement, d'avoir autant de mépris de la part d'un premier ministre dans les circonstances actuelles, c'est insultant», a-t-elle déploré. Et elle a raison.

Les circonstances actuelles sont en effet celles d'un conflit qui, après plus de deux mois de grève, est en train de pourrir et de pourrir le climat social au prix de la perte d'une session pour les étudiants et du reste de capital d'estime de la population envers les libéraux et les politiciens en général.

Déjà avant vendredi, la ministre Beauchamp avait échoué à s'asseoir avec les étudiants pour deux raisons, la première étant qu'elle ne voulait pas à sa table la présence de Gabriel Nadeau-Dubois, leader de la CLASSE (il ne veut pas dire ce que la ministre veut lui faire dire), qui pour-

tant représente la moitié des étudiants en grève et la deuxième étant son refus de discuter de l'essentiel de ce conflit, c'est-à-dire le dégel des droits de scolarité. Par son entêtement et son manque d'ouverture, la ministre a démontré qu'elle est rendue au bout de son rouleau dans la gestion de cette crise.

Déjà avant que ne s'ouvre ce Salon Plan Nord, le premier ministre aurait dû prendre la relève. Mais en choisissant, à cette occasion, de rigoler plutôt avec ses «chums» sur le dos des étudiants, il a dénigré, ce faisant, son rôle de premier ministre et à ce titre, celui de père de la famille québécoise.

Pour sortir de la mêlée et retrouver son rôle et son autorité, Jean Charest n'a pas d'autre choix que celui de s'excuser. Mais trop arrogant, il ne le fera pas de lui-même. Il devra y être obligé. Et le temps presse. Il faut donc rapidement à mon avis que d'autres femmes indignées, comme ma femme et Martine Desjardins, lui signifient qu'il doit s'amender de façon sincère devant la population, sinon démissionner comme premier ministre. Ces autres femmes devraient être, en particulier, les femmes qui l'entourent et qui, en général, ont encore l'estime de la population.

LE DEVOIR: Éditorial: Tous en chœur, par Marie-Andrée Chouinard - Lundi 23 avril 2012

En chœur et avec cœur. L'indignation est un sentiment qui consume lorsqu'on le refoule dans l'indifférence, mais l'exposer et l'unir à la parole de comparses, comme nous venus faire exploser un bouillonnement intérieur en message politique, peut donner des ailes. Autopsie d'un dimanche de douce révolution.

Malgré un frisquet vent printanier rappelant les derniers droits de la planète, les choses ont commencé bellement hier. Une volée de cloches comme pour ramener les paroissiens d'antan réunis sur la grande place du village. Et puis la poésie de notre Fred Pellerin national pour rappeler le but premier de ce rassemblement du Jour de la terre : dire « que nous avons à cœur la terre riche ».

Les manifestations se suivent et ne se ressemblent pas, fort heureusement : celle d'hier, sur le thème de la préservation des ressources naturelles, offrait le contraste le plus vif avec la tournure catastrophique des protestations de vendredi dernier, tout près d'un Salon du Plan Nord orchestré par ce blagueur cynique, le premier ministre Jean Charest.

La touche québécoise à cet événement célèbre de par le monde ne fut pas anodine. Sous la baguette de convaincus-convainquants tel Dominic Champagne, fallait-il s'étonner de voir se former sous nos yeux un arbre humain occupant le cœur de la ville, au pied de la montagne, tendant au ciel son tronc comme la paume d'une main ? Coup de maître et habile record que ce mariage de dizaines de milliers d'amoureux de la planète, toutes branches indignées de voir leurs ressources vouées à la braderie universelle, le tout sans réflexion, sans consultation, sans considération.

Que nous enseignent ces manifestations rejoignant des citoyens de tous âges et de tous horizons ? Évidemment, que le fossé se creuse entre la population et la classe politique, comme l'ont montré des dossiers chauds tels les gaz de schiste et le Plan Nord, ou tout près de l'actualité vibrante, les droits de scolarité (suite demain...). Les indignés de la rue s'adressaient hier à Stephen Harper, déplorant la décision du Canada de se retirer du protocole de Kyoto. Un morceau de leur exaspération allait vers Québec, pour une meilleure exploitation de nos richesses naturelles

pour le développement, non a la dépossession de nos ressources. Et on entendait en prime une colère de moins en moins sourde, grondant face aux révélations déclinées autour de la corruption, tout près des hautes sphères politiques.

Tout cela, oui, joyeusement chanté et marché dans les rues. Les citoyens lucides sont las de ce qu'ils appellent la fatigue politicienne, cette espèce de jeu de l'indifférence ou de la banalisation face aux cris de l'extérieur. L'élection demeure le moment idéal pour exprimer son ras-le-bol, si ras-le-bol il y a, mais entre ces moments cruciaux, le « dialogue » sert à témoigner d'une injustice et à faire part d'un mécontentement.

La rue hier s'est élevée, et de double manière. Élevée contre l'immobilisme gouvernemental et sa surdité sélective devant les protestations des indignés. Élevée aussi, car elle a mené sa révolution en hauteur, en contraste parfait avec la faiblesse du discours des politiciens ignorant la richesse de ces éclats.

Vos réactions

- Roland Berger - Abonné, 23 avril 2012 14 h 34
Un texte magnifique !



Merci à Madame Chouinard de cet élan littéraire de première qualité ! Un vent d'espoir en transpire.

Roland Berger

- Réal Rodrigue – Abonné, 23 avril 2012 16 h 20

La rue s'est élevée hier...

C'est bien vrai qu'en remontant la rue Bleury dans une atmosphère bon enfant, nous sentions quelque chose comme une élévation. Les marcheurs du Jour de la Terre prenaient effectivement de la hauteur, comme vous

dites, sur l'immobilisme et la faiblesse des politiciens actuellement au pouvoir. Quelle belle métaphore vous nous présentez là ! Je me joins à Roland Berger pour souligner ce qu'il y a de magnifique dans votre éditorial de ce matin.

LE DEVOIR : Chronique : Droits de scolarité - Comment prévenir le chaos appréhendé, par Jean-Claude Leclerc - Lundi 23 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Bien que les médias donnent un spectacle agrandi de la « rébellion » estudiantine, les campus des collèges ne sont pas des champs de bataille, ni les cités universitaires, des lieux dévastés.

Dans cette société distincte qu'on croyait amorphe, la rébellion de toute une jeunesse étudiante en aura surpris plusieurs, non seulement au Québec, mais aussi à l'étranger. Ainsi, dans la presse de Belgique - pays qui s'y connaît en tension sociale et en vacuum politique - d'aucuns parlaient ces jours-ci d'une « crise » sinon d'une « fin de régime ». Ici et là, il est vrai, la police a donné dans l'intervention musclée, mais la controverse sur des droits de scolarité n'a rien d'une chienlit à la française. Du moins pas encore.

Le recteur de l'Université de Montréal crie, certes, au pandémonium. « On est en train de mettre à feu et à sac la province, a déclaré à La Presse le Dr Guy Breton, pour un dollar par jour d'augmentation. » Or, si quelques casseurs se sont agités dangereusement lors des récentes manifestations, il faut surtout attribuer à l'obstination du gouvernement le blocage qui a entraîné des institutions d'enseignement, des professeurs et jusqu'aux tribunaux dans le lamentable psychodrame des derniers jours.

Il est grand temps toutefois de prévenir le désordre, au lieu d'exploiter l'impasse actuelle, surtout à des fins étroitement partisans. Bien que les médias donnent un spectacle agrandi de la « rébellion » estudiantine, les campus des collèges ne sont pas des champs de bataille, ni les cités universitaires, des lieux dévastés. Et si Montréal connaît quelques incidents sérieux, les forces armées ne se préparent pas à entrer dans la place - comme elles l'ont fait à l'occasion dans le passé.

Le gouvernement clame et répète qu'il ne cédera pas à l'intimidation. Pourtant, Québec pactise depuis longtemps avec l'illégalité, notamment lors de conflits de travail empreints souvent d'actes de violence. De même, à la moindre manchette alarmiste, par exemple sur la question de la langue, il se dépêche d'improviser un bout de loi. Un vrai gouvernement ne donne pas du « poing sur la table », il agit. Il règle les problèmes avant que les choses en viennent à perturber la paix sociale ou la marche des institutions.

Aucun « principe » n'est en jeu dans la question en litige. D'un pays à l'autre, le type de contribution financière des étudiants varie. Il serait étonnant que le Québec soit seul à détenir la solution au financement des universités ou que l'augmentation « graduelle » imposée par le gouvernement soit le meilleur moyen d'y contribuer. Plus invraisemblable encore est cette querelle de mots qui freine l'examen du problème. Et ce « serment du test » exigé d'une des associations étudiantes.

On reproche à ces associations de n'avoir pas condamné haut et fort les actes de vandalisme dont certains activistes - d'origine suspecte - ont ponctué des manifestations par ailleurs pacifiques, ordonnées et parfaitement légitimes. Sans doute les leaders étudiants auront-ils sous-estimé le risque que faisait courir à leur cause tout « dérapage » répercuté dans les médias. Réels ou orchestrés, ces incidents ont surtout donné un prétexte de plus aux faux-fuyants du gouvernement.

Il sera toujours temps de faire le partage des responsabilités dans le cafouillage collectif auquel un enjeu pareil a mené le Québec. On pourra aussi, le cas échéant, chercher un peu plus tard à qui profite le chaos appréhendé. Pour l'heure, il presse plutôt de ramener tous les étudiants en classe et de limiter les inconvénients qu'eux-mêmes, leurs professeurs et les institutions ont subis et subiront à cause d'un blocage prolongé que rien ne justifie.

Tout ne pourra, bien sûr, être réglé d'un seul coup. Mais un prompt retour à la normale n'est pas impossible, pour peu qu'on trouve sans plus tergiverser un cadre approprié de recherche de solutions. Des personnalités du monde de l'éducation ont proposé la tenue d'un sommet. En tout respect pour leur suggestion, un tel exercice risque de décevoir, surtout s'il met en présence les mêmes protagonistes. D'autant plus qu'on voudrait voir le gouvernement renoncer d'abord à l'augmentation des droits qu'il a décidée.

Un autre scénario de règlement, à la fois plus large et plus rapide, est possible. Il pourrait tenir en trois volets :

D'abord, Québec peut suspendre unilatéralement le « rattrapage » financier dont on débat, le temps de trouver d'autres formules qui soient plus appropriées ;

En même temps, l'Assemblée nationale peut explorer le mandat de cette « commission indépendante et permanente » évoquée par la ministre de l'Éducation « pour assurer une saine gestion des universités ».

Et surtout, un comité d'experts devrait recenser les régimes de droits de scolarité choisis ailleurs, ainsi que les suggestions de réforme déjà formulées ici même au Québec, et proposer un mode de participation plus ingénieux aux coûts de l'enseignement universitaire.

Dans le cas des droits proprement dits, on s'étonne que des travaux menés par des chercheurs de Québec sur un régime plus équitable aient été jusqu'ici laissés à l'écart par les protagonistes du présent conflit. Tous les cours de niveau universitaire ne coûtent pas aussi cher à organiser. Tous les diplômés n'ouvrent pas la porte à des carrières également rémunératrices. Même les comparaisons entre provinces sont boîteuses quand les revenus des habitants sont loin d'être égaux.

Si au ministère de l'Éducation on peine souvent à écrire en français, au Conseil du trésor on devrait au moins savoir lire et compter. En tout cas, aucune politique n'est bonne quand elle divise autant une société et entraîne un mécontentement général. Avant d'ouvrir plus de chantiers au nord, est-ce trop attendre de Québec qu'il gouverne au sud ?

Jean-Claude Leclerc enseigne le journalisme à l'Université de Montréal.

[Vos réactions \(28\)](#)

LE DEVOIR : Libre opinion : Grève étudiante - Lettre à mes étudiants, par Philippe Rioux - Professeur de littérature au collège Ahuntsic - Lundi 23 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Manifestation étudiante, vendredi dernier. Comment peut-on éviter les débordements de violence très anecdotiques de la part des étudiants alors qu'à tout moment les pouvoirs politique, policier et judiciaire bafouent les droits et libertés de ceux-ci ?

Chers étudiants,

En ces temps politiques difficiles, vous faites l'expérience de l'exercice de la démocratie et de son application plutôt parcimonieuse et partielle : vous découvrez sans doute que le beau modèle expliqué dans les manuels du secondaire ne correspond en rien à ce que vous vivez en ce moment. Devant votre légitime indignation lorsque vous découvrez que la mauvaise foi, la corruption et le mensonge de la classe politique ne vous permettent pas d'être des citoyens romains exemplaires, vous criez et vous remuez le centre-ville pour vous faire entendre.

On vous dit alors d'être pacifiques, et c'est un bon conseil. Un très bon même, car vous ne faites pas le poids contre les robots du SPVM et leurs acolytes un peu moins en forme de la SQ. Ils sont entraînés, ils sont armés et, plus important encore, beaucoup plus important, ils sont animés d'une ferveur professionnelle à toute épreuve qui est elle-même alimentée par l'assurance de faire ce qui doit être fait, d'être dans le droit, d'être des défenseurs invétérés de la loi. Bien des exemples des dernières années nous le prouvent et si la mémoire médiatique oublie, la mienne garde très frais les souvenirs du Sommet des Amériques d'avril 2001 à Québec, où arrestations illégales, voies de fait, usage (très) excessif de la force, atteinte aux droits fondamentaux, atteinte à la pudeur (qui se souvient des douches de décontamination en pleine rue ?) et autres révoltantes démonstrations de brutalité policière étaient légion. J'avais 18 ans à l'époque, j'étais au cégep, j'étais dans la rue à titre de street medic et j'ai compris, lors de ces trois jours d'affrontements épouvantables et surréalistes, que les voies politiques usuelles ne fonctionnent pas et que la loi est une bien étrange chose qui n'obéit pas au sens commun, mais bien plus au pouvoir en place.

Bête à deux têtes libérale

On vous dit de respecter la loi, d'être tranquilles, de manifester dans le silence après vos cours et la fin de semaine après avoir étudié et après, bien souvent, votre quart de travail. Pour que vous acceptiez cela, il vous faudrait avoir l'assurance que votre gouvernement, celui qui vous demande de vous calmer, sera prêt à vous écouter quand vous lui dites qu'une de ses décisions n'est peut-être pas la meilleure. La bête à deux têtes libérale fait la sourde oreille depuis des mois : pourquoi les écouter, ces Jean Charest et Line Beauchamp, alors qu'eux ne prennent pas au sérieux 200 000 personnes dans les rues ? Pourquoi les étudiants, les professeurs, les syndiqués devraient-ils respecter la loi à la lettre alors que le gouvernement fait fi de la démocratie ? Pourquoi obtempérer aux ordres des policiers qui déclarent illégale à la va-comme-je-te-pousse une

manifestation pacifique et qui a simplement le malheur de se trouver trop près de l'endroit où l'empereur libéral raille les étudiants et méprise des citoyens (des experts, des professeurs, des personnalités politiques importantes, etc.) qui auraient des solutions à proposer ? Les lois sur les mesures de guerre, au final, c'est encore au goût du jour ? Comment peut-on éviter les débordements de violence très anecdotiques de la part des étudiants alors qu'à tout moment les pouvoirs politique, policier et judiciaire bafouent les droits et libertés de ceux-ci ?

Je ne peux pas être contre la vertu et j'aimerais vraiment que tout se passe gentiment comme au jardin d'enfants, et qu'on se le dise « avec les mots, pas avec les poings », mais les manifestants, pour reprendre l'expression d'un journaliste de la radio d'État, « n'ont pas le monopole de la violence ». On est vraiment loin du compte. Demander à des manifestants, qui se font très souvent tabasser pour rien, d'être pacifiques, c'est demander à la souris de ne pas trop se débattre entre les mâchoires du lion. On vous dit que vous demandez trop, que vous êtes irréalistes. Mais qui vous dit cela, sinon ces mêmes gens qui ont bénéficié de ce modèle scolaire à leur époque et qui, maintenant, sollicitant des soins de santé qui engagent des frais astronomiques et bénéficiant aujourd'hui de tous leurs beaux programmes sociaux qui ne tiendront plus la route quand cela sera notre tour, osent vous dire qu'il faut faire votre « juste part » ? Et votre part à vous, chers aînés, elle se réclame quand ? Avant ou après l'effondrement de la Caisse de dépôt et placement ? Avant ou après votre pension à 65 ans parce que vous êtes nés avant 1958 ? Avant ou après la vente de vos biens immobiliers qui, bien souvent, vous ont été légués et qui ont, aujourd'hui, déculé de prix ? C'est le comble de l'avarice, selon moi : refuser aux générations suivantes ce dont on a joui pour pouvoir continuer à en jouir jusqu'à la toute fin.

Le châte du bien-être financier

On vous abreuve de réprimandes, de conseils et on vous traite comme des enfants écerclés. Je vous dis, moi, que c'est à votre tour de traiter ces parvenus comme de vieilles personnes qui s'emmitouffent dans le châte de leur bien-être financier et qui ne veulent surtout pas que l'on touche à leur manger mou, qu'on déplace un meuble pour plus d'efficacité, qu'on les entretienne de nouvelles idées que leurs esprits séniles embués d'immobilisme politique et perclus d'avarice sont incapables de comprendre. On vous dit de bien belles choses, on vous dit comment faire, comment penser, comment être invisibles. Or, il est temps, et vous le montrez encore de plus belle après deux mois de grève, à votre tour, de dire quelque chose, et c'est à eux d'écouter.

Vous me permettez, chers étudiants, de vous dire, humblement, une seule chose : ne cessez pas d'exprimer vos opinions, vos idées, ne cessez jamais d'être bouillants, d'être indignés, d'être vivants : vous êtes l'énergie de maintenant et de demain, vous êtes ce qui me motive à participer aux manifestations, à brandir ma pancarte, à chanter les slogans et à soutenir votre — notre cause — du mieux que je le peux. Poussez-moi dans le dos quand je veux retourner chez moi boire du vin à l'abri de Martineau, criez-moi dans les oreilles quand je veux dormir et obligez-moi à considérer vos opinions. Je vous vois dans la rue, je vous entends, je vous parle, je manifeste avec vous et je suis fier, impressionné et drôle-ment confiant par rapport à l'avenir, car je sais que vous n'êtes pas les enfants rois égoïstes dépeints par les médias : vous luttez pour un meilleur monde, une société plus solidaire et vous n'avez pas à vous excuser pour le dérangement. Vous faites simplement votre devoir de citoyen qui doit, pour le bien de la société, dénoncer ce qu'il croit être néfaste pour celle-ci. N'écoutez pas ces bêtes moralistes qui se vautrent dans une inertie politique et idéologique lamentable et qui peinent, quand ils l'osent, à seulement voter tous les quatre ans.

Votre devoir est de vous exprimer, et c'est là votre droit également. Si le gouvernement ne veut pas même vous entendre, parlez plus fort. Ne cessez pas la lutte, car cela en est une considérable. On se revoit en classe, mais bien plus tard, quand vous aurez gagné.

Vos réactions (20)

LE DEVOIR : « School as a business ? », par Collectif d'étudiants, de diplômés et de professeurs de HEC Montréal – Lundi 23 avril 2012

L'entreprise est devenue l'institution centrale de notre monde. Présente presque partout sur la planète, elle prend en charge une part toujours plus importante de nos existences. Nous lui achetons la très grande majorité des biens et des services que nous consommons, avec de l'argent obtenu en lui vendant notre force de travail. Sa croissance est considérée par nos dirigeants politiques comme l'une de leurs premières responsabilités, sinon la première. Mais cette « entreprisisation du monde » se traduit également	par le fait que toutes les organisations sont désormais sommées de fonctionner sur le modèle de l'entreprise. L'université n'échappe pas à ce totalitarisme d'un genre nouveau. En témoigne, par exemple, la décision récente de créer des maîtrises en anglais à HEC Montréal. Venant d'un établissement engagé depuis plus d'un siècle dans le développement d'un milieu d'affaires francophone au Québec, cette décision a de quoi déconcerter. Son motif est commercial : il s'agit d'attirer de	nouveaux clients (ou d'en retenir certains), de pénétrer de nouveaux marchés et ultimement de passer devant quelques concurrents dans des palmarès internationaux destinés à des consommateurs en quête de formations rentables. Et tant pis si cela implique pour cet établissement public financé par le peuple québécois de produire des diplômés qui ne parleront pas un mot de français ! L'objectif est de croître, à tout prix. La hausse des droits de scolarité que le gouvernement du Québec a décidé d'imposer aux étu-
--	--	--

dians universitaires à partir de septembre 2012 participe aussi, bien sûr, de ce processus d'« entreprisation » de l'université. Les discours de justification de cette hausse brutale envisagent l'étudiant comme un client-entrepreneur à qui l'on demande tout simplement de payer la marchandise qu'il convoite ; une marchandise dont on l'assure qu'elle constitue un « investissement personnel très rentable », le ministre des Finances du Québec en personne, Raymond Bachand, n'hésitant pas à en vanter le rapport qualité-prix : « Je ne vois pas où, en Amérique du Nord, les étudiants universitaires en auront plus pour leur argent qu'au Québec. »

Arrêter la destruction de la société

Les bonnes raisons de refuser cette « entreprisation » de l'université ne manquent pas. Traiter le savoir et la culture comme une marchandise, c'est d'abord prendre le risque qu'ils soient transmis non pas à ceux qui en ont besoin, mais à ceux qui peuvent payer - exit les plus démunis. C'est également prendre le risque que seuls les éléments de ce savoir et de cette culture les plus faciles à commercialiser (parce que plus « rentables » par exemple) continueront d'être offerts - exit la philosophie ou les programmes francophones, quand ils apparaîtront moins « vendeurs » que leurs équivalents anglophones. C'est encore prendre le risque qu'il n'y ait pas de transmission réelle de ce savoir et de cette culture, du fait que les efforts nécessaires pour les assimiler seront refusés par ceux qui auront payé cher le droit de les acquérir - exit les apprentissages lents et exigeants, parfois douloureux, au profit d'une « expérience » qu'on s'efforcera de rendre avant tout plaisante et distrayante. Mais ce n'est pas tout. Le principe de l'utilisateur-payeur vient aussi entretenir l'illusion dangereuse que ce savoir et cette culture ont un

prix, et qu'une fois ce prix payé, celui qui s'en est acquitté ne doit plus rien à personne. C'est bien cette illusion dont sont victimes aujourd'hui ceux qui s'écrient, contre les revendications étudiantes : « J'ai tout assumé de mon investissement dans ma formation, tout seul comme un grand, et maintenant, il faudrait que je paie pour les enfants des autres ? Désolé ! J'ai donné ! Ça suffit ! » À ces personnes et à nous tous, il faut souhaiter que « les enfants des autres » ne renoncent pas dans quelques années aux idéaux qu'ils défendent aujourd'hui, pour en arriver à se dire finalement : « Et maintenant, il faudrait que je paie pour les soins de santé de ces vieux qui coûtent si cher, alors même qu'ils ne font plus rien ? Désolé ! J'ai donné ! Ça suffit ! » Ce serait la victoire définitive de la « pensée » marchande et l'anomie complète.

Pour éviter d'en arriver là, il faut défendre le principe de la gratuité scolaire, financée par l'impôt ; un impôt auquel les plus riches et les grandes entreprises ne pourraient plus aussi facilement se soustraire... Il faut aussi que nos établissements d'enseignement francophones continuent de transmettre à tous leurs étudiants - à tous sans exception - cette composante essentielle de notre savoir et de notre culture qu'est la langue française. C'est ainsi que nous ferons notre « juste part » en matière d'éducation, tant vis-à-vis des générations passées que des générations futures, et que nous empêcherons peut-être la destruction de ce qu'il reste de notre société déjà si malmenée par « l'entreprisation du monde ».

Ont signé ce texte :
Yves-Marie Abraham,
Omar Aktouf,
Émilie Aubin,
Sofiane Baba,

Catherine Beau-Ferron,
Ludvig Bellehumeur,
Marie-Ève Bibeau,
Angèle-Anne Brouillette,
Hubert Côté,
Mylène Cotton,
Valérie Deault,
Claude Duguay,
Jean-Pierre Dupuis,
Véronique Fontaine,
Pierre-Olivier Gagnon,
Pilar García de Yzaguirre,
Gaëlle Généreux-Godbout,
Juan-David Gonzales,
Julie Groleau,
Antoine Hurpin,
Emmanuelle Jobidon,
Kasia Kwasniewska,
Éloi Lafontaine-Beaumier,
Cybèle Landry,
Mylène Larouche,
Caroline Launier,
Christian Lévesque,
Delmas Lévesque,
Geneviève L'Heureux,
Charlotte Marchesseault,
Émilie Morissette-Grégoire,
Ismaël Mouaraki,
Émilie Nollet,
Roch Ouellet,
Laurence Pinard,
Étienne Pomerleau-Landry,
Anick Robitaille,
Antoine Roy-Larouche,
Guillaume Taillefer,
Olga Tchernievski,
Verónica Zúñiga-Salas.
 [Vos réactions \(30\)](#)

BLOGUE.LAVOIXDEL'EST: Des étudiants ignorés, discrédités, ridiculisés, par Michel Laliberté - Lundi 23 avril 2012 | Mise en ligne à 12h55 |



«À vouloir étouffer les révolutions pacifiques, on rend inévitables les révolutions violentes.»

Cette citation percutante est celle de John Fitzgerald Kennedy. Elle résume très bien pourquoi le conflit qui oppose le mouvement étudiant au gouvernement québécois glisse dans la violence.

Québec a choisi d'ignorer les étudiants quand ils sont descendus dans la rue. Puis, il a discrédité leur revendication quand les manifestations ont essaimé. Ensuite, il a cherché à les diviser en remettant en question leur processus démocratique. Le premier ministre a ridiculisé leur cause vendredi en suggérant qu'on les envoie travailler dans le Nord du Québec, ce qui a provoqué le rire des gens d'affaires venus l'entendre parler de son Plan Nord au palais des congrès.

J'ai honte de mon gouvernement. J'ai honte de mon premier ministre.

En temps de crise, on s'attend à ce qu'ils fassent preuve d'écoute. Preuve de sérieux. Preuve de leadership.

Au lieu de ça, ils attisent le feu de la colère étudiante. On se demande ensuite pourquoi des éléments extrémistes s'invitent aux manifestations étudiantes et en découlent avec les policiers.

Il n'est pas question ici d'endosser les actes de violence perpétrés. Aucune violence n'est acceptable dans la société. Aucune. Tout en la dénonçant, on doit également tenter de la comprendre. Ce que le gouvernement

refuse de faire. Il préfère blâmer les étudiants, sans s'interroger sur sa responsabilité.

Des chroniqueurs reprennent le discours étatique. Ils dénoncent ces enfants gâtés qui s'amuse avec leur iPhone et iPad et passent leur semaine de relâche dans le Sud, accusent les associations étudiantes d'être inféodées par les centrales syndicales, rappellent que les droits de scolarité au Québec sont les plus bas au Canada, encouragent le gouvernement à gouverner.

À orienter d'une telle façon le débat sur les droits de scolarité, ils ne font que creuser le fossé entre les générations. La conséquence est que travailleurs et retraités se liguent contre les étudiants.

Toute cette médisance déployée contre des jeunes qui ne demandent, dans le fond, qu'à discuter avec le ministre de l'Éducation Line Beauchamp de la hausse des droits de scolarité (de 75 % en 5 ans, rappelons-le).

Les trois associations étudiantes du Québec représentent plus de 300 000 jeunes inscrits dans des cégeps et des universités. Leurs dirigeants ont été dûment élus. Elles ont le droit de solliciter une rencontre avec le ministre Beauchamp pour parler des préoccupations de leurs membres. Et ce, sans condition imposée par le titulaire du ministère.

Quand le Conseil du patronat ou la chambre de commerce de Montréal demande à rencontrer le ministre des Finances ou du Développement économique, pensez-vous qu'on leur interdit d'aborder les taux d'imposition des entreprises ? Non, évidemment.

Quand la CSN est en discussion avec le ministre du Travail, pensez-vous que ses attachés politiques ont sommé les représentants de la centrale syndicale de ne pas aborder la question des travailleurs de remplacement ? Non.

Pourquoi traite-t-on les étudiants différemment ? Ont-ils moins de droits que les autres citoyens aux yeux du gouvernement ?

Dix semaines après le début de la contestation étudiante, le ministre Beauchamp semble finalement prête à s'asseoir avec les leaders étudiants. Chacun pourra exposer sa position sur les droits de scolarité. Dans le respect, comme doivent le faire les gens civilisés. On s'attend à ce que la ministre défende sa position cependant que les étudiants lui proposent d'autres options.

Plus important encore, tout ce monde parlera d'un sujet plus large, mais central au débat : le financement des établissements d'enseignement supérieur.

Tout reste à faire, mais au moins on vient d'avancer. Espérons qu'une solution se dégage de ces discussions. Parce que voir autant de policiers et des meutes d'agents de sécurité faire la loi dans nos cégeps et universités, c'est à donner la nausée !

Commentaires (21)

LA PRESSE: Chronique: Appel au calme du chef de police, par Patrick Lagacé - Publié le lundi 23 avril 2012 à 08h38

Après deux mois de manifestations étudiantes, après l'émeute de vendredi aux abords du Palais des congrès, le chef de la police de Montréal s'inquiète du climat actuel. En entrevue à La Presse, Marc Parent a vanté le travail de ses troupes dans des conditions difficiles. Quand j'ai croisé le chef du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), hier, dans un café situé près de son bureau, rue Sainte-Catherine, il était encore sidéré par le niveau de violence de la manifestation - qui a tourné à l'émeute - de vendredi dernier. «C'est dur de comparer, m'a dit Marc Parent. Mais depuis 20 ans, il y a eu peu d'événements de cette violence-là. Il y avait beaucoup d'agents provocateurs qui voulaient blesser et faire réagir les policiers...» La conversation était informelle. J'ai offert au chef Parent de faire une entrevue formelle. Il a dit oui. «Vendredi, ce qu'on a vu, c'est une manifestation étudiante légitime, qui a été piratée par des agents provocateurs. Pour eux, toutes les causes sont bonnes pour faire du trouble. C'était violent.» Cette distinction entre manifestants étudiants et provocateurs professionnels, le SPVM l'a d'ailleurs faite publiquement et rapidement, vendredi après-midi. Marc Parent énumère ce qui se lançait en direction des flics. Des roches, bien sûr, comme toujours, mais aussi des feux d'artifice, des écrous industriels, des fusées routières, des boules de billard. Ce genre de projectile est plus rare, dit-il, et témoigne d'une chose: «C'était super bien organisé.»

Depuis deux mois, l'espace privilégié des manifestants étudiants qui luttent contre la hausse des droits de scolarité décrétée par le gouvernement Charest, c'est Montréal. Concrètement, c'est environ 150 «événements» que le SPVM a dû encadrer depuis 60 jours. Du jamais vu, ou presque. Des événements en tout genre: du ludique au plus corsé, en passant la manif-fléuve du 22 mars. Le climat est explosif. Marc Parent est inquiet. «C'est clair que le message à véhiculer, c'est un appel au calme. Pour éviter des blessures graves, il faudrait que tous dénoncent la violence et les provocateurs qui sont dans les manifestations. Certains cherchent n'importe quelle cause pour faire de la casse. Il faut que tous les leaders - étudiants, parents, artistes - fassent cet appel au calme.» Je sais que le chef du plus grand corps de police du Québec ne veut pas s'immiscer dans l'arène politique. Mais, quand même, dis-je au chef Parent, le gouvernement du Québec qui refuse de négocier avec les étudiants, ça n'aide en rien... «Mon appel à tous inclut tout le monde, incluant les élus», me dit-il, diplomate. Marc Parent est allé voir les policiers du Groupe d'intervention, le «GI», vendredi soir, une fois la poussière retombée. Il était 22h30. Certains agents, dit-il, étaient en fonction depuis 5h, ce matin-là. «Leur journée, elle a été épuisante. Il y a le lourd équipement, le stress, l'utilisation de la force physique. Je suis impressionné par leur professionnalisme. Je sais que le mot est fort, mais ils vont à la guerre, dans des événements

comme vendredi. Je leur ai dit de garder le cap, qu'ils ont bien travaillé.» Pour les agents du GI, le défi est de distinguer, dans le feu de l'action, les manifestants qui utilisent leur droit légitime de protester publiquement des agents provocateurs. «Un challenge, dit Marc Parent. Mais on a eu des messages d'étudiants qui nous remercient de faire cette distinction.» Tout un défi, c'est vrai. Mais je fais remarquer à Marc Parent que beaucoup de gens, s'exprimant sur le web, ont été choqués par quelques images croquées lors des événements de vendredi. L'une d'elles: une jeune fille, toute menue, clouée au sol par quatre gros policiers du GI casqués. «Je dis juste qu'il faut faire attention aux perceptions. Je sais que la photo envoie le message d'une intervention musclée. Mais quand une arrestation dégénère, c'est souvent à un contre un. À deux, c'est mieux. À trois, c'est encore mieux: on peut maîtriser la personne encore plus doucement et rapidement.» Je relate à Marc Parent un truc dont on me parle souvent pour parler des coups fourrés que peut faire la police, dans une manif légitime: Montebello, en 2007, quand des agents de la SQ «déguisés» en manifestants, roches à la main, avaient été démasqués par la foule... On n'est vraiment pas, dit Marc Parent, dans ce mode-là. Donc, un agent du SPVM déguisé en manifestant, roche à la main, dans une manif, c'est impossible... Jamais.

LA PRESSE: Le chef du SPVM à la défense de ses hommes, entrevue avec Marc Parent, directeur du SPVM, par Pratick Lagacé - Publié le lundi 23 avril 2012 à 08h11



Photo: Alain Roberge, La Presse

Selon Marc Parent, les policiers du SPVM ont actuellement tellement d'interventions à faire qu'ils ne sont pas à l'abri d'une situation où ils auraient souhaité mieux intervenir.

Après deux mois de manifestations étudiantes, après l'émeute de vendredi aux abords du palais des Congrès, le chef de la police de Montréal s'inquiète du climat actuel. En entrevue à La Presse, Marc Parent a vanté le travail de ses troupes dans des conditions difficiles.

Q: Les manifs, vues par le chef du SPVM, c'est...

Marc Parent: Trois choses. Un, la démocratie doit accepter les manifs, qu'on puisse entendre ceux qui ont des récriminations. Deux, je trouve que certains leaders étudiants n'ont pas suffisamment condamné les gestes de violence. Quand on est un leader, il faut être capable de dire

que tu n'encourages pas la violence. Troisième, je sens une radicalisation dans le mouvement. On l'a vu (dernièrement). Ce qu'on retient, ce sont les méfaits, les gens terrorisés.

Q: J'ai écrit, récemment: il y a eu des gestes troublants de la part de policiers, dans certaines manifs, qu'on a vus plus braves avec des étudiants en philo qu'avec les crottés qui cassaient des vitres après des victoires du Canadien...

M. P.: Je trouve que les policiers qui s'occupent des mouvements de foule font un travail exceptionnel. Il y a de quatre à cinq manifs par jour, depuis deux mois: c'est de la gestion de ressources humaines, ça. Et tout ce qui traîne a tendance à se salir: les probabilités qu'il y ait un petit incident, un petit dérapage peuvent toujours finir par se produire. On a tellement d'interventions qu'on n'est pas à l'abri d'une situation où on aurait souhaité mieux intervenir.

Q: Avez-vous passé le message que les policiers, dans ces situations, ne doivent pas se laisser aller à leurs plus mauvais instincts?

M. P.: Oui. On réitère ce message-là. Nos gens sont fatigués, mais ils sont bien formés, ils ont les qualifications, l'expertise. Mais l'humain est l'humain.

Q: Quand des manifs ont brassé, certains ont vu une commande politique de Québec au SPVM...

M. P.: Non. Les gens pourraient être tentés de penser que Mme Beauchamp (NDLR: Line, la ministre de l'Éducation) ou le gouvernement du Québec appelle Marc Parent: non, jamais. Cette indépendance, je la ressens.

Q: Depuis deux mois, le SPVM est hyper sollicité par ces manifestations. Beaucoup d'agents font beaucoup d'heures supplémentaires. Qui paiera pour ça? Montréal, le SPVM, Québec?

M. P.: Je ne sais pas encore combien cela a coûté, exactement. Qui va payer: c'est au-dessus de ma tête, mais je pense que la Ville va faire des représentations à Québec.



Q: Croyez-vous que ce soit injuste que ces coûts reliés aux manifs soient déduits du budget du SPVM?

M. P.: C'est un enjeu du gouvernement du Québec.

Q: Au fait, où en est l'enquête sur la «taupe», Ian Davidson?

M. P.: Elle n'est pas finie. Ce n'est pas parce qu'on ne sait pas comment la finir, mais parce qu'on a des choses à terminer là-dedans. On a posé plusieurs gestes au chapitre de la sécurisation des lieux physiques, ça a amené beaucoup de remises en question. Si c'est arrivé chez nous, ça peut arriver n'importe où au Québec et au Canada. Je suis convaincu que ça va aider beaucoup de corps de police quand on va tirer les leçons de ce

qui nous est arrivé. Car l'ensemble des organisations policières gèrent leurs infos sensiblement de la même façon que nous.

Q: Comment avez-vous réagi en apprenant la trahison d'Ian Davidson?

M. P.: C'est sûr que c'est une bombe. On a un ripou dans notre organisation, même s'il était à la retraite. Et ça pose la question de la sécurité des sources confidentielles et de leurs contrôleurs. Il a fallu bouger très vite. Il y a des joueurs-clés qui ont fait la différence, ils ont été alertes, agiles et éveillé.

LA PRESSE: Au-delà des différences et de l'indifférence, par Marie-Claude Lortie - Publié le lundi 23 avril 2012 à 06h48

Je n'ai pas compte le nombre de participants à la grande manifestation d'hier, mais je peux vous garantir une chose: en 24 ans de journalisme, je n'ai pas souvent vu une foule de cette taille à Montréal. Sainte-Catherine, Jeanne-Mance, de Maisonneuve, Président-Kennedy, Ontario... Dès le départ, à 14 h, on avait de la difficulté à voir les contours de cette mer humaine, vastement plus étalée et ventruée qu'au temps des festivals. De tous les côtés les marcheurs arrivaient, bigarés, souriants, les joues rougies par un printemps au ton hivernal. En constatant l'ampleur de la mobilisation, j'ai eu la même réaction que Jacques Languirand. «Wow». Ma tendance agoraphobe s'est effacée pour laisser place à un drôle de sentiment impressionné. C'est Fred Pellerin, le poète conteur, qui a le mieux saisi le moment, sur scène, au parc Jeanne-Mance, en disant que ce qui se passait était «au-delà des différences, au-delà de l'indifférence». Vendredi, quand je me suis retrouvée malgré moi prise dans la manifestation-émeute des étudiants autour du Palais des congrès, je me suis dit que cette désastreuse atmosphère n'aiderait pas le grand événement de la Journée de la Terre organisé le surlendemain par le metteur en scène Dominic Champagne. Sortir du bureau, comme cela m'est littéralement arrivé, pour me retrouver nez à nez avec des flics en train d'arrêter brutalement un étudiant hurlant, ce n'est pas le genre d'expérience qui donne envie d'aller se mêler aux foules par les temps qui courent. Les gens auront-ils peur de la casse, me suis-je demandé, auront-ils peur de la police? Et puis hier, en voyant l'ampleur de la foule bon enfant, je me suis demandé si, au contraire, les événements de vendredi n'avaient pas plutôt aidé ce fameux 22 avril. Et si les blagues terriblement insensibles et inconscientes de Jean Charest n'avaient pas plutôt éveillé certains tannés légers d'une tor-

peur confortable? Et si la violence de la contestation de vendredi n'avait pas rappelé aux écoeurés pacifistes l'importance cruciale de leur calme présence sur la montagne? J'ai testé mes idées auprès de la chanteuse Ariane Moffatt, qui était du spectacle. «Je suis certaine qu'il y a eu un effet, m'a-t-elle répondu. Ce qu'on voit ici, c'est la suite des manifestations étudiantes, c'est la suite des manifestations sur la scène internationale. Et les propos de Jean Charest, vendredi, ont probablement aussi été touchés un ras-le-bol du cynisme.» Fred Pellerin, qui était sur place lui aussi, est du même avis. «C'est le Jour de la Terre et de l'environnement, mais ce dont on parle ici, c'est surtout d'un projet collectif, démocratique, et tout ça me rejoint», a-t-il confié en regardant le tapis humain qui recouvrait tout le parc Jeanne-Mance, des deux côtés de l'avenue du Parc en descendant vers Bleury et en remontant loin vers le nord. Vendredi, a-t-il continué, les décideurs étaient ensemble au Palais des congrès «en train de se distribuer le Grand Nord pendant que les enfants du contribuable moyen se faisaient taper dehors». Le contribuable moyen est donc sorti hier dire que «c'a pu d'allure». Quand le porte-parole étudiant Gabriel Nadeau-Dubois est monté sur scène pour parler, pour dire que ce n'était pas les jeunes qui étaient violents, mais plutôt ceux qui détruisent la Terre avec leurs projets non écologiques, il a d'ailleurs été chaleureusement salué par la foule. (Selon ce qu'il m'a dit, il n'était pas question qu'il fasse partie du spectacle, mais on le lui a demandé, à brûle-pourpoint hier après-midi, en constatant qu'il était parmi les marcheurs et il a accepté.) Vendredi, en rentrant du bureau, écoeurée par les événements de la journée - la violence des manifestants et des policiers, combinée à l'arrogance terrible du premier ministre - j'ai eu envie

d'écrire un texte que j'ai affiché sur mon blogue. En gros, j'ai laissé parler la mère de famille en moi, celle qui regarde depuis trop longtemps deux enfants se chicaner sans vouloir s'en mêler, en se disant qu'ils doivent apprendre à régler leurs conflits et qui finit, à bout, par lâcher un immense: «ÇA VA FAIRE!» Samedi matin, j'ai été inondée de messages de remerciements. Des messages d'étudiants, évidemment. Mais des messages aussi de libéraux et d'autres citoyens pas nécessairement contre les hausses des droits de scolarité, tout simplement exaspérés par l'incapacité du gouvernement provincial à régler ce conflit. Par l'incapacité d'agir, mais aussi par cette apparente incapacité de comprendre les motifs profonds et réels qui poussent les étudiants à faire la grève et tant de gens à les appuyer. Parce qu'il y a quelque chose dans l'air. Hier, si des centaines de milliers de personnes ont participé à la grande manifestation, ce n'est pas par hasard. Il faisait froid, gris. Rien pour se donner envie d'aller au parc. Mais il y avait chez tous les marcheurs avec qui j'ai discuté une réelle envie d'exprimer un message politique, qui s'inscrit exactement dans la même lignée que le vote anti-Harper des élections fédérales de l'an dernier. Ce message n'est pas précisément anti-Plan Nord ou anti-hausse des droits de scolarité, mais plus global. C'est, je dirais, un message d'inquiétude face aux conséquences environnementales et sociales du modèle de développement dans lequel nous sommes embarqués. Je ne crois pas qu'il y ait au Québec une envie révolutionnaire de tout arrêter, de tout changer, de casser la baraque. Mais je sens une envie de revenir à l'esprit de la Révolution tranquille, de revenir à l'esprit du message du chef libéral Jean Lesage quand il voulait lancer la nationalisation de l'électricité: le développement, oui, la modernité, oui, mais de la bonne façon. Et de la juste façon.

LA PRESSE:Chronique: L'histoire du carré rouge en 2012, par Stéphane Laporte - Publié le lundi 23 avril 2012 à 05h00

L'action se déroule durant un cours d'histoire du Québec, dans un cégep, en 2012. Le professeur s'adresse à sa classe: «Aujourd'hui, on va parler du conflit étudiant de 2012 surnommé la révolte des carrés rouges. Qui était le premier ministre du Québec en 2012? Oui, Marie-Bio? - Scott Gomez! - Non, pas vraiment. - Euh... Tony Accurso? - Non plus, Marie-Bio. C'était Jean Charest. - Ah! le même nom que le nouvel échangeur qu'ils viennent tout juste de terminer... - C'est ça, l'ancien échangeur Turcot. Donc le gouvernement Charest voulait hausser les droits de scolarité et les étudiants se sont farouchement opposés à la hausse en arborant le carré rouge en signe de stop et en faisant la grève. - Une grève? - Ouais, ben, ce n'est pas clair. Il y en a qui disaient que c'était une grève, d'autres qui disaient que c'était un boycottage.

- C'est quoi la différence entre une grève et un boycottage? - Ben, une grève, c'est quand on refuse de travailler, pis un boycottage, c'est quand on refuse un service. Comme les étudiants travaillaient beaucoup plus durant le conflit, en organisant des assemblées et des manifestations, que lorsqu'ils allaient à leurs cours, on peut dire que c'était un boycottage, quoique la qualité de l'enseignement dans ce temps-là, ce n'était pas toujours un service qu'on leur rendait. Donc, on va dire que les étudiants n'étaient ni en grève ni en boycottage, ils étaient en sacrement! - Pourquoi ils n'ont pas négocié? - Les étudiants voulaient négocier, mais au début, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, ne voulait rien savoir. C'était ça qui était ça. Les étudiants ont mis beaucoup de pression en organisant plein de manifestations. Alors la ministre a dit qu'elle était prête à rencontrer les étudiants s'ils ne s'opposaient plus à la hausse.

- Pas rapport! Ce n'est pas ça, négocier; rencontrer quelqu'un seulement s'il a déjà accepté ce qu'on lui impose. - Madame Beauchamp était diplômée de l'école de négociation Régis Labeaume. - L'ancien maire de Montréal? - Exactement, Marie-Bio! Pis avant ça, il était à Québec. Pour revenir aux carrés rouges, il y avait trois associations étudiantes; la FECQ dirigée par Léo Bureau-Blouin, la FEUQ dirigée par Martine Desjardins et la CLASSE dirigée par Gabriel Nadeau-Dubois. - Le président de la Caisse de dépôt? - C'est bien cela. - Il est mûr pour sa retraite bientôt. - Ça approche, l'âge de la retraite est maintenant à 89 ans. Donc, la CLASSE était le mouvement le plus radical et les manifestations sont devenues de plus en plus viriles. La police ne donnait pas sa place non plus. La situation a viré en chaos. - La ministre a donc accepté de négocier?

<p>- Pas tout à fait. Madame Beauchamp était prête à rencontrer les leaders étudiants seulement s'ils condamnaient les actes de violence. Gabriel Nadeau-Dubois n'a pas voulu, donc la ministre les a fait sécher.</p> <p>- Je ne comprends pas. La semaine dernière, quand vous nous avez raconté la crise du Camembert...</p> <p>- Non, Marie-Bio, pas la crise du Camembert, la crise d'Oka.</p> <p>- Oui, c'est ça! Vous nous avez bien dit que le gouvernement libéral avait accepté de négocier avec des Mohawks en cagoule, armés. Et là, ils ne voulaient pas négocier avec un sosie de Tintin, parce qu'il ne condamnait pas la violence. Ce n'est pas juste. Me semble que c'est plus péda-</p>	<p>gogique de le rencontrer et de lui prouver que le dialogue est plus puissant que la violence.</p> <p>- Marie-Bio, tu ferais une excellente ministre dans le gouvernement de notre premier ministre Nelson Dion-Angéllil.</p> <p>- Comment ça s'est terminé, la révolte des cônes orange?</p> <p>- Les cônes orange, c'est une autre affaire, ne te mêle pas dans tes formes et dans tes couleurs!</p> <p>- Désolée, comment s'est finie la crise des carrés rouges?</p> <p>- On ne le sait pas, parce qu'au bout d'environ 90 jours, le Canadien de Montréal a nommé son nouveau directeur général, pis les journaux n'ont plus parlé du conflit étudiant. Aucune trace. Nulle</p>	<p>part, ni sur le web ni sur la vieille affaire qui s'appelaient du papier.</p> <p>- Aaah, dommage.</p> <p>- Bon, le cours est fini. Bonne journée, Marie-Bio!</p> <p>- Vous aussi!»</p> <p>Vous vous demandez sûrement pourquoi, pendant le cours, le professeur n'a échangé qu'avec l'élève nommée Marie-Bio? Parce qu'elle est la seule élève inscrite à son cours, car les droits de scolarité ont continué de monter jusqu'en 2072. Je dédie cette humble chronique au grand Serge Grenier qui aimait bien, parfois, projeter notre société dans le temps. Paix à son âme. J'espère que l'éternité est aussi drôle que lui.</p>
---	---	---

LE DEVOIR : Chronique : Des idées en l'ère - Des qualités et défauts du printemps érable, par Antoine Robitaille – Samedi 21 avril 2012

<p>«Printemps érable»: le slogan résume bien le malentendu à la source de la période agitée que nous traversons. Il a des qualités, ce slogan. Habile comme un mot d'esprit, vif comme cette «jeunesse que l'on n'attendait pas», il traduit une volonté de changement bien réel.</p> <p>Les ras-le-bol suscitent des printemps (comme à Prague ou dans les pays arabes), c'est inévitable et bien connu; même si les «printemps» en question peuvent être très différents.</p> <p>Celui que vit le Québec est ancré d'abord dans l'impression que nous avons «tout ce qu'il faut», ici, en ressources, en talents, pour prospérer, pour progresser. Mais nous n'y arrivons pas. L'autre ancrage de ce ras-le-bol est cette gangrène que nous découvrons alors qu'on nous a chanté pendant des décennies les vertus du «modèle-québécois-de-financement-des-partis-politiques-inventé-par-René-Lévesque». On pointera aussi l'usure du gouvernement en place. Son caractère déconnecté, comme l'ont montré hier les blagues de Jean Charest, qui a eu l'air d'un premier ministre «juste pour rire».</p> <p>Mais n'oublions pas que ce printemps suit un hiver de 30 ans où les grands projets du Québec — peut-être étaient-ce des utopies — ont tour à tour échoué. La Constitution de 1982 a enfoncé un premier clou dans le cercueil du «fédéralisme renouvelé», voie préférée d'une majorité de Québécois. Meech et Charlottetown ont complété la mise à mort. Le projet de souveraineté du Québec aussi, en parallèle, se voyait plombé de défaites en 1980 et en 1995.</p> <p>Par la suite, il parut urgent de laisser les dossiers «constitutionnels» de côté, de se concentrer sur les finances publiques mises à mal par 30 ans de constructions souvent concurrentes de deux États coûteux, l'un à Québec, l'autre à Ottawa. Un projet s'imposa tranquillement, dans la capi-</p>	<p>tale nationale comme fédérale, pendant les années 1990: celui du déficit zéro. L'objectif avait moins de panache que le fédéralisme renouvelé ou le souverainisme. Et a déclenché un débat gauche-droite qui dégénère actuellement en un affrontement souvent stérile. Reste qu'après une décennie sans déficit, on se retrouve pourtant aux prises avec une dette astronomique. Autre échec...</p> <p>***</p> <p>Et nous voilà au «printemps érable». Il n'a pas que des qualités, ce slogan. On dira que je chipe, mais, une fois de plus, nous nous comportons en purs «périphériques», baptisant ce qui nous arrive en référence à des événements étrangers. Ça devient un réflexe. Dans le passé, nous avons emprunté «la Grande Noirceur» à l'histoire européenne, la «nuit des longs couteaux» à celle du nazisme et la «paix des braves» au conflit au Proche-Orient. Il semblerait que notre histoire soit trop petite, trop périphérique, pour susciter ses appellations propres (à part pour certaines belles exceptions, telle la «revanche des berceaux»).</p> <p>«Printemps érable» a aussi le défaut de transformer, dans plusieurs esprits, une bataille contre une décision gouvernementale — certes contestable — en lutte sans merci contre une effroyable tyrannie. «N'est pas héros qui veut; ni le courage, ni le don ne suffisent, il faut qu'il y ait des hydres et des dragons», écrivait Jean-Paul Sartre dans Les mots. Dans nombre de discours de grévistes, Jean Charest et son gouvernement prennent l'allure d'hydres, de dragons. «Charest = Moubarak et voilà pourquoi on doit se faire un printemps»: tel est le sous-texte de nombre d'interventions entendues dans ce printemps érable.</p>	<p>Un romantisme révolutionnaire, encourage par des baby-boomers se projetant dans les «jeunes-qui-prennent-la-rue-comme-nous», a le défaut de transformer l'adversaire en ennemi. Dans une manif, dans la rue, le monde est facilement lisible. D'un côté, moi qui manifeste pour les bonnes raisons. De l'autre, le pouvoir, le terrible pouvoir, incarné dans un policier casqué, masqué, qui lance des gaz.</p> <p>Cette griserie des manif, il faut s'en méfier. Elle a la capacité de suspendre l'activité d'une ville, d'un pays. Critique de Mai 68, Alain Finkielkraut a déjà exprimé cette nostalgie pour ce moment où «l'ennui cessait miraculeusement d'être le prix à payer par chaque existence pour la bonne marche des choses. Il n'y avait plus rien de quotidien dans la vie quotidienne». Mais après la manif, après le printemps? Si on y a trop cru, trop investi; si on pense que c'est «dans le festival de la parole agissante» (Pierre Nora) que se règlent les choses, on se prépare un retour sur terre, un post-partum terrible.</p> <p>***</p> <p>Si l'on veut réussir ce printemps, il me semble qu'il faudra bien un jour passer de la rue aux urnes; puis des urnes à des décisions politiques débattues, réfléchies. La rue a assurément un aspect démocratique. Mais elle simplifie les enjeux, prétend détenir la vérité. Est immodeste. Or, selon la formule d'Albert Camus, «la démocratie, c'est l'exercice de la modestie. Le démocrate est modeste, il avoue une certaine part d'ignorance, il reconnaît le caractère en partie aventureux de son effort et que tout ne lui est pas donné et, à partir de cet aveu, il reconnaît qu'il a besoin de consulter les autres pour compléter ce qu'il sait».</p> <p>Vos réactions (29)</p>
--	--	--

LE DEVOIR : Lettres - Et les écoles privées..., par Réal Gingras - Outremont, le 18 avril 2012 – Samedi 21 avril 2012

<p>Et si on profitait de l'occasion pour ne plus subventionner les écoles privées au Québec? Combien d'argent serait ainsi économisé par l'État? Et combien retomberait dans les universités pour combler le manque à gagner présumé qui amène</p>	<p>le gouvernement à augmenter les droits de scolarité? Et pourquoi ne pas, dans la foulée, mettre en place un référendum d'initiative populaire pour demander à la population si elle préfère injecter ses impôts dans les subventions aux</p>	<p>écoles privées plutôt que dans les droits de scolarité?</p> <p>Vos réactions (12)</p>
--	---	--

LAPRESSE.CA: Débats: Nous nous sommes trompés, par Philippe Labarre, professeur de littérature au collège Ahuntsic - Publié le samedi 21 avril 2012 à 06h00





La Presse, Robert Skinner

Peu importe l'issue du conflit, le retour en classe sera pénible pour tous, étudiants comme enseignants, désormais divisés, radicalisés, humiliés ou effrayés.

Quand le trimestre a commencé au début de l'hiver, mon enthousiasme était vif. J'allais donner pour la première fois de ma carrière un cours sur la littérature et les idéologies. J'allais aider mes étudiants à réfléchir, à travers des oeuvres marquantes, aux notions de communication, d'argumentation et de propagande.

Le programme allait exiger beaucoup, intellectuellement, mais surtout moralement, de mes étudiants. Nous allions lire des oeuvres comme *1984* de George Orwell, qui interrogent ce qu'on a connu, ce qu'on peut imaginer de pire: la violence psychologique et physique des régimes totalitaires. Je me savais capable d'enseigner ces oeuvres sans désespérer mes étudiants, sans les priver de leur droit à l'optimisme. Au contraire, ils sortiraient de mon cours armés pour mieux affronter un monde qui allait vite leur demander de renoncer à cet optimisme.

Puis on a entendu parler de la grève. Les représentants de l'association étudiante sont venus en classe expliquer quels en étaient les enjeux: pourquoi la hausse était injuste, pourquoi il ne fallait pas craindre une

annulation de la session, pourquoi il était improbable qu'une grève puisse durer assez longtemps pour représenter un véritable sacrifice.

J'étais en fait d'accord avec tout cela, mais j'invoitais malgré tous mes étudiants à porter un regard critique sur le discours de ces représentants, sur l'efficacité de leur communication, sur la validité de leurs arguments, sur leur emploi de certains procédés plus ou moins manipulateurs. C'était un bon moyen de témoigner une certaine impartialité à mes étudiants. Tel n'était d'ailleurs pas mon rôle comme enseignant: enseigner? Les étudiants de mon collège ont voté démocratiquement la grève.

Nous n'avions pas prévu l'ampleur de cette grève. Je crois encore que la hausse des droits de scolarité est injuste, mais je sais désormais que sur le reste nous nous sommes trompés. Le trimestre semble désormais menacé et on ne peut nier qu'il y aura eu de véritables sacrifices de la part des étudiants comme de toute la société: emplois perdus, ponts bloqués, bureaux saccagés, étudiants blessés, droits démocratiques bafoués, professeurs intimidés... Il y a eu des fautes de part et d'autre, mais il n'y a qu'un seul responsable, dont on attend toujours qu'il joue son rôle. Je n'écris pas pour condamner le gouvernement, je ne suis pas un juge, mais pour lui faire comprendre certaines conséquences de son intransigeance. Peu importe l'issue du conflit, on sait maintenant à quel point le retour en classe sera pénible pour tous, étudiants comme enseignants, désormais divisés, radicalisés, humiliés ou effrayés.

Pour moi, qui ai la chance d'enseigner dans un collège où la grève étudiante a été respectée et demeure donc respectueuse, il sera surtout difficile de donner mon cours comme prévu. La matière des dernières semaines est peut-être riche en exemples des dérives de la communication, de l'argumentation et de la propagande, mais je ne pourrai plus aborder avec optimisme des oeuvres comme *1984*. On y trouve une phrase que j'avais l'intention de discuter: «Si vous désirez une image de l'avenir, imaginez une botte piétinant un visage humain... éternellement». Dans la société imaginée par Orwell, tous les hommes sont soumis à un pouvoir cruel et ne profitant réellement à personne. Jean Charest n'est pas Big Brother, il est trop humain pour cela. Notre gouvernement n'est pas totalitaire, il est trop intéressé pour cela. Mais il y a eu piétinement de centaines de milliers de visages qui vont bientôt se relever et devront faire semblant d'oublier. Je ne sais pas comment enseigner cela à mes étudiants.

LE SOLEIL: Point de vue: Pour une sortie de crise démocratique, par Antoine Baby, sociologue et chercheur en éducation, Saint-Antoine-de-Tilly - Publié le samedi 21 avril 2012 à 05h30



La plupart des diplômés d'université seront des salariés; même diplômés d'université, ils arriveront tout juste à épargner suffisamment d'argent pour assurer leurs vieux jours, soutient l'auteur.

Dans le conflit qui oppose les étudiants et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) sur la question des droits de scolarité, je ne vois plus beaucoup d'autre sortie de crise possible que dans un vigoureux coup de barre du gouvernement comportant les éléments suivants. D'abord un remaniement ministériel visant à tasser la ministre Beauchamp, qui a fait depuis longtemps la preuve de son inaptitude à diriger ce ministère, puis décret d'un moratoire sur le dégel des droits et, enfin, ouverture, sous une forme ou sous une autre, d'un débat public sur le financement des universités.

À l'occasion de ce débat public, les forces progressistes devront tout mettre en oeuvre:

- 1) pour éradiquer le sophisme suivant lequel étudier à l'université constitue un investissement que fait l'étudiant pour son profit
- 2) pour réorienter la réflexion citoyenne sur d'autres sources de financement de l'enseignement supérieur que les goussets des étudiants et de

leur famille. L'opinion publique s'est trop facilement laissée bernée par l'idée que les études universitaires représentaient un investissement personnel. Il suffit pour s'en convaincre de revenir au sens premier des mots.

Investir, c'est placer des capitaux dans une entreprise. Et une entreprise, c'est une unité de production de biens ou de services dont un des objectifs, dans une économie capitaliste, est de faire des profits. Ce qui suppose qu'elle soit rentable, c'est-à-dire qu'elle donne un bénéfice suffisant par rapport au capital investi. On est bien loin ici de la démarche d'une étudiante, d'un étudiant qui entre à l'université. Étudier à quelque niveau que ce soit, c'est essentiellement aller se chercher un gagne-pain et se construire un mode de vie. Pousser ses études jusqu'à l'université, c'est tout simplement essayer de s'assurer le meilleur gagne-pain possible et le mode de vie le plus conforme à ses capacités et à ses aspirations. C'est un choix de vie; ce n'est pas une business. Ce n'est pas dans le fait de faire des études qu'on fait un investissement; c'est dans le fait d'employer des gens qui ont fait des études! Ce n'est pas avec un diplôme d'université qu'on fait des profits. C'est avec des diplômés! Nous le verrons maintenant.

La plupart des diplômés d'université seront des salariés. La très grande majorité des salariés, même diplômés d'université, arriveront tout juste à épargner suffisamment d'argent pour assurer leurs vieux jours. Pour y arriver, ils auront subi un manque à gagner plus longtemps que les autres salariés, misant plutôt sur ce que les fonctionnalistes appellent des gratifications différées. Une fois que nous nous serons débarrassés de ce raisonnement tordu, il faudra trouver ailleurs les sources de financement de l'enseignement supérieur. Or, elles ne manquent pas.

Le plan actuel du gouvernement Charest, c'est de soutenir aux étudiants 332 M\$ des 850 M\$ que lui coûtent les universités (*IRIS*, mars 2012). Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour avancer qu'on pourrait facilement aller chercher ces sommes ailleurs que dans le gousset des étudiants ou de leur famille, notamment dans les trois sources suivantes:

- 1) éradiquer la collusion, la corruption, les contributions politiques illégales, les coulanges et graissages de toutes sortes dans l'attribution des contrats;
- 2) par le truchement d'une concertation entre les États pour éviter le «shopping fiscal», taxer «ces riches qui ne paient pas d'impôts» (B. Alepin);

3) en revenant au sens premier du mot «investissement», faire «investir» les entreprises dans la formation universitaire de leurs futurs employés en taxant les profits de celles qui emploient des diplômés d'université. Revenu Québec estime à 1,5 milliard\$ (*Le Devoir*, 17 avril) le montant annuel des fraudes fiscales dans le seul secteur de la construction. Il est temps que ça cesse. La récupération d'une partie de ces fonds constituerait à n'en pas douter un premier coussin plus confortable qu'un jean étudiant! Dans un autre coin du grenier aux trésors cachés, il y a le fric des riches qui retiennent indûment ce qui appartient à César! Sept ans après la parution de son plaidoyer fiscal, Brigitte Alepin, récidive en rap- pelant que les entreprises cotisent pour une part de plus en plus réduite

aux dépenses publiques. Entre 1961 et 2009, le fardeau fiscal des entreprises est passé de 14% à 11%. Et ce, sans compter celles qui n'en paient pas du tout, soit par le biais des fondations privées, soit par celui de ce qu'Alepin appelle le shopping fiscal d'un pays à l'autre. Comme ces entreprises tirent profit au sens propre comme au sens figuré du terme, en employant des diplômés d'université, il serait normal, dans une société plus équitable, qu'elles soient obligées «d'investir» dans l'enseignement supérieur. Si le gouvernement actuel n'a pas la volonté politique d'orienter ainsi la sortie de crise, il est de notre devoir de le remplacer au plus sa- crant!

LA VOIX DE L'EST: Opinions: Pathétique !, par André Beaugard, Shefford - Publié le vendredi 20 avril 2012 à 05h00

Pathétique de lire les propos d'un père de famille déclarer mort l'État-Providence. Et si l'État-Providence disparaît, par quoi sera-t-il remplacé? Reviendrons-nous à la loi de la jungle? Pathétique de lire les propos d'un enseignant en histoire faire la promotion du concept de l'utilisateur-payeur. Reviendrons-nous à l'époque où les soins hospitaliers et les études supérieures étaient réservés aux riches? Pathétique de lire les propos d'un enseignant en éthique mépriser la contribution de l'État aux programmes sociaux. Est-ce possible qu'en 2012, l'État québécois n'ait pas les moyens de s'occuper dignement des personnes âgées, des familles, des personnes démunies, des étudiants? Qui peut cautionner pareilles aberrations? Pathétique de lire les propos d'un père de famille qui, du haut de son autosuffisance financière, demande que les droits de scolarité soient payés uniquement par les parents et les étudiants directement touchés par ces hausses draconiennes en oubliant que ces parents et ces étudiants font partie de la classe moyenne. Au lieu d'être plusieurs millions à nous partager les

coûts, écrasons ces familles par l'entourloupette de cette injuste part. Comment M. Marc Gagné pourra-t-il enseigner à ses enfants la solidarité sociale tant au plan national qu'international? Sera-t-il en mesure de leur expliquer que le seul moyen équitable et efficace de concrétiser la solidarité, ce sont les impôts à plusieurs paliers et non les tarifs appliqués uniformément et indépendamment des revenus? Comment cet enseignant en éthique pourra-t-il parler à ses élèves de justice sociale, du droit inaliénable aux soins de santé et à l'instruction, du partage juste et équitable des richesses? En lisant cette lettre, je pensais au naufrage du Titanic. Sur le même bateau, les passagers avaient des traitements liés à leur fortune. Les riches avaient droit à une multitude de petits soins et les gens de la 2e et 3e classe et les travailleurs aux chaudières côtoyaient les rats. Au moment du naufrage, les riches avaient droit aux embarcations de sauvetage et les autres étaient retenus derrière les barrières. Même dans la mort, les corps rescapés avaient des traite-

ments adaptés à la classe financière à laquelle ces personnes appartenaient. Est-ce cela que nous voulons? Les «indignés» à travers le monde, contrairement aux cyniques qui baissent les bras, ont exprimé leur colère devant ces inégalités scandaleuses et cet écart toujours grandissant entre les classes financières. Un célèbre charpentier affirmait un jour que les riches auraient beaucoup de difficultés à entrer dans le Royaume, c'est-à-dire dans cette terre nouvelle où tous seraient traités avec justice et équité comme frères et sœurs, quel que soit leur maigre revenu. Il ajoutait: «On ne peut choisir Dieu et l'argent. On prend l'un et on rejette l'autre». La bourse ou la vie. Or, pour lui, Dieu se retrouvait chez les petits, les malades, les démunis. Mais ce sage charpentier était réaliste. Il disait aussi: «Si les gens à qui vous parlez ne vous écoutent pas, secouez vos sandales et changez de village». L'espérance dans l'évolution du monde persiste. Rien n'empêchera la construction d'une plus grande égalité entre les humains grâce à la croissance d'une véritable solidarité.

LE DEVOIR: Intimidation et conflit étudiant - L'université en état de siège, par Collectif d'auteurs - Vendredi 20 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Des gardiens de sécurité sillonnent le campus de l'Université de Montréal. Une situation que des étudiants qualifient d'intimidation.

Le 16 avril dernier, le premier ministre Jean Charest a appelé, lors d'une conférence sur le Plan Nord, à la dénonciation de l'intimidation et de la violence dans la lutte que mènent les étudiants depuis huit semaines contre la hausse des droits de scolarité, relayant ainsi une idée tenace véhiculée par les médias à propos du mouvement étudiant, à savoir que les débordements constituent la norme et le moyen principal de la contestation.

Devant les récents cas d'intimidation qui ont causé des remous dans les écoles secondaires du Québec, la population québécoise est hautement sensible à ce phénomène qui doit être dénoncé et combattu avec sérieux. Or, profitant de cette sensibilité populaire, le gouvernement procède de façon insidieuse à un déplacement et à une récupération politique qui doit être dénoncée avec tout autant de sérieux: la population universitaire n'est pas composée de bullies adolescents, mais bien d'étudiants adultes, dont la pratique quotidienne consiste à opposer des idées et des discours par la puissance de l'argument plutôt que par la force brute.

En associant l'ensemble du mouvement étudiant à ce type de comportements puérils et évidemment répréhensibles, le gouvernement s'attire bassement la sympathie populaire pour mieux nous discréditer et nous museler en minant la légitimité de nos actions et de nos revendications. Cette récupération déjà préoccupante sert des fins encore plus dangereuses: elle donne un vernis de légitimité aux politiques et aux mesures répressives adoptées par les administrations universitaires qui se multiplient depuis quelques semaines (injonctions, bâillons, menaces explicites et implicites d'arrestation intimées aux grévistes, mirage de reprise de cours obligatoire, désinformation, etc.). Cet attirail met directement en péril la mission même de l'université et entrave le climat de liberté et de collégialité nécessaire à la recherche et à la transmission des savoirs. Cela est très grave et doit cesser immédiatement.

Gardes et matraques à l'UdeM

Le cas de l'Université de Montréal est éloquent à cet égard. L'esprit de l'injonction demandée par l'administration le 11 avril dernier et entérinée par une entente avec la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) a été détourné de façon à instaurer un climat de répression et de peur sur le campus. Alors que l'entente prévoyait assurer le droit de manifester et la liberté d'expression tout en permettant l'accès aux cours (interdiction de bloquer les salles de classe) et en évitant les débordements illégaux (vandalisme, intimidation, etc.), sa mise en pratique est tout autre.

Les gardes armés de matraques qui patrouillent dans les corridors du campus qui proviennent des compagnies de sous-traitance d'agents de sécurité récemment engagées par l'Université de Montréal effectuent un profilage des étudiants grévistes, trop faciles à reconnaître par leur carré rouge, pour mieux brider leur mouvement et leurs tentatives d'actions par des gestes violents et parfois même illégaux: interruption agressive d'activités pacifiques «en rouge», pression sur le corps enseignant devant la non-tenu d'un cours, propos haineux et menaçants à l'égard d'étudiants, refus quasi systématique de s'identifier, etc.

Si elles sont rarement rapportées dans l'espace public et se règlent le plus souvent en interne, ces interventions démesurées représentent une réalité pour nombre de nos collègues et ont pour effet de tuer dans l'oeuf, sous la pression de la menace et de la peur, toute possibilité de revendication.

Escalade de l'intimidation



À cela s'ajoute une entreprise de manipulation de l'information menée par les instances de communication de l'Université de Montréal qui contribue à faire croire, par l'entretien de flottements sémantiques de tout ordre, que la grève est bel et bien terminée depuis l'injonction, alors qu'elle a toujours lieu dans de nombreux départements, où elle a été votée démocratiquement.

On assiste au final à une véritable escalade de l'intimidation qui touche autant les actes que les discours, les professeurs que les étudiants, et qui empêche de façon pernicieuse la prise de parole, l'échange et le dialogue,

Vos réactions

- Georges Paquet – Abonné, 20 avril 2012 06 h 45
Tout le monde doit respecter la vérité. Même les jeunes. Contrairement à ce qu'écrivent ici un certain nombre de jeunes qui refusent aux autres étudiants de suivre leurs cours, les injonctions ne sont pas le fait des autorités universitaires, mais sont plutôt et ouvertement demandées par leurs collègues, d'ailleurs majoritaires, qui veulent bien brasser des idées, mais qui sont capable de faire deux choses en même temps. Étudier et exprimer leur opinion.
- Marianne Ferron – Inscrit, 20 avril 2012 08 h 29
Pas dans le cas de Guy Breton, qui est à l'origine de l'injonction qui a frappé l'Université de Montréal. Vous aussi, vous devez de respecter la vérité.
- Leys – Inscrit, 20 avril 2012 10 h 47
"Méfiez-vous de la vérité : elle est vraie pour tout le monde" Jean Giono
- Julien Desautels – Inscrit, 20 avril 2012 12 h 41
À l'université de Sherbrooke, 11 étudiants d'une seule faculté (votant à majorité pour la grève) ont demandé l'injonction. Celle-ci a été accordée et appliquée à l'ensemble de l'université (malgré le mandat de grève voté à majorité par au moins 4 facultés). De plus, elle interdit toute manifestation à moins de 25 mètres du campus universitaire.
- François Dugal – Abonné, 20 avril 2012 08 h 22
La vérité

ces outils non seulement nécessaires à notre lutte, mais fondamentaux au principe même de l'Université.

Tout cela au nom — triste ironie?! — de la lutte contre l'intimidation et la violence.

Collectif d'auteurs

Ont signé cette lettre ces étudiants de l'Université de Montréal: Laurie Bédard, Ariane Bottex-Ferragne, Marie-Hélène Constant, Alice Michaud-Lapointe, Chloé Savoie-Bernard, Julien Stout; avec l'appui de 68 autres étudiants de l'UdeM.

- «Tout le monde doit respecter la vérité libérale».
Ben coudonc ...
- Marie-Hélène Constant – Abonnée, 20 avril 2012 09 h 58
Co-signataires - Étudiants, professeurs et chargés de cours
Bonjour,
En tant que co-signataire, voici ce qui a été oublié dans la mise en page:
Ainsi que ces 15 professeurs et chargés de cours du Département des littératures de langue française de l'Université de Montréal :
Antoine Soare, Professeur titulaire
Christiane Ndiaye, Professeure titulaire
Élisabeth Nardout-Lafarge, Professeur titulaire
Éric Méchoulan, Professeur titulaire
Francis Gingras, Professeur titulaire et Directeur
Ginette Michaud, Professeur titulaire
Gloria Escomel, Chargée de cours
Jeanne Bovet, Professeur titulaire
Karim Larose, Professeur agrégé
Lucie Bourassa, Professeure titulaire
Marie-Pascale Huglo, Professeure agrégée
Martine-Emmanuelle Lapointe, Professeure adjointe
Mélanie Cunningham, Chargée de cours
Michel Pierssens, Professeur titulaire
Patrick Poirier, Coordonnateur scientifique, CRILCQ/Université de Montréal
Ugo Dionne, Professeur agrégé et Responsable des programmes d'études des cycles supérieurs
- Jack Bauer – Inscrit, 20 avril 2012 14 h 01

Intimidation?

Un peu comme les assemblés étudiantes "démocratiques" avec des votes à mains levées?

- Denise Trencia – Inscrite, 20 avril 2012 15 h 35
adultes de 20 ans

Vous écrivez : «la population universitaire n'est pas composée de bullies adolescents, mais bien d'étudiants adultes, dont la pratique quotidienne consiste à opposer des idées et des discours par la puissance de l'argument plutôt que par la force brute....»

Vous êtes professeurs, vous savez très bien que ce n'est pas le cas. Plusieurs d'entre vous n'aimez d'ailleurs pas enseigner aux étudiants du 1er cycle... La grève (ou le boycott) touche surtout le 1er cycle, là où i y a le plus d'étudiants.

Des adultes en droit de voter, oui, mais il ne semble que ce ne soit pas toujours le cas... en tout cas pas dans tous les départements dont certains sont «représentés» par de fortes gueules qui en imposent aux autres étudiants. Ils se sont laissés bernés quand des représentants d'association ont dit que la session, si annulée, sera remboursée par l'Université...

Fallait-il que les étudiants ripostent en allant faire du saccage au Pavillon principal, entre autres? Et je me demande dans quel climat les étudiants qui ont rejeté la grève poursuivent leurs études...

Comment régler ce conflit?

LE DEVOIR : Lettres - Vous devriez avoir honte Madame Beauchamp!, par Patricia Lefèvre - Mère indignée - Sutton, le 18 avril 2012 – Vendredi 20 avril 2012

Comme beaucoup de mamans, j'ai travaillé fort pour transmettre à ma fille, qui aura 18 ans à la Saint-Jean, des valeurs telles que l'honnêteté, le partage, le respect de soi-même et des autres, la solidarité, la démocratie...
Je suis dégoûtée de vous voir saper tant d'années de patient travail éducatif, vous, la ministre de l'Éducation! Responsable d'une loi visant à lutter contre l'intimidation, en plus!
Si vous étiez dans une cour de récréation, je vous enverrais chez la directrice. Et si j'étais la

directrice, je vous forcerais à aller vous excuser publiquement devant tout le monde. Pour l'oeil arraché à Québec, pour le poivre de Cayenne, pour les gros bras dans les écoles, pour l'utilisation de plus petits que vous pour faire les mauvais coups. Pour provocation gratuite. Pour mépris de la démocratie et incitation au cynisme, à l'égoïsme et à la violence. Pour refus obstiné d'engager un processus de résolution pacifique du conflit.

Mais vous êtes ministre, et votre chef se prend pour le caïd de la cour d'école. Alors je peux juste féliciter les étudiants, y compris leurs porte-parole, pour leur comportement exemplaire compte tenu des circonstances. Et inviter toutes les mamans choquées du Québec à vous faire renvoyer des postes que vous êtes manifestement indignes d'occuper.

Vos réactions (13)

LE DEVOIR : Lettres - Le Québec n'a pas de chef de gouvernement, par Claude Martin - Ingénieur à la retraite, Lévis, le 18 avril 2012 – Vendredi 20 avril 2012

Depuis 2003, le Québec n'a plus de premier ministre, mais seulement un chef de parti politique qui usurpe ce titre. Jean Charest n'a jamais eu d'autre intérêt que celui du financement de son parti libéral, et le bien-être et le développement du Québec ont toujours été très secondaires pour lui...
La crise actuelle du financement de l'éducation au Québec en est une illustration des plus évidentes: au lieu d'exercer les arbitrages sociaux qui relèvent normalement d'un premier ministre,

Jean Charest a plutôt créé de toutes pièces une crise en ne prévoyant pas les conséquences de ses choix sur le financement de l'enseignement supérieur au Québec, et en s'entêtant par la suite à ne jamais changer d'idée. Sans présumer de la meilleure façon de financer l'éducation supérieure, je me serais au moins attendu à un débat social en profondeur sur cette épineuse question. Maintenant que le mal est fait, la meilleure façon pour Charest de dénouer cette péni- nible affaire serait de déclencher des élections

afin de libérer la place et de donner aux Québécois l'occasion de réparer sans lui les conséquences de son triste manque de jugement.

Quoi qu'il arrive désormais, le Québec va encore devoir corriger cette session perdue, qui aura de néfastes conséquences non seulement sur les étudiants, mais également sur l'ensemble de la société québécoise qui devra vivre avec les conséquences de cet ultime gâchis!

Vos réactions (12)

LA TRIBUNE: Des élections pour sortir de la crise?, par Steve McKay, Président du Syndicat du personnel enseignant - Publié le jeudi 19 avril 2012 à 11h42





Jean Charest

Photo PC

Depuis le début de la contestation contre la hausse des frais de scolarité, la stratégie du gouvernement Charest s'est bornée à la répétition de phrases creuses et à la condescendance. Un mouvement social large, unissant des étudiants engagés et articulés de même que des acteurs crédibles et informés de tous les secteurs de la société, a démontré l'existence d'alternatives réalistes à la hausse. Pour assurer la pérennité des universités québécoises, il n'est pas nécessaire d'augmenter les frais de scolarité et de forcer encore plus les

étudiants à s'endetter. M. Charest et Mme Beauchamp refusent de discuter de ces pistes de solutions en invoquant que « la décision est prise » et « qu'on ne peut pas revenir en arrière », alors que tout le monde sait que le gouvernement peut amender sa position. Voyant que la mobilisation étudiante ne faiblit pas et que son message ne passe pas non plus, le gouvernement Charest a maintenant recours à l'arme de ceux qui n'ont plus d'arguments : la force. Mercredi, Mme Beauchamp a salué la décision de la direction du Cégep de Valleyfield de forcer le retour en classe malgré un vote démocratique en faveur de la grève. Elle souhaite que les autres cégeps emboîtent le pas et décrètent la reprise des cours. La décision de Mme Beauchamp n'est rien de moins que méprisante et elle aura des conséquences néfastes sur toute la communauté du Cégep de Sherbrooke. Comment ne pas comprendre ceux qui voudront utiliser des moyens plus musclés afin de se faire entendre maintenant que la ministre leur démontre qu'elle n'accorde aucune importance aux arguments, aux décisions démocratiques d'assemblées générales et aux actions pacifiques?

Comme enseignants, nous le savons : les tensions qui risquent de surgir entre les étudiants, les enseignants et la direction vont laisser des séquelles qui auront des conséquences pédagogiques considérables. Enseignement perturbé par des actions de désobéissance, tensions entre étudiants dans les classes, démoralisation des étudiants, perte de crédibilité et d'autorité morale des enseignants : voilà ce à quoi l'on peut s'attendre.

La Tribune titrait jeudi Charest sonne la fin de la récréation. Or, la grève n'est pas une « récréation » quand on met sa session et son emploi d'été en jeu afin de défendre le principe fondamental du droit à l'éducation. Les étudiants font preuve d'un courage qui impose le respect. M. Charest n'est pas un « maître d'école » dont la tâche est de punir ses « élèves ». Il est le député de Sherbrooke et le premier ministre du Québec et ce sont ses citoyens qui lui parlent. M. Charest doit discuter.

Il aurait intérêt à suivre le conseil de la coalition Estrie contre la hausse en décrétant un moratoire sur la hausse des frais de scolarité et en favorisant la tenue d'états généraux sur l'éducation. Ou encore : il doit déclencher des élections.

LE DEVOIR: Idées: Droits de scolarité - Une infamie idéologique, par Victor-Lévy Beaulieu – Écrivain – Jeudi 19 avril 2012



Photo : Pedro Ruiz - Le Devoir

Une société qui favorise l'endettement de plus en plus lourd de sa jeunesse manque de vision.

D'autres l'ont dit avant moi: on prend souvent les effets pour les causes, et c'est ce qui constitue aujourd'hui la base même de nos systèmes politiques. On ne parle que des effets qu'engendrent les causes, et c'est ainsi qu'on occulte le fond des choses: on traite les effets, mais pas les causes. Cette idéologie me paraît être celle qui détermine l'attitude du gouvernement du Québec par-devers les revendications étudiantes. Plus généralement, c'est celle de notre bourgeoisie politicienne nationale. Michel Foucault a parfaitement démontré dans ses ouvrages que la bourgeoisie politicienne nationale légifère d'abord pour protéger et consolider les privilèges qu'elle s'est accordés à elle-même. La richesse, elle veut toute l'avoir, comme le démontre encore le capitalisme sauvage qu'elle pratique. Et les alliés de cette bourgeoisie sont les grandes corporations qui, par le détournement de ce qu'on ose encore appeler la démocratie, arrosent généreusement de leurs deniers la classe dirigeante afin d'avoir droit aux privilèges d'argent qui déterminent son idéologie.

Si la Révolution française a été un échec, c'est que le peuple, qui en fut l'origine, a été trahi par sa bourgeoisie: les Saint-Just et les Robespierre mirent la main dessus et écartèrent par la terreur ce peuple dont ils n'avaient que faire parce qu'il voulait prendre part en toute égalité au pouvoir politique. La bourgeoisie ne cède jamais sur ces privilèges qu'elle croit avoir acquis de droit divin. Et c'est pourquoi elle a inventé le corporatisme, ce tampon entre elle et le peuple, ce tampon qui est devenu, pour ce même peuple, un mur infranchissable.

Il n'en reste pas moins que la Révolution française a apporté aux Français l'éducation obligatoire et gratuite pour tous, de la petite école à l'université.

Au Québec où l'inculture était considérée comme une vertu par les pouvoirs religieux et politiques, on attendait mer et monde du rapport Parent, c'est-à-dire la gratuité scolaire. J'ai vécu comme étudiant «ce vide juri-

dique» qu'il y eut entre la préparation du rapport Parent et sa parution. Une fois mes études secondaires terminées, l'accès aux grands établissements de l'éducation me fut refusé parce que mes parents n'avaient pas les moyens de m'y envoyer. Mais moi, je voulais m'instruire!

Pour pouvoir devenir un simple auditeur en histoire et en littérature dans nos maisons d'enseignement de haut niveau, je dus travailler dans une banque le jour, livrer à bicyclette les commandes chez un épicier les fins d'après-midi, faire du porte-à-porte dans tout l'est de la ville pour y vendre beignets et petits gâteaux le soir et les fins de semaine. J'étudiais tard le soir et souvent la nuit. Résultat: à l'âge de 19 ans, je fus frappé par la maladie parce que j'étais épuisé.

Près de 50 ans après la parution du rapport Parent, les choses, loin de s'être améliorées, se sont dégradées. Plus que jamais, la bourgeoisie politicienne québécoise «vote» des lois et des règlements en fonction des privilèges qu'elle a souvent acquis par la malversation, la concussion et la corruption. C'est devenu une idéologie dont les étudiants des classes populaires paient la note, et pas seulement en frais de scolarité! Imaginez! Ces frais de scolarité, la classe bourgeoise les appelle aujourd'hui des «droits» scolaires!

Endettement et burn-out

Une société qui favorise l'endettement de plus en plus lourd de sa jeunesse manque totalement de vision, et les statistiques sont là pour le prouver sans conteste. Plus du tiers des familles québécoises vit sous le seuil de la pauvreté. Leurs enfants vont souvent à l'école sans même prendre un petit-déjeuner. Et quand ces enfants-là entrent au cégep, c'est encore pire, surtout en région: ils doivent louer un appartement, voir à se nourrir, à s'habiller et, aussi, stimulés par la publicité, à consommer même malgré eux. Résultat: un taux alarmant de décrochage scolaire, des dettes faramineuses à rembourser au gouvernement, alors qu'on doit accepter des «jobbines» à 10 \$ de l'heure une fois qu'on se trouve sur le «vrai» marché du travail!

Autre résultat: le nombre de plus en plus élevé d'étudiants qui sont les victimes de dépressions, de burn-out, d'obésité, du diabète et de tant d'autres maladies. Les cancers notamment frappent de plus en plus notre jeunesse, et le suicide aussi. Pourquoi? Parce que dans le monde où nous vivons maintenant, étudier est en soit un emploi à plein temps, et stressant. Être forcé de travailler en plus en avalant de la malbouffe est ignominieux pour toute société qui se respecte, croit à l'avenir de sa jeunesse, qui est son propre avenir.

Ce qui se passe dans le monde du hockey, où de plus en plus de jeunes joueurs subissent des commotions cérébrales, devrait nous servir d'exemple. Les administrateurs du sport, les médecins et les chroniqueurs sont tous du même avis: s'il y a plus de commotions cérébrales aujourd'hui qu'autrefois, ce serait parce que les joueurs sont plus costauds et plus rapides que jadis, leur équipement plus sophistiqué, et que sais-je encore! Pourtant, il fut une époque où les hockeyeurs jouaient sans casque, avec des semblants d'épaulettes et de jambières. Et ils n'étaient pas tous des anges sur la patinoire: les Léo Labine, Stan Jonathan, Lou Fontinato et John Ferguson étaient des joueurs violents, voire vicieux. Les



bagarres générales faisaient même partie du jeu. Pourtant, peu de hockeyeurs étaient victimes de commotions cérébrales.

Pourquoi ces commotions?

La question qu'il faut poser est la suivante: quelle est la cause véritable de ces commotions à répétition, qui frappent davantage les joueurs d'origine québécoise et canadienne-française?

Pas besoin d'être diplômé de HEC pour y répondre. À peine sait-il marcher qu'on emmène à cinq ou à six heures du matin l'enfant à la patinoire; à peine a-t-il commencé l'école que les longs voyages en autobus d'une ville à l'autre sont monnaie courante. Et les choses ne font qu'empirer dès que l'adolescent devient hockeyeur junior: on le trimbale de Gatineau, de l'Abitibi ou de Chicoutimi jusqu'à Ha-lifax, ce qui représente au moins 15 heures de route. On y joue 70 matchs en saison régulière seulement.

Ajoutez à cela les matchs des séries éliminatoires, les entraînements, la malbouffe et le manque de sommeil récupérateur, et si vous ne comprenez pas pourquoi les jeunes hockeyeurs québécois sont peu scolarisés par rapport aux Américains et aux Européens, c'est que vous êtes sourds et aveugles. Si vous ne comprenez pas non plus pourquoi ils sont plus fragiles que leurs coéquipiers, c'est que vous faites partie sans doute de ces

Vos réactions

- Yves Côté – Abonné, 19 avril 2012 03 h 44
Monsieur Beaulieu...

Je suis de votre avis, nos dirigeants aiment bien assassiner Mozart. Et plutôt deux fois qu'une, pour se rassurer qu'il ne montrera pas leurs lacunes, leurs incompétences et leurs ambitions personnelles hégémoniques.

Notre jeunesse étudiante n'est ni bête, ni stupide. Et cela, nos dirigeants élus l'ont bien compris malgré les filtres épais dont ils masquent leurs yeux, de peur que les Québécois y perçoivent ce tous qui s'y cache. Vivement que nous sortions enfin de ce que je définie comme notre Seconde Grande Noirceur !
Vive le Québec libre !

- Dmarquis – Abonné, 19 avril 2012 05 h 23
Victor-Lévy Beaulieu vit-il au 18e siècle?

Les temps ont changé Monsieur VLB .. Si votre raisonnement est juste, la bourgeoisie politicienne nationale ne mettrait pas en place un programme comme celui des prêts et bourses et des frais de scolarité très peu élevés et légiférerait d'abord pour protéger et consolider ses privilèges qu'elle s'est accordés à elle-même.

Passons outre les dédales de votre parcours personnel digne de Jean Valjean de Victor Hugo et allons à l'essentiel : il est faux de prétendre que 33 % des familles québécoises vivent sous le seuil de la pauvreté, c'est plutôt 9%

(source :

<http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/refere/q>

et on parle de 28 717 \$ pour un couple avec deux enfants de moins de 16 ans. C'est précisément les enfants de ces familles qui sont clairement visés par le programme des prêts et bourses et la hausse des frais de scolarité se traduit entièrement en bourses. Difficile de faire mieux et d'être plus juste comme société. J'ai moi-même assumé la responsabilité professionnelle des prêts et bourses dans un cégep pendant 7 ans et je suis en mesure d'affirmer que ce régime unique et équitable, qui a été amélioré au fil des ans, permet aux jeunes adultes de familles modestes de poursuivre des études post-secondaires.

Le passage de votre propos sur les étudiants qui sont les victimes de dépression, de burn-out, d'obésité, du diabète, de cancers, du suicide est digne d'un feuillet de la France du 18e siècle. Un peu plus et Cosette se pointe dans votre argumentation ... Dans le monde d'aujourd'hui, les étudiants travaillent et ce travail permet de s'initier à la valeur de l'argent et de s'assumer comme jeune adulte. Cet argent permet le plus souvent de

payer l'essentiel (nourriture, logement, vêtements, manuels, ordinateur) ou un petit luxe comme un Ipod, un cellulaire ou une voiture usagée.

Ces valeurs sont différentes des nôtres M. VLB ... Mais le monde change ... Votre paragraphe

- France Marcotte – Abonnée, 19 avril 2012 08 h 19

Vous vous empressiez de concentrer l'attention sur la lettre de ce texte de M.Beaulieu pour mieux, semble-t-il, nous en distraire de l'esprit qui est que la réalité n'est pas toute dans ce qu'on nous en dit, esprit qui est celui-là même de notre époque.

- meme40 – Inscrit, 19 avril 2012 09 h 58

@dmarquis Vous vous faites une idée bien commode de la pauvreté. C'est désolant. Laisser des générations de (jobineux) à eux mêmes, avec des salaires de misère, comme une fatalité génétique, n'a rien pour faire un pays digne de ce nom. Une génération éduquée, rayonne au delà du je-me-et myself, et réveille le lion dans le mouton à genoux.

- Philippe Rioux – Inscrit, 19 avril 2012 11 h 31

Votre argumentaire se base beaucoup sur le roman de Victor Hugo, ce me semble. Ainsi, serait-il pertinent de situer l'histoire de Jean Valjean et de Cosette au XIXe siècle et non au XVIIIe siècle.

Aussi, il est de mise d'éviter ce genre de généralité fondée sur aucune statistique: "Cet argent permet le plus souvent de payer l'essentiel (nourriture, logement, vêtements, manuels, ordinateur) ou un petit luxe comme un Ipod, un cellulaire ou une voiture usagée."

Enfin, vous ne confondrez pas, pour le bien de votre argumentaire, l'anecdote et le général: "J'ai moi-même assumé la responsabilité professionnelle des prêts et bourses dans un cégep pendant 7 ans et je suis en mesure d'affirmer que ce régime unique et équitable."

- tohi1938 – Inscrit, 19 avril 2012 08 h 30

Malheureusement, tout n'est pas aussi binaire ou simpliste!

Ne voir que la "bourgeoisie" comme impure ne donne qu'une vision imparfaite et tronquée.

L'intoxe syndicale est tout aussi monolithique, impure et perverse.

Quel dommage de ne pas avoir consacré ne serait-ce qu'un paragraphe aux dérapages gauchistes qui sont loin, très loin de représenter la morale et la seule vertu.

- Y. Morissette – Inscrit, 19 avril 2012 08 h 34

Un texte juste.

Le Québec dispose de suffisamment de ressources pour offrir à ses étudiants collégiens

parents, eux-mêmes peu scolarisés, qui voient dans les succès sportifs de leurs enfants la valorisation de ce qu'ils n'ont pu devenir... et les dollars qui viennent avec!

Enfants exploités

Quel rapport, me demanderez-vous, avec la condition que vivent nos étudiants en général et le merveilleux monde du hockey de nos adolescents? Je vous dirai que c'est le même: celui de l'exploitation de nos enfants par une société bourgeoise et corporatiste qui, contrairement à ce qu'elle essaie de nous faire croire, se fiche absolument de leur avenir. C'est à ce point qu'elle ne s'interroge même pas sur les coûts à moyen et à long terme qu'une telle attitude implique: des coûts sociaux et des coûts médicaux dont on a encore qu'une faible idée, étant donné qu'à peu près personne ne se penche vraiment sur cette question pourtant fondamentale.

C'est, me semble-t-il, ce que les grèves étudiantes mettent en relief: l'aberration d'un pouvoir politique et judiciaire qui se croit tout permis, y compris de considérer notre jeunesse comme les serviteurs, pour ne pas dire les esclaves, de l'enrichissement sauvage et pervers d'une bourgeoisie politicienne qui n'a de nationale que son incompétence!

et universitaires la gratuité scolaire. Les pays nordiques le font. Le gouvernement actuel est une vraie vermine. J'espère que la population québécoise en prend bien conscience avec ce qui se passe actuellement à Mascouche, et ce n'est qu'un début. Nous n'avons encore rien vu. Nos étudiants ont raison sur tout. Ils sont admirables de courage et de dignité. La violence a d'abord été policière et gouvernementale. Attendre aussi longtemps que la ministre Beauchamp l'a fait pour négocier avec les étudiants n'est pas digne d'une responsable politique. Elle devrait apprendre à dénoncer sa propre violence. La violence n'est pas que physique, elle est aussi psychologique.

- Victor Beauchesne – Abonné, 19 avril 2012 08 h 55

et le météorite frappa et tous les dinosaures furent tués, sauf un...

Le Québec paradis de l'injustice sociale, domination de la bourgeoisie sur les pauvres paysans incultes et exploités.

Aux armes citoyens, la Patrie est en danger !

Je vous suggère d'apprendre le grec Monsieur Beaulieu afin de mieux comprendre ce qui nous attend au bout de notre endettement collectif. Chômage à 20 %, plus de 50 % pour les jeunes diplômés ce qui provoque leur exode massif. Encore un bon 10 ans de récession et de déprime économique, un gouvernement imposé par l'Allemagne. C'est ce qui nous attend si nous sommes incapables de mettre un frein à notre endettement collectif.

Faire payer 17 % du coût réel aux étudiants serait favoriser la domination des riches sur les pauvres, à quand la bière gratuite alors ?

10 ans après le rapport Parent, mes frais de scolarité représentait 800 \$ p.a. ce qui était 800 fois le salaire minimum de 1 \$ l'heure à l'époque, aujourd'hui ce même ratio donnerait des frais de scolarité de 8 000 \$ p.a. vs le 2 500 \$ actuellement. Est-ce que nous étions si visionnaire que ça à l'époque, si oui nous le sommes encore bien plus.

- Paule Savignac – Abonnée, 19 avril 2012 09 h 37

De Louis.Marc.Bourdeau@Gmail.com

Et tiens donc, pourquoi pas 25%, la moitié finalement serait encore mieux. Ça leur apprendra à ces pauvres de vouloir jouer dans la cour des grands.

Le monsieur oublie que les frais de scolarité de l'époque constituait la presque totalité de la facture, alors qu'aujourd'hui on joue sur les mots avec des frais afférents exorbitants.

La vérité est que les recteurs, qui gèrent si bien leurs sous le chat pointe l'oreille hors du sac en ce moment, trouve de très bons alliés au gouvernement, tiens ça me fait penser

- aux généreux contracteurs, aux magnanimes firmes d'ingénieur, pour clamer leur slogan: «ON VEUT L'ARGENT, L'ARGENT, L'ARGENT». Ne soyons pas dupes.
- Sylvain Auclair – Abonné, 19 avril 2012 11 h 01
Le Rapport Parent a été publié en 1965. En 1975, dix ans plus tard, le salaire minimum est passé de 2,10 à 2,60; il n'était pas d'un dollar l'heure.
Notons que cette hausse est entrée en vigueur le 1er juin, et que les étudiants ont pu travailler une partie de l'été au salaire le plus élevé.
À l'époque, les frais de scolarité moyens étaient de 546\$, soit 232 heures à 2,35\$ (moyenne entre 2,10 et 2,60)
Après la hausse contestée actuellement, dans cinq ans, les frais seront de 3 793 \$. Plus les frais afférents, qui peuvent atteindre 1000\$. Mettons 4300. Le salaire minimum actuel est de 9,65. Mettons-le à 10,50\$ dans cinq ans. Ça nous donne 410 heures de travail, soit beaucoup plus qu'en 1975. Pas moins.
410 heures, c'est presque tout un été. Et il faut aussi manger, s'habiller, se loger, avoir un lien internet et un ordi. Sans parler de la sangria...
D'où vous viennent vos chiffres?
 - Paule Savignac – Abonnée, 19 avril 2012 09 h 26
La gauche éclairante
De Louis.Marc.Bourdeau@Gmail.com
La gauche éclairée et éclairante de VLB. On peut ne pas souscrire à tous ses propos, on y trouve en effet quelques amalgames un peu tordus, mais dans l'ensemble on trouve bien des éléments très vrais, qu'il vaut la peine de méditer.
Je voudrais ici souligner que la situation sociale a changé depuis quelques décennies. Ainsi là où les dettes personnelles étaient beaucoup plus supportables, aujourd'hui tout le monde, tant les familles sont «budgétées», à la dernière cenne. Pas beaucoup de place pour l'éducation supérieure des jeunes...
Et si d'aventure les parents peuvent aider pour un enfant, qu'arrive-t-il aux autres? Vieille redite de l'histoire, les parents ont alors à choisir lequel, et parions que ce ne sera pas souvent une fille, si talentueuse soit-elle...
Quant aux prêts et bourses, prêts avant tout, allons voir les règlements, on déchantera peut-être bien vite... Comptons sur ce gouvernement pour finasser. D'ailleurs, ces options sont des courses à obstacles fort lourdes à gérer.
Considérons aussi que tout adulte n'ayant pas réussi à aller à l'université, à finir ses études faute de moyens, pour bénéficier d'un revenu supplémentaire dû à sa formation qu'on estime à 1 million de dollars sur les 40 ans de sa vie active, dont une bonne proportion n'ira pas à notre collectivité via des impôts et taxes accrus... Appauvrissement de notre société. Sans compter les intangibles pour notre société qui proviennent d'une éducation supérieure.
Quelques petits calculs font aisément voir la chose. Même si une tout petite proportion des étudiants en âge d'aller à l'université sont ainsi handicapés, cela suffit aisément à appauvrir notre collectivité sur les 40 ans de vie active des individus.
Voir le fichier : http://wikistat.polymtl.ca/tiki-download_file.php?
 - Martin Gauthier – Inscrit, 19 avril 2012 10 h 07
Merci M. Beaulieu
Je suis content de vous avoir lu ce matin.
Se questionner, questionner nos outils pour mieux vivre en société est me semble-t-il tout à fait essentiel. Ça me permet de dépasser mes petites réponses toutes sécurisantes que j'ai trop facilement tendance à sortir de mes croyances pour rassurer mon insécurité de vivant.
Bonne journée!
Martin Gauthier, Rimouski
 - G Danis – Abonné, 19 avril 2012 10 h 47
Nombreuses erreurs de M. Beauchesne
1) Les frais de scolarité étaient de 567 \$ de 1968 à 1989 et non de 800 \$
2) En 1986 sont apparus les frais institutionnels obligatoires (FIO) qui font grimper la facture totale des étudiants et rend les comparaisons avec les années pré-1986 boiteuses. (800 \$/année en moyenne)
3) Lorsqu'on analyse, sans couper les coins ronds, la facture totale des étudiants suite à la hausse prévue, ces derniers paieront en 2017 plus chers, en dollars constants, que tous ceux qui les ont précédé et qui les traitent de bébés gâtés.
<http://1625canepassepas.ca/wp-content/uploads/2011> (p.15)
4) À ce compte-là, j'aimerais bien vous retourner l'argument et payer le même ratio de RRQ que vous (3,6 % de 1962 à 1986) alors que les jeunes paieront aujourd'hui trois fois plus (10,9%) de leur salaire sur chaque paie de leur vie active...
• Paule Savignac – Abonnée, 19 avril 2012 12 h 17
De Louis.Marc.bourdeau@Gmail.com
Enfin des données chiffrées qui permettent de balayer du revers de la main les préjugés courants sur les frais de scolarité, comprenant les frais dits afférents qui en sont aussi bien sûr. Le rapport auquel réfère G. Danis apporte une perspective un peu plus globale sur la situation des étudiants, que celle qui s'étale jour, tronquée, dans les médias.
À quand un Louis-Gilles Francoeur de l'éducation pour nous rapporter des faits, des faits et des faits?.. Associés à un analyse intelligente. On a besoin d'air frais ici.
 - Patrick Viau – Inscrit, 19 avril 2012 11 h 30
Merci de romancer ce conflit
J'aime les étudiants qui se tiennent debout, je n'aime pas le gouvernement Charest et j'aime VLB. Cette lettre est donc, pour moi, du bonheur dans le malheur.
Patrick Viau, Enseignant
 - François Le Blanc – Inscrit, 19 avril 2012 11 h 49
En plein dans le mille
N'en déplaise à ceux qui trouvent que ça fait « XVIIIe siècle ».
Mais après tout, notre bourgeoisie (qui réunit autant des péquistes que des libéraux) se comporte bel et bien comme Madame de Pompadour et Louis XVI (« Après nous le déluge »).
Malheureusement, ce n'est pas que la bourgeoisie qui pense comme ça. Beaucoup de banlieusards de classe moyenne, aussi. Ils se foutent complètement de l'endettement ahurissant auxquels devront s'exposer les jeunes (ou le burn-out, au choix), qui se devront rembourser une dette moyenne de 30 000\$ avec un salaire de départ d'à peine 35 000\$ (avec des versements de remboursement mensuel de 250 \$ ou 300 \$, des loyers plus élevés, des cotisations obligatoires (REER, « santé », assurance collective privée) et autres dépenses plus élevées qu'avant.
Le Québec s'en va candidement chez le diable.
C'est moins grave de payer des firmes de construction 30 % plus cher qu'ailleurs en Amérique du Nord, de laisser les compagnies minières et forestières polluer notre environnement, sans compensation ni redevance raisonnable, que de décourager les générations suivantes de s'éduquer selon ses intérêts et ses aptitudes.
On s'en va droit vers une autre crise d'endettement (regardez ce qui est arrivé aux États-Unis, c'est ça qu'on veut?), mais la majorité des Québécois restent tièdes. Oui, Pauvre Canada français, complètement dépourvu de vision à long terme. Qu'il crève, finalement.
On lui souhaite un chemin de Damas (si jamais il lui prenait l'envie de bouger).
• Jack Bauer – Inscrit, 19 avril 2012 21 h 10
Idéologisme ça va des deux bords
C'est quoi, militer pour la gratuité scolaire?
• Paule Savignac – Abonnée, 20 avril 2012 21 h 04
De Louis.Marc.Bourdeau@Gmail.com
Bonne question! On commence d'abord par y penser... et considérer que cela coûterait moins de 1% du budget du Québec actuel.
Pour assurer un retour sur cet investissement avec un surplus de diplômés universitaires qui payent plus d'impôt, de taxes, étant donné ce qu'on estime à 1 millions de dollars sur la durée de la vie active. 40 ans de vie active...
Sans compter les intangibles, comme une meilleure santé, des retombées sur toute notre société, des descendants qui ont un meilleur héritage, et je ne parle ici de dollars mais de capital culturel...
Chaque étudiant potentiel dissuadé de poursuivre ses études par des conditions économiques difficiles ne produira pas ces biens. Facile de comprendre qu'il en suffit de très peu pour que les pertes dépassent le gain limité que les frais de scolarité apportent aux recteurs en mal d'argent, même dans leur état actuel. Qu'en sera-t-il avec les hausses prévues?..
Des petits calculs quelqu'un: http://wikistat.polymtl.ca/tiki-download_file.php?
Donc, après la pensée militer par la parole.
• Pierre Voisin – Inscrit, 21 avril 2012 23 h 13
Premièrement, comparons ce qui est comparable, et laissons la révolution française à l'histoire de France, franchement...
À part ça, je ne connais pas encore très bien le système scolaire québécois mais il me semble qu'avant les études universitaires la scolarité n'est pas beaucoup plus chère que ne l'est la gratuité.
L'éducation, ça a un prix, en France et partout ailleurs, même si c'est "gratuit". Je suis pas mal sûr que l'auteur rêve du système de santé français également...
Aussi, pour clore sur la France, je pense qu'il y a une différence au niveau générationnel : j'ai l'impression qu'en France, les parents épargnent bien plus qu'en Amérique du nord en vue de payer les études de leurs enfants car, de leur temps, leurs parents ont payé les leurs. C'est un peu comme une dette qui vient d'en haut et qu'on paye en dessous. Il y a donc bien moins de jeunes Français à devoir cravacher en parallèle des études pour arriver à leurs buts professionnels (raisonnables). Ah, j'oubliais, les études post-secondaires sont pas mal plus chères que gratuites également...

J'ai du mal à croire qu'on soit obligé de tout mettre dans le même panier pour pointer ainsi le système scolaire d'ici : qu'est-ce que vient faire Ronald dans l'histoire ? Les méchants publicitaires ? Le hockey ? L'auteur aurait-il raté sa carrière pour en parler autant ici ? Si le hockey est prioritaire sur les

études de certains c'est fort dommage ! J'serais bien curieux de connaître la proportion d'étudiants de cette génération qui ont vécu ce "calvaire du hockeyeur"... Blague à part, m'est avis qu'étudier à toujours été un emploi à temps plein et stressant - et ça m'avait l'air nettement moins

"drôle" du temps de mes parents. Je n'ai pas grandi au Québec alors je ne perçois certainement pas tout de la même manière, ce qui ne m'empêche de porter, moi aussi, un regard critique sur la situation. Ce que je connais directement du système scolaire qu

LE DEVOIR: Lettres - Charest manque de CLASSE, par François Bergeron - Professeur au Département de mathématiques de l'UQAM - Le 17 avril 2012 – Jeudi 19 avril 2012

À une autre époque, on a tenté de discréditer le mouvement séparatiste du Québec, en l'associant aux activités franchement terroristes du FLQ. Aujourd'hui, le gouvernement Charest, manquant de classe, tente d'associer les débordements malheureux d'un petit groupe à une

«frange» qu'il prétend «radicale» du mouvement étudiant. Mais ce n'est ni une frange ni un groupe radical. La grande manifestation entièrement pacifique que cette «pseudo frange radicale» a organisée avec grande CLASSE le 14 avril dernier le dé-

montre amplement. J'espère que mes concitoyens ne sont pas dupes de cette grossière tentative de manipulation du gouvernement Charest.

[Vos réactions \(19\)](#)

LE SOLEIL: Débat: Étudiants versus Plan Nord, par Christopher Scott, Sept-Îles - Publié le 18 avril 2012 à 05h15



PHOTO: JACQUES BOISSINOT, ARCHIVES PC

La Plan Nord consiste à développer cet immense territoire, vaste comme deux fois tout le Québec situé au sud du 49e parallèle. Un territoire aux ressources considérables, notamment en or, platine, métaux usuels, fer, manganèse, kimberlite (diamant), nickel, cuivre, argent, plomb et uranium.

Depuis le commencement de la grève étudiante, le gouvernement s'efforce de gagner l'opinion publique en insinuant que toute concession faite sur les droits de scolarité se traduirait par une hausse des impôts des

particuliers, sinon un alourdissement de la dette. Toutefois, ces affirmations ne sont pas étayées par une étude des chiffres.

Dans les faits, le gain que la province souhaite réaliser, d'ici cinq ans, moyennant l'augmentation de la contribution des universitaires, se situe à 292,5 millions\$, à raison de 1625\$ multiplié par le nombre d'étudiants inscrits à temps plein au premier cycle (180 000). Or, cette somme, si elle est non négligeable, représente néanmoins moins que le deux centièmes des dépenses inscrites au dernier budget (62\$ milliards), et demeure vastement inférieure aux montants consacrés au développement du Plan Nord.

Pour le gouvernement libéral, il peut demeurer préférable d'allouer 288 millions\$, sur cinq ans, au prolongement d'une route au nord de Chibougamau dans le but de faciliter l'accès aux gisements à deux compagnies minières, plutôt que d'investir cette même somme dans les universités. Aux yeux des élus, il paraît vraisemblablement normal d'engloutir des milliards de dollars dans des projets hydroélectriques destinés à répondre aux besoins anticipés des alumineries, quitte à demander aux étudiants, entre autres, de combler le manque à gagner par le biais de leurs droits de scolarité.

Néanmoins, il s'agit là d'un choix, plutôt que d'une évidence. Investir dans le nord relève d'un degré de spéculation, et il peut s'avérer plus prudent à certains égards de miser sur une économie du savoir plutôt que de se concentrer sur l'extraction de ressources naturelles dont les prix fluctuent. Pour traiter intelligemment de cette question, il nous faut un réel débat nous permettant de considérer et soupeser nos priorités. Malheureusement, le gouvernement avec ses déclarations aussi simplistes que catégoriques ne résout rien.

LA VOIX DE L'EST: Opinion: Pourquoi est-ce que le conflit perdure?, par Yan Ménard, Granby, étudiant au baccalauréat en enseignement scolaire, Université de Sherbrooke - Publié le mercredi 18 avril 2012 à 05h00

Avez-vous déjà été le centre d'une discussion dans laquelle vous étiez sans toutefois être directement interpellé? Le genre de moment où vous êtes assis à la table avec vos parents et qu'ils parlent de vous comme si vous n'étiez pas là? Ils parlent alors de vous au «il ou elle» alors que vous êtes physiquement présent dans la discussion.

Cette anecdote quotidienne, je suis certain que certains d'entre vous s'y reconnaissent. J'ai comme ce même genre d'impression avec le débat de la hausse des frais de scolarité. Le terme «contribuable» a pris un sens qui, personnellement, m'agace de plus en plus. À l'instar de ce débat, c'est comme si le mot «contribuable» signifiait beaucoup plus que «celui qui participe en payant des impôts et des taxes». Les vaillants défenseurs d'une hausse des frais de scolarité lui ont donné ce sens pour moi qui m'était alors inconnu jusqu'ici. Ceux qui sont en faveur d'une hausse, c'est-à-dire le gouvernement libéral, notre premier ministre ainsi qu'une bonne partie de «l'opinion publique», semblent donner, à travers ce riche débat d'idéologies économiques comme politiques, au mot «contribuable» un sens d'exclusion. Je m'explique. Lorsque «les verts» utilisent ce terme, j'ai l'impression que cela donne une signification où l'étudiant et le contribuable ne semblent pas être conciliables

sous un même toit. Comme si l'étudiant et le contribuable étaient complètement différents. Par ailleurs, Mme Beauchamp nous répète alors que les contribuables québécois ne veulent/peuvent plus assumer la part qu'ils assument présentement de l'éducation des étudiants universitaires. Ainsi, «nous contribuables» n'assumeront plus la même part de «vos (étudiants)» frais de scolarité. Le débat se glisse alors vers de nouveaux horizons. Cela place les étudiants en opposition avec la majorité de la population puisque ce sont eux qui refusent de se plier à cette mesure. Pourquoi ne disons-nous pas alors que «nous», en tant que société, ne voulons plus assumer les frais collectifs de «notre» éducation? Un tout autre sens émane de cela. À la place de placer les étudiants en opposition avec l'opinion publique, cela remet tout simplement en question la place que nous accordons à l'éducation comme bien public. Cela place les discussions en un débat de société et non seulement comme une mesure que les étudiants doivent avaler.

Le gouvernement, de concert avec le ministère de l'Éducation et des Calés en économie, prend une décision pour ce qu'il appelle la part juste et équitable. C'est comme quand vos parents font preuve de paternalisme. Ils disent alors aux étudiants: «Regardez là, on a pris cette décision

pour ce que nous croyons être bons. Pliez-vous à cela parce que c'est ce qu'il faut faire.» Le problème est le suivant: les étudiants ne l'acceptent pas. Le débat oppose les étudiants au gouvernement alors qu'ils devraient travailler de concert. L'isolement des étudiants face à la question est donc grand. Le conflit ne se règle pas parce que le gouvernement refuse de faire de cette question un débat de société. Il sait pertinemment que ce dernier devrait aller bien plus loin qu'une hausse des frais de scolarité. Quand nos parents nous demandent de faire une chose bien qu'on n'en voie pas l'utilité quand on est jeune, on l'accepte généralement parce qu'ils savent ce qui est bien pour nous. C'est un peu la carte que le gouvernement joue. Vous devez accéder à notre nouvelle mesure puisque c'est ce qui est bon. Pourtant, ça ne fonctionne pas. Est-ce parce que les étudiants n'ont pas confiance en leur propre gouvernement et sa bureaucratie? Est-ce parce que les étudiants trouvent que cette décision n'est pas juste et équitable? Probablement. Le fait est que le conflit ne peut se régler si le gouvernement et l'opinion publique n'intègrent pas l'étudiant dans le débat. En fait, c'est partiellement vrai. Il peut en venir à une fin si l'un des deux groupes en opposition recule. Mais, est-ce cela qui est vraiment souhaitable ou devrions-nous espérer un débat bien plus grand sur l'ave-

nir du financement de l'État? Ou du moins un débat qui permet aux étudiants de s'exprimer dans la société qu'ils veulent construire? Ce n'est pas ça aussi l'objectif. Bref, c'est ce qui reste à voir.

Si vous n'êtes toujours pas convaincus de l'isolement des étudiants face à cet enjeu, cela se voyait même sur le terrain. Aux manifestations et sur les médias sociaux, les étudiants manifestaient leur joie lorsque des artistes ou des «contribuables» prenaient leur défense. C'était comme un certain relâchement. Comme si la masse étudiante disait: «Enfin, on commençait pratiquement à croire que nous étions les seuls à croire en une éducation accessible et une meilleure équité sociale». Les étudiants demandent à être entendus. Ils demandent à faire partie d'une société qui leur ressemble parce que ce sont eux

qui veulent participer à sa construction. Toutefois, en créant ce schisme inutile entre la population et l'étudiant, le gouvernement oublie ce qu'est la démocratie. Cette dernière est tout aussi pertinente lorsqu'il y a un conflit. Malgré les problèmes que cela encoure, le conflit amène des points bénéfiques. C'est dans ces moments où l'activité démocratique est des plus intenses que la société progresse. Après tout, les électeurs ont prêté le pouvoir au gouvernement en place. Les gens ont le droit de s'opposer si les décisions ne les représentent pas. C'est ça aussi la démocratie.

Donc, nous avons une situation qui ressemble à l'anecdote énoncée au début. Autour d'une table, le gouvernement discute avec le contribuable. Le premier annonce qu'il y aura une hausse des frais de scolarité. Le second renchérit en disant

que l'étudiant doit payer sa juste part. Le reste du Canada et de l'Amérique du Nord paient bien plus cher de toute façon. L'étudiant, toujours assis au bout de la table depuis le début de la discussion, tente de se faire entendre: «Mais, moi, je n'ai pas mon mot à dire?» Dans la réalité, c'est bien pire que cela: il n'est même pas invité à la table! Le principal intéressé n'a rien eu à dire. Alors, il tente de leur écrire des lettres, de les faire approuver par des milliers d'autres personnes, de s'allier à d'autres personnes dans sa situation, de se mobiliser et même de hausser la voix. Rien à faire, les deux autres n'entendent pas. Qu'est-ce qu'il lui reste? La grève. Peu souhaitable, mais nécessaire? Il doit frapper où ça fait mal. Il veut parler lui aussi. Après tout, qui aime être ignoré?

LE QUOTIDIEN: Une commission pour sortir de la crise, par Louis Roy, Président de la CSN - Publié le mardi 17 avril 2012 à 15h49

Depuis 35 ans que je fais du syndicalisme, j'ai appris que lors d'un conflit, vous avez beau avoir un rapport hiérarchique et moral avec ceux et celles que vous représentez, jamais vous n'empêchez des actes de violence. Surtout si un patron provoque ses employés et fait appel à des briseurs de grève! Et vous aurez beau condamner ces gestes, vous en dissocier, les dénoncer, un ou des individus, exaspérés par l'attitude de fermeture ou de provocation de la partie adverse, trouveront toujours un exutoire à leurs frustrations personnelles sur lequel vous ne pourrez rien.

Le premier ministre, Jean Charest, veut qu'on condamne les actes de violence qui ont eu lieu dans son conflit avec les étudiants? Je les condamne! Passons à autre chose, c'est plus urgent!

Qu'on cesse de nous répéter que l'exercice d'écoute du gouvernement a été fait en décembre 2010, que les étudiants auraient dû se faire entendre à ce moment-là et qu'il est maintenant trop tard. Si quelques étudiants ont alors refusé la base sur laquelle reposait l'organisation de cet événement, il y a 18 mois, et ont finalement refusé d'y participer, aujourd'hui, ils sont des dizaines de milliers qui se font entendre

bruyamment dans les rues depuis plus de deux mois! Que voulez-vous de plus?

Toute décision d'un gouvernement peut et doit pouvoir faire l'objet d'une remise en question. Certaines, la très grande majorité, seront maintenues et feront partie du jugement populaire à la prochaine élection. D'autres méritent d'être soumises de nouveau à la consultation et d'autres seront retirées.

Nous sommes plusieurs depuis quelques semaines à offrir un compromis, à savoir que cette décision devrait faire l'objet de discussions plus approfondies. Différentes solutions de rechange ont été mises sur la table, autant par les tenants de la hausse que par ceux qui s'y opposent. De nouvelles idées ont été développées depuis décembre 2010 et elles mériteraient d'être évaluées. Peut-être permettraient-elles de résoudre intelligemment le conflit actuel. Pourquoi ne pas donner la chance à l'ingéniosité de se faire valoir?

La CSN a salué l'ouverture au dialogue faite par la ministre de l'Éducation, dimanche dernier. En négociation, il ne faut jamais refuser de discuter d'une ouverture faite par l'autre partie. Peut-être est-elle incomplète, insatisfaisante même. Mais elle constitue un point d'ancrage sur lequel peut

se bâtir une solution satisfaisante pour toutes les parties. Et l'ouverture de la ministre, au-delà de la rhétorique cherchant à diviser l'unité étudiante, peut et doit être explorée, avec toutes les associations étudiantes présentement en grève. D'autant qu'elle ouvre nécessairement la porte à discuter et peut-être à revoir la contribution étudiante au financement des universités.

Voilà pourquoi la CSN propose la mise en place rapide de la commission permanente proposée par la ministre. Pour y arriver, il faut dès maintenant réunir toutes les parties dans un groupe de travail provisoire qui définira les mandats et la composition de cette commission. Celle-ci doit avoir pour mandat de produire rapidement, soit septembre 2012, un premier rapport qui contiendra une opinion sur la contribution étudiante au financement des universités. D'ici là, le gouvernement doit suspendre la hausse déjà votée. Cela devrait permettre de recentrer le débat sur la revendication première des associations étudiantes.

Pour sortir d'une crise, il faut le vouloir! Et ça, c'est aussi la responsabilité d'un gouvernement élu démocratiquement. À défaut de quoi, seul l'appel aux urnes servira de prétexte à reporter la crise à plus tard.

CYBERPRESSE: Débats: Penser différemment, par Marie-Soleil Calvert, Mère de deux enfants, l'auteure adresse sa lettre ouverte à son fils qui fréquente le cégep - Publié le mardi 17 avril 2012 à 06h00



Mantis Gagné, collaboration spéciale

"Je ne sais pas si tu voteras pour ou contre la poursuite de la grève mardi. Peu importe, je suis fière de toi puisque tu es capable de penser et de battre de tes idées. Même si elles ne sont pas les miennes."

Je t'ai mis au monde il y a près de 19 ans, remplie d'idéaux pour la vie qui t'attendait. J'avais alors 22 ans et je croyais tout connaître de la vie. Je croyais qu'il suffirait de t'aimer et croire en toi pour que ton avenir soit des plus reluisants. Je t'ai aimé, sinon adoré, chaque jour depuis. J'ai cru

en toi même lors de tes doutes les plus sombres. Je suis ta mère et je veux ce qu'il y a de mieux pour toi.

Bien sûr, je t'ai élevé selon mes valeurs et ma façon de voir les choses. Je constate même que ma vision influence parfois celle que tu as, malgré toi. Tu as pourtant une grande habileté à défendre tes opinions, tes cours de philo et de français ayant nourri le développement de ton esprit, mais surtout celle de ta propre vision de la vie.

Tu t'apprêtes à voter une troisième fois aujourd'hui, pour ou contre la grève étudiante. Je sais que tu es dans le doute.

J'étais à la même place il y a près de 25 ans. Un autre cégep, mais la même cause. Je me vois encore enfermée dans le gymnase à entendre les arguments de chacun, mais surtout ceux qui souhaitent la grève. Et tout ce que je veux, c'est voter au plus vite, sortir de là, retourner en cours et éviter la grève. Quelle perte de temps, me disais-je! Et pourtant, «on» a fait la grève et le gouvernement a fini par reculer. En fait, je ne m'en souviens pas vraiment. Mes parents ont toujours payé mes études, alors ça ne faisait pas de différence (pour moi).

Tu te retrouves donc dans la même situation aujourd'hui. Tu sais que tes parents paieront éternellement tes études, peu importe ce que tu choisis de faire, et indifféremment des frais qui augmenteront au cours des prochaines années. Ta première réaction, celle qui a dirigé tes premiers votes, a été celle que j'ai eue moi-même à l'époque. Celle de vouloir en finir au plus vite avec cette histoire, ne pas perdre de temps, mais surtout ne pas perdre une année d'étude puisque tel est l'enjeu dans ton cas si la session était annulée.

Or, tu commences à réfléchir différemment. Tu te demandes quelle serait la meilleure décision si tu pensais à ta génération et aux suivantes, en faisant abstraction de tes propres besoins à court terme. Tu reconnais que tu es privilégié et que ce vote n'est pas à propos de toi comme individu,

mais est plutôt une représentation de ce que tu souhaites comme société pour toi-même et les autres.
Peu importe ce que moi je pense. Au fait, je pense qu'on n'a pas les moyens de nos ambitions. On veut de meilleurs soins de santé, de meilleures routes et des droits de scolarité presque gratuits. Tout ça sans payer un sou de plus d'impôt. Je n'ai aucune idée comment tout ça peut faire pour balancer au bout du compte. Je vais payer d'une façon ou d'une autre, en supportant les études de mes deux fils ou par l'entremise de mes impôts. Rien n'est gratuit dans la vie.

Mais ce qui compte pour moi aujourd'hui, c'est que tu puisses réfléchir indépendamment et que tu sois capable de le faire dans l'intérêt du groupe. En faisant abstraction de tes propres besoins et sans te laisser influencer par l'opinion de tes parents.
Je ne sais pas si tu voteras pour ou contre la poursuite de la grève aujourd'hui. Peu importe, je suis fière de toi. Je suis fière de l'homme que tu es devenu aujourd'hui puisque tu es capable de penser et débattre de tes idées. Même si elles ne sont pas les miennes.

LE DEVOIR: Libre opinion - La stratégie antidialogique, par Jonathan Cloutier, Enseignant en univers social au secondaire à sa dernière année de formation à l'Université de Montréal – Mardi 17 avril 2012

En 1969, Paulo Freire, pédagogue brésilien, commence l'écriture de *Pédagogie des opprimés*, un livre dans lequel se construit une vision de l'éducation se voulant être humaniste et libératrice. Il y rapporte les paroles d'un homme politique anglais s'opposant à un projet de loi anglais de 1807 proposant la mise en place d'écoles subventionnées. «Tout bénéfique que puisse être, en théorie, le projet de donner une éducation aux travailleurs des classes pauvres, il serait préjudiciable pour leur moral et leur bonheur. Il leur apprendrait à mépriser leur tâche dans la société, au lieu de faire d'eux de bons serviteurs pour l'agriculture et d'autres emplois. [...] Il les rendrait insolents envers leurs supérieurs et, en peu d'années, le législateur serait contraint de lever sur eux le bras fort du pouvoir.» (Freire, 1980, p. 124).

Ce discours, qui est celui de l'élite au pouvoir, renvoie à une réalité qui échappe en partie à la société québécoise. Aucun barbelé, comme c'est le cas à Recife, ne sépare les quartiers pauvres des quartiers cossus au Québec, bien qu'ici même à Montréal, un mur de la honte sépare les quartiers de Mont-Royal et de Parc-Extension. Toutefois, un certain nombre de parallèles pertinents peuvent être faits entre la pensée de Freire et la situation actuelle concernant la hausse des droits de scolarité, et plus précisément, le mutisme du gouvernement, son antidialogue.

La théorie de l'action antidialogique présuppose qu'un pouvoir utilise diverses stratégies afin de préserver l'aliénation des masses, laquelle est garante de la préservation de leurs intérêts. Ses stratégies antidialogiques sont au nombre de quatre: la conquête, la manipulation, la division et l'invasion culturelle.

La conquête se résume à prendre l'ascendance sur la masse en inculquant des mythes par le biais de «l'éducation par dépôt». Le gouvernement du Québec a souvent recours à ces mythes par le discours interposé de ses ministres: «le mythe de l'éducation pour tous», «le mythe de la propriété privée comme fondement de la personne humaine» (Freire, 1980, p. 132). La division, quant à elle, est moins subtile. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a ouvertement usé de cette stratégie lors de son allocution de dimanche lorsqu'elle a «promu» au sein de son gouvernement la FEUQ pour laisser de côté la CLASSE. Freire présente la division comme suit:

«La nécessité de diviser pour pouvoir maintenir l'état d'oppression se manifeste dans tous les actes de la classe dominante. Les interférences dans les syndicats, en faveur de certains représentants de la classe dominée qui, en réalité, sont des représentants de la classe dominante et non ceux de leurs compagnons; la promotion d'individus qui, faisant preuve d'une certaine capacité de leaders, pouvaient signifier une menace, et qui, une fois promus, deviennent souples; la distribution de subsides pour les uns, et la dureté pour les autres, toutes façons de diviser pour maintenir l'ordre à tout prix.»

La manipulation vise à appâter le non-informé, et à l'éloigner de la réelle situation dans laquelle il se trouve pour inculquer chez lui «l'appétit bourgeois de la réussite individuelle». Il s'agit là de la reprise des mythes mis de l'avant dans la stratégie de conquête.

Et il y a l'invasion culturelle, l'ultime stratégie antidialogique visant à convaincre les masses de leur infériorité intrinsèque. «À mesure que la conscientisation, dans et par la révolution culturelle, gagne en profondeur, dans la praxis créatrice de la société nouvelle, les hommes découvrent les raisons des survivances mythiques qui sont, en réalité, des thèmes forgés au temps de l'ancienne société.»

Le gouvernement libéral, depuis toujours, utilise ces différentes stratégies à la fois sur ce que l'on se plaît maintenant à appeler l'opinion publique et sur les groupes distincts, tels que les travailleurs, les étudiants, les familles, etc. C'est au nom du dialogue qu'il les utilise, se gardant bien de les rendre explicites.

Force est de constater qu'il s'agit d'un antidialogue, d'un dialogue dirigé n'opposant pas deux sujets, mais plutôt un sujet et un objet. Considérant que l'action antidialogique est pernicieuse, et qu'elle a toujours été l'apanage des minorités oppressantes, des régimes totalitaires, Mme Beauchamp devrait peser ses mots lorsqu'elle utilise les mots «dialogue» et ma «porte est toujours ouverte», car le peuple s'est maintenant débarrassé de ses oeillères, et la coopération, l'union et l'organisation apparaissent dorénavant comme les remplaçants de la conquête, de la division et de la manipulation.

Vos réactions

- meme40 – Inscrit, 17 avril 2012 07 h 58
MERCI!!!
Au cœur en plein cœur de la cible!
- Georges Paquet – Abonné, 17 avril 2012 09 h 25
L'Univers de Jonathan Cloutier.
Ce Monsieur doit se trouver bien seul sur sa planète, dans son univers, que rien de la réalité des citoyens ordinaires ne vient déranger.
- Julie Savoie – Inscrite, 17 avril 2012 13 h 16
Rien dans le texte ne justifie votre commentaire méprisant.
- Roland Berger – Abonné, 17 avril 2012 17 h 26
Comprenez Madame Savoie, que le mépris fait partie des jouissances de trop de gens.
Roland Berger
- Seugu T – Inscrit, 17 avril 2012 10 h 36
Et plus...
Afin de perferuser dans cette "réalité des citoyens ordinaires", il faut mettre en pratique, toujours de P. Freire, les énoncés et principes contenus dans la Pedagogia da indignação...
Bonne méditation!
- Denis Paquette – Abonné, 17 avril 2012 11 h 20
Merci
M. Cloutier, dans notre monde une parole intelligente diffusé dans un média, est la meilleur arme contre la stupidité

Nous sommes qu'au début de cette appropriation collective
Le monde est en train de changer grande vitesse
Pourquoi faut-il que ce soit que la parole de quelques uns qui soit retenue, Merci
Jean_Yves – Abonné, 17 avril 2012 13 h 34
Ridicule !
Pas de blague, pour nous aider à comprendre le sens des présents problèmes dans nos université vous nous référez a une citation datant de 1807, c'est-à-dire d'il a plus de deux siècles.
Pour donner une idée du ridicule de la référence le Brésil a abolie l'esclavagiste qu'en 1888, donc pas loin d'un siècle après la citation sur lequel vous appuyez une partie de votre lecture du présent conflit étudiant...
Ensuite vous faite une tentative d'atténuation de votre invraisemblable choix de comparaison en expliquant que bien sûr il y a absence de barbelé entre les cartiers de Montréal, pour de suite vous indigné des différences de richesse entre les cartiers.
Mais vous-même qui vous diriger en enseignement vous connaissez beaucoup de professeur d'université qui habitent Parc-Extension?
Vous ne voyez pas de position dominante de ce richissime groupe de travail?
Vous ne voyez pas l'étalement des différents niveaux de castes que le syndicalisme a établi au Québec ?

- Et vous n'avez non plus rien entendu dans les différents discours de Gabriel Nadeau-Dubois qui soit purement anti-dialogique?
- Pier-Luc Theberge – Abonné, 17 avril 2012 16 h 35
Et vous, qu'avez-vous entendu du discours de Gabriel Nadeau-Dubois qui soit soit conquête, manipulation, division ou invasion culturelle?
Allez, rappelez-moi, je ne me souviens plus.
zerg – Abonné, 17 avril 2012 21 h 08
Le théorème de Pythagore serait-il donc périmé?
- Roland Berger – Abonné, 17 avril 2012 17 h 32
La Révolution tranquille
Les propos de Freire ont connu une certaine vogue au temps de la Révolution tranquille et de la réforme scolaire structurelle et pédagogique qu'elle a engendrée. Mais la droite, un instant abasourdi par un discours dérangeant qu'elle ne comprenait pas, s'est fait silencieuse tout en attendant son heure. Cette heure, Charest et ses acolytes l'ont fait sonner : L'éducation n'a rien à voir avec l'épanouissement personnel ; elle n'est que marchandise, pour laquelle les étudiants doivent payer.
Roland Berger

LE NOUVELLISTE: Lettre: Pour le respect de la démocratie, par Sonia Palato - Publié le lundi 16 avril 2012 à 09h50

En réponse à la [lettre d'Emy Pilon](#), étudiante à l'UQTR, intitulée «Je suis contre la grève à l'UQTR.»

Les étudiants de ma faculté et moi sommes en grève.

Des étudiants qui font la grève crient des noms aux étudiants qui brisent les piquets de grève parce que ce geste signifie ne pas respecter la démocratie étudiante. En effet, la démocratie n'est pas quelque chose qui se structure de façon individuelle. La démocratie s'applique quand il s'agit de poser un choix collectif. Et ce choix doit être respecté par la population concernée pour que la démocratie puisse vivre et il faut que chacun prenne sa responsabilité de faire l'effort minimum de participation nécessaire.

Vous dites que vous n'avez jamais dit haut et fort votre opinion sur le sujet de la grève. Ainsi, sur quelle base vous plaignez-vous que la démocratie est déficiente au sein de votre association étudiante? Je crois en fait que s'il y a une lacune, elle est de votre côté. Si vous ne prenez pas la peine d'exprimer votre opinion parce que vous ne vous sentez pas représentée à l'AGE, il faudrait retourner la situation dans l'autre sens. L'AGE ne représente pas votre opinion parce que vous ne prenez pas la peine de l'exprimer. Ne pas participer et se plaindre du résultat est un mépris de la démocratie.

D'ailleurs, une plus grande participation aux assemblées générales vous aurait permis d'échanger avec vos collègues et cela aurait peut-être encouragé une plus grande compréhension de la position de part et d'autre. Bien avant de vous crier des noms en vous bloquant l'accès aux classes, les plus militants auraient peut-être mieux compris vos inquiétudes et auraient pu les prendre en compte. De l'autre côté, vous auriez peut-être moins de préjugés sur vos collègues étudiants.

Actuellement, le service offert par les prêts et bourses permet aux étudiants bénéficiaires de survivre, mais les laisse tout de même sous le seuil de pauvreté. C'est en moyenne 60 % du budget d'un étudiant qui est utilisé pour sa simple subsistance (nourriture, logement, vêtements), environ un autre 20 % pour frais de scolarité et matériel scolaire. Il reste ensuite un dernier 20 % pour tout le reste y compris le transport, les soins, le divertissement. Sans compter que la moyenne travaille environ 20 heures par semaine pour arriver aux dépenses que je viens de décrire.

Les étudiants que je connais ne sont pas lâches, ils ne sont pas gâtés. Ils veulent avoir une place dans la société et travaillent fort pour y arriver. Aussi, il y a effectivement une majorité d'étudiants qui ont accès à une contribution parentale

parce qu'une majorité d'étudiants universitaires proviennent de familles aisées. Ce que cela signifie, c'est qu'il est déjà plus difficile pour un jeune provenant d'un milieu plus défavorisé d'avoir accès à l'université. La hausse est une mesure qui va amplifier ce phénomène. Notre mouvement de grève vise à faire le contraire.

Bref, outre le fait d'être pour ou contre la grève, il faut s'impliquer dans les prises de décisions démocratiques et ensuite respecter celles-ci. Ceux qui sont contre la grève devraient comprendre qu'actuellement, être contre la grève signifie être pour la hausse et si la hausse entre en vigueur, c'est le droit à l'éducation supérieure de milliers d'étudiants qui sera brimé.

Vous êtes stressée d'aller à vos cours et briser les lignes de piquetage, madame Pilon? Est-ce normal que je sois stressée pour la poursuite de mes études supérieures, celles de mes amis, des petits frères et soeurs de mon copain, de mes futurs enfants? Je suis en grève depuis plus de deux mois et j'en suis extrêmement fatiguée. Mon cheminement sera retardé, mais j'espère et je travaille corps et âme pour que ce sacrifice soit fait au nom de toutes les autres sessions futures et tous les autres étudiants présents et futurs. Toute ma vie, je ferai le double d'efforts de solidarité pour chaque Emy Pilon qui ne pense qu'à soi.

CYBERPRESSE: Chronique: La main tendue, par Michèle Ouimet - Publié le lundi 16 avril 2012 à 06h50

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a fini par tendre la main. Hier, lors d'un point de presse organisé à la va-vite, elle a dit qu'elle était prête à rencontrer les étudiants, brisant enfin le mur de béton, pour ne pas dire de mépris, qu'elle avait érigé autour d'elle.

Après neuf semaines de grève, les étudiants ont réussi à percer l'armure du gouvernement, même si l'ouverture est minime. Trop peu, trop tard? Sûrement. Mais peu importe, une main a été tendue et le mépris a fait son temps. Le refus obstiné de la ministre était insultant pour les étudiants et son attitude inflexible était reçue comme une gifle.

Hier, elle leur a enfin parlé comme s'ils étaient des adultes et non des adolescents atterrés qui chahutent. Elle les a pris au sérieux, elle a reconnu leur pouvoir d'influence. Sauf que les gains sont minimes: pas question, a précisé la ministre, de parler des droits de scolarité. La hausse de 75% reste. Là-dessus, elle est inflexible. Par contre, elle est prête à créer une commission indépendante permanente sur la gestion des universités, une commission à laquelle siègeront des étudiants.

L'idée de la commission vient de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), et la ministre a pris la peine de le souligner. D'ailleurs, une vingtaine de minutes avant le point de presse, Line Beauchamp a appelé la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, pour la mettre au parfum. Martine Desjardins n'en revenait pas. Une première en neuf semaines.

Mais cette victoire, aussi petite soit-elle, est amère, car la ministre a posé une condition: elle ne veut pas que la CLASSE, l'aile radicale du mouvement étudiant, participe aux discussions.

Une condition inacceptable qui risque de tuer dans l'oeuf toute tentative de rapprochement.

C'est le scénario de 2005 qui se répète: après des semaines de grève, le gouvernement avait accepté de rencontrer les étudiants, mais il avait exclu la CASSE, l'ancêtre de la CLASSE. Cette décision avait créé de vives tensions à l'intérieur du mouvement étudiant. Cette année, ils se sont juré qu'ils resteraient solidaires. Vont-ils tenir tête à la ministre et exiger que la CLASSE soit invitée? Martine Desjardins jure que oui. «C'est une exigence, une condition sine qua non», m'a-t-elle dit hier soir.

La ministre justifie sa décision en disant que la CLASSE a refusé de dénoncer les actes de violence des derniers jours: le saccage de son bureau de circonscription et le vandalisme à l'Université de Montréal.

Sauf que cette condition est cousue de fil blanc. La FEUQ aussi a refusé de condamner la violence. «On s'est dissociés des actes de violence, a précisé Martine Desjardins, mais on ne les a pas condamnés. On ne veut pas jouer aux juges.»

Alors pourquoi cette exclusion? Pour diviser et, du même coup, affaiblir le mouvement étudiant? Le bon vieux diviser pour régner? J'ignore qui conseille la ministre, mais il mériterait un bon coup de pied au derrière. Le stratagème est grossier.

Donc, les universités seront scrutées à la loupe et les étudiants auront leur mot à dire. Intéressant. Mais est-ce que cette commission aura de réels pouvoirs? Est-ce que les étudiants pourront se pencher sur les finances des universités et examiner les allocations de dépenses des recteurs? Pourront-ils se prononcer sur des décisions, comme la construction immobilière et les montants alloués à la recherche?

Si cette commission voit le jour, les membres seront fort occupés, car il s'en est fait des folies

au cours des années derrière les augustes murs des universités: Concordia a versé des primes de départ scandaleusement généreuses à ses recteurs, sans oublier les millions dépensés en publicité et le maraudage immobilier qui a poussé des universités à bâtir des campus dans la cour de ses concurrentes, comme Sherbrooke à Longueuil.

Si la ministre est sérieuse, si la commission a de vrais pouvoirs, les universités devront marcher les fesses serrées.

Les prochains jours seront décisifs. Les étudiants entament leur dixième semaine de grève. Il n'est plus minuit moins cinq, mais minuit pour sauver les trimestres.

La semaine s'annonce difficile. La ministre Beauchamp a lancé un appel aux cégeps et aux universités, leur demandant de reprendre les cours, même si une majorité a voté pour la grève. C'est un appel honteux qui fait fi de la démocratie étudiante et encourage les gens à briser les piquets de grève.

Les cégeps de Valleyfield et de Saint-Jean-sur-Richelieu vont ouvrir leurs portes demain, même si le vote pour la grève est majoritaire. Même chose pour l'Université de Montréal, qui a demandé à ses professeurs de se présenter en classe et envoyé un courriel aux étudiants.

«Nous tenons à vous informer, a écrit l'Université, qu'à compter du lundi 16 avril, les cours et les évaluations qui seront donnés, même devant un groupe partiel d'étudiants, ne seront pas repris ultérieurement.»

Le message est clair: vous vous présentez aux cours, sinon, c'est l'échec.

Les grévistes auront un choix déchirant à faire: continuer la grève ou échouer.

LE SOLEIL: Point de vue: Innover pour être crédible, par Jean Baillargeon, Expert-conseil en communication stratégique et ex-leader étudiant (L'auteur fut secrétaire général du Regroupement des associations étudiantes universitaires du Québec et initiateur de la loi sur la reconnaissance et le financement des associations étudiantes au Québec - Publié le lundi 16 avril 2012 à 11h49



Photothèque Le Soleil, Steve Deschênes

Manifestation étudiante au parc de la Francophonie, à Québec, le 4 avril
 Pour attirer l'attention aujourd'hui, il faut avoir une bonne cause afin d'obtenir l'appui de l'opinion publique. Malheureusement, le mouvement étudiant québécois gaspille présentement son capital de sympathie en s'opposant tous azimuts à la hausse des droits de scolarité décrétée par le gouvernement québécois et cela, tout simplement parce qu'il n'a pas ciblé la bonne cause. En effet, les droits de scolarité ne doivent pas être évalués seulement sous leur aspect financier, mais surtout comme un indicateur de professionnalisme au service de l'ensemble de la société québécoise.

Il y a quelque chose qui sonne faux dans le discours étudiant et en tant qu'ex-leader étudiant, j'aimerais que les leaders actuels réfléchissent à ma proposition, en dehors du modèle corporatiste du «chacun pour soi» hérité des années 70 et 80. À l'instar d'un célèbre président américain, je vous pose la question suivante: Plutôt que de vous demander ce que la société québécoise peut faire pour vous, demandez-vous ce que vous pouvez faire pour la société québécoise pendant et après vos études.

J'ai toujours cru en effet qu'il manquait un volet à l'offre du gouvernement. En plus du système de prêts et bourses, pourquoi ne pas lier le paiement des frais de scolarité proportionnellement à l'engagement des étudiants dans leur communauté? Ainsi, un étudiant qui accepte de travailler pendant un an ou deux ans après l'obtention de son diplôme dans des régions ou des milieux défavorisés obtiendrait une annulation de sa dette en retour de son engagement communautaire ou d'un service civil volontaire. Ce modèle pourrait-être également appliqué dans le cadre de travaux pratiques ou de stages dans le cadre de cours à partir de la création d'un modèle de Centre étudiant de services communautaires (CESC).

Cette proposition simple, un contrat entre le gouvernement, l'étudiant et l'université, permettrait à ceux qui s'impliquent dans un milieu de vie de réduire proportionnellement leur endettement en fonction de leur engagement communautaire et redonner ainsi à la société une partie des coûts encourus pour le financement des études universitaires.

Seule une minorité de citoyens ont le privilège d'obtenir un diplôme universitaire. Pourquoi alors ne pas faire profiter aux plus démunis les connaissances professionnelles acquises et financées par l'ensemble des citoyens?

Suis-je trop idéaliste? Je sais qu'il sera difficile pour les leaders étudiants de proposer une nouvelle option, le service d'engagement civil ou communautaire, qui lui s'ajouterait au système de prêts et bourses actuel. Mais l'important, n'est-ce pas de maintenir l'accessibilité aux études universitaires et de faire en sorte que les étudiants utilisent leur plein potentiel pendant et après leurs études?

Faire de la politique étudiante autrement demande de sortir des sentiers battus, d'innover et de créer de l'espoir, car l'avenir appartient à ceux et celles qui ne craignent pas le changement. Le mouvement étudiant québécois sera-t-il capable de proposer une nouvelle vision pour le financement et l'avenir des universités et en faire un nouvel enjeu économique et social? Les leaders étudiants pourront-ils proposer une nouvelle vision face aux droits de scolarité et suggérer un débat sur l'université et son engagement auprès de la communauté? Si oui, ce nouvel enjeu nous permettra de sortir enfin du modèle de société corporatiste traditionnel où règne le «chacun pour soi». Ce sera alors un vrai printemps québécois axé sur des valeurs de partage et d'entraide entre professionnels instruits et milieux défavorisés.

LA PRESSE / CYBERPRESSE: L'université et le « pacte faustien », par CHANTAL GUY – Samedi 14 avril 2012 / Publié le lundi 16 avril 2012 à 10h26

« La morale est le produit d'une civilisation, mais les membres de l'élite ne savent pratiquement rien de ces traditions, car ils sont, eux, le produit d'un vide moral. »

Extrait de de Chris Hedges

Gel, hausse, gratuité. Tout le débat entourant la grève étudiante concerne l'argent. L'accessibilité au savoir, mais très peu le savoir en lui-même. Et dans ce conflit qui divise les étudiants, mais aussi la population, on comprend une chose: il y a ceux pour qui le savoir est une aspiration, et ceux pour qui c'est un diplôme. Ceux pour qui les lieux du savoir devraient être des bastions de la pensée libre et de la transmission des valeurs fondamentales de notre société, et ceux pour qui il s'agit d'un tremplin vers la carrière, qui se doit d'être « compétitif ».

Deux livres à lire pour réfléchir dans ce printemps chaud: L'empire de l'illusion de l'américain Chris Hedges qui vient d'être traduit chez Lux, et Je ne suis pas une PME du Québécois Normand Baillargeon, dans la collection Essai Libre de Poètes de Brousse.

Hedges, journaliste au New York Times et Prix Pulitzer, livre l'une des charges les plus violentes qu'on ait pu lire sur la décadence de la culture américaine, dominée par l'état-entreprise (un mot à utiliser contre « gouverneman »), et des valeurs carrément psychopathes qui font passer le Patrick Bateman de Bret Easton Ellis pour un prophète.

Un chapitre est consacré à l'éducation, « L'illusion du savoir ». Hedges nous décrit la dérive épouvantable des institutions d'élite américaines, où seuls peuvent étudier les enfants de l'oligarchie, qui y apprennent surtout comment se tailler une place dans le

L'empire de l'illusion, système qui les avantage et jamais à le remettre en question. La mainmise des entreprises sur les départements – et vous pouvez être certains qu'elles ne se précipitent pas sur les « humanités », agonisantes, mais les secteurs qui leur profiteront vraiment – et comment elles tiennent les recteurs par les couilles, recteurs qui passent plus de temps à les flatter pour maintenir leur financement et le standing de l'institution, qu'à s'occuper d'éducation.

C'est aussi dans cet te logique capitaliste que les étudiants voient l'éducation comme un passage obligé vers le succès et l'argent, et absolument rien d'autre, et surtout pas pour d'autres que pour eux-mêmes. Cette élite, c'est Bush comme Obama, ce sont les banquiers de Wall Street et les dirigeants de multinationales. Hedges n'y va pas de main morte: « Une culture se condamne elle-même à mourir si elle ne saisit pas l'interaction essentielle entre morale et pouvoir, »

si elle confond par une foi aveugle dans le système politique et financier qui l'a éduquée, l'a enrichie et lui a conféré sa puissance. Elle est cependant incapable de résoudre les problèmes auxquels la société est confrontée. » C'est que pour ça, il faut des idées générales – grandes, pourrait-on dire – que les spécialistes, dans leurs spécialisations, n'abordent pas.

La mission de l'éducation Normand Baillargeon interroge dans son pamphlet ce « pacte faustien » que les universités québécoises sont en train de signer en se frottant sagesse et techniques de management et si elle ignore que c'est à l'aune de sa compassion qu'on évalue une civilisation, et non à celle de son efficacité ou de sa consommation. La morale est le produit d'une civilisation, mais les membres de l'élite ne savent pratiquement rien

de ces traditions, car ils sont, eux, le produit d'un vide moral. »

Enfin, le coup de grâce : « L'élite du pouvoir est habitée de trop près à l'entreprise, ce déchirement entre la « vie de l'esprit » et les exigences de rentabilité qui deviennent la norme dans l'enseignement supérieur. » S'il est vrai que l'université n'avait aucunement répugné jusqu'ici à entretenir des liens avec les institutions économiques et à leur apporter diverses contributions souvent appréciables, ce n'est pas la même chose que d'en adopter les normes, les principes et les modes de fonctionnement. Or, c'est cela qui est radicalement nouveau et qu'il s'agit de comprendre au moment où le capitalisme lie son destin à celui de l'économie du savoir et où l'université, tout comme l'éducation en général, est sommée de se repenser et de se remodeler selon les exigences propres à une telle économie.

Le débat dépasse largement la hausse de 1625\$. Le véritable enjeu concerne la mission même de l'éducation. Un étudiant n'est pas seulement un futur employé, mais aussi un citoyen; lui aura-t-on donné les moyens de penser « en dehors de la boîte » économique?

En lisant ces deux essais, on voit autrement ces images de manifestations à la télévision. Ces étudiants qui veulent franchir les piquets de grève, parce qu'ils ne veulent pas perdre leur semestre, parce qu'ils veulent leur diplôme, parce qu'une carrière les attend. Certains les voient comme des jeunes lucides, responsables et mûrs, au contraire de ceux qui « jouent à la révolution ». Ils sont en effet le fier produit de l'éducation-entreprise et ils ont bien appris leurs leçons. Pour joindre notre journaliste: cguy@lapresse.ca

LE DEVOIR: Libre opinion - Ce mépris qui m'attriste, par Josianne Millette - Étudiante au doctorat conjoint en communication de l'UQAM - Lundi 16 avril 2012

J'avais prévu écrire sur la débilite sociale à laquelle mène une démocratie qui vide l'idée de dialogue de son sens et n'envisage plus ses débats de société que sous le mode des campagnes de communication, des relations publiques, des sondages et de la couverture médiatique. Je pensais souligner le danger qu'il y a à laisser le pouvoir délégitimer une opposition politique par le biais de basses stratégies visant essentiellement à gratter les cordes sensibles plutôt qu'à répondre à des arguments, à s'adresser aux citoyens en tant que personnes intelligentes et non comme à une opinion publique à séduire.

Mais je m'aperçois, à travers mon désir de partager ces considérations, que ce qui me révolte, ce qui me peine le plus, c'est le mépris.

Celui, d'abord, du gouvernement, qui refuse de reconnaître la diversité des points de vue sur la question de l'éducation et minimise avec condescendance le mécontentement qui se fait entendre depuis maintenant des mois. Qui refuse de prendre en compte les arguments qui déferlent chaque jour pour montrer que le modèle de financement de l'éducation supérieure qu'il propose n'est ni le seul envisageable, ni même souhaitable.

Mais le mépris qui m'attriste le plus, c'est celui que m'adresse ma société en tant que chercheuse et en tant qu'étudiante lorsque, à long-temps de commentaires et d'éditoriaux, on me traite d'enfant gâtée, de pelleteuse de nuages, de maudite intellectuelle.

Pourtant, comme la plupart de mes collègues, je travaille d'arrache-pied, souvent sans compter mes heures, parce que j'ai voulu mettre mon talent pour la recherche et mon savoir-faire au service de ma communauté. Comme plusieurs autres, j'ai ramé pendant des années et je me suis lourdement endettée pour poursuivre des études qui me permettraient de participer à l'amélioration de ma société et à la diversité des idées qui y circulent.

Comme plusieurs de mes confrères et consœurs, je travaille sous pression et l'angoisse de la performance au ventre, souvent six jours sur sept, pour tenter de me faire une place dans un monde universitaire hautement compétitif et parce que je me sens une responsabilité envers le financement public que je reçois pour mes travaux. Malgré cela, on me reproche de «vouloir avoir tout cuit dans le bec» et de cultiver une «culture du moindre effort», et ce, parce que j'ose croire possible que quiconque a le talent et le désir de poursuivre des études puisse le faire

sans égard à sa situation financière. Parce que je trouve injuste que les plus pauvres ne puissent accéder au principal levier de mobilité sociale qu'au prix d'un lourd endettement, on m'infantilise, on dénigre ma parole, mon travail, mon groupe social.

Dans ma famille, ma génération est la première à accéder aux études supérieures, et mes proches en sont fiers. Je n'ose pas leur dire que, quand je lis le mépris placardé dans certains journaux envers les universitaires et les intellectuels en général, il m'arrive de me décourager et de me demander simplement: à quoi bon? À quoi bon vouloir me consacrer à la recherche et à l'enseignement si en retour, ma société crache sur ce que je peux lui apporter? À quoi bon tous mes efforts, si ma société dénigre le rôle que peut jouer l'éducation dans l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population? Suis-je donc si naïve d'avoir cru ceux et celles qui m'ont inspirée, qui m'ont convaincue que j'avais une place dans cette société et qu'en travaillant à comprendre le monde, je pourrais contribuer à l'améliorer, me sentir utile... faire ma part?

[Vos réactions \(26\)](#)

LE DEVOIR: Éthique et religion: L'accès à l'université - Une crise de financement ou d'orientation?: A-t-on surtout besoin d'as de la chirurgie esthétique ou plutôt d'infirmières praticiennes?, par Jean-Claude Leclerc - Lundi 16 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Pourquoi les contribuables auraient-ils à payer les cours de gens qui vont pervertir la démocratie, gonfler le coût des travaux et trahir leur mission?

Des étudiants opposés au nouveau prix d'entrée à l'université voudraient qu'on y scrute d'abord la rémunération des gestionnaires et leurs ambitions immobilières. Des recteurs prétendent, mondialisation oblige, que la formation n'a pas de prix. Des professeurs rêvent, eux, d'un accès gratuit aux écoles de haut savoir. Et d'autres voient dans les droits de scolarité un investissement dont le diplômé tirera grand profit le reste de sa vie. Mais qu'en est-il de l'intérêt public?

Dans ce débat, quelques questions désagréables ne sont pas posées. Ainsi, qu'il en coûte beaucoup ou peu pour devenir ingénieur, à quoi sert l'université si c'est pour former des entrepreneurs qui bâtiront des prisons en Afrique? Ou des ouvrages qui s'écroulent à Montréal? Gratuité, bourses ou subventions, les contribuables ont-ils à payer les cours de gens qui vont pervertir la démocratie, gonfler le coût des travaux et trahir leur mission?

Pourquoi le public paierait-il la formation de comptables, de cadres et de dirigeants qui pillent leur entreprise, tripotent les états financiers, trompent les actionnaires et mènent à la ruine des firmes autrefois réputées? Certes, tous les professionnels ne sont pas malhonnêtes. Mais pourquoi

ceux qui sont intègres ne l'emportent-ils pas toujours sur ceux qui ne le sont pas? Il y a là un échec du professionnalisme qu'aucune université ne saurait ignorer.

Même les facultés de droit échappent de moins en moins à la mentalité mercantile, dans une profession pourtant définie par la justice, l'intégrité de l'État et l'ordre public. Pourquoi donc les contribuables financeraient-ils la formation d'avocats qui oeuvrent pour des cartels voraces, inventent des moyens de bâillonner la critique, minent les droits et libertés, et contribuent aux méfaits d'entreprises sans scrupules, au besoin en supplantant les preuves de leurs agissements?

De toutes les professions, celle du droit est peut-être la plus névralgique, car elle détermine les lois, la protection des citoyens, les règles du marché et les conditions d'une société libre et démocratique. Or, une mutation s'y est produite au pays, y compris au Québec, depuis que des membres du barreau en ont défini l'avenir comme une «entreprise d'affaires». Ses effets sur l'enseignement et la pratique du droit, l'orientation de la justice et l'efficacité des tribunaux n'ont pas mis de temps à se faire sentir.

Un ex-juge de la Cour suprême vient à ce sujet de poser un diagnostic révélateur. Diplômé de McGill, Cambridge et Toronto, Ian Binnie fut pendant 15 ans avocat chez Wright & McTaggart, puis sous-ministre associé à la Justice fédérale. Pendant une douzaine d'années, il a pratiqué chez McCarthy Tétrault. Il fut conseiller spécial du Parlement pour les accords du lac Meech. Ce juriste éminent ne cache pas sa surprise en revenant à la pratique du droit.

Dans une récente entrevue au Globe and Mail, Ian Binnie déplore l'évolution de grands bureaux d'avocats qui se sont écartés des services diversifiés traditionnels pour devenir des entreprises — pleines d'avocats, d'experts politiques et d'autres conseillers — cherchant à remporter de gros contrats dans le monde des affaires. Ces firmes seraient même en voie de supplanter les tribunaux dans l'arbitrage des affaires commerciales importantes, aux dépens de la culture juridique de la magistrature.

Ces bureaux devenus des multinationales profitent des lenteurs de la justice et du manque d'expérience des juges dans les domaines nouveaux pour offrir aux compagnies riches un prompt service d'arbitrage, dont les règles échapperont le plus souvent aux cours d'appel et ne seront pas versées au savoir juridique des tribunaux. M. Binnie admire la Court of Chancery du Delaware, aux États-Unis, qui règle diligemment les causes commerciales, sans laisser les avocats multiplier les procédures dilatoires. Trop de professions font largement payer la formation de leurs membres par des fonds venus du public, jouissent d'un monopole de pratique au nom de la protection du public, mais s'éloignent peu à peu de leurs obligations envers le public. D'aucuns excusent ce laxisme par la concurrence débridée qui prévaut aujourd'hui. Dans la ruée vers les «affaires», ceux

qui ne trichent pas, dit-on, risquent d'être exclus. Même les universités sacrifient désormais au culte de la concurrence. Dans un tel contexte, ni la gratuité, ni des frais modulés, ni un financement accru des institutions ne sauraient réduire, là où elle sévit, la plaie du détournement des enseignements à des fins de promotion et d'enrichissement individuels. Plus de diplômés ne fera pas davantage de professionnels intègres et compétents. Par contre, en cédant aux revendications des uns ou des autres, les autorités publiques ne soutiendraient pas, non plus, la formation de ces professionnels qui font encore gravement défaut dans notre société.

Vos réactions

- Marc L - Abonné, 16 avril 2012 05 h 58
Enfin !
Monsieur Leclerc, vous avez mis le doigt sur le bobo, de notre système politique et économique; quand tout devient "entreprise d'affaires", l'éthique s'évapore. On peut toujours habiller nos propos de droits et libertés, mais c'est le profit personnel qui seul est déterminant. L'intérêt public devrait retrouver la place qui lui revient cependant il faudra en convaincre nos politiciens qui profitent du système actuel. On met l'emphase sur l'économie avec les sables bitumineux, le plan Nord, la réduction effrénée des déficits, mais cette préoccupation de l'économie implique la réduction des services à la population et des contrôles les entreprises et dans un tel contexte l'éthique devrait jouer un rôle majeur... mais on préfère tout ramener à l'économie et oublier le reste; désolant !
- Nasboum - Abonné, 16 avril 2012 06 h 30
Logique?
Si je suis votre logique, on peut former des escrocs mais il faudrait qu'ils payent rubis sur ongles. Vos commentaires sont intéressants mais indéfendables. Les étudiants sont généralement idéalistes quand ils entrent à l'université. C'est plus tard, dans la vie professionnelle, que les choses se gâtent. Et puis comment allez-vous faire une nomenclature des jobs pertinents versus ceux qui ne méritent pas d'être financés par la société?
- spirit - Inscrit, 16 avril 2012 11 h 13
"Les étudiants sont généralement idéalistes quand ils entrent à l'université."
Ce genre de généralité ne s'appuie sur aucun fondement. Votre jugement personnel n'a pas à se présenter comme une vérité qui dévoile des faits avérés.
- Maco - Abonné, 16 avril 2012 11 h 32
En effet, vous n'avez pas bien compris. Ce sont les gens qui forment qui déforment ceux qui se forment. Voilà, est-ce plus clair? Autrement dite, la mission de l'institution que l'on nomme Université a perdu son âme! Il y eut, jadis, un temps où l'esprit critique y était encouragé. Maintenant, l'esprit critique y est craint.
- Kim Cornelissen - Inscrite, 16 avril 2012 07 h 18
Éthique ou urgence de la formation?
Si vous avez très bien fait ressortir l'importance de faire un débat de société - éthique VS affaires - dans la question du financement universitaire, la fin de votre article est bien moins convaincante. C'est un raccourci de l'importance de l'éthique vers l'urgence de financer davantage certaines branches du savoir universitaire, alors que la pluralité des disciplines fait progresser la société. De dire qu'on devrait laisser les chirurgiens esthétiques faire payer leurs études par leurs commerces et celles des infirmières par l'État risque de mener au déplaisant commentaire de type: elle veut étudier en philosophie, en musique, en anthropologie? Ça donne pas d'emplois immédiats, pas question que l'État paie pour ça... La diversité et la possibilité de

L'intérêt public ne commande-t-il pas, en effet, d'accorder priorité aux besoins les plus criants? Ainsi, a-t-on surtout besoin de la chirurgie esthétique ou plutôt d'infirmières praticiennes? Pourquoi les uns n'investiraient-ils pas eux-mêmes dans leur commerce — alors que la formation des autres serait prise en charge par la collectivité? Sans doute devrait-il en être de même pour combler la pénurie de psychiatres au Québec. Mais surtout, à quand la formation gratuite et accélérée d'enquêteurs et de procureurs plus nombreux et mieux aguerris pour débusquer les méfaits qui se répandent en trop de milieux professionnels?

Jean-Claude Leclerc enseigne le journalisme à l'Université de Montréal.

- réaliser ses rêves (entre autres en éducation) sont deux composantes essentielles de la réussite tant privée que pour la société en général. Et c'est sans doute encore plus vrai maintenant qu'avant.
Il y a effectivement un ménage à faire dans les universités, pour qu'elles arrêtent d'être si orientées "business"... Mais pour ça, et vous l'écrivez très bien, il faut que le débat actuel soit autre chose que de la comptabilité.
- Vincent Bussière - Abonné, 16 avril 2012 07 h 56
La raison!
Monsieur Leclerc expose ici le vrai problème et la bonne solution mais personne ne l'écouterait. C'est comme prêcher dans le désert!
- Johanne Fontaine - Abonnée, 16 avril 2012 09 h 33
Automystification de toute une société ou danger qui menace de prendre collectivement ses désirs pour la réalité
L'incroyable décalage qui existe entre la réalité objective de ce que sont devenues nos institutions, la justice notamment, et l'image idéalisée que l'on s'en fait collectivement, tel est le propos de Jean-Claude Leclerc, ce matin.
Gardons l'oeil ouvert et que cesse l'automystification!
Johanne Fontaine, Rosemont
- Ivan Jobin - Inscrit, 16 avril 2012 10 h 31
La grande purge
Pourquoi, tout au long de l'histoire de l'humanité, des personnages méprisables se sont à maintes reprises hissés jusqu'aux sommets du pouvoir. Pourquoi autant de personnes abjectes ont acquis la capacité d'infliger autant de souffrance au reste de l'humanité ? La réponse est simple, nous gens du peuple sommes apathiques face à ces requins voraces et vicieux. À quand la grande purge de ces vautours, réveillons-nous, ça urge ?
- Bernard Terreault - Abonné, 16 avril 2012 10 h 52
Bonne questions !
La formation d'un médecin coûte à l'État québécois une somme que j'estime, grosso modo, à 300 000 \$, sinon plus (sur la base des frais de scolarité en médecine aux É.-U.). Pourquoi formerions-nous presque gratuitement des médecins qui iraient ensuite pratiquer en Ontario ou aux É.-U.? C'est en fait ce qui se passe dans le cas d'un bon nombre de diplômés de McGill, entre autres. Nous subventionnons nos riches voisins ! Par contre, il est aberrant que le futur enseignant ou travailleur social qui ne fera jamais un très gros salaire doive s'endetter pour se former. Il faut donc : 1) moduler les frais de scolarité selon le coût de la formation; 2) à travers la fiscalité québécoise rembourser une partie de leur dettes d'études à ceux qui restent au Québec. Cette dernière mesure est assez facile à implanter. Prenons notre jeune médecin et disons qu'il est endetté de 300 000 dollars; alors, chaque année il aura droit à un crédit d'impôt québécois de 30 000 dollars pendant dix ans. Sa formation ne lui au-

ra en fait rien coûté et il servira le Québec. S'il part pour l'étranger, il devra rembourser lui-même ses dettes à la banque.

Geoffroi - Abonné, 16 avril 2012 11 h 04

Une crise d'orientation nord-américaine Texte essentiel.

Les étudiants qui sont dans la rue ont davantage d'envergure et de vision que les affairistes qui nous gouvernent et gèrent nos universités.

Voici un autre texte à lire absolument, au sujet des universités anglo-saxonnes constamment surévaluées par nos politiciens et doyens dans nos médias perroquets :

«Nous voudrions dans ce post examiner si la perte de compétitivité et la faiblesse de la production réelle de richesse ne résultent pas de la faiblesse de la politique éducative du pays [USA]...»

<http://criseusa.blog.lemonde.fr/2011/10/26/la-crise>

Bernard Terreault - Abonné, 16 avril 2012 14 h 14

J'ai lu et cette savante analyse mais elle n'a aucune pertinence quant au sujet discuté ici. B Terreault, prof-chercheur en sciences "dures" retraité.

Roland Berger - Abonné, 16 avril 2012 11 h 28

L'exemple de la Finlande

Le choix qu'a fait la Finlande d'assurer une meilleure éducation de sa jeunesse en misant sur les enseignants devrait servir d'exemple. Pour assurer que les enfants et les jeunes du Québec soient confiés à des enseignants compétents (le dévouement ne suffit pas), l'État devrait, dès la fin du secondaire, les jeunes qui se démarquent par des résultats exceptionnels en français, en mathématique et en sciences et leur offrir une totale gratuité scolaire (frais d'admission, frais afférents, frais de subsistance) jusqu'à la fin de leurs études universitaires. Bien sûr, ce choix reste impensable sous un gouvernement néolibéral qui n'a d'intérêt que pour la formation universitaire utilitariste voulue par les supporteurs de sa caisse électorale.

Roland Berger
Bernard Terreault - Abonné, 16 avril 2012 14 h 23

Bien d'accord pour payer les études des futurs enseignants (ou des travailleurs sociaux ou des infirmières), qui gagneront plus tard des salaires décents, mais pas plus. Mais on aura toujours besoin quand même de médecins, de dentistes, d'ingénieurs et d'avocats qui, eux, seront très bien rémunérés et qui devraient payer une part substantielle de leur formation. D'autant que ce sont ceux qui risquent le plus de quitter le Québec une fois formés. Pourquoi pas une fiscalité qui rembourserait une bonne partie de la dette des diplômés qui demeurent au Québec ?

Gérard Lévesque - Abonné, 16 avril 2012 11 h 55

Invitation à poursuivre

En commentaire à l'article de la page Idées de ce jour sur les universités, j'ai fait référence à l'article de M. Leclerc car il apporte une importante réponse à la question posée

dans la page Idées. Mon commentaire comporte aussi une invitation adressée à M. Leclerc de poursuivre sur sa lancée pour éviter une lacune que note à juste titre plus haut M. Cornelissen.

Voici ce commentaire.
Réponse à La question

Les auteurs soulèvent fort à-propos des aspects à prendre en considération pour nourrir notre réflexion sur la nature et le devenir de l'institution universitaire: certains ont trait à la qualité des connaissances transmises, d'autres sont relatifs à la gestion. Puis, leur article pose clairement La question des questions qui semble à leurs yeux mêmes se poser à un niveau plus premier et supérieur : Mais, par-delà ces questions singulières, une principale: avons-nous vraiment au Québec des universités qui soient un service public ? La question transcende alors l'ordre des connaissances et de la gestion. Elle devient à juste titre d'ordre éthique.

On trouve à mon avis une partie importante de la réponse dans l'article d'aujourd'hui de Jean-Claude Leclerc. Pour que la réflexion de Leclerc ne tourne cependant pas en queue de poisson, il faut espérer que, contrairement à la solution limitée qu'il propose, il en vienne à poursuivre sa réflexion en inscrivant un prochain article dans l'apport de la formation éthique que vise justement sa rubrique.

Daniel Savard – Abonné, 16 avril 2012 18 h 53 génial

Réflexion très pertinente!

Daniel Savard – Inscrit, 16 avril 2012 21 h 03

Mondialisation?

Les plus grandes universités sont en train d'expérimenter des méthodes pour rendre disponible le savoir à très faible coût via l'Internet, je nomme: Stanford University, MIT et Carnegie-Mellon parmis d'autres. Bien sûr, ils n'ont pas encore trouver le bon dosage, mais cela démontre une chose:

L'investissement dans le béton que font nos recteurs d'universités est de la poudre aux yeux et un gaspillage des ressources financières collectives. S'ils voulaient vraiment tirer leur épingle du jeu dans la mondialisation, ils seraient déjà en train de pondre des programmes pour disséminer le savoir à un prix moins élevé que les droits de scolarité actuels. Tant que nous pomperons du fric dans les poches des recteurs, ils continueront à faire comme si de rien était, jusqu'au jour où nous nous retrouverons avec de beaux édifices en béton divers.

Malheureusement, nos recteurs et notre ministre de l'Education n'ont aucune vision et ne savent pas ce qui leur pend au bout du nez. C'est le devoir de la population de les réveiller. Quant à M. Charest, ses commentaires insipides sur la situation démontre un flagrant manque de leadership. Comment ce gars-là a-t-il bien pu devenir Premier Ministre?

LE DEVOIR: Idées: Conflit étudiant - Vite, des États généraux sur l'université !: Il faut impérativement faire une pause et réfléchir, collectivement, sur ce que nous voulons comme institution universitaire, par Collectif d'auteurs – Lundi 16 avril 2012

Monsieur Jean Charest, premier ministre du Québec, Madame Line Beauchamp, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, La crise que nous traversons soulève des questions fondamentales sur le devenir, voire sur la nature de nos universités. En effet, si le premier objet de débat a été les droits de scolarité, il est vite apparu que cette question ne pouvait être posée sans la prise en compte des grandes orientations gestionnaires, budgétaires et idéologiques qu'a prises l'université québécoise depuis le milieu des années 1990.

Les acteurs qui se sont manifestés ces dernières semaines ont adressé au gouvernement diverses requêtes (moratoire sur les droits, indexation, formules de compromis, etc.), mais, surtout, une demande a réuni la majorité de ces intervenants. Cette demande, qui a désormais toute la légitimité d'une exigence, est que le gouvernement du Québec lance ce que lui seul peut patronner: la tenue d'États généraux sur l'université.

À la FQPPU, nous nous sommes heurtés à des refus successifs des ministres Courchesne et Beauchamp à cet effet. Nous avons toujours cru que c'était mal avisé de leur part, et la réaction récente des professeurs et étudiants montre la nécessité de cette réflexion et de cette action collectives en regard de nos universités. Pourquoi?

Avenir collectif

Nombreux sont les changements qui ont touché l'université depuis une quinzaine d'années. Contrats de performance, chaires de recherche, stratégies de rapprochement avec les entreprises, politiques de gouvernance non adaptée aux universités, discrédit de la recherche fondamen-

tales désignent quelques-unes des transformations qu'on ne peut simplement subir sans en prendre la mesure. La crise actuelle soulève aussi les questions liées au financement, à l'équilibre entre la recherche et l'enseignement, à la compétitivité effrénée entre les universités, etc.

Mais, par-delà ces questions singulières, une principale: avons-nous vraiment les universités que nous souhaitons nous donner, au Québec, des universités qui soient un service public?

Il faut impérativement faire une pause, prendre «une grande respiration», revoir ce que nous sommes devenus depuis deux décennies et réfléchir, collectivement, sur ce que nous voulons comme institution universitaire, et comment nous pouvons demeurer les sujets de notre propre histoire, au lieu de la subir. Il y a un nom pour cet espace: des États généraux, comme espace de discussions et de décisions collectives.

Nous demandons dès lors au gouvernement du Québec de déclencher immédiatement le processus qui nous mènera à la tenue de ces États généraux. À la lumière des questions soulevées ces dernières semaines, le gouvernement ne peut pas, aujourd'hui, justifier ce refus de discuter de notre avenir collectif.

Ont signé ce texte: Max Roy, président de la Fédération québécoise des professeurs d'université (FQPPU); Mélanie Gagnon, professeure à l'Université du Québec à Rimouski; Mélanie Dufour-Poirier, professeure à l'Université du Québec en Outaouais; Pierre Hébert, professeur, Université de Sherbrooke et ancien vice-président de la FQPPU (2006-2009).

Vos réactions

• Claude Verreault – Inscrit, 16 avril 2012 05 h 35

Bravo!

Cette demande est raisonnable et elle s'impose dans les circonstances. Claude Verreault, professeur titulaire, Université Laval

• Francine D'ortun – Abonnée, 16 avril 2012 06 h 57

Tout à fait

Le malaise s'amplifie, cette demande est une option constructive. Francine d'Ortun, professeure titulaire, UQO.

• Chantal_Mino – Abonné, 16 avril 2012 07 h 16

Bravo et espérons que vos écrits dépasseront le stade de la lecture du symbole de l'écriture pour accéder à la compréhension et à l'analyse de celle-ci à l'intérieur du cerveau, car l'accès est difficile chez certains, dont le PLQ!

Oui pour un moratoire sur les frais de scolarité, le temps de faire des États généraux sur l'université pour le bien commun de la majorité des Québécois(es) !

Sauf que nous avons un gros problème, quoiqu'on dise ou qu'on veuille, le PLQ n'est pas là pour le bien commun de l'ensemble des Québécois(es), il n'est là que pour le 1

% et leurs larbins, dont plusieurs députés et ministres de notre gouvernement québécois.

• Hyperbolique – Inscrit, 16 avril 2012 09 h 14

Pétition

N'oubliez pas d'aller signer la pétition pour la tenue d'États généraux : <https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-2801/index.html>

• Gérard Lévesque – Abonné, 16 avril 2012 10 h 18

Réponse à La question

Les auteurs soulèvent fort à-propos des aspects à prendre en considération pour nourrir notre réflexion sur la nature et le devenir de l'institution universitaire: certains ont trait à la qualité des connaissances transmises, d'autres sont relatifs à la gestion. Puis, leur article pose clairement La question des questions qui semble à leurs yeux mêmes se poser à un niveau plus premier et supérieur : Mais, par-delà ces questions singulières, une principale: avons-nous vraiment au Québec des universités qui soient un service public ? La question transcende alors l'ordre des connaissances et de la gestion. Elle devient à juste titre d'ordre éthique.

On trouve à mon avis une partie importante de la réponse dans l'article d'aujourd'hui de Jean-Claude Leclerc. Pour que la réflexion de

Leclerc ne tourne cependant pas en queue de poisson, il faut espérer que, contrairement à la solution limitée qu'il propose, il en vienne à poursuivre sa réflexion en inscrivant un prochain article dans l'apport de la formation éthique que vise justement sa rubrique.

• Monique Girard – Abonnée, 16 avril 2012 12 h 40

Pleinement d'accord avec des États généraux!

Je suis en accord avec cette proposition et aussi avec le commentaire ci-haut de monsieur Lévesque.

Il faut calmer le tumulte et demander au Gouvernement des États généraux sur l'avenir de nos institutions universitaires.

La chronique de Jean-Claude Leclerc s'inscrit tout à fait dans cet ordre en soulevant des éléments quant au manque d'éthique de certains professionnels formés dans nos universités. Il faut toutefois aller plus loin et poursuivre dans cette voie de l'éthique et fortement demander des États généraux!

• France Marcotte – Abonnée, 16 avril 2012 12 h 56

Une exigence

"Les acteurs qui se sont manifestés ces dernières semaines ont adressé au gouvernement diverses requêtes[...]mais, surtout,

une demande a réuni la majorité de ces intervenants. Cette demande, qui a désormais toute la légitimité d'une exigence, est que le gouvernement du Québec lance ce que lui

seul peut patronner: la tenue d'États généraux sur l'université."

Je ne vois vraiment pas comment un gouvernement peut refuser de faire ce que lui demandent aussi unanimement de faire ceux

qu'il représente...comme dans le cas d'une commission d'enquête sur le monde de la construction dont la nécessité s'est imposée d'elle-même.

LE **DEVOIR**: Lettres - Enseigner aux rouges comme aux verts, par Guy Ferland, professeur de philosophie au Collège Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse - Le 13 avril 2012 – Lundi 16 avril 2012

Au retour en classe, forcé ou non, je vais enseigner à tous les étudiants dans chacun de mes groupes: autant aux porteurs du carré vert que du carré rouge. Et je vais tous les aimer et les respecter également.

Malheureusement, si le retour en classe est forcé par une loi, par une menace d'injonction, par une mise en demeure, par une décision unilatérale de la direction de l'établissement, ou par quoi que ce soit d'autre à l'encontre du vote démocratique des étudiants en assemblée générale, j'aurai à faire face à des étudiants mécontents qui se sentiront bafoués par le pouvoir et le système qui ne les respectent pas. Ces mesures coercitives imposent aux professeurs de jouer le rôle d'agents de sécurité et risquent de nous mettre tous en danger. Ce serait montrer un mépris total pour l'enseignement et les études.

Le conflit ne sera pas réglé par un retour en classe sans négociations avec les leaders étudiants. Il sera simplement relégué dans nos classes où il faudra réparer les pots cassés.

Vos réactions

- Yves Claudé – Inscrit, 16 avril 2012 05 h 54
Une leçon d'éthique pour la future démissionnaire !
Je tiens à remercier Monsieur Guy Ferland pour cette admirable leçon d'éthique, que Madame Line Beauchamp, non ministre et future démissionnaire, ne semble pas à même de comprendre. Il en est probablement de même pour le petit club affairiste qui a usurpé la direction de l'État québécois ..., à moins que certains ne préfèrent un lâche silence, à une attitude de dignité à laquelle on devrait s'attendre de la part de ceux et celles qui prétendent nous représenter.
Transposée dans une salle de classe, la stratégie calamiteuse de la non ministre aurait tôt fait de détruire le climat d'étude et de rendre impossible une prestation de cours ! Effectivement, les enseignants devront être exemplaires, afin de compenser pour l'absence d'éthique d'une future démissionnaire qui a décrété que des dizaines de milliers d'étudiants membres de la CLASSE n'ont droit qu'à sa fermeture et son rejet, qu'à son mépris et son ignorance du savoir-vivre.
Au texte de Monsieur Guy Ferland, j'ajouterais que le milieu des étudiants ne se résume pas à une polarisation rouge/vert, que leurs propos sont souvent tout aussi nuancés que leur passion d'apprendre. Dans ce retour en classe qui n'en finit plus d'être annoncé, la philosophie aura à leur rappeler les principes de la sagesse et de l'éthique, les sciences sociales seront aussi des plus utiles, dans la compréhension d'un conflit qui aura duré plus de deux mois.
Voilà des semaines qu'un gouvernement fantôme s'emploie à se dissimuler derrière juges et policiers pour tenter un coup de force contre le mouvement étudiant, la solution est plus qu'urgente : démission de la non ministre et moratoire sur les frais !
Yves Claudé
- Chantal_Mino – Abonné, 16 avril 2012 07 h 28
Merci M. Ferland et M. Claudé !
Tout est dit. Rien de plus à rajouter.
- Georges Paquet – Abonné, 16 avril 2012 06 h 39
Pauvre philosophie
La philosophie est en danger quand elle est portée par des enseignants qui ne distinguent même pas entre la vérité et ses apparences.

En philosophie, nous montrons que la discussion rationnelle et la négociation de bonne foi sont toujours préférables à l'imposition d'une décision. C'est d'ailleurs ce que les étudiants font jusqu'à maintenant en assemblée générale. Mais ce n'est pas la voie que privilégie la ministre Line Beauchamp.

Sur le plan des communications, les étudiants qui ont voté démocratiquement la grève en assemblée générale ont au moins donné une leçon à l'ensemble de la population: on peut débattre librement, rationnellement, sans intimidation dans des assemblées ou dans des regroupements en se respectant mutuellement.

C'est cette voie que je compte suivre en classe, quelle que soit l'issue de la grève. Aux étudiants porteurs du carré rouge ou vert qui se respectent et qui ne s'abaissent pas à l'intimidation, je dis merci.

Quand Guy Ferland écrit: "En philosophie, nous montrons que la discussion rationnelle et la négociation de bonne foi sont toujours préférables à l'imposition d'une décision. C'est d'ailleurs ce que les étudiants font jusqu'à maintenant en assemblée générale.", il déforme sciemment ou par ignorance, la vérité essentielle à tout enseignement. Est-ce qu'il n'a pas entendu les leaders étudiants dire et répéter sur tous les tons qu'ils refusent totalement la décision rationnelle d'un gouvernement élu démocratiquement d'appliquer une hausse ds frais de scolarité étalée sur 5 ans. Ils refusent d'en discuter. Ils refusent même ce droit aux élus. Ils refusent d'aller discuter d'autre chose si le gouvernement légitime ne recule pas.

Enfin, Guy Ferland appelle respect mutuel l'action des étudiants qui promettent de rendre le plus difficile possible sinon impossible le retour en classe de ceux qui ont choisi librement de le faire. Il oublie même qu'une majorité d'étudiants continue de poursuivre les études malgré le brouhaha que les profs mènent eux-même avec certains étudiants.

Pauvre philosophie.

- Johanne Lavallée Bernard Dupuis – Abonné, 16 avril 2012 10 h 11
Le sophisme de la double faute.
S'il est vrai que certains étudiants se montrent dogmatiques et jusqu'au-boutistes, cela ne justifie pas la ministre et son gouvernement de faire de même. Si j'étais à la place de ce gouvernement, réellement élu avec l'appui de 25.6 % de la population, je serais moins certain que c'est moi seul qui pose la «bonne question». De plus, il ne faut pas oublier que beaucoup d'étudiants qui suivent leur cours ne sont pas nécessairement d'accord avec la ministre. Ils aimeraient aussi être dans la rue avec leurs confrères. Toutefois, contrairement à d'autres, ils respectent la décision prise dans leur assemblée.
Il me semble que démoniser les étudiants et leurs professeurs, réduire leurs arguments légitimes à un simple «brouhaha» n'est pas, à sa face même, un bel exemple de pensée philosophique. Cela ressemble plus à un dogmatisme d'un autre âge.
Bernard, Berthierville
- Nestor TURCOTTE – Inscrit, 16 avril 2012 08 h 39
DÉMOCRATIQUE ?
JE suis allé assister à une assemblée générale des étudiants. Ce que j'ai vu est loin d'être un modèle exemplaire de démocratie.

Les rouges contrôlaient l'assemblée. Le président affichait ses couleurs (le rouge). Le conseil étudiant affichait les mêmes couleurs. Il me semble qu'un conseil d'administration doit être neutre. Les petits papillons rouges étaient distribués en abondance par les officiers de l'organisme et ce n'est que plus tard, qu'un petit carré vert a fait son apparition.

Le déroulement de l'assemblée était visiblement contrôlé par les dirigeants de l'association. Lorsqu'une opinion émise allait à l'encontre de la grève, celui-ci se dépêchait à s'emparer du micro pour remettre les étudiants dans la bonne voie.

Je ne parlerai pas en détails du vote. C'était trop drôle à voir. A l'entrée, l'étudiant (sans carte d'identité) donnait son nom. On vérifiait rapidement sur la liste et on lui donnait un billet blanc pour éventuellement voter.

La réunion, comme toutes mes anciennes réunions syndicales, s'est étirée, dépassant aisément l'heure du midi. Un étudiant que je connaissais bien, se leva sur le coup du midi. Je lui demandai où il allait. Il me répondit qu'il allait travailler. Candidement, il m'avoua qu'il avait donné son billet à un autre et que celui-ci était chargé de déposer son vote dans l'urne lors du scrutin.

J'ai vu défiler les jeunes, sans contrôle, billet en main, le déposant dans une boîte de carton. Il est certain qu'un moins un étudiant a déposé le vote d'un autre tout en déposant le sien. Et qui me dit que d'autres n'avaient pas reçu des billets blancs pour voter deux fois et qu'ils ont pu les déposer, sans vérification, dans l'urne? On ne le saura jamais.

J'ai posé cette question à un étudiant (2e année du collégial). Il m'a répondu qu'il n'avait jamais songé à cela.

J'ai tenté de lui expliquer comment se déroulait un vote démocratique lors d'une élect

Sylvain Auclair – Abonné, 16 avril 2012 10 h 00

Vous êtes sûr de ne pas confondre avec une séance de l'Assemblée nationale?

Sylvain Auclair – Abonné, 16 avril 2012 10 h 03

Le cégep André-Laurendeau a voulu, comme vous, prouver que les votes de grève n'étaient pas démocratiques en consultant directement les étudiants. Or, surprise:

«Mais même avec un taux de participation de 83 %, les étudiants se sont prononcés pour la grève à 47,5 %, contre à 45,6 %; 6,9 % ne se sont pas prononcés.»



Source:
<http://www.ledevoir.com/societe/education/347452/p>

- Jack Bauer – Inscrit, 16 avril 2012 13 h 56
Non seulement le peuple québécois fait l'erreur de croire que la démocratie est une valeur intouchable en soi, mais ils sont même prêts à accepter des décisions qui ne sont pas prises dans un atmosphère réellement démocratique, ça fait assez dur... bon commentaire.
- Arthur Cravan – Inscrit, 16 avril 2012 17 h 48
M. Nestor Turcotte, auriez-vous l'obligeance, pour donner un peu plus de crédibilité à votre témoignage, de dire de quelle assemblée il s'agissait?
P. S. Êtes-vous sérieusement scandalisé que les membres de l'exécutif d'une association étudiante affichent le "carré rouge"? (En passant, ce n'est pas un "conseil d'administration", mais un "comité exécutif").
- Michel Simard – Abonné, 16 avril 2012 08 h 51
Le silence
La majorité ou minorité silencieuse et la minorité qui ne vote pas sont les complices objectifs de ce gouvernement corrompu.
- Johanne Lavallée Bernard Dupuis – Abonné, 16 avril 2012 09 h 20
Quelle philosophie?
La semaine dernière, le cégep de Valleyfield a fait parler de lui. Certains disent que ce ne fut pas par hasard puisque la ministre y a fait ses études, y compris probablement, ses études de philosophie. Mais, où se trouvait-elle pendant ses cours?
«En philosophie, nous montrons que la discussion rationnelle et la négociation de bonne foi sont toujours préférables à l'imposition d'une décision... Mais ce n'est pas la voie que privilégie la ministre Line Beau-

champ». Il semble évident que cela fait longtemps que Mme Beauchamp a oublié ce qu'on lui a enseigné. Si pour une grande majorité des étudiants, la philosophie a un effet salutaire, il semble bien que pour d'autres ce genre de cours leur rentre par une oreille et leur sort par l'autre.

Quand la ministre affirme que d'une part, c'est elle qui pose la «bonne question» et que d'autre part, les étudiants eux posent la «mauvaise question», elle montre bien qu'elle n'a rien compris à la philosophie. Elle exprime une pensée dogmatique et jusqu'aboutiste. Rien d'étonnant, en conséquence qu'elle s'entoure d'une cage de fer et que son discours, comme enregistré sur «casette», répète toujours les mêmes phrases ne réussissant à convaincre que ceux et celles qui partagent ce même dogmatisme.

Bernard Dupuis, Berthierville
cpoulin – Inscrit, 16 avril 2012 16 h 35
Réalité pédagogique élémentaire en cause

À propos des "pots cassés", le professeur Ferland qui semble avoir de l'expérience et qui dit qu'au retour en classe de tous ses étudiants. Les rouges comme le verts, il les "aimera" tous sans distinction. Je lui demanderais ceci. Sera-t-il aussi en mesure de leur dire la vérité suivante? Soit cette simple règle de nature pédagogique qui veut qu'un cours bien administré doit s'inscrire dans un esprit et une procédure donnés. Et qui perd son sens (donc un échec) lorsque pour une raison quelconque un tel esprit lié au processus d'apprentissage planifié par le prof est rompu et que le climat d'entente entre les élèves dans une classe s'est complètement détérioré. Et cela, je suppose étant plus vrai dans une classe de philosophie qui poursuit des objectifs visant le progrès de la rationalité chez les étudiants. Il devrait me répondre

par l'affirmative. Sinon on pourra douter de son réalisme... Claude Poulin Québec
Arthur Cravan – Inscrit, 16 avril 2012 17 h 52

Le carré vert n'existe pas
Le "carré vert" est une fiction purement médiatique.

Dans la vie de tous les jours, à Montréal, hors des caméras et des plateaux, je n'ai vu personne porter le carré vert en public : pas un seul! Pour ce qui est du rouge, des milliers. Comment se fait-il qu'à la télévision et dans les journaux, les images comportent toujours les deux à la fois?

Il ne s'agit pas de dire qu'il n'y a pas d'étudiants "pour" la hausse des frais de scolarité, ce qui serait absurde. Mais il faut bien reconnaître qu'ils n'ont ni mouvement ni mobilisation. Les journalistes se sont bien chargés, dans leur objectivité molle, de se dire que s'il y avait des rouges, il y avait des verts.

spirit – Inscrit, 16 avril 2012 19 h 46
Effectivement, je seconde en ce sens pour ce qui est de l'espace public à Montréal. Pour mes études et mon travail, je dois circuler dans différents coins de la ville, et je n'ai jamais vu de carré vert... pas un.

Aussi, j'en profite pour souligner que la gang de technique policière de Sherbrook qui se dit d'accord avec la hausse ne fait pas partie de ceux qui la subiront, alors je me demande bien au nom de qui ils se permettent de prendre position. Il n'y a pas si longtemps, les policiers ont exercé des moyens de pression et ont obtenu des augmentations de salaires substantielles. Le droit d'association et les moyens de pressions que cela implique, ça devrait être le même pour tout le monde.

Annick Rouleau – Inscrite, 17 avril 2012 19 h 52

À mon cégep, certains étudiants portent le carré vert.

LE DEVOIR: Lettres - Légalité et légitimité, par Guy Durand - Dunham, le 12 avril 2012 - Lundi 16 avril 2012

Madame la ministre Line Beauchamp,
Si vous voulez, vous allez gagner contre les étudiants. Vous avez de votre côté la loi et la police. Ce serait légal, mais permettez-moi de vous expliquer que ce serait une mauvaise décision.
Ce serait une solution unilatérale, puisqu'il n'y a pas eu de vrai débat public sur le sujet du financement des études et des universités. Les journaux ont fait état de divers autres moyens d'arriver à votre objectif financier. La grève (ou le boycottage des cours, comme vous dites) de la part des étudiants, des enseignants et de parents est révélatrice. Le mouvement n'est pas unanime, mais quand même très révélateur. Quoique légale, votre décision serait peu respectueuse de la démocratie. Elle s'inscrirait dans la perspective antidémocratique du premier ministre fédéral Harper, si décriée.

Plus graves m'apparaissent les conséquences à court terme d'une telle décision. Malgré la reprise des cours, il risque fort d'y avoir des perturba-

tions et des accrochages dérangeants pour la session d'études. Répression et arrestation n'y changeront rien.

Plus globalement, on peut imaginer l'amertume, le défaitisme, le dégoût de plusieurs de ces jeunes pour la démocratie et le cynisme qui en résulterait. Il n'est jamais bon d'humilier des adversaires. Ça n'augure rien de bon pour la démocratie future. Les contestations sont fatigantes pour les autorités, bien sûr, mais elles sont le gage de l'implication des citoyens pour le bien public et la démocratie.

Les juristes romains en étaient arrivés à formuler l'adage suivant: «Summum jus, summa injuria, comble de droit, comble d'injustice ou d'inhumanité». Madame la ministre, vous avez la chance de faire un geste magnanime: offrir une négociation sans conditions préalables. C'est la marque de la vraie force.

Vos réactions

- Chantal_Mino – Abonné, 16 avril 2012 06 h 53
Bravo M. Durand, mais vous avez tort sur un point ...
Mme Beauchamp n'agit pas de façon légale, car elle ne respecte aucunement notre Charte canadienne des droits et libertés enchâssées dans notre Constitution canadienne, abuse allègrement des pouvoirs qui lui sont conférés et malgré que des tifs amis juges nommés par eux l'appui en faisant des injonctions à outrance et qui déconsidèrent totalement la justice par leur ridicule (pensons à l'injonction de Laurent Proulx comme étudiant libre), tout ceci ne respecte pas la démocratie comme vous l'avez si bien dit, et je vous rappellerai que notre pays en est un démocratique et société de droits par surcroît. Heureusement, nous avons la Cour Suprême en dernier recours pour contrer les

nominations douteuses de Charest, quoiqu'Harper commence à discréditer celle-ci aussi.

Le Québec et le Canada, nouvelle destination pour une République de banane si ça continue comme ça.

Yves Claudé – Inscrit, 16 avril 2012 07 h 55
Triste fin de règne des "Libéraux" !

Monsieur Guy Durand,
Votre lettre à Madame Line Beauchamp témoigne d'un grand sens du dialogue et du savoir-vivre, qui fait manifestement défaut à la personne qui a usurpé la direction d'une institution majeure de notre société ! Votre missive restera malheureusement sans réponse, mais elle a au moins le mérite d'indiquer quelles qualités sont requises pour diriger nos écoles depuis les hautes sphères de l'État.

Toutes les interventions de la future démissionnaire ont démontré une fermeture de

principe et l'utilisation de stratégies que l'on croyait jusqu'à présent réservées à des potentats économiques sans scrupules : mépris de la démocratie, stratégies grossières de division du mouvement étudiant, coup de force pour tenter une reprise des cours en prenant les enseignants et les directions scolaires en otage, détournement politique du système judiciaire et de la police, etc. Le comble a été atteint, lorsque cette personne a fait état publiquement et d'une manière répétitive de son ignorance de la langue française, en prétendant bannir le mot "grève" dans le contexte du mouvement étudiant. Il est d'ailleurs dommage que des directions scolaires aient eu la faiblesse de suivre la "ministre" dans cette ignorance militante !

La personne qui aura, à brève échéance, à remplacer Madame Line Beauchamp à la direction du ministère de l'éducation aura fort à faire pour réparer les dégâts causés par

- une personne qu'il est difficile de qualifier autrement que de non ministre. La lettre de démission de Madame Line Beauchamp est déjà écrite : qu'elle la sorte au plus vite et qu'on en finisse avec cette course à la démolition de nos écoles ! Yves Claudé
- Nicole Moreau – Inscrite, 16 avril 2012 10 h 04
je partage votre point de vue merci de l'avoir exprimé formellement. ce manque de respect de décisions démocratiques prises en assemblées générales des étudiants aura sans doute un impact sur d'autres secteurs de notre société - si on conteste la légitimité de certaines décisions prises par les étudiants, ne serait-il pas possible de faire de même, par exemple, les fois où le mode de scrutin a fait en sorte qu'un parti a gagné un nombre supérieur de sièges tout en ayant une proportion inférieure du vote exprimé. Un autre exemple important à cet égard est la proportion croissante de personnes qui ne vont pas voter aux élections, les résultats de ces élections, même si plus de 40 % des gens ne se sont pas exprimés, sont tout de même considérés comme valides.
- Jean_Yves – Abonné, 16 avril 2012 11 h 55
Bien plus que la loi et la police. Le GV a l'appui de la majorité de la population, et ce même dans le contexte ou le gouvernement lui-même n'est pas populaire du tout!
C'est donc dire que cet appui de la majorité de la population exprime réellement le choix de la population qui pour la cause surmonte son insatisfaction qu'elle démontre habituellement de ce gouvernement.
C'est donc dire qu'avant la loi et la police l'atout de la ministre c'est la légitimité qui donne de la force à son action.
- Francois Dorion – Abonné, 16 avril 2012 11 h 57
Erreur de traduction
M. Durand n'a pas tenu compte de la déclinaison dans sa traduction de l'adage latin qu'il cite.
"summum Jus , summa injuria" signifie: "au plus grand tort, on répond par la plus grande justice"
François Dorion LLM
- Francois Dorion – Abonné, 16 avril 2012 12 h 41
Ou "la plus grande justice répond au plus grand tort"
- Jack Bauer – Inscrit, 16 avril 2012 13 h 28
La "Démocratie" au Québec
La démocratie au Québec est une valeur beaucoup trop sur-évaluée, c'est à croire que les gens n'ont aucune idée de ce que cette valeur (lorsqu'elle observée seule) signifie, ils mordent à l'hameçon chaque fois que le terme est évoqué, supportant peu importe qui invoque ce principe et tolèrent des actions qu'ils ne toléreraient pas ordinairement, juste parce que 3 loups votent en majorité pour manger une chèvre ne veut pas dire que l'action est justifiée, mais c'est la mentalité qui nous est imposée au Québec. Démocratie = choix collectif = bien inhérent, telle est la pente logique dangereuse qui a permis à la collectivité québécoise de se faire piger dans les poches par tant de groupes d'intérêts.
- Leys – Inscrit, 16 avril 2012 14 h 24
Il faut se méfier de ces individus qui se réservent le monopole de la signification de termes comme "démocratie", "liberté", "justice"... Par ailleurs, le reste de ce que vous dites n'est pas très clair... Qui nous impose une mentalité ? Et qui sont les fameux groupes d'intérêts dont vous parlez ? Les corporations ? Les associations patronales ?

CYBERPRESSE: Chronique: Le dérapage, par Michèle Ouimet - Publié le samedi 14 avril 2012 à 00h00

La grève dérape. C'était écrit dans le ciel. Le gouvernement a tout fait pour que le conflit dégénère. Il a créé un climat malsain en refusant obstinément de parler aux étudiants et en demandant aux cégeps et aux universités de forcer le retour en classe, peu importe les votes de grève.

Le gouvernement attend patiemment que le conflit pourrisse et que les manifestants s'énervent. Et ça marche. Jeudi, 800 étudiants ont forcé les portes de l'Université de Montréal. Ils ont lancé de la peinture sur les fauteuils de l'amphithéâtre et brisé des vitres. Hier, une poignée de manifestants ont saccagé le bureau de circonscription de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. Oui, la grève dérape.

Le gouvernement laisse les tribunaux gérer la crise. Il démissionne. On vit dans un fouillis, une confusion: les injonctions pleuvent, les directeurs généraux des cégeps, dépassés par l'ampleur de la grève, lancent un cri d'alarme, les professeurs, exaspérés, signent des pétitions et convoquent les médias. Et les policiers? Ils arrêtent des journalistes, comme s'ils n'en avaient pas plein les bras avec les manifestants.

Hier, des policiers ont arrêté un journaliste et un photographe de *La Presse*. Le photographe, Martin Chamberland, a eu droit à la totale: poussé brutalement contre une voiture même s'il tenait sa caméra avec le logo de *La Presse* bien en vue, jeté par terre, puis immobilisé et menotté. Il a passé deux heures dans une cellule. L'arrestation du journaliste Philippe Teisceira-Lessard a été moins musclée, mais son téléphone cellulaire a été saisi. Il avait pris des photos du bureau de la ministre qui venait d'être saccagé par des manifestants. Si la police veut des photos, qu'elle en prenne, les journalistes ne sont pas à son service. Ces arrestations sont abusives. Les policiers savaient parfaitement qu'ils «brassaient» des journalistes.

Alors oui, la police aussi s'énerve et dérape. Que fait la ministre, transformée en dame de fer depuis le début du conflit? Elle regarde le train passer et elle reste inflexible. Pourquoi refuse-t-elle de rencontrer les étudiants? De quoi a-t-elle peur?

Les esprits s'échauffent. La semaine prochaine, plusieurs associations étudiantes vont reprendre les votes sur la grève.

Ceux qui s'y opposent doivent participer aux assemblées et voter. Il est là, leur pouvoir. Ils veulent retourner en classe? Qu'ils votent! Inutile de forcer les piquets de grève. À l'heure de Facebook, ils peuvent se mobiliser en quelques clics de souris.

Les votes «paquetés», les salles hostiles qui huent les opposants à la grève, l'intimidation? Oui, ça existe, mais c'est marginal. Hier, la Fédération des cégeps n'avait que des bons mots pour les élèves qui sont «engagés, articulés, rigoureux et respectueux». Ce n'est pas moi qui le dis, mais les cadres des cégeps, les patrons, les alliés objectifs de la ministre. Ils ont salué «l'esprit véritablement démocratique» des étudiants.

Alors, les opposants n'ont rien à craindre. Ils peuvent voter et se battre pour leurs idées. Et respecter les piquets de grève.

Et les professeurs? Ils sont pris en otages dans cette grève qui n'en finit plus. Depuis que la ministre a demandé aux cégeps de forcer le retour au travail, ils sont dans tous leurs états. Ils sont coincés. Les directions des collèges vont exiger qu'ils donnent leurs cours. Ils devront franchir les piquets de grève. La situation risque de dérapage. Il y aura des bousculades, du brasse-camarade.

«La ministre transfère la pression sur nos épaules. Elle espère que le mouvement va s'essouffler et dérapage», m'a expliqué un professeur d'Ahuntsic, Sébastien Paquin-Charbonneau.

Hier, les professeurs de cégep ont dénoncé la ministre. En 48 heures, ils ont recueilli plus de 1000 signatures. Ils ont demandé sa démission, mais ça ne changera rien au problème. Qui remplacera Mme Beauchamp? Jean-Marc Fournier, ministre de la Justice et ex-responsable de l'Éducation? Bonnet blanc, blanc bonnet. C'est Jean Charest qui doit tendre la main et mettre fin à cette absurde bouderie gouvernementale.

Jeudi, 550 professeurs d'université ont signé une lettre d'appui aux étudiants et dénoncé l'indifférence de la ministre.

Étudiants, professeurs, Fédération des cégeps, le milieu demande à la ministre de faire un geste. La balle est dans son camp. Le choix est simple: c'est le dialogue ou le dérapage.

LE DEVOIR: Idées: Grève étudiante - Appel au dialogue, par Collectif d'auteurs – Samedi 14 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

L'immobilisme du gouvernement aura des conséquences graves pour des milliers d'étudiants.

Que l'enseignement supérieur constitue l'un des socles de notre développement économique et social est un constat qui fait largement consensus au Québec. L'affrontement actuel entre le gouvernement et les étudiants met notre avenir en péril: nous pourrions être témoins de la liquidation d'un aspect majeur de la Révolution tranquille, l'une des clés de cet avenir. La logique qui pousse à opposer les étudiants aux travailleurs et aux contribuables est artificielle et contre-productive. Ce n'est pas en divisant les Québécois que nous réussirons à établir une politique durable de l'enseignement supérieur, mais plutôt en ouvrant le dialogue et en cherchant des solutions novatrices.

Dans le Plan de financement des universités québécoises 2011-2017, présenté lors du budget 2011-2012, le gouvernement impose aux étudiants une hausse de 75 % des droits de scolarité sur cinq ans. Cette augmentation fait suite à une autre, décrétée en 2007, laquelle au bout de cinq ans a haussé les droits de scolarité de 500 \$. À terme, les droits de scolarité auront donc augmenté de 127 % depuis 2007 et atteindront 3793 \$ pour un étudiant à plein temps.

À cette hausse excessive, on doit ajouter l'explosion depuis 20 ans des frais institutionnels obligatoires (les frais afférents) facturés par les universités, qui s'élèvent en moyenne à 700 \$. Tout cela fera que la facture annuelle d'un étudiant à plein temps s'élèvera à 4500 \$ par année.

Sachant que seulement 39 % des étudiants ont droit aux prêts et bourses, l'accessibilité aux études supérieures risque d'être sérieusement menacée. On comprend pourquoi le 22 mars, jour de la grande manifestation de Montréal, 300 000 étudiants étaient en grève et 200 000 dans la rue.

Dés pipés

Qui, à leur place, accepterait de payer une hausse de 127 % en 10 ans? Comment approuver pareille augmentation de la part d'un gouvernement selon lequel «chacun doit faire sa part»? Et comment envisager qu'une famille de la classe moyenne, dont les enfants n'ont pas droit aux prêts et bourses, soit en mesure d'envoyer trois enfants à l'université au coût de 13 500 \$, sans compter la nourriture, le logement, les livres ou le transport?

Le gouvernement a la responsabilité de piloter la sortie de la crise dans laquelle il nous a plongés. Le 29 mars dernier, le ministre de l'Éducation a annoncé être favorable au dialogue, mais seulement sur une éventuelle bonification des prêts et bourses. Elle a réitéré ses positions le 5 avril

Vos réactions

- Socrate - Inscrit, 14 avril 2012 06 h 04
non merci
Nyette!
- Réal Rodrigue - Abonné, 14 avril 2012 10 h 09
Qui peut comprendre votre réaction ? Le Socrate derrière lequel vous vous cachez était un être de dialogue...
- Johanne Lavallée Bernard Dupuis - Abonné, 14 avril 2012 07 h 28
Le jusqu'au-boutisme schizoïde
Le jusqu'au-boutisme de la ministre et du gouvernement Charest ne se démet pas. Pourtant, on voit qu'il y a bien d'autres solutions possibles.
Les questions idéologiques ont parfois des ressemblances avec les dérapages d'une pensée religieuse. Le fanatisme et le fondamentalisme ne sont pas loin. Les disproportions et les injustices se multiplient. Com-

ment comprendre, par exemple, que ce gouvernement à octroyé, sans opposition d'ailleurs, 265 millions pour la construction d'un amphithéâtre à Québec au service des millionnaires de la NHL alors qu'il exige obstinément une hausse de frais des droits de scolarité du même montant environ?
L'idéologie de l'utilisateur payeur s'impose dans toute sa splendeur. Pourtant, avoir accès au savoir n'est pas la même chose qu'avoir accès à un magasin de souliers. Avoir une population instruite n'est pas comme avoir une population plus ou moins bien chaussée. Ce n'est pas le même contexte.
Comment appelle-t-on les gens incapables de distinguer les différents contextes dans lesquels ils se trouvent? Il arrive souvent que les fanatiques, les fondamentalistes ou les jusqu'au-boutistes tombent dans ce genre de difficultés logiques.

dernier au moment où elle annonçait des mesures supplémentaires. La ministre ne veut même pas entendre parler de toucher à la hausse de 75 %, pourtant à l'origine de la crise.

Lors de la rencontre organisée en décembre 2010 à Québec avec l'ensemble des acteurs de l'enseignement supérieur, les syndicats et les associations étudiantes ont claqué la porte parce que les dés étaient pipés. La ministre a en effet annoncé dès le départ que la décision d'augmenter les droits de scolarité avait déjà été prise. La logique d'affrontement stérile à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés date précisément de cet épisode.

De l'affrontement au dialogue

Nous croyons qu'il est temps de passer d'une logique d'affrontement à une logique de dialogue. L'immobilisme du gouvernement aura par ailleurs des conséquences graves pour des milliers d'étudiants (prolongation de session, perte d'emplois d'été, etc.), mais aussi pour nos établissements d'enseignement qui verront les prochains mois grandement perturbés.

Il faut nous entendre sur une politique durable de financement des universités qui ne sera pas chamboulée tous les deux ans. Nous demandons au gouvernement de renoncer à la hausse de 75 % des droits de scolarité et d'ouvrir un véritable dialogue avec les étudiants et tous les acteurs concernés. Nous proposons la tenue dans les plus brefs délais d'un vrai sommet sur les finalités et le financement de l'enseignement supérieur, qui se fera dans un esprit de collaboration et d'ouverture. En 2000, le gouvernement du Québec a tenu un sommet sur la jeunesse et a su rallier tous les intervenants.

Selon nous, les discussions devraient être guidées par trois principes fondamentaux, lesquels sont inspirés par l'engagement international du Canada et du Québec inscrit au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de l'Organisation des Nations unies: l'accessibilité pour tous aux études supérieures, sans égard au revenu familial; pas d'endettement supplémentaire pour les étudiants; pas de fardeau supplémentaire pour les familles à faible revenu et celles de la classe moyenne. Les discussions porteraient notamment sur les grands thèmes suivants:

- la qualité de l'enseignement et de la recherche;
- l'adéquation entre la formation et les besoins de l'économie;
- le financement du réseau des universités québécoises et la détermination de la part de l'État, des étudiants et du secteur privé;
- la gestion des universités;
- l'évaluation des coûts globaux des droits de scolarité, y compris les frais afférents.

Depuis des semaines, de nombreux observateurs du monde de l'éducation proposent des solutions innovantes et pertinentes pour financer nos universités. Écoutez-les!

Collectif d'auteurs

Ont signé ce texte: Pauline Marois, députée de Charlevoix et chef de l'opposition officielle; Marie Malavoy, députée de Taillon et porte-parole de l'opposition officielle en matière d'enseignement supérieur, de prêts et bourses, de recherche, de technologie et d'innovation; Mathieu Traversy, député de Terrebonne et porte-parole de l'opposition officielle pour la jeunesse et les affaires étudiantes; Louis Bernard, ancien secrétaire général du Conseil exécutif; Robert Bisailon, ancien sous-ministre adjoint de l'Éducation; Paul Inchauspé, ex-directeur général du collège Ahuntsic; Yves Martin, ancien sous-ministre de l'Éducation; Jacques-Yvan Morin, ministre de l'Éducation de 1976 à 1981; Jean-Pierre Proulx, journaliste et professeur retraité; Céline Saint-Pierre, professeure émérite de sociologie, UQAM.

- Bernard Dupuis, Berthierville
- Fernand Lavigne - Inscrit, 14 avril 2012 07 h 41
Drôle de dialogue
Pourtant le ton dans votre texte est beaucoup plus directif qu'une simple invitation au dialogue.
Décidément, rien n'échappe à la partisanerie.
- Gilles Delisle - Abonné, 14 avril 2012 07 h 49
Une brochette de personnalités qu'il vaudrait mieux écouter!
Après Guy Rocher cette semaine, signataire du Rapport Parent, qui proposait la gratuité scolaire, voilà que des personnalités ayant oeuvré dans les hautes sphères de l'Éducation proposent des choses intelligentes sur la façon de dénouer cette impasse, fruit d'un entêtement gouvernemental qui nous fait honte dans le monde francophone et même ailleurs. Un moratoire sur les droits de scola-

- rité serait nécessaire, et ce, dans les plus brefs délais pour sauver cette session d'enseignement. En attendant une élection générale, bien évidemment!
- Jean Bourgeois – Inscrit, 14 avril 2012 08 h 18
Collectif?
De la Sainte Trinité, certes
 - Margot Désilets – Abonnée, 14 avril 2012 08 h 38
Pathétique
La ministre Beauchamp a finalement réussi à s'élever à son niveau d'incompétence (principe de Peter). Ce n'est pas parce qu'on devient ministre et vice-première ministre que l'on a développé les compétences nécessaires à la communication et à la gestion de crise. Il y a des formations universitaires qui sont offertes dans ses disciplines. Comme tout le monde madame Beauchamp devrait être soumise à la formation continue ... Et aurait dû lui valoir son diplôme en psychologie.
 - RobertB – Inscrit, 14 avril 2012 19 h 34
Oh yeah! Vraiment parfait! Une formation continue pour les ministres! Au moins en communication!
 - Bernard Morin – Abonné, 14 avril 2012 09 h 19
Éducation avant tout
Voici un texte à haute teneur éducative tant dans son contenu que dans son approche très pédagogique. Il permet de mesurer encore mieux l'absence d'un véritable projet éducatif du gouvernement en place. Malheureusement ce message ne sera pas entendu par des élus, des ministres et un premier ministre entièrement dévoués à une étroite instrumentalisation de la formation supérieure et de l'éducation en général.
 - Jean Lapointe – Abonné, 14 avril 2012 10 h 08
Pétition: pour la tenue d'Etats généraux sur l'enseignement supérieure.
Tout le monde est invité à signer cette pétition:
<https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-2801/index.html>
 - plan sud – Inscrit, 14 avril 2012 11 h 40
le jeu de balle
J'ai bien hate d'entendre ce que diront ces personnes qui pronent l'augmentation des frais de scolarité quand cette génération nouvelle sera au commandement de notre société dans 10 ou 15 ans.
Imaginez, que pour ces jeunes, qui hériteront de nos dettes et façons de faire se décident d'appliquer la même méthode pour les services de santé, l'assurance médicaments et les pensions:
Mai 2025, le nouveau Gouvernement Libéral produit un nouveau budget...
Comme vous le savez le parti libéral a toujours tenu à ce que tous et chacun participent et fassent leur part afin d'assurer le meilleur maintien de notre économie.
Depuis 2012 les étudiants ont contribué, les frais scolaires sont maintenant de 30,000\$ par session, soit un investissement très rentable en fonction du salaire qu'ils auront quand leur cours seront terminés.
A la lecture des derniers budgets, nous avons constaté que le taux d'endettement du Gouvernement à connu son plus gros bond lors des années 2000 à 2015, notre gouvernement libéral à toujours d'abord considéré l'approche du consommateur payeur comme étant la meilleure pour établir les critères de participation financière à l'accès soit aux services, ou programme gouvernementaux.

- Nous croyons donc, que ceux qui ont participé à l'accroissement de la dette devaient, comme cosommateurs, payer leur part dans le remboursement de ces dettes, voici ce qui explique les nouvelles avenues préconisées par notre partie pour faire face aux défis des années à venir.<
- 1 Le Québec n'a pas les moyens nécessaires pour payer les soins, toujours grandissants de nos aînés.
 - 2 La vieillesse n'étant pas rentable, il revient à ces personnes de voir à diminuer l'importance de leurs demandes
 - 3 Étant donné qu'ils ont beaucoup de temps, nous considérons qu'ils devraient travailler au moins à temps partiel. Notre politique de diminuer le salaire minimum des aînés à 5\$/heure devrait permettre de faciliter l'accès au marché du travail.
 - Killian Meilleur – Inscrit, 14 avril 2012 15 h 35
Ajoutons un no. 4:
-Le suicide, avec ou sans assistance, est maintenant une mesure légale et non réglementée pour les gens au-delà de 65 ans. Pour rentabiliser notre système judiciaire, plus aucune investigation ne sera demandée concernant la mort d'un aîné s'il y a matière à supposer un suicide.
Scénario excessivement triste, mais... Mais pourtant l'humain est capable de pire. Mais pourtant, ça pourrait arriver, si on continue de vouloir arrêter d'être humains...
J'espère ne jamais assister à des mesures telles que vous les décrivez, j'ose croire que ma génération ne sera pas coupable d'une telle bassesse, mais le monde de rouages néolibéral ne reculerait pas de lui-même devant ces dernières...
 - Michel Page – Inscrit, 14 avril 2012 12 h 25
"Charitas patrii soli"
Encore utile et consensuelle, la petite brochure suivante:
Financement des universités et hausses des droits : solidarité citoyenne, contrat social, saine gestion et des non-dits."
7 mars 2012. 40p. Disponible à la Coop UQAM Sc gestion.
Mes respects
MP
 - Georges Paquet – Abonné, 15 avril 2012 07 h 10
Qui est responsable?
Autrefois les gens étaient responsables. Les travailleurs qui décidaient de faire grève, assumaient leurs responsabilités. Ils savaient ce qui était négociable et ce qui ne l'était pas. Si la grève devait durer plusieurs mois, ils s'y étaient préparés et ils ne fesaient pas porter la responsabilité de leur décision par quelqu'un d'autre.
Cette décision des leaders étudiants d'entraîner leurs collègues à abandonner leurs cours n'a pas été prise par quelqu'un d'autre que par eux-mêmes. Ils ont décidé de faire reculer le gouvernement au sujet d'une décision, enchassée dans le Budget approuvé par l'Assemblée nationale.
Les leaders étudiants ont entraîné une minorité de leurs collègues dans une décision politique insensée. Comme un enfant qui se frappe la tête contre le mur, rend ses parents responsables de l'empêcher de se blesser, les leaders étudiants, inconscients que la fin de l'année approche, rendent le gouvernement responsable de l'échec de leur année d'étude et de leur travail d'été.
Le droit de manifester est et doit être respecté; mais on ne peut pas rendre irrespon-

- sables de leurs actes des leaders étudiants qui ont agi en toute liberté.
- Georges Paquet – Abonné, 15 avril 2012 07 h 14
La porte était ouverte...
Il faut être sourd et aveugle pour ne pas avoir vu et entendu la Ministre de l'Éducation dire et répéter que sa porte était toujours ouverte aux étudiants qui souhaitaient discuter de ce qui les préoccupent. Mais honnêtement, quelqu'un peut-il entretenir l'idée que ferait partie de la discussion l'exigence que le gouvernement recule sur une décision vieille de plusieurs mois, avant de parler d'autre chose?
 - Jacques Patenaude – Abonné, 15 avril 2012 09 h 21
Le "autrefois" que évoquez est loin d'avoir été ce que vous prétendez. Il est vrai que les grévistes payaient le prix de leurs actions tout comme les étudiants d'aujourd'hui devront sacrifier une partie de leurs emplois d'été lors du retour en classe. Tout comme les étudiants d'aujourd'hui, ils situaient leur lutte dans un cadre social plus vaste. À l'époque on parlait du deuxième front. Si d'aventure le gouvernement refusait de discuter avec les groupes sociaux la réponse des grévistes était la même que celles des étudiants. Il est inconcevable aujourd'hui qu'un gouvernement n'établisse aucuns contact sérieux avec un groupe social aussi important. C'est un retour aux difficiles années '60 où "la Reine ne discutait pas avec ses sujets" pour paraphraser Jean Lesage. Dire que la porte de la ministre est ouverte à la condition que les étudiants parlent de ce la ministre veut entendre c'est une façon de d'entreouvrir la porte tout en utilisant un loquet pour les empêcher d'entrer. Il a fallu quelques luttes difficiles à cet époque pour changer cette mentalité du parti libéral, il semble qu'il en restait quelques traces.
 - Georges Paquet – Abonné, 15 avril 2012 07 h 26
Mme Marois, y avez-vous pensé?
Le texte que vous avez signé engage à "l'accessibilité pour tous aux études supérieures, sans égard au revenu familial; pas d'endettement supplémentaire pour les étudiants; pas de fardeau supplémentaire pour les familles à faible revenu et celles de la classe moyenne."
Êtes-vous bien certaine que vous adopterez cet engagement dans le programme du PQ, que vous appliquerez cet engagement si jamais vous accédez au pouvoir, et croyez-vous vraiment que tous vos députés vous appuieront. Vous savez pourtant que la seule dette publique du Québec dépasse déjà \$250 milliards. Elle augmente de \$10 milliards pas année, et il faut imputer le budget annuel du Québec de \$9 milliards uniquement pour payer les intérêts.
 - François Ricard – Abonné, 15 avril 2012 08 h 36
LA GRATUITÉ SCOLAIRE TOUT EN PAYANT SA « JUSTE PART », 12 avril 2012 - IRÉC
La proposition de l'IRECse résume en cinq points :
1) Toute personne qui réside au Québec a la possibilité de réaliser gratuitement 30 crédits à l'université, ce qui correspond à une mineure ou un certificat;
2) Les droits de scolarité pour les crédits universitaires excédant les 30 premiers crédits ne sont plus payés durant les études à l'université. Ils seront perçus par Revenu Québec à travers la déclaration d'impôt des

personnes lorsqu'elles auront terminé leur formation universitaire;

3) Les droits de scolarité ne seront plus des dépenses admissibles dans le système de prêts et bourses. Le système de prêts aux étudiants universitaires sera aboli et tous les prêts seront convertis en bourses;

4) Le crédit d'impôt pour frais de scolarité et d'examen sera aboli;

5) Une contribution spéciale sera exigée des étudiants lorsqu'ils remboursent leurs droits

de scolarité afin d'assurer le financement des couts de transformation des prêts en bourses et l'amorçage du nouveau système de paiement des frais de scolarité.

Comme quoi, la gratuité scolaire est possible sans majoration de taxes ni d'impôts.

- François Ricard – Abonné, 15 avril 2012 08 h 33
L'Option Nationale
Notre plus grande richesse, ce n'est pas nos mines d'or ou de fer, nos puits de gaz ou de

pétrole. Notre plus grande richesse, c'est notre matière grise. L'argent que nous dépensons pour la faire fructifier est un investissement, investissement pour l'individu et investissement pour l'État.

Alors avant de donner notre électricité à des voraces qui nous exploitent et avant de construire des routes pour des minières qui ne nous laissent que des peanuts, ne craignons pas d'investir dans notre vraie richesse. La matière grise de nos jeunes.

LE DEVOIR: Lettres - Ministre de l'Éducation?, par Normand Bourdon - Québec, le 11 avril 2012 – Samedi 14 avril 2012

En forçant le retour en classe par l'ouverture des maisons d'enseignement, madame Beauchamp fait à peu de chose près comme si le ministre du Travail incitait les patrons à rouvrir leurs usines après que les ouvriers eurent voté la grève.

La ministre Beauchamp a fait de cette question une affaire personnelle. Alors qu'elle devrait chercher désespérément une solution, c'est l'affrontement qui l'anime. Elle ne s'est même pas prononcée sur les propositions des leaders étudiants. Elle devrait démissionner et le premier ministre éga

Vos réactions

- Benoît Corbeil – Inscrit, 14 avril 2012 06 h 34
Retrouver sa jeunesse (1)
Précisions à l'intention de ceux –j'en suis– qui ne sont plus des jeunes :
• Les étudiants de 2012 paient actuellement moins cher pour étudier que ceux de 1968? FAUX. Il suffit d'ajouter les frais de scolarité, frais afférents, frais pour matériel technologique et tous frais agrémentés d'un autre nom pour le constater.
• Les manifestants d'aujourd'hui font preuve d'égoïsme? FAUX. On oublie que par rapport à l'an 2011, les frais augmenteraient de 325\$ en 2012, 650\$ en 2013, 975\$ en 2014, 1300\$ en 2015 et 1625\$ en 2016. Et que la majorité de ces manifestants auront leur diplôme en poche avant la pleine hausse. S'ils étaient égoïstes, ils ne prendraient pas du poivre dans la gueule pour leurs successeurs.
• Monsieur Charest et ses collègues se soucient réellement du contribuable moyen? FAUX. Les enfants, parents et grands-parents de la classe moyenne seront directement confrontés aux dommages engendrés par cette hausse sauvage du coût des études. Les fils et filles de plombiers, caissières, policiers et camionneurs hésiteront devant les obstacles financiers de monsieur Charest. Pas les fils et filles d'entrepreneurs, banquiers et autres bien nantis.
• Monsieur Charest et ses collègues sont à l'écoute de la population? FAUX. Ce gouvernement discute régulièrement avec de gros

entrepreneurs et financiers. Ceux-ci sont peu nombreux mais «pesants». En contrepartie, malgré leur nombre imposant, le handicap principal des étudiants est qu'ils ne rapportent pas suffisamment d'argent ni de votes au PLQ. Bref, ils n'ont pas le minimum vital requis pour être pris au sérieux par ces élus.

- Benoît Corbeil – Inscrit, 14 avril 2012 06 h 40
Retrouver sa jeunesse (2)
En 1969, nous fredonnions un jingle publicitaire mémorable : «Dis ce que tu penses. Fais ce que tu dis. Sois toi-même dans ce monde d'aujourd'hui!» Regardez, c'est ce que mettent en action actuellement 200 000 enfants que nous avons mis au monde. Allons-nous encore longtemps les laisser seuls se débattre, dénoncer les abus et revendiquer la société plus juste que nous avions esquissée dans les années '60? Qu'attendons-nous pour sortir nos idéaux des boules-à-mites? Pour prendre la rue et marcher côte à côte avec nos enfants, toutes générations confondues! Pour scander à monsieur Charest et ses avides supporteurs «Instruction plutôt que corruption», «Le Savoir avant les patinoires» et plein d'autres vérités auxquelles nous croyons. Derrière chaque étudiant, il se trouve des pères, mères et grands-parents, quelques oncles et tantes, également des amis.
• Nos enfants sont 200 000 à cogner à la porte. Nous pourrions être 2 millions à l'ouvrir avec eux!
Genoux amochés? Malaise des foules? Ce n'est plus de notre âge? Alors il y a d'autres moyens de (se) manifester. Commençons par écrire un courriel à nos députés, ministres et premier ministre. Allons au site internet <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/index.html> et cliquons sur la case «courriel» de notre choix, pour y déposer un message. Rappelons à nos représentants que les contribuables-électeurs de la classe moyenne ne sont pas dupes et qu'ils n'ont pas besoin d'une soixantaine de moutons bêlant à

l'unisson du Cheuf pour leur apprendre ce qui est bien pour la majorité.

Retrouvons notre jeunesse!

- Jean Bourgeois – Inscrit, 14 avril 2012 08 h 16
De votre jeunesse, oui
Selon le sens que vous donnez à la jeunesse. J'ai entendu dire ou lu quelque part que la majorité silencieuse des étudiants serait pour un retour en classe...
J Mill – Inscrit, 14 avril 2012 10 h 01
Ah! La "majorité silencieuse"... tellement pratique pour lui faire dire n'importe quoi!
Ce que la Ministre oublie de mentionner (et de prendre en compte), c'est que la très grande majorité des associations étudiantes, qu'elle soient en grève illimitée ou non (plusieurs ont tenu des grèves de quelques jours, comme Médecine), ne s'en sont pas moins prononcées *contre la hausse*.
Comme quoi, l'information, c'est le pouvoir.
- Michel Simard – Abonné, 14 avril 2012 16 h 29
entendu dire...
quelque part...
serait...
Quels arguments ! Ça s'appelle une perception personnelle conjecturale, sans aucune source fondée sur de l'observation, votre énoncé, M. Bourgeois.
- Robert Henri – Inscrit, 14 avril 2012 11 h 09
Majorité silencieuse
Qui ne dit mot concent. Si cette majorité dont vous parlez monsieur Bourgeois est restée silencieuse alors qu'elle était appelée comme les autres à assister aux assemblées et à s'exprimer et qu'elle ne l'a pas fait, qu'elle subisse et endure.
- Pierre-S Lefebvre – Inscrit, 14 avril 2012 13 h 17
La grande sagesse!
C'est quand même incroyable que la grande responsable de l'éducation au Québec appartienne au seul groupe impossible à récupérer. Membre du club des incompetents inconscients. Pourtant les autres humains apprennent de leurs erreurs.

LE NOUVELLISTE: Lettre: Oui à la grève, par Nicolas Després, Trois-Rivières - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 09h39

Le 10 avril, Emy Pilon a écrit [une lettre](#) dans laquelle elle faisait une critique acerbe du mouvement de grève étudiant. Malheureusement, les arguments avancés ne sont pas exacts.

Au premier cycle, 40 % des étudiants ne reçoivent aucune aide parentale, ce pourcentage est plus élevé aux cycles supérieurs. On oublie aussi que 70 % des étudiants n'ont pas, présentement, accès au programme de prêts et bourses. De ce groupe, 24,4 % ne reçoivent aucune aide de leurs parents. Au total, c'est 65 % des étudiants qui sortiront de leurs études post-secondaires avec une dette.

Il est également intéressant de regarder les sources d'endettement les plus fréquentes. 48 %

des étudiants endettés ont une dette envers l'Aide financière, 35 % envers une institution financière et 17 % envers de la famille ou des amis.

Notons que 22 % des étudiants cumulent des dettes à deux endroits et que 7 % ont des dettes envers les trois sources mentionnées. Autre élément inquiétant, entre 2008 et 2010, le nombre de Québécois incapables de rembourser leurs prêts a fait un bon de 72 % (ils étaient 1082 en 2008 comparativement à 1863 en 2010). Au ministère de l'Éducation, on indique que la situation est normale et qu'elle est due à la crise financière.

Cela est inquiétant, car il s'agit d'une preuve de plus que les étudiants ne sont pas riches et sont très sensibles aux fluctuations économiques. La dette moyenne d'un étudiant est 10 000 \$. Les difficultés financières serépèrcent également sur le travail. La moyenne d'heures travaillées des étudiants inscrits à temps plein est de 19 heures par semaine.

On estime qu'un étudiant ne devrait pas travailler plus de 20 heures s'il ne veut pas nuire à sa réussite scolaire. Près de 42 % des étudiants inscrits à temps plein travaillent plus de 20 heures par semaine.

L'autre grand thème était la démocratie. Le double vote est démocratique, mais également



souhaitable et légitime. Il faut voir ici que ce sont les individus qui sont membres des associations. Ce n'est pas l'association de psychologie qui est membre de l'AGÉ UQTR. Il s'agit d'un élément technique, mais important dans ce cas-ci. Les votes se sont tenus dans le respect des règlements et selon la volonté de la majorité des étudiants inscrits dans le programme. Notons également les attaques informatiques, par déni de service entre autres, contre les serveurs de l'université lors du vote qui mit fin à la grève.

L'éducation est un droit, mais c'est avant tout un privilège. Il n'y a rien de plus important que l'éducation dans une société, c'est l'élément central du développement d'une nation. Il s'agit d'un aspect trop important pour que l'on y associe l'individualisme. Le débat devient alors de savoir quel droit a préséance, les droits individuels ou bien les droits collectifs? Dans le cas de l'éducation, et en présence d'un vote démocratique, les droits collectifs prennent le premier plan.

J'étais pour la grève; je porte d'ailleurs fièrement le carré rouge sur mon sac à dos. Chacun a droit à son opinion, mais il ne faudrait pas généraliser et tomber dans les stéréotypes. En affirmant que les étudiants sont riches, l'auteur démontre que les associations étudiantes ont raison, l'éducation post-secondaire n'est accessible qu'à une partie de la population. Or, la situation n'est pas aussi limpide que la laisse prétendre la lettre de Emy Pilon.

LE SOLEIL: Analyse: Frais de scolarité: la fiscalité au secours de la négociation, par La Clinique fiscale de la Faculté de droit de l'Université Laval (Alex Boisvert, étudiante; André Lareau, professeur de droit fiscal; Christina Meunier-Cyr, étudiante; Jean-François Perrouty, étudiant; Martin Thiboutot, étudiant) - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 05h05

Le présent débat concernant la hausse des frais de scolarité met en évidence la perte appréhendée de l'accessibilité aux études supérieures pour les étudiants. Alors qu'un mur infranchissable semble séparer les étudiants et l'État, nous croyons qu'une piste de solution à cette impasse réside dans la fiscalité applicable aux frais liés à la scolarité.

À l'heure actuelle, un étudiant qui paie 2168\$ en frais de scolarité bénéficie d'une réduction d'impôt de 433\$, soit 20% des frais acquittés. Il s'agit d'un crédit lui permettant de diminuer le montant d'impôt qui devra être acquitté au moment où son revenu atteindra un certain seuil. Pour l'État, ce crédit d'impôt constitue en réalité une dépense fiscale qui s'élève à 138 millions par année (2011).

A terme, la hausse projetée par le gouvernement de 1625\$ par année lui permettrait d'engranger des sommes supplémentaires de 332 millions de dollars annuellement. Pour l'étudiant, des frais de scolarité de 3793\$, augmenteraient d'autant le crédit d'impôt qui atteindrait alors la somme de 758\$.

En somme, l'augmentation globale des droits de scolarité de 332 millions de dollars entraînerait du même coup une dépense pour l'État, à titre de crédits d'impôt, de 241 millions de dollars. L'enrichissement réel de l'État provenant de l'effet combiné de l'augmentation des frais de scolarité et des crédits d'impôts s'élèverait donc à 91 millions de dollars (ce calcul suppose que les crédits sont calculés uniquement en fonction des frais universitaires alors qu'ils incluent en réalité les frais de niveau collégial).

L'accessibilité aux études supérieures étant l'enjeu principal soulevé par les étudiants, notre proposition met de côté ces crédits d'impôts qui occasionnent des dépenses fiscales pour l'État et a pour effet de réduire substantiellement la facture immédiate des étudiants.

En éliminant les crédits d'impôt liés à la scolarité, l'État économiserait 241 millions de dollars; ainsi, ses besoins passeraient de 332 à 91 millions, ce qui limiterait à 89\$ par année la hausse subie par les étudiants.

Cette proposition, d'une part, permettrait à l'État d'atteindre ses objectifs financiers et d'autre part, favoriserait le maintien de l'accessibilité aux études supérieures en réduisant la contribution additionnelle de l'étudiant.

LE SOLEIL / LE DEVOIR: Point de vue: Sous les pavés, la grève, par Alain Vadeboncoeur MD, Longueuil - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 05h00 / Samedi 14 avril 2012



Photo: David Boily, La Presse
Même les étudiants en médecine de l'Université de Montréal, qui ont été en grève, comprennent les enjeux plus clairement que le gouvernement - pourtant les médecins ne sont pas les plus à gauche, nous rappelle l'auteur.

Lettre à la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp
Diviser pour régner, c'est de bonne guerre, Mme Beauchamp. Mais vous faites fausse route. Nous sommes les étudiants d'hier, ils nous remplaceront demain, voilà tout. Nous sommes donc ensemble. Vous étiez autrefois étudiante au Collège Valleyfield, premier établissement à voter la grève. Tout un symbole. Le refus de hausser radicalement les droits de scolarité n'est pas un caprice d'enfants gâtés contre lequel vous devez vous dresser pour mieux nous protéger. Beaucoup d'entre eux auront d'ailleurs terminé leurs études quand le gros de la hausse frappera. Et si les étudiants souhaitaient simplement rendre la pareille et financer à leur tour l'enseignement supérieur par le biais de l'impôt, un bien meilleur outil de répartition de la richesse que votre «juste part» des tarifs? Parce que c'est trop facile d'opposer les étudiants et la société : ils en font bien partie autant que nous et en seront plus tard le corps pensant, agissant, votant et poursuivront, notamment grâce à leurs taxes et impôts, la construction sociale. Et vous leur refuseriez le droit de participer au choix du modèle? Ce sont eux qui nous protègent.

Même les étudiants en médecine de l'Université de Montréal, qui ont été en grève, comprennent les enjeux plus clairement que votre gouvernement - pourtant les médecins ne sont pas les plus à gauche! Leur résolution de grève embrassait l'idée de perpétuer la tradition d'accessibilité aux études indépendamment de la capacité de payer, proposait de maintenir l'équité intergénérationnelle, soulignait le lien démontré entre l'éducation et la santé d'une population, revendiquait la solidarité et rappelait la responsabilité sociale citoyenne. Je suis fier d'eux. Ça, c'est un projet de société.

Régler la grève

Aucun doute : les étudiants voient plus large, plus loin, plus grand, alors que vous êtes aujourd'hui coincée dans une vision politique étroite et peu inspirante. Votre tentative d'opposer l'intérêt des générations ne tient pas la route : vous-mêmes avez obtenu en 1985 un diplôme universitaire en psychologie, à une époque où les études coûtaient largement moins cher qu'aujourd'hui - et une fraction des frais que vous souhaitez imposer pour demain! Où est l'équité?

Alors attention : en bloquant toutes les ouvertures, vous ne retrouverez bientôt plus de chemin jusqu'à eux. À force de monter un mur entre vous et la rue, vous finirez par faire sortir les pavés, ce que personne ne souhaite. Parce que sous les pavés, il y a la grève. Et si l'escouade anti-émeute sait comment venir à bout des pavés, elle ne peut régler la grève. Ce que vous seule pouvez.

Parler et écouter

Mais pour cela, il faut négocier. Avec de vrais mots, pas des formules. C'est que j'ai écouté une entrevue à Radio-Canada: vous récitez. Ces techniques sont peut-être efficaces, mais ne vous ressemblent pas. Vous avez changé depuis l'époque où, directrice générale de la radio CIBL, la langue de bois n'était pas votre marque de commerce. Et en répétant encore mille fois que c'est un boycott, vous ne réglerez rien de plus. Ni d'ailleurs en répétant les mots des juges et en vous enfermant dans la rhétorique des droits individuels : on a tous des droits, mais le plus fondamental est sûrement celui de choisir le modèle de société dans lequel on souhaite vivre.

Non, il faut faire face. Si vos convictions de jeunesse sont toujours vivantes, agissez. Parlez aux étudiants, écoutez-les, négociez. C'est votre devoir. Représentez-les. Éluë à l'Assemblée nationale, si vous croyez encore à l'importance de votre rôle politique, élevez-vous au-dessus de la ligne de front, essayez de comprendre ce qui vous rapproche, au-delà de ce qui vous confronte. Les étudiants sont ce que nous étions hier; ils seront demain ce que nous sommes aujourd'hui.

CYBERPRESSE: Chronique: La provocation, par Michèle Ouimet - Publié le vendredi 13 avril 2012 à 00h00 | Mis à jour à 08h03

Mais c'est quoi, cette provocation? Comme si la situation n'était pas assez tendue. Cette semaine, le Collège de Valleyfield a décidé de forcer le retour en classe, même si les élèves avaient voté, encore une fois, en faveur de la grève.

Le résultat était facile à prévoir: la CLASSE, aile radicale du mouvement étudiant, a mobilisé ses troupes. Hier matin, ils étaient quelques centaines à bloquer les portes. Tout était en place pour un dérapage: des élèves gonflés à bloc, offusqués par l'outrecuidance du cégep qui ignorait la volonté de la majorité, une direction déterminée à reprendre les cours et une trentaine de policiers de la Sûreté du Québec prêts à intervenir.

Comment mettre le feu aux poudres 101.

Hier matin, la direction, dans un éclair de lucidité, a annulé les cours pour éviter l'affrontement. Mais aujourd'hui? Le même scénario risque de se répéter: des élèves en colère, des policiers appelés à la rescousse et le cégep coincé dans une situation explosive qu'il a créée de toutes pièces. Belle provocation.

Le problème, c'est que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a donné sa bénédiction à cette opération casse-gueule. Elle a non seulement appuyé la direction, mais elle a aussi encouragé les cégeps et les universités à reprendre les cours, court-circuitant allégrement le processus démocratique.

Processus démocratique? Oui, processus démocratique. La ministre peut lever le nez sur la démocratie étudiante et réduire la grève à un simple boycottage, mais elle ne peut pas effacer la réalité, soit des dizaines de milliers de jeunes

qui se battent depuis deux mois et qui tiennent à bout de bras la grève la plus longue de l'histoire du Québec.

La ministre a mal choisi son moment pour encourager les directions des cégeps et universités à passer outre aux mandats de grève. Même si le mouvement s'effiloche et que seulement 35% des étudiants sont en grève, leur lutte demeure légitime. Et ceux qui restent forment un noyau dur. La grève ne disparaîtra pas par magie.

De plus, la ministre a choisi Valleyfield, un cégep qu'elle a fréquenté, jeune. Un cégep où les professeurs se mobilisent rapidement. Un cégep militant. C'est à Valleyfield que la CLASSE a été créée en décembre 2011. En 2005, la grève a duré six semaines et Valleyfield a été un des derniers à capituler. Cette année, il a été le premier à voter en faveur de la grève.

«Le fait que Line Beauchamp ait étudié ici frappe l'imaginaire des étudiants, m'a expliqué le directeur du syndicat des professeurs, Vincent Fortier. Ils se disent: "On va lui montrer, à la ministre!"»

Et la ministre a vu. Va-t-elle assouplir sa position? Tendre la main? Ce serait étonnant. Depuis le début, elle maintient la ligne dure et refuse de rencontrer les étudiants.

Line Beauchamp devrait au moins demander aux cégeps et aux universités de respecter les mandats de grève. Hier, j'avais l'impression d'être revenue à l'époque des briseurs de grève. Je sais, je sais, le Code du travail ne s'applique pas aux étudiants, mais uniquement aux salariés. N'empêche, le Québec a adopté une loi anti-briseurs de grève en 1977 pour mettre fin à la violence sur les piquets de grève.

Demander à des professeurs et à des étudiants de franchir des piquets de grève revient à jeter de l'huile sur le feu, à créer des situations potentiellement violentes.

C'est vrai que le Code du travail ne s'applique pas aux étudiants, d'où le soin maniaque du gouvernement de parler de «boycott» et non de grève. N'empêche, les principes sont clairs: on respecte les piquets de grève. Et on ne jette pas d'huile sur le feu.

Le Code du travail est limpide: le vote de grève doit être secret. Certains cégeps ont tenu des votes à main levée, des votes où la charge émotionnelle était forte: les élèves en faveur de la grève intimidaient ceux qui étaient contre. Et vice-versa: les opposants ne se sont pas gênés pour insulter les militants.

Les votes à main levée sont inacceptables, ça frise le hold-up démocratique. Les étudiants ont mené une belle bataille, ils ont fait preuve d'imagination et de créativité. De patience aussi. Ils ont même réussi à chasser les casseurs qui foutaient le bordel dans leurs manifestations. Mais des votes à main levée? Erreur.

La Fédération des cégeps, qui représente les cadres, salue la lutte des élèves qui, pourtant, les jette dans l'eau bouillante.

«La jeunesse m'impressionne au plus haut point, m'a dit hier le président de la Fédération, Jean Beauchesne. On a infantilisé les étudiants. Pourtant, il y a eu un débat social, honnête et intelligent.»

Bref, les étudiants pourraient donner un cours de démocratie 101 à la ministre, mais il reste une tâche à leur tableau: les votes à main levée.

LE DEVOIR: Éditorial: Grève étudiante – Enlèvement, par Marie-Andrée Chouinard – Vendredi 13 avril 2012

Entêtement et sournoiserie: ce sont les ingrédients d'une recette amère concoctée par les libéraux et qui véritablement porte le conflit étudiant à tourner au vinaigre. Les choses s'enveniment, comme on en voit platement quelques signes, mais le gouvernement ne pourra pas s'en laver complètement les mains.

Si elles s'avèrent fondées et liées au conflit étudiant, comme certains le craignent, les menaces de mort proférées à l'endroit de deux ministres du gouvernement Charest seront l'illustration parfaite d'un magnifique dérapage. Parfaitement condamnables, comme l'est d'ailleurs toute forme de violence, ces égarements confirmés jusqu'ou peut mener le refus de discuter. Tout près de l'indifférence trône le mépris, un mélange explosif qui ne calme pas les ardeurs des manifestants, mais les exacerbe.

Ils étaient donc prévisibles ces gestes déplorables venus pour le moment d'éléments radicaux non représentatifs du mouvement étudiant dans son ensemble. Opposera-t-on les uns aux autres les égarements d'un illuminé à des manifestations quotidiennes menées dans l'ensemble avec dignité et originalité? Le raccourci serait facile. Aux médias et à la population de faire la

part des choses, si le gouvernement en semble incapable.

L'exaspération des derniers jours est lentement montée en crescendo, alors que tous — du camp des détracteurs de la hausse comme de celui des partisans — réclament l'ouverture d'un dialogue. Allergique au conflit, la population souhaite que les parties se parlent, peu importe où va son allégeance. Mais cette discussion sensée n'a pas lieu, hélas, un choix politique qui contraste vivement avec le modus operandi associé aux grèves précédentes, si loin recule-t-on dans le temps. Jamais les étudiants n'ont-ils fait face à une telle arrogance dans la riposte. Les interlocuteurs qu'ils sont pourtant ne sont perçus que comme des fauteurs de trouble, des bébés gâtés, des utopistes, des abonnés à la grève.

On voit des observateurs chevronnés de la scène politique se gratter la tête, interloqués: qu'auraient-ils à perdre d'une discussion, ces ministres obtus et obstinés, même si les points de vue s'opposent? L'État n'a-t-il pas la responsabilité minimale de l'écoute, même s'il s'accroche à sa ligne dure?

Chaque jour de ce conflit non réglé éloigne les parties l'une de l'autre. Un mouvement étudiant

bâti pourtant autour de la justice sociale, comme l'a rappelé cette semaine en nos pages Guy Rocher, risque de se terminer dans une succession d'injonctions et de combats individuels, portés par un discours légaliste auquel Québec porte flanc, de manière aussi facile qu'odieuse.

Les juges viendront suppléer aux manquements gouvernementaux en somme, une recette à la mode. Comparons l'incomparable: dans un conflit l'opposant au fédéral sur un sujet aussi épineux que le registre des armes à feu, le cabinet de Jean Charest a été contraint de recourir à la justice pour mettre un frein à la destruction de précieuses données, mais c'était après avoir tenté sur tous les tons le dialogue... n'est-il pas?

Entêté, donc, mais sournois aussi, car il cautionne le virage juridique, ce gouvernement réfute officiellement toute prétention électorale, croit engranger les appuis populaires, se frotte les mains de si bien gérer ce conflit alors que dehors, la clameur monte. En vérité, il n'y a pas là de quoi pavoiser; c'est la honte.

[Vos réactions \(45\)](#)

LE DEVOIR: Libre opinion - «Je ne serai plus étudiante», par Julie Gingras - Bachelière en science politique de l'Université Laval et étudiante en Fine Arts à Concordia – Vendredi 13 avril 2012

Je ne serai plus étudiante à partir de demain. Je pourrais dire que ça m'enrage, parce que je quitte l'institution du savoir par manque de moyens financiers, mais, pour m'encourager, j'essaie plutôt de voir les bons côtés. Je pourrai enfin utiliser mon iPhone sans honte, mais ça, c'est accessoire.

Par contre, je pourrai transférer toutes mes frustrations sur les étudiants qui siphonneront mes impôts. S'ils ne sont pas contents, je leur répondrai qu'ils sont gâtés, qu'ils ont juste à faire comme moi, à quitter les bancs d'école pour aller jouer dans la vraie vie pendant un an ou deux afin de payer leurs études. Et puis, si en plus c'est à des récipiendaires de prêts et bourses que

j'aurai affaire, bien là, je rougirai de jalousie, je les traiterai de BS de luxe parce que moi, je n'y ai plus droit.

Quand on me dira que l'éducation est un bien commun, que c'est utile à la société, je leur répondrai que c'est moi, toute seule, qui paie mes dettes d'études, que je m'en fiche de la société, qu'elle n'a jamais rien fait pour moi. Par



<p>parasse intellectuelle ou pour mieux vivre avec mes désillusions, je ne voudrai plus replacer les choses dans un ensemble plus large que ma situation personnelle et immédiate.</p> <p>C'est en brandissant l'argument de la solidarité sociale qu'ils me traiteront d'égoïste. Mais qu'est-ce que j'en aurai à faire de ce qu'ils pensent de moi, quand bien même qu'ils auraient raison? Et là, parce qu'il me restera un peu de jugeote, j'assumerai mon égoïsme et mon élitisme. Je leur répondrai qu'ils n'ont qu'à se démarquer pour décrocher les bourses d'excellence, même en travaillant une trentaine d'heures par semaine. Que leurs parents n'avaient qu'à mettre de l'argent de côté pour eux, que ce n'est pas de ma faute à moi si leur famille n'a pas fait les</p>	<p>efforts nécessaires pour qu'ils puissent jouir de la vie comme des enfants-rois.</p> <p>Enfin, tranquillement, je me refermerai sur moi-même, dans mon quotidien effréné, à la recherche de la vie qu'on me propose depuis toujours dans les médias, mais que je n'ai jamais pu me permettre. Je consommerai, je m'endetterai même pour le faire. Je trouverai une satisfaction dans la contemplation de mes biens, mais elle sera insatiable et je ne remettrai pas en question mon propre rythme de vie. Ma colère envers les étudiants grandira, parce que je trouverai injuste de devoir me priver pour payer leurs études. Je leur demanderai alors leur juste part.</p>	<p>Demain, je ne serai plus étudiante, mais j'espère que rien de tout ce qui précède ne m'arrivera. Que je trouverai le courage de ne pas renier mon appartenance à ma collectivité. Que je resterai fidèle aux valeurs d'équité et de justice que j'ai eu la chance de développer à l'université, par l'acquisition de connaissances et d'un mode de pensée rationnelle qui me permettent d'appréhender la société dans son ensemble, au-delà de mes intérêts particuliers.</p> <p>Demain, je serai travailleuse, contribuable, citoyenne, féministe, militante, et je croirai encore à une société juste.</p> <p>Vos réactions (31)</p>
---	--	--

LE DEVOIR: Lettres - Grève altruiste, par François Bergeron, Professeur au Département de mathématiques de l'UQAM - Le 11 avril 2012 - Vendredi 13 avril 2012

Il vaut peut-être la peine de souligner que beaucoup des étudiants en grève seront peu, ou même pas du tout, touchés par la hausse prévue des droits de scolarité.

En effet, ceux qui sont proches de la fin de leurs études n'auront pas à subir cette injuste hausse. En réalité, ce sont les étudiants du niveau collégial, et encore plus ceux du secondaire, qui auront à affronter entièrement la hausse étalée sur cinq ans. Il faut donc considérer qu'une grande proportion des étudiants universitaires en grève le font par altruisme, plutôt que pour des raisons égoïstes. On ne peut qu'applaudir cet engagement social.

Vos réactions

- Jean Laberge – Abonné, 13 avril 2012 12 h 21
Égoïsme
Le problème c'est que cet apparent altruisme cache mal l'égoïsme lorsqu'on comprend que les étudiants contestataires disent en somme: pas dans ma poche mais dans celles des autres.
- Sarah Fontaine – Inscrit, 13 avril 2012 17 h 07
Justement, on sacrifie immensément d'énergie afin que l'argent ne soit PAS pris dans la poche des autres qui nous suivront.
- hyde – Abonné, 13 avril 2012 22 h 58
Visiblement, vous n'avez absolument rien compris.
Les étudiants ne disent pas «pas dans nos poches» puisque leurs poches ne sont pas enjeux.
En fait, les étudiants pigent directement dans leur poche pour dénoncer la hausse des frais de scolarité. Les étudiants sont prêt à perdre leur travail d'été et faire moins d'heure de travail pour rattraper les heures d'école perdues pendant la grève.
Les grévistes se battent pour les générations futures. Lorsque les étudiants proposent de revenir à 10 paliers d'impôts, ce sont aussi de leurs impôts dont il est question. Les étudiants sont déjà des contribuables à part entière. À la sortie de leurs études, ils seront de grands contribuables.
Les étudiants font preuves d'altruisme et de sacrifice au nom d'un idéal de justice sociale.
- Alexis Lamy-Théberge – Abonné, 13 avril 2012 13 h 06
Tout à fait
Enfin! un peu de bon sens qui s'élève de la clameur.
On dit que les étudiants défendent leurs intérêts, que c'est un groupe de pression, qu'ils sont égoïstes!
Tout faux : ils se battent souvent pour la prochaine génération. Les étudiants ne sont pas un groupe d'intérêts au même titre qu'un ordre professionnel ou qu'un lobby industriel, qui sont des groupes fermés et exclusifs : ils sont plutôt un groupe éphémère renouvelable dont nous souhaitons qu'une grande partie de la population en fasse partie à un moment de leur vie!
- Biot-Pelletier Damien – Inscrit, 13 avril 2012 16 h 50
Jean Laberge a sans doute coulé ses maths
- Pas fort comme réfutation, mon cher monsieur Laberge. Ça ne passe même pas le test de la cohérence la plus élémentaire, encore moins celui de la logique.
On vient de vous montrer que la hausse n'affectera pas la poche des étudiants actuels. Si vous voulez le réfuter, montrez-nous la faille dans le raisonnement du Prof. Bergeron. Affirmer le contraire d'une proposition ne constitue pas une réfutation valable.
- Marc-Antoine Theriault – Inscrit, 13 avril 2012 22 h 30
Exact
Bonjour, pour confirmer, je suis étudiant et oui j'ai une auto et oui je suis en mesure de payer mes études incluant la hausse prévue mais je suis contre cette hausse exactement pour cette raison, je me bat pour l'accessibilité, afin de permettre aux personnes moins fortunées que moi d'étudier. Car je sais qu'une population éduquée profite à la société de plusieurs façons.
- CREPEAU – Inscrit, 14 avril 2012 11 h 33
bien dit !
Bravo Francois ! C'est tres bien dit...

LE DEVOIR: Lettres - Merci Madame Payette, par Mario Lacroix, Chicoutimi - Le 6 avril 2012 - Vendredi 13 avril 2012

<p>Vous êtes une personne pour laquelle j'ai beaucoup d'admiration. Je lis votre chronique dans Le Devoir depuis quelques mois et je dois admettre que je partage vos idées. À l'occasion, il m'arrive de douter, dans ces cas, vous me reconfortez. Ce fut récemment le cas.</p> <p>Je constate que les jeunes sont solides, fragiles aussi et heureusement sensibles à l'autre, ce</p>	<p>sont eux qui prendront les renes du Québec dans quelques années. On a bien vu l'élan d'amitié et de solidarité lors des événements d'Occupons Montréal, Québec, etc. On les a bien élevés, nos enfants. On a mis le paquet, ils sont intelligents, allumés et critiques. Ils ont Internet pour communiquer, pour s'informer, pour publier même. Ils sont aussi libérés du clergé, que nous avons</p>	<p>subi malgré nous et duquel nous avons réussi tant bien que mal à nous défaire. Ils sont la relève et de la façon dont je les vois tenir tête à l'autorité... J'éprouve beaucoup de fierté et je me dis que tout n'est pas perdu. Merci beaucoup,</p>
--	---	---

LE NOUVELLISTE: Lettre: Continuez!, par Marie-Josée Richard, Enseignante de français au secondaire, Mère de famille, Shawinigan - Publié le 12 avril 2012 à 09h58

<p>Depuis plusieurs semaines, les étudiants n'ont jamais tant marché de leur vie. Et je marche avec eux. Le débat actuel ne tourne qu'autour de l'argent, de la hausse des frais de scolarité ou de leur gel. Mais voilà, le débat ne se bat pas la queue à la bonne place.</p> <p>Selon moi, il serait grand temps que les Québécois se posent les vraies questions: quelles sont les valeurs qui nous définissent en tant que peuple? L'éducation? La santé? L'économie? Le Plan Nord? L'entrepreneuriat? L'avenir des jeunes? Les gaz de schiste? L'énergie nucléaire? Personnellement, j'aimerais que le gouvernement tienne un référendum pour déterminer quelles</p>	<p>sont les valeurs à prioriser au Québec. Je suis à peu près certaine que l'éducation et la santé arriveraient ex aequo. À partir de ce constat, il serait plus facile de prendre des décisions politiques alignées sur ces valeurs.</p> <p>Je suis complètement découragée quand j'entends dire que les jeunes étudiants sont riches parce qu'ils ont beaucoup de gadgets électroniques et qu'ils vont en voyage chaque année. Ce sont les enfants de parents qui les ont gâtés, qui leur ont fait voir du pays, ce sont les enfants de consommateurs et parfois de surconsommateurs endettés et même surendettés. Et vous voudriez que j'adhère à ces pauvres arguments?</p>	<p>L'éducation n'est pas un service qu'on doit indiger au coût de la vie, c'est un droit, c'est le fluide vital de notre société. C'est triste à mourir que la ministre de l'Éducation cautionne la marchandisation du savoir.</p> <p>L'autre question dont il faudrait débattre, c'est: quel avenir voulons-nous assurer à ces étudiants? Ils sont démographiquement peu nombreux, ils sont déjà hypothéqués avant même d'avoir entrepris des études post-secondaires.</p> <p>Ne nous le cachons pas: ils devront nous supporter financièrement quand nous serons vieux, nous de la caboche et que nous aurons les poches vides.</p>
--	---	---



Moi, ce que j'aimerais que les jeunes puissent faire, c'est étudier sans se casser trop la tête avec leurs finances scolaires et personnelles. J'aimerais que tous les élèves qui le désirent, même mes étudiants défavorisés, puissent rêver faire des études avancées. Ce que je veux que le Québec fasse pour les jeunes, c'est former des

esprits penseurs capables de créer, d'innover, d'entreprendre, de gérer efficacement, de penser autrement que nous, qui visiblement n'arrivons qu'à nous enfoncer davantage. J'aimerais qu'ils prennent leur place, que nous leur ouvrons la voie, que nous les soutenions, que nous les guidions, que nous les accompa-

gnions et que nous les laissions prendre leur envol. Pas que les néo-libéraux leur coupent les ailes avec une hausse soudaine et exagérée des frais de scolarité. Étudiants, continuez à sonner la cloche! À nous de les écouter.

LE QUOTIDIEN: Courrier: Les droits de scolarité et l'humeur citoyenne - Publié le jeudi 12 avril 2012 à 07h59



Photo Rocket Lavoie

Les débats concernant la hausse des frais de scolarité divisent les étudiants, mais aussi les élus et les citoyens de la région. Sur la photo, des manifestants devant l'UQAC.

Le débat entourant la question de la hausse des droits de scolarité génère beaucoup de courriers des lecteurs. Voici des extraits des documents reçus qui reflètent l'humeur des citoyens de la région sur cette importante question.

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai lu la lettre ouverte publiée par Jean-Paul Simard dans l'édition du 29 mars dernier du Quotidien concernant le bras de fer que livrent les étudiants au gouvernement. Je partage entièrement son point de vue. J'appuie sans réserve la ministre de l'Éducation dans cette décision de hausser les droits de scolarité.

L'État n'a pas l'obligation de négocier avec les étudiants, il doit prendre ses décisions. Étudiants, ne venez pas me parler de démocratie, vous n'avez même pas respecté les institutions qui ont voté majoritairement contre votre grève! Où étiez-vous quand c'était le temps de manifester pour de vraies causes comme exiger une commission d'enquête sur la corruption et la collusion dans le monde de la construction?

La hausse demandée équivaut à une petite bière par semaine dans un bar. J'ai été étudiant avec une famille à ma charge et à ce moment-là, je vivais comme un étudiant, pas comme un travailleur qui avait un salaire régulier. La responsabilité d'un étudiant c'est d'aller à ses cours, de faire ses travaux et réussir par l'effort. J'appelle cela investir dans son potentiel pour en profiter plus tard pour soi-même et pour toute la société. J'en appelle aussi aux parents. Mettre un enfant au monde, c'est le conduire jusqu'à son autonomie, quitte à se priver de certaines choses non essentielles pendant quelques années. Pour ceux qui n'ont pas les moyens, il y a l'aide financière aux études qui sera majorée. Mme Beauchamp, ne cédez pas. Étudiants, retournez à vos devoirs et dépêchez-vous de terminer vos études pour être des citoyens actifs et utiles.

Louis Vallée, Chicoutimi

Si vous fréquentez le site internet de l'Université du Québec à Chicoutimi, vous avez certainement

déjà vu mon visage. Je figure parmi les photos de ces étudiants qui ont tellement l'air fier d'étudier dans notre université régionale. Lorsque j'ai accepté d'être ambassadrice, j'avais une opinion plutôt positive de mon université. Aujourd'hui, je suis dégoûtée d'avoir fait mon baccalauréat dans une institution ne témoignant aucun respect à ses étudiants. Faisant partie d'une association de module ayant décidé démocratiquement de faire la grève depuis plusieurs semaines, j'ai vu le recteur enlever notre droit d'opposition comme si nous étions des enfants que l'on devait réprimer.

L'injonction envoyée le 5 avril nous signale que nous n'avons aucun droit de nous faire entendre dans notre institution. Malgré le support de professeurs, chargés de cours et personnel de l'UQAC, nous sommes traités en terroristes dans cet établissement clamant que nous sommes «Libre de voir plus loin».

Je ne peux demander de faire retirer mes photos et mes articles de blogue puisque j'ai signé un contrat mais j'espère que vous aller comprendre que malgré mon visage souriant sur les affiches de l'université, je n'éprouve plus aucune fierté à faire partie de l'UQAC.

Annie Lapointe, Étudiante en histoire

Les propos de M. Daniel Zizian, président-directeur général de la Conférence des recteurs, parus dans Le Quotidien du 24 mars dernier, sont démagogiques et simplistes. Il utilise des données dénaturant la vérité et fait preuve d'une complaisance excessive envers les intérêts des universités. Il ne dit pas que les universités sont des bastions de bonus; qu'on y achète la paix en donnant des privilèges aux employés à temps plein; qu'un employé qui prend sa retraite reçoit une année de salaire en bonus, peu importe si le

salaire est dans les six chiffres; qu'un employé qui a des enfants à l'université ne paie pas ou peu de frais de scolarité etc.

Bien qu'ayant bénéficié de prêts et bourses pour poursuivre mes études jusqu'au niveau de la maîtrise. J'ai toujours dû composer entre un emploi et mes études pour atteindre de justesse un niveau de vie décent. J'ai étudié au Cégep de Jonquière entre 1970 et 1973, à l'Université Laval de 1976 à 1979, à l'Université de Montréal de 1982 à 1985. Peut-être que la société pouvait se permettre à cette époque qu'un étudiant prenne cinq ou six ans de plus pour atteindre un emploi professionnel, mais je ne crois pas que c'est le cas aujourd'hui.

Le vieillissement de la population et la diminution du nombre de travailleurs, prévue à brève échéance, appellent à la réflexion et non à la confrontation. Je crois que le Québec doit accueillir la gratuité scolaire pour tous, incluant l'université, afin de faire émerger dans un temps record tout le potentiel de talents qui se trouve dans notre population. Pour les compagnies le temps c'est de l'argent, mais pour l'avancement d'une société le temps perdu ne se rattrape plus.

Reine Tremblay, La Baie

Dans l'imbroglio des confrontations actuelles dans nos cégeps, universités, rues et maintenant nos tribunaux, un questionnement m'apparaît. Quoique personne n'y aucun groupe se manifestera en faveur de l'intimidation dans le milieu scolaire ou ailleurs, est-ce que nous sommes tous néanmoins témoins de tels actes? La fragilité de notre société est manifeste lorsque nous réalisons à quelle point nous sommes prêt à délaisser des valeurs personnelles et/ou collectives afin d'atteindre certains fins.

Douglas Schroeder-Tabah, Saguenay

CYBERPRESSE: Chronique: Une ministre très occupée, par Patrick Lagacé - Publié le jeudi 12 avril 2012 à 06h14

Je ne comprends pas Line Beauchamp. La ministre de l'Éducation refuse depuis le début de cette grève - désolé de ne pas répéter le mot officiel décrété par l'État, «boycott» - de parler aux représentants étudiants.

La posture du gouvernement devant les étudiants serait impensable devant n'importe quel groupe organisé dans la société. Des lobbies à des entreprises en passant par les syndicats, le gouvernement «parle au monde», normalement. Quand une grande entreprise québécoise veut se faire entendre à propos d'un projet de loi, parce qu'un amendement ne lui plaît pas, par exemple, elle réussit à obtenir des rendez-vous avec des ministres. Les registres du Commissaire au lobbyisme sont là pour en témoigner.

Quand ça chauffe, en fin de négociation dans le secteur public, les chefs de centrales syndicales ne sont pas boudés par les bonzes du gouvernement. On ne leur dit pas: «Capitulez et ensuite, on va vous parler.»

Or, c'est exactement ce que fait Line Beauchamp, qui représente le gouvernement dans ce bras de fer avec les étudiants: elle exige qu'ils abandonnent complètement une position avant même de daigner s'asseoir avec eux.

«Mme Beauchamp l'a dit: si c'est pour parler du gel des frais, pas question de s'asseoir. Mais pour parler de l'accessibilité aux études universitaires, il y a toujours place pour la discussion. Sauf que le gouvernement est ferme sur la hausse des droits de scolarité», m'a expliqué Hélène Sauvageau, son attachée de presse. Dans une négociation, il y a ce qu'on dit en public, ce qu'on dit dans les canaux officiels et ce qu'on se dit dans le blanc des yeux, derrière des portes closes. C'est le cas de toutes les négociations qui sont le moins médiatisées.

Peut-être que dans le blanc des yeux, derrière des portes closes, les représentants étudiants vont rester sur leurs positions. Peut-être qu'ils vont exiger le gel et même la gratuité.

Si c'est le cas, Mme Beauchamp pourra au moins dire qu'elle s'est assise avec eux. Elle pourra au moins prétendre avoir tenté de négocier.

Présentement, ce n'est pas le cas. Présentement, Line Beauchamp n'a même pas une matinée à perdre avec les représentants des étudiants dans la salle de conférence d'un hôtel de Montréal. Elle doit être très occupée!

Ça participe de ce paternalisme qui suinte du gouvernement depuis le début du bras de fer avec les étudiants.

Le paternalisme, c'est aussi marteler que les grévistes ne représentent que 35% des étudiants, comme le gouvernement le fait depuis quelque temps. C'est une tactique pour leur enlever toute légitimité.

Selon ce raisonnement, soulignons qu'au dernier scrutin, 42% des Québécois ont voté pour le Parti libéral. Plus de Québécois ont voté pour le Parti québécois, l'Action démocratique et Québec solidaire (55%) que pour le PLQ.



<p>Ayoye... Est-ce à dire que... que Line Beauchamp fait partie d'un gouvernement illégitime? C'est une question qu'on ne pose pas. Parce que le paternalisme, on réserve ça aux petits, aux sans-grades.</p> <p>Le paternalisme, c'est aussi dire qu'il-faut-que-chacun-paie-sa-juste-part. Formidable, de payer sa juste part.</p> <p>Pourquoi juste les étudiants, jusqu'à maintenant?</p>	<p>Pourquoi, pour les CPE à 7\$ par jour, bien moins chers qu'en Ontario ou en Alberta, on ne parle pas de faire payer-sa-juste-part aux parent xqui en bénéficient? Pourquoi, pour nos tarifs d'hydroélectricité, le gouvernement Charest est-il moins viril dans ses comparaisons avec les tarifs payés ailleurs au Canada, qui sont souvent plus élevés?</p> <p>Je l'ai dit après la manifestation du 22 mars: si Québec continue à les ignorer alors qu'ils mani-</p>	<p>festent comme toute pacifiquement, il va y avoir des débordements dans les rangs des étudiants. C'est sûr. On arrive à ce point d'ébullition. Personne ne souhaite que des pierres soient lancées. Mais dans la rue, c'est sûr, si le silence de Québec perdure, certains finiront par penser que lancer des pierres est la seule façon de se faire entendre.</p>
---	---	--

LA VOIX DE L'EST: Courrier: Oui à l'accessibilité aux études, par Luc Perron, Candidat du Parti québécois dans Granby - Publié le mercredi 11 avril 2012 à 05h00

<p>Jacques Duchesneau (de l'unité anticollusion) laissait entendre que le crime organisé faisait grimper les prix de 30 % à 50 % dans l'industrie de la construction publique. Nous connaissons dans ce dossier l'âpre résistance du gouvernement actuel à empêcher que la lumière soit faite concernant des pertes financières importantes, malgré les pressions du Parti québécois et le poids fortement majoritaire de l'opinion publique. Plusieurs années ont été nécessaires afin que ce gouvernement permette à une Commission (Charbonneau) d'enquête d'agir dans cet épineux dossier. Aujourd'hui, la Gendarmerie Royale du Canada, indûment, n'aide pas cette Commission à faire son travail d'enquête, au nom de raisons fumeuses.</p> <p>Dans le dossier de la hausse des droits de scolarité, ce même gouvernement résiste et se refuse à rencontrer les leaders étudiants.</p>	<p>Le jeudi, 22 mars dernier, présent à cette imposante manifestation pacifique, près de la représentation étudiante cégépienne de Granby lors du départ de cette grande marche, nous demandions que l'augmentation de 75 % des droits de scolarité soit abolie. Cette augmentation va discriminer et favoriser l'accès et la réussite scolaires aux jeunes qui auront un portefeuille bien garni.</p> <p>Frapper la classe moyenne de cette manière ne peut qu'accroître les écarts de richesse au sein de notre société québécoise: enrichir une minorité de nantis, appauvrir la classe moyenne majoritaire et accroître la pauvreté parmi les démunis.</p> <p>Que la Coalition pour l'Avenir du Québec, avec le gouvernement libéral, approuve cette hausse démesurée ne surprend pas.</p> <p>Le Parti québécois, un parti politique social-démocrate, recommande le gel des droits de</p>	<p>scolarité, entreprendra des discussions intelligentes avec tous les groupes concernés et valorisera, comme il se doit, l'éducation en la rendant accessible à tous et à toutes, non en fonction du portefeuille, mais en fonction des talents bien répartis dans toutes les couches de notre société.</p> <p>Le gouvernement, encore en place, doit rencontrer les leaders étudiants pour en arriver à une solution à court terme ou, s'il n'a pas le temps et le courage, qu'il impose un moratoire sur les droits de scolarité pour l'année scolaire 2012-2013.</p> <p>Je demeure fervent d'une société démocratique qui valorise des politiques de réduction des inégalités. En l'occurrence, il nous faut dire oui à un gel des droits de scolarité pour permettre à tous d'accéder aux études supérieures.</p>
--	--	--

LE DEVOIR: Grève étudiante - Pour une sortie de crise: l'indexation, par Collectif d'auteurs - mercredi 11 avril 2012

<p>Depuis le début de la grève étudiante, il y a plus de six semaines, les professeurs d'université sont pris en sandwich. D'un côté, le gouvernement et les administrations leur demandent d'ignorer un mouvement légitime portant sur l'accessibilité des études. De l'autre côté, les associations étudiantes sollicitent leur appui à des revendications dont la conséquence inévitable serait l'appauvrissement des universités.</p> <p>Entre le gel des droits de scolarité voulu par les associations étudiantes et la hausse tarifaire décidée par le gouvernement, il y a pourtant une mesure aussi banale qu'évidente: l'indexation. Comme certaines prestations sociales, les droits de scolarité devraient croître au même rythme que l'inflation, reflétant une évolution raisonnable des coûts de fonctionnement de l'enseignement supérieur. En 2012, par exemple, l'indexation entraînerait une hausse de 55 \$ (soit 2,5 % de 2168 \$). Au bout de cinq ans, des droits de scolarité suivant l'inflation auraient augmenté d'environ 300 \$ plutôt que les 1625 \$ décrétés par Québec.</p> <p>Contrairement à ce que prévoit le gouvernement, qui accepte le principe d'indexation mais l'applique de manière rétrospective depuis 1968 (ce qui explique le montant de 1625 \$), cette mesure devrait entrer en vigueur à partir de 2012 seulement. En effet, il est légitime de se demander pourquoi la cohorte 2012-2017 des étudiants québécois devrait financer en cinq ans le rattrapage rendu nécessaire par trois décennies de gel des droits de scolarité.</p> <p>Représentant un compromis naturel entre la position du gouvernement et celle des associations étudiantes, l'indexation à partir de 2012 formerait dans notre esprit le socle d'un accord à minima permettant la tenue de négociations</p>	<p>dans un contexte plus serein que l'épreuve de force qui prévaut aujourd'hui. Tout en étant compatible avec le remboursement proportionnel au revenu (RPR) maintenant évoqué par le gouvernement, l'indexation pourrait être mise en oeuvre et donc permettre le retour en classe plus rapidement.</p> <p>Si le principe d'indexation à partir de 2012 est accepté par toutes les parties, la négociation entre le gouvernement, les associations étudiantes et les universités porterait alors sur les mesures qui permettraient de financer les universités québécoises sur une période raisonnable. Sans présumer de l'issue de ces négociations, on pourrait imaginer une contribution étudiante de 50 \$ par année s'ajoutant aux droits indexés au titre du rattrapage intergénérationnel, et ce, en échange d'une bonification du système de prêts et bourses. Le fardeau intergénérationnel serait ainsi lissé sur plusieurs années.</p> <p>Cette mesure d'indexation, majorée à la suite d'une négociation, est d'autant plus évidente que la situation des universités, si elle continue de pâler en comparaison avec les autres provinces canadiennes, peut aujourd'hui être qualifiée d'acceptable. En d'autres termes, il n'y a pas d'urgence. Certains budgets retrouvent l'équilibre malgré une dette grandissante des établissements, les investissements minimaux en infrastructures nécessaires sont faits, les professeurs reçoivent des salaires raisonnables, les doctorants sont modestement financés. Certes, on pourrait vouloir obtenir les moyens de Harvard, mais ceci exigerait un autre modèle de société. Certes, l'État pourrait consacrer davantage de ressources à financer une éducation postsecondaire gratuite, mais dans un contexte budgétaire</p>	<p>tendu, ce sont les hôpitaux et les CPE qui en pâtiront.</p> <p>Le principal problème, c'est la logique binaire du gel-dégel qui prévaut depuis plus de 40 ans. Injuste sur le plan intergénérationnel puisqu'elle entraîne des chocs tarifaires au moment du dégel, cette logique provoque l'asphyxie des universités pendant le gel. N'oublions pas que les universités québécoises devront bientôt s'adapter à une démographie étudiante déclinante et donc à de sérieuses contraintes budgétaires s'il n'y a pas d'engagements crédibles et consensuels aujourd'hui. Pour sortir de l'impasse, l'indexation majorée présente l'avantage d'offrir un repère stable et relativement objectif, une forme de contrat social facile à mettre en oeuvre et qui pourrait éviter bien des grèves aussi coûteuses qu'épuisantes à l'avenir</p> <p>***</p> <p>Ont signé ce texte, les professeurs suivants: Carl Bouchard, professeur d'histoire, Université de Montréal; Peter Dietsch, professeur de philosophie, Université de Montréal; Martial Foucault, professeur de science politique, Université de Montréal; Marcelin Joanis, professeur de sciences économiques, Université de Sherbrooke; Frédéric Mérand, professeur de science politique, Université de Montréal; Cynthia Milton, professeure d'histoire, Université de Montréal; Denis Saint-Martin, professeur de science politique, Université de Montréal; Augustin Simard, professeur de science politique, Université de Montréal; Axel van den Berg, professeur de sociologie, Université McGill; Marie-Joëlle Zahar, professeure de science politique, Université de Montréal.</p> <p>Vos réactions (21)</p>
---	--	--

LE DEVOIR: Lettres - Des cartons rouges, par Michel Seymour, professeur de philosophie à l'UdeM - Le 9 avril 2012 - mercredi 11 avril 2012

<p>Première faute: l'argument principal des partisans de la hausse des droits de scolarité est que celle-ci n'affecterait pas l'accessibilité aux études universitaires. Et pourtant, le gouvernement vient de reconnaître l'oppo-</p>	<p>l'unité de bonifier le régime d'aide financière aux étudiants. Mais pourquoi le faire si l'accessibilité n'est pas affectée par la hausse? Avec sa proposi-</p>
--	--

tion, le gouvernement vient de contredire son principal argument! Carton rouge au premier ministre!

Deuxième faute: le 22 février 2006, les recteurs des universités québécoises écrivaient tous en chœur: «Les transferts fédéraux en matière de financement de l'enseignement postsecondaire ont aidé les provinces à se doter de systèmes universitaires de qualité. Or ces transferts ont diminué au fil des ans, notamment depuis 1994, créant ainsi une pression accrue sur les finances publiques des provinces et, partant, sur leur capacité à supporter adéquatement leurs universités.» Six ans plus tard, devant l'intransigence du gouvernement fédéral, on n'entend plus un mot à ce sujet. Les recteurs ont «oublié» cette revendication. Ils se tournent main-

tenant vers les étudiants pour corriger le manque à gagner dans les transferts fédéraux. Carton rouge à la CREPUQ!

Troisième faute: a) Plus de 40 millions investis à l'UdeM dans le 1420, boulevard du Mont-Royal contre une vente espérée de 28 millions: ce serait une perte d'au moins 12 millions! b) Une facture totale de 9 millions de dollars en loyers annuels pour loger certains départements, centres et facultés, alors qu'on dispose au 1420, boulevard du Mont-Royal de 22 000 mètres carrés nets d'espace pour accueillir ces mêmes unités. c) Une dérive immobilière à la gare de triage d'Outremont qui fait passer les coûts estimés de 840 millions en 2007 à 1,6 milliard en 2012. La facture grimpera encore à combien d'ici 20 ans? Mauvaise gestion? Carton rouge à l'UdeM!

Vos réactions

- Michel Leclaire – Abonné, 11 avril 2012 10 h 52

Le problème est le suivant...

...après moi le déluge. L'incapacité d'avoir une pensée complexe ou systémique.

Michel Leclaire

- Robert Bernier – Abonné, 11 avril 2012 10 h 57

Au moins un carton vert pour vous

Votre premier carton rouge, celui dans lequel vous dites:

"Et pourtant, le gouvernement vient de reconnaître l'opportunité de bonifier le régime d'aide financière aux étudiants. Mais pourquoi le faire si l'accessibilité n'est pas affectée par la hausse? Avec sa proposition, le gouvernement vient de contredire son principal argument! me semble très mal fondé et voici pourquoi.

Dans le document remis au gouvernement en septembre 2011 par le CCAFE, le comité rappelle les objectifs poursuivis par le gouvernement:

Le Plan de financement des universités québécoises 2011-2017 déposé aujourd'hui permettra d'atteindre quatre objectifs :

- premièrement, répondre aux besoins de financement des universités;
- deuxièmement, répartir équitablement la contribution de chacun;
- troisièmement, maintenir l'accessibilité du système universitaire aux étudiants québécois à faible revenu;
- et enfin, conclure avec les universités des ententes de partenariat qui assurent la bonne utilisation des nouvelles ressources.

(MFQ, 2011a, p. 14.)

À l'évidence, "Maintenir l'accessibilité du système universitaire" était donc réellement une des contraintes devant baliser la proposition d'origine du gouvernement.

Le chapitre 2 du même document détaille longuement les différentes modifications introduites par le gouvernement aux fins de bonifier le régime d'aide. Un document dont le contenu, par ailleurs, a été grandement dénaturé par ceux qui s'opposent à la hausse et qui semblent en fait ne l'avoir pas lu.

Donc, vous ne pouvez pas dire que le gouvernement se contredit. Le faire n'est que de la petite rhétorique. Le gouvernement fait seulement bonifier encore son offre. D'ailleurs, qui sait si le gouvernement ne gardait pas cette carte dans sa manche pour des jours de négociations qui ne seront jamais venus?

Pour ce qui concerne vos deux autres cartons rouges, nul ne peut contredire les faits que vous avancez. Seule

- Paule Savignac – Abonnée, 11 avril 2012 21 h 15

De Louis.Marc.Bourdeau@gmail.com

Si l'accessibilité avait été maintenue selon la rhétorique gouvernementale avec son projet tel qu'il est impossible d'en négocier le moindre iota, le gouvernement n'aurait pas

prétendu augmenter l'admissibilité par des bourses et prêts bonifiés.

La facture de la décision nouvelle a d'ailleurs été refilee aux universités qui devront entamer le surplus que leur rapportera les frais de scolarité 'bonifiés'. Charmant et surtout plein d'humour...

D'ailleurs ces bourses et prêts sont des courses à obstacles, et on peut penser que le projet bonifié sera plein de nouveaux obstacles... Question de mettre plus de hauts fonctionnaires sur la gestion, tout en augmentant bien sûr l'accessibilité...

La rhétorique gouvernementale, comme souvent avec eux, c'est du pipeau. Les universités nous disent sur tous les tons ON VEUT L'ARGENT, L'ARGENT, L'ARGENT... Tout le reste c'est de la poudre aux yeux, diriez-vous de la rhétorique, cher monsieur. Les points 2 et 3 de Seymour donneraient-ils une idée de la destination de ces sommes?

Viktoria13 – Inscrit, 12 avril 2012 15 h 58

Bof! Il faudrait juste prendre le temps de lire vos propres propos pour comprendre que vos argument sont un château de cartes.

« troisièmement, maintenir l'accessibilité du système universitaire aux étudiants à faible revenu »

Ça en dit long! L'accessibilité est réservée aux étudiants à faible revenu, mais en ce qui concerne les étudiants de la classe moyenne, oubliez ça! Si on considère qu'il n'y a pas le dixième des étudiants qui sont considérés par le gouvernement comme étant à faible revenu, on se rend compte qu'un jour, on aura une armée de caissiers de McDo à côté d'une poignée de médecins et d'ingénieurs.

Il ne faut pas non plus oublier que seuls les étudiants dont la famille gagne moins de 30 000 \$ par an sont considérés comme étant à faible revenu. Une famille avec deux enfants qui gagne moins de 30 000 \$, on s'entend qu'elle n'est pas seulement à faible revenu.

Elle se fait régulièrement évincer pour non paiement de loyer et doit souvent compter sur la charité des autres pour avoir de quoi se nourrir. Une famille de deux enfants qui a un revenu de 60 000 \$, ça, c'est une famille à faible revenu. Il lui coûte au bas mot 4 000 \$ par mois juste avoir un toit au dessus de la tête, les services publics payés et de la nourriture sur la table. On voit facilement qu'il lui reste quelques milliers de dollars sur toute l'année pour se vêtir et se meubler. On s'entend qu'il n'en reste plus pour payer des études. Et cette famille ayant un revenu de 60 000 \$ par an, elle n'est pas considérée comme étant à faible revenu par le gouvernement!

Robert Bernier – Abonné, 11 avril 2012 13 h 11

Au moins un carton vert pour vous (suite) ...Pour ce qui concerne vos deux autres cartons rouges, nul ne peut contredire les faits que vous avancez. Seulement, c'est, comme depuis le début de cette crise, nous sortir du domaine des faits pour nous faire tomber dans celui de la lutte idéologique, là où tout

et son contraire est possible. C'est aussi, comme on voit trop souvent dans la société québécoise, le jeu du 'Pas dans ma cour'. Qu'on fasse payer les autres ... on trouvera plein d'avenues et facilement pour ça Je dis plutôt qu'il faut faire les deux. Accepter la hausse, et suivre le gouvernement et les recteurs d'universités à la trace pour s'assurer de la bonne gérance.

Robert Bernier, Mirabel

Viktoria13 – Inscrit, 12 avril 2012 16 h 05

S'assurer de la bonne gérance? Et qui aura l'autorité de la faire, et d'intervenir au besoin? Vous? Moi? Notre cher gouvernement a été élu il y a belle lurette pour ça, mais force est de constater que le gouvernement est payé pour une job qu'il ne fait pas. D'ailleurs, il en va de même de l'industrie de la construction, des garderies et d'un paquet d'autres domaines dont je suis certaine que vous êtes au courant.

Pour vous montrer à quel point le gouvernement a à cœur la bonne gérance, rappelez-vous la réaction de la Beauchamp quand elle a découvert, tout à fait par hasard (sarcasme) il y a quelques semaines combien d'argent Concordia a donné en indemnité de départ à des gens qui ont délibérément quitté leur poste de recteur au bout de, dans certains cas, quelques mois de service. Elle a pénalisé Concordia de deux millions \$. La Beauchamp nous dit que nos universités sont sous financés, et pour régler le problème, elle enlève deux millions des coffres d'une de ces universités. Qui financera le manque à gagner, selon vous? Bonjour la bonne gérance!

Michel Seymour – Abonné, 11 avril 2012 17 h 40

À Robert Bernier

Bien sûr, vous avez raison, la proposition initiale faisait déjà intervenir des mesures palliatives assurées plus d'accessibilité. Mais cela veut dire que la contradiction était déjà dans le projet gouvernemental initial.

Je maintiens donc mon carton rouge pour Charest, Beauchamp et Bachand.

Michel Seymour

Robert Bernier – Abonné, 11 avril 2012 19 h 11

Si, comme vous dites, " la contradiction était déjà dans le projet gouvernemental initial ", c'est parce qu'il n'y a que dans la vie rêvée que nulle contradiction n'existe jamais.

La vie réelle, analysable seulement dans une pensée réellement complexe comme celle à laquelle nous invite Michel Leclaire, est nécessairement faite de compromis, d'arrangements et de contradictions. Il n'y a que chez les dieux grecs, et dans leurs tragédies, je suppose, que l'on ne se contredit jamais.

Je joins un carton vert rempli d'humour.

Robert Bernier, Mirabel

Paule Savignac – Abonnée, 12 avril 2012 09 h 37

De Louis.Marc.Bourdeau@gmail.com

Pour le dernier mot de Robert Bernier...

Et moi qui croyais que les Grecs de l'antiquité nous avaient avant tout apporté la RATIONALITÉ dans les choses humaines... Un scepticisme envers tous les mythes véhiculés par les autorités... surtout ceux destinés à leur laisser le pouvoir...

- Paule Savignac – Abonnée, 12 avril 2012 09 h 32

Où est le Louis-Gilles Francoeur de l'éducation

De Louis.Marc.Bourdeau@gmail.com

À Monsieur Bernier, si confiant dans les plans gouvernementaux.

Le point 4 du document du CCAFÉ indique bien un partenariat gouvernement-universités pour suivre les sommes ... Je n'en ai pas entendu parler, et vous? Encore du pipeau gouvernemental?

Mais les prêts & bourses, déjà parfaitement définies sont devenues maintenant encore plus que parfaites... Tout est possibles pour les rêveurs.

On peut être confiant en ce gouvernement, n'est-ce pas? avec l'enquête sur la construction (horreur, des années de cache-cache), le Plan Nord décrié de partout sauf chez le gouvernement qui s'en sert pour se faire réélire, coulé lui aussi dans le béton (c'est le cas de le dire, le bitume, les argents publics), les ententes secrètes avec les alumineries (voir Le Devoir du 12 avril), etc. etc. etc. Oui, ils ont toute ma confiance!

Ce n'est pas un partenariat qu'il faut, mais de la surveillance, par les journaux, les médias, effectués par des journalistes instruits, sachant lire entre les lignes, suivre un dossier... Un organisme universitaire d'observation? mais si les universités viennent à s'affaiblir... Oui, comptons sur les recteurs!

Où est le Louis-Gilles Francoeur de l'éducation?

- Michel Seymour – Abonné, 12 avril 2012 13 h 14

Contradiction 2

Résumons nous. Monsieur Bernier soutient que le Gouvernement ne se contredit pas (i) en affirmant que la hausse des droits ne nuit pas à l'accessibilité tout en faisant simultanément (ii) des propositions visant à assurer plus d'accessibilité. La raison serait que dans le plan initial du gouvernement, des mesures semblables d'amélioration des prêts et bourses apparaissaient déjà. Je réponds alors que cela ne démontre pas qu'il n'y a pas de contradiction. Cela démontre plutôt que la contradiction était déjà présente dans le plan initial. Mais Monsieur Bernier réponds alors qu'il y a de la contradiction partout sauf chez les idéalistes. Pourquoi alors me répondait-il initialement qu'il n'y avait pas de contradiction dans le plan gouvernemental? La vérité est que Monsieur Bernier se contredit lui-même. Je lui recommande donc de ne pas écrire si c'est pour affirmer p et non p tout à la fois.

LA TRIBUNE: Des mesures pour accroître l'accessibilité universitaire, par Luc Godbout, professeur à l'Université de Sherbrooke - Publié le mardi 10 avril 2012 à 10h54



Archives La Tribune, Claude Poulin

Pour dénouer l'impasse qui perdure avec les associations étudiantes, le gouvernement a annoncé des changements importants dans l'Aide financière aux études (AFE). Certes, il maintient le cap sur la hausse des droits de scolarité, mais les modifications proposées ont pour effet d'accroître l'accessibilité universitaire.

À chaque occasion qui s'offre à moi, je me fais un devoir de rappeler que les étudiants bénéficiant d'une bourse de l'AFE - 30% des inscriptions à temps plein (1er et 2e cycles universitaires) en 2007-2008 - ne sont nullement touchés par la hausse des droits de scolarité. Chaque dollar additionnel payé en droits de scolarité entraîne une majoration de la bourse du même montant. Donc, une hausse de 1625 \$ provoque automatiquement une hausse de 1625 \$ de leur bourse.

Parallèlement à l'augmentation des droits de scolarité, le gouvernement avait également en mars 2011 assoupli la contribution parentale servant à la détermination de la bourse. Dans le cas d'un étudiant dont le revenu parental est de 45 000 \$, la bourse passera de 193 \$ à 3060 \$ au terme de la hausse des droits de scolarité en 2006-2017.

Maintenant, le gouvernement va plus loin en abolissant toute contribution parentale dans la détermination des prêts jusqu'à un revenu parental de 60 000 \$. Même avec un revenu familial de 100 000 \$, un prêt sera désormais possible et il couvrira la totalité des droits de scolarité et du matériel scolaire.

Cela dit, le principal changement concerne la mise en place d'un mécanisme de remboursement des prêts proportionnel au revenu (RPR) dans un horizon temporel bien défini.

Plusieurs arguments militent en faveur d'un RPR à l'intérieur de l'Aide financière aux études.

D'abord, un tel mécanisme existe ailleurs, notamment en Australie et en Nouvelle-Zélande, mais on oublie trop souvent de mentionner que la Suède a été un des premiers pays à mettre en application un RPR à ses prêts étudiants.

Le principe du remboursement proportionnel au revenu marque une amélioration en regard du système actuel. Actuellement, le mode de remboursement est uniforme, il n'est pas adapté à tous et peut avoir pour conséquence d'alourdir le poids du remboursement pour certains diplômés moins nantis dans les premières années de vie active. Avec le RPR, on règle ce cas, car, au-delà d'un certain seuil, chacun consacra la même proportion de son revenu futur au remboursement de son prêt. Le RPR garantit ainsi que si un étudiant fait un revenu modeste à sa sortie de l'université, la proportion de son revenu consacré au remboursement de son prêt ne sera pas plus lourde que pour un autre qui commencera sa carrière avec un revenu élevé. Ce faisant, le gouvernement soulage du fardeau de remboursement trop lourd des personnes dont la carrière serait moins lucrative.

Aussi, le RPR apporte une meilleure prise en compte des conditions de vie. Actuellement, l'Aide financière aux études tient compte des conditions de vie pendant que l'étudiant poursuit ses études, la mise en place d'un RPR permettra non seulement de tenir compte de ses conditions de vie lorsqu'il étudie, mais également pendant ses premières années de vie active en tenant compte de son revenu dans le remboursement de son prêt.

Combinés, la majoration des bourses annoncées corollairement à la hausse des droits de scolarité, l'abolition de la contribution parentale dans la détermination des prêts (jusqu'à 60 000 \$ de revenu familial) et le remboursement proportionnel au revenu auront pour effet de faciliter l'accès aux étudiants de la classe moyenne à des liquidités additionnelles pendant leurs années d'études universitaires. L'ensemble des changements apportés a pour effet de favoriser l'accessibilité des étudiants devant recourir à l'endettement pour aller à l'université.

Ainsi, la proposition gouvernementale désamorçe le principal argument des associations étudiantes, car le RPR devient la pièce maîtresse pour accroître l'accessibilité universitaire. Il devient donc possible de maintenir les augmentations de droits de scolarité en vue d'accroître le financement universitaire tout en améliorant l'accessibilité aux études universitaires, il s'agit, ne l'oublions pas, du véritable enjeu que doivent défendre les associations étudiantes.

Dès lors, un consensus devrait jaillir autour de la mise en place d'un RPR. Je ne suis pas seul à penser cela, plusieurs s'y sont déjà également montrés favorables. Sur la scène politique, tant la Commission jeunesse du PLQ que la Coalition Avenir Québec en avaient fait la promotion. Déjà dans les années 2000, Claude Montmarquette suggérait de suivre cette voie. Plus récemment, Robert Lacroix, l'ex-recteur de l'Université de Montréal, et son collègue Louis Maheu faisaient de même.

Dès l'annonce gouvernementale, des appuis se sont manifestés. La CRÉPUQ a salué les mesures gouvernementales. La présidente désignée de son conseil d'administration, la rectrice de l'Université de Sherbrooke Luce Samoisette, disait que ces mesures contribueront à assurer davantage l'accessibilité.

Enfin, si la population québécoise souhaitait que le gouvernement ouvre le dialogue avec les associations étudiantes, c'est chose faite. En contrepartie, la population s'attend aussi à ce que le mouvement étudiant mesure correctement les avancées obtenues. Luc Godbout est professeur à l'Université de Sherbrooke et chercheur à la Chaire en fiscalité et en finances publiques.

LE DROIT: [Canular]: Lettre: Droits de scolarité : Québec doit reculer, par Léo-A Dorais, Fondateur et recteur (1969-1974), Université du Québec à Montréal, Michel Gervais,, Recteur (1987-1997), Université Laval et



Patrick Woodbury, Archives LeDroit

Nous déplorons la fermeture dont fait preuve l'actuel gouvernement dans l'affaire de la hausse des droits de scolarité. Non seulement ce gouvernement souffre-t-il avec indifférence un niveau élevé d'inégalité dans la société, mais il n'hésite pas à accroître les inégalités prudens et sciens, sous prétexte de nécessités économiques et budgétaires, du reste fort contestables. La manière dont il entend réserver l'accès à l'éducation

supérieure aux seules couches nanties de la population en témoigne cruellement.

Qui plus est, nous ne reconnaissons plus la noble fonction rectorale au sein des institutions que nous avons servies avec coeur. Les recteurs et les principaux, qui ont indûment demandé au gouvernement une hausse des droits de scolarité plus élevée encore, ont acquis un pouvoir accru qui les constitue comme de vrais tiers inclus dans les décisions collectives au détriment du tiers exclus qu'est aujourd'hui plus que jamais la population du Québec. Des recteurs en poste volent au secours du gouvernement en lui fournissant des arguments sur un besoin factice de financement et sur un besoin tout aussi contrové de «compétitivité» des institutions universitaires. Or, ces arguments servent principalement à masquer la mauvaise gestion des universités québécoises et les pratiques dépensières dont ces mêmes administrations ne cessent de se montrer capables.

Quand une partie importante de la population parvient, comme le font les étudiants et leurs alliés dans leur mouvement de grande envergure, à manifester avec force son opposition aux décisions qui la concernent, retirant dès lors une partie de sa confiance et de sa légitimité aux élites dirigeantes, il est dans l'intérêt de celles-ci de revenir sur ses mauvaises décisions. Nous invitons ainsi le gouvernement à faire preuve de flexibilité et à reculer, faute de quoi, comme le chêne de La Fontaine qui ne sait pas plier, pourrait bien se trouver déraciné.

CYBEPRESSE: Libre opinion: Trop de diplômés, par Daniel Girard, compte 20 ans de métier comme journaliste et réalisateur à Radio-Canada. Il a obtenu en 2007 une maîtrise en administration publique de l'Université Harvard. - Publié le mardi 10 avril 2012 à 06h00

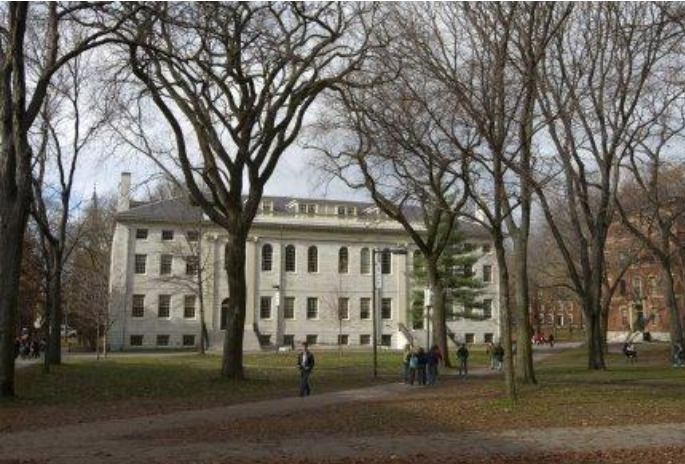


Photo: Robert Skinner

Aux États-Unis, un diplômé sur trois n'occupe pas l'emploi pour lequel il a étudié. Malgré cela, les demandes d'admission dans les universités privées battent des records. Beaucoup d'Américains pensent que la solution passe par de meilleurs diplômés, écrit Daniel Girard. Sur la photo, l'Université Harvard.

La copine de mon frère me regarda d'un air hébété. Harvard? Mais combien ça va te coûter? Le prix, c'est 45 000\$ par année pour la maîtrise à la Harvard Kennedy School. En ajoutant les frais indirects - logement, épicerie, etc. -, la facture s'élève à 70 000\$. Pour étudier au collège, il en coûte 54 500\$ par an, logé et nourri. Le programme généraliste dure quatre ans. Prohibitif? Assurément. Malgré tout, les candidats se bousculent aux portes... pour mieux y être refoulés. 34 000 candidatures ont été soumises pour 2012-2013. Le 29 mars, Harvard a envoyé 2000 lettres d'acceptation. Pour chaque candidat qui a reçu une bonne nouvelle, 16 ont été déçus.

Une telle ruée peut surprendre compte tenu de la situation économique aux États-Unis. En 2011, la dette combinée des diplômés américains a dépassé la somme des soldes impayés de cartes de crédit, une première. Harvard en tient compte. Elle fournit de l'aide financière à six familles sur 10 et les 20% dont le revenu ne dépasse pas 65 000\$ ne paieront presque rien.

Pourquoi Harvard? Le prestige et la tradition d'excellence. Harvard a produit plus d'une quarantaine de prix Nobel, huit présidents américains - dont Barack Obama, diplômé de la faculté de droit -, deux premiers ministres canadiens, Mackenzie King et Pierre Trudeau et une multitude d'entrepreneurs à l'origine de Facebook, LinkedIn, Staples... et la liste s'allonge.

Librairies somptueuses, équipement informatique de pointe, 2500 professeurs pour 20 000 élèves, un ratio d'un pour 8. Harvard est le théâtre d'un enchaînement vertueux. Les meilleurs professeurs veulent y enseigner pour les ressources et la qualité des étudiants. Tout le monde veut se dépasser. La charge de travail est imposante, presque décourageante. C'est voulu. La barre est haute et on s'attend tous à bosser. Les salles de cours sont bondées sur l'heure du midi. Les cours d'abord et le lunch ensuite, si on a le temps.

Un produit endommagé qui coûtera plus cher

L'entrepreneur philanthrope Andrew Carnegie a dit que dans la vie, tout ce qui a de l'importance mérite qu'on lutte pour l'obtenir. C'est vrai pour un diplôme universitaire. Son obtention doit nécessiter travail acharné et sacrifices, quels qu'ils soient. L'exemple de Harvard est au sommet de la pyramide, mais il démontre ce qui peut être accompli avec une politique d'admission exigeante combinée à une aide financière considérable.

Le Québec compte beaucoup d'universités et les politiques d'admission varient. Un resserrement s'impose. L'accroissement spectaculaire de la fréquentation est l'un des bienfaits de la Révolution tranquille, mais elle a un prix, la surabondance des diplômés. Le diplôme de droit ou de sciences sociales ne génère souvent plus qu'un haussement d'épaules chez le recruteur. Plusieurs étudiants sont frustrés d'avoir investi temps et argent dans leur diplôme pour finir chez Starbucks. La surqualification touche quatre diplômés sur 10. On compte trop de candidats de même formation incapables de percer dans leur domaine. La dévalorisation de leur diplôme est inévitable.

Doit-on suggérer aux étudiants d'y penser à deux fois avant d'entreprendre des études universitaires? Difficile de donner un tel conseil. Un étudiant qui a la passion de la philosophie ou de l'histoire doit suivre sa muse. Mais il devra ajuster ses attentes. Ignorer ou déplorer les mécanismes de l'offre et de la demande ne va pas les empêcher de s'appliquer. En trame de fond de tout cela, la qualité des études de baccalauréat continue de décliner. Les classes grossissent au détriment de l'encadrement individuel, les charges de cours se multiplient, les exigences des cours chutent, réduisant le temps nécessaire pour obtenir des crédits. Pour acheter la paix, on compense l'étudiant avec l'inflation des notes.

La hausse des droits de scolarité survient au moment où le produit se détériore et l'espoir d'être rémunéré à sa juste valeur faiblit. C'est la moindre des choses de la part du législateur d'être plus généreux en prêts et bourses. La majoration forcera l'étudiant à réfléchir davantage sur son choix de carrière, les erreurs d'aiguillage devenant plus coûteuses.

Le déclin du baccalauréat et la surqualification frappent aussi les États-Unis. Un diplômé sur trois n'occupe pas l'emploi pour lequel il a étudié. Malgré cela, les demandes d'admission dans les universités privées battent des records. Beaucoup d'Américains pensent que la solution passe par de meilleurs diplômés. L'Université Harvard répond en utilisant ses ressources considérables pour accueillir ceux qui ont obtenu les meilleurs résultats, peu importe leur revenu. Apprendra-t-on des meilleurs?

LE DEVOIR: Libre opinion - Des oubliées: les études supérieures et la recherche, par Vincent Larivière - Professeur à l'École de bibliothéconomie et de sciences de l'information de l'Université de Montréal et chercheur associé à l'Observatoire des sciences et des technologies de l'UQAM - Mardi 10 avril 2012

Dans la foulée de l'augmentation des droits de scolarité décrétée par le gouvernement du Québec — qui passeront de 2168 \$ en 2011-2012 à 3793 \$ en 2016-2017 — et de la grève de quelque 200 000 étudiants collégiaux et universitaires, la plupart des observateurs ont discuté de l'effet négatif de telles hausses sur l'accès aux études de premier cycle.

Dans [Le Devoir du 23 mars](#), Pierre Doray et Amélie Groleau nous rappelaient qu'à la suite du dernier dégel des frais de scolarité, les universités francophones avaient subi une baisse de plus de 26 000 inscriptions entre 1992 et 1997. Peu d'observateurs ont toutefois noté l'effet délétaire d'une telle hausse sur l'accès aux études de cycle supérieur et, par conséquent, sur la capacité de recherche des universités québécoises.

Les données de l'Association canadienne pour les études supérieures nous montrent que les inscriptions dans les programmes de doctorat furent également touchées, avec un certain décalage compte tenu du temps nécessaire au passage des études de premier cycle aux études doctorales. Pour les trois principales universités de recherche du Québec (Laval, McGill et Montréal), qui comptent pour plus des trois quarts des doctorants en 1995, les inscriptions au doctorat sont passées de 6792 à 5880 entre 1995 et 2001, soit une baisse de plus de 13 %. Certaines universités furent également plus touchées que d'autres: les programmes de doctorat de l'Université de Montréal, par exemple, ont subi une baisse de plus de 22 % (2865 en 1995 contre 2229 en 2001).

Effet pervers

De récentes données sur le rôle des étudiants de doctorat dans le système québécois de la recherche montrent fortement qu'une réduction de l'accès aux études supérieures aura un effet négatif important sur les activités de

recherche des universités. En effet, bien qu'en phase d'apprentissage, les étudiants de doctorat comptent pour une part importante de la main-d'oeuvre en recherche des universités.

Le nombre d'articles scientifiques — indicateur fiable de l'activité de recherche fondamentale des universités — auxquels au moins un étudiant de doctorat a contribué est passé de 1500 à 3000 entre 2000 et 2007, et représente, en 2007, le tiers du total des publications des universités québécoises. Dans certaines disciplines, ce pourcentage est encore plus élevé: en 2007, les doctorants québécois ont contribué à 50 % des articles en physique, 43 % en recherche biomédicale, 40 % en chimie, 37 % en biologie et, finalement, 35 % en psychologie. Et ces chiffres ne concernent que les doctorants: l'inclusion des étudiants de maîtrise les augmenterait encore davantage.

Une baisse de l'accès aux études de cycles supérieurs et, par conséquent, du nombre de doctorants, non seulement réduirait la capacité de recherche actuelle des universités — qui perdraient ainsi l'accès à une main-d'oeuvre relativement «bon marché», stimulée et désireuse de contribuer à l'avancement des connaissances —, mais hypothéquerait également celle de demain, en réduisant le nombre de nouveaux chercheurs formés. En somme, en réduisant l'attrait des études aux cycles supérieurs, toute hausse importante des droits de scolarité aurait aussi pour conséquence d'influer sur la capacité de recherche des universités québécoises. À l'heure où les universités et les gouvernements n'ont que les mots «société du savoir» et «innovation» à la bouche, on peut se demander s'ils ont réellement songé aux effets pervers de leurs décisions.

Vos réactions

- claude landry - Inscrit, 10 avril 2012 04 h 18
La raison d'une hausse si élevée
Les recteurs savent-ils que la hausse diminuera la fréquentation universitaire. Si ils ne le savent pas et qu'ils n'ont pas calculé l'effet de la baisse de fréquentation sur les revenus des universités ce sont des incompetents. Mais si au contraire, ils le savent, le niveau de la hausse a probablement pour but de contrer la baisse de fréquentation par des revenus par inscription beaucoup plus élevés. Alors ce n'est pas seulement de l'incompétence, c'est aussi du cynisme.
- Paule Savignac - Abonnée, 10 avril 2012 08 h 28
D'autres effets pervers
De Louis.Marc.Bourdeau@gmail.com
On nous rappelle la baisse de 26K étudiants dans les universités francophones suite à la hausse des frais de scolarité en 1992, décrétée par Robert Bourassa. Encore faudrait-il établir que la hausse est le seul facteur qui a engendré cette baisse.
C'est très vraisemblable toutefois que la hausse en fut le principal facteur, et Doray & Bastien ([Le Devoir 23 mars](#)) rappellent de plus que le nombre d'étudiants pre-hausse ne fut rattrapé que 10 ans plus tard, l'inflation la rendant moins débilante sur les capacités des parents & étudiants de se payer ces études.
26000 étudiants représentaient à l'époque plus de 10% des étudiants inscrits. Énorme! Mais il faut rappeler, autre effet pervers, que tout étudiant qui ne s'inscrit pas aux études universitaires faute de moyens financiers, privera l'état québécois d'importants revenus en taxes et impôts supplémentaires qu'un diplômé universitaire moyen devra payer du fait de sa qualification. Sans parler des nombreux impacts non chiffrables, en termes de bonheur collectif pour ainsi dire.
Un calcul simple sur 1% d'étudiants potentiels qui ne s'inscrivent pas montre les dégâts à cet égard. Voir le fichier:

http://wikistat.polymtl.ca/tiki-download_file.php?

- S'il fallait compter avec 10% des étudiants potentiels sacrifiés....
- Olivier Bamville - Inscrit, 10 avril 2012 09 h 12
Sans les étudiants gradués et les postdocs, la production d'articles scientifiques diminuerait probablement de plus de 75 %
Dommage que l'article n'ait pas inclus les postdocs et les étudiants à la maîtrise dans ses statistiques. Car alors il serait arrivé probablement au chiffre indiqué dans mon titre. Quelle est la morale? Les professeurs, qui ont presque tous la permanence et ne souffrent donc nullement s'il y a formation d'un nombre excédentaire de diplômés, promeuvent leur carrière en ayant sous leur gouverne le plus grand nombre d'étudiants possibles, peu importe les difficultés que ces étudiants pourraient ensuite rencontrer sur le marché du travail.
Se soucient-ils vraiment si ces étudiants ont un emploi correspondant à leur formation plus tard? Non, ou plutôt, c'est un souci rhétorique. Du moins, je ne connais pas de professeur qui choisisse d'avoir moins d'étudiants sous sa gouverne pour des raisons autre que personnelles.
Certains le font pendant quelques années. Certains, par exemple, font un effort conscient et rigoureux pour engager des assistants et associés de recherche supplémentaires plutôt qu'accepter des étudiants de plus. Mais vite il se rend compte que cela le rend moins compétitif: l'étudiant est tout simplement plus "rentable": il produit plus d'articles scientifique par dollar d'investissement.
En fait, rien n'est plus "rentable" qu'un étudiant qui a sa propre bourse. Mais même un étudiant sans bourse est considéré par plusieurs comme 2 fois plus "rentable" qu'un assistant de recherche.
Conséquence: une tendance partout au Québec à produire plus de diplômés que nécessaire, le tout au service du CV du professeur.

- Plus d'étudiants signifie tout simplement un meilleur CV, plus de publications. Et puis, si ces étudiant n'ont pas d'emploi plus tard, pourquoi le professeur s'en soucierait-il: il a la permanence et peut donc se permettre de produire un énorme "excès" de diplômés sans aucune conséquence négative pour lui, et avec beaucoup de conséquences positives (le prestige; le CV bien épais).
Il faut savoir être
Olivier Bamville - Inscrit, 10 avril 2012 10 h 38
Suite du commentaire sans doute électroniquement tronqué
Il faut savoir être conscient de ces effets pervers de la permanence universitaire: un intérêt égoïste à former le plus grand nombre d'étudiants possibles, parce que c'est bon pour le CV, tout en n'ayant pas à se soucier que ces étudiants que le professeur vient de former lui ravissent son emploi.
- Yvan Dutil - Inscrit, 10 avril 2012 13 h 38
En fait, il s'agit simplement d'une conséquence de l'arrêt de la croissance du nombre de poste de professeurs d'université. En effet, s'il n'y a pas croissance, il y a surproduction d'étudiants dès que plus d'un étudiant est produit par professeurs. Il y a bien des fuites vers l'industrie et les organismes gouvernement. Cependant, il est quasiment assuré qu'une surproduction de diplômés aura lieu.
- Olivier Bamville - Inscrit, 10 avril 2012 13 h 01
Mais il n'y a pas de solution simple.
En effet, le non permanence universitaire a les mêmes effets pervers, ou même des effets magnifiés. Sans permanence, la pression vers la productivité est encore plus forte et tout professeur/chercheur sait que la meilleure voie vers la productivité maximale, en termes de publications de recherche, est d'avoir un nombre maximal d'étudiant faisant doctorats et postdocs sous sa direction, sans aucun égard pour le sort de ces étudiants une fois sur le marché du travail.



La Faculté de médecine de l'Université de Montréal vient de fournir le modèle pour résoudre la crise étudiante. On a utilisé le procédé le plus démocratique et le plus intègre: le vote électronique dûment contrôlé. Plus question de palabres dans des assemblées dominées par des groupuscules aguerris aux techniques d'interférence ou d'influence. Non, chacun est appelé à marquer son choix électroniquement, en pleine intégrité, en totale liberté, en pleine lucidité.

C'est ce qui fait que le vote (référendum) électronique réalisé ce 2 avril 2012 à la Faculté de Médecine de l'Université de Montréal a entraîné une participation record de 92 % d'étudiants touchés par la grève, qui se sont

prononcés à plus de 62 % en faveur de la reprise des cours et en faveur de la cessation de la grève. Le bon sens a prévalu. Au lieu de se donner l'illusion de gérer la province, au lieu de multiplier les actions de vandalisme, au lieu de faire perdre leur temps à la majorité sérieuse et de renâcler et de parader dans les rues, que les groupuscules manipulateurs des diverses associations utilisent le même processus pour laisser vraiment à chacun et à chacune la pleine liberté de se prononcer par référendum électronique et les faits parleront: la crise sera résolue dans la pleine liberté des choix éclairés et non pas téléguidés.

Vos réactions

- Mathieu Christophe Cordeau - Inscrit, 10 avril 2012 00 h 50

À quand ce modèle d'intégrité au niveau gouvernemental? Cela éviterait peut-être que des groupuscules manipulateurs influencent la politique québécoise au point de laisser un parti régner en rois nègres pendant presque 10 ANS!!!

Alors je vous pose cette question Monsieur Beaudet: pour qu'elles raisons est-ce que les étudiants devraient se conformer à une transparence aussi intègre [comme vous le mentionnez] dans leur assemblées, alors que le gouvernement, lui, n'est pas obligé de s'y conformer?

Ah oui, c'est vrai. Nous vivons dans une démocratie qu'à chaque 4 ans...

- Rock Dumais - Abonné, 10 avril 2012 12 h 14

Quoi, vous voudriez changer de gouvernement à tous les jours? Avez-vous une idée des coûts et de la logistique?

Vous voudriez que notre gouvernement gouverne par sondage?

Que autre pays fonctionne de cette façon? Pourquoi parlez-vous de 10 ans? La dernière date de 2008. Groupuscule? 61% de la population appuie le gouvernement

- Joël Naggar - Abonné, 10 avril 2012 01 h 00

Mais bien sûr! Depuis quand la démocratie nécessite-t-elle des débats? Chacun dans son coin et on règle tout...

- tohi1938 - Inscrit, 10 avril 2012 08 h 40

Résultat de l'intoxe mal digérée?

Le vote a lieu après les débats, pas à la place! Et le fait que tout le monde vote, ou puisse voter est garant d'un résultat équilibré.

En fait tout vote de boycott ou de grève devrait nécessiter une participation d'au moins 80% d'électeurs potentiels dument inscrits.

- I poisson - Inscrit, 10 avril 2012 01 h 35

La relève du Dr Mailloux

La magie de l'électron démocratique est surtout celle du "Big Brother" qui dicte le contenu de la question. Sans aucun débat parmi les électeurs.

Opter pour: "le vote électronique dûment contrôlé." semble faire votre affaire en autant que votre point de vue ait été entériné par 62% des étudiants en médecine de l'UdeM. Contrôlé par qui en passant? La réélection de Georges W. Bush suite à des failles technologiques en Floride devrait nous rendre circonspect.

Que dire de votre diagnostic sans équivoque sur 38% des étudiants qui selon vous, voulaient faire "perdre leur temps à la majorité sérieuse"? Le Dr Mailloux serait fier de vous.

- Mathieu Bouchard - Abonné, 10 avril 2012 19 h 31

En effet, les machines de vote électronique utilisées dans les années 2000 devraient faire frissonner tout honnête spécialiste de l'informatique, qui devraient vraisemblable-

ment être tous contre le vote purement électronique.

La crédibilité d'un vote électronique devrait être conditionnelle à la capacité de démontrer que la procédure de vote n'est pas facilement trafiquable.

Dans les années 2000, des ingénieurs ont testé la machine de vote de Diebold et ont démontré qu'il est possible pour quelqu'un de remplacer le logiciel de la machine en quelques secondes d'inattention. De plus, le code source de ce logiciel est aussi gardé comme un secret industriel, ce qui empêche à des auditeurs indépendants d'évaluer sa sécurité en détail, ou du moins, ça complique beaucoup l'exercice.

- Anne-Sophie Alain - Inscrit, 10 avril 2012 03 h 42

Félicitations!

Enfin vous osez dire tout haut ce que... attendez... oh oui: tout le monde dit déjà tout haut, non sans dédain ou mensonge. Je parle là de la belle image que vous avez du fait de prendre son droit de manifester, de prendre l'opportunité de délibérer en assemblée générale.

Par ailleurs, y a-t-il eu tant de vandalisme que ça, ou en a-t-on seulement parlé sur tous les médias. La question se pose, et devrait se poser pour un être cultivé et instruit comme vous.

- Chantal_Mino - Abonné, 10 avril 2012 06 h 58

Vive la réelle implication citoyenne! Il est grand temps pour un printemps québécois.

Je suis plutôt sceptique des votes électroniques. Si cela fonctionne comme à TVA ou dans les machines à poker, tout est déjà programmé. En tout les cas, une chose est sûr, c'est que c'est très bien manipulable. Étant donné que nous avons des citoyens très intelligents et sans aucune valeur à la solde du 1% au Québec, je n'ai aucune confiance en cette façon de faire.

Le juste milieu serait de faire des votes secrets automatiquement en assemblée, comme ça, ceux qui inventent une présumée crise étudiante entre étudiants au lieu d'avec notre gouvernement antidémocratique et sans valeur du PLQ n'aurait rien à dire et ne pourraient pas manipuler les résultats.

Faites juste un test, vous allez voir! Mettez-vous à plusieurs pour aller voter sur le sondage TVA (quand il s'agit de manipuler les chiffres pour un lavage de cerveau afin de faire passer une idée du 1%), et vous allez voir que c'est la pensée du 1% qui ressort de quelque façon que ce soit. C'est une vraie farce! Et après ça, les nouvelles de TVA se servent de leurs sondages bidons pour enfoncer le clou dans le lavage de cerveau de nombre de québécois qui croient ça et ne voient pas que tout est une question de show, de sensationnalisme et de gros \$\$\$\$\$\$. L'information objective et véritable, oubliez ça au Québec, hormis au De-

- voir et à L'Aut'Journal.

Il ne reste qu'une porte de sortie à toute ce gang de croches qui nous dirige et elle est quand même assez puissante, car ils possèdent la majorité de nos médias et peuvent manipuler l'opinion publique comme bon leur semble.

Seul un gouvernement intègre et ayant des valeurs visant le bien commun de tous les québécois saura légiférer pour remettre l'information véritable au centre de nos médias, car ceci est le phare de notre démocratie que nous avons malheureusement perdue.

- Jean Bourgeois - Inscrit, 10 avril 2012 07 h 15

Que dire de plus

Et selon un sondage de la Presse, le peuple est pour que les étudiants entrent en classe dans une proportion de 62%. Comme les chiffres se ressemblent!

- Arthur Cravan - Inscrit, 10 avril 2012 10 h 21

Réponse à Jean Bourgeois, le sondage de CROP-La Presse auquel vous faites référence obéit, de son propre aveu, à une méthodologie douteuse, dont on ne peut rien conclure et sans marge d'erreur.

En fait, le sondage a été effectué électroniquement (justement!) auprès de 800 internautes, qui s'adonnent à être aussi des lecteurs de La Presse. Autrement dit, La Presse a demandé à sonder l'opinion des lecteurs de La Presse: faut-il s'étonner des résultats? Y a-t-il enquête plus bidon?

"Que dire de plus"... Vous pouvez quand même parler au nom du "peuple". (!)

- Mathieu Bouchard - Abonné, 10 avril 2012 19 h 56

D'où tenez-vous que CROP sonde parmi les lecteurs de la Presse?

Si vous voulez parler des petits sondages « Question du jour » qu'on retrouve sur la Presse, c'est pas fait par CROP.

Le calcul de la marge d'erreur que CROP prétend ne pas pouvoir faire est une nouvelle mode inquiétante parmi les maisons de sondage. Il y a toujours une marge d'erreur théorique dans un sondage aléatoire, et ils peuvent la trouver en pondérant les marges d'erreur de chacun des sous-groupes sondés (divisés selon l'âge, le sexe, le diplôme, etc.).

CROP dit qu'il utilise un panel web. Ce panel web est vraisemblablement bien différent du lectorat de la Presse, ET certainement non-représentatif de la population d'une manière plus profonde que le biais d'un bottin téléphonique. Mais ils donnent pas de détails sur la nature du panel.

- Arthur Cravan - Inscrit, 11 avril 2012 10 h 26

Merci à Mathieu Bouchard.

CROP ne m'a jamais répondu. Les seuls détails qu'ils ont donné en ce qui concerne leur "sondage", c'était qu'il a été mené auprès de "800 internautes" et que c'est "non-probabiliste" et donc "sans marge d'erreur".

- J'en ai déduit que c'était auprès des lecteurs/internautes de La Presse, car je ne voyais pas comment un tel sondage serait possible. C'était une déduction de trop. Vous affirmez qu'il a été fait sur "un panel web". C'est fort probable. Il vaudrait la peine d'avoir plus de détails sur cette pratique, et surtout, de la rendre plus explicite. En tout cas, une chose est sûre : c'est un sondage-bidon.
- Yves Petit – Inscrit, 10 avril 2012 07 h 20
Vous avez raison
Bravo M. Beaudet. Le vote à main levée est anti-démocratique, point à la ligne! En fait, il ne devrait jamais y avoir de vote à main levée particulièrement dans les syndicats qui sont des experts pour culpabiliser et pointer du doigt les empêcheurs de grêver. Qu'attend le gouvernement pour interdire les votes à main levée?
 - Etienne Collette – Inscrit, 10 avril 2012 23 h 48
Ce sera difficile pour le gouvernement d'interdire les votes à mains levées.....À la Chambre des communes ainsi qu'à l'Assemblée nationale, c'est le vote à main levée qui est utilisé....(enfin, ils se lèvent mais c'est la même chose)
 - Richard Laroche – Inscrit, 10 avril 2012 07 h 56
Vote ouvert VS vote secret
Un vote électronique facilite la participation et révèle une amélioration de la démocratie, pour autant que le vote reste ouvert et transparent.
Il est beaucoup plus facile de faire des choix individualistes et immoraux lorsqu'on est sous le couvert de la confidentialité. Face à ses pairs, la peur du jugement force le comportement vertueux.
L'intimidation ne doit pas pour autant être tolérée et les opinions opposées doivent s'influencer par des débats, pas par de la violence physique.
La discrimination sociale et psychologique que pourraient subir certains individus à cause de leur position est légitime, car c'est la majorité ouverte et transparente qui constitue la moralité et détient le pouvoir de pardon, et non ceux qui cachent leurs désirs malsains.
 - Rock Dumais – Abonné, 10 avril 2012 12 h 39
Diable. Vous avez un drôle de perception de l'être humain. Individuellement on est immoraux et vertueux en groupe? Rousseau se retournerait dans sa tombe 'L'homme naît bon; c'est la société qui le corrompt'
Alors l'intimidation autre que physique c'est correct? souhaitable même? Je pense que vous avez manqué quelques avis de décès, vous. Le pouvoir du pardon? les désirs malsains? Honnêtement. vous me faites peur.
Rock Dumais, abonné
 - Richard Laroche – Inscrit, 10 avril 2012 15 h 26
@ Rock Dumais
Je n'ai pas parlé d'intimidation, mais de discrimination.
Sans cette nuance et d'après votre logique, il faudrait éviter de qualifier publiquement un partisan néo-nazi de fasciste, afin d'éviter de lui causer un préjudice socio-psychologique? Il faudrait laisser les racistes et les homophobes tenir leurs propos sans critiquer?
Et ne déformez pas mes propos avec ceux de Rousseau (dont je suis d'ailleurs un grand admirateur). Si la société corrompt l'homme sans cachette, l'homme corrompu tente toujours de cacher ses délits à la société.
 - Marc Ste-Marie – Inscrit, 10 avril 2012 08 h 43
Moutons noirs... mais tout de même très dociles!!
Bêêêê!!... Bêêêê!!...
"Qu'on r'garde les jeunes, qu'on r'garde les vieux pis on se d'mande qui c'est qui est l'mieux.
Quelle différence qu'il y a dans l'fond, c'est toute le même troupeau de mouton.
Problèmes de drogue, d'économique, l'un cherche du pot, l'autre cherche du fric.
Qu'on l'mette en banque, qu'on l'roule en joint, du foin, c'est toujours du foin!..."
P. Latraverse
Ça résume bien la situation!!...^_^
Rodrigue Guimont – Abonné, 10 avril 2012 09 h 23
Anti-démocratique le vote à main levée?
Peut-être voudriez-vous commencer par abolir le vote à main levée à la Chambre des communes et à l'Assemblée nationale?
Quoi de plus démocratique au contraire que de se lever et de défendre au sus et au vue de tous une position débattue en public, cela s'appelle responsabiliser son vote.
 - M. Richard Filion Directeur Général/ Collège Dawson – Abonné, 10 avril 2012 09 h 34
D'accord!
Que ce soit par vote électronique ou par scrutin secret tenu au moyen d'un référendum faisant suite à une assemblée générale ou à une campagne référendaire en bonne et due forme, l'essentiel est de permettre l'expression des positions sur un enjeu aussi important que l'interruption illimitée des activités académiques. Cela ne réduit pas la possibilité de s'informer et de débattre. Cela permet le caractère démocratique du processus et affirme la qualité intrinsèque du résultat obtenu, quel qu'il soit. La situation décrite par monsieur Beaudet l'illustre à l'évidence: 92% de participation. Qui dit mieux?
 - G Danis – Abonné, 10 avril 2012 10 h 09
Vote secret à l'Assemblée nationale
Dans ce cas-là, il faudrait instaurer un vote secret à l'Assemblée nationale !!!! Nos parlementaires continuent d'oeuvrer dans un environnement où des débats ouverts ont lieu en personne...pauvres eux, comme c'est déplorable !
Comme la hausse des droits de scolarité a été élaborée et votée par une Assemblée nationale qui n'a pas encore adopté le vote secret et électronique, je déclare cette décision irrecevable !!!!
Tout cela témoigne que les gens opposés à la hausse ont de la difficulté à argumenter sur les véritables enjeux et préfèrent s'éloigner de la question centrale pour discuter d'enjeux périphériques
 - Rock Dumais – Abonné, 10 avril 2012 12 h 22
Non Les députés de l'Assemblée Nationale sont redevables envers leurs électeurs. Ce vote là ne peut être secret.
Le vote secret est valable pour exprimer son choix personnel sans crainte de représailles ni d'intimidation.
Rock Dumais, abonné
 - Etienne Collette – Inscrit, 10 avril 2012 23 h 51
Et avec la ligne de parti, les élus peuvent s'exprimer sans crainte de représailles ni d'intimidation?
 - Arthur Cravan – Inscrit, 10 avril 2012 10 h 14
Contre le vote électronique
Le vote électronique permet de rester chez soi, de ne pas participer aux débats, de ne pas s'exposer aux idées des autres, et... de voter. Le vote électronique est le paradigme de la démocratie actuelle : aucune discussion digne de ce nom, aucun désir non plus de discuter, mais chacun a droit à son opinion.
L'argument de M. Beaudet au sujet du vote des étudiants de médecine ne tient pas : la faculté de médecine, avec ou sans vote électronique, n'est pas chaude à l'idée de faire la grève. Il n'y a pas eu de revirement de situation suite au vote électronique!
Le "bon sens a prévalu", nous dit-il, celui de la "majorité sérieuse" (!). Les autres "niaisent et paradent dans les rues" et "multiplient les actes de vandalisme", agités par des "groupuscules manipulateurs". Plus de 150 000 étudiants en grève depuis de nombreuses semaines ont été agités par des "groupuscules manipulateurs", nous dit-il. Bien sûr.
Richard Laroche – Inscrit, 10 avril 2012 11 h 19
Vous rejetez le vote électronique sous prétexte de ne pas participer aux débats, de ne pas s'exposer aux idées des autres...
Pourtant, de mon point de vue personnel, je participe à d'avantage des débats et je m'expose cent fois plus aux idées politiques des autres en naviguant sur des pages électroniques telles que celle-ci qu'en faisant la conversation avec ma famille et mes amis.
Ainsi, le débat électronique et le vote électronique vont de pair. Je crois personnellement que ça améliore la mécanique de la démocratie.
Et de toute façon, un citoyen mal renseigné et désintéressé versera un vote de même nature, que ce soit en personne ou par voie électronique, pour autant que le vote reste ouvert et transparent.
 - Rock Dumais – Abonné, 10 avril 2012 12 h 31
Ça fait trente ans qu'on en parle chaque année; ça fait 56 jours qu'à tous les bulletins de nouvelles les leaders syndicaux étudiants nous abreuvent de leurs doléances. Alors le débat...
On peut difficilement être plus informé. Et les leaders syndicaux ont eu infiniment plus de "visibilité" que la majorité qui préférerait étudier. Aller dans la rue et se noyer dans une mer de grévistes militants? Non, merci.
Rock Dumais, abonné
 - plan sud – Inscrit, 10 avril 2012 10 h 55
Une pétition
Il n'y a pas si longtemps j'ai signé une pétition en ligne pour demander le départ de Jean Charest.
Comme réponse on nous a dit qu'une démarche en ligne ne valait rien...
Si quelqu'un pouvait me dire comment a été décidé l'augmentation des frais scolaires...par vote électronique...par vote de la population...dans un programme électoral...à l'Assemblée Nationale...
Peut-être en commission publique à huis clos, comme il arrivera bientôt.
 - André Michaud – Inscrit, 10 avril 2012 10 h 56
Ce serait trop démocratique !!
Ayant été dans le milieu syndical comme délégué de nombreuse années, les boss syndicaux nous disaient qu'il est prouvé que plus de gens vont voter et moins il aura de chance d'avoir un vote de grève..
A l'hôpital ou ma femme travaillait, quand on s'est mis à voter sur leurs heures de travail, et que une grande majorité allait voter, il n'y eu plus JAMAIS de vote de grève!!

Les leaders syndicaux et étudiants connaissent cette réalité et ont très peur de la démocratie quand elle devient autre chose que de petites gangs de la pseudo "élite consciente" (sic) qui monopolisent la situation..

L'autre truc est de faire durer longtemps les assemblées et exaspérer ceux qui viennent voter contre, au point qu'ils quittent avant le vote...ou alors de mettre l'assemblée à une heure où il y aura moins de monde..

Le vote électronique serait beaucoup trop démocratique pour eux..

- Rock Dumais – Abonné, 10 avril 2012 12 h 33

J'aime assez quelqu'un qui parle d'expérience, Un témoignage auquel j'accorde de l'importance

Rock Dumais, abonné

- Leys – Inscrit, 10 avril 2012 15 h 28
Étudiants et syndicats ?

Je ne vois pas le rapport maintes fois évoqué entre le mouvement étudiant et les syndicats. Cela m'apparaît d'entrée de jeu comme de la propagande de vieux schnok de droite pour qui le peuple doit toujours payer plus et les puissants faire toujours plus de profits mais je suis bien ouvert à entendre des explications sur ces prétendus liens...

- Paule Savignac – Abonnée, 10 avril 2012 16 h 53

«The silent majority»

De Louis.Marc.Bourdeau@gmail.com

Cela me semble tomber sous le sens, les étudiants opposés, nombreux ou pas, surtout nombreux, n'ont qu'à se pointer aux assem-

blées, puis voter. Réclamer (une proposition, quoi!) un vote secret s'ils le veulent, puis voter. Faire changer l'ordre du jour pour accélérer les choses, s'ils sont pressés & NOMBREUX.

Mais débattre, écouter les autres? Allons donc! Pourquoi s'ont-ils si pleutres ces silencieux? Pourquoi se cacher derrière un écran d'ordi? Comme d'autres derrière les cours de justice. Démocratique elles aussi comme les lois qu'elles appliquent. Ça pour ça! La rue parle en ce moment. Qu'on l'écoute tombe sous le sens.

Le problème de ces votes électroniques est bien sûr la facilité de leurs manipulations... Et quand cela ne serait pas? C'est dans le débat en présence des autres, dans la réflexion lente que la démocratie s'exerce.

Au fait, si on laissait les prétendues majorités silencieuses prendre tous les pouvoirs par des référendums électroniques dans notre société, on aurait une société bien verrouillée, ce qui ferait l'affaire de tous les loups très minoritaires qui nous gouvernent.

- SabrinaCobra – Inscrite, 10 avril 2012 23 h 25

Fausse représentation

Je suis en médecine à l'UdeM.

J'ai été vraiment fâchée voire attristée de lire cet article ce matin, car il omet grossièrement de mentionner les 4 AG que nous avons eues avant de voter pour le vote électronique.

J'étais contre ce vote électronique, comme plusieurs de mes collègues, pour toutes les

raisons mentionnées, sans compter qu'il ne laissait pas place à une seconde proposition. Toutefois, c'est ce que l'assemblée a choisi de faire durant une quatrième assemblée générale dont 3 se sont déroulées à l'intérieur des 9 jours de grève que nous avons eus. Je suis d'avis que la plénière est très importante, et je sais qu'elle peut aider certains à décider la position qu'ils vont prendre et même en faire changer d'avis quelques uns. Toutefois je peux comprendre aussi pourquoi mes collègues ont fait ce choix. N'importe qui ayant déjà assisté à une AG peut comprendre ce choix. Je respecte la décision qui en a résulté. Mais s'il-vous-plait, n'allez pas croire que les référendums électroniques sont "un modèle pour résoudre la crise étudiante". La discussion est un modèle. Et seule une assemblée générale peut offrir une plateforme démocratique complète, équitable et saine.

- Julien Beaugard – Abonné, 11 avril 2012 03 h 26

la leçon de l'AÉÉSSÉ.

Association des étudiant(e)s aux études supérieures en sciences de l'éducation (AÉÉSSÉ) a convenu en assemblée générale de tenir un vote électronique afin de maximiser la participation. Résultat: 55% des votants ont adopté un mandat de grève d'une semaine reconductible tant et aussi longtemps que la FEUQ n'a pas pu s'asseoir à une table de négociation avec le ministre. La balle est dans votre camp, Line (et dans le votre monsieur Beaudet).

CYBERPRESSE: Chronique: Attaque frontale, par Pierre Foglia - Publié le lundi 09 avril 2012 à 09h21

Je l'ai dit, j'y reviens, je suis pour la grève, pour la grève-en-soi, est-ce assez irresponsable? Je suis pour la leçon de philosophie politique, cette branche de la philosophie qui s'intéresse au contrat social, à la nature même du politique, en posant la question: qu'est-ce qui est socialement juste?

J'applaudis les petits-bourgeois qui contestent l'ordre bourgeois. Après tout, ils sont les mieux placés pour le faire. J'aime que le Téléjournal ouvre sur une foule de 100 000 jeunes qui marchent dans la rue. Yesssss! On n'est pas tout à fait mort tant que le cadavre bouge encore.

J'applaudirais même à un peu de désordre, un peu d'anarchie. Qu'on laisse donc entrer un peu d'air dans ce monde étouffé d'utilitarisme, abruti de divertissement!

L'éducation est essentiellement l'étude de la société dans laquelle auront à vivre les étudiants, et il va de soi que l'éducation légitime les règles de cette société. Mais de temps en temps, l'éducation est aussi l'arrachement à ces règles, à la famille, à la culture ambiante, et ça, ça peut se faire en deux endroits différents: soit dans la

rue, soit dans les Lettres - notez la majuscule : Montaigne, Rousseau, ces gens-là. Mais dans la rue, c'est quand même plus aérobique.

Oui à la grève. Mais en même temps, je disais aussi que je me contrecriais de l'augmentation des droits de scolarité, sous-entendu je ne crois pas que la hausse découragera d'aller à l'université les étudiants qui veulent vraiment y aller.

J'ai reçu une tonne de protestations. J'en ai fait une courtepoinette, un condensé, j'ai fondu ces protestations en une lettre unique. Je ne la commenterai pas. La voici.

Monsieur Foglia,

Vous avez un peu raison pour les ingénieurs, les médecins, les avocats, les pharmaciens, les gestionnaires, cela les dérangera de passer de 18 000\$ à 33 000\$ de dettes, mais pas tant que ça. C'est une autre affaire pour les étudiants en arts, en musique, en danse contemporaine, en littérature, en sciences sociales, en sémiologie, en arts visuels... Et c'est justement en cela que la hausse des droits de scolarité est totalement idéologique. Quand tu annonces que tu t'en vas en lettres, ton mononcle, et à travers lui toute la

société, te dit: ça donne quoi, ça, la littérature? À 18 000\$, c'est juste une question débile. À 33 000\$, elle te fesse dans le ventre.

Monsieur le journaliste, vous pointez un enjeu beaucoup plus important, selon vous, que les gros sous: la culture générale, la transmission de valeurs civilisatrices.

Ce que vous ne comprenez pas, c'est que la hausse des droits de scolarité se fait précisément contre ces valeurs.

Cette hausse n'est pas un dommage collatéral, c'est une attaque frontale. C'est voulu. C'est pensé comme ça. Les valeurs civilisatrices - on disait les humanités, à votre époque -, le gouvernement s'en crisse, pour employer votre expression favorite. Pourquoi pensez-vous que la formation des maîtres est aussi nulle? Parce que ce n'est pas important. Vous êtes un vieux monsieur, vous avez encore en tête une école, un lieu de transmission de savoir. Désolé, on l'a démolie. C'est une cafétéria, aujourd'hui. En spécial, à midi, un cours sur les somnifères commandité par Jean Coutu.

(...)

LE DEVOIR / LESOLEIL.COM: Idées: Le printemps étudiant à la lumière de Pâques, par Collectif d'auteurs – samedi 7 avril 2012 / Publié le dimanche 08 avril 2012 à 05h15



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Dans leur foi en la résurrection du Christ, les chrétiens célèbrent la vie qui se remet «en mouvement». C'est une part de cette vie en mouvement que nous reconnaissons à l'oeuvre dans l'actuelle mobilisation étudiante.

Le paysage social québécois a été marqué, ces dernières semaines, par la lutte étudiante contre la hausse des droits de scolarité. À la veille de Pâques, nous cherchons simplement ici à relire cet événement à partir de la tradition chrétienne dont nous sommes les héritiers.

Ce Jésus de Nazareth, dont la vie a marqué tant de personnes en son temps et continue d'inspirer des femmes et des hommes d'aujourd'hui,

Vos réactions

- Georges Paquet – Abonné, 7 avril 2012 06 h 02
Foi et Engagement social ne devraient pas interdire la lucidité...
La souffrance redemptrice des leaders étudiants qui s'amuse à se déguiser et à danser dans les rues ne devrait pas faire oublier le travail rigoureux et prometteur de ceux, la majorité, qui prennent leurs devoirs au sérieux et qui donnent l'impression qu'ils contribueront à l'effort collectif avant de réclamer des privilèges que la société n'a pas pu payer aux aînées qui ont quand même construit les fondements d'une société juste et prospère.
- spirit – Inscrit, 7 avril 2012 10 h 48
Parce-que vous trouvez que notre société se développe de manière juste et prospère? Je vous propose une petite traversée d'ouest en est de la ville de Montréal. Si la société n'a pas pu payer sa juste part aux aînées, c'est qu'elle a perdu une grande part de sa richesse sur le marché de la spéculation à travers les crises récurrentes d'une économie déconnectée de la réalité, une économie malsaine dans sa virtualité. Il y a toujours d'autres choix possibles, d'autres modèles. Au Danemark, la population paie un peu plus d'impôt qu'ici et il semble que les aînées y sont plutôt bien traités. Ceux qui dansent dans les rues présentent prennent le destin de l'humanité beaucoup plus au sérieux que ceux qui dorment dans leur salon et qui se font plumer par leur dirigeants et leur mauvaise gestion depuis bien trop longtemps sans rien dire.
- michel lebel – Inscrit, 7 avril 2012 07 h 16
Un amalgame à ne pas faire!
Je ne mêlerais pas l'Évangile et son message à cette grève étudiante. L'amalgame me semble non pertinent. Si je percevais vraiment chez les étudiants une soif, un désir de

changer les choses en faveur des défavorisés, des pauvres, des fragilisés, des exclus, je les suivrais sans hésitation. Mais ce n'est pas ma perception des choses.

Au-delà d'un certain discours de circonstances, je vois dans leur lutte surtout une question de gros sous, de refus d'endettement pour mieux vivre plus tard. Je n'y vois pas un profond questionnement de l'ordre social. Si tel était le cas d'ailleurs, les autres forces sociales ne devraient-elles pas concrètement emboîter leur pas? Ce qui ne se passe pas à l'évidence. Un printemps québécois n'est pas, sauf dans les rêves de certains.

Michel Lebel

- Michel Leclair – Abonné, 7 avril 2012 11 h 05

Je suis vieux, je n'ai pas bénéficié des avantages actuels, mais j'ai vu mon père, médecin, aller visiter des gens sans ressources le soir et les fins de semaine, pour les soigner gratuitement.

Alors, M. Lebel, vous n'avez rien compris à la solidarité sociale. Je suis vieux, mais votre affirmation "Un printemps québécois n'est pas, sauf dans les rêves de certains." démontre que vous êtes déconnecté de la réalité; pour moi, il y a un printemps québécois dans les rêves de la majorité.

- PIELCHAT – Inscrit, 8 avril 2012 09 h 41

Monsieur Leclair, lorsque vous vous attaquez personnellement aux gens plutôt qu'à l'argumentation, vous perdez toute crédibilité !

La solidarité sociale n'est pas synonyme d'aveuglement et de nombrilisme. Le mouvement étudiant semble beaucoup plus préoccupé par l'état de leur portefeuille à la fin de leur étude qu'à un réel désir de comprendre la problématique de la société québécoise, d'y participer et d'y apporter de vrais solutions.

que nous inspire-t-il sur ce que nous vivons maintenant? Le contexte historique qui a été le sien était troublé du point de vue politique. Il était également divisé par des visions divergentes de la foi et de la vie sociale. Il y a là une analogie avec notre époque.

En effet, face aux revendications des étudiants, une forte polarisation apparaît entre les camps: chacun cherche à justifier sa position et possède des arguments l'appuyant. Cela est légitime en démocratie. Pour notre part, ce que nous percevons dans le mouvement étudiant, c'est le surgissement d'un questionnement fondamental sur ce qui nous relie les uns aux autres. Car loin d'être seulement une question d'argent, les demandes des étudiants se réfèrent à la justice sociale, aux valeurs collectives, à la critique de l'individualisme néolibéral. Elles en appellent au bien commun et à l'équité entre les générations. Les étudiants affirment ainsi que l'éducation est un enjeu fondamental qui concerne la société dans son ensemble. C'est par l'éducation, en effet, que les êtres humains s'humanisent — c'est-à-dire dépassent la loi du plus fort et du chacun-pour-soi qui est toujours porteuse de mort.

L'Évangile témoigne du fait que Jésus a vaincu ces logiques de mort, d'égoïsme et d'exclusion qui nous divisent et détruisent nos liens sociaux. À sa suite, il nous revient donc de mettre en place et de maintenir les conditions d'une solidarité soucieuse des plus pauvres, des plus fragiles et des plus vulnérables. C'est là une des interpellations radicales que nous discernons actuellement au coeur du mouvement étudiant. Un mouvement qui nous convie à remettre en question le fatalisme économique et politique, afin de recommencer à croire en notre capacité de faire des choix collectifs porteurs d'avenir, d'égalité et de liberté pour toutes et tous. Dans leur foi en la résurrection du Christ, les chrétiens célèbrent la vie qui se remet «en mouvement». C'est une part de cette vie en mouvement que nous reconnaissons à l'oeuvre dans l'actuelle mobilisation étudiante. Cela pourrait-il ouvrir de nouveaux horizons pour notre vivre ensemble et, qui sait, faire germer un printemps politique du Québec? C'est ce que nous espérons!

Ont signé ce texte ces jeunes adultes rassemblés par le Centre Justice et foi au sein du groupe Foi et engagement social de Québec: Patrice Bergeron, Jonathan Blais, Mireille D'Astous, Anne-Michèle Garneau, Gaston Mumbere, Marilyne Roy et Marco Veilleux.

Il est facile de demander plus d'argent, d'exiger la gratuité et de demander aux autres de faire plus d'efforts. Il est plus difficile de faire des choix sociaux équitables, responsables et solidaires, surtout quant on sait qu'une telle gratuité risque, encore une fois, de se faire aux dépens des personnes âgées, des handicapés mentaux, des itinérants, des parents qui ne réussissent pas à obtenir une place en garderie.

Voulons-nous d'une société où ceux qui crient le plus fort ont préséance sur les autres, qui souvent vivent des situations beaucoup plus dramatiques et qui n'ont souvent pas la capacité ou les moyens de s'exprimer, de manifester, de s'organiser voire même de survivre ?

Les manifestants et étudiants ont, en tout cas, compris une chose; en criant plus fort, les groupes de pression réussissent à influencer les gouvernements. Malheureusement, trop souvent aux dépens de l'équité et de la justice sociale.

- Q1234 – Inscrit, 8 avril 2012 14 h 32

Je suis d'accord qu'il ne faut pas mêler la religion à ce qui se passe au plan social cependant vous n'êtes pas très bien informé quand vous dites que les étudiants ne se battent pas pour la justice et l'équité. C'est justement leur combat. Pas pour eux, pour les générations à venir. Eux, ils vont payer leurs impôts plus tard, en fonction de leurs salaires. Si tel n'est pas le cas, c'est le système d'impôts qu'il faut revoir car il est vrai que le gouvernement utilise de moins en moins ce système pour redistribuer la richesse comme il se devrait, trop de riches réussissent à s'en sauver et ça les étudiants le dénoncent monsieur! Informez-vous.

- Fabien Nadeau – Inscrit, 7 avril 2012 07 h 19
Accueil

- Il serait intéressant que d'autres collectifs nous disent ce que Bouddha, Mahomet, Marx, diraient du présent conflit. Mais j'accueille votre prise de position. C'est juste que pour moi, Jésus de Nazareth est de trop dans cette réflexion. Peut-on, pour une fois, penser par soi-même?
- Grognon – Abonné, 7 avril 2012 08 h 04
Bravo!
Merci étudiants et étudiantes! Votre texte me touche beaucoup
Gilbert Le Blanc
 - Socrate – Inscrit, 7 avril 2012 08 h 14
Pilate
- Pilate : Qu'est-ce que la vérité? Jean. 18 : 38
 - Sand 700 – Inscrite, 7 avril 2012 09 h 55
IL Y A PLUS QUE LA FOI !
Très bon texte de jeunes qui cherchent à comprendre et à expliquer «pourquoi la loi du plus fort? ». C'est justement ce que l'éducation permet soit une conscientisation sur les enjeux sociaux. Pas seulement ceux qui paraissent le plus comme les super profits des banques, les salaires faramineux de leurs dirigeants ou encore toutes les ententes secrètes d'Hydro-Québec avec de grandes compagnies telle Rio Tinto...
Non, les enjeux de décisions politiques qui orientent les rapports sociaux, que ce soit la fiscalité, les investissements dans les crédits d'impôt pour les grandes compagnies et les minières, les investissements dans des avions de chasse... Tous ces choix politiques faits par des gouvernements élus par un faible taux de participation aux élections influencent la vie quotidienne de toute la population.
Et c'est, à mon avis, ce que les étudiants et étudiantes, en grève, dans les rues, à manifester, à vouloir se faire écouter, à défendre leur point de vue, pour eux et pour les futurs étudiants et pour leurs parents, c'est ce qu'ils apprennent soit que la politique, que les choix politiques des gouvernants ont un réel impact dans le quotidien de tous.
Je souhaite que cette expérience qu'ils vivent, malgré certaines violences et dérapages, les emmène à s'impliquer de plus en plus dans notre supposée démocratie et à inciter tout leur entourage à s'impliquer aussi.
Les moyens de communication sont là, nous pouvons interpellier les élus chaque jour ou chaque semaine via les courriels, nous pouvons demander une reddition de compte avant chaque quatre ans et demeurer vigilants.
Une société plus éduquée peut en arriver à défendre ses propres intérêts soit ceux de la masse et non du 1%.
 - Mathieu Jasm – Inscrit, 7 avril 2012 12 h 13
Le sacrifice des étudiants
Continuons à lutter pour un monde de solidarité, égalité et équité. Notre but ultime est proche et ensemble nous réussirons à améliorer notre sort.
Je crois que Dieu à mis au monde nos trois dévoués leader étudiants et leur à donné le dons pour combattre la tyrannie et l'extrême droite libérale de Charest. Nous devons les soutenir coûte que coûte car il est primordial de continuer à croire en eux car ils nous montre le chemin de la délivrance.
Remettre en question nos études et la perte d'une toute petite session est un sacrifice certe, mais il s'agit d'un sacrifice honorable et divin.
- Nous nous devons, en tant qu'étudiant, de déposer notre fois en eux, car ils seront et resteront nos leaders spirituel de demain.
- Q1234 – Inscrit, 8 avril 2012 14 h 27
Dieu n'a rien à y voir.
- Fernand Lavigne – Inscrit, 8 avril 2012 16 h 22
Pour ma part, je crois que tous ces protestataires ont encore beaucoup à apprendre et de réflexion à faire afin de comprendre de et de saisir la mesure de la justice Humaine. Quoi qu'ils en disent, ils sont incapables de reconnaître qu'ils sont des privilégiés de la société. Mais ceci ne leur suffit pas. Seront-ils d'éternels insatisfaits?
Fernand Lavigne
 - Réal Rodrigue – Abonné, 7 avril 2012 17 h 02
Le sens d'une lutte
Que certains s'imaginent que la majorité des étudiants s'est engagée dans cette grève pour une question de gros sous, cela prouve seulement que pareil conflit prête le flanc à toutes les interprétations. C'est ne pas les entendre, réduire leurs propos à des foutaises. Ils ont plutôt compris que les détenteurs du pouvoir prennent leurs décisions en s'inspirant non pas des exigences de solidarité, mais en premier lieu de la logique marchande. N'est-il pas vrai que nous sommes en train de tout marchandiser, y compris l'éducation ?
Il me semble que ce sont deux conceptions qui s'affrontent, la conception dominante dite néolibérale et une conception humaniste qui prône en effet les valeurs de solidarité. Ce serait sous-estimer les étudiants que de prétendre qu'ils ne le savent pas... Quelle que soit l'issue de la crise, ils auront réussi en se mobilisant à mettre ce fait en évidence, à en prendre conscience eux-mêmes de mieux en mieux. Quelle leçon pour les bien-pensants !
 - michel lebel – Inscrit, 8 avril 2012 06 h 59
Je suis pour une éducation profondément humaniste. J'ai toujours défendu cette conception. Le Québec a opté pour un modèle d'enseignement universitaire qui prévoit des faibles droits de scolarité. C'est un modèle parmi d'autres, mais c'est le sien. Il est discutable, mais je crois pas qu'un boycott des cours ou "grève " soit le moyen approprié pour le remettre en cause. Aussi bien étudier en profondeur toute la question universitaire, y inclus les droits, et décider comment elle doit être administrée et financée dans notre société. Une Commission publique ou des États généraux pourrait faire ce travail.
Michel Lebel
 - Arthur Cravan – Inscrit, 9 avril 2012 11 h 24
Réponse à Michel Lebel,
il est clair que sans la pression de la grève des "états généraux sur l'université" allaient être déclarés au plus tôt.
 - Jean-Léon Laffitte – Inscrit, 8 avril 2012 00 h 49
NON!
"À sa suite, il nous revient donc de mettre en place et de maintenir les conditions d'une solidarité soucieuse des plus pauvres, des plus fragiles et des plus vulnérables. C'est là une des interpellations radicales que nous discernons actuellement au coeur du mouvement étudiant."
Les plus pauvres, les plus fragiles, les plus vulnérables seraient les étudiants? Un petit voyage dans certaines régions d'Afrique, cela peut élargir les horizons pour une meilleure compréhension de qui est vraiment le plus pauvre.
- L'éducation des enfants est d'abord une responsabilité parentale. Ce n'est pas aux enfants à payer pour leurs études, ni au gouvernement, mais aux parents. Si ces derniers ne peuvent remplir leurs obligations, alors le gouvernement doit suppléer. Mais le gouvernement n'a pas à prendre la place des parents en payant d'abord à leur place...
Quand à la récupération délirante de Jésus-Christ pour cet enjeu politique, disons que cela ressemble à du manichéisme à la républicaine! Le Christ est avec nous, nous sommes les forces du bien... Bienvenue chez Bush...
- Q1234 – Inscrit, 9 avril 2012 10 h 51
Vous revenez en arrière et le passé nous a montré que si le gouvernement ne soutient pas l'éducation, ce ne sont que les riches qui pourront se payer des études. Pourquoi ne serait-ce à l'État de voir à une société éduquée? Cela sert toute la société, une société instruite profite à tous. Les plus pauvres ce sont les familles monsieur et non seulement les étudiants, les familles présentes et à venir. Les riches n'ont pas de problèmes à se payer les études qu'ils veulent, mais les familles de la classe moyenne et les moins bien nanties, elles n'ont pas leur capacité. Peut-être avez-vous la chance d'avoir les moyens de tout payer mais allez voir les études de l'IRÉC et de l'IRIS et vous verrez qui cela concerne. Un gouvernement a la responsabilité de redistribuer la richesse, de voir à la santé et à l'éducation des citoyens. L'éducation n'est pas une marchandise.
 - Yvon Bureau – Abonné, 8 avril 2012 06 h 59
À la lumière de l'Humanisme
Bon aussi de regarder tout cela à la lumière des valeurs humanistes à parfaire ensemble, mondialement.
Ce sont elles qui nous unisons, plus que les religions.
 - France Marcotte – Abonnée, 8 avril 2012 10 h 38
Occupy la pensée
Plus longtemps dure le conflit, plus s'approfondit la réflexion, c'est pourquoi il faut persister.
Au début simple question de fric, les citoyens prêtent par la suite l'oreille parce que les étudiants refusent de réduire la question à cela, ils forcent à s'arrêter, à réfléchir ensemble.
C'est un peu comme avec un enfant triste. Au début on le gronde et on lui dit de retourner jouer. Mais s'il se met à dépérir, on se dit que les causes de son chagrin sont plus profondes, alors on parle avec lui.
S'il perd jusqu'au goût de se nourrir, on comprend que le problème est très sérieux. On se demande même comme parent si on n'en serait pas la cause.
Tout était dit dès le début mais on n'était pas disposé à entendre.
 - Q1234 – Inscrit, 8 avril 2012 14 h 33
La citoyenneté, non la religion.
Certains trouvent leur courage dans la religion. Nous, c'est dans les valeurs d'équité, de solidarité, d'humanité, d'égalité que nous croyons. Voilà ce qui doit nous réunir, peu importe les religions. Citoyennes et citoyens nous le sommes tous, religieux non, croyants, non plus. Soyons solidaires pour une société juste et équitable pour tous. Laissons la religion dans la vie privée.
 - Jean-Pierre Contant – Abonné, 8 avril 2012 18 h 36
1968
Depuis le début de ce conflit je pense écrire. Mais avec l'avalanche d'idées transmises par

ce genre de courriel mon idée sera-t-elle lue. Si ce n'est que pour ma satisfaction personnelle, je me lance. Ce mouvement étudiant actuel me réconcilie avec cette jeunesse que l'on dit individualiste. Je me rappelle les meilleurs moments de mon bacc universitaire en 1968. Ce fut les 3 semaines les plus formatrices de mes études. Enfin, comme jeune, je pouvais me faire entendre sur mes vues de la société future. Ces trois semaines m'ont politisé et m'ont amené à m'impliquer dans l'idéal de me donner un pays. Je ne crois pas que l'effort étudiant actuelle ne soit qu'une question de sous. Ensemble ils découvrent qu'on peut faire un monde meilleur, mais qu'il faut s'y impliquer. Tout à coup que ces moments leur donnerait éventuellement le goût d'un pays. J'espère voir cet réalisation de mon vivant. Le Québec un pays... pourquoi pas?

- Q1234 – Inscrit, 9 avril 2012 10 h 56
Je vous ai lu monsieur et suis d'accord avec vous. Une goutte de plus dans la mer, c'est important! Moi aussi je suis encouragée par notre jeunesse, ils voient plus loin que les sous en effet, pour ceux qui se donnent la peine de les écouter, de les lire, d'aller écouter leur manifestations, spectacles, etc. Ils sont intelligents et ne sont pas dupes des gens du gouvernement, qui eux, ont profité de l'accessibilité des études mais ne veulent

pas en faire profiter les générations suivantes. Les jeunes l'ont compris. Ils sont capables d'un pays justes et équitables. Bravo!
Jean Laberge – Abonné, 9 avril 2012 22 h 19
Justice sociale
«Rendez à César, ce qui revient à César; à Dieu, ce qui est à Dieu.» Marc 12 13) Il n'est nullement assuré que «la justice sociale» soient du côté des contestataires. En tout cas, un chrétien distingue la justice humaine, de la justice divine. Relisez à ce propos la parabole des ouvriers de la vigne (Mat 20 1-17). C'est que la «justice» n'est pas seulement affaire de légalité mais surtout de vertu. L'évangile ne réclame pas l'égalité de tous et de toutes, mais la charité.

- Mario Bard – Abonné, 10 avril 2012 10 h 23
Des familles inquiètent
Je suis d'accord avec les signataires. Ils font une lecture chrétienne que je partage et qui a entièrement le droit de se dire sur la place publique.

De plus, rappelons-nous l'histoire de l'Église d'ici. La JEC, Jeunesse Étudiante Chrétienne, avait développé ces trois mots: Voir-Juger-Agir. À partir de son expérience chrétienne. Simonne Monet-Chartrand et son époux Michel proviennent de cette vision. Parce qu'il faudra un jour que le mot charité devienne un vrai lieu d'amour et de partage, et non seulement un mot désignant un geste

pour donner à manger une fois de temps en temps à ceux et celles qui ont été les moins chanceux de notre société.

Pourquoi la dynamique du partage réelle et équitable est-elle si difficile à appliquer politiquement? Je ne sais pas.

J'étais en famille pour les fêtes de Pâques en fin de semaine. La discussion a porté sur ce que les étudiants revendiquent. Je ne viens pas d'une famille d'universitaire: seul mon frère détient un degré universitaire.

Pourtant, tous étaient d'accords avec les revendications étudiantes.

Avec l'augmentation des frais partout dans la société - épicerie, essence, vêtements, frais cachés de toutes sortes, etc. - comment ces familles arriveront à payer des études universitaires convenables à leurs enfants - maintenant pré-adolescents et adolescents - qui voudraient aller à l'Université? Elles vivent toutes hors des grands centres universitaires.

Les familles de mes frères sont dans la classe moyenne... moyenne.

Avec ces augmentations qui, au final, sont contrôlées par le libre marché et non le gouvernement, couperons-nous la porte aux enfants des familles de la classe moyenne qui s'appauvrissent chaque année, au profit de celles qui font parties des mieux nanties?

LE QUOTIDIEN: Courrier: Le dialogue au lieu de la réprimande, par François Legault, bachelier en travail social, UQAC 1991 - Publié le vendredi 06 avril 2012 à 11h26

Il y a quelques mois, j'ai accepté avec honneur de m'associer à la campagne majeure de développement UQAC-FUQAC 2008-2013 à titre d'ambassadeur pour les sciences humaines. Moi-même bachelier en travail social, je voyais là l'opportunité d'aider à la diffusion du savoir, à mettre de l'avant l'engagement et, surtout, comme le dit bien le slogan de la campagne de donner aux étudiants «la liberté de voir plus loin».

Cependant, les événements des dernières semaines et des derniers jours, en lien avec les manifestations d'appuis contre la hausse des frais de scolarité, me questionnent grandement. Pour moi, l'UQAC a été un endroit où j'ai développé ma réflexion et mon sens critique. Un endroit qui encourageait la libre pensée et favorisait une liberté d'expression essentielle à mon cheminement intellectuel.

La décision du recteur d'avoir recours à une intervention policière est, selon moi, à l'antithèse de ce que l'UQAC et toute autre université doivent offrir. C'est-à-dire un endroit où la parole prime sur la répression. Monsieur Belley dit avoir eu peur pour la sécurité des employés et des

étudiants. Je me questionne, tout comme M. Gérard Bouchard, sur les précédents qui ont conduit le recteur à prendre une telle décision.

M. Belley a-t-il été inconfortable et a transposé cette émotion à toutes les personnes présentes? Pourquoi le recteur Belley n'est pas allé au-devant des étudiants et n'a-t-il pas échangé avec eux? Ce que l'on m'a appris à l'UQAC, c'est qu'en situation de crise il faut garder son sang-froid et d'établir une communication avec l'autre.

De toute façon, je vois là une dérive de plus en plus présente dans notre société où une pensée de droite et donc de répression est favorisée. L'UQAC établit des liens de plus en plus étroits avec la Chine. Des cadres supérieurs vont même jusqu'à se rendre en Chine pour délivrer les diplômes aux nouveaux diplômés (la plupart ne sont jamais venus au Québec soit dit en passant) alors que cela coûte des dizaines de milliers de dollars. Dois-je le rappeler, la Chine est un pays répressif qui viole bon nombre de droits humains.

L'UQAC reste pour moi un établissement d'enseignement de haut niveau qui mérite toute notre attention. Je réitère mon appui à la campagne

majeure de financement en autant que les montants amassés servent à l'éducation et non à la répression

Cela fait maintenant cinq semaines que le mouvement contre la hausse des frais de scolarité est en marche. On ne peut donc pas parler d'un événement passager. Les revendications étudiantes me touchent particulièrement car j'ai moi-même dû faire appel au système de prêt et bourse. Et je peux vous dire que la hausse préconisée par le gouvernement Charest aurait fait très mal à mon budget. Peut-être je n'aurais peut-être pu continuer mes études universitaires. Donc, je ne participerais pas aujourd'hui à la campagne de financement 2008-2013. J'ai profité de coûts raisonnables lors de mes études universitaires et j'essaie aujourd'hui de donner au suivant. Et la plupart des étudiants d'aujourd'hui feront certainement de même. Donc tout le monde est gagnant. Et cela s'appelle la solidarité. Et la solidarité aura toujours le dessus sur la répression.

LE QUOTIDIEN: Courrier: Merci de m'avoir permis d'étudier, par Alain Héroux, chargé de cours, UQAC - Publié le vendredi 06 avril 2012 à 11h24

Issu d'une famille de la classe moyenne, lorsqu'est venu le moment de m'inscrire à l'université, la question des droits de scolarité a joué un rôle prédominant dans ma décision. J'avais droit au prêt étudiant mais non pas à une bourse. J'étais le seul enfant parmi les cinq de la famille à vouloir poursuivre à l'université. Mes parents m'ont alors demandé si des études collégiales n'étaient pas suffisantes, considérant que j'allais être sans revenu substantiel en plus de m'endetter pendant ces cinq futures années sur les bancs de l'université.

Je suis convaincu aujourd'hui, que si les droits de scolarité avaient été plus élevés, je n'aurais pas pris le risque de m'endetter autant. Pour quelqu'un qui vient d'un milieu aisé et de parents ayant fait des études universitaires, la question

de l'endettement n'inquiète pas trop. Il en est autrement dans des milieux socio-économiques modestes, où l'option de s'endetter plutôt que de se diriger vers le marché du travail est rarement supportée.

Cette situation s'est passée en 1980. Aujourd'hui en 2012, je me désole de constater que dans le débat actuel, certaines personnes ne puissent pas imaginer qu'il existe encore des étudiants pour qui la hausse des frais de scolarité peut compromettre l'accès au cégep ou à l'université, et ce même si le régime des prêts et bourses était bonifié.

Il existe des enfants doués pour les études qui sont issus de milieux où l'on ne valorise pas a priori les études supérieures. Les droits de scolarité sont pour eux une réelle barrière. Ce ne sont

pas tous les programmes d'études collégiales ou universitaires qui garantissent un emploi et nettement plus rémunéré. Il existe une crainte réelle d'endettement quand on ne peut pas compter sur des parents fortunés pour pallier à un défaut de paiements.

Je suis fier et reconnaissant de vivre dans une société qui permet à tous les citoyens qui le désirent d'accéder à des études supérieures à des coûts raisonnables. Ça me rassure de savoir que dans ma province, l'accès à l'université est possible pour tous et que contrairement à d'autres provinces ou pays, celui-ci n'est pas tributaire des contacts personnels que l'on peut avoir avec les dirigeants de grandes entreprises ou de fondations qui distribuent des bourses



d'études de façon discrétionnaire et selon leurs propres intérêts. Le Québec en a choisi autrement et je souhaite qu'il continue à le faire. Cet accès facilité aux études supérieures n'est ni un cadeau, ni un privilège; il s'agit d'un échange profitable pour la société et l'étudiant. Sachez que depuis, tout comme la grande majorité des diplômés post-

secondaires, j'ai largement remboursé mon dû à la collectivité par les impôts que j'ai payés et par les responsabilités professionnelles que j'ai assumées. Cet automne, un étudiant est venu me voir pour me signifier qu'il n'avait pas encore acheté le bouquin obligatoire pour les cours que j'enseigne à l'UQAC; il n'avait pas reçu son prêt et il voulait

s'assurer d'avoir quelque chose à manger jusque-là. Et je sais que cet étudiant, comme d'autres, n'avait ni cellulaire, ni automobile, ni vêtement griffé, mais un appartement à payer et un frigo à remplir. Merci de leur permettre d'étudier.

LE DEVOIR: La face cachée de la hausse des droits de scolarité - La manne des étudiants étrangers..., par Pierre Dubuc - Directeur de L'aut'journal - Vendredi 6 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Du côté francophone au Québec, l'Université de Montréal arrive en tête avec 13,2 % de l'ensemble des étudiants internationaux.

Dans une opinion publiée dans Le Devoir (23 mars 2010) sous le titre «Gels et dégels: bref rappel historique», le sociologue Pierre Doray et la doctorante Amélie Groleau rappellent que, lorsque Robert Bourassa a procédé au début des années 1990 à un important dégel des droits de scolarité, la conséquence fut immédiate. «Les inscriptions chutèrent jusqu'en 1997. Cette décroissance se fit essentiellement sentir dans les universités francophones, qui connurent une baisse de plus de 26 000 inscriptions en cinq ans.»

D'autres contestent cette interprétation en s'appuyant sur le fait que depuis 2007, la participation aux études universitaires continue à grimper malgré l'augmentation des droits de scolarité.

Qui a raison? Les deux! Et l'explication se trouve dans la précision apportée par Doray et Groleau à propos des universités anglophones. «Si les universités anglophones ne furent pas autant touchées par cette décision politique de Robert Bourassa, c'est probablement en raison de leur plus fort recrutement en dehors du Québec.»

Aujourd'hui, les universités francophones sont partie prenante, elles aussi, de l'«industrie des étudiants étrangers» et il y a fort à parier qu'elles vont remplacer les étudiants québécois, écartés par des droits de scolarité trop élevés, par des étudiants recrutés à l'étranger.

L'industrie des étudiants étrangers

La présence d'étudiants étrangers dans nos établissements d'enseignement est évidemment source d'enrichissement culturel. Au niveau collégial, elle permet même dans des régions éloignées des grands centres de compléter des programmes en compensant la diminution du nombre d'étudiants québécois.

Mais ce n'est pas de cet enrichissement dont il est question ici. À l'ère de la mondialisation, nos universités n'auraient, comme se plaisent à le répéter leurs recteurs, d'autre choix que de se placer en concurrence avec les autres universités de la planète. Le recrutement d'étudiants étrangers devient alors un enjeu fondamental.

D'ailleurs, lors des consultations prébudgétaires, la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) a mis de l'avant comme deuxième recommandation l'objectif d'«accroître les ressources pour attirer les étudiants étrangers». Le maintien du cap sur le refinancement des universités était évidemment la première.

Une industrie en plein essor

L'industrie des étudiants étrangers est un phénomène mondial en pleine expansion. Elle est la troisième industrie de l'Australie. L'an dernier, le gouvernement McGuinty de l'Ontario l'envisageait comme un moyen privilégié pour réduire le déficit de la province à même les droits de scolarité et les retombées économiques de la présence de ces étudiants et, souvent, des membres de leur famille.

Selon le ministère de l'Éducation du Québec, il y avait, à l'échelle mondiale, en 2008, 3,3 millions d'étudiants scolarisés dans des pays dont ils ne sont pas ressortissants. Une hausse de 154 % sur une période de cinq ans.

Au Québec, la hausse était comparable et le nombre d'étudiants étrangers dans le réseau universitaire est passé, au cours de la même période de cinq ans se terminant en 2008, de 9135 à 22 512, pour une hausse de 146 %, une croissance plus rapide que celle du nombre total d'étudiants. La hausse s'est poursuivie par la suite pour atteindre 26 191 en 2010. Aujourd'hui, dans nos universités, près d'un étudiant sur dix est originaire de l'étranger.

Le modèle: les universités anglophones

La répartition des étudiants internationaux est inégale entre les universités québécoises. Les trois universités anglophones accaparent la part du lion avec 41,2 % du total, même si les anglophones ne représentent que 8,3 % de la population du Québec.

Le partage est le suivant: Bishop's (1,1 %), Concordia (15,3 %) et McGill (24,8 %). Du côté francophone, l'Université de Montréal arrive en tête avec 13,2 % de l'ensemble des étudiants internationaux, soit près de la moitié moins que McGill.

La disproportion du recrutement entre les universités anglophones et francophones explique l'engouement des universités francophones à offrir des cours en anglais, comme on l'a vu récemment à HEC.

Pour les universités, les étudiants internationaux sont beaucoup plus «payants» que les étudiants québécois. Les droits universitaires exigés des étudiants étrangers sont d'environ sept fois supérieur à ceux payés par les étudiants québécois.

Le cas des étudiants français

On aurait tendance à présumer que les universités francophones se tournent tout naturellement vers le bassin d'étudiants étrangers de langue française. On constate effectivement que les étudiants en provenance de la France formaient en 2010 le tiers (33,6 %) des étudiants étrangers au Québec.

Cependant, les étudiants français rapportent peu de sous. En vertu d'une entente signée avec la France en 1978, les étudiants titulaires d'un passeport français sont exemptés des droits de scolarité.

De plus, ils ne fréquentent pas tous des établissements scolaires francophones. Loin de là! Il y a quelques années, un reportage de Radio-Canada nous apprenait qu'environ 15 % d'entre eux sont inscrits dans une des trois universités anglophones!

Une véritable aubaine! Plutôt que de s'inscrire à un coût exorbitant dans une université américaine, ils viennent étudier gratuitement au Québec dans une université anglophone pour «parfaire leur anglais» à nos frais!

Et dire que l'entente de 1978 avec la France avait pour objectif déclaré de «consolider le fait français au Québec!» Ajoutons, pour montrer comment cette entente a été détournée de son objectif, qu'il y a plus d'étudiants français dans les universités anglophones du Québec qu'il y a d'étudiants québécois en France!

Concurrence entre les provinces

L'industrie des étudiants internationaux est appelée à prendre une grande expansion au cours des prochaines années. Dans un récent article du Globe and Mail (24 mars 2012), on rapportait que le gouvernement brésilien projette l'envoi de plus de 100 000 étudiants à l'étranger. Le Canada en accueillerait 12 000 dans ses universités. (Il y aurait présentement moins de 500 étudiants brésiliens au Canada.)

Le gouvernement brésilien a posé comme condition que les étudiants paient les droits de scolarité prévus pour les étudiants canadiens et non pas ceux, beaucoup plus élevés, qu'on demande aux étudiants étrangers.

La question était donc posée: qui va payer la différence? Comme ni les universités, ni les gouvernements provinciaux, ni le gouvernement fédéral ne semblaient disposés à acquitter le montant de cette différence, le gouvernement brésilien a finalement accepté de le faire, mais uniquement pour les étudiants au premier cycle.

Selon le journaliste du Globe and Mail, il y aurait présentement des négociations avec le Brésil pour les droits de scolarité des étudiants à la maîtrise et au doctorat, et quatre universités canadiennes, non nommées dans l'article, auraient déjà offert des rabais.

La concurrence entre les universités, mais également entre les provinces canadiennes, risque d'être féroce. Le 26 octobre dernier, le gouvernement du Manitoba a annoncé que les quelque 6000 étudiants étrangers de la province n'auront plus à souscrire à une assurance privée pour être soignés dans la province. Le Manitoba deviendra alors la quatrième province

à offrir ces soins de santé aux étudiants internationaux après la Saskatchewan, Terre-Neuve et la Colombie-Britannique. Au Québec, les étudiants internationaux sont tenus d'être couverts par une assurance maladie privée dont ils doivent assumer les frais d'adhésion. Par contre, les étudiants français sont couverts par la RAMQ, toujours en vertu de l'entente signée avec la France.

La marchandisation de l'éducation

La mondialisation néolibérale corrompt tout ce qui entre dans son giron. Si l'échange d'étudiants entre les pays a toujours été source d'enrichisse-

ment mutuel, sa marchandisation en pervertit la nature. Le marché des étudiants étrangers devient plus important que la scolarisation de la population nationale. Les intérêts purement mercantiles l'emportent. Et ces intérêts favorisent les universités anglophones et commandent de faire une plus grande place à l'anglais dans les universités francophones. L'industrie des étudiants étrangers risque de bouleverser de fond en comble notre système d'éducation. Il mérite qu'on s'y attarde et qu'on en prenne la pleine mesure.

Vos réactions

- spirit – Inscrit, 6 avril 2012 02 h 10
Merci
Merci de votre éclairage M. Dubuc, il y a tant de choses que nous citoyens, nous ignorons à propos de la direction que l'on donne à l'éducation aujourd'hui. J'en comprends que l'éducation du futur sera imprégnée de l'esprit du néolibéralisme. Les moyens détermineront la fin.
- Godfax – Inscrit, 6 avril 2012 02 h 54
Économie du savoir : pillage et délire utilitariste
Comment le marché et l'argent ont-ils pu devenir des dogmes au point même de renverser les universités qui sont une des bases même de la société moderne ?
Pourquoi nos démocraties sont-elles si décevantes devant ce fléau ?
On peut pointer du doigt la professionnalisation sans âme de la politique moderne qui dresse littéralement notre classe politique à voir comme de fait cet état des choses marchandes en bon compte près à s'y adapter.
Mais le vrai problème est que justement cet état des choses n'est rien d'autre que l'émanation sans visage de l'industrie financière avec ses galaxie de multi-nationale qui couche dans le même lit de paradis fiscaux. C'est ce montage digne du crime organisé qui est à la base du néolibéralisme.
Le blanchiment d'argent, les délits d'initié, l'usure frauduleuse ne sont pas une dérive du système ils sont le système.
Et au lieu de le combattre de front cette réalité inacceptable, nos politiciens préfèrent parler d'équilibre budgétaire pour savoir quel morceau de la civilisation ou de la planète sera vendu en premier au main de l'oligarchie des imbéciles dominant la libéralisation sauvage des capitaux.
Et nous citoyens des républiques en déconstruction que feront nous? On laissera la politique aux spécialistes et on fera des manifs quand ça ira trop loin d'un coup ? Que va t'ont faire lorsqu'on mettra un prix à la vie humaine comme en Grèce. Allez voir vos députés; dite leur que vous ne voulez pas voir la logique financière nous étrangler. Faite de la politique active. Nos professionnelles sont à genou, ils adaptes la société à ce monde de la finance. Il faut absolument inversé cette logique.
- France Marcotte – Abonnée, 6 avril 2012 12 h 32
Première chose dont je me méfie: ce genre d'injonctions autoritaires en provenance d'inconnus masqués.
- Marcel Bernier – Inscrit, 6 avril 2012 03 h 29
Excellent article...
Qui donne à réfléchir!
- Yves Côté – Abonné, 6 avril 2012 04 h 25
Perdant-perdant...
Vos observations sont d'autant plus pertinentes que vu de France, le phénomène de scolarisation au Québec ne touche quasiment pas les enfants de classes modestes...
En effet, parce qu'il faut se payer l'avion plus d'une fois, parce qu'il faut se payer un loyer en ville, ne serait-ce qu'en colocation, parce

qu'il faut avoir un minimum de possibilités de revenir au pays si les choses ne conviennent finalement pas en Amérique du Nord, parce qu'il faut bien vivre aussi en plus d'étudier, jamais les étudiants qui sont au seuil économique en France de ne pas peuvent profiter des impôts des Québécois pour le faire...
Résultat des courses : pour étudier au Québec quand on est Français, il faut avoir des parents qui, sans nécessairement être riches, disposent de revenus minimum qui permettraient à leur progéniture de le faire en France.
En clair, ne vont étudier au Québec que ceux et celles qui pourraient financièrement le faire en France, mais ne veulent pas le faire pour des raisons multiples et variées. Ainsi, sans compensation financière équitable pour la société québécoise, un nombre de places non-négligeable de nos institutions publiques servent à donner des compétences à des jeunes qui non-seulement iront ensuite les mettre au service de leur pays, ce qui est compréhensible, mais enrichiront celui-ci de leurs impôts par la suite...
En matière d'ouverture de nos institutions éducatives, les demi-politiques de nos dirigeants québécois n'ont encore une fois comme résultat que de donner du perdant-perdant en terme d'accès aux études de nos jeunes. Perdant en terme de places disponibles pour eux et perdant en terme d'efficacité d'utilisation de nos fonds publics communs...
Ouvrons nos institutions, mais compensons les places attribuées aux extra-territoriaux par des places supplémentaires pour des Québécois, compensons aussi par des frais de scolarité qui tiennent la route en terme de coûts réels pour les non-Canadiens et fi
Yannick Quéau – Inscrit, 6 avril 2012 05 h 10
La face bien visible de l'amateurisme journalistique
Directeur de l'Aut'Journal? hé bé...
L'affirmation suivante est d'une bêtise abissale: «Plutôt que de s'inscrire à un coût exorbitant dans une université américaine, ils [les étudiants français] viennent étudier gratuitement au Québec dans une université anglophone pour «parfaire leur anglais» à nos frais!»
D'abord, la généralisation est abusive puisque l'auteur de ce texte nous dit lui-même que seulement 15% des Français étudiant au Québec le font dans une université anglophone. Ça laisse 85% de Français étudiant en Français. La proportion me semble être de est de très loin inférieur aux Québécois francophones étudiant dans des institutions anglophones. Mais c'est vrai que tout ça ne dit rien de ceux qui étudient en anglais dans des institutions en principe francophones (HEC, par exemple).
Ensuite, selon les termes de l'accord bilatéral France-Québec, les étudiants français PAYENT les mêmes frais de scolarité que les étudiants québécois. Les étudiants Québécois en France payent les mêmes frais de que les étudiants français. En ce qui concerne, l'assurance sociale, le principe de réciprocité s'applique également. Considérant que les

frais de scolarité sont bien plus élevés au Québec qu'en France et que la ouverture sociale est plus avantageuse en France qu'au Québec, les profiteurs ne sont peut-être pas ceux que cet article ciblent.

En conclusion, je ne sais pas où l'auteur de ce torchon est allé chercher cette idée que les Français venaient étudier ici gratuitement, mais ça sent la paresse, le préjugé anti-français et en fait la bêtise crasse que de sortir des affirmations aussi dénuées de tout fondement, surtout quand on se réclame du milieu journalistique. Je serais toutefois très heureux d'avoir torts et même extrêmement reconnaissant (et mon banquier aussi) si quelqu'un pouvait m'indiquer la procédure qui me permettrait de me faire rembourser les sommes que j'ai versées en t

Rodrigue Guimont – Abonné, 6 avril 2012 09 h 17

Pour réagir d'une façon si épidermique à un excellent article bien fouillé vous devez avoir de bien mauvaises raisons... Reste à savoir lesquelles.

Jean Richard – Abonné, 6 avril 2012 09 h 42
« ils viennent étudier gratuitement au Québec »

La phrase a bel et bien été écrite et entache la crédibilité de son auteur. Sur ce point, je vous donne raison M. Quéau. Et quand vous parlez de généralisation abusive ou d'odeur de préjugé antifrançais, j'avoue qu'il se pourrait que vous ayez encore un peu raison.

De là qualifier l'article de torchon, de parler de bêtise crasse, je crains hélas que vous ne tombiez dans le piège de ce que vous dénoncez, à savoir la généralisation abusive.

L'idée de remettre en question l'esprit de l'entente France-Québec des années 70 est parfaitement légitime. À l'époque, les universités françaises jouissaient encore d'un grand prestige dans la francophonie, et l'attrait de l'Amérique pour les Français n'avait pas atteint le niveau épidémique qu'il a aujourd'hui. On pouvait donc espérer un certain équilibre au niveau des échanges de sorte que l'accord apparaissait comme gagnant-gagnant et sans doute l'était-il.

Aujourd'hui, en 2012, les choses ont bien changé. Le Québec remet en question sa francophonie. La France n'est plus du tout un phare pour la culture française (et normal puisque les Français sont les premiers à ne plus y croire). La majorité francophone se trouve en Afrique, mais l'Afrique pour un Québécois, c'est l'inconnu derrière une montagne de préjugés.

Faut-il déchirer l'entente France-Québec ? Peut-être pas, mais si on n'endigue pas la dérive à laquelle elle a ouvert la porte, il faudra le faire un jour. Et pour bien mesurer cette dérive, il faut en parler honnêtement, ce que nous ne faisons pas toujours.

Paul LaFrance – Inscrit, 6 avril 2012 18 h 28
S'il fallait que les étudiants québécois payent ce que ça coûte, les frais seraient beaucoup plus élevés. Or, lorsque des étudiants étrangers viennent étudier au Québec en payant les mêmes droits que les Québécois, ce sont les payeurs de taxes Québécois qui les subventionnent. C'est aberrant.

- Québécois contre le profiteurs français. Francois – Inscrit, 7 avril 2012 00 h 03
En France : Les Québécois paient ce que les étrangers du monde paient. Donc, nos québécois nos sont pas privilégiés en France, Vos Français vous êtes privilégiés au Québec car au Québec les autres étrangers paient de 1200 à 1500 \$CAD par cours de 3 crédits et vos Français vous payez icite 150 \$ par cours.
Le monsieur dont la réponse porte le titre : La face bien visible de l'amateurisme journalistique...C'est toi l'amateur.
- François Ricard – Abonné, 6 avril 2012 07 h 18
Alouette, gentille alouette
la chanson culte de nos compatriotes anglophones lorsqu'ils ont ingurgité quelques libations éthyliques.
- Alouette, gentille alouette, alouette, je te plumerai.
Depuis des centaines d'années qu'ils nous plument!
- Rodrigue Tremblay – Inscrit, 6 avril 2012 07 h 28
Entente remontant à 1978!!!!
Je savais que l'entente était archaïque, mais qu'on ne l'ait pas renégocié depuis?
Présentement, 11,000 Français viennent étudier au Québec (cegep et université). C'est à part des milliers de Français qui sont résidents permanents (qui eux en plus ont droit au régime de prêts et bourses).
A peine 1000 Québécois vont étudier en France.
Les Français ne paient rien pour aller au cegep, et 2k pour aller à l'université. Les études au cegep coutent plus de 10k par année, les études à l'université près de 20 k par année (l'UdM a un budget de 1,2G pour 60,000 étudiants)
Le cout pour la seule éducation des Français est donc de 180 millions par année!! Sans parler des résidents évidemment.
Pourquoi que personne n'en parle? Ni le PQ. Ni la CAQ?
- Monsieur Brodeur – Inscrit, 6 avril 2012 10 h 57
Personnellement, (quoique c'est tiré par les cheveux vu le temps qui a passé..), les français de france, c'est un peu nous autre. C'est de là que viennent une majorité de nos ancêtres.
Et je suis content de voir une nouvelle vague de français venir s'installer ici, après plus de 200 ans de blocus anglais face à l'émigration française. On renoue avec nos origines.
Et c'est mieux que rien... même si 15% d'entre eux pensent pas vraiment à la symbolique de leur geste en venant apprendre l'anglais dans un pays qui tente de survivre en français..
La france, pour le québec, et vice-versa, sera éternellement cousin. Et vous en conviendrez, un membre d'une même famille sera privilégié, plus qu'un étranger..
Stéphane Brodeur, montréal.
ps, moi je souhaite encore plus d'échanges entre nous.
- ziverer – Inscrit, 6 avril 2012 07 h 56
Vous oubliez que certains de ces étudiants étrangers sont les enfants de ceux qui exploitent leurs populations et les maintiennent ds l'analphabétisme...il faudrait revoir les critères de sélections mais l'argent n'a pas d'odeur.
- Rodrigue Guimont – Abonné, 6 avril 2012 09 h 14
Le fait inverse est aussi vrai. Le Québec va chercher à coup de publicité des étudiants étrangers dont les pays subirent des catastrophes naturelles ou climatiques (Haïti est un exemple parmi d'autres).
Leurs études terminées nous invitons ces mêmes étudiants de type «humanitaires» à rester au Canada et au Québec et par le fait même, nous privons de leurs meilleurs éléments des pays qui auraient un urgent besoin de cerveaux pour aider à leur reconstruction. C'est un vol de cerveaux à peine déguisé!
- Pendant ce temps, les fils de dictateurs et de despotes qui vont étudiés à l'extérieur de leur pays y retournent toujours... Ainsi se perpétue, avec notre acceptation générale et sous des couverts de générosité, l'analphabétisme et la bêtise humaine.
- Airdutemps – Inscrite, 6 avril 2012 08 h 25
Un cheval de Troie
Merci M. Dubuc.
Enfin quelqu'un qui nous donne l'heure juste sur ce sujet.
- Ce dossier est ni plus ni moins qu'un cheval de Troie.
- Jean_Yves – Abonné, 6 avril 2012 09 h 25
Merci monsieur Dubuc de mettre en évidence que l'éducation est avant tout une industrie. Et pas juste pour le circuit des étudiants étrangers. Tout ce qui peut augmenter le nombre d'inscrits dans une université est une bonne nouvelle pour ceux qui y travaillent. A contrario tous ce qui peut réduire le nombre d'inscrits est une mauvaise nouvelle... Ce qui explique en bonne partie que le présent boycott des étudiants soit si bien soutenu par le milieu syndical universitaire.
- Entre les deux la qualité de ce qui s'y passe dans ces institutions peut devenir passablement secondaire, du moins tant que leur réputation en n'est pas trop affectée.
Pour votre tour d'horizon sur les étudiants étrangers qui viennent ici il aurait été plus complet si vous y aviez ajouté le portrait des canadiens qui vont parfaire leur études à l'extérieur.
Et bien sûr vous estes fidèle a vous-même avec votre conclusion : «La mondialisation néolibérale corrompt tout ce qui entre dans son giron». Vous entretenez toujours votre rêve de la venue d'une époque néo-communiste ou la vie de tous et chacun serait tracé par un comité de camarades.
- Denis Paquette – Abonné, 6 avril 2012 09 h 55
Des subterfuges d'avocats
Les Universités un cheval de Troy qui peut tout bousculer sur son passage et vous voudriez que ce soit nos étudiants qui en fassent les frais Vous appelez cela la juste part. Peut on etre plus cynique que ca. Est-ce que vous pensez que nous sommes assez niais pour tomber dans vos avocasseries. Est-ce que vous croyez que nous sommes pres a tout pour faire parti de votre caste, Vous avez habité trop longtemps a Ottawa. Vous ne reconnaissez plus la fierté des québécois et des québécoises. Vous avez de la chance que nous ne sommes pas des gens violents, sinon vos avocasseries voleraient en éclats.
Mais je peux vous dire une chose un peuple est une eau dormante, jusqu'au jour ou il en a assez. Cette automne il y avoir un énorme spectacle, espérons que nous aurons les réponses que nous attendons tous.
- Raymond Saint-Arnaud – Abonné, 6 avril 2012 10 h 01
Ça prend une Commission d'enquête
Les frais de scolarité devraient être la totalité des coûts réels de cette scolarité pour les non-résidents qui viennent ici profiter de notre système pour s'en aller ailleurs ensuite.
De multiples raisons militent en faveur de la mise sur pied d'une Commission d'enquête sur le financement de l'enseignement supérieur et le recrutement.
Les solutions de broche à foin de la ministre de l'éducation en sont l'éloquente démonstration.
- Notsag – Abonné, 6 avril 2012 11 h 25
Parmis les "non-résidents", il faut faire une distinction entre les non-résidents canadiens (c-à-d Hors-Québec), et les non-résidents étrangers (c-à-d non-canadiens).
Ces derniers, à l'exception des français, paient à peu près le coût réel. Par contre, pour les étudiants canadiens hors-québec, nous payons approximativement \$6,000. pour chacun de ceux-ci.
Là aussi, il y a lieu de se questionner sur cette entente de réciprocité Canada-Québec.
- Raymond Saint-Arnaud – Abonné, 6 avril 2012 10 h 10
Le grotesque des frais de scolarité pour les non-résidents
Pour une analyse poussée de la situation grotesque des frais de scolarité pour les non-résidents, voir l'excellent texte de M Claude Dulac dans <http://www.ameriquebec.net/actualites/2010/12/08/n>
Les étudiants québécois n'ont pas à payer pour faire des cadeaux aux étudiants étrangers.
- Notsag – Abonné, 6 avril 2012 10 h 48
Entente de réciprocité inégale
Population de la France: 65 millions
Population du Québec: 8 millions
Logiquement, nous devrions donc recevoir (et payer pour) 8 fois plus d'étudiants français que la France recevra d'étudiants québécois.
C'est débile!
En entente de réciprocité se fait normalement entre deux partenaires à peu près de même taille. Ici, on a l'exemple de la souris qui couche dans le même lit que l'éléphant.
M. Dubuc a donc 8 fois raison de demander à ce que cette entente soit renégocié.
- Notsag – Abonné, 6 avril 2012 10 h 58
On est généreux aussi pour les étudiants canadiens hors-Québec
M. Dubuc nous a démontré que nous payons un bras pour l'éducation universitaires d'étudiants français. Notre générosité ne s'arrête pas là.
Les trois universités anglophones du Québec servent 56,132 étudiants équivalent à temps plein (eetp). De ce nombre, 10,159 sont des étudiants canadiens hors-Québec, et 6,180 sont des étudiants étrangers. Donc, près de 30% sont non-québécois.
92% des étudiants canadiens hors-Québec choisissent une université anglophone. 64% des étudiants étrangers choisissent une université anglophone. Cette clientèle a donc une influence déterminante sur la prospérité des universités anglophones.
Il est vrai que les étudiants canadiens hors-Québec doivent payés un supplément. Celui-ci s'élève à \$3,600. par eetp (Étudiant Équivalent à Temps Plein).
Or, le Québec subventionne chaque eetp à hauteur de \$12,600. Au net, nous payons donc \$9,000 pour chaque étudiant canadien hors-québec.
Ce n'est pas tout. Cette surcharge de \$3,600 que doivent payés les étudiants canadiens hors-Québec est sujet à certaines exemptions. Par exemple, les étudiants inscrits à

des programmes conduisant à l'obtention d'un grade de doctorat, les étudiants en rédaction de mémoire de maîtrise, ou les étudiants inscrits en stage de résidence en médecine n'ont pas à payer cette surcharge. Or, 36,7% des doctorats au Québec sont produits par les universités anglophones. Se pourrait-il que cette popularité s'explique par notre grande générosité envers nos compatriotes hors-Québec?

- Dominique Lenoir – Abonné, 6 avril 2012 10 h 59

Le gouvernement dans tout cela?

L'un des rôles principaux de notre gouvernement est d'assurer une redistribution équitable de la richesse. Pour que chacun ait sa "juste part".

Dans le cas de l'industrie des étudiants étrangers, il serait plus que juste que cet argent soit redistribué au bénéfice de toute la population, pas seulement pour l'enrichissement de la communauté anglophone de Montréal, comme c'est le cas aujourd'hui. Les revenus des étudiants étrangers doivent aller au gouvernement pour être redistribués entre les universités anglophones et franco-

- phonies, selon leur apport respectif à notre nation.

- Darwin666 – Inscrit, 6 avril 2012 11 h 19

Quelle est la source?

«Au Québec, la hausse était comparable et le nombre d'étudiants étrangers dans le réseau universitaire est passé, au cours de la même période de cinq ans se terminant en 2008, de 9135 à 22 512, pour une hausse de 146 %» J'aimerais bien connaître la source de ces chiffres. Va pour le 22512 en 2008, mais les documents que j'ai consultés me donnent 20934 pour 2003, plus du double du chiffre mentionné par M. Dubuc! Il demeure une hausse, mais de 7,6 %, pas de 146 %.

Voir entre autres :

<http://www.mels.gouv.qc.ca/sections/publications/p>

- France Marcotte – Abonnée, 6 avril 2012 11 h 31

Tout s'explique

Quand tout semble embrouillé, confus, sans queue ni tête, remontez un peu plus haut dans la pyramide, ça fonctionne immanquablement.

De là-haut, où nous emmènent des analyses qu'on accepte de rendre accessibles au plus grand nombre, la vue est superbe, les morceaux du casse-tête s'emboîtent comme par enchantement.

Merci, vraiment.

- MJ – Inscrite, 6 avril 2012 11 h 53

Un constat inéquitable et révoltant!

Enfin, sortent du placard des faits très pertinents dont le gouvernement devrait tenir compte dans cette importante question de l'accessibilité aux études supérieures qui l'oppose aux étudiants québécois, afin que ces derniers ne soient pas laissés pour compte dans leur propre pays, alors que des ententes déjà existantes (France-Québec, 1978) ou d'autres ententes se multiplient (Brésil, etc.), nouvelles règles du jeu favorisant les étudiants étrangers. Pourquoi ces étudiants n'étudient-ils pas dans leurs propres pays ou aux Etats-Unis, si ces élites étrangères disposent de moyens financiers ou de bourses d'études de leur pays? Ainsi, si cette tendance à l'ouverture aux étudiants étrangers s'accroît, ils occuperont de plus en plus les places dans nos universités, au désavantage de jeunes Québécois moins fortunés. Il faudrait imposer un certain quota

quant au nombre d'étudiants étrangers dans nos universités.

Cette omission de la question des ententes avec pays étrangers dans ce "débat" sur l'accessibilité aux études et de l'arrivée toujours plus importante d'étudiants étrangers au Québec est malhonnête, car cette omission d'informations fausse les données et l'enjeu s'en trouve menacé, soit la participation plus grande d'étudiants québécois aux études universitaires par des moyens plus adéquats de financer nos universités, autrement que par la hausse des frais de scolarité imposée à nos étudiants par le gouvernement libéral. L'enjeu est maintenant de taille, à l'ère de la mondialisation des échanges, soit allouer et réserver plus de places dans nos universités pour nos étudiants québécois. Il faut réviser ces ententes, les rendre plus onéreuses pour les élites étrangères, et se demander aussi qui en profite véritablement par un décompte de ces échanges bilatéraux(?) ou unilatéraux? (élites de pays étrangers), afin que ces "échanges" ne soient pas pré

- MJ – Inscrite, 6 avril 2012 11 h 57

Un constat inéquitable et révoltant!

La mondialisation et ses diverses ententes négociées en catimini entre les pays et leurs gouvernements cachent plus d'un secret aux populations locales. Les élites nationales semblent plus au courant de ce qui se trame et de ce dont elles peuvent tirer avantage et dont elles profitent directement. Le peuple est toujours le dernier informé ou encore, l'oublié, le laissé pour compte et le dindon de la farce!

- hyde – Abonné, 6 avril 2012 12 h 27

Grande entreprise en vente du savoir

Nos universités sont devenues de grandes entreprises qui se concurrencent pour avoir la plus grande "clientèle".

Ce que vous oubliez dans cette argumentaire, c'est que c'est étudiants étrangers, pour la plupart, ne travaillerons pas au Québec. Ils ne contribueront donc pas aux impôts et taxes, ni au roulement de notre économie. L'État québécois paient 80% de la valeur de leur étude et avec ce cadeau, qui est censé être un investissement pour la société québécoise, ils fuient. C'est plus particulièrement vraie pour les anglophones de McGill. Tant d'argent perdu dans de la concurrence et ces étudiants étrangers. On refait la facture aux petits peuples québécois et sa jeunesse.

- France Marcotte – Abonnée, 6 avril 2012 13 h 41

Grosses pattes sales

"La mondialisation néolibérale corrompt tout ce qui entre dans son giron. Si l'échange d'étudiants entre les pays a toujours été source d'enrichissement mutuel, sa marchandisation en pervertit la nature."

Marchandiser tout ce que l'on peut...une autre façon de tuer la beauté du monde.

- Jack Bauer – Inscrit, 6 avril 2012 14 h 47

Le "néo-libéralisme" que je suppose la plupart du monde ici n'ont aucune idée de la signification du mot, vous permettez d'avoir une qualité de vie supérieure à 90% du monde dans lequel l'état dicte le courant de l'économie, ou ne laisse pas le marché fonctionner, ça me fait de la peine de voir ce démagogue vous vendre cette salade et vous tous qui l'acceptent comme si c'était du caviar... pratiquement révoltant.

- Michel Bédard – Inscrit, 6 avril 2012 13 h 50

"Générosité" à revoir...

Le Québec, ou l'art de se tirer constamment dans le pied, de se faire hara-kiri. Très bon texte de Dubuc, hormis l'impair sur la gratuité des étudiants français... Bonnes réactions, à l'exception du passage de D.Paquette sur la violence... Michel Bédard, Fierté Montréal.

Notsag – Abonné, 6 avril 2012 16 h 03

Question embarrassante

Il y a un autre aspect du financement universitaire qui mérite réflexion.

Le Gouvernement du Québec (donc, vous et moi) subventionne chaque étudiant universitaire québécois à hauteur de \$12,600 par année.

Or, 18% des étudiants de McGill sont des francophones québécois. C'est une excellente stratégie pour un francophone qui veut perfectionner son anglais. Rien de mal là-dedans. McGill reçoit donc \$12,600. pour chacun de ces étudiants. Cela contribue grandement à la prospérité de cette université.

Si L'UdeM offrirait des programmes anglophones, elle pourrait sans doute bénéficier d'une bonne part de cet argent.

En n'offrant pas de programmes anglophones, nous cédonons un monopole aux universités anglophones sur le marché des francophones désireux d'étudier en anglais.

La question pourrait donc se poser ainsi: Préférons-nous financer l'Université McGill ou L'Université de Montréal?

Serait-il acceptable pour les universités francophones d'offrir des programmes en anglais dans les domaines de forte demande, tels qu'en sciences, ou au MBA?

Voilà une question délicate. J'aimerais bien lire ce qu'en pense les blogueurs du Devoir.

Merci.

- Rodrigue Tremblay – Inscrit, 6 avril 2012 16 h 48

La question qui tue

Ca fait plus d'un mois que les étudiants sont dans la rue pour 300 millions de dollars. Pourquoi personne ne parle du scandale des étudiants étrangers qui viennent étudier sur notre bras?

Mais c'est pas tout: y'a aussi le scandale des résidents.

Les résidents sont les nouveaux immigrants. Des gens sélectionnés pour la qualité de leurs diplômes. Or, il se trouve que des milliers d'entre eux, en arrivant, au lieu de travailler, décident de se "recycler" genre faire un nouveau bac. Ils ont droit non seulement au tarif québécois mais -tenez-vous bien- au plein régime de prêts et bourses.

Personne, mais vraiment personne, n'a jamais fouillé ce dossier.

Alors, sur les 200,000 immigrants accueillent au Québec depuis 4 ans, combien sont allés au CeGEP et à l'université faire une nouvelle formation? Combien ont-ils reçu en prêts et bourses? La question est posée.

- NDNM – Inscrit, 6 avril 2012 16 h 53

Mise au point

Cet article, à part sa diatribe anti française, nécessite une petite mise au point : à

1 les étudiants français payent autant que les québécois et ils dépensent comme les autres pour se loger se nourrir se déplacer (entrée de devises)

2 le différentiel de population dix fois plus en France qu'au Québec suffit à expliquer en partie le déficit entre les deux pays

3 la non reconnaissance des diplômes obtenus en France par les innombrables ordres professionnels en est une autre qui décourage les québécois et aussi le coût de la vie en France



<p>4 De nombreux jeunes québécois ne veulent pas poursuivre des études de 2^{ème} et 3^{ème} cycle. Sur une quarantaine d'étudiants dans ces cycles supérieurs, je n'ai réussi à en attirer que 4 québécois et encore sur les 4 deux était de parents immigrants donc avec une idée de l'éducation différente.</p> <p>5 La formation de base des étudiants étrangers est souvent très supérieure à celle des étrangers (Français, Allemands, Égyptiens, Indiens, Brésiliens, Iraniens, Russes pour ceux qui se sont démarqués dans mon équipe). Pour ce qui me concerne presque tous ont choisi de rester et sont devenus citoyens.</p> <p>6 Une véritable manne est constituée des étudiants aux cycles supérieurs qui payent sur 3 sessions par année (en moyenne 2 ans en maîtrise et 5 au doctorat) faites le calcul. Cela fait 2500 dollars par année à la fin des hausses plus les fameux frais afférents qui ne sont qu'un moyen détourné qui a été mis en place pour contourner le gel</p> <p>• Chantal_Mino – Abonné, 6 avril 2012 18 h 38 Merci beaucoup de votre éclairage M. Dubuc ! Et merci à l'Aut'Journal de persister dans ce sens. Tout comme le Devoir, vous participez à maintenir la démocratie, l'information véri-</p>	<p>table et non biaisée en fonction de la volonté du 1% en est la base.</p> <p>Notsag – Abonné, 6 avril 2012 18 h 58 Demande de précision @NDNM: Je ne comprend pas trop ton point 6. Est-ce que tu veux dire que les étudiants à la maîtrise et au doctorat ne paie que \$2,500. par année? Sans doute pas, parce que cela ne représenterait pas du tout "une manne". Alors, pourrais-tu élaborer un peu sur ce point 6? Merci.</p> <p>• NDNM – Inscrit, 7 avril 2012 08 h 04 ils payent comme les autres mais sur 3 sessions et non deux chaque année, ce qui fait que l'augmentation sera pour eux de 2500 \$ par année. Les étrangers payent aussi sur 3 sessions dans ces programmes. De plus c'est tout bénéfique puisqu'en doctorat il n'y a pas de cours ou presque que du travail de recherche qui rapporte à l'université en terme de réputation</p> <p>• Notsag – Abonné, 7 avril 2012 11 h 18 Bonjour NDNM, Je m'excuse, mais je suis toujours confus. Est-ce que tu parles des étudiants français, ou des étudiants étrangers (autres que français ou belge)?</p>	<p>L'augmentation annoncé par Charest est de \$325 par années, pour les cinq prochaines années. Ce qui fait un total d'augmentation de \$1,625. Comment arrives-tu à une augmentation de \$2,500. par année? Je ne sais pas si tu peux m'aider, mais il y a un autre point qui n'est pas clair dans mon esprit. Le gouvernement subventionne chaque étudiant universitaire sur une base d'eetp (Étudiant Équivalent à Temps Plein), ou un eetp = 30 crédits. Est-ce que cette règle s'applique seulement aux étudiants du premier cycle? Est-ce qu'en deuxième et troisième cycle, la notion de crédit s'applique également? Merci.</p> <p>• Rodrigue Tremblay – Inscrit, 6 avril 2012 19 h 16 le scandale En 2007, sur les 22,303 étudiants étrangers, à peine 6454 avaient payé le tarif étranger! Ces ententes sont d'immenses passoires http://www.mels.gouv.qc.ca/sections/publications/p</p> <p>• Sylvio Le Blanc – Abonné, 6 avril 2012 20 h 24 Excellente lettre !</p>
---	--	---

LE DEVOIR: Lettres - Une proposition [couper le programme des REEE], par Jean-François Milette - Québec, le 4 avril 2012 - Vendredi 6 avril 2012

Dans la lutte des étudiants contre l'augmentation des frais de scolarité, je m'étonne devant le discours actuel de notre élite selon lequel nous devons augmenter les droits de scolarité pour subventionner le système scolaire, car on ne pourrait ni augmenter les impôts ni diminuer les services à la population.

Selon moi, il y a beaucoup d'argent dans notre système économique à mieux répartir. Je me prends comme exemple. J'ai des revenus suffisamment élevés pour payer les études de mes trois jeunes enfants. Par contre, puisque je suis suffisamment «riche» je cotise 2000 \$ par année au REEE de chacun de mes enfants, le gouvernement fédéral me donne une subvention de 400 \$ par année par enfant et le provincial 200 \$ par année par enfant, et ce, durant 18 ans. Les gouvernements me donneront donc 600 \$ x 18 années = 10 800 \$ par enfant en subvention (32 400 \$ pour les trois enfants). En plus, les intérêts dans les REEE fructifient à l'abri de l'impôt et seront imposés selon les revenus des enfants, mais pour être prudent je n'en tiens pas compte, car les droits de scolarité augmenteront eux aussi dans le futur.

Les droits de scolarité en 2017 seront de 3793 \$ par année, soit de 11 379 \$ pour un bac de 3 ans. Le gouvernement m'aura donné en subvention 10 800 \$ par enfant. L'université me coûtera donc 579 \$ par enfants (soit 193 \$ par année de bac). Sans l'augmentation proposée par Charest, les gouvernements m'auraient donné plus d'argent qu'il me coûtera de droits de scolarité! Ce n'est pas socialement acceptable.

Je propose donc de couper le programme des REEE et de ne pas augmenter les droits de scolarité. Si l'économie engendrée par l'abolition du programme des REEE n'est pas suffisante pour subventionner convenablement le système scolaire, je propose d'abolir: les CÉLI, les REER, le taux d'imposition réduit de 50 % sur le gain en capital et les paradis fiscaux. Avec ça, les gouvernements pourront également commencer à réduire la dette.

<p>Vos réactions</p> <p>• François Dugal – Abonné, 6 avril 2012 07 h 53 Les chiffres Quand les chiffres parlent, qui écoute? Merci, M. Milette.</p> <p>• Chantal_Mino – Abonné, 6 avril 2012 08 h 49 Merci M. Milette de votre effort pour une solidarité envers les plus démunis de notre société. Votre honnêteté et votre sollicitude vous honorent.</p> <p>• Monsieur Brodeur – Inscrit, 6 avril 2012 12 h 21 Un bel exemple de solidarité Merci m. Milette, pour votre appui et vos idées. J'imagine que vous faites peut-être parti de ce fameux 1%, ou à tout le moins, du 10%.. Vous êtes conscient de vos avantages, que vous êtes prêt à céder pour l'accessibilité aux</p>	<p>études des moins bien nantis qui eux devront payer avec intérêts aux banques, alors qu'à vous qui êtes riches, on vous offres autant qu'on enlève aux autres, et ça fait un grand bien au moral de cette lutte de voir des gens comme vous se mouiller pour une justice sociale.</p> <p>• Encore une fois mille merci pour ce nouvel argument que vous nous apportez, dont personnes ne parle..! Stéphane Brodeur, montréal.</p> <p>• Michel Simard – Abonné, 6 avril 2012 12 h 42 Étrange Nos bons amis drettestes membres du QLP et de l'ADQ n'ont rien à dire...</p> <p>• Darwin666 – Inscrit, 6 avril 2012 12 h 58 Problème bien posé Je me souviens d'un journal qui avait mis en une la question «Êtes-vous assez riche pour être subventionné?» C'était il y a une tren-</p>	<p>taine d'années et l'article parlait des subventions pour acheter une maison face au manque d'aide pour les mal-logés. L'exemple de M. Milette montre que le principe est encore plus étendu de nos jours et touche d'autres aspects de la vie en société. Merci, M. Milette!</p> <p>• Lapiere Serge – Inscrit, 6 avril 2012 16 h 20 En plein dans le mille @ Monsieur Jean-François Milette Le diable se cache dans les détails. Vous avez démontré cette proposition. Merci.</p> <p>• Roland Berger – Abonné, 6 avril 2012 22 h 28 Sans gêne Depuis des décennies les nantis ont agi dans l'ombre pour influencer les décisions politiques. Ils ne se gênent plus. Ils gouvernent la main dans nos poches. Roland Berger</p>
--	--	--

LE DEVOIR: La réplique > Droits de scolarité - Des arguments en demi-teintes, par Colette Bernier, sociologue et professeure au Département des relations industrielles de l'Université Laval - Jeudi 5 avril 2012

<p style="text-align: center;">À retenir</p> <p>Lire aussi Les réflexions des dirigeants des groupes étudiants au moment de la grève de 2005: celle de <u>Pier-André Bouchard-St-Amant (FEUQ)</u>, et celle de <u>Xavier Lafrance (ASSE)</u> et <u>Héloïse Moisan-Lapointe (ASSE)</u>.</p> <p>Dans une lettre au Devoir, la principale et vice-chancelière de l'Université McGill soulève la question du lien entre l'accessibilité aux études et la</p>	<p>qualité de l'éducation. Madame Heather Munroe-Blum a entièrement raison de soulever ce sujet qui va dans le sens du débat large sur l'éducation que tente de développer le mouvement des étudiants contre la hausse des droits de scolarité.</p> <p>Or, son argumentation n'est pas sans poser problème. En effet, utilisant le taux de diplomation comme synonyme de la qualité de l'enseignement, elle avance que l'accès à l'éducation ne conduit pas nécessairement à un haut taux de diplomation. Elle montre entre autres que deux des pro-</p>
--	--



vinces où les droits de scolarité sont les plus élevés, la Nouvelle-Écosse et l'Ontario, affichent des taux de diplomation supérieurs à la moyenne canadienne.

Diplomation et qualité de l'enseignement

Il y a certainement une erreur à prendre le taux de diplomation comme synonyme de la qualité de l'enseignement. Une recherche rapide nous montre que le taux de diplomation n'est qu'un des indicateurs habituellement utilisés pour mesurer la qualité de l'enseignement à côté d'autres indicateurs tels les ressources disponibles (équipements, documentation, laboratoires), les immeubles, la formation générale et pédagogique des enseignants, les performances en recherche, la durée des études, l'accueil des diplômés, le taux de placement sur le marché de l'emploi, la réponse aux besoins sociaux, etc.

Ces indicateurs nous ramènent à des comparaisons entre les universités et aux fameux palmarès des universités québécoises où McGill se classe toujours bonne première. [...]

Droits de scolarité et accès à l'éducation

Madame Heather Munroe-Blum a aussi raison de soulever le fait que les facteurs financiers n'influencent pas de façon marquée la décision d'entreprendre des études. Sur ce, et pour aller plus loin, j'invite madame Munroe-Blum à relire la très belle leçon sur Bourdieu qu'ont donnée deux professeurs de cégep, Caroline Dawson et Maxime Marcoux-Moisan, dans la page Devoir de philo les 3 et 4 mars dernier.

On y apprend que pour ce grand sociologue de l'éducation, les inégalités que perpétuent les universités commencent dès la petite enfance, où les expériences s'accumulent pour constituer un habitus qui guide de façon inconsciente les choix concernant les études. Ainsi, déjà au primaire, au secondaire et au cégep, plutôt que de «décisions rationnelles» liées aux facteurs financiers, ce sont des facteurs inconscients qui jouent. Aussi, c'est sûrement dès la petite enfance qu'il faut travailler à changer la perception qu'ont les enfants de classes défavorisées des possibilités qui s'offrent à eux. Et l'image des embûches, tels les droits de scolarité, qu'ils auront à surmonter dans leur parcours de vie joue probablement en ce sens.

Droits de scolarité et autres frais... afférents

La principale de McGill a aussi raison de dire que les droits de scolarité ne représentent qu'une partie du coût global de la formation universitaire à côté du loyer, des frais de déplacement, de prix des fournitures scolaires et des pertes de revenus, par exemple.

Là où elle a peut-être moins raison, c'est lorsqu'elle avance, comme tous ceux qui préchent la hausse des droits de scolarité, que la part des coûts assumée par les étudiants est plus faible aujourd'hui qu'en 1968. Sur ce, des membres du groupe Génération d'idées ont calculé qu'en prenant en compte le contournement du gel des droits de scolarité qu'ont effectué les universités en imposant des «frais afférents» (633 \$ en 2010), une augmentation des droits de scolarité à 3793 \$ par année serait en fait près du double de ce que les générations précédentes ont déboursé en moyenne pour leur éducation (Plamondon et Gingras, Le Devoir, 14 mars).

Diplômes, marché du travail et équité intergénérationnelle

Les tenants de la hausse des droits de scolarité n'ont d'ailleurs de cesse d'avancer que les études sont un investissement individuel menant à des

bénéfices incalculables une fois sur le marché du travail. Or, c'est oublier que nous vivons dans une «société du risque», où le chômage et la précarité d'emploi frappent aussi maintenant les diplômés universitaires. Sait-on seulement que le cinquième des diplômés universitaires (et pas seulement des immigrants) occupe des emplois sous-qualifiés par rapport à leur scolarité selon une étude de 2006 de Statistique Canada?

Et, qu'est-ce qui attend les étudiants d'aujourd'hui sur le marché du travail de demain? Des parcours professionnels brisés par des changements d'emplois de plus en plus fréquents. Et, face à ça, une obligation de se former «tout au long de leur vie», d'investir encore et encore dans leur formation pour rester à jour... Ne devrait-on pas aussi prendre en compte cette plus grande part du risque dans le marché actuel de l'emploi si on veut parler d'équité intergénérationnelle?

Un débat de société à faire!

L'heure n'est plus à regarder l'accès au système d'éducation québécois à la lorgnette des seuls droits de scolarité. Et pour ça, nous devons tirer notre chapeau au mouvement étudiant qui a réussi à élargir le débat en mettant dans la balance aussi bien la gestion des universités, y compris les primes aux hauts dirigeants, que les problèmes sociaux liés à l'endettement (IRIS), etc. Maintenant, madame Munroe-Blum nous amène à élargir le débat à la qualité de l'enseignement.

Oui, examinons la qualité de l'enseignement, en regardant non pas seulement le taux de diplomation, mais tous les autres indicateurs de la qualité de l'enseignement, y compris le taux de placement sur le marché de l'emploi, la réponse aux besoins sociaux, la contribution à une citoyenneté responsable, la promotion des valeurs, à la lumière du modèle de société que les Québécois veulent se donner.

Parce qu'il s'agit maintenant d'un débat social large auquel les jeunes nous ont conviés, le gouvernement n'a plus d'autre choix que d'ouvrir le dialogue. Et ceci, non plus seulement sur la question des droits de scolarité, mais sur l'ensemble des questions «afférentes». Et pour ceci, il faudra peut-être aller dans le sens d'une trêve pour permettre un réexamen complet de la situation à la lumière des nombreuses données et réflexions que le débat récent a permis de mettre sur la table!

Le déclencheur > De droits et de diplomation

La principale de l'Université McGill, Heather Munroe-Blum, écrivait dans Le Devoir du 30 mars 2012: «Il n'y a pas de lien entre droits de scolarité et accès à l'université. Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner le taux de diplomation, soit le pourcentage de personnes qui obtiennent un diplôme universitaire au cours d'une année donnée. Nous serions portés à croire que de faibles droits de scolarité se traduisent par des taux de diplomation plus élevés, mais ce n'est pas le cas. Ainsi, les droits de scolarité perçus par les universités québécoises sont les plus faibles au Canada, mais six provinces ont un taux de diplomation supérieur à celui du Québec (30,5 %). En fait, deux des provinces où les droits de scolarité sont les plus élevés — la Nouvelle-Écosse et l'Ontario — affichent des taux de diplomation supérieurs à la moyenne canadienne, soit 48,9 % et 41,0 %, respectivement.»

Vos réactions

- Daniel Savard – Inscrit, 5 avril 2012 02 h 34
Utiliser les statistiques des frais de scolarité et du taux de diplomation pour démontrer que la réussite est liée aux frais de scolarité élevés est une manipulation démagogique des chiffres. Il n'y a pas de lien causal direct à établir entre les deux. Dans la mesure où les frais de scolarité constituent une mesure discriminatoire de la clientèle, il est impossible de tirer une conclusion puisque dès le départ les échantillons ne sont pas conformes à la discipline. Des frais de scolarité élevés ont pour conséquence de sélectionner au préalable la clientèle en fonction d'un milieu familial et de conditions financières d'études plus propices à la réussite. Ce qui n'a rien à voir avec la qualité de l'enseignement dispensé.
Il faudrait aller chercher une foule d'autres enseignements avant d'établir un raisonnement probabiliste à partir de ces données. Les arguments que nous servent les recteurs et autres intervenants qui utilisent le taux de diplomation en conjonction avec les frais de scolarité sont simplistes dans le meilleur des cas où visent sciemment à manipuler l'opinion publique.

Statistiquement, les gens qui ont la grippe souffrent majoritairement de douleurs musculaires, par contre observer la douleur musculaire dans un échantillon ne permet pas sur la seule base des informations ci-haut mentionnées de conclure combien d'entre eux souffrent de la grippe.

- Georges Paquet – Abonné, 5 avril 2012 07 h 18
Mais non.
Colette Bernier écrit: "...nous devons tirer notre chapeau au mouvement étudiant qui a réussi à élargir le débat en mettant dans la balance aussi bien la gestion des universités, y compris les primes aux hauts dirigeants, que les problèmes sociaux liés à l'endettement (IRIS), etc." Et pourtant, sans être un observateur exceptionnel, je constate que les leaders étudiants, qui, rappelons-le en passant ne représentent pas la majorité des étudiants, ne veulent pas rencontrer la ministre pour en discuter.
- Roland Berger – Abonné, 5 avril 2012 16 h 26
Vous avez encore raison. Les étudiants ne veulent pas rencontrer la Ministre pour discuter de ce qu'elle veut discuter. Arrogance !
Roland Berger
- Q1234 – Inscrit, 5 avril 2012 18 h 24

Et vous avez tort: les étudiants ont voté majoritairement et démocratiquement contre la hausse des droits de scolarité, c'est, soi dit en passant, pour ça qu'ils sont grève monsieur. De plus les professeurs les appuient, des parents et grands-parents les appuient, des syndicats (TCA, FNEEQ, Métallos, Alliance des professeurs etc.) les appuient, des organismes les appuient, des partis politiques les appuient etc. Il y avait 200,000 personnes dans les rues le 22 mars monsieur, et voyez lundi le 09 avril!

Pragmatique – Abonné, 5 avril 2012 08 h 56
Et quoi encore

Voici une sociologue qui encense les étudiants et veut faire un débat de société sur l'ensemble des "conditions gagnantes" pour réussir dans la vie.

Premièrement les sociologues n'ont pas hérité de la science infuse avec leur diplôme. Par ailleurs il y a une foule de sociologues qui travaillent aussi au Ministère de l'Éducation et Mme Beauchamps les a certainement consultés et qui sont d'avis différents. D'autres sociologues nous ont également conduit au cafoillage de la réforme scolaire. Le "grand sociologue de l'éducation" veut nous ramener à notre tendre enfance pour expliquer l'habitus qui guide de façon inconsciente...Cela

- nous obligerait à aller modifier l'"habitus" des parents, etc. Donc ce n'est pas demain la veille qu'on va voir les frais augmenter à leur juste valeur. Puis la qualité, puis l'accessibilité...
- Mais il y a les faits aussi, les statistiques, les mathématiques, la fiscalité. Il y a d'autres disciplines que la sociologie à l'université dont il faut aussi tenir compte pour analyser et régler les problèmes.
- Les faits sont les suivants.
Les frais doivent être augmentés pour maintenir une bonne qualité d'enseignement.
Le Québec a déjà les frais les plus bas au Canada, probablement en Amérique du Nord
Les contribuables assument déjà plus de 80% de la facture.
À moins d'envisager le communisme, le contribuable québécois ne peut contribuer davantage car il est déjà l'un des plus taxé et le plus endetté, sinon le plus.
Les contraintes des étudiants sont réelles mais les contraintes du reste de la société sont tout aussi implacables.
On en a jérémié pendant des années. Il vient un temps où il faut agir.
Nos étudiants et leurs parents ne sont pas moins aptes que ceux du reste de l'Amérique du Nord et sauront s'adapter à la réalité. Moi j'ai confiance en eux.
- marcellel@hotmail.com - Abonnée, 5 avril 2012 10 h 24
Vous pourriez peut-être vous identifier Monsieur, Madame pragmatique. Et puis, vous semblez aimer compter alors comptez donc sur les milliers d'étudiants en grève qui savent très bien ce qu'ils défendent avec intelligence. Moi aussi j'ai confiance en eux.
Marcelle Leclerc
 - Pragmatique - Abonné, 5 avril 2012 12 h 59
À Marcelle Leclerc
Pragmatique est Rock Dumais pour vous servir.
Je sais ce qu'ils défendent. Ils ne veulent pas supporter aucune augmentation des frais. Je ne crois pas qu'ils le défendent avec intelligence; avec agressivité peut-être.
Je ne puis trouver .intelligent. de perdre une session pour quelques dollars de plus qui ne les mettront même pas < niveau avec les autres étudiants du reste du Canada.
 - Q1234 - Inscrit, 5 avril 2012 18 h 34
Pardons monsieur, mais ce ne sont pas des faits que vous apportez mais des opinions. Allez voir les études de l'IRIS et de l'IREC et étudiez les faits.
Votre opinion: "les frais doivent être augmentés pour maintenir une bonne qualité d'enseignement" n'est pas un fait. Les riches ne paient pas les impôts qu'ils devraient et s'ils le faisaient cela réglerait plus que la question des frais. Cela est un fait. Voir le dernier numéro de la Revue Économique, en collaboration avec Québec-Attac sur l'évasion fiscale, vous y verrez des faits, des vrais, en plus des études de l'IRIS et de l'IREC. Si ce sont vraiment les faits qui vous intéressent. Et ce ne sont pas des sociologues qui les ont faites ces études (même si je ne pense pas la même chose que vous à leur sujet).
 - Paule Savignac - Abonnée, 5 avril 2012 19 h 12
De Louis.Marc.Bourdeau@gmail.com
M'est avis que Madame Beauchamp et son premier ministre ont surtout consulté les universités et les recteurs dont le slogan est «On veut l'argent, l'argent, l'argent!»
Tout ce beau monde devrait balayer le devant de leur porte... De la gabegie universitaire, ils ne parlent jamais!
 - André Michaud - Inscrit, 5 avril 2012 09 h 46
L'Université EST accessible
"Madame Heather Munroe-Blum a aussi raison de soulever le fait que les facteurs financiers n'influencent pas de façon marquée la décision d'entreprendre des études.
En effet il y a plein de preuves à cet effet.
Mon cousin venant de famille ouvrière de Limoilou a étudié de nombreuses années pour devenir anesthésiste et aujourd'hui gagner son quart de million par année...et sans l'aide de ses parents!!
TOUS ceux qui ont du talent et veulent travailler fort peuvent aller à l'université.
Il a plein d'enfants de riches qui n'iront pas à l'Université par ce qu'ils n'ont pas de talent ou ne veulent pas travailler fort..
La MOTIVATION est le facteur essentiel, pas le fric!
 - Q1234 - Inscrit, 5 avril 2012 18 h 39
Ceci n'est pas une preuve. C'est une anecdote. Les études disent le contraire, ce qui n'empêche pas des exceptions, comme votre cousin ou ma voisine.
Vous savez que les Américains disent cela aussi: quand on veut, on peut. Informez-vous un peu sur la situation catastrophique des américains et des frais de scolarité et voyez qui va à l'Université et qui ne peut y aller, c'est loin d'être anecdotique cela: les gens moins nantis sont sous-représentés, les noirs aussi. Vous y trouverez des preuves si vous êtes réellement curieux de savoir.
Paule Savignac - Abonnée, 5 avril 2012 19 h 08
De Louis.Marc.Bourdeau@gmail.com
Des exemples ne constituent pas une preuve...
Il faut aussi penser que bien des étudiants sont ordinaires, pour ainsi dire, pas destinés à devenir des médecins spécialistes.
Il s'agit de ne pas ériger barrières supplémentaires qui dissuadent une proportion des étudiants potentiels, même petite, ce qui a des conséquences considérables sur le manque à gagner du gouvernement, et le mieux être de notre société.
Voir à cet égard pour de petits calculs à ce sujet:
http://wikistat.polymtl.ca/tiki-download_file.php?
On sait aussi que l'éducation universitaire des descendants des 20% des familles les mieux nanties est une priorité bien plus grande que pour ceux des classes moyennes. C'est une affaire de culture.
Ce qui explique aussi pourquoi le Québec a un fort rattrapage à faire du côté de l'accès pour tous aux universités: en ce sens, on ne peut se payer une éducation universitaire chère.
L'éducation à tous les échelons est une bien public. L'université devrait être aussi gratuite que les Cégeps
 - Solange Bolduc - Abonné, 5 avril 2012 12 h 05
@ André Michaud
"La MOTIVATION est le facteur essentiel, pas le fric!"
La motivation s'apprend comme on apprend à apprendre. Elle provient de l'intérieur de la famille ou de l'extérieur...Elle n'arrive pas comme par hasard!
Tant qu'au texte de Colette Bernier, très éloquent, et surtout pertinent. Merci!
 - André Michaud - Inscrit, 5 avril 2012 13 h 41
Tout à fait d'accord avec vous. L'attitude familiale par rapport aux études est de beaucoup plus importante et déterminante que les revenus familiaux...et aucun gouverne-
- maman ne peut faire la job à notre place, nous les parents.
Pour avoir été quelques années sur un comité d'école, les parents semblaient peu intéressés à savoir comment plus s'impliquer dans la motivation des jeunes aux études..
Plusieurs avouent que lorsqu'ils reviennent du travail ils n'ont pas le goût de se lancer dans les travaux scolaires avec leurs jeunes...ou assister à des réunions avec les profs.. On peut les comprendre, mais où est alors leur apport à la motivation? Toute la responsabilité revient à l'école?
Voilà des problèmes réels bien plus déterminants et que les manifs contre le gel ne régleront pas..et que les défenseurs de l'éducation accessible oublient..
- jmitch - Inscrit, 5 avril 2012 14 h 36
taux de diplômé biaisé
J'ai parcouru les études de l'IRIS entourant les frais de scolarités. L'argument des autres provinces avec des frais plus élevés et un meilleur taux de diplômé est biaisé. Cela s'explique très facilement par l'absence des diplômés collégiaux dans leur calculs. Moi je trouve la logique de mon père plus intéressante. Il m'a souvent rappelé qu'il aurait aimé faire plus d'étude dans sa jeunesse, mais que malheureusement les valeurs et l'accessibilité n'étaient pas au rendez-vous à son époque. Je suis heureux d'avoir eu accès à une éducation à faible coût et d'avoir dépassé le diplôme d'étude secondaire et je souhaite que mes enfants est cette même chance. Je souhaite que l'argent ne soit pas un facteur de décision, je souhaite que mes enfants deviennent ingénieurs parce qu'ils veulent l'être et non parce que c'est plus payant que de devenir historien et donc seront plus en mesure de rembourser leur dette d'étude.. Je souhaite que l'éducation ne soit pas vue comme une entreprise privée. Les universités ne sont pas conçues pour générer de l'argent, les difficultés sont normales (à une certaine mesure), car leur mission est la connaissance pas le rendement. En plus, les étudiants ont déjà proposé des solutions au gouvernement, comme le rétablissement des paliers d'impôts et l'impôts sur le capital des entreprises. Est-ce que les libéraux ont écouté ces idées. Est-ce qu'ils ont été pris en considération. À ma connaissance non.
 - Cover3 - Inscrit, 5 avril 2012 16 h 30
Vous ne voulez pas que les universités soient des "entreprises privées", mais en même temps vous ne vous offusquez guère que les profits se privatisent dans les poches des diplômés, réalisez vous l'incongruité de votre position?
 - Q1234 - Inscrit, 5 avril 2012 18 h 46
Que les profits se privatisent dans les poches des diplômés? De quoi parlez-vous au juste? Le salaire qu'ils feront après? Vous voulez qu'ils vivent de quoi au juste les diplômés? Vous oubliez qu'ils paieront des impôts en fonction de leurs revenus et si tel n'est pas le cas pour les riches, faudrait réformer les paliers d'impôts et obliger les riches à payer leur juste part. Augmenter les frais de scolarité ne règle pas cette injustice. C'est avec ces impôts que nous paierons l'éducation, selon le revenu de chacun! Voilà à quoi ça sert les impôts: redistribuer la richesse. Ils ont raison les étudiants, ils ont compris.
 - Paule Savignac - Abonnée, 5 avril 2012 18 h 42
Des mythes encore des mythes
De Louis.Marc.Bourdeau@gmail.com
Madame la Principale et Vice-chancelière de McGill nous parle de l'importance prépondé-

rante de l'éducation supérieure pour assurer la qualité de notre économie...

C'est fort bien, mais sait-elle que, par exemple, l'Allemagne, qui est une des toutes premières économies du monde, dont la qualité des produits est insurpassable dans bien des secteurs, une des toutes premières économies exportatrices (en valeur absolue, pas relative) du monde a un taux de diplomation du supérieur le plus faible de tous les pays industrialisés?

Ainsi le dernier «Regards sur l'éducation» publié en 2011, rapporte que l'Allemagne est à la queue des pays industrialisés avec seulement 25% de diplômés supérieurs...

Un petit coup de Google, nous apprend que dans la classe d'âge de 25 à 34 ans, en 2005, le Canada dépassait peut-être tous les

pays avec près de 55% de diplômés du supérieur, loin devant les États-Unis, la France, le Danemark avec environ 40% chacun, le Royaume-Uni avec 32% (et dans ce cas ce n'est pas près de s'arranger avec les récentes supe-hausses des frais de scolarité). La moyenne des pays de l'OCDE étant à 32%.

Les pays scandinaves, la France ont pourtant tous des économies super performantes.

Madame Munroe-Blum aurait intérêt à mettre à jour ses informations plutôt que de rabâcher la position gouvernementale.

Le site suivant est très riche en informations sur l'Europe:

<http://www.scribd.com/doc/55271119/14/DIPLOMES-ET->

NDNM - Inscrit, 6 avril 2012 18 h 57

Ce n'est pas le taux de diplomation qui compte, c'est la qualité des diplômés. Par contre, la gratuité est la seule chose qui garanti que toute personne ayant un potentiel aura sa chance. Gratuité ne veut pas dire libre accès. Mettez un examen d'entrée à l'université et vous verrez la différence. La crise actuelle est due à une vision marchande néolibérale de l'éducation et de l'instruction.

France Marcotte - Abonnée, 5 avril 2012 19 h 57

La leçon de philosophie

J'ai adoré lire ce texte élégant où apprend beaucoup sur la manière de mener une argumentation avec intelligence.

C'est certain que si tout le monde apprenait à se parler sur ce ton, les ventes d'armes accuseraient de fortes baisses.

LE DEVOIR: Lettres - Une omission!, par France Albert - Verdun, le 2 avril 2012 - Jeudi 5 avril 2012

La principale et vice-rectrice de l'Université McGill, Mme Munroe-Blum, écrivait, dans la page Idées du vendredi 30 mars: «Les Québécois valorisent l'équité et la justice sociale. Or, il n'est pas équitable de puiser à même les impôts de familles à faible revenu pour subventionner la formation des étudiants les plus nantis.»

C'est pourtant la formule choisie pour financer les écoles privées du Québec, subventionnées à 60 %. Tous les contribuables, y compris les familles à plus faible revenu, dont les enfants n'ont et n'auront jamais la possibilité de fréquenter de telles écoles, participent à cette subvention. Cette situation inéquitable n'est cependant pas dénoncée par Mme Munroe-Blum.

Vos réactions

- Albert Descôteaux - Abonné, 5 avril 2012 09 h 30

bien d'accord

Le plus dur à avaler comme parent, c'est de constater la qualité de leurs infrastructures d'une grande majorité d'écoles privées, alors que les écoles publiques à Montréal sont souvent dans un état sub-optimal. Les écoles privées ne devraient recevoir de subventions que lorsque les écoles publiques auront été mises à niveau et bénéficieront d'infrastructures (bibliothèque, salle informatique, gymnase, salle de musique, etc) équivalentes à celles qu'on retrouve dans les écoles privées.

Larin - Abonné, 5 avril 2012 09 h 50

Seulement 60%

Chère France,

Vous oubliez un petit détail: si ces parents bien nantis envoyaient leurs enfants dans des institutions publiques, c'est 100% des frais qui seraient payés par tous les contri-

buables. Nous sauvons donc 40% qui sont payés par les parents et non pas par nos impôts.

real@realo.ca - Abonné, 5 avril 2012 12 h 56

Sophiste!

Ixe Treize - Inscrit, 5 avril 2012 10 h 43

Impossibilité?

Je ne suis pas très calé en fiscalité, mais à ce que je sache, les familles à faible revenu, ça ne paye pas d'impôt. Si elles ne payent pas d'impôt, comment peuvent-elles subventionner la formation des étudiants les plus nantis?

Et encore là, le concept d'"étudiant nanti" est douteux. Des étudiants riches, ça se peut? Riche à 20 ans!? Leur famille l'est peut-être, mais eux?

CYBERPRESSE: Chronique: Si la photo est bonne, par Pierre Foglia - Publié le jeudi 05 avril 2012 à 06h26

(...)
L'ÉDUCATION Quelques étudiants me pressent de me prononcer sur leur grève. Je suis pour, bien sûr. Pour l'exercice en lui-même. Pour la liberté qu'ils (ap) prennent. Pour le dérangement, pour le désordre même. Pour reconnaître leur droite de leur gauche. Pour une culture d'opposition. Pour l'insoumission. Pour la solidarité.

Oui, mais la hausse des droits de scolarité?

Je m'en crisse. Je trouve qu'il y a des enjeux autrement plus importants. Le plus important de tous? Comment dire?

Ce n'est pas bien difficile de former des ingénieurs, des avocats, des médecins, des gestionnaires (voyez avec quel empressement le privé commande les facultés «utiles»).

Ce qui est difficile, c'est de former des citoyens cultivés. J'entends curieux, sachant lire, organiser leur pensée, sachant formuler une critique,

capables de choix culturels qui échappent de temps en temps aux diktats du divertissement.

Bref, les droits de scolarité, les prêts et bourses des médecins, des ingénieurs, je m'en fiche un peu. Je trouve que c'est dans la formation des coiffeuses, des plombiers, des chauffeurs d'autobus qu'on est en train de se planter.

CYBERPRESSE: Chronique: La belle vie, par Michèle Ouimet - Publié le mercredi 04 avril 2012 à 06h25

Comme ça, des étudiants en grève osent boire de la sangria sur une terrasse à Outremont.

C'est ce que Richard Martineau, chroniqueur-vedette au *Journal de Montréal* et à LCN, a écrit sur Twitter: «Vu sur une terrasse à Outremont, cinq étudiants avec carré rouge mangeant, buvant de la sangria et parlant au cellulaire. La belle vie.»

Invité dimanche à l'émission *Tout le monde en parle*, Richard Martineau s'est expliqué. Ce qui est scandaleux, a-t-il précisé, ce n'est ni la sangria ni le cellulaire, mais Outremont.

Pourquoi Outremont? La sangria s'y vend-elle plus cher? Outremont est-il un territoire sacré que seuls les riches peuvent fouler? Richard Martineau n'a pas développé sa pensée. «Pensée» est un grand mot: coup de gueule serait plus juste.

Les propos caricaturaux de Richard Martineau sont symptomatiques d'une condescendance affichée par certains politiciens et journalistes. Le ton est paternaliste, teinté d'un brin de mépris. On traite les étudiants d'enfants gâtés qui refusent de payer leur juste part, de futurs médecins qui vont rouler sur l'or et qui osent demander aux travailleurs de payer pour leur éducation. Honte à eux.

Enfants gâtés, les étudiants? Loin de là: 40% ne reçoivent aucune aide financière de leurs parents; 80% travaillent et étudient à temps plein; la moitié gagne moins de 12 200\$ par année; les deux tiers n'habitent pas chez leurs parents; le quart d'entre eux hériteront d'une dette frôlant les 18 000\$ à la fin de leur baccalauréat.

Ces chiffres sont tirés d'une étude réalisée par la Fédération étudiante universitaire (FEUQ) en 2010. Personne ne les a contestés.

Richard Martineau aurait dû potasser un peu son sujet avant de déchirer sa chemise, mais il aurait gâché l'effet de toge de son coup de gueule. Hé oui, des étudiants boivent de la sangria, et certains poussent l'audace jusqu'à s'aventurer à Outremont. Avec un cellulaire, en plus. Et alors? Ça n'enlève rien à la légitimité de leur grève. Doivent-ils s'habiller comme des gueux pour être pris au sérieux?

Il faut en finir avec le gel, répètent les politiciens, sauf que le gel n'existe plus depuis cinq ans. Un autre mythe qui a la vie dure. En 2007, le gouvernement a augmenté les droits de scolarité de 50\$ par semestre. Depuis, la facture est passée de 1668\$ à 2168\$, une hausse de 30%. Où ça, le gel?

Québec vient de décréter une nouvelle hausse, 75% étalée sur cinq ans. Les droits vont presque

doubler, grimant de 2168\$ en 2012 à 3793\$ en 2017. C'est vrai que les droits ont été gelés pendant de longues années, mais depuis 1989, ils explosent. Ils sont passés de 547\$ à 2168\$, une hausse de 300%.

Le programme de prêts et bourses a été bonifié, sauf que l'endettement, aussi, sera automatiquement «bonifié». Plus de prêts = plus de dettes. Facile à comprendre.

De 1960 à 1990, le Québec a fait le choix de maintenir les droits de scolarité autour de 500\$. Le but: pousser les jeunes à fréquenter l'université, chasse gardée d'une élite. Le succès est spectaculaire. En 1962, 23 000 étudiants fréquentaient l'université. Aujourd'hui, ils sont 266 000, un bond de 1000%.

Mais les acquis restent fragiles. Il ne faut pas compromettre ces progrès en augmentant de façon sauvage les droits de scolarité. Une indexation, à la limite, mais 75%, c'est indécent.

Certains groupes de droite, comme les lucides de Lucien Bouchard et CIRANO, prèchent en faveur d'une hausse différenciée des droits de scolarité, soit une grosse facture pour médecine, droit, gestion et autres médecine dentaire et pharmacie. Leurs arguments: ce sont des facultés qui coûtent cher, et les futurs diplômés vont empocher de bons salaires. À eux d'essayer le gros de



la hausse. Épargnons les petits - sociologie, philosophie, littérature - qui, eux, hériteraient d'une hausse plus modeste. Sauf que cette solution comporte son lot d'effets pervers. Seuls le Québec et Terre-Neuve ont des

droits égaux pour tous. Ailleurs, c'est le fouillis. À l'Université de Toronto, par exemple, les droits varient de 8000\$ à 41 000\$ par année. Qui est prêt à payer 30 000\$ et plus? L'élite de l'élite? La crème de la crème?

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a tourné le dos à cette solution. Une bonne décision. C'est bien la seule.

LE **DEVOIR.COM**: Grève étudiante - À l'école de la CLASSE, par Xavier Lafrance, Co-porte-parole de la CASSÉE lors de la grève étudiante de 2005; doctorant en science politique à l'université York, et Héloïse Moysan-Lapointe, Co-porte-parole de la CASSÉE lors de la grève étudiante de 2005; Enseignante de philosophie au cégep de St-Jean-sur-Richelieu - mercredi 4 avril 2012 17h36

À l'instar de celle de 2005, la grève actuelle lancée à l'initiative de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) met en évidence l'importance de l'action collective démocratique et de la combativité pour la défense du bien commun. Il s'agit d'un rappel crucial pour l'ensemble des mouvements sociaux et syndical, qui donne le ton pour les luttes à venir en cette période d'austérité et de régression sociale.

La CLASSE s'inscrit dans une tradition syndicale étudiante combative et démocratique qui remonte aux débuts des années 1960 et est demeurée dominante au sein du mouvement étudiant jusqu'au tournant des années 1990. Celle-ci reconnaît que le pouvoir de négociation des représentants étudiants face au gouvernement demeure quasiment nul en l'absence de la construction d'un rapport de force s'appuyant sur une mobilisation collective (potentielle ou effective) contrôlée démocratiquement par les assemblées générales.

Entre les grandes campagnes largement médiatisées, cette frange du mouvement poursuit un travail permanent d'information, de sensibilisation, de réflexion et de mobilisation sur les campus. Ce travail contribue à l'essor d'une vision collective de l'éducation construite par et pour les étudiants. Lors d'une campagne, lorsqu'une escalade de moyens de pression plus modérés n'a pas porté fruit, la population étudiante en arrive à la grève générale et éventuellement à la multiplication des activités de perturbation économique.

Ce sont les grandes luttes menées dans le cadre de cette tradition qui ont permis d'élaborer et de défendre le droit à l'éducation au Québec. Les deux dernières décennies, au cours desquelles les mouvements syndical et sociaux (y compris une partie du mouvement étudiant) ont adopté une approche franchement lobbyiste et beaucoup moins démocratique, ont été au contraire ponctuées d'importants reculs. C'est entre autre à la lumière de ce constat que les membres de l'ASSÉ et de la CLASSE ont opté pour des revendications ambitieuses et une stratégie d'action combative.

Le renouveau de 2005

La grève de 2005 a marqué un tournant et enclenché un renouveau. Des dizaines de milliers d'étudiants (dont beaucoup étaient membres de la FEUQ et de la FECQ) ont reconnu, en assemblées générales, que l'entente ayant mis fin à la grève était «à rabais» et ne satisfaisait pas leurs exigences. Mais ils ont aussi compris, pour l'avoir vécu, que le gouvernement

Vos réactions

- Yves Claudé – Inscrit, 5 avril 2012 07 h 15
Urgence, discours et réalités ...
Ces deux leaders de la grève étudiante de 2005 nous livrent un discours de circonstance, passablement décevant, si l'on considère l'importance de faire une juste part à la réalité, dans un exercice réflexif pertinent et contributif pour l'action en cours.
Je peux comprendre, que dans une phase cruciale et stratégique de la mobilisation étudiante, il faille être prudent et ne pas mettre en évidence les problèmes du mouvement sur la place publique face à un adversaire habile à les exploiter.
Cependant, un des défis majeurs du mouvement étudiant est sa légitimité, et les deux auteurs ne semblent pas en être conscients. Il ne suffit pas, pour un mouvement et ses leaders, de prétendre à la légitimité, il faut le démontrer et convaincre les citoyens du fait que l'action revendicative s'inscrit effectivement dans la perspective du Bien commun.
Le milieu étudiant, tout particulièrement dans ses composantes collégiale pré-universitaire et universitaire, est le résultat d'un processus de sélection sociale qui a éliminé une bonne partie des enfants des familles de ce que l'on doit encore sociologiquement appeler, malgré une certaine dérive idéologique des sciences sociales..., la classe ouvrière. Les gagnants de cette sélection

avait reculé parce qu'ils se sont mis en marche et ont fait preuve d'ardeur au combat. Dans la foulée de cette lutte s'est aussi développé un discours profond sur la marchandisation de l'éducation et beaucoup ont compris que le processus de tarification ne se limite pas à déterminer qui va payer la note, mais implique aussi et surtout l'imposition d'un principe d'utilisateur-payeur et de marchandisation.

Tout ceci arrive à maturité en 2012. Jamais l'ASSÉ, à travers la CLASSE, n'a été aussi soucieuse de l'opinion publique ni aussi habile pour y faire valoir sa perspective. Mais elle continue de reconnaître que sa place prépondérante dans les médias s'explique par sa prépondérance dans le mouvement réel de la lutte. Après deux mois de grève, elle continue de représenter plus de la moitié des grévistes. Si cela titille certains, parions que cela inquiète autrement plus le gouvernement, qui y perçoit un obstacle réel à l'instauration du principe individualiste d'utilisateur-payeur.

La CLASSE comprend aussi que, lorsque des milliers de personnes se réunissent à répétition en assemblée générale ou dans la rue et que le débat social porté par la grève s'imprime quotidiennement à la une des journaux, il serait réellement irresponsable de s'enfermer dans une logique de négociation comptable et corporatiste. D'où la volonté d'élargir et d'approfondir ce débat.

Libre arbitre

Le principe est pourtant simple. À quoi le gel des droits de scolarité peut-il servir si les conditions de travail se dégradent parallèlement? À quoi la gratuité scolaire peut-elle servir s'il faut ensuite payer pour se faire soigner? Que veut dire l'accessibilité à l'éducation si les inégalités sociales se creusent? La hausse des droits de scolarité doit être dénoncée pour ce qu'elle est: la pointe d'un iceberg beaucoup plus imposant, celui de la privatisation et de la tarification des services publics.

Les moments de larges luttes collectives permettent une redéfinition du champ des possibles. Il ne s'agit alors plus tant de suivre l'opinion publique mais de contribuer activement à sa formation et à son évolution vers des valeurs de solidarité. Les gens possèdent un libre arbitre. Leur pensée évolue. Allez le demander aux jeunes et moins jeunes qui sont dans la rue et qui portent massivement les idéaux défendus par la CLASSE. Ils savent que la personne qui craint le plus l'annulation de la session est Line Beauchamp. Ils l'ont appris à l'école de la lutte et de la solidarité. Et personne ne pourra annuler cette session-là.

Les enfants de la bourgeoisie et ceux de la petite-bourgeoisie, les uns disposant d'un fort capital économique, les autres misant plus sur le capital culturel (y compris un savoir critique sur la société) dont ils ont hérité.

C'est cette réalité qui est masquée dans le discours du gouvernement comme celui du mouvement étudiant, qui prétendent tous deux parler au nom de - ou pour - la "classe moyenne". Les mutations économiques, sociales, et culturelles d'un monde dominé par le capital financier transnational mettent en péril la structuration et la reproduction des classes sociales qui avait précédemment permis - entre autres - l'émergence d'une petite-bourgeoisie

- Yves Claudé – Inscrit, 5 avril 2012 09 h 07
Urgence, discours et réalités...(suite)
Les mutations économiques, sociales, et culturelles d'un monde dominé par le capital financier transnational mettent en péril la structuration et la reproduction des classes sociales qui avait précédemment permis - entre autres - l'émergence d'une petite-bourgeoisie numériquement importante. La reproduction de leur statut de classe n'est plus assurée pour les enfants de la petite-bourgeoisie, d'où une radicalisation qui s'exprime au sein du mouvement étudiant actuel.

Les deux auteurs affirment, avec un décalage évident par rapport à la réalité, que «Jamais

l'ASSÉ, à travers la CLASSE, n'a été aussi soucieuse de l'opinion publique ni aussi habile pour y faire valoir sa perspective». Ils ont peut-être oublié un grand principe selon lequel «seule la vérité est révolutionnaire»...
! Un autre élément peu convainquant de leur part est la question de l'unité d'action du mouvement, au-delà des différences idéologiques et organisationnelles (CLASSE vs FECQ et FEUQ): la CLASSE est loin d'être exemplaire à ce sujet!

Il reste peu de temps pour convaincre la majorité de la population que le mouvement étudiant actuel n'est pas seulement un mouvement représentant majoritairement les intérêts de classe d'une petite-bourgeoisie en difficulté de reproduction générationnelle, mais que ce mouvement est aussi porteur des intérêts collectifs de la société québécoise!

- Yves Claudé - sociologue
Richard Laroche – Inscrit, 5 avril 2012 10 h 36

Le risque Humain

Des Québécois au revenu moyen-pauvre, sans éducation supérieure, face à un salaire rapidement plafonné, dans un emploi répétitif, lourdement endettés, vivent au-dessus de leurs moyens pour se payer maison, voiture et confort, d'après le modèle médiatisé, et reprochent à d'autres plus jeunes de vivre au-dessus de leurs moyens pour se payer de l'éducation...

Si ces premiers finissent par avoir raison de la cause et que leur fardeau fiscal se voit allégé en diminuant leur contribution au programme public d'éducation, ils pourront mieux rembourser leur banquier. De l'autre côté, les étudiants devront s'endetter dans une banque, et rembourser aussi le banquier éventuellement, ce qui les motivera à leur tour, lorsqu'ils toucheront un gros salaire, à vouloir couper leur contribution à d'autres

programmes publics, notamment ceux qui supportent les premiers, la classe moyenne-pauvre.

Une société qui repose d'avantage sur la finance privée ne contribue ultimement qu'à enrichir les riches capables d'y placer des capitaux et à appauvrir les pauvres qui y contractent des dettes, sous l'illusion d'un jeu de risque où une minorité peut ressortir gagnante de capitaux après avoir essuyé sa

dette. C'est une guerre de classe, entre ceux qui sont dans le positif et ceux qui sont dans le négatif.

Le système de finance privée est un émulateur qui reproduit artificiellement un mécanisme de sélection naturelle, un simple jeu de risque, et ramène l'humain au niveau de l'animal. Mais... l'humain ne serait-il qu'un animal après tout?

LE DEVOIR.COM: Les recteurs recalés en statistique!, par Pier-André Bouchard St-Amant Doctorant en économie à l'Université Queen's et président de la Fédération étudiante universitaire du Québec au moment de la grève de 2005 – Mercredi 4 avril 2012 17h40

Les recteurs prétendent que les droits de scolarité n'ont pas d'impact sur l'accessibilité aux études. Ces affirmations ne sont pas sans conséquences dans le débat public actuel puisque si tel est le cas, à quoi diable serviraient les revendications étudiantes?

Je montre ci-dessous qu'ils emploient un sophisme grossier et que s'ils étaient dans un cours d'analyse statistique des politiques publiques, ils seraient recalés.

Dans les pages du Devoir le 30 mars dernier, Heather Monroe-Blum affirmait «[qu'en fait], deux des provinces où les droits de scolarité sont les plus élevés — la Nouvelle-Écosse et l'Ontario — affichent des taux de diplomation supérieurs à la moyenne canadienne, soit 48,9 % et 41,0 %, respectivement».

Peu avant, on a pu également lire dans La Presse le recteur de l'Université de Montréal, Guy Breton, selon lequel «au Québec, les droits de scolarité ont augmenté de 100 \$ par année depuis cinq ans après un gel observé pendant 28 années de la période allant de 1968 à 2007. Cela n'a entraîné aucune diminution du nombre d'étudiants à l'Université de Montréal».

Cette affirmation est reprise de différentes façons par certains intervenants pro-hausse pour justifier la politique du gouvernement. Puisque les droits de scolarité n'auraient pas d'impact négatif vérifiable, pourquoi ne pas les hausser dans le but d'augmenter le financement des universités? Les revendications étudiantes seraient donc sans fondement et il faudrait plutôt se concentrer sur d'autres mesures.

Cependant, ces affirmations relèvent du sophisme. [...] Les recteurs usent d'une corrélation entre deux variables (droits de scolarité et participation) pour soutenir leur propos et tirent la conclusion invalide que cette corrélation est en fait un lien de cause à effet.

Groupe test

Pour être en mesure de conclure à un lien de causalité entre les deux variables, il faut mettre en place une stratégie similaire à celles employées en études cliniques. D'un côté, on prend un groupe test et on lui fait subir une variation de politique inattendue (ici, les droits de scolarité) et on le

Vos réactions

- claudelandy – Inscrit, 5 avril 2012 05 h 54
Les recteurs premiers responsables de la crise
Je considère les recteurs comme les premiers responsables de la crise. Lors de la fameuse réunion du sommet de l'éducation, les étudiants et les syndicats ont quitté la salle et les recteurs n'ont pas réagi. Ce sont pourtant leurs clients qui réagissaient ainsi, les étudiants et leurs professeurs. La solution de facilité pour eux et pour le gouvernement était d'augmenter les frais de scolarité. L'argument était que les frais de scolarité n'avaient pas d'influence importante sur la fréquentation universitaire. Pourquoi alors ne pas les augmenter encore plus. L'argument ne dit pas non plus de quelle fréquentation il s'agit? Quelle classe sociale peut se payer des frais scolaires exorbitants. L'argument économique de l'agent rationnel jouait : les étudiants comprendraient que c'est de leur intérêt à long terme de s'endetter pour continuer leurs études. Mais cet argument sous-entendait (ceux qui n'ont pas les moyens de payer les frais supplémentaires immédiate-

ment) s'endettaient pour payer leurs études. Leur argument ne tenait pas compte que selon les supposés lois de l'économie, une hausse entraînera une baisse de la demande. Il faudrait que la demande ne soit pas élastique du tout pour que la demande de leurs clients, les étudiants, ne baisse. Les universités veulent que les étudiants agissent comme des clients et des agents économiques réels, mais ne tiennent pas compte du refus de leurs clients d'encaisser la hausse. Ce qu'avant tout, toute cette logique est fautive, l'éducation n'est pas un bien comme un autre et les étudiants sont aussi et avant tout des citoyens. Leur réaction est saine et intelligente, celle des recteurs est la preuve même de leur ineptie de gestion et de leurs propensions aux choix de solutions faciles et au laxisme.

Qu'observe-t-on quand on soumet les statistiques à cette analyse? On observe le phénomène prévu par la théorie économique: la hausse d'un prix diminue la quantité demandée. En d'autres termes, les droits de scolarité diminuent l'accès aux études.

Il y a un nombre de facteurs qui sont différents entre le reste du Canada et le Québec.

D'une part, ils ont une année de plus à l'université, de par leurs programmes de baccalauréat quatre années alors que nous en avons trois. Il est donc normal que par défaut, les taux de participations universitaires soient plus élevés dans le reste du Canada. Notre «première année» ontarienne correspond au Québec à notre dernière année au cégep. Il y a aussi des facteurs culturels importants, les francophones présentant un retard important en matière de scolarisation, un élément qui contribue à justifier une politique de droits de scolarité faibles.

En somme, non seulement les dirigeants d'universités mesurent-ils des corrélations sans stratégie d'identification causale, mais ils le font en comparant des groupes qui ne sont pas «identiques» sur le plan statistique! Ils font ce qu'on explique dans les premiers cours de statistique sociale à l'université: ils introduisent un biais en omettant des facteurs. S'ils devaient être évalués en classe, leur argumentation n'aurait pas la note de passage.

Sur le plan strictement argumentatif, ils se trahissent d'ailleurs eux-mêmes: si les droits n'ont aucun impact sur l'accès aux études, pourquoi compenser les étudiants par des prêts et bourses?

Il est compréhensible de voir les recteurs demander davantage de fonds pour leurs institutions, mais ils ont aussi la responsabilité de faire honneur au savoir universitaire et à l'intégrité scientifique. Visiblement, dans ce débat, l'emploi de ces sophismes témoigne plutôt de leur volonté à garnir les coffres universitaires.

À part de faire leur auto-promotion, les recteurs sont inutiles.

S'ils disparaissaient, l'enseignement universitaire ne s'en porterait que mieux.

Hyperbolique – Inscrit, 5 avril 2012 08 h 56
Rigoureusement exact!

Et les recteurs ne savent tellement plus comment justifier leur position qu'ils font dire n'importe quoi aux statistiques. C'est dire que la bataille des arguments a été gagnée depuis plusieurs mois par les opposants à la hausse.

ClimateCrisis – Inscrit, 5 avril 2012 12 h 00
bien

j aime l'article et les commentaires
simon villeneuve

Maco – Abonné, 5 avril 2012 14 h 07
Bravo!

Que leur est-il arrivé à ces anciens étudiants (anciens doctorants) ? Qu'est-il donc arrivé? Continuer vos études. Prenez leurs places, mais ne faites pas comme eux. Restez vigilant, sinon vous vous surprendrez, vous aussi, à faire des sophismes, plus tard, quand vous serez recteur.

LE DEVOIR: Idées: Grève étudiante: au-delà des sous, par Diane Lamoureux – Professeure au Département de science politique de l'Université Laval – Mercredi 4 avril 2012

Le mouvement de grève étudiante qui a démarré sur un refus de la hausse des droits de scolarité autour du slogan «bloquons la hausse» a pris une coloration différente de celle qu'il avait au départ du fait de l'intransigeance du gouvernement et des effets politisants de l'action politique elle-même.

Certes, la hausse des droits de scolarité n'est pas un prétexte. Comme se plaît à le rappeler la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, c'est avec une rare unanimité que la FECQ, la FEUQ et la CLASSE ont refusé de participer à des consultations bidon où il n'était pas question de remettre en cause la hausse, seulement d'en discuter les modalités d'application.



En réitérant leur refus lors de la manifestation de novembre 2011, puis en déclenchant un mouvement de grève à partir de la mi-février, les étudiants ont clairement indiqué qu'ils refusaient la hausse des droits de scolarité.

Le mouvement de grève a d'ailleurs (presque) débuté avec une action de solidarité entre les étudiants et la Coalition contre la hausse des tarifs afin de bloquer la tour de la Bourse, le 16 février. Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, le mouvement étudiant, en se solidarisant avec les groupes communautaires, féministes et syndicaux qui s'opposent notamment à la «taxe santé» uniforme et à la hausse des tarifs d'électricité, voulait montrer qu'il n'entendait pas défendre de supposés privilèges, mais s'opposer à une mesure sectorielle (la hausse des droits de scolarité) qui s'inscrit dans un mouvement plus large de démantèlement de la nature publique des services gouvernementaux et de tarification de ceux-ci selon le principe de «l'utilisateur-payeur».

Depuis le début de cette vague de mobilisation étudiante, on peut voir un déplacement des enjeux: on reparle maintenant de plus en plus ouvertement de gratuité scolaire et on dénonce les gabegies administratives des directions universitaires, plus préoccupées de béton et de compétitivité (surtout celle de leurs salaires) que de formation intellectuelle. Plus encore, en défendant le droit à l'éducation, les étudiants et ceux qui les appuient fraient la voie à une autre conception de l'éducation et de la société que celle qui prévaut actuellement, un peu plus près de celle que défendait Condorcet lors de la Révolution française.

On aurait tort d'attribuer une telle transformation au caractère fallacieux de la revendication initiale ou à la fourberie de certains leaders étudiants. C'est plutôt l'oeuvre du caractère politisant de la lutte. Si plusieurs avaient des espoirs en déclenchant le mouvement, personne ne pouvait prédire le cours qu'il prendrait et la formidable leçon de science politique qu'en

tireront ses participants. En agissant collectivement, en inventant des slogans, en prenant le temps de discuter, en arpentant les rues des villes pour faire autre chose que se déplacer, en profitant du soleil de ce printemps inespéré, les militantes et les militants donnent chair à ces valeurs fondamentales des sociétés démocratiques que sont l'égalité, la liberté et la solidarité.

Face au tournant néolibéral accentué dans les politiques québécoises depuis le fameux «déficit zéro» de Lucien Bouchard et réitéré par les gouvernements successifs à Québec (et à Ottawa), la grève étudiante rappelle que l'éducation n'est pas une marchandise que l'on débite à la pièce selon la capacité de payer du «client» et que l'on choisit en fonction de sa rentabilité supposée. Elle souligne également que l'université n'est pas une entreprise dont la gestion relève de son seul conseil d'administration.

Dans ce sens, on peut situer le mouvement étudiant actuel dans la foulée du printemps arabe revendiquant la démocratie, dans la logique du mouvement des indignés de Madrid ou d'Athènes contre la «discipline budgétaire», ou dans celle du mouvement Occupy, dénonçant l'accroissement des inégalités sociales. D'abord l'expression du refus d'une supposée fatalité (tous les prix augmentent, pourquoi pas les droits de scolarité?). Ensuite une formidable expérience qui fera sentir ses effets à long terme: la recherche, non sans quelques tâtonnements (c'est si certains plaquaient une solution toute faite sur le mouvement qu'il faudrait s'inquiéter, pas vis-à-vis de ses hésitations) d'un autre monde plus juste et plus démocratique. Dans ces conditions, l'intransigeance du gouvernement a permis au mouvement de se déployer et de se radicaliser.

Quand un gouvernement n'a que la police à offrir à sa jeunesse en colère, il y a lieu de s'inquiéter. Pas tant pour la jeunesse que pour le gouverne-

Vos réactions

- Marcel Bernier – Inscrit, 4 avril 2012 02 h 05
Que dire de plus...
Merci!
- michel lebel – Inscrit, 4 avril 2012 06 h 48
Une mesure socialement juste
Madame la professeure exagère! Comparer la "grève" étudiante avec le printemps arabe, il faut le faire! Moi aussi je suis contre l'université-centre d'achats, contre une approche trop utilitariste des personnes et des choses, pour la justice sociale, mais, diable, je ne vois rien de réactionnaire dans cette hausse proposée des droits de scolarité. Bien au contraire, je la vois (avec le système de prêts et bourses) comme une mesure socialement juste! Certes elle est discutable, comme toute mesure gouvernementale, mais de grâce, qu'on ne me refille pas, pour s'y opposer, tous les lieux communs de la social-démocratie!
- Monsieur Brodeur – Inscrit, 4 avril 2012 09 h 40
La justice pour les banques, n'est-ce pas? La justice pour les riches. La justice pour les libéraux. La justice pour le néolibéralisme. La justice pour l'utilitarisme. La justice pour les entreprises. La justice pour les droits individuels sur les droits collectifs. La justice pour les C.A. La justice pour les conservateurs.
Vous tentez de dire une chose et son contraire. Comment faites-vous? La hausse des frais implique une diminution de l'accessibilité aux études pour la classe moyenne.
Non monsieur. Vous êtes pour ou contre, mais pas les deux. Il y a des nuances à faire ici entre les deux idéologies, et votre discours en est un de partisan idéologique qui tente de bouffer l'autre.
Stéphane Brodeur, montréal.
- Claude Verreault – Inscrit, 4 avril 2012 06 h 50
Bravo!
J'espère que le recteur Brière, que j'abhorre, aura l'occasion de lire cette lettre, à moins qu'il ne soit trop occupé par sa campagne électorale.
- Michel Richard – Inscrit, 4 avril 2012 06 h 59
C'est bien beau

Mais ce mouvement, il s'en va se casser le nez. Sans doute, justement, parce qu'il a essayé de trop embrasser.

Et je ne pense vraiment pas que la jeunesse du Québec soit en colère. Y'a une frange en colère, y'a une partie significative qui s'oppose fermement à la hausse des droits de scolarité, et y'a aussi une partie importante qui veut étudier et pour qui les événements des dernières semaines ne sont qu'un grand dérangement.

Et il n'est pas réaliste de dire que le gouvernement n'a que sa police à opposer à "sa jeunesse". La police a été présente, mais ses interventions ont été très restreintes, surtout depuis le 22 mars.

• Monsieur Brodeur – Inscrit, 4 avril 2012 10 h 00

Je ne suis pas d'accord. C'est le gouvernement qui se cassera le nez. C'est même déjà fait, selon moi.

Le printemps ne fait que commencer. Le 22 avril, il y aura convergence de luttes encore plus fort. Un crescendo de mécontents, et non pas l'inverse.

Que JJ déclenche enfin les élections, et le problème sera réglé, s'il est si certain d'avoir l'opinion du peuple derrière lui. À moins, bien sûr, que le peuple ne compte pour rien dans son entreprise de liquidation des ressources collectives (l'éducation en fait parti) à ses amis du privé.

Le calvaire pourrait rapidement prendre fin, si les gens comme vous décidaient enfin de s'ouvrir les yeux sur les enjeux, et nous aider à construire un québec juste et équitable, libre et créatif, respectueux de l'avenir et de l'environnement, éduqué à la fine pointe du social (baisse du taux de criminalité, c'est pas rien, et ça va dans le sens des objectifs de droites, non?)

Bref, aidez-nous au lieu de chialer sur les mauvaises cibles. Cessons de s'endetter. L'argent est là, mais.. vous savez où elle va? Stéphane Brodeur, montréal.

• JinYe – Inscrit, 4 avril 2012 10 h 15

Vous n'êtes pas aussi inspiré que Mme Lamoureux, vous!

• Quand quelque chose se passe au niveau collectif, un grand momentum de changement, ceux qui optent pour des valeurs plus indivi-

dualistes devraient demeurer cohérents avec leur volonté d'indépendance de la sphère collective.

Et arrêter de vouloir faire taire ceux qui ont quelque chose de nouveau à dire.

• Michel Richard – Inscrit, 4 avril 2012 14 h 01
Oui je suis inspiré. Pas par les mêmes choses. Je suis inspiré par l'initiative individuelle: je crois fermement que la meilleure façon de faire avancer l'ensemble du Québec c'est de stimuler l'initiative individuelle et de l'orienter, de loin.

Sans doute qu'il y a de la magouille dans notre société, mais s'y attaquer n'empêche pas de faire ce qu'il faut faire par ailleurs. Est-ce qu'on interdit toute hausse d'impôts, de frais et de tarifs tant qu'il reste un seul cas de fraude ou de mal-gestion au Québec? Ce n'est pas un argument qui tient la route.

Je ne veux faire taire personne, Je n'ai pas fait de reproche à Mme Lamoureux, j'ai simplement exprimé une opinion différente.

Et s'il faut attendre au 22 avril prochain pour avoir un nouveau crescendo, la session sera vraiment perdue! Comment voulez-vous reprendre 8 semaines de cours (je sais, ça dépend de l'établissement) en quelques jours.

La session pourrait peut-être reprise pendant l'été, j'imagine. Mais qu'arrivera-t-il des étudiants du CEGEP qui sont admis à l'université cet automne et qui doivent obtenir leur DEC? Aurons-t-il leur diplôme avant le début des cours d'automne? Vous direz que c'est tellement impossible que le gouvernement pliera. C'est comme dire "donnez moi mille piastres, sans ça je me lance en bas du pont...". Attention, vous pourriez ne pas avoir la réponse espérée. (j'exagère, je sais).

J'espère que je me trompe, mais le scénario le plus probable que j'entrevois en est un où la plupart des étudiants retourne à ses cours dans les prochains jours et termine ses cours à la va-vite, mais qu'un noyau dur persiste et perd sa session.

Tout le monde perd, alors, et ça me fait de la peine.

• a x – Inscrit, 4 avril 2012 22 h 58

Hahaha eh bien M. Richard, qu'y a-t-il de mal à se casser le nez.. si jamais ça devait être le cas?

- Nous apprenons en ce moment quelque chose d'essentiel, qui ne serait pas accessible pour un grand nombre de jeunes adultes autrement.
- Votre portrait de la "diversité" des jeunes masque un autre fait, c'est la même diversité que dans les institutions démocratiques dont on affirme qu'elles sont légitimes. Or, on ne voudrait pas tous faire table rase pour autant. L'initiative individuelle n'a de sens que lorsqu'elle se fonde sur des régularités et ça, c'est la société... le problème se retourne comme un gant et on se demande, qu'est-ce qui reste de réellement individuel, si cela ne correspond qu'aux limites qu'on nous demande de respecter aveuglément? hahaha!
- Le moment où je me sens tout de même insulté, c'est lorsque vous considérez que les gens qui veulent étudier ne seraient que dans le camp des non-mobilisés anti-grève.
- Moi, je vous dis que les étudiants grévistes veulent étudier sérieusement et vivent un grand dérangement, mais qu'en toute connaissance de cause ils choisissent l'action politique et s'opposent à l'individualisme égo-centrique qui s'impose comme métaphore d'interprétation aussi bien de nos rapports à l'autre qu'au bien public... à ce qui les aurait conduit à s'associer bien gentiment et laisser davantage les inégalités économiques trier qui accèdera aux meilleures places dans la société.
- Devrions-nous nous excuser de vouloir un Québec différent et qui d'autre l'exigera si ce ne sont les jeunes?
- Un grand nombre de jeunes se sentent mal à l'aise avec la direction que prend la société québécoise, et ce que nous voyons en ce moment c'est leur effort collectif de mettre en mot ce malaise qui a assez duré.
- Lorsque Charest viendra défendre publiquement cette "décision longuement réfléchie", alors seulement pourrions-nous dire qu'il oppose autre chose que sa police... et sa fin de non-recevoir!
- Louis-Philippe Garceau – Inscrit, 5 avril 2012 12 h 42
Et qu'en savez-vous, monsieur? Sauf le respect qui vous est dû par la bonne convenance, il me semble que vous n'êtes pas du genre à aller voir ce qui se passe sur place et laisser les médias faire voguer vers vous l'information. Vous êtes à au moins 2 pas de la vérité: vous laissez quelqu'un choisir les images qui vous toucheront et vous laissez une voix vous indiquer ce qui semble être la réalité, sans considérer que celle-ci ne peut que rendre une fraction de ce qui se passe sur place lors de manifestations. Les nouvelles "informatives" sont une construction, volontaire et délibérée.
Sur place, il y a des jeunes, beaucoup de jeunes, énormément de jeunes, à toutes les actions, à tous les jours, qui parlent de renouveau et qui sont fâchés, très très fâchés. Je les vois tous les jours, car j'en suis. Il ne faut pas oublier que les étudiants universitaires d'aujourd'hui, au dire d'économistes, seront les élites économiques de demain. Je serais très inquiet, à votre place, de voir qu'une élite économique future se politise dans un débat qui, depuis la fermeture du gouvernement aux négociations, ne cesse de s'élargir, faute d'obtention de possibilité de négocier. Et si cela ne semble pas être pour vous comparable au printemps arabe, c'est que vous n'entendez pas ce qui s'y dit, c'est que vous ne voyez pas ce qui s'y passe, c'est que vous n'y êtes pas. Vous êtes déphasé.
 - Jean Bourgeois – Inscrit, 4 avril 2012 07 h 24
Et si tous les profs... qui manifestent contre la hausse se voyaient privés de leurs salaires, je crois qu'ils ne seraient pas solidaires longtemps. Moi, je dis encore bravo au gouvernement qui refuse de transiger avec des jeunes qui veulent encore avoir leur bonbon. Je crois qu'en comparant le Québec à l'Égypte ou d'autres pays arabes, vous faites une grave erreur madame. Je vous recommande de visiter ces pays où il est parfois insécure de sortir dans les rues. Même à Montréal, nous ne nous sommes jamais sentis aussi insécures. Là-bas, la police ne fait pas que refouler les manifestants, elle les tue carrément. Alors, un peu de nuance dans votre propos et votre analyse serait quasi parfaite.
 - Mathieu Normand – Abonné, 4 avril 2012 09 h 32
Et pourquoi prendre une telle mesure pour faire taire la voix de certains enseignants qui se placent aux côtés de leurs élèves?
 - JinYe – Inscrit, 4 avril 2012 10 h 16
Tuer des manifestants? Qu'à cela ne tienne! On a vu la police faire bien des abominations à Toronto et 2010...
 - Dominique Beaulieu – Inscrit, 4 avril 2012 14 h 00
Pourquoi ne pas priver de salaire les députés du gouvernement qui n'écoutent pas la population?
Les étudiants ont appuyé les professeurs dans leur grève.
 - Fabhf – Inscrit, 4 avril 2012 18 h 24
Du bonbon? Comment pouvez-vous comparer des revendications sociales à "vouloir du bonbon"?
Pour ce qui est de la comparaison au printemps arabe, il s'agit plutôt d'une comparaison à l'idée même de printemps, de multiplication des revendications démocratiques, et non aux violences policières qui ont lieu dans les pays arabes. Ça me semblait pourtant évident!
 - Louis-Philippe Garceau – Inscrit, 5 avril 2012 12 h 48
Commentaire très hobbésien. L'état a le monopole des armes et sa seule fonction est d'assurer une sécurité nécessaire à la vie en groupe, soit d'éviter la seconde moitié de l'affirmation suivante, de Hobbes:
"A l'état de nature l'homme est un loup pour l'homme, à l'état social l'homme est un dieu pour l'homme"...
Or, il ne s'agit plus, désormais, de défendre la pertinence d'un gouvernement selon le monopole des armes, ou de la violence, qu'il exerce sur le commun. On sait, depuis le développement des sciences humaines dans les années '50, qu'il y a une alternative. D'user d'une expression comme "bonbon" vise à diminuer l'importance d'un filet social et de le déclarer comme "non-nécessaire". Or, il y a plusieurs études qui prouvent le contraire. Désinformation...
 - Jean-Marc Lefebvre – Abonné, 4 avril 2012 07 h 42
Ouverture
Merci de ce texte qui ouvre, pour moi, de nouvelles pistes de réflexion et viennent enrichir une argumentation qui défend la richesse de cette mobilisation étudiante et citoyenne.
 - awassos – Abonnée, 4 avril 2012 07 h 43
Merci
Merci pour cette analyse fort pertinente. J'adhère...
 - Fernand Lavigne – Inscrit, 4 avril 2012 07 h 46
Que de mots
Pour ma part Madame Lamoueux, je m'inquiète pour les étudiants que l'on vous confie en classe. L'université c'est l'endroit où l'étudiant doit apprendre les différentes écoles de pensée et leurs limites, et surtout, sans être exposé à un enseignement dogmatique. Enfin, c'est la triste impression que je retiens de votre texte.
Fernand Lavigne
spirit – Inscrit, 4 avril 2012 10 h 05
M. Lavigne, préféreriez-vous des enseignants qui n'ont pas d'opinion et qui n'ont aucun argumentaire à offrir? Des enseignants qui proposent aux étudiants de se laisser éconduire comme des moutons sans opposer de résistance lorsqu'ils ne sont pas d'accord avec le triste projet de société qu'on leur offre présentement? Il n'y a rien de dogmatique à encourager l'expression du mécontentement et des idées lorsque les arguments mis de l'avant sont recevables, et dans le cadre des revendications étudiantes, il me semble que c'est le cas. Ce qu'il y a de triste, ce sont les commentaires qui mettent les gens au pas sans arguments valables. C'est ce que fait présentement le gouvernement et les directions d'établissements de l'enseignement post-secondaire. Ça c'est triste.
 - JinYe – Inscrit, 4 avril 2012 10 h 17
Ah. Je trouve qu'elle tend plutôt à ouvrir l'esprit, cette dame.
 - Alexandre C – Inscrit, 4 avril 2012 10 h 47
Ouch!
Comme si soutenir une position était dès le départ dogmatique. Il faut beaucoup plus qu'un court texte pour juger du dogmatisme d'une personne.
De plus, quand on s'oppose à une position dogmatique (le dogmatisme de l'économique en premier et partout), il est facile d'avoir l'air d'être dogmatique aux yeux de certains, surtout pour ceux qui en prennent les pré-supposés comme des évidences.
Il faudrait expliquer pourquoi cette position est dogmatique.
 - Fernand Lavigne – Inscrit, 4 avril 2012 13 h 16
@ Spirit
Non, M. sans nom, il y a aucun problème à défendre une opinion. Tous les opinions sont bienvenues. Par conte, c'est dans la manière que le dogmatisme prend forme. Proposer et débattre d'une position, c'est une chose, l'imposer par le mépris et sans respect en est une tout autre.
 - Fernand Lavigne
Louis-Philippe Garceau – Inscrit, 5 avril 2012 12 h 56
Il y a une différence substantielle entre "opinion" et "argument". Dire des deux qu'ils reposent sur des dogmes est juste. Il y a toujours axiomes et présuppositions à expliciter. Cependant, je vous prierais de m'indiquer quelle "raison" fixerait le criticisme hors du "dogmatisme", du domaine de la croyance et du consensus? Vous semblez proposer qu'il y a, dans un espace mitoyen, une possibilité d'objectivité qui fasse consensus, hors des débats dogmatiques. Quel est votre opinion, sur une telle raison?
 - Robert Beauchamp – Abonné, 4 avril 2012 08 h 10
Le printemps québécois
Oui madame, vous décrivez avec brio et justesse la démarche actuelle des étudiants qui transportent avec eux une grogne générali-

- sée dans le cadre de la gouvernance actuelle. Les partenaires financiers qui ont été intégrés dans les conseils d'administration de nos organismes publics possèdent maintenant un pouvoir d'influence démesuré et induit sur l'avenir même de nos institutions, que ce soit dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'économie. À cet égard, consultez la composition des conseils d'administration entre autres des HEC, Concordia, de UdeMTL, du CHUM, d'Hydro-Qc sur les sites Internet propres à chacun de ces organismes. Vous y constaterez les nominations croisées leur assurant ainsi une MAIN-MISE sur les orientations de l'État en faveur de leurs propres orientations et besoins.
- Maco – Abonné, 4 avril 2012 08 h 50 Collectivement!
Dans une mode où l'individualisme règne en maître. Même quand nous marchons, nous voyons les gens penchés sur leur bidule intelligent (quel abus de langage). Une personne force un juge à lui donner accès à son court, parce qu'il risque de perdre son emploi d'été. Pouvons-nous être plus individualistes que cela? Plus égoïste? S'il y a une chose que cette grève nous a démontrée, c'est que nous nous sommes piégés nous même dans cet égocentrisme débilant. Pauvre jeune homme, je lui souhaite qu'il n'ait jamais besoin des autres pour réussir. N'est-ce pas là, la pensée de plusieurs grands de ce monde : je me suis construit tout seul. C'est là tout le problème, quand on ne perçoit plus les autres comme partenaire. Pauvre lui. Pauvre nous!
 - Morissette Pierre – Abonné, 4 avril 2012 08 h 54
Qu'y faites-vous, madame?
Je veux bien croire qu'une proportion des savoirs universitaires soient dévolus à l'acquisition de compétences techniques en médecine, en génie et dans d'autres secteurs mais l'actuelle montée aux barricades pour défendre les "autres savoirs" plus universels, critiques et supposément libres d'idéologie, est à tout le moins suspecte. Quand on sait que, selon une étude d'IRIS, environ 75% des montants alloués à la recherche universitaire le sont pour les sciences dites physiques ou de la nature et que 7.5% des sommes vont aux sciences sociales, on comprend la frustration de certain-e-s chercheur-e-s. Pas nécessaire toutefois de tomber dans la démagogie de lignes ouvertes et la pure exagération (le printemps arabe) pour exprimer que des changements doivent être apportés dans certains cursus ou dans l'aménagement de certains cours (plus critiques, supposons-le) dans les programmes. De la part d'une chercheuse en sciences politiques, le parti pris démontré est plutôt troublant sur la rigueur et la distance envers le sujet. De plus, si la marchandisation des savoirs, comme vous l'appelez, est à ce point épouvantable et source de souffrances telles qu'elle nécessite une grève de sept semaines (pour certains), qu'y faites-vous? Vous ne transmettez pas des savoirs? Ils sont moins marchands que les autres? Allons, un peu de bonne foi s'il vous plaît!
Pierre Morissette, Sherbrooke
 - Louis-Philippe Garceau – Inscrit, 5 avril 2012 13 h 00
Ceci est un journal. Il s'agit d'une tribune d'opinions, qui n'est pas à confondre avec une thèse...
L'exagération dont il est question est peut-être métaphorique, mais l'aspect "pathétique" (qui suscite l'émotion) d'un appel à la

- sympathie et la solidarité est nécessaire. L'étude qui mobilise n'est pas le texte qui rassemble, mais plutôt l'élément autour duquel les gens se sentent légitimés à se rassembler et contester. L'autre texte est celui qui pousse à franchir les limites du possible et à croire à cette même idée. Vous mélangez les deux.
Et supposer que ce texte est issu d'une frustration de la part de l'auteur est hasardeux. Supputer des intentions à gauche et à droite, en rapport à un texte, est très, très dangereux.
- Sanzalure – Inscrit, 4 avril 2012 09 h 10
Coup de foudre
Madame Lamoureux, je crois que vos élèves sont privilégiés d'avoir accès à une conscience aussi juste et qui s'exprime aussi clairement.
Merci beaucoup, continuez votre bon travail !
Serge Grenier
 - Jacques Morissette – Abonné, 4 avril 2012 09 h 15
Votre texte est bien senti.
Effectivement, ce mouvement étudiant est loin d'être mesquin. Il va plutôt dans le sens de remettre nos vraies valeurs à leur place.
 - Solange Bolduc – Abonné, 4 avril 2012 09 h 30
Bravo de remettre aussi clairement les pendules à l'heure!
Mme Diane Lamoureux, votre texte est extraordinaire de vérité, de bon jugement, enfin merci de remettre les pendules à l'heure!
On sait que Charest et Beauchamps font de la politique de comptable "à la petite semaine" et que leur vision de ce que pourrait être l'éducation ne se caractérise que par les signes de \$\$\$\$\$\$.
 - Ce gouvernement est trop aveuglé par le pouvoir qu'il risque de perdre aux prochaines élections, pour s'asseoir tranquillement et réfléchir au véritable dénouement de cette grève étudiante.
Et quel dénouement! En effet, personne ne l'avait vu venir, et j'espère que les étudiants continueront de travailler au nouveau processus de démocratisation en train d'émerger!
Merci encore, Madame, de les encourager à continuer....
 - Jean-Claude B – Inscrit, 4 avril 2012 09 h 40
Nous voulons tout, sans payer
Madame, le Québec est l'un des endroits au monde où le filet social est des plus généreux, même s'il n'est pas parfait.
Personne ne désire payer plus, mais nous avons le choix de payer le juste prix OU de réduire les services.
Que coupons-nous OU qu'augmentons-nous ?
Dans le système de santé moins de services OU des frais ?
Dans les garderies ? 10 ou 12 \$ par jour OU moins de place ?
L'assurance parentale ? Les prestations de bien être social ?
L'éducation du niveau primaire, secondaire, collégiale OU universitaire ?
Les trois premiers niveaux sont indispensables pour permettre à une personne de gagner sa vie. Le niveau universitaire est un privilège pour grandement améliorer sa condition de vie.
Il est normal que les tarifs soient haussés à un niveau équivalent aux années 60.
À moins que vous acceptiez les salaires payés aux professeurs dans les années 60 !
 - Christian Montmarquette – Inscrit, 4 avril 2012 11 h 38

- «Que coupons-nous OU qu'augmentons-nous ?»-Jean-Claude B
L'éducation doit être gratuite et accessible à tous et toutes gratuitement, et c'est par les impôts et non par des coupures que ça se finance de la manière la plus juste et la plus progressiste.
D'ailleurs, si les multinationales contribuaient à leur juste part on en serait pas là.
Et que dire de la nationalisation des banques !
Pourquoi la privatisation des profit et la socialisations des coûts ?
L'argent nous sort par tous les orifices au Québec.
Le problème, c'est qu'il se concentre dans les poches débordantes du «1%» qui exploite «99%» des autres.
Christian Montmarquette, Québec Solidaire, Montréal
- M. Enseignant – Abonné, 4 avril 2012 13 h 30
Qu'augmentons-nous ?
Nous reprenons la taxe sur le capital (+2,4 milliards par année).
Hausse des redevances minières qui NOUS appartient et non aux minières.
Hausse des impôts pour les banques.
Imposition des bonus incroyables que reçoivent les dirigeants.
...
Il y a de l'argent partout, mais il faut ouvrir les yeux pour la voir !
- MJ – Inscrite, 4 avril 2012 10 h 08
L'éducation universitaire - Relever le niveau intellectuel et le degré des connaissances dans notre société: une gageure pour l'avenir des jeunes
Un objectif possible, moyennant l'accessibilité aux études supérieures et son maintien à l'abri de toute ingérence des milieux affairistes.
Tandis que ce gouvernement libéral a beau jeu comme gouvernement majoritaire à Québec de faire la pluie et le beau temps, et ne fait pas l'unanimité au sein de la population, tout autant que celui d'Ottawa dont il décrie lui-même les méthodes qu'il utilise pourtant allègrement, son intransigence est loin d'être un exemple pour notre démocratie parlementaire devenue à bien des égards un simulacre de débats à l'Assemblée nationale.
Si seulement l'objectif du gouvernement était de rétablir une plus grande équité et justice sociale parmi les diverses franges de la population à l'ère de la mondialisation. Or, ce n'est pas le cas. Qu'observe-t-on dans notre société? L'emprise toujours plus grande du milieu des affaires sur notre gouvernement et notre société civile. Une surenchère quant aux salaires, multiples avantages sociaux, retraites assurées et confortables pour ses plus hauts dirigeants dont, entre autres, les recteurs des universités, les dirigeants bancaires ou même du Mouvement Desjardins pour les Caisses "populaires", tous ayant des intérêts directs ou indirects dans la hausse des frais de scolarité afin de faire fructifier leur capital ou de maintenir leurs hauts salaires, peu importe que cela se fasse au prix de hausses de frais divers et autres tarifs, taxes ou impôts, directs ou indirects, contre les classes moyennes.
- Foupub – Abonné, 4 avril 2012 10 h 31
Je choisis l'éducation, pas la corruption
Jean Charest préfère favoriser les amis du pouvoir plutôt que la relève étudiante. Ce sont pourtant ces derniers qui, lorsqu'ils seront à leur tour sur le marché du travail,

- paieront sa retraite dorée d'ex-premier ministre...
- Pour faire suite au commentaire de Monsieur Jean-Claude B, ce n'est pas entre les services du «généreux filet social» qu'il faut choisir, mais bien entre l'éducation ou la corruption. Moins d'argent dans les poches d'entrepreneurs dans la construction, plus dans les budgets liés à l'éducation.
- tohi1938 – Inscrit, 4 avril 2012 10 h 43
Beau parallèle à faire avec les F 35
L'équation est pourtant simple: ce n'est pas tant les frais qu'il faut augmenter, mais bien les dépenses éhontées des universités et l'absence de contrôle qu'il importe de corriger.
Se polariser sur l'augmentation des frais est la meilleure façon de faire fausse route et de ne rien résoudre.
La solution passe par l'évaluation de qualité tant des universités que des étudiants qui la fréquentent.
On indique que les ex-étudiants insolubles sont deux fois plus nombreux cette année, mais par contre on se garde bien d'étudier leur profil pour en tirer des conclusions appropriées tant sur leurs capacités de se trouver un emploi rémunérateur après leur diplôme, que pour s'interroger sur la raison d'être de ces nombreux programmes qui se révèlent être des impasses parfaites.
Tout bon budget passe par là : il n'est positif que si et seulement si les dépenses sont contrôlées, et non en fonction d'une adéquation entre le diplôme et la 6/49.
 - Christian Montmarquette – Inscrit, 4 avril 2012 11 h 30
Bravo !
En un mot comme en cent :
- Bravo Madame Lamoureux !
Et il semble que les militants de la CLASSE pense aussi comme vous.
«À partir d'aujourd'hui la lutte contre la hausse des frais de scolarité ne doit plus jamais être dépeinte comme une lutte étudiante. - À partir d'aujourd'hui la lutte contre la hausse des frais de scolarité doit être appelée par son nom, c'est une lutte populaire, une lutte de classe !» - Gabriel Nadeau-Dubois
Source :
«Intégral - Discours 22 mars 2012 - Jeanne Reynolds & Gabriel Nadeau-Dubois» :
<http://www.youtube.com/watch?v=Y-39Vve3iY>
 - Danielle Gill – Inscrite, 4 avril 2012 12 h 36
Merci!
 - Christian Montmarquette – Inscrit, 4 avril 2012 12 h 38
Comment financer la gratuité scolaire ? - La proposition de Québec Solidaire
- Comment financer la gratuité scolaire ?
Voici la proposition de Québec Solidaire :
Depuis 2007, le dégel et la hausse des frais de scolarité de 30% sur 5 ans ont été présentés comme une nécessité par le gouvernement Charest.
Québec solidaire propose au contraire de réaliser la gratuité par les pistes de financement suivantes :
Une taxe de 1,2% sur le capital= 509 millions \$
L'ajout d'un palier supplémentaire d'imposition (28%)= 443 millions\$.
La diminution de 20% des subventions accordées aux entreprises= 1,2 milliard \$ dès cette année.
 - Christian Montmarquette, QS-Montréal
 - Pierre Poulin – Abonné, 4 avril 2012 13 h 48
Politique
- Pourquoi surpolitiser ce débat ? Le printemps arabe ! Pas d'accord.
L'éducation post secondaire est une denrée précieuse qui garantie dans presque tous les cas des revenus supérieurs pour toute la durée de la vie.
Je ne vois aucun problème à hausser les frais de scolarité si le gouvernement s'assure que le régime de prêts et bourses garantie l'accès à l'Université à tous ceux et celles qui le désirent.
- Paule Savignac – Abonnée, 4 avril 2012 19 h 09
De Louis.Marc.Bourdeau@Gmail.com
Les prêts & bourses? D'abord, ça coûte une fortune à gérer. Puis, c'est une course à obstacles, qui cache toutes sortes d'hypocrisies gouvernementales,.
On se fait bassiner avec les 'prêts & bourses bonifiés', d'ailleurs sujets à bien des modifications dans le temps. Le gouvernement se cache par là derrière son petit doigt. Cela ne trompe personne.
Le plus simple est de rendre la formation universitaire la plus gratuite possible, autant que peuvent l'être les cégeps. Et même plus: faire comme en Scandinavie où on donne aux étudiants une petite solde.
On pourrait financer une hausse des budgets universitaires par un impôt supplémentaire aux 20% des mieux nantis, ceux qui profitent le plus d'une éducation supérieure, qui tirent le plus de bonheur de leur propre éducation supérieure, et dont l'intérêt est de la voir la plus répandue possible dans la société.
Voir aussi le petit livre:
«Université Inc. Des mythes sur la hausse des frais de scolarité et l'économie du savoir.» Par Éric Martin & Maxime Ouellet (Montréal, Lux, 2011). Très bien documenté, mais trop court..
 - Jean-Claude B – Inscrit, 4 avril 2012 13 h 51
Réponse à Foupub
Quelle corruption est la pire dans la construction ?
Les entrepreneurs ou le Local 144 et ses semblables ?
 - Solange Bolduc – Abonné, 4 avril 2012 13 h 57
@ Jean-Claude B. La facilité: Tout le monde le fait, faites -le donc!
Quelle société désirez-vous? Imiter ce que font les autres nous empêche d'être soi-même, de grandir. Quand on est enfant, ça passe, mais l'imitation de ce que font les autres au lieu de faire travailler ses méninges, c'est régresser, ou se priver de trouver des solutions qui conviennent à chaque peuple. Autrement, on perroquette, on stagne soi-même!
Une pensée statique comme la v^tre ne permettra jamais d'obtenir les changements qui s'imposent dans toute société moderne.
Le Québec doit devenir l'artisan de soi-même, et ce n'est pas en répétant ce que les autres disent et font (à la manière de Charest) que nous trouverons les meilleurs solutions pour l'avenir des jeunes.
Continuez d'imiter et vous vous empêcherez de grandir...Faites-le pour vous, et laissez les étudiants se battre pour ce qu'ils croient être juste pour leur avenir et ceux de leur enfants, du Québec!
 - Dominique Beaulieu – Inscrit, 4 avril 2012 14 h 02
Fier de nos étudiants
Mon papa de 70 ans est très fier et content de voir les étudiants harceler Jean Charest :-)
- Nelson – Inscrit, 4 avril 2012 14 h 16
Oui, printemps québécois, les 995 son indignés des excès de la droite néo-libérale.
Les travailleurs et les basses classes moyennes ne peuvent plus et ne veulent plus payer plus, plus de TVQ, plus de taxes essence, tarif santé, hausses scolarité, etc...beaucoup perdent leurs emplois et d'autres se font couper de moitié salaires et retraites.
Oui, lutter contre la dette et les déficits mais...à chacun selon ses moyens.
Un ample mouvement des mieux nantis de la société se développe, ILS VEULENT PAYER PLUS DES IMPÔTS ET TAXES pour que les moins nantis paient moins...ET NE TOMBENT PAS MALADES !!
Assez grave se priver de l'intelligence et talents des jeunes de classes populaires, parce qu'ils n'ont pas assez d'argent.
Attention de faire comme le Tiers Monde, services de santé et éducation juste pour les riches.
Nous serons tous perdants si nous prenons ce chemin.
- jeanduc – Abonné, 4 avril 2012 18 h 55
Vivement des élections!
Le printemps arabe visait la destitution d'un gouvernement despotique qui échappait au processus démocratique. Ici au Québec, nous pouvons au moins compter sur un régime démocratique. Toutefois, on devrait rappeler au gouvernement actuel qu'il n'a jamais soumis au débat public son Plan nord et sa décision de hausser les droits de scolarité. On comprend bien que le gouvernement n'a pas à pébliciter chacune de ses décisions administrative. Toutefois, ces enjeux exigent un débat social de fond. Tout le Québec devrait être dans la rue et réclamer des élections générales car, à certains égards ce gouvernement se comporte en despote!
Paule Savignac – Abonnée, 4 avril 2012 18 h 57
Parlant des enjeux plus globaux
De Louis.Marc.Bourdeau@Gmail.com
On est vraiment mal barrés avec tous les gouvernements en ce moment, des idéologies archaïques au fédéral; des pourris à Québec, concussions, malversations soupçonnées à tous les étages; je ne parlerai du gouvernement municipal de Montréal...
Un capitalisme abominablement financiarisé qui joue dans les coulisses.
Y a de quoi être indigné. Les étudiants vont-ils faire notre printemps? Il faudrait que le mouvement fasse boule de neige? Quand les professeurs vont-ils entrer dans le mouvement?
On a parlé de gabegie dans la gestion universitaire. Ces derniers de l'UdM ont tenté de savoir où passait l'argent du budget lors de leur grève il y a quelques années? Qu'ont-ils découvert...
Il est temps qu'on revienne à des vraies valeurs!
On pourra lire avec profit le petit texte suivant, où on trouvera certains détails des affirmations plus haut:
«Université Inc. Des mythes sur la hausse des frais de scolarité et l'économie du savoir», de Éric Martin & Maxime Ouellet (Montréal, Lux, 2011).
Qui peut manquer parfois de profondeur, les références viennent un peu trop des journaux. Tout de même, c'est très instructif. On en veut plus!
NDNM – Inscrit, 4 avril 2012 20 h 29
effet pervers

La hausse des frais a un effet pervers. Plus l'étudiant paye plus il se considère comme un client et finalement l'université adopte une attitude clientéliste extrêmement néfaste qui conduit tranquillement à une dévalorisation des diplômés. La gratuité est la seule solution juste et qui donne la possibilité d'assurer la qualité. Tout le monde le sait, étudier à

l'université devrait être une occupation à plein temps, pourquoi alors exiger le paiement de frais de scolarité (et de frais afférents qui double la facture) à une personne qui n'a pas de revenu. Les fameux prêts garantis sont un leurre comme le montre clairement l'augmentation de l'endettement étudiant dévoilé cette semaine. On ne parle ja-

mais des étudiants aux cycles supérieurs qui paye 3 sessions et non deux, qui ne peuvent pas travailler à l'extérieur pour cause de recherche intensive. Avec les prêts ils s'endettent pour des années. Or on a besoin de cerveaux plus que de toute autre chose, seules les nouvelles connaissances nous permettront de rester une société développée

LE DEVOIR: Libre opinion - Les Prix du recteur, vraiment?, par Blandine Parchemal - Doctorante de philosophie à l'Université de Montréal – Mercredi 4 avril 2012

La semaine dernière, l'administration de l'Université de Montréal nous annonçait dans un de ses courriels la création des Prix du recteur. En voici quelques extraits: «Cette année, la direction de l'Université de Montréal fait un pas de plus dans la valorisation des réalisations et de l'engagement des membres de notre communauté, en créant les Prix du recteur [...]. Ces prix souligneront ainsi la mobilisation du personnel autour de la mission et des projets de l'UdeM.»

Créer ces prix dans le contexte de la grève étudiante actuelle a quelque chose d'anachronique ou de tout simplement déplacé. Par exemple, au sein du campus de l'UdeM, 24 associations sont actuellement en grève générale illimitée. Il s'agit donc d'une grève qui perdure et qui montre, pour reprendre les mots employés par l'administration de l'UdeM, l'«engagement» réel des étudiants envers leur éducation. Par ailleurs, la longueur de cette grève démontre qu'elle dépasse la simple question de la hausse des droits et mène plutôt vers une réflexion profonde sur notre éducation; elle démontre, pour reprendre encore les mots employés plus haut, mais en les détournant, la «mobilisation» des étudiants «autour de la mission et des projets» de l'université.

Quatre prix seront décernés lors de cette «célébration»: le prix Inspiration, le prix Initiative, le prix Engagement et le prix Ecoresponsable. Une seule question me hante: qui, plus que les étudiants en grève de l'UdeM, mérite ces prix?

Prix Initiative? N'avons-nous pas fait preuve de création et d'imagination incroyables? La preuve, ce sont les initiatives suivantes: création de l'Upop d'études cinématographiques, création du GROS (Groupe de recherche en objectivités sociales), occupation de la place Laurentienne tous les lundis, Archicontre, «Se projeter autre part» de l'Association de littérature comparée, le Marathon musical il y a quelques semaines ou encore la mise en place de la Table de grève qui témoigne de la volonté réelle de créer une force de contestation critique au sein de l'UdeM.

Vos réactions

- Jean-Marc Lefebvre – Abonné, 4 avril 2012 07 h 32
Bravo
Bravo et merci d'attirer notre attention sur cette annonce. J'endosse bien sûr votre choix d'accorder les prix à l'ensemble des étudiants en grève qui se mobilisent contre la hausse des frais de scolarité et, au-delà de cet aspect, revendiquent pour eux et ceux et celles qui suivront de pouvoir continuer à avoir accès à un enseignement supérieur et de qualité qui soit accessible à tous. Ce choix reflète que l'éducation doit être une priorité et son accès un idéal collectif, un bien commun qu'il faut chérir.
- Chantal_Mino – Abonné, 4 avril 2012 08 h 20
Je suis en tout point d'accord avec vous Mme Parchemal
Rien de plus à rajouter hormis que la sagesse pouvant être retirée de notre histoire humaine semble se perdre pour toujours tout recommencer à chaque fois. Comme si aucune leçon de vie ne pouvait être retirée de notre histoire, de nos ancêtres.
Pensons juste aux fables de Jean de la Fontaine; aux sources ancestrales de notre droit actuel dont l'une est : «Toute règle appliquée à la lettre crée les plus grandes injustices.»; au proverbe qui dit : «On prêche par l'exemple.», etc.
Allons-nous constamment recommencer les mêmes erreurs humaines du passé avec les prix inconcevables de vies humaines et de la qualité de vie de personnes humaines que tout cela implique? Croyons-nous vraiment qu'il suffit de fermer les yeux, de ne pas voir, de ne pas regarder et de faire semblant d'écouter pour que ces réelles misères, souffrances et injustices chez nos concitoyens vulnérables n'existent pas? Les tombes sont pourtant bien réelles. C'est cette indifférence à la souffrance d'autrui, ce manque d'empathie que je trouve le plus dure à constater chez nos dirigeants et certains de nos concitoyens québécois. Ce regard de la tour d'ivoire. Si eux vont bien, tout le monde va bien. Si eux s'en sont sortis, tout le monde va s'en sortir. Faux! Beaucoup trop de nos concitoyens ne réalisent pas leur plein potentiel, se suicident à petits feux, dont plusieurs jeunes et itinérants dans nos rues québécoises, ou finissent par le faire radicalement se croyant sans importance dans un monde paraissant indifférent et qui enlève lumière et espoir à notre jeunesse. Notre société dirigeante est très malade, il est urgent que chacun d'entre nous prenions soin les uns des autres afin de prendre bien soin de notre société démocratique et de la faire évoluer un cran plus loin. Il est temps d'avoir le courage de nos convictions.
Y a-t-il quelqu'un quelqu'un part qui fait preuve sagesse chez nos dirigeants gouvernementaux et institutionnn

solange Bolduc – Abonné, 4 avril 2012 09 h 49
Une fraude intellectuelle chez ces dirigeants d'université !
On ne peut qu'approuver le décernement de tous ces prix aux étudiants, et à leurs organisateurs qui font preuve d'une grande ouverture d'esprit, d'intelligence et de sensibilité au plan sociale, et d'imagination. On en demanderait autant à Line Beauchamps, tête comme une mule !
Bravo pour votre initiative que vous tentez de détourner de son but premier, lequel con-

siste à nous faire oublier la fraude intellectuelle de ces recteurs d'Université qui appuient le Gouvernement Charest par leur paternalisme désuet et leur mercantilisme.

siste à nous faire oublier la fraude intellectuelle de ces recteurs d'Université qui appuient le Gouvernement Charest par leur paternalisme désuet et leur mercantilisme.

siste à nous faire oublier la fraude intellectuelle de ces recteurs d'Université qui appuient le Gouvernement Charest par leur paternalisme désuet et leur mercantilisme.

siste à nous faire oublier la fraude intellectuelle de ces recteurs d'Université qui appuient le Gouvernement Charest par leur paternalisme désuet et leur mercantilisme.

siste à nous faire oublier la fraude intellectuelle de ces recteurs d'Université qui appuient le Gouvernement Charest par leur paternalisme désuet et leur mercantilisme.

siste à nous faire oublier la fraude intellectuelle de ces recteurs d'Université qui appuient le Gouvernement Charest par leur paternalisme désuet et leur mercantilisme.

siste à nous faire oublier la fraude intellectuelle de ces recteurs d'Université qui appuient le Gouvernement Charest par leur paternalisme désuet et leur mercantilisme.

siste à nous faire oublier la fraude intellectuelle de ces recteurs d'Université qui appuient le Gouvernement Charest par leur paternalisme désuet et leur mercantilisme.

siste à nous faire oublier la fraude intellectuelle de ces recteurs d'Université qui appuient le Gouvernement Charest par leur paternalisme désuet et leur mercantilisme.

siste à nous faire oublier la fraude intellectuelle de ces recteurs d'Université qui appuient le Gouvernement Charest par leur paternalisme désuet et leur mercantilisme.

siste à nous faire oublier la fraude intellectuelle de ces recteurs d'Université qui appuient le Gouvernement Charest par leur paternalisme désuet et leur mercantilisme.

siste à nous faire oublier la fraude intellectuelle de ces recteurs d'Université qui appuient le Gouvernement Charest par leur paternalisme désuet et leur mercantilisme.



- Paule Savignac – Abonnée, 4 avril 2012 18 h 41
«On veut l'argent»
De Louis.Marc.Bourdeau@gmail.com
Gestion pléthorique! politique de prestige d'investissement dans la pierre...
En réalité, les proportions des budgets universitaires consacrés à la gestion sur la dernière décennie sont en forte augmentation, celle consacrée à l'enseignement en diminution.
On pense classification de Shanghai...
Et on nous scande chez les recteurs, habillé d'oripeaux clinquants:
«ON VEUT L'ARGENT, L'ARGENT, L'ARGENT»...
- Feraient mieux de balayer leur devant de porte.
Sylvio Le Blanc – Abonné, 4 avril 2012 22 h 58
Comme dirait Yo-Gourd
Les Prix du rectum...

LE DEVOIR: Lettres - Manque de temps?, par André Mainguy - Longueuil, le 2 avril 2012 – mercredi 4 avril 2012

Lorsqu'un ministre n'a plus le temps, ou n'a plus d'intérêt pour s'occuper entièrement de ses dossiers, comme c'est le cas du responsable des dossiers jeunesse du gouvernement libéral, ce dernier devrait laisser son poste à quelqu'un d'autre.
Celui qui occupe cette fonction présentement, du moins sur papier, ce n'est nul autre que le premier ministre, Jean Charest. Est-ce qu'il s'occupe essentiellement des dossiers jeunesse de la jeunesse libérale ou de l'ensemble de la jeunesse québécoise? La question est dure, mais elle se doit d'être posée au premier ministre: aimez-vous les dossiers jeunesse, oui ou non?
Les jeunes qui sortent et qui sortiront des universités du Québec sont ceux et celles qui vont payer le plus d'impôts dans leur vie. Essayons de les appuyer de notre mieux afin qu'ils se consacrent à leurs études, au lieu de devoir travailler tout en étudiant.

LE DEVOIR: Lettres - Lettre d'un débiteur fiscal et alimentaire, par Me Normand Laurendeau - Le 1er avril 2012 – mercredi 4 avril 2012

Mme Line Beauchamp,
Comme vous le savez sans doute, en vertu de notre Code civil, les droits de scolarité font partie des aliments que les parents sont tenus légalement de fournir à leur progéniture comme cela a été maintes et maintes fois reconnu par les tribunaux.
C'est la raison pour laquelle je ne peux plus supporter de vous entendre dire que les étudiants doivent faire leur juste part alors qu'en réalité, la part supplémentaire que vous exigez, c'est à moi, débiteur fiscal et alimentaire écrasé par le fardeau que vous nous imposez, que vous avez l'odieuse de la demander.
Or, cela s'adonne que ma part est déjà plus que juste, voire injuste si je la compare aux citoyens des autres provinces. Après avoir payé mes impôts,

Vos réactions

- pellesi – Abonné, 4 avril 2012 06 h 30 8,500.00\$
Nous aussi ne pouvons supporter les mensonges du premier ministre Jean Charrest, responsable du dossier jeunesse ! et de la ministre. Nous payons un total de 8,500.00\$ en frais de scolarité et afférent pour nos deux enfants étudiant à l'UDM. Plus 11,000.00 \$ de loyer, car nous sommes de Gaspé, et 1,200.00 \$ pour leurs téléphones. Ils travaillent tous les deux l'été et payent leurs matériels scolaires, leur nourriture et autres frais. La gratuité et l'accessibilité aux études sont une question de principe qui fait malheureusement défaut à ce gouvernement.
- Annabella Durocher – Inscrit, 4 avril 2012 06 h 57
Cela, elle n'en parle pas
Et oui, les parents sont obligés à leurs enfants aux études jusqu'à 30 ans.
Normalement, les enfants qui obligent leurs parents sont des enfants qui ont vécu le dossier du divorce ou séparation de leurs parents.
Sur mon petit salaire de 500,00 net par semaine c'est moi qui paie la pension alimentaire de ma fille aux études en raison de 50,00 \$ par semaine sur mon net. C'était une entente à l'amiable mais le petit bout de phrase "N'est pas régie par les pensions alimentaires" a été oublié volontairement.
Son papa est supposé lui donner 500,00 \$ par mois mais sans contrôle du Gouvernement et il ramasse les frais d'études sur ses impôts. Il est fonctionnaire et sais comment le système marche.
Ma fille, je lui donnais déjà 200,00 \$ par mois depuis 1 ans et quand elle est parti pour ses études je lui est acheté pour 1 000,00 \$ d'article de maison neufs et d'épicerie.
J'ai élevé nos enfants sans aucune pension alimentaire du papa. Je suis parti avec rien d'autre que mon linge et mes enfants.
- Je n'ai pas d'auto, de maison ni de retraite mais je donne à mes enfants de mon vivant car c'est là qu'ils en ont besoin.
Ma fille doit travailler tous les l'étés et 8 heures par semaine quand elle étudie et je suis fier d'elle.
- NDNM – Inscrit, 4 avril 2012 20 h 50
votre commentaire est édifiant et mérite d'abord notre respect. Supporter ses enfants aux études est indispensable et le sera de plus en plus si on laisse faire le neoconservatisme sauvage qui s'installe dans notre société.
Encore une fois tout mon respect.
- Darwin666 – Inscrit, 4 avril 2012 07 h 06
Très juste!
«e ne peux supporter non plus de vous entendre dire que dans cinq ans, les droits de scolarité pour une année seront de 3795 \$ en omettant sciemment et commodément de parler des frais afférents»
Certains ont une mémoire sélective...
- Solange Bolduc – Abonné, 4 avril 2012 10 h 14
La pensée robotisée de Line Beauchamps .
Il ne faut pas que cesse "la démasque" de Line Beauchamps qui s'évertue à ne tenir qu'un même discours, comme si sa pensée statique ou linéaire était devenue de la robotique, pure et simple!
Je n'ai jamais eu d'enfants, mais j'encourage les parents qui en ont à défendre des droits à l'éducation plus équitables pour leurs enfants.
En matière d'éducation comme de santé, on doit faire tout en son pouvoir pour donner accès à tous, et surtout le plus gratuitement possible pour ceux qui n'ont pas les moyens de faire autrement !
Vous ne comprenez pas ça, MME Beauchamps? Bien démissionnez si le raisonnement juste et équitable n'est pas de votre ressort, et avec vous, le Premier ministre Charest!
- Annabella Durocher – Inscrit, 4 avril 2012 16 h 26
la TPS, la TVQ, les taxes municipales, les taxes scolaires, les tarifs gouvernementaux et tickets modérateurs de tout acabit; il n'y a tout simplement plus d'espace pour une part supplémentaire.
Je ne peux supporter non plus de vous entendre dire que dans cinq ans, les droits de scolarité pour une année seront de 3795 \$ en omettant sciemment et commodément de parler des frais afférents, vous savez, ces frais inventés par les universités pour contourner le gel des droits de scolarité et qui ne cessent d'ailleurs pas d'augmenter. Par exemple, en 2011, pour une année d'études à temps plein à l'Université de Montréal, j'ai payé 3930 \$ pour mon fils et un montant semblable pour ma fille.
- Allons-nous finir par nous tenir debout devant ce Gouvernement qui veut contrôler toute l'économie du Québec dans le seul but d'entretenir sa couche de faux vernis ?
Une journée par mois à faire du bénévolat dans un oeuvre de charité leur ferait grand bien.
- Jean Tremble – Inscrit, 4 avril 2012 11 h 04
Des frais afférents dès l'élémentaire
<<En 2011, pour une année d'études à temps plein à l'Université de Montréal, j'ai payé 3930 \$ pour mon fils et un montant semblable pour ma fille. >>
Sans compter que des frais <<afférents>>, à tous les années vous en avez payés pour vos deux enfants dès qu'ils ont entamé la première année de leur études élémentaires, et ce jusqu'à l'université.
De toute façon, dans l'état actuel des choses, il est quasiment impossible de mener à terme des études supérieures sans support parental.
- Albert Descôteaux – Abonné, 4 avril 2012 11 h 21
Le problème, ce sont les dettes d'étude
Un étudiant ayant une importante dette à la fin de ses études reportera à plus tard plusieurs projets, dont celui de fonder une famille, acheter une maison et faire tourner l'économie. Cela a un impact non seulement sur l'étudiant en question, mais sur toute la société, incluant les baby-boomers désirant vendre leurs maisons, par exemple.
Oui, il est possible d'hausser les frais de scolarité, mais il faut absolument que ceux et celles qui n'ont pas les moyens d'étudier sans s'endetter lourdement puissent bénéficier d'un bon système de prêts et bourses.
On pourrait aussi mettre en place un système généreux de bourses basé sur l'excellence scolaire, afin d'encourager les étudiants à bien faire durant leur cheminement scolaire.
- Sanzalure – Inscrit, 4 avril 2012 12 h 03
Incohérence

Est-ce qu'on demande aux gens que la police arrête de payer des «frais d'arrestation» ? Est-ce qu'on demande aux accusés dans les tribunaux de payer des «frais de jugement» ? Pourquoi demande-t-on aux étudiants des «frais de scolarité» ? On devrait plutôt les payer pour étudier. Ils travaillent aussi fort que la plupart des adultes et beaucoup plus fort que certains flancs-mous qu'on ne nommera pas. Serge Grenier

Richar Côté – Inscrit, 4 avril 2012 17 h 59
L'éducation profite à toute la société
Je n'ai pas eu d'enfants, mais il me fait plaisir qu'une partie somme toute modeste de mes impôts serve à former une jeunesse assez instruite pour ne pas se laisser avoir par le discours des démagogues et des fascistes.
Q1234 – Inscrit, 5 avril 2012 10 h 00
Moi aussi j'en ai assez d'entendre Mme Beauchamp!
Bravo pour cette lettre, j'en ai assez de me faire dire que la ministre parle au nom des

contribuables! Je suis mère de 3 enfants au secondaire et au Cégep et je sais très bien que c'est nous, les parents-contribuables qui devront absorber la hausse des frais de scolarité! J'aimerais bien que la ministre cesse de nous prendre pour des imbéciles. La juste part des étudiants comme elle l'appelle, ce sont les parents qui devront l'ajouter. Bachand devrait revoir les impôts et faire payer tous les riches qui réussissent à se soustraire à l'impôt, c'est à eux à payer le juste part!

LE DEVOIR: Libre opinion - Confessions gênantes, par Ian Roberge, diplômé de la maîtrise en architecture en 2009 – mardi 3 avril 2012

Je vais l'avouer sans tarder: je suis un diplômé universitaire. Et pas des plus dignes. Mieux vaut l'admettre: j'ai bu un peu, j'ai voyagé un peu, j'ai même mangé autre chose que du pain sec et des nouilles pendant presque toute la durée de mes études universitaires. Pire: j'ai eu un cellulaire. La belle vie, diront certains.

J'ai aussi travaillé. Par choix et parce que j'avais la chance d'avoir des parents qui m'aidaient, j'ai eu la chance de n'avoir à travailler que l'été. De nuit. Dans une usine. À 40 degrés Celsius. Parce que mes parents voulaient m'encourager à continuer de travailler, parce que c'était pour eux une question de valeurs, parce qu'ils pouvaient se le permettre, ils ont choisi quand même de payer mon loyer pendant toute la durée de mes études alors que je payais le reste de mes dépenses. Et comme je travaillais, j'ai eu l'occasion d'utiliser le reste de mon argent pour boire, voyager, manger. Je l'avoue.

Si les droits de scolarité avaient augmenté pendant mes études, j'aurais survécu. Comme une majorité de jeunes universitaires, mes parents m'auraient aidé et j'aurais eu à travailler un peu plus, mais j'aurais probablement obtenu mon diplôme quand même.

Par contre, si les droits de scolarité universitaires avaient été 75 % plus élevés quand j'ai eu à choisir où j'irais en finissant le cégep, j'aurais sans doute considéré autre chose. J'aurais trouvé une technique, voire un DEP, qui auraient pu me permettre d'apprendre à gagner ma vie en moins de temps et sans m'endetter du moindre sou. Et j'aurais bien vécu. Pour moi, donc, pas d'impact tellement grave.

Et si j'avais été un génie? Un surdoué de la finance, un prodige de la médecine ou, pourquoi pas, un virtuose du piano? Est-ce que j'aurais inventé de nouveaux systèmes économiques, est-ce que j'aurais trouvé un

remède au cancer, est-ce que j'aurais composé une symphonie si prenante et si profonde qu'elle aurait traversé les siècles? Peut-être pas. Et si des centaines de milliers de jeunes avaient pris la même décision que moi, on aurait perdu des prodiges, découragés comme moi par des années de vaches maigres potentielles? Pas moyen de le savoir avec certitude.

La hausse des droits de scolarité n'est pas une cause à laquelle on adhère en pensant à soi-même. Ce n'est pas un débat axé sur l'individu, ni même sur la politique. C'est un débat qui ne porte pas de couleur, qui ne se limite ni aux chiffres bruts ni aux revenus nets. Ce n'est pas une question que l'on doit régler en parlant de dette de l'État ni de taux d'imposition.

C'est une question bien plus large, qui porte sur l'égalité des chances, sur la possibilité pour chacun de réaliser son plein potentiel, quel qu'il soit. C'est une question qui s'adresse à tous ceux qui connaissent un enfant ou un étudiant. C'est une question qui s'adresse à tous ceux qui auraient voulu faire plus dans la vie, mais qui n'ont pas pu faute de moyens. C'est une question qui s'adresse à tous ceux qui connaissent quelqu'un dont le potentiel évident n'est pas exploité par un emploi dont la seule motivation est le salaire. C'est une question qui s'adresse à tous ceux qui ont réussi à faire ce qu'ils voulaient faire dans la vie malgré l'adversité, et qui auraient sûrement apprécié en leur temps un petit coup de main.

C'est une question qui s'adresse à toute une société. Doit-on choisir dès maintenant de favoriser un peuple éduqué et de nous donner la chance d'accomplir de grandes choses, ou doit-on au contraire nous laisser limiter en acceptant de mettre une croix sur l'accessibilité aux études supérieures? Ce n'est pas une question d'argent, c'est une question de choix de société. Choisissons.

Vos réactions

• Yves Côté – Abonné, 3 avril 2012 04 h 12
Tout est dit dans ce texte...
(Et mon avis entier se trouve dans mon titre.)

• B Landry – Inscrit, 3 avril 2012 07 h 37
Bravo
Je suis toujours éberlué quand je vois des gens prétendent que les étudiants devraient être plus "abstinents" avec l'alcool, alors qu'on rembourse en inclus dans les charges d'entreprises des frais de représentations biens arrosés. Surtout quand on sait que seulement les taxes associées à chaque bière but par un étudiant est l'équivalent de ce qu'aurait pu investir cet étudiant dans les droits de prospection d'un hectare de territoire québécois, tandis que les entreprises qui ont investi dans ces droits de prospection se sont fait remboursés en incluant ces frais dans leur charges d'exploitation et diminuer leur impôts à payer....

Les étudiants font déjà leur part et deviendront dans une couple d'années les contribuables salariés les plus imposés en Amérique, est-ce nécessaire d'en ajouter d'avance pour les "préparer" ?

• Denise Trencia – Inscrite, 3 avril 2012 08 h 02
Réaction à votre article
Si je comprends bien, si vous aviez été à la place de vos parents, baby boomers, avec le salaire minimum du temps, et les droits de scolarité à peu près les mêmes qu'aujourd'hui, vous ne seriez pas allés à l'université. Vous n'auriez pas eu de cellulaire non plus. Il y a tout de même plusieurs baby boomers qui ont fait des études universitaires et ils

n'en sont pas morts. Mais ils n'avaient pas d'auto. Dans ce temps-là, les portables n'existaient pas et on n'était pas autant porté sur la possession de biens.

Ce que je comprends c'est que, pour des raisons électoralistes, on a tardé à hausser les frais de scolarité et nous voilà ici.

Je crois que le débat du gel, voire de la gratuité universitaire, c'est une question de gros sous.

Le débat de société sur l'éducation devrait-elle pas porter sur la qualité de l'éducation et aussi sur une baisse éventuelle de l'aide gouvernementale aux écoles privées?

Les étudiants qui ne vont pas voter devraient se bouger et y aller lorsqu'il y aura leur prochaine assemblée, c'est indispensable.

Un débat de société + un taux de participation très faible de la part des étudiants, c'est triste, très triste.

• jeanduc – Abonné, 3 avril 2012 08 h 18
Lucidité!

Dans ce débat, les baby boomers, pouvoir électoral oblige, décrète que la "crise d'adolescence" de la nouvelle génération coûte trop cher. Il faut massivement investir en santé, obliger les nouvelles générations à travailler plus longtemps et à payer plus d'impôt afin de soutenir leur fonds de pension. J'ai 61 ans, la position gouvernementale m'écouere car je pense qu'il s'agit là d'une stratégie qui vise à effriter le tissu social dans ses valeurs profondes. J'encourage mes enfants et tous les jeunes à continuer la lutte contre la bêtise des Charest, Beauchamps dont j'espère que les livres d'histoire leur réserverons une place d'honneur comme

fossoyeur d'une société francophone qui a jadis existé en ces lieux.

• Robert Dufresne – Inscrit, 5 avril 2012 20 h 49

Je suis entièrement en accord avec vous sur nos bons dirigeants. Ce ne sont pas des politiciens mais les destructeurs de notre jeunesse qui a le courage de se tenir debout devant ces tristes individus qui ne pensent qu'à sauver leur peau pour la prochaine élection.

Je suis sûr et certain que les jeunes vont aller voter en grand nombre pour leur montrer leur ras le bol de ces crapules politiques.

Robert Dufresne.

• Grognon – Abonné, 3 avril 2012 08 h 24
Triste souvenir

Votre histoire me rappelle l'histoire d'un étudiant brillant à qui j'ai eu la chance d'enseigner des rudiments de la science économique, au début de ma carrière. Il aurait pu continuer à étudier mais ne pouvait pas, faute de moyens. Effectivement, ça été une perte pour la société. La seule chose que je souhaite c'est qu'il ait pu se trouver un emploi à la hauteur de son talent...pour lui et pour nous.

Grognon
• Paule Savignac – Abonnée, 3 avril 2012 09 h 28

Témoignage touchant et profond
De Louis.Marc.Bourdeau@Gmail.com
Quel touchant témoignage! Monsieur Roberge donne toute son ampleur à la problématique de la hausse des frais de scolarité. Prenons un des cas de figure suivant : une famille de deux enfants ou plus; une famille de classe moyenne inférieure, plus de la moi-



- tié de la population, dont la gagne-pain quoique raisonnable est incertain; une famille en région qui veut envoyer ses enfants talentueux à l'université mais qui voit bien les coûts importants que cela générerait; des enfants dont les parents n'ont pas bénéficié d'études supérieures, pour qui le moindre frein revient à abandonner l'idée.
- On pourra alors penser instruire un seul des enfants : lequel on choisira? Les filles avant tout?.. Dans tous ces cas de figure, surtout s'ils se conjuguent à plusieurs, le choix sera douloureux. Le sacrifice élevé. Après tout, on est tous budgeté, les dépenses augmentent de partout... Des 3K\$ à 'investir pendant des années pour plusieurs enfants... Difficile!
- L'augmentation des frais de scolarité est un frein supplémentaire, une barrière impossible à contourner pour de nombreuses familles.
- Il ne faut pas oublier que le Québec a un rattrapage à faire en termes de diplômés universitaires si on se compare au reste du Canada, et même des États-Unis. Ce nécessaire rattrapage est avant tout celui à effectuer dans les mentalités. Et donc il est nécessaire de garder grandes ouvertes les portes des universités pour tous ceux qui pourraient y accéder. Les prêts & bourses, tant vantées par la rhétorique libérale, ce n'est que de la poudre aux yeux. On sait à quel point tous ces programmes d'appoint sont des courses à obstacles, et des trous financiers pour leur gestion. Le principal facteur de ralentissement est dans les frais de scolarité eux-mêmes.
- Chaque étudiant potentiel qui ne vient pas à l'université et le pourrait, cause un manque à gagner à notre collectivité qui d
- Paule Savignac - Abonnée, 3 avril 2012 18 h 46
De Louis.Marc.Bourdeau@gmail.com (suite du commentaire principal)
Chaque étudiant potentiel qui ne vient pas à l'université et le pourrait, cause un manque à gagner à notre collectivité qui dépasse de loin les frais de scolarité supplémentaire qu'il aurait à déboursier pour les donner aux universités en si grand manque de financement qu'on doit aller dans les poches des classes moyennes pour le combler. Cela seulement en impôts et taxes provenant d'un revenu en moyenne très supérieur du fait de ses études tout au long de sa vie active. Sans considérer les plus-values collectives non financières provenant d'une meilleure éducation, le bonheur collectif qui en découle pourrait-on dire. Voir le fichier qui détaille ces calculs: http://wikistat.polymtl.ca/tiki-download_file.php?
 - Jean Lapointe - Abonné, 3 avril 2012 10 h 04
Ce n'est pas qu'une question de sous. Ce texte révèle que le fait de poursuivre ou de ne pas poursuivre de longues études ce n'est pas qu'une question d'argent, comme semblent le penser les vulgaires comptables que nous avons au pouvoir à Québec. Conséquemment, un bon programme de prêts et bourses ne résoudrait pas tous les problèmes d'accession à l'université. y a bien d'autres facteurs qui empêchent bien des jeunes de poursuivre de longues études.
 - C'est à ça qu'il faudrait s'attaquer. Et on peut penser qu'une simple augmentation des droits de scolarité ne pourrait qu'aggraver la situation si on ne s'en préoccupe pas d'autout.
Michel Leclair - Abonnés, 3 avril 2012 10 h 13
La pensée complexe
Comment se fait-il que très peu de gens sont capable d'analyser un problème en le mettant dans un contexte global, pour ne pas dire systémique?
Regardons notre fiscalité dans son ensemble et il nous apparaitra que la gratuité des études est non seulement essentiel pour le bien sociale, mais aussi sans aucun impacte monétaire.
Michel Leclair
Dany Leblanc - Abonnés, 3 avril 2012 22 h 17
Oui, quand on instruit des jeunes, ils vont mieux contribuer à la société une fois les études complétées. Ils ont acquis des compétences indispensables dans le milieu du travail et seront de gros payeur d'impôt. À moins qu'on veuille revenir au peu d'instruction de la génération silencieuse.
 - Roland Berger - Abonnés, 3 avril 2012 11 h 05
Bravo, et encore bravo !
Ces confessions sont d'une vérité qui bouscule. Bravo d'avoir pris la peine de les livrer avec une belle candeur. Malheureusement, votre propos demeurera illisible pour les Charest et Beauchamp du PLQ.
Merci !
Roland Berger
Paul Verreault - Inscrit, 3 avril 2012 16 h 13
Témoignage
J'ai vécu exactement le contraire de vous, Monsieur Roberge, dans les années '67 à '73; j'ai eu faim, "fait du pouce" à -30 de Québec à Chicoutimi et de Chicoutimi à Québec (Même parfois j'étais en hypothermie quand un bon samaritain s'arrêta, je ne pouvais plus parler et l'automobilisme devait souvent m'aider à monter dans la voiture) et j'ai persévéré jusqu'à mon diplôme. Les années qui ont suivi furent un peu plus douce même si j'ai dû remboursé une dette de 10,000\$ (à peu près 40,000\$ de nos jours) pendant 7 ans. C'est pourquoi je porte fièrement le car-re rouge...
 - NickGP - Inscrit, 3 avril 2012 16 h 24
L'ironie de la chose
Il me fait bien rire de lire des commentaires dérisoires des étudiants dans tout nos médias. "Ils veulent vivre sur notre bras!". Pas que vos études à bas prix n'aient été sur "le bras" de leurs propres parents, ça ils ne peuvent le concevoir dans leur univers égo-centrique.
Non, le plus drôle là dedans, c'est que ces étudiants qui mettent leur session en péril, ce ne sont pas ceux qui seront forcés de la payer cette hausse. C'est ceux qui y seront dans 5 ans.
Ce combat n'en est pas un d'avarice. Cessez de projeté votre propre cupidité générationnelle sur nous.
 - Robert Dufresne - Inscrit, 5 avril 2012 21 h 00
Pas tres fort comme raisonnement mon cher monsieur.Vous comme les liberaux, vous ne comprenez absolument rien.Les jeunes le repetent assez souvent dans leurs discours ,ils parlent pour les jeunes qui vont les suivent en arriere,et non seulement juste pour eux.Ils ne sont pas aussi cupides que vous pouvez le penser.
Robert Dufresne.
Solange Bolduc - Abonnés, 3 avril 2012 21 h 05
Fameux témoignage, monsieur!
Jean Tremble - Inscrit, 3 avril 2012 23 h 16
Les études, ça donne quoi ?
Il y a deux ou trois semaines, je suis subitement devenu borgne... En deux ou trois jours, la rétine de mon oeil gauche s'est complètement affaissée. Du jour au lendemain, j'ai crains de devenir aveugle. Heureusement qu'il y avait trois gars relativement jeunes qui avaient fait de sérieuses études en ophtalmologie ; ils m'ont redonné la vue. C'est-là une science où il faut nécessairement concilier la compétence avec la jeunesse, car dans ce genre de microchirurgies la main ne doit pas trembler.
Or, si je prends en exemple les propos de ce diplômé en architecture, dans ma guérison je suis donc redevable aux parents de ces jeunes chirurgiens... car je ne crois pas un seul instant que l'on puisse avoir la sérénité nécessaire pour étudier dans une telle spécialité, si l'on vit dans la précarité et que l'on est rongé d'inquiétudes.
Ainsi, les études supérieures se doivent d'être gratuites ; c'est l'évidence même que la précarité matérielle de certaines classes de la société est un frein à la scolarisation.
D'ailleurs, en ce qui concerne l'accessibilité aux études supérieures au Québec, il faudrait relire Claude Escande, <<Les classes sociales au CEGEP>>, Montréal : Parti Pris (c1974), 278 p.
Alexandreuf - Inscrit, 4 avril 2012 18 h 31
"(...) car je ne crois pas un seul instant que l'on puisse avoir la sérénité nécessaire pour étudier dans une telle spécialité, si l'on vit dans la précarité et que l'on est rongé d'inquiétudes."
À mon avis, c'est une bien drôle de prémisse sur laquelle se baser. Les étudiants en médecine peuvent obtenir une marge de crédit allant jusqu'à 125 000\$ à faible taux d'intérêt. Je ne vois pas en quoi le fait d'avoir une marge à rembourser empêcherait les étudiants de réussir dans leurs études spécialisées. Vous croyez que ça cause un tel stress au point de les faire échouer? Allez...
Francois G - Inscrit, 5 avril 2012 09 h 52
Moi j'avais pas une cenne quand j'ai commencé en médecine, et je rembourserai ma dette sans problème. J'aurais pu payer bien plus et m'en tirer à bon compte.
Les ophtalmologistes font souvent des salaires au-dessus de 500 000 \$ par année, vous pouvez comprendre qu'ils sont loin d'être "rongés d'inquiétudes" comme vous dites.
 - Nelson - Inscrit, 3 avril 2012 23 h 29
Gaspiller les talents et l'intelligence des jeunes est imbécile.
Nous sommes tous perdants.
Les capitalistes les premiers, parce que les plus brillants diplômés travaillent pour eux...et les aident à faire plus de fric.
Pourtant la CAC, le PQ, QS et la base liberal sont pour ne pas laisser en arriere et gaspiller les jeunes brillants sans argent.

VOIR.CA / BLOGUE: Revendiquer l'histoire, par Marc-André Cyr – Mardi 03 avril 2012

J'appelle expérience un voyage au bout du possible de l'homme. Chacun peut ne pas faire ce voyage, mais, s'il le fait, cela suppose niées les auto-négation d'autres valeurs, d'autres autorités, l'expérience ayant l'existence positive devient elle-même positivement la valeur et l'autorité – Georges Bataille



Cette grève est historique. Jamais une grève étudiante n'a été aussi massive et turbulente. Après avoir courageusement confronté la violence des forces de l'ordre, la désinformation médiatique, les propos méprisants des chroniqueurs, le délire des étudiants réactionnaires, les injonctions des administrations et le paternalisme parfois pathétique de notre élite, les grévistes ont désormais la capacité de transformer, ne serait-ce qu'humblement, notre société.

Non seulement cette grève a le pouvoir de faire reculer le gouvernement sur la question des frais de scolarité, mais elle pourrait ébranler sérieusement le consensus néolibéral qui règne sans partage au Québec depuis trente ans.

Utopie critique

La révolte étudiante actuelle, dont les frontières ne se limitent aucunement à celles de la belle province, porte en elle une critique des dogmes sur lesquels repose notre société. Elle est chargée d'une part d'utopie, d'idéal. Par son bouillonnement d'idées et d'actions, elle questionne les formes de notre vivre-ensemble, notre conception de la connaissance, de la démocratie, de l'argent et de la loi.

Mais la conscience heureuse de notre société ne peut saisir cette critique. Il faut dire que notre époque n'en est pas une comme les autres : elle est la plus prétentieuse et satisfaite qui n'ait jamais existé. La « fin de l'histoire », concept un brin ridicule emprunté au sinistre économiste Francis Fukuyama, semble avoir été pris au sérieux par notre élite. L'horizon du possible est désormais fermé à double tour. Plus personne dans l'espace public ne remet en question les croyances qui donnent forme à la société marchande [1]. Idéologiquement, nous valsons entre trois déclinaisons d'une idéologie unique et plurielle: le néolibéralisme (dont les libertariens incarnent la frange la plus dégénérée), le social-libéralisme (que les nostalgiques appellent encore « social démocratie ») et le conservatisme (cette éternelle et indémodable idéologie réactionnaire).

Sauvegarder le statu quo

C'est pour cette raison que le message porté par cette grève ne peut être entendu sans être préalablement réduit à sa portion compatible avec les lois divines du marché. Les adversaires des étudiants misent d'ailleurs sur ce « manque de réalisme » afin de discréditer le mouvement. Un chroniqueur du *Journal de Montréal*, après avoir condamné les actions perturbatrices des grévistes, affirme que la solution se trouve dans une augmentation des frais des soins de santé. Un de ses éminents collègues ajoute simplement que le mouvement ne revendique pas de changement, mais bien « le beurre et l'argent du beurre, comme leurs parents » et qu'il « faut augmenter » les frais graduellement. Dans la même veine, un populaire animateur de radio affirme que l'on doit ignorer ces « indigents cérébraux » qui ne font que « protéger leur privilège » et que la solution se trouve dans une modulation des frais en « fonction des savoirs » [2].

À la rescousse de son parti, un autre chroniqueur objectif soutient, cette fois-ci dans les pages du journal *La Presse*, que

« Si l'idée d'une négociation n'est pas réaliste, c'est parce que le mouvement étudiant est relativement informe, que le mandat de ses leaders n'est pas clair, que la contestation a été récupérée par les éléments les plus radicaux, dont l'objectif avoué est la gratuité. Très difficile de négocier » [3].

Commentaires

- 3 avril 2012 · 11h00 **Josée Legault - Voix publique**
Bonjour. Simplement un modeste rappel qu'il n'y a pas unanimité chez les chroniqueurs...
<http://voir.ca/chroniques/voix-publique/2012/03/21/vous-avez-dit-equite-intergenerationnelle/>
- 3 avril 2012 · 15h57 **Benoit Dupuis**
Heureusement qu'il a les médias sociaux et les journaux avec des chroniqueurs éclairés tel que vous, parce qu'à la télé... Attention, je ne dis pas que les chefs d'antennes doivent prendre position, mais j'aimerais bien des débats ou la gauche soit représentée équitablement. Ou sont les intellectuels?
- 3 avril 2012 · 11h53 **Marc-André Cyr**
Heureusement, il n'y a pas unanimité, mais je dirais qu'il y a consensus, non ? Comme je le dis souvent à Jean Barde: vous êtes l'incarnation d'une nuance.
- 3 avril 2012 · 13h10 **Josée Legault - Voix publique**
Il y a consensus, c'est certain...
Et il est vrai que les «nuances» sont en voie de devenir un luxe là où la nature de la bête appelle des positions de plus en plus sensa-

tionner un ralentissement des hausses des droits de scolarité avec des gens qui veulent les baisser! » [3]

Plusieurs chroniqueurs, pourtant sympathiques à la grève, participent également

à ce rétrécissement de la vue. Marie-Andrée Chouinard du *Devoir*, après avoir rappelé les différentes manières réalistes d'augmenter les frais, affirme que le gouvernement et le mouvement étudiant doivent faire des concessions [4]. Patrick Lagacé, qui conseille aux manifestants de s'asseoir devant les policiers, de ne pas faire de grimaces devant les caméras (il paraît que c'est malpoli), de réprimer l'action directe et le port du masque, affirme, comme si ce n'était pas assez

« [...] fichez-nous la paix avec la gratuité à la scandinave, ça n'arrivera pas. Cherchez la solution mitoyenne. Une hausse graduelle, calquée sur l'inflation, par exemple. Soyez pragmatiques. Soyez le camp qui proposera un compromis » [5].

Défier la raison instrumentale

La position de notre élite oscille entre l'augmentation des frais de scolarité telle que proposée par le gouvernement et une « autre » forme d'augmentation, graduelle et moins draconienne. S'il n'y a pas unanimité sur les modalités, il y a par contre consensus sur la direction que doit prendre le mouvement étudiant, soit celle du compromis. Autrement dit, non seulement le mouvement étudiant devrait renoncer à la gratuité, au réinvestissement dans les services publics, à la démocratisation des institutions d'enseignement et à la critique de la marchandisation de l'éducation, qui sont tous des éléments qui l'ont poussé à la rue, mais il devrait également renoncer à la revendication centrale au déclenchement de la grève – le gel des frais de scolarité – avant même que ne s'amorcent les négociations!

L'événement de la grève, si les étudiantes et les étudiants le prolongent avec le même courage qu'ils démontrent depuis plus d'un mois, pourrait se transfigurer, telle que l'entend Georges Bataille, en « expérience ».

Cette expérience est à la fois la négation et l'affirmation radicale de valeur et d'autorité. Elle revendique une reconnaissance mutuelle qui n'est pas soumise à l'accumulation ou à la possession d'argent. La valeur qu'elle défend, c'est celle de la dignité. Quant à la légitimité de son autorité, par delà le droit et le parlementarisme, elle se fonde sur le pouvoir des assemblées et de la démocratie directe.

Il y a là tout un monde de possibles, les fragments d'une nouvelle trajectoire historique. Reste à voir si notre société réussira à diluer cette expérience collective et cette critique radicale en une formule comptable conforme à la rationalité instrumentale qui est la sienne.

Notes:

[1] Ceux ou celles qui en doutent n'ont qu'à faire le test : affirmez à vos proches que vous êtes contre le travail, la marchandise ou l'État, vous verrez dans leurs yeux écarquillés à quel point ces concepts sont considérés éternels et naturels.

[2] Cœurs sensibles s'abstenir, ces propos sont ceux, dans l'ordre : d'Éric Duhaime (4 mars), de Richard Martineau (27 mars et 2 avril) et de Normand Lester (17 février).

[3] Alain Dubuc, *La Presse*, 23 mars.

[4] *Le Devoir*, 29 mars.

[5] *La Presse*, le 9 mars.

tionnalistes pour faire un « bon show », comme on dit...

Il reste que sur cette question des droits de scolarité, la position que je défends, entre autre, dans cette chronique, est opposée à la hausse. Et ce, au nom de la protection d'une équité intergénérationnelle qui, bientôt, n'aura d'« équité » que le nom. En éducation, en santé, etc...

L'éducation n'est pas un « bien » qui se vend ou s'achète. Ce n'est pas une marchandise. Ce n'est pas, non plus, un « investissement » individuel, mais un investissement collectif. C'est pourquoi il importe d'en préserver l'accès sans égard aux revenus des étudiants et/ou de leurs parents.

C'est sur ce principe que porte le véritable débat, pas sur la « juste part » exigée, paradoxalement, de manière aussi injuste...

• 3 avril 2012 · 13h25 **Anouk M.Renaud**

Merci, ça fait du bien.

- Une étudiante radicale tannée de vivre dans un non-lieu historique.

• 3 avril 2012 · 14h21 **Claude Perrier**

Hum... très intéressant tout ça... mais, si on commençait d'abord par le commencement? En d'autres mots, par cette obligation morale et démocratique que tous les établissements

dont les étudiants sont actuellement privés de cours tiennent des votes secrets, vraiment secrets, bien supervisés et sans le moindre petit relent d'intimidation dans les parages.

Afin de déterminer quel pourcentage est pour le boycott, et combien se prononceraient contre (pour une variété de raisons) si on leur en donnait enfin l'occasion.

Parce qu'à l'heure actuelle les droits de plusieurs se trouvent piétinés. Et les droits de ceux-ci valent tout autant que les droits des autres, il me semble. Et si ces autres qui préfèrent aller marcher avec des pancartes en criant des slogans décident de continuer à sortir par les rues, eh bien qu'ils continuent.

Et laissent aller à leurs cours celles et ceux qui veulent plutôt aller à leurs cours.

Que chacun soit libre d'agir comme il l'entend, sans imposer aux autres quoi que ce soit.

Donc, premier pas important relativement à l'équité, à la justice sociale: des votes secrets démocratiques. Autrement, le mouvement actuel n'a aucune crédibilité et est même passablement suspect.

3 avril 2012 · 15h52 **Benoit Dupuis**

- Ce qui est suspect c'est la place qu'occupe l'argumentaire de droite sur l'espace médiatique, c.-à-d. pratiquement tout l'espace, sauf dans les publications de gauche. Pas de véritable débat de fond sur la question de l'accès, sur les couts de la gratuité scolaire, pas d'invitation d'entrevues télédiffusées aux auteurs des études de l'IREC et de L'IRIS, pas de véritable débat de société en dehors des médias sociaux. Contrôlez l'information et vous contrôlez la population.
- o 3 avril 2012 · 23h29 **Sacha Desautels**
Non, mais, si on pourrait agir chacun-e comme bon nous semble, il n'y aurait pas de grève actuellement. Celles et ceux qui voudraient payer pour aller à l'université payeraient et celles et ceux qui voudraient la gratuité ne verseraient pas une cenne. Mais, bien sûr, l'idéologie du laisser-faire individualiste est à géométrie variable, car elle ne sert qu'à défendre les privilèges. Car, celles et ceux qui sont aujourd'hui pour la hausse seraient les premier-e-s à revendiquer de ne rien payer, comme les autres, si on leur donnerait le choix. Mais aucune société ne tiendrait debout si on appliquerait une telle absurdité.
 - 3 avril 2012 · 16h10 **Benoit Dupuis**
Merci M. Cyr pour ce billet d'une lucidité exemplaire, ce qui n'est malheureusement pas la norme par les temps qui cours. Et bien que cette génération enthousiaste, dynamique et enfin politisée représente l'espoir d'une société plus juste en dehors des schèmes de pensées habituels du conservatisme et du néo-libéralisme, j'ai bien peur que cette grève se fasse écraser par le juridique, instrument privilégié de l'état allant main dans la main avec le politique et la répression. On le voit déjà en regard de 2 jugements rendus depuis peu à l'encontre des étudiants. Nous n'avons pas fini de nous indigner, ça ne fait que commencer. Quand la classe moyenne aura disparue, peut-être comprendront-ils ces supporteurs de Gendron et compagnie. D'ici là, supportons avec flegme les sophismes de la classe politique dirigeante.
 - 3 avril 2012 · 17h04 **Jean-Félix Chénier**
Très bon billet. Petite correction, il me semble que Fukuyama est historien. Petit commentaire (qui est en fait une inquiétude): j'ai peur que cette extraordinaire manifestation - historique, je suis d'accord - débouche sur une défaite amère. Après avoir abandonné l'exercice du droit de vote, les jeunes pourraient être désabusés du pouvoir de la rue s'ils perdent sur toute la ligne... C'est pourquoi je propose qu'ils ouvrent la négociation avec le gouvernement. Pas pour abandonner leur vision, mais pour faire perdre la face à ce gouvernement qui s'entête. Si le mouvement étudiant est capable de démontrer qu'il veut négocier, il force le gouvernement à ouvrir le jeu. Sinon, cette grève historique fonce dans le mur de l'indifférence et du mépris. Le pourrissement de la situation sert qui? Et puis, s'ils réussissent à diminuer les ardeurs du gouvernement, leur combat n'est pas fini, mais il démontre que c'est possible de faire plier la pire des intransigeances. Et ce combat se transpose ensuite dans les urnes, qu'il faut réapprendre à utiliser. Tout ne se gagne pas dans la rue...
 - 3 avril 2012 · 20h21 **Marc-André Cyr**
M.Chénier, les étudiant-e-s, d'après moi, ont présentement tout en leurs mains pour gagner, dans la mesure où ils tiennent, bien entendu. Ils doivent aller jusqu'au bout!
 - 3 avril 2012 · 21h23 **Simon Leduc**
Heureux de lire une telle critique du discours dominant. Plier plier: c'est la voix du réel qui nous parle.
Continue ton travail indispensable Marc-André! C'est notre avenir qui le demande!
3 avril 2012 · 22h40 **Antoine**
Le Québec valse dans le néolibéralisme uhh? Mal lu ou mal compris?!
3 avril 2012 · 23h10 **Alain**
Toute la crédibilité de l'auteur s'est envolée dès que j'ai lu les mots « la violence des forces de l'ordre ». Mais bon, en quelque part, j'admire sa naïveté...
4 avril 2012 · 09h46 **le calinours bienveillant**
ah oui? pourquoi, alain?
4 avril 2012 · 06h01 **Pierre Cossette**
À tous ces ténors suggérons à leurs patrons de diminuer leurs émoluments de trois pour cent pendant les 5 prochaines années juste pour voir comment ils vont aimer la médecine de cheval qu'ils veulent imposer aux autres.
4 avril 2012 · 08h59 **François Genest**
Lundi dernier au Faculty Club de McGill, la féministe Judy Rebeck lançait un appel aux professeurs et (j'estime) aux intellectuels en général : le moment est historique, le néolibéralisme tire à sa fin, il est temps de choisir votre camp. On peut entendre l'intégrale de son allocution, d'une durée de 1h28 ici : <http://chirb.it/c90hex> Faites le bon choix!
Marc-André Cyr l'a déjà fait. 😊
4 avril 2012 · 09h11 **Marc-André Cyr**
M. Alain,
après l'escouade GAMMA, les grenades assourdissantes, qui ont crêvé un oeil et faits plusieurs blessés, l'abus des gaz et du poivre pour réprimer des manifestations légitimes, après la répression d'une vigile silencieuse, le matraquage des lignes de piquetages (tout ces faits sont dans mes autres articles, si vous voulez bien vous donner la peine de les lire), je crois que c'est plutôt à vous de démontrer votre « crédibilité » et de nous démontrer que la police fait bien son travail.
4 avril 2012 · 09h22 **Marc-André Cyr**
M. Antoine,
Après le déficit zéro, les coupures systématiques dans les programmes sociaux et en éducation, les nombreuses délocalisations, l'AMI, l'ALÉNA, La ZLÉA, l'alignement de tout ce qui est social vers une plus grande marchandisation, l'interdiction pratiquement systématique des grèves, et ce, de la part du PQ et du PLQ depuis trente ans... Je crois effectivement qu'on peut parler de consensus néolibéral.
Si vous êtes un lecteur des libertariens, vous direz sans doute que l'État intervient énormément toujours et encore dans l'économie comme dans la société. Cela est vrai. Seulement, il ne faut pas confondre « État » et « gauche ». L'État est plus présent que jamais, mais c'est parce qu'il est indispensable au soutien de l'accumulation de profit, ce qui n'a rien à voir avec la « gauche » ou le « socialisme », même si cela permet à la droite de nous le faire croire et de pousser son agenda politique.
Bonne journée
4 avril 2012 · 12h48 **Alain**
Pourquoi faites-vous abstraction des petits baveux qui ne cessent de défier et insulter les forces de l'ordre (des tonnes de vidéos pour le prouver sur Youtube) lors des manifestations? Faire le con, ça a des conséquences.
4 avril 2012 · 12h58 **Alain**
En passant, à propos de la « déinformation médiatique »... Journeux ne semble réaliser que chaque jour apporte son lot d'incongruités autant de la part des étudiants que des supposées « sommités » (je pense aux « fameux » chercheurs de l'IRIS) qui les appuient. Bien dommage à dire, mais ce mouvement est basé sur les demi-vérités, les raccourcis et la pensée magique, des méthodes fort efficaces pour endormir une masse naïve, peu informée et inexpérimentée.
4 avril 2012 · 13h23 **le calinours bienveillant**
alain! toi qui est informé et expérimenté, peux-tu donner des exemples d' « incongruités » provenant de l'iris stp?
4 avril 2012 · 21h43 **Achille**
Incongruités? Vous parlez du gouvernement sans doute. Au nom de quel principe le gouvernement peut-il prétendre réécrire 40 ans d'histoire et en faire porter le coût à la présente génération aux études et à celles qui suivront? Nous avons, les vieux, voté pendant 40 ans pour des gouvernements qui ont gelé les frais de scolarité et nous en avons bénéficié sans remords sachant qu'une fois sur le marché du travail nous rembourserions les coûts bien des fois. Nous avons collectivement fait le choix depuis 40 ans de donner à nos jeunes un système où l'éducation était accessible pour tous. Vous pouvez ne pas être d'accord, cela n'a aucune importance, le choix il était collectif. Rien ne permet de faire maintenant un rattrapage de 40 ans sur le dos de la présente génération étudiante. C'est se défilier de nos responsabilités collective, c'est voler nos enfants. La position du gouvernement est immorale!
La seule proposition moralement justifiable, c'est une indexation au coût de la vie selon l'indice de la RRQ à partir de maintenant. Toute proposition de hausse supérieure est irrecevable et inacceptable. La présente génération d'étudiants ne verra pas augmenter de 75% ses revenus d'emplois d'été d'ici 5 ans. Il n'y a aucune logique et aucune justice dans la proposition du gouvernement.
Ce gouvernement nous déshonore et se comporte en vulgaire voleur et bandit.
4 avril 2012 · 16h16 **Darkendier**
Oui, oui et oui... Oui nous sommes nombreux à penser que les étudiants sont menés par une bande de Che Gevara du 450 qui sifflent la bière de papa en préparant le grand soir en exigeant de mamans des pizza-pochette pour les camarades Tanguy. Font chier leurs vieux parce qu'ils ont mal digéré les 3 livres qu'ils ont lus dans des cours donnés par des petits branleurs dans ton genre. Mais, en vérité, tout ceci n'aura pas vraiment d'importance, parceque les contribuables en ont rien à cirer de l'internationale des brailleurs...
4 avril 2012 · 16h52 **Pat**
Premièrement, « Jamais une grève étudiante n'a été aussi massive et turbulente. « ... peut-on préciser... AU QUEBEC svp? Deuxièmement, question fondamentale. L'accès à l'éducation universitaire est-elle un droit?
4 avril 2012 · 22h34 **Réac**
Les gentils progressistes et les méchants réactionnaires...
Tiens. Je suis surpris.
Vous devriez avoir un peu honte, un grand garçon comme vous, de faire ce genre de terrorisme intellectuel; être réactionnaire ou conservateur n'est point un crime et de nombreux génies universels étaient résolu-

ment conservateurs ou en tout cas anti-progressistes.

Vous devriez relire Aristote et plus particulièrement la notion de tempérance, de respect des opinions contraires (pour peu qu'elles soient cohérentes, certes) et la nécessité d'avoir un éthos de la discussion.

La bigoterie, quelle drame.

- 5 avril 2012 · 10h08 **jean-claude bourbonnais**

Cette facilité que nous avons de passer du général au particulier le coeur et la tête légères, ça me scie. Achille me met du « Nous » en pleine face alors que j'ai jamais voté pour « son » genre de gouvernement. Monsieur Cyr nous annonce une révolution votée par 20% des étudiants universitaires. Je ne connais aucune révolution digne de ce nom qui ait été votée à main levée dans une école de Haut Savoie. Les vrais révoltes sont spontanées, justement parce qu'imprévisibles et longtemps couvées sous la braise, elle émanent du peuple, parmi les moins éduqués, donc les plus exploités souvent par des tyrans archi-diplômés dans des universités « étrangères » et je n'en connais

aucune de ces révolutions qui se soit faite spécifiquement contre l'argent. Contre ses pouvoirs, oui, mais contre l'argent lui-même... Vous êtes contre l'argent, vous, monsieur Cyr??

Or, de quoi est-il question, dans cette grève, dans le fond des fonds, et presque exclusivement, depuis une semaine. L'argent, viande à chien, l'argent...

- 6 avril 2012 · 07h54 **Alain**

Ce qui me fait le plus rire ce matin, c'est que les étudiants pleurnichent à l'endettement à la fin de leurs études alors qu'ils feront la queue pour s'endetter afin de s'acheter une maison et une voiture de l'année. Qu'est-ce que quelques milliers de dollars de plus sur une dette globale de 100 000\$, 150 000\$, 200 000\$? Rien. Et je le répète : 75% de pas grand chose, ça reste pas grand chose. Aussi, ça me fait rire qu'on tente de dénaturer l'objectif des études supérieures. On essaie de leur prêter des intentions nobles alors que tout ce qui intéresse un étudiant, c'est de trouver un travail qu'il aimera dans son domaine et si possible faire la piasse chemin faisant. La marchandisation de l'éducation,

ce n'est pas nouveau, c'est même nécessaire si on ne veut se ramasser avec une bande d'incompétents sur le marché du travail.

- avril 2012 · 07h55 **Alain**

Ce qui me fait le plus rire ce matin, c'est que les étudiants pleurnichent à l'endettement à la fin de leurs études alors qu'ils feront la queue pour s'endetter afin de s'acheter une maison et une voiture de l'année. Qu'est-ce que quelques milliers de dollars de plus sur une dette globale de 100 000\$, 150 000\$, 200 000\$? Rien. Et je le répète : 75% de pas grand chose, ça reste pas grand chose. Aussi, ça me fait rire qu'on tente de dénaturer l'objectif des études supérieures. On essaie de leur prêter des intentions nobles alors que tout ce qui intéresse un étudiant, c'est de trouver un travail qu'il aimera dans son domaine et si possible faire la piasse chemin faisant. La marchandisation de l'éducation, ce n'est pas nouveau, c'est même nécessaire si on ne veut pas se retrouver avec une bande d'incompétents sur le marché du travail.

LA TRIBUNE: Basta. Ça suffit. Ça fera, par Véronique Grenier, Professeure de philosophie Cégep de Sherbrooke, Membre d'Estrie contre la hausse - Publié le lundi 02 avril 2012 à 09h38



Archives La Tribune, Claude Poulin

Le gouvernement libéral doit dialoguer avec les étudiants.

Et il doit notamment le faire parce qu'actuellement, il est loin d'être à la hauteur du modèle ou de l'exemple auquel nous sommes en droit de nous attendre dans une démocratie digne de ce nom. L'exemple qu'il nous donne est celui de la rigidité, de la fermeture, de l'orgueil mal placé, du mépris, voire même de la condescendance.

Il fait dans la basse politique, celle qui se réduit aux rapports de force alors qu'il a, devant lui, une masse enthousiaste qui cherche à faire vivre le politique, cet espace que les citoyens ont en commun et à travers duquel ils ressentent que leur vivre-ensemble n'est pas qu'une question

de gestion, d'organisation et de rapports froids, mais bien un tout qui cherche une cohérence et une vision, un projet de société qui les portera.

Devant cette volonté de vouloir ce qui est le mieux, collectivement, il serait intéressant que le gouvernement cherche à rassembler plutôt qu'à opposer. J'imagine - et c'est le plus indécent - qu'il sait trop bien ce qui est exigé des étudiants, en ce moment. Il attend, patiemment, l'implosion. Cette stratégie a de quoi donner la nausée. Par son mutisme, il leur dit, en fait, « Débrouillez-vous! ». Il les regarde se scinder, se diviser, se radicaliser. Même s'il condamne la violence qui, parfois, est utilisée dans l'un des camps, il la laisse tout de même se produire. Et encore plus grave, il en est le premier utilisateur. Le silence est l'une des pires violences qui soit. En effet, ne pas répondre à l'autre, l'ignorer, refuser de voir en lui un interlocuteur, c'est ne pas reconnaître la personne qu'il est, c'est - au plus fort - le réduire dans son humanité. Et en ce moment, c'est l'humanité de 300 000 personnes, au minimum, que le gouvernement ne considère pas. Et c'est « légèrement » désagréable.

Mais on peut tout de même le remercier pour quelque chose, le gouvernement. Grâce à son indifférence, tout autour de lui, les gens, eux, dialoguent, discutent, se confrontent, forment leur opinion, cherchent de l'information, essaient de comprendre ces enjeux complexes. La vie citoyenne s'active. Le gouvernement refuse de prendre part à cet exercice de pensée collective qui se déploie. Peut-être n'est-ce pas son rôle, de penser... pourtant, j'aurais cru. Du moins, j'aurais apprécié.

Voilà. Je crois que le gouvernement a suffisamment insulté l'intelligence qui s'est mise en oeuvre pour lui signifier son désaccord. Il sera difficile de reprocher aux étudiants et à tous ceux qui les appuient et qui travaillent avec et pour eux, de ne pas avoir multiplié les efforts d'originalité et de créativité pour que l'oreille gouvernementale se tende et que la bouche qui lui est associée s'ouvre, enfin, pour dire : « Venez, on va se parler. Pour de vrai. »

LE DEVOIR: Lettres - Une juste part, par Jean-Maurice Hamel - Québec, le 29 mars 2012 - Lundi 2 avril 2012

Alors que le gouvernement refuse toujours de négocier et demande aux étudiants de faire leur juste part, le milieu universitaire, largement financé par l'État, donc par nous tous, se terre dans le silence ou presque.

Pourtant, au nombre des arguments des étudiants en grève se trouve une gestion universitaire déficiente: des projets immobiliers démesurés, des

gestionnaires et l'ensemble du personnel universitaire qui jouissent de conditions de travail et de retraite exceptionnelles, des privilèges qui subsistent. Bref, la juste part réclamée aux étudiants et à leurs parents a-t-elle son corollaire pour les universités?

Vos réactions

- André Fournier - Abonné, 2 avril 2012 07 h 01

Juste part?

Vous avez absolument raison. Ces profs et gestionnaires qui osent faire de bons salaires!!! Le gouvernement québécois se doit de proposer et de passer un projet de loi qui obligerait les profs universitaires et les gestionnaires à travailler pour rien, bénévolement! Tant qu'à y être, allons-y pour les enseignants du primaire et du secondaire! On leur fait une faveur en les laissant entrer

dans nos écoles et jouir de la présence de nos enfants!

- hyde - Abonné, 2 avril 2012 15 h 35

Oh la démagogie de bas étage!

On parle d'administrateurs qui se donnent eux-même des augmentations de salaire de 100 000\$, alors qu'ils font déjà des salaires 100 000\$. On parle d'administrateur qui se font remettre des 75 000\$ à leur renvoi. On parle d'administrateurs qui se font payer de luxueux condos à même les fonds de l'université.

On ne critique pas qu'ils font de bons salaires, car ils ne font pas que de bons salaires: Ils abusent!

Et leurs abus, ainsi que leur incompétence dans la gestion immobilière se font au frais des étudiants qui ne peuvent faire autrement que vivre à crédit pour payer leurs études.

- Jean Bourgeois - Inscrit, 2 avril 2012 07 h 17

Quand on se sert d'un argument

il ne faut pas ignorer ceux du gouvernement. Quelle est l'augmentation moyen du coût de la vie depuis 30 ans? Admettons 2% annuel-

- lement. Donc, 2% composé annuellement sur 30 ans, cela doit bien friser les 75%. Alors, que les étudiants payent leurs parts, le reste n'étant que digression.
- awassos – Abonnée, 2 avril 2012 10 h 03
«Les émoluments des quatre autres plus hauts dirigeants de Bell ont quant à eux connu des progressions oscillant entre 76 % et 107 % sur un an. Siim Vanaselja, chef des affaires financières et seul du groupe à habiter Montréal, a vu sa rémunération passer de 1,69 million de dollars en 2010 à 3,05 millions en 2011.»
Le reste n'étant que digression.
- Sylvain Auclair – Abonné, 2 avril 2012 10 h 45
Pourquoi 30 ans? La dernière augmentation date... de cette année (500\$ par année depuis 2007).
Il faut se rappeler que le gel établi en 68 et qui a pris fin en 1990 était une mesure instaurée suite au rapport Parent, et devait mener à terme à la gratuité universitaire. Contrairement à ce que vous laissez entendre, on n'a pas «oublié» d'augmenter les frais, on les a sciemment gelés.
Par contre, si vous parlez d'inflation et tenez tant à la suivre, pourquoi ne proposez-vous pas plutôt d'indexer les paiements d'assistance sociale? Pleinement indexés depuis 1969, époque à laquelle le taux mensuel était de 217\$, ils devraient être aujourd'hui plus de 1300\$ par mois, au lieu de 574\$...
- Sylvain Auclair – Abonné, 2 avril 2012 11 h 26
Petite erreur. La hausse qui prenait fin cette année était de 100\$ par année pour un total de 500.
- michel lebel – Inscrit, 2 avril 2012 07 h 26
Un débat plutôt oiseux!
Toute discussion sur la juste part est une discussion sans fin! Un débat oiseux, qui ne mène nulle part. En ce bas monde, la juste part n'existe tout simplement pas. La notion demeurera toujours pour le moins très approximative!
- Johanne Lavallée Bernard Dupuis – Abonné, 2 avril 2012 09 h 59
Cela fait vraiment étrange de lire un commentaire comme celui-là. En effet, ce n'est pas parce que toute discussion sur la juste part est difficile et complexe qu'il s'agit d'un «débat oiseux, qui ne mène nulle part». Au contraire, ce débat est au coeur de toute question politique.
C'est d'ailleurs le seul argument d'ordre politique que l'actuel gouvernement a utilisé jusqu'à maintenant. Le débat paraît interminable justement parce que bizarrement ce même gouvernement refuse d'en discuter. S'il osait vraiment en débattre, il ne serait pas confiné à sa cage de fer de bureaucratie comptable qui ne mène qu'au désordre et à l'affrontement conflictuel.
Si ce gouvernement osait discuter de la juste part des gens de la petite classe moyenne aussi bien que celle des autres classes de la société, il aurait probablement déjà trouvé une solution équitable mettant fin à cet interminable désordre social auquel nous assistons depuis plus d'un mois.
Ce désordre coûte cher aux institutions d'enseignement, au gouvernement et aux commerces, mais n'oublions pas surtout qu'il coûtera très cher aux étudiants et à toute la société québécoise.
Vivement M. Charest, enclenchez un véritable débat de fond sur la «juste part» de toutes les classes sociales au Québec.
Bernard Dupuis, Berthierville
- SNost – Abonné, 2 avril 2012 12 h 47
Le débat est nécessaire, mais avec toute la société, pas seulement entre les partis intéressés : étudiants et personnel du milieu de l'éducation.
- Jean-Pierre Grisé – Abonné, 2 avril 2012 17 h 05
Tout a fait d accord avec Bernard Dupuis.Me.Lebel est vraiment un privilegie car en toute chose il possede la verite avec un grand V..... J-P.Grise abonne
- Jean_Yves – Abonné, 2 avril 2012 08 h 39
Voilà la bonne question !
D'autant plus qu'a l'échelle internationale le Québec se classe deuxième dans la part de sa richesse qu'il consacre a l'éducation.
1.9 fois son PIB par habitant pour le Québec comparé a 1.4 fois pour la moyenne des pays de l'OCDE pour l'enseignement universitaire !
En Parité au Pouvoir d'Achat c'est presque le double de la moyenne de l'OCDE.
La première cause de cette position, pas vraiment enviable pour qui se souci d'accessibilité et d'équité, est le confort soyeux dans lequel baigne le personnel de nos universités.
Et on comprend les importantes ressources que consacrent les syndicats qui y règnent pour manipuler les étudiants pour éviter qu'ils ne fassent l'équation qu'il y a entre ce confort soyeux et le coût des études...
- awassos – Abonnée, 2 avril 2012 09 h 53
Encore une tentative d'infantiliser les étudiants : «syndicats qui y règnent pour manipuler les étudiants». Comme si les étudiants universitaires étaient incapables d'analyse sociales et politiques.
Votre objectif dans ce processus d'infantilisation, c'est le dénigrement gratuit des étudiants. Bien évidemment cette infantilisation ne concerne que les étudiants qui ont voté pour la grève, les autres seraient d'emblée, selon vous, éclairer par la vérité...
C'est d'autant plus amusant que les quelques pro-augmentation donnent comme justification à la hausse la nécessité de mieux payer les enseignants afin d'avoir une université de qualité, disent-ils.
- Sylvain Auclair – Abonné, 2 avril 2012 11 h 05
Je ne comprends pas. Les Québécois consacraient à l'éducation universitaire le double de la production totale?
Vous vous êtes sans doute mal exprimé.
- Jean_Yves – Abonné, 2 avril 2012 13 h 01
@ Sylvain, «en Parité au Pouvoir d'Achat», le PPA est une méthode utilisée ici pour comparer la valeur des services dans différents pays qui ne partagent pas la même monnaie et avoir un indicateur plus stable et plus signifiant que le simple taux de change sur les marchés financiers. C'est la méthode la plus largement utilisée en comparaison internationale.
Allez au lien qui suit en annexe 2 (page 10),
-Dans l'ensemble des pays de l'OCDE le coût exprimé en PPA d'une année d'étude universitaire : 13,988\$
-Moyenne ajustée, excluant certains pays pour cause de trop grande différence de richesse, (Mexique, Pologne, Hongrie, République tchèque, République slovaque, Turquie et Grèce) : 15,838\$
-Le coût au Québec : 26,136\$
<http://www.mels.gouv.qc.ca/stat/Bulletin/bulletin>
....
@ Awassos, il s'agit surtout d'instrumentalisés les étudiants.
- Bien sur en extra on donne une super visibilité à sa marque de commerce, au même titre que Mcdo rêve de la faire dans les maternelles et les autobus scolaires...
Sylvain Auclair – Abonné, 2 avril 2012 14 h 52
Ce n'était pas clair. Selon vos données, le coût d'une année universitaire coûte au Québec 75% du PIB per capita, alors que la moyenne ajustée de l'OCDE, c'est 40%. C'est difficile à avaler, mais je cherche encore ce que vous vouliez dire par: «1.9 fois son PIB par habitant pour le Québec comparé a 1.4 fois pour la moyenne des pays de l'OCDE pour l'enseignement universitaire !»
Jean_Yves – Abonné, 2 avril 2012 23 h 36
Vous avez raison Sylvain, il y a erreur, les chiffres que j'ai écrit ne se rapportent pas au PIB par habitant (ce qu'on retrouve comme indicateur au sujet des salaires dans un autre document avec aussi 1.9 comme valeur) mais bien de pourcentage du PIB. (page 9 du document plus haut ici).
Je prends donc.
1,3% du PIB en moyenne dans les pays de l'OCDE consacré aux universités en 2004.
1.4% du PIB des pays de l'OCDE en excluant certains pays moins riches.
Au Québec c'est 1.9% du PIB qui y était consacré en 2004...
On fait donc un effort considérable en éducation, nettement au-dessus des autres pays. Et particulièrement aux universités.
La chose indique que l'on réserve un traitement très généreux au personnel de ces institutions.
Samuel Pothier – Inscrit, 2 avril 2012 09 h 58
Société éborgnée
En éducation comme en santé, la «juste part» du financement provient des impôts. Cette tutelle par l'État doit permettre un accès universel aux services que ces institutions dispensent.
En augmentant les frais de scolarité (voir même en imposant des frais tout simplement) l'accès à l'université se voit compromise pour certains. Cette institution est pourtant cruciale dans la transmission du savoir, de la connaissance et de la pensée critique.
Son mandat est dilué, perverti à la même occasion pour devenir celui de former une main d'oeuvre égoïste cherchant à accroître son pécule et son pouvoir d'achat. Les dettes contractées à cet égard font d'ailleurs office de mesure disciplinaire, visant à diriger l'étudiant vers des domaines dits «rentables».
Sous le couvert de la «juste part» se cache une attaque en règle contre la mission fondamentale de l'université afin de l'atteler définitivement aux besoins d'un marché vorace, anthropophage, porteur d'une destruction sociale et écologique inégalable.
Gabriel Danis – Abonné, 2 avril 2012 10 h 40
@M. Bourgeois
Votre commentaire condescendant cache mal votre méconnaissance du dossier. les frais de scolarité ont augmenté à quelques reprises depuis 1968. En fait, les frais sont dégelés depuis 2007, à raison d'une augmentation de 100 \$ par année. (500 \$ d'augmentation pour la période 2007-2012). Vous oubliez aussi l'explosion des frais afférents, inexistants en 1968, qui s'élèvent à près de 1000 \$ en moyenne.
En évitant de tourner les coins ronds, on constate que les étudiants d'aujourd'hui paieront une facture globale (en dollars constants) plus élevé que leurs aînés qui les trai-

- tent de bébés gâtés. À ce compte, j'aimerais aussi faire ma juste part et payer le ratio de RRQ imposé de 1968 à 1986, à savoir 3,6 % ! Notons qu'un jeune qui débute paiera près de 11 % de son salaire en RRQ et ce toute sa vie active...on repassera pour l'équité intergénérationnelle et les discours mal informés, méprisants et paternalistes...
- Sylvain Auclair – Abonné, 2 avril 2012 11 h 33
Bravo!
- S'Nost – Abonné, 2 avril 2012 12 h 50
Assurer l'équité intergénérationnelle est déjà devenu impossible, parce que personne n'a réagi auparavant. Mais ceci ne veut pas dire qu'il ne faut pas réagir...
- Fernand Lavigne – Inscrit, 2 avril 2012 17 h 45
@ M. Danis, vous dites "En évitant de tourner les coins ronds, on constate que les étudiants d'aujourd'hui paieront une facture globale (en dollars constants) plus élevé que leurs aînés qui les traitent de bébés gâtés"
Pourriez-vous SVP. donner vos sources d'informations pour confirmer ce que vous avancez?
Fernand Lavigne
- Paul Gagnon – Inscrit, 2 avril 2012 11 h 09
N'oublions pas que...
Et dans cette discussion, n'oublions pas que nous finançons plusieurs universités anglophones de façon fortement disproportionnée au pourcentage de la population correspondante, soit selon André Braën, professeur à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa (dans cette édition du Devoir), «quelque 8 % de la population québécoise, répartie inégalement sur le territoire, est de langue maternelle anglaise». De plus ces universités forment beaucoup d'étudiants qui par la suite s'en vont travailler à l'extérieur du Québec, d'où ils sont souvent issus. Ce fait est fréquemment mentionné, puis tout de suite oublié. C'est comme pour les deux méga hôpitaux universitaires : un non-sens sinon une folie. C'est fou ce qu'on est riche et gaspilleur. Peu importe que de riches fondations participent au financement de ces institutions, car enfin cela laisse entendre que les riches n'apportent leurs contributions qu'aux institutions anglophones et que, peut-être, les francophones au Québec sont toujours un bon cran en dessous des anglophones au point de vue financier, peu importe cinquante
- d'efforts accélérés pour en finir avec cette situation absurde.
Turbine – Abonné, 2 avril 2012 21 h 25
Manifestation anti-corruption
Hé les étudiants, pourquoi vous ne faites pas une grosse manif anti-corruption? Les universités sont corrompues par quelques avides. Désolée pour ceux qui sont dignes et honnêtes. Donnez les chiffres de primes de départ qu'eux-mêmes se donnent. La prime de 700 000\$ de la petite madame qui n'a pas fini son mandat, il y a bien des gens qui ne savent pas. Et on passe sous silence le temps que nous passons aux études et du fait, commençons à gagner notre vie 5-6 ans plus tard. Mon cousin a arrêté d'étudier à 16 ans, est dans la construction, est plein aux dents tandis que mon salaire de prof ne couvre pas le train de vie simple que j'ai et je m'endette pour envoyer mon garçon au Cegep. Quand une université n'a pas d'argent, elle ne fait pas de voyage, elle ne fait pas d'investissement à risque, elle n'étend pas ses locaux jusqu'au diable vauvert et elle ne se paie pas des primes de départ qui frôlent l'indécence. Les universités devraient faire comme moi, couper dans le gras. Quand t'as pas d'argent, c'est ça que tu fais.

LAPRESSEAFFAIRES: Combien ça rapporte, un diplômé?, par Michel Girard - Publié le 02 avril 2012 à 07h20

(Montréal) Nombre de détracteurs du gel des droits de scolarité universitaire estiment qu'il est inéquitable de faire supporter ce gel par l'ensemble des contribuables. Leur principal argument? Le gouvernement du Québec n'a pas à éponger à même les impôts de tous ses contribuables le manque à gagner que représente le gel des droits de scolarité.

Ils trouvent notamment odieux de faire payer ce gel par la masse de non-diplômés universitaires que l'on retrouve chez les petits salariés de divers secteurs (construction, manufacturier, financier, etc.), les employés de bureau, les retraités, les familles monoparentales, etc. C'est scandaleux, affirment certains, de faire payer les gens à faible revenu pour permettre à de futurs diplômés de gagner des revenus élevés.

Beaucoup de désinformation a circulé dans le but de miner la bataille des étudiants qui s'opposent à la hausse prochaine des droits de scolarité. Permettez-moi de remettre les pendules à l'heure... juste! Avec quoi? Avec des statistiques, simple question d'éviter que les émotions prennent le dessus sur les chiffres.

Commençons avec les statistiques fiscales des particuliers. La dernière année d'imposition provinciale disponible est celle de 2009, dont le rapport vient d'être rendu public par le gouvernement du Québec.

Sur les 6,2 millions de contribuables qui ont produit leur déclaration, à peine 2,8 millions ont réellement payé de l'impôt, soit 45% de l'ensemble des contribuables. Ils se sont partagé une facture totale d'impôt provincial de 16,9 milliards de dollars. Ce chiffre tient évidemment compte des nombreux crédits d'impôt remboursables (pour 4,1 milliards) que le gouvernement du Québec verse aux familles avec enfants (crédits de soutien aux enfants, des droits de garde); aux gens défavorisés (crédits pour la TVQ, les impôts fonciers, les frais médicaux, etc.); aux personnes âgées (crédit pour maintien à domicile).

C'est donc dire qu'au bout du compte, il y a 55% des contribuables québécois (soit 3,4 millions de contribuables) qui n'ont pas versé un cent d'impôt net. Ils se retrouvent pour la très grande majorité dans la catégorie des revenus inférieurs à 30 000\$. Parenthèse: c'est grâce aux crédits d'impôt remboursables que ces moins nantis ont pu finalement se partager une aide financière (nette d'impôt) de quelque 1,8 milliard.

Cela dit, regardons maintenant qui paie la fameuse facture des 16,9 milliards d'impôts des particuliers.

Les contribuables gagnant entre 30 000\$ et 49 999\$ de revenu ont assumé 21% de la facture fiscale alors qu'ils représentent 23,1% des contribuables. Ils ont versé en 2009 la somme totale de 3,55 milliards d'impôts.

Pour leur part, les citoyens gagnant de 50 000\$ à 99 999\$ représentaient 18,1% des contribuables. Mais ils ont épongé presque la moitié (47,7%) de la facture fiscale: ils ont payé 8,1 milliards d'impôt provincial.

Bien qu'ils ne soient que 250 000 à gagner plus de 100 000\$ au Québec, nos «riches» contribuables ont versé en impôt provincial la jolie somme de 6,9 milliards de dollars. Même s'ils ne représentent que 4,1% des contribuables, ils assument presque 41% de la facture de l'impôt des particuliers.

Si vous faites le décompte, vous constaterez que ces 45% de contribuables ont finalement versé 18,5 milliards d'impôts, soit 1,6 milliard de plus que la facture nette de 16,9 milliards. Il faut savoir que ce 1,6 milliard supplémentaire a été transféré en aide gouvernementale directe aux plus démunis, soit les gens gagnant 20 000\$ ou moins.

Qui donc serait appelé à assumer la grosse part du manque à gagner d'un gel des droits de scolarité? Eh oui! les contribuables qui gagnent 50 000\$ et plus, et plus particulièrement les riches de 100 000\$ et plus.

Seront-ils pour autant vraiment perdants à financer collectivement le gel des droits de scolarité? On parle ici d'une somme de 1625\$ par année universitaire, à partir de 2016.

Non!

Pourquoi? Parce que les diplômés universitaires, une fois rendus sur le marché du travail, vont faire partie des vaches à lait de la fiscalité québécoise. Ce sera un renvoi d'ascenseur.

Selon la dernière étude disponible (décembre 2008) sur «Le taux de rendement du baccalauréat: pour les diplômés et pour l'État», réalisée par Marius Demers, économiste au ministère de l'Éducation, le détenteur d'un diplôme universitaire va payer au cours de sa vie active énormément plus d'impôts et de taxes que les non-diplômés.

D'après cette étude, le diplômé type d'un bac verse pendant sa vie active (17 à 64 ans) la somme de 916 043\$ en taxes et impôts.

C'est 379 187\$ de plus que le détenteur type d'un diplôme d'études collégiales. Par rapport au détenteur d'un diplôme d'études secondaires, l'écart grimpe à 503 668\$. Et face au non-diplômé de l'école secondaire? Rien de moins que 644 277\$.

Ma chronique de lundi dernier, «Gel des droits de scolarité: un bon placement gouvernemental», a généré beaucoup de commentaires tranchants. Les étudiants en grève et leurs supporters ont grandement apprécié mon appui. Mais chez les farouches opposants au gel des droits de scolarité, plusieurs trouvent que je suis carrément dans les patates en alléguant que c'est payant pour la société de financer les études universitaires.

J'espère que les chiffres fiscaux les convaincront.